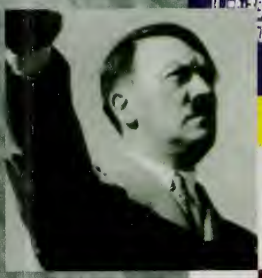
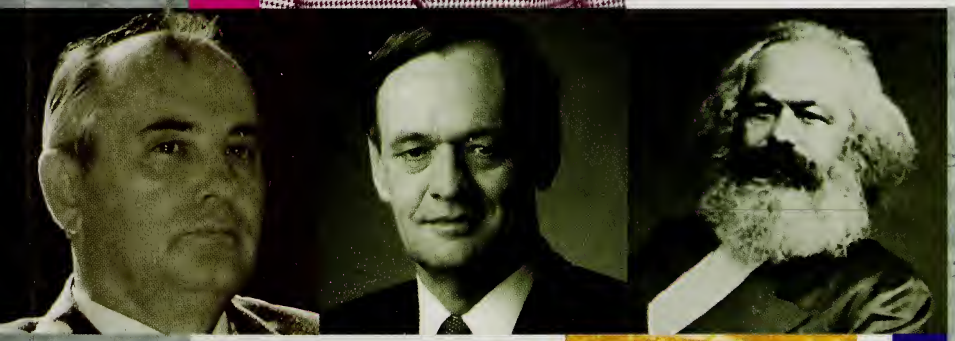
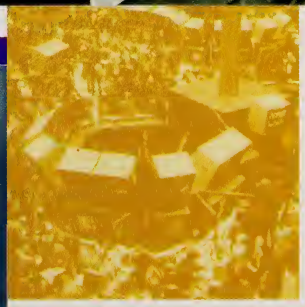


Systèmes politiques et économiques





Etudes sociales
Sujet 30
Immersion et francophone
Autorisé dans les écoles de l'Alberta

Alberta
EDUCATION

UNIVERSITY OF ALBERTA
QUAECUMQUE VERA
EX LIBRIS
UNIVERSITATIS
ALBERTENSIS

AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE

RALPH DILWORTH
• AUTEUR

François Richardier
• Illustrateur

Systèmes politiques et économiques

Alberta
EDUCATION
Direction de l'éducation française

Alberta. Alberta Education. Direction de l'éducation française

Systèmes politiques et économiques

Auteur : Ralph Dilworth — M.Ed.
Illustrateur : François Richardier
Gestion de projet : Denise Stocco
Validation du contenu : Georges Richardson, Ph.D.
Traitement de texte : Josée Robichaud
Traitement de texte et infographie : Marthe Corbeil
Révision linguistique : René Ladsous, Jocelyne Bélanger et Marie-José Knutton
Droits d'auteur : René Ladsous
Conception visuelle : Shane Chen
Aide artistique : Michel Fortier

DONNÉES DE CATALOGAGE AVANT PUBLICATION (ALBERTA EDUCATION)

Dilworth, Ralph
Systèmes politiques et économiques.

ISBN 0-7732-9935-1

1. Sciences sociales -- Étude et enseignement (Secondaire) -- Alberta.
2. Institutions politiques comparées. I. Titre. II. Alberta. Alberta Education. Direction de l'éducation française.

H62.5.C2.D581 1998 300.7

© 1998, la Couronne du chef de la province de l'Alberta, représentée par le ministre de l'Éducation.
Alberta Education,
Direction de l'éducation française,
11160, avenue Jasper, Edmonton
(Alberta) T5K 0L2.

Téléphone : (403) 427-2940
Télécopieur : (403) 422-1947
Adel : http://ednet.gov.ab.ca

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans une autorisation écrite de Alberta Education.

Nous remercions les maisons d'édition et les journaux qui ont accepté de nous laisser reproduire des extraits de leurs œuvres. Tous les efforts possibles ont été faits pour retrouver la source de chaque extrait. Veuillez signaler toute erreur ou omission à Alberta Education.

Cette publication est destinée au(x) :

Élèves	✓
Enseignants	
Administrateurs (directeurs, directeurs généraux)	
Parents	
Grand public	
Autres	

Dans le présent document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Distribution : Learning Resources Distributing Centre
Customer Service and Sales
12360 - 142e Rue
Edmonton, AB T5L 4X9
Téléphone : (403) 427-2940 Télécopieur : (403) 422-9750
Adel : http//www.lrdc.edc.gov.ab.ca

Bibliothèque Saint-Jean

TABLE DES MATIÈRES

xi Remerciements

xii Avant-propos

xiii Aide à l'apprentissage

1 Préface aux systèmes politiques

3 Chapitre 1 : Les idéologies

4 **Introduction**

6 **La nature humaine**

9 **La nature humaine et la politique**
9 • La vision optimiste de l'être humain
10 • La vision sceptique ou pessimiste de l'être humain
11 • La vision neutre de l'être humain

13 **Les idéologies — Des définitions**

16 **Classification des idéologies**
16 • Le XVIIIe siècle et les idéologies
16 • Le XIXe siècle et les idéologies
17 • Le XXe siècle et les idéologies
18 • Le continuum politique et le rôle de l'État
18 • Le continuum et la liberté

19 **Les idéologies et le rôle du gouvernement**

26 **L'interventionnisme et le domaine public**

30 **Les idéologies — Études de cas**
31 • Le libéralisme
36 - Le libéralisme économique
36 - Le libéralisme moderne
37 - Le néo-libéralisme — aussi appelé le néo-conservatisme
38 - Chronologie du libéralisme

39 • Le conservatisme
44 - Chronologie du conservatisme
51 • Le socialisme
53 - Chronologie du socialisme

56 **Les idéologies et les partis politiques**

62 **Faisons le point**

64 **Termes-clés et personnages-clés**

65 **Chapitre 2 : Théories politiques générales**

66 **Introduction**

66 **Classification des gouvernements**
68 • La classification selon la participation des gouvernés
68 - La démocratie libérale
70 - Les dictatures
72 - Les cas « spéciaux »
74 • La classification selon la séparation des pouvoirs
75 - Le pouvoir législatif
76 - Le pouvoir exécutif
79 - Le pouvoir judiciaire
79 - Le cas des dictatures

81 **Finalités des gouvernements**

82 **Moyens utilisés par les gouvernements**

84 **La configuration de l'État**
85 • L'État unitaire
86 - Le Royaume-Uni
86 - La France
87 - La Chine
87 • L'État fédéral
89 - Les États-Unis
89 - Le Canada
91 • Le régime confédéral
91 - Confédération helvétique — 1291 - 1798
91 - Union européenne (UE)
92 - Souveraineté-association

93 **Les constitutions**
93 • Définition
94 • La constitution anglaise
94 • La constitution américaine
95 • La constitution canadienne
96 • La constitution soviétique

99 **Faisons le point**

100 **Termes-clés et personnages-clés**

101 **Chapitre 3 : L'État, l'individu et les mécanismes de la vie politique**

102 **Introduction**

102 **La participation des citoyens**
103 • Le droit de vote
109 • L'exercice du droit de vote
111 • Les modes de scrutin
111 - Le scrutin majoritaire « uninominal »
118 - Le scrutin proportionnel (La représentation proportionnelle)
121 • Idées alternatives reliées au système électoral

123 **Les droits et libertés**
123 • Que sont les droits?
123 • Catégories de droits
124 • Droits collectifs et individuels
125 • Justification des droits
126 • La critique des droits
126 • La question des droits des minorités
128 • Droits — Autochtones
130 • La limitation des droits
131 • Les droits dans les dictatures
132 • La lutte pour la promotion des droits de la personne

135 **Les intermédiaires de la vie politique**
135 • Les partis politiques
136 - Caractéristiques habituelles des partis de droite
138 - Caractéristiques habituelles des partis de gauche
139 - Caractéristiques habituelles des partis du centre
141 • Les régimes de partis
142 • Les groupes de pression
144 • Les médias de masse
145 • La fonction publique et la bureaucratie
146 • L'armée et la police

148 **Faisons le point**

150 **Termes-clés**

151 **Chapitre 4 : Les régimes démocratiques**

152 **Introduction**

152 **Fondements de la démocratie**

153 • Les origines de la démocratie
155 • La démocratie à l'ère du libéralisme
155 - Le libéralisme politique
156 • Modèles de démocratie
156 - Le modèle de démocratie pure ou directe
157 - Le modèle de démocratie représentative
158 - Le modèle mixte
158 - Avantages et inconvénients de la démocratie représentative
159 - Techniques de la démocratie représentative
161 • La critique de la démocratie

167 **Les systèmes parlementaires**
167 • Les trois principes du parlementarisme
167 - L'exécutif dualiste
168 - La responsabilité ministérielle
169 - La discipline du parti
170 • Le parlementarisme britannique
171 - Le pouvoir exécutif
173 - Le pouvoir législatif
174 - Le pouvoir judiciaire
175 • Le parlementarisme canadien

184 **Le régime présidentiel**
186 • La séparation des pouvoirs
186 - Le pouvoir exécutif
190 - Le pouvoir législatif (Le Congrès)
193 - Le pouvoir judiciaire
193 • Les rapports entre les pouvoirs
196 • La participation des citoyens
197 • Comparaison des systèmes de gouvernement canadien et américain

201 **Défis et tendances actuels**
201 • Le leadership
203 • Participation dans le processus de prise de décision

205 **Faisons le point**

206 **Termes-clés et personnages-clés**

207 **Chapitre 5 : Les régimes dictatoriaux**

208 **Introduction**

208 **Classification des dictatures**
208 • Types de régimes dictatoriaux
211 • Degré de contrôle dans les régimes dictatoriaux
211 - Gouvernement autoritaire
211 • La loi faite par une petite élite
212 • La suppression de l'opposition
212 • La coercition physique

213 - Gouvernement totalitaire
213 • Idéologie
213 • Un parti unique
213 • La terreur
213 • Le contrôle de la communication de masse
213 • La maîtrise de l'économie
213 • La prise en charge des secteurs culturel, social et religieux

215 **Les techniques des dictatures**
215 • La force
216 • L'endoctrinement
217 • La canalisation du mécontentement populaire
218 • Le culte du chef
218 • La participation contrôlée ou dirigée
219 • La mise en tutelle d'institutions rivales
219 • La suppression des droits de la personne

221 **Les dictatures communistes**
222 • Le marxisme
222 • La théorie marxiste — Contexte
224 • Les principes marxistes
224 - Le matérialisme historique
224 - La dialectique
227 - La lutte des classes
228 - Le programme marxiste
229 - Un bilan provisoire de la théorie marxiste

231 **Lénine**
231 • Lénine et la théorie marxiste
231 - Le rôle du parti
232 - La dictature du prolétariat ou le centralisme démocratique
232 - L'analyse de l'impérialisme
234 • Lénine et les premières années du régime marxiste
235 - Les premières actions de Lénine
236 - Les soviets
237 - Caractéristiques du régime socialiste soviétique mis en place par Lénine
238 - De la R.S.F.S.R. à l'URSS

239 **Le régime politique soviétique**
239 • Le Parti communiste de l'URSS (P.C.U.S.)
240 • L'organisation du parti et de l'État
241 - Le parti
242 - Les pouvoirs législatif et exécutif
243 - Le pouvoir judiciaire
243 • L'opération de la fédération
244 • La constitution
244 • La dissidence

247 **Le stalinisme — Le totalitarisme à son apogée**

252 **L'évolution politique du régime — de Staline à Eltsine**
253 • Les réformes sous Gorbatchev

255 • La Russie de nos jours

257 **Le fascisme et le national-socialisme**
258 • L'idéologie fasciste
258 • Des traits communs
258 - Contre l'égalité
258 - Contre l'individualisme
259 - Contre la démocratie libérale
259 - Contre le capitalisme
260 - Contre la lutte des classes
260 - Contre l'internationalisme prolétarien
260 - Pour le nationalisme
261 - Pour le combat
261 - Pour un État totalitaire
262 - Pour un chef charismatique
262 - Pour le rétablissement de l'ordre et de la discipline
262 - Pour la propagande et l'endoctrinement
263 - Pour le vrai socialisme
263 • Quelques traits particuliers des fascistes
263 - Le corporatisme en Italie
264 - Le racisme en Allemagne
264 - Le côté irrationnel et anti-intellectuel du fascisme

266 **Le fascisme en Italie (1922 - 1943)**
266 • Le contexte historique
267 • La prise du pouvoir par Mussolini, 1922
268 • L'établissement de la dictature
268 • Le sort final — La fin du fascisme italien

270 **Le national-socialisme en Allemagne (1933 - 1945)**
270 • Le contexte historique de la montée du nazisme
271 - Le traité de Versailles
271 - La constitution de la « République de Weimar »
271 - Les problèmes
272 - La marche vers le pouvoir
272 - Hitler — De la prise de pouvoir à la dictature
273 - L'Allemagne nazie — Un État totalitaire
274 - Le nazisme et la vie en Allemagne

278 **Néo-fascisme, néo-nazisme et extrémisme nationaliste**

280 **D'autres régimes dictatoriaux**

281 **Faisons le point**

282 **Termes-clés et personnages-clés**

283 **Synthèse : Systèmes politiques**

289 **Préface aux systèmes économiques**

291 **Chapitre 6 : Théories économiques générales**

292 **Introduction**

292 **La rareté**

293 **Trois questions fondamentales**
294 • Que produire?
295 • Comment produire?
295 • Pour qui produire?

295 **Les systèmes économiques**
295 • L'économie traditionnelle
295 • L'économie de marché
296 • L'économie de commande ou économie dirigée

303 **Encadrement politique des systèmes économiques**

305 **Faisons le point**

306 **Termes-clés**

307 **Chapitre 7 : Les économies libérales ou de marché**

308 **Introduction**

308 **La théorie du libéralisme économique**
309 • Adam Smith (1723 - 1790)
310 • La loi selon Adam Smith

313 **Le fonctionnement de l'économie de marché**
313 • La propriété privée
315 • La loi du marché
320 • La souveraineté du consommateur
320 • Le profit
321 • La compétition ou la concurrence
324 • La division du travail
325 • Le cycle économique

333 **La défense de l'économie de marché**
333 • Les succès du capitalisme
336 • Le capitalisme à l'œuvre au niveau local et régional
338 • Le capitalisme et la démocratie ou capitalisme démocratique

340 **La critique de l'économie libérale**
340 • La critique morale du libéralisme
341 • Le libéralisme fonctionne-t-il?
344 • Étude de cas — Les États-Unis
345 • Le libéralisme peut-il durer?

346 **La Grande Dépression de 1929 — L'économie de marché en crise**
347 • Les causes de la Dépression
349 • Les effets de l'effondrement de la Bourse
350 • La crise à l'étranger
351 • Conséquences de la crise à l'étranger
352 • Les réponses à la crise
353 • États-Unis — Le « New Deal »
358 • Le rejet du libéralisme « Laissez-faire »
359 • Chronologie du libéralisme économique

360 **Le néo-libéralisme**
360 • La théorie
362 • La pratique
362 - Réagonomique
364 - Thatchérisme

366 **Faisons le point**

367 **Termes-clés et personnages-clés**

369 **Chapitre 8 : L'économie mixte et l'État-providence**

370 **Introduction**

372 **John Stuart Mill et le libéralisme réformé**

374 **John Maynard Keynes — Argument économique pour l'interventionnisme**
376 • La politique keynésienne de relance
378 • La politique keynésienne de déflation
379 • La politique keynésienne — Conclusion
383 • Solutions keynésiennes aux dangers guettant l'économie libérale
384 • Contraintes reliées à une politique keynésienne

386 **De Keynes à l'économie mixte et à l'État-providence**
387 • Intervention sur le plan économique
394 • Intervention sur le plan social

397 **La critique de la social-démocratie**
397 • Critique morale
399 • Critique des pratiques

402 **L'interventionnisme : Argument moral**

403 **Étude de cas — La Saskatchewan**

405 **Les États-providence : un survol de la pratique**
405 • Intervention gouvernementale sur le plan économique
407 • Intervention gouvernementale sur le plan social
407 • Étapes principales de la mise en place de la sécurité sociale canadienne

410 • Deux modèles de développement social
410 - La Suède comparée à d'autres pays industrialisés

416 **L'État-providence sous attaque**
418 • La Nouvelle-Zélande : virage à droite
420 • L'Alberta : La droite « révolutionnaire » au pouvoir
424 • Le cas de la Norvège

426 **Tendances actuelles dans les pays sociaux-démocrates**

427 **Faisons le point**

428 **Termes-clés et personnages-clés**

429 **Chapitre 9 : L'économie centralisée**

430 **Introduction**

431 **Premiers pas vers une économie centralisée**
432 • Le communisme de guerre
433 • La NEP
433 • De la NEP à Staline

436 **Organisation et fonctionnement d'une économie centralisée**

440 **Caractéristiques fondamentales de l'économie soviétique**
440 • La planification centralisée
441 • Les entreprises
441 • L'entreprise privée
441 • Le marché noir
442 • L'esprit d'entreprise et d'innovation
442 • Le profit
442 • Le travail et les salaires
443 • Les prix et leurs usages
443 • La souveraineté du consommateur

444 **Moyens et premiers résultats**
445 • Les plans quinquennaux
447 • Le triomphe de Staline

450 **Évolution et bilan économique**
450 • Les avantages et les inconvénients d'une économie centralisée
451 - Évolution du système économique soviétique

455 **Réformes, ruptures et nouveau départ**

461 **Évaluation de la performance des pays à économie centralisée**

465 **Faisons le point**

466 **Termes-clés et personnages-clés**

467 **Chapitre 10 : Tendances politiques et économiques actuelles**

468 **Introduction**

469 **La mondialisation des marchés**
471 • Avantages
475 • Inconvénients

479 **Autres tendances**
479 • L'augmentation des inégalités
481 • La montée de la région de l'Asie-Pacifique
482 • La renaissance du nationalisme
483 • L'intégrisme musulman
484 • Le féminisme
484 • L'écologisme

488 **Faisons le point**

488 **Termes-clés**

489 **Synthèse : Systèmes économiques**

493 **Index des termes définis**

REMERCIEMENTS

Élaborer un manuel de classe traitant des systèmes politiques et économiques est un vrai défi. Il a pu être relevé grâce à une équipe de personnes qui a travaillé d'arrache-pied pour mener ce projet à bon terme. La Direction de l'éducation française tient à reconnaître, en premier lieu, la contribution exceptionnelle de l'auteur du manuel, Ralph Dilworth, enseignant à Western Canada High School, Calgary, qui a mis au service du projet ses connaissances approfondies dans la matière, un esprit analytique rigoureux, d'excellentes compétences organisationnelles et son expérience de pédagogue. Assumer la conceptualisation et la rédaction d'un manuel de cette envergure est une entreprise exigeante et nous tenons à lui exprimer notre gratitude pour avoir relevé ce défi. Nous voulons faire ressortir également la contribution unique de François Richardier, qui a animé le contenu du livre, par le biais des caricatures et des bandes dessinées et avec un humour, une créativité et un esprit de synthèse merveilleux. Nos remerciements s'adressent aussi à Denise Stocco, qui a encadré l'équipe, dirigé tous les aspects du projet et s'est acquittée de cette tâche complexe avec adresse et compétence.

Nous sommes heureux de souligner la précieuse contribution du personnel de l'unité de production de la Direction de l'éducation française dont les compétences linguistiques, informatiques et techniques, la recherche de la qualité, de l'exactitude et de la précision ainsi que la patience, ont été inestimables et essentielles à la bonne réalisation du manuel. Nos remerciements s'adressent tout d'abord à deux personnes-clés qui ont suivi le projet depuis ses débuts : Marthe Corbeil, pour son efficacité et sa patiente collaboration en ce qui concerne le traitement de texte et l'infographie, et René Ladsous, pour l'obtention des droits d'auteur et la révision linguistique; puis à Jocelyne Bélanger et à Marie-José Knutton pour la révision linguistique finale, à Josée Robichaud, pour son aide en traitement de texte, à Shane Chen, pour la conception visuelle et la couverture, ainsi que pour son expertise unique en informatique et, finalement, à Michel Fortier pour son aide artistique.

Nous voulons remercier également Georges Richardson, enseignant à Bev Facey High School, Sherwood Park, pour sa revue judicieuse du manuel, ainsi que les écoles qui en ont fait l'expérimentation : William Aberhart High School, St. Mary's High School et Western Canada High School, Calgary; Ardrossan Junior/Senior High School, Ardrossan; Lethbridge Collegiate Institute, Lethbridge; École Maurice-Lavallée, Edmonton; Parkland Composite High School, Hinton; Crescent Heights High School, Medicine Hat; et Paul Kane High School, St-Albert.

La Direction de l'éducation française

AVANT-PROPOS

Vous allez bientôt avoir, ou vous avez déjà eu 18 ans. Dans quelques semaines ou dans quelques mois, votre scolarité va se terminer, vous allez vous joindre au monde des adultes. Certains et certaines d'entre vous entreront directement sur le marché du travail; d'autres feront des études postsecondaires. Mais, quel que soit votre choix, vous devrez prendre votre place et évoluer dans notre société complexe, mais combien fascinante.

Le manuel que vous avez entre les mains tente d'expliquer, en partie, ce monde dans lequel vous évoluez. Même si le sujet du manuel « Systèmes politiques et économiques » peut vous paraître intimidant, son étude vous permettra de comprendre pourquoi et comment la vie de tous les jours — individuelle et collective — peut être organisée. Vous vous êtes probablement déjà posé des questions sur vos chances d'avoir un emploi à 18 ans, sur le coût des études postsecondaires, sur la justice, ou encore sur l'égalité des sexes. Vous allez découvrir que les réponses à ces questions sont le résultat de choix politiques et économiques. Tout pays a des choix à faire et il les fait en fonction de certaines idées et valeurs.

Mieux connaître le monde qui « se rétrécit » à vue d'œil au siècle de l'information, choisir avec discernement les informations pertinentes et les analyser, faire preuve d'esprit critique, tels sont des critères essentiels pour bien remplir votre rôle de citoyen. Ce manuel tente de vous appuyer dans votre formation, de façon à ce que vous compreniez mieux la réalité contemporaine et que vous puissiez assumer un rôle actif et informé au niveau local, national et mondial.

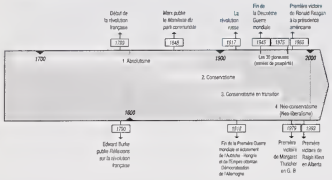
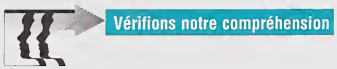
Nous avons fait notre possible pour bien expliquer et présenter le contenu d'une manière qui saurait vous intéresser et stimuler votre pensée critique et votre réflexion. Armez-vous d'une attitude positive et curieuse pour découvrir les idées qui ont façonné nos sociétés et ont contribué à la construction du monde dans lequel nous vivons.

Nous vous souhaitons bonne chance dans votre étude.

AIDE À L'APPRENTISSAGE

L'organisation du contenu ainsi que le format de présentation ont été spécialement conçus pour vous aider dans votre apprentissage. Les idées sont expliquées avec autant de précision et d'exemples que possible. Les rubriques suivantes, que vous retrouverez à travers le texte, sont toutes destinées à faciliter votre travail.

Rubriques	Buts
DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS : • la définition d'une idéologie • les principes de base d'une idéologie	Ceci vous donne une idée du contenu du chapitre et vous permet de faire le point sur vos connaissances antérieures.
Néo-libéralisme	les mots en gras sont définis dans la marge
la droite moderne se veut le champion de l'individu et prône un minimum d'intervention gouvernementale	les mots en couleur indiquent des idées-clés
	les exercices exploitent le contenu de façon à vous permettre de vous l'approprier
	ces exercices et lectures offrent un approfondissement du contenu et un enrichissement de l'apprentissage
	les caricatures et bandes dessinées reflètent par le visuel des concepts et des contenus. Par exemple, la devise des trois mousquetaires « chacun pour soi » est reliée à l'individualime prôné par la droite; la devise « un pour tous » illustre le concept du bien-être collectif (pour toute la société)

Rubriques	Buts
	les schémas et tableaux traitent du contenu de façon succincte
Ligne chronologique 	les lignes chronologiques permettent de suivre le développement et l'implantation des idéologies et des régimes dans le temps ainsi que leur coexistence
	cette rubrique fait un retour sur les points principaux de la partie étudiée
FAISONS LE POINT	ceci conclut et résume le chapitre
	cette liste comprend les concepts et les gens importants du chapitre

Vous trouverez à la fin du manuel un **index** qui vous permettra de retrouver rapidement les mots, les concepts et les expressions définis.

PRÉFACE AUX SYSTÈMES POLITIQUES

Cette partie traite des systèmes politiques. Elle débute avec une introduction générale aux idéologies, à leur émergence et à leurs caractéristiques générales. Elle est suivie d'un chapitre sur les théories politiques générales. On aborde ensuite la participation de l'individu au gouvernement et les mécanismes mis en place relatifs à cette participation. Dans les deux chapitres suivants portant sur les régimes démocratiques et dictatoriaux, on traite des principes de base, des traits majeurs et de l'exercice du pouvoir dans chaque système, ainsi que de leur évolution.

CHAPITRE

Les idéologies

1

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la définition d'une idéologie;
- les principes de base ou prémisses de base d'une idéologie;
- les différentes façons de concevoir la nature humaine et sa signification pour la construction d'une idéologie;
- la classification des idéologies;
- les traits majeurs des différentes idéologies;
- l'évolution historique des idéologies : libéralisme, conservatisme et socialisme.

INTRODUCTION

Le texte dont vous abordez la lecture se veut intéressant et informatif. Toutefois, la matière qu'il renferme est, par moments, difficile et peut sembler loin de vos préoccupations quotidiennes.

C'est là qu'on se trompe! Les domaines politique et économique ont un impact énorme sur notre vie de tous les jours et sur nos perspectives d'avenir. Les histoires suivantes nous aideront peut-être à voir jusqu'à quel point les systèmes économiques et politiques en place peuvent déterminer la façon dont nous vivons.

Monica est une fille intelligente. Elle vit aux États-Unis, le pays où selon la légende, chacun peut réaliser ses rêves. Monica a toutefois un handicap. Elle est la sixième de huit enfants et ses parents sont pauvres. Par conséquent, Monica se pose la question à savoir si elle va pouvoir aller à l'université après ses études secondaires. Vu la situation financière de ses parents et étant donné le système politique et économique en place dans son pays, Monica sait qu'elle va être obligée de trouver elle-même l'argent nécessaire pour payer ses études. Elle décide donc de travailler à temps partiel et d'étudier à temps partiel. Elle réalise rapidement toutefois qu'un tel régime n'est pas très satisfaisant, car elle ne peut pas rivaliser avec les étudiants qui étudient à plein temps. Monica décide donc de quitter l'université et de trouver un emploi.

La situation serait-elle plus facile si Monica habitait ailleurs? Si Monica habitait dans certains pays de l'Europe de l'Ouest, comme la France ou la Suède, elle n'aurait pas à s'inquiéter de payer ses études universitaires. Vu ses notes élevées, ses études seraient payées par l'État qui verrait en elle un excellent investissement pour l'avenir. Par contre, Monica serait obligée plus tard, quand elle gagnerait un salaire, de remettre une bonne partie de son revenu à l'État afin de financer des programmes comme celui de l'éducation postsecondaire gratuite dont elle aura tellement profité.

Comme le démontre cet exemple, les perspectives d'avenir de Monica dépendent du système politique et économique en place dans son pays. Nous voyons à quel point ces systèmes déterminent ses chances de se développer pleinement.

Supposons maintenant que Monica soit née dans l'ex-URSS. Son éducation serait gratuite là aussi, du moins en principe. Les observateurs ont pour la plupart applaudi les tentatives des dirigeants communistes dans ce pays, comme dans d'autres, de relever le niveau d'éducation et d'alphabétisation de la population. Par contre, Monica, comme les autres citoyens dans ce pays, aurait un prix à payer pour vivre sous un gouvernement qui accorde la plus grande priorité aux besoins de la communauté, c'est-à-dire au bien-être collectif ou commun. Quel est ce prix? C'est la subordination de ses droits individuels et de son individualisme au bien-être de la collectivité. De ce fait, Monica ne serait pas toujours libre de lire ce qu'elle veut. Elle ne pourrait pas toujours se procurer les produits de consommation qu'elle désire ou écouter à la radio ses groupes musicaux préférés; elle n'aurait peut-être même pas les moyens de les découvrir — la radio soviétique ne jouait que la musique approuvée par l'État

et les stations de l'Europe de l'Ouest sont bloquées par des techniques hautement sophistiquées.

Encore une fois, nous voyons comment le système politique et économique en place influe sur la vie de notre amie Monica. Il en est ainsi pour nous aussi. Les pratiques politiques et économiques de notre pays nous semblent souvent naturelles — elles nous semblent données — des traits qui ont toujours été là. Ce n'est souvent qu'en voyageant que nous nous rendons compte de l'existence d'autres façons d'organiser politiquement et économiquement un pays. Notre système a été conçu, construit et mis en place par les Canadiens qui nous ont précédés; il est le fruit de la jonction de plusieurs facteurs.

ACTIVITÉ

Facteurs influant sur le choix d'un système politique et économique (travail de groupe)

Regroupez-vous selon les instructions de votre enseignant (e) et développez des réponses de groupe (les réponses collectives) aux questions suivantes :

1. Pourquoi les systèmes politiques et économiques varient-ils tant dans notre monde? (Même question, posée autrement : Quels sont les facteurs qui déterminent, selon vous, les systèmes politiques et économiques qu'un peuple ou une nation adoptera?)

2. Comment détermine-t-on quel système est le meilleur? Y a-t-il un système qui est le meilleur pour tous les peuples et toutes les civilisations, ou le système à adopter dépend-il des caractéristiques du peuple ou de l'étape où ce peuple se trouve dans son évolution? Justifiez votre opinion à l'aide d'exemples.

Partagez vos idées en classe.

LA NATURE HUMAINE

Un des facteurs déterminants dans le choix d'un système politique et économique que vous avez peut-être identifié dans l'exercice précédent, est celui de la **nature humaine**.

C'est quoi au juste ce concept de « nature humaine »? Nous savons que les animaux obéissent aux règles de l'instinct que la nature a établies et modifiées au besoin. L'être humain obéit-il, lui aussi, à une certaine loi naturelle? A-t-il une « nature humaine » qui lui a été accordée par la Nature ou par un Créateur?

Nature humaine : ensemble des caractéristiques qui définissent, qui animent ou qui sont fondamentales à l'être humain

Vision : la façon dont on perçoit, on se représente les choses

Un système politique et économique est une construction sociale, c'est-à-dire qu'il est inventé et mis en place au cours des ans par des humains eux-mêmes. Il devrait donc correspondre au génie particulier (aux caractéristiques les plus profondes, à son instinct si vous voulez) des êtres humains qui l'utiliseront pour répondre à leurs besoins les plus fondamentaux. Il serait donc logique de chercher la pierre angulaire ou la fondation de la raison d'être de tout système politique et économique dans la **vision** qu'a une société de la nature humaine.

ACTIVITÉ

Caractéristiques de la nature humaine (travail de groupe)

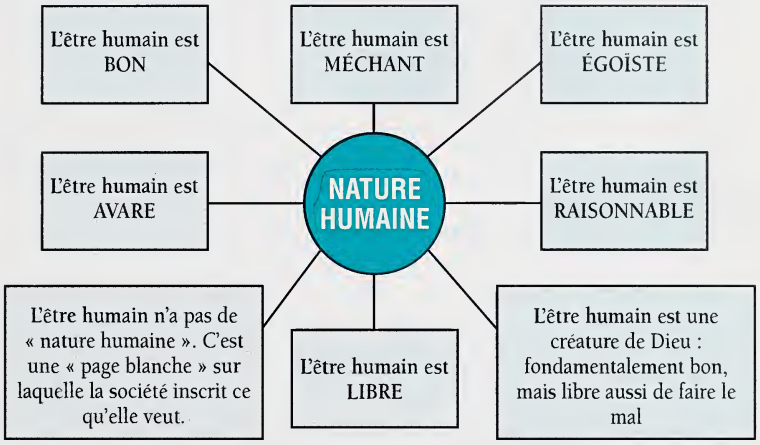
En groupe, développez des réponses collectives aux questions suivantes :

1. Quelles sont les caractéristiques principales, c'est-à-dire les qualités ou les défauts de la nature humaine? Faites une liste de possibilités avant d'arrêter votre choix. Rappelez-vous qu'une telle question vous oblige à identifier les caractéristiques les plus profondes et innées, c'est-à-dire présentes dès la naissance, qu'on trouve chez l'homme. Si vous êtes de nature religieuse ou si vous avez une certaine connaissance des différentes religions, tentez d'identifier comment chacune d'entre elles caractérise ou entrevoit l'Homme. Voici certaines caractéristiques souvent associées à la nature humaine. Ajoutez à cette liste et faites votre choix final.

bon	mauvais
égoïste	faible
libre	raisonnable (doté de raison)

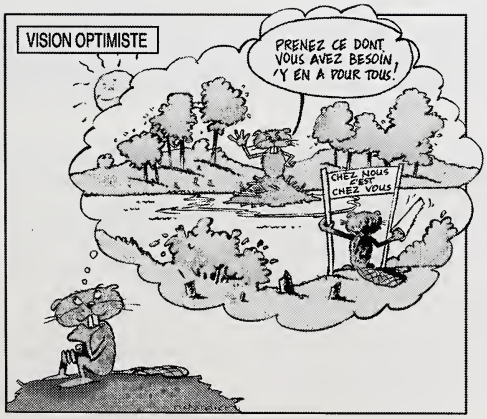
Partagez en classe.

C'est quoi la « nature humaine »? Quelles sont les réponses possibles à cette question? Au cours de l'histoire, les philosophes et les groupes religieux nous ont suggéré plusieurs réponses. Résumons sous forme schématique les réponses possibles. Dans chaque cas, nous donnons la caractéristique primordiale de chaque « vision » de l'être humain.

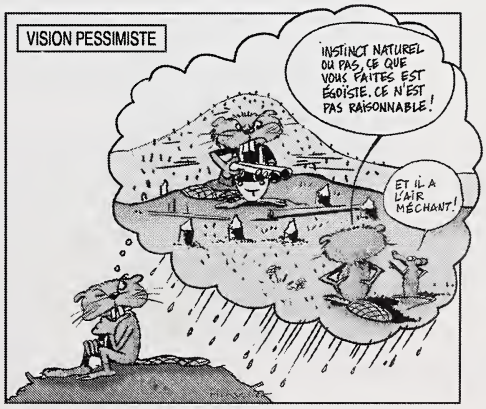


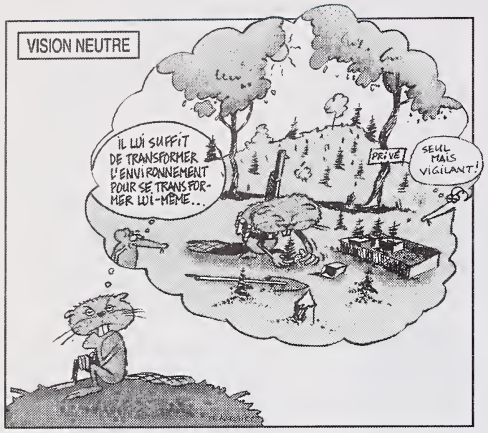
Une analyse de ces réponses nous révèle que certaines visions sont plutôt optimistes, d'autres sont pessimistes et d'autres encore, assez neutres.

Vision optimiste : l'être humain est bon, libre et raisonnable.



Vision pessimiste : l'être humain est méchant, avare et égoïste.





Vision neutre : l'être humain est sans « nature humaine ». C'est une « page blanche » ou, comme le dit John Locke, une « tabula rasa » sur laquelle la société ou l'environnement (l'ensemble des conditions culturelles et socio-économiques) inscrivent leurs priorités.

Nous pouvons voir maintenant que le type de gouvernement idéal pour les êtres humains « en société » (vivant ensemble) dépend de la vision que nous avons de l'être humain.

ACTIVITÉ

Vision de l'être humain

Voici des questions qui veulent susciter la réflexion et la discussion — vous n'êtes pas censés savoir nécessairement les réponses. Répondez aux quatre questions pour chaque vision.

	Si l'être humain est bon, libre et raisonnable	Si l'être humain est méchant, avare et égoïste	Si l'être humain est une « page blanche » ou une « tabula rasa »
Le meilleur gouvernement serait un gouvernement :			
Qui aurait le pouvoir dans ce gouvernement?			
Quel serait le rôle de l'individu dans ce gouvernement?			
Quelles seraient les priorités de ce gouvernement?			

LA NATURE HUMAINE ET LA POLITIQUE

La vision optimiste de l'être humain

L'activité précédente avait pour but de vous faire voir le lien entre « vision de la nature humaine » et système politique et économique. Notre opinion sur le meilleur système de gouvernement pour l'être humain va dépendre de notre vision de l'être humain.

Jean-Jacques Rousseau (1712 - 1778)

La logique ici n'est pas difficile à suivre. Si, par exemple, nous croyons l'être humain essentiellement bon et raisonnable, nous le croyons capable de s'occuper de lui-même, de comprendre et de poursuivre son propre intérêt, d'utiliser sa raison et d'user de sa liberté positivement. Le type de gouvernement qui conviendrait le mieux à un tel être humain serait un gouvernement qui lui permettrait de maximiser sa liberté, d'utiliser sa raison, de poursuivre ses propres intérêts sans entrave, et de régler lui-même ses problèmes. Le gouvernement idéal pour un tel être serait un gouvernement réduit au minimum, un gouvernement qui se limite à assurer le respect des droits de chacun. Ce gouvernement s'emploierait à garantir la liberté de chaque individu, car la liberté est la condition sine qua non (condition sans laquelle le reste n'est pas réalisable) au développement de chaque individu. En général, on n'a pas à craindre que l'homme abuse de sa liberté car, après tout, il est raisonnable et bon. Il faut, toutefois, s'assurer que l'exercice de la liberté des uns n'empiète pas sur la liberté des autres. C'est pour cela que les gens qui adoptent cette vision de l'être humain mettent beaucoup d'importance sur la protection de la liberté et des droits de la personne jusqu'à réclamer leur enchâssement ou inclusion dans une constitution écrite. Puisque « la liberté » comme valeur est centrale aux préoccupations de cette philosophie, nous l'appelons **libéralisme**. Les gens qui partagent cette philosophie politique sont appelés des **libéraux**.

Nous reconnaissons ici certaines idées des philosophes du Siècle des Lumières tels Voltaire et Jean-Jacques Rousseau, ainsi que celles des architectes de la révolution française.

Les libéraux de l'époque avaient pour objectif d'affranchir ou de libérer les individus de l'autorité des **gouvernements absolutistes**. Ces gouvernements ne partageaient pas la vision libérale de l'être humain et voyaient la démocratie comme une **utopie** dangereuse, démentie par l'histoire.

Il y a d'autres philosophies politiques qui voient l'Homme comme essentiellement libre, bon et raisonnable. Les **libertaires**, par exemple, acceptent la nécessité d'un gouvernement pour garder l'ordre, mais veulent que son rôle s'arrête là. Ils ne croient ni à la nécessité de protection gouvernementale des droits de la personne ni à un rôle quelconque du gouvernement dans la promotion de l'épanouissement de la personne (éducation, santé, culture, etc.). L'individu est ainsi libre de toute entrave gouvernementale et peut faire son chemin, sans s'inquiéter de l'ingérence étatique dans sa vie.

Les **anarchistes** vont encore plus loin. Ils rejettent toute autorité. Ils refusent

Libéralisme : doctrine selon laquelle les gens devraient avoir la plus grande liberté et égalité possible ainsi que le droit de participer au gouvernement

Gouvernement absolutiste : régime où le pouvoir appartient à une personne, en général un monarque

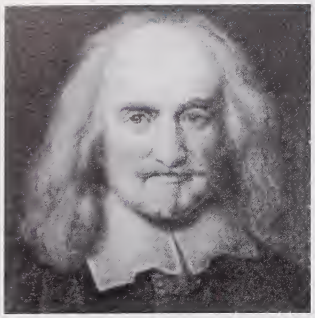
Utopie : pays imaginaire où un gouvernement idéal règne sur un peuple heureux; rêve impossible

Libertaire : individu qui ne reconnaît aucune limitation de la liberté individuelle en matière sociale, politique

Anarchiste : personne qui rejette toute autorité, particulièrement celle de l'État, et qui veut que le pouvoir soit exercé directement par l'individu

toute forme de gouvernement. L'existence même d'un pouvoir étatique est, à leurs yeux, une menace à la liberté de la personne. À la place, ils proposent une structure sociale où la coopération et l'exercice du pouvoir par les individus se situent au niveau local.

Au cours de l'histoire, ces deux derniers mouvements ont été assez marginalisés. Il est vrai que les anarchistes ont joué un certain rôle dans l'histoire de la Russie et de l'Espagne. Les libertaires, pour leur part, ont parfois formé leur propre parti politique sans grand succès, d'ailleurs, ou ont infiltré d'autres partis qui prônent une réduction de l'influence de l'État dans nos vies.



Thomas Hobbes (1588 - 1679)

La vision sceptique ou pessimiste de l'être humain

Si nous croyons que l'être humain est avare, méchant et égoïste, comme le célèbre philosophe anglais Thomas Hobbes (1588 - 1679), nous aurons peur de le laisser seul avec d'autres êtres humains. Si une force supérieure n'intervient pas pour imposer l'ordre, ils pourraient s'entretuer ou du moins, se faire beaucoup de mal. La société serait incapable d'avancer en raison du règne paralysant du désordre et de l'instabilité. Il faudrait donc, si telle est la vraie nature de l'être humain, établir un gouvernement fort qui impose sa volonté afin de discipliner ces êtres égoïstes au nom d'un bien supérieur — celui du pays, de la société ou d'une classe dirigeante.

Ce gouvernement n'inviterait pas le public à participer aux prises de décision, mais limiterait ce rôle à ceux qui, par leur naissance, sont plus civilisés et éduqués et qui donc ont surmonté la bassesse de leur nature humaine. Ce groupe se forme avec le temps et se donne souvent un chef appelé roi, empereur ou tsar. Le groupe qui l'entoure, qui l'appuie et qui demande parfois un rôle élargi dans le gouvernement, sans vouloir étendre cela à la population entière, s'appelle l'**aristocratie**.

Selon les adeptes de cette philosophie, l'aristocratie est le groupe le plus apte à diriger un pays car, par sa formation, sa culture et son éducation, il a pu se libérer de sa bassesse originale pour dépasser l'égoïsme fondamental des gens ordinaires. La structure gouvernementale qu'on met en place, compte tenu de la nature humaine, en est une qui impose l'ordre, qui maintient la structure sociale mise en place au cours des ans, qui prêche le respect de l'autorité et des valeurs traditionnelles et qui valorise toutes les structures sociales (monarchie, Église, famille) qui servent de piliers à la stabilité du tissu social. Étant donné que le mot d'ordre ici semble « conserver », les adeptes de cette vision de l'être humain et du type de gouvernement qui en découle sont appelés des conservateurs. La philosophie elle-même se nomme le **conservatisme**.

Aristocratie : noblesse, élite

Conservatisme : doctrine basée sur le respect du statu quo, des valeurs et coutumes traditionnelles

John Locke (1632 - 1704)

La vision neutre de l'être humain

Cette catégorie est intéressante car elle propose que l'être humain n'a pas de « nature humaine » en tant que telle. Selon John Locke, philosophe écossais, l'être humain à sa naissance est une « tabula rasa », c'est-à-dire une page blanche. Le fait que l'Homme n'est ni « programmé » vers le Bien ni « programmé » vers le Mal le rend libre. Cette liberté est, pour Locke, l'attribut le plus important de l'Homme. Cette insistance sur la liberté fait de Locke un des premiers philosophes libéraux.

L'idée que l'être humain n'est ni prédisposé à la bonté ni à la méchanceté soulève la question pour certains philosophes de l'origine des caractéristiques qui définissent chaque être humain. Pour certains philosophes, l'être humain prend ces caractéristiques de son environnement, c'est-à-dire de tout ce qui l'entoure (famille, société, culture, économie, vie politique, etc.). C'est cet environnement qui, après la naissance, s'empare très rapidement de la « conscience » ou de « l'essence » de l'enfant. Selon ce scénario, l'être humain est « déterminé » par ces forces extérieures. Sa liberté initiale s'efface devant un environnement qui façonne son « âme ».

Marx a identifié les facteurs socio-économiques comme forces proéminentes dans la création de la conscience humaine. La personnalité de l'Homme ou son « essence » est déterminée ou créée par les conditions matérielles dans lesquelles il vit. Il suffit, selon Marx, de transformer l'environnement dans lequel l'Homme vit pour transformer l'Homme lui-même et le libérer des chaînes qui l'empêchent de s'épanouir et de réaliser son potentiel.

Sur le plan politique, cette idée se traduit par la nécessité d'une intervention gouvernementale afin de changer les données fondamentales socio-économiques. Pour Marx, un gouvernement dictatorial représentant les travailleurs (la classe exploitée) doit prendre les rênes du pouvoir pour une certaine période de temps afin de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation dont la plupart des hommes sont victimes.

idéologie
QUELQUE PART EN ANTARCTIQUE
NOUS AVONS ICI AVEC NOUS SON EXCELLENCE LE MANCHOT ROYAL. IL VA NOUS PARLER D'IDÉOLOGIE DANS LA SOCIÉTÉ DES MANCHOTS.
LE MANCHOT EST FONDAMENTALEMENT BON...
IL EST LIBRE MAIS IL SAIT QU'IL A PLUS DE CHANCE DE SURVIVRE EN COMMUNAUTÉ.
IL PEUT ÊTRE, AUSSI, ÉGOÏSTE...
... ET PARFOIS, IL SUIT AVEUGLÉMENT LES AUTRES.
C'EST VRAI QUE ÇA VOLE PAS HAUT UN MANCHOT !
ET POUR QUELLE RAISON ÊTES-VOUS LE ROI DES MANCHOTS ?
PARCEQUE JE SUIS PRÉDESTINÉ À L'ÊTRE.
COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CETTE PRÉ-DESTINATION ?
DEPUIS TOUJOURS, MES ANCÊTRES ONT ÉTÉ CHOISIS POUR GOUVERNER.
ET QUI A FAIT CE CHOIX ?
NOS ANCIENS L'ONT LU DANS LE CIEL
ET QUI L'A ÉCRIT ?
L'ASTRE SUPRÊME.
QUI EST ?
LE GRAND MANCHOT. ICI, REGARDEZ.
NOTE : LORSQUE CETTE ENTREVUE EUT LIEU, JOHN LOCKE N'ÉTAIT PAS ENCORE VENU VISITER L'ANTARCTIQUE...

Les idéologies — des définitions

Nous venons de voir que le type d'organisation sociale et politique que nous favorisons dépend de notre vision de l'être humain. Cette vision est la pierre angulaire ou la base de tout système de croyances politiques et économiques. De cette vision de l'être humain découle un certain nombre de valeurs et de croyances que nous tenons pour vraies. Par exemple, si nous considérons l'Homme comme bon et raisonnable, nous aurons tendance à vouloir le laisser libre d'organiser sa vie comme bon lui semble. Nous valoriserons donc la liberté et la raison et appuierons un gouvernement qui garantit la jouissance de la liberté et le développement des facultés critiques et intellectuelles de l'être humain.

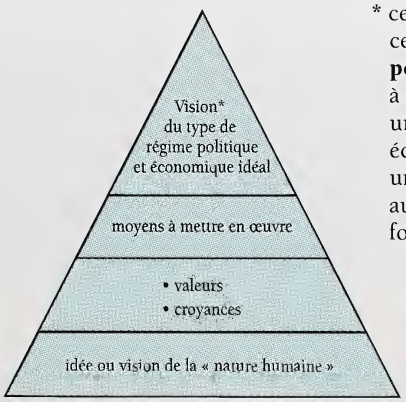
Si, par contre, nous croyons l'Homme prédisposé à la malveillance et à la méchanceté, nous aurons tendance à vouloir le sauver du chaos social qui pourrait naître si chacun poursuivait ses objectifs égoïstes et parfois irrationnels. Nous aimerions voir probablement un gouvernement assez fort qui imposerait l'ordre et établirait des normes sociales qui serviraient de guide moral pour des générations à venir. Nous aurions donc tendance à appuyer les valeurs de l'ordre, du respect de la tradition, de la loi, des autorités et des institutions sociales qui agissent comme gardiens de l'ordre social.

C'est de cette façon que nous construisons sur la base de notre vision de la nature humaine un ensemble de valeurs et une vision du type de régime politique et économique qui serait le meilleur pour l'Homme. Nous adoptons aussi une idée des moyens qu'il faut mettre en œuvre pour arriver à construire ou à mettre en place un régime politique et économique conforme à nos valeurs et à notre vision de l'être humain. Toutes ces idées prises dans leur ensemble (vision de l'Homme, valeurs, croyances, moyens à mettre en œuvre, idée du régime idéal) constituent une **idéologie**.

Idéologie : système de croyances et d'idées qui explique et qui guide la vie d'un pays ou d'une personne

Projet politique : direction, programme et actions prises par un gouvernement en fonction de sa vision et de ses valeurs

Une idéologie correspond donc au diagramme suivant :



* cette « vision » est appelée par certains auteurs un **projet politique**. Ce projet fait référence à une vision de ce qui constitue une organisation politique et économique idéale, c'est-à-dire une organisation qui correspond aux caractéristiques fondamentales de l'être humain.

Quant aux définitions précises d'une idéologie, nous avons l'embarras du choix.

Selon Philippe Burrin, dans *Nouvelle histoire des idées politiques*, une idéologie est :

> « un ensemble de principes et de valeurs définissant une vision du monde et de la société et débouchant sur un projet politique d'action et de changement. »

Denis Monière, dans *Le développement des idéologies au Québec*, décrit une idéologie comme :

> « un système global plus ou moins rigoureux de concepts, d'images, de mythes, de représentations qui, dans une société donnée, affirme une hiérarchie de valeurs et vise à modeler les comportements individuels et collectifs [...]
>
> L'idéologie est une incitation à agir dans telle ou telle direction en fonction d'un jugement de valeur. »

Bien que différentes, ces définitions ont plusieurs éléments en commun. Elles comportent toutes les deux :

- des hypothèses quant à la nature humaine et à celle de la société humaine;
- une hiérarchie de valeurs;
- une vision du monde;
- un projet politique (choix de société).

On dit que c'est important d'avoir une idéologie, car cela nous permet de mieux comprendre notre environnement et de mettre de l'ordre dans notre vie. Une idéologie nous donne une façon de juger et d'évaluer toute une foule de questions et d'événements confus et complexes dans le monde et nous transmet un sens de sécurité envers l'avenir.

Les idéologies comportent toutefois un côté moins positif. En acceptant une certaine idéologie comme étant vraie pour toutes les sociétés en tout temps, on court le risque de s'enfermer dans une prison philosophique et de ne pas voir les solutions alternatives aux problèmes qui nous assaillent. On appelle les gens qui interprètent tout selon une idéologie rigide, des **dogmatistes** ou des **idéologues**.

Dogmatiste : personne qui tient une opinion ou une croyance comme une vérité absolue

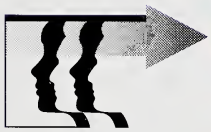
Idéologue : personne qui embrasse ou qui appuie une idéologie

ACTIVITÉ

Ébauche d'une idéologie personnelle

Sur une page séparée, développez une réflexion sur votre propre idéologie. Celle-ci peut être encore assez floue, mais vous avez sans doute certains éléments déjà en place. Utilisez les questions suivantes comme pistes de réflexion.

1. Quelle vision ai-je de l'être humain? L'être humain est-il doté d'une « nature » quelconque?
2. Pourquoi ai-je une telle vision? D'où est-elle venue?
3. Quelle sorte de système politique et économique correspond à ma vision? Quelles mesures la société doit-elle prendre pour mettre ce système en place?
4. Pour quelles raisons ai-je rejeté les autres systèmes possibles?



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la vision qu'une société a de la nature humaine influence son organisation et ses actions;
- vision optimiste, vision pessimiste et vision neutre de la nature humaine.

CLASSIFICATION DES IDÉOLOGIES

Le XVIIIe siècle et les idéologies

Une façon de classifier les idéologies est d'utiliser les termes de « **droite** » et de « **gauche** » qui ont été introduits dans le vocabulaire politique pendant la révolution française. Les députés qui favorisaient une monarchie forte étaient assis à la droite du président de l'Assemblée législative (1791), tandis que ceux qui favorisaient un gouvernement démocratique étaient assis à sa gauche. La droite acceptait le principe du droit divin de la monarchie, tandis que la gauche croyait en la souveraineté du peuple. Les gens du **centre** cherchaient un compromis entre ce qu'ils voyaient comme deux extrêmes. Cette distinction entre droite, gauche et centre nous permet de faire une première comparaison des idéologies qui se sont développées pendant les années révolutionnaires en France. Le tableau ci-dessous résume cette distinction :

Le XIXe siècle et les idéologies

Le XIXe siècle a vu se cristalliser certaines idées déjà présentes durant la révolution française (libéralisme, conservatisme) ainsi que le développement de nouvelles idées telles que le **communisme** et le **socialisme** démocratique. Ces changements sur le plan idéologique ont modifié le continuum politique appelé aussi éventail politique. Le continuum assez simple développé au XVIIIe siècle a dû céder la place à des continuums plus complexes. Voici par exemple un continuum qui démontre les différences idéologiques sur le plan politique telles qu'elles existaient à la fin du XIXe siècle :

La droite : terme désignant les gens qui sont opposés au changement et qui favorisent l'ordre et la discipline

La gauche : terme désignant les gens qui favorisent le changement politique pour obtenir une société plus équitable et égalitaire

Le centre : terme désignant les gens qui prennent une position modérée entre la droite et la gauche

Communisme : régime où la propriété privée est absolue, où l'État est propriétaire des ressources et des moyens de production et où les gens possèdent les mêmes richesses et pouvoirs

Socialisme : idéologie, ou système, basée sur une participation active du gouvernement dans la société — y compris l'économie — de façon à assurer le bien-être général et l'intérêt de tous

Une autre façon de comparer les idéologies serait de les différencier selon leur attitude face à certaines valeurs. Prenons par exemple l'idée de l'égalité. Si nous comparons la position des idéologies à la fin du XIXe siècle sur ce plan, nous obtenons le continuum suivant :

Les communistes se trouvent à la gauche car ils favorisent des mesures qui assureraient les mêmes conditions et les mêmes droits économiques et politiques à tout le monde. Chacun jouirait d'un même niveau de vie (égalité économique) et des mêmes droits politiques (égalité politique). Les conservateurs, par contre, prônent des politiques qui favorisent les classes aristocratiques et bourgeoises et qui permettent la création de grandes inégalités par rapport au niveau de vie des gens.

Le XXe siècle et les idéologies

Fascisme : régime autoritaire reposant sur la glorification de la nation, la force et la discipline

Ce siècle voit le développement d'une seule nouvelle idéologie — le **fascisme**. Cette idéologie, que nous examinerons plus en détail sous peu, croit à l'inégalité fondamentale des êtres humains, et se trouve à l'extrême droite sur le continuum. Aujourd'hui nous utilisons le continuum suivant pour classifier les différentes idéologies :

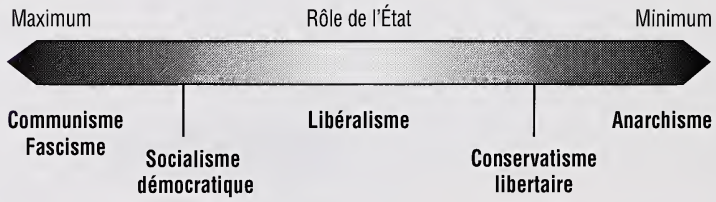
Les observateurs politiques utilisent parfois d'autres termes pour décrire les tendances politiques. Nous expliquons ci-dessous le sens de ces termes et les placerons ensuite sur le continuum. Ces termes reflètent une certaine attitude face **au changement**, ce qui est une autre façon de distinguer les idéologies les unes des autres.

réactionnaire — quelqu'un qui s'oppose au progrès social et qui vise à rétablir les institutions et les valeurs d'une époque antérieure. Nous appelons le mouvement qui regroupe ces gens, la Réaction.

radical — quelqu'un qui prône des réformes profondes afin de rendre la société plus juste et plus égalitaire.

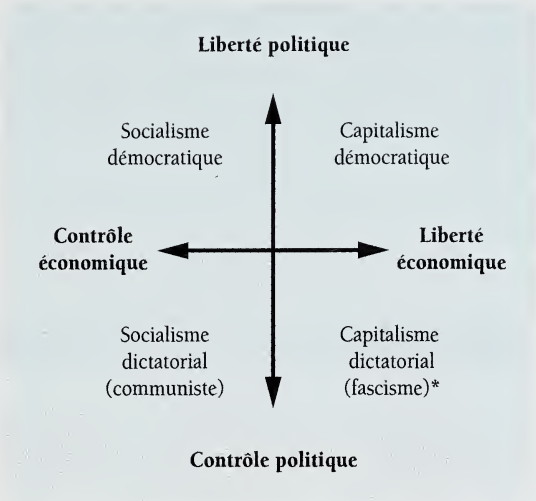
Le continuum politique et le rôle de l'État

À présent que nous comprenons le fonctionnement de ces continuums, nous pouvons les utiliser pour comparer les idéologies à différents niveaux. Ce faisant, nous noterons que la place de ces idéologies sur le continuum peut changer en fonction du sujet examiné. Prenons, par exemple, l'attitude des différentes idéologies face à la question de la réglementation gouvernementale et de la place du gouvernement dans nos vies en général. Dans ce cas, nous voyons que les communistes et les fascistes se regroupent sous la bannière d'une forte intervention gouvernementale. De fait, ils prônent tous les deux l'établissement des dictatures, quoique pour des raisons très différentes, tandis que les conservateurs, surtout les conservateurs modernes, les libertaires et les anarchistes sont hostiles à l'intervention gouvernementale.



Le continuum et la liberté

Bon nombre d'observateurs utilisent le continuum pour comparer les idéologies sur le plan de la liberté. Puisque la liberté renferme deux aspects — liberté politique et liberté économique — ces observateurs ont développé un diagramme à deux axes. Comme vous le verrez ci-dessous, l'emploi des axes vertical et horizontal crée des quadrants dans lesquels nous pouvons situer l'emplacement approximatif de chaque idéologie.



* Veuillez noter que le fascisme représente un cas particulier. Dictatorial sur le plan politique et hostile en théorie au capitalisme, le fascisme est arrivé dans la pratique à un « modus vivendi » ou un accommodement avec le capitalisme qui permet aux entreprises de rester privées, tout en coopérant très étroitement avec les autorités fascistes.

LES IDÉOLOGIES ET LE RÔLE DU GOUVERNEMENT

Nous avons déjà vu que la droite et la gauche voient le rôle du gouvernement et le degré d'intervention du gouvernement dans nos vies d'un œil très différent. Nous avons l'intention d'examiner plus en détail la nature de ces différences.

La droite et la gauche se distinguent sur plusieurs plans à cet égard. Retenons ici, en particulier, leurs attitudes face :

- au changement;
- au rôle du gouvernement;
- à l'importance à accorder aux notions d'égalité, de liberté, de responsabilité.

Pour ce qui est du changement, nous avons déjà noté que, **historiquement, la droite favorisait le statu quo tandis que la gauche prônait**, c'est-à-dire réclamait **un changement progressiste**, soit un changement menant à une société plus démocratique, plus égalitaire, plus équitable. Aujourd'hui, cette distinction est plus nuancée car la droite, elle aussi, favorise le changement, par rapport au statu quo. Ce changement, toutefois, est de nature très différente de celui proposé par la gauche. **La nouvelle droite** — la droite moderne — **préconise** ou demande **un retour à une époque où le gouvernement jouait un rôle minime dans la société et dans l'économie**. Selon la nouvelle droite, les individus étaient donc plus libres à cette époque dorée, vu l'absence

Statu quo : les choses comme elles sont

d'intervention du gouvernement. Selon elle, aujourd'hui le gouvernement occupe trop de place dans la vie sociale et économique et l'individu se voit limité dans sa liberté et son initiative. La nouvelle droite se veut donc le champion de la liberté, ce qui peut nous sembler étrange, étant donné que historiquement, la gauche s'est toujours attribué le même rôle.

Même s'il y a une certaine confusion au niveau de la liberté entre la droite et la gauche, il n'y en a aucune au niveau du rôle du gouvernement. La distinction ici est claire.

Rôle du gouvernement

Gauche • interventionniste • collectiviste	Droite • non-interventionniste • individualiste
• favorise l'intervention gouvernementale car le gouvernement est un précieux instrument collectif • permet d'atteindre les buts de justice sociale et de bien-être collectif • le gouvernement se voit obligé de limiter la liberté individuelle et économique afin de protéger l'intérêt collectif	• préconise le moins d'intervention gouvernementale possible • met l'accent sur la responsabilisation de l'individu pour lui-même • l'individu doit jouir du plus haut degré de liberté économique et sociale

Appliquons maintenant cette notion d'**interventionnisme** à la **question de liberté. La droite moderne se veut le champion de l'individu et s'oppose à l'intervention gouvernementale.** Réduire la présence du gouvernement dans la vie des gens constitue, selon la droite, un moyen de libérer l'individu et de le responsabiliser. **La gauche, par contre, voit la nécessité d'intervention gouvernementale afin de protéger la liberté des individus.** Cette intervention prend la forme de l'adoption d'une constitution écrite et de lois protégeant les individus de la discrimination.

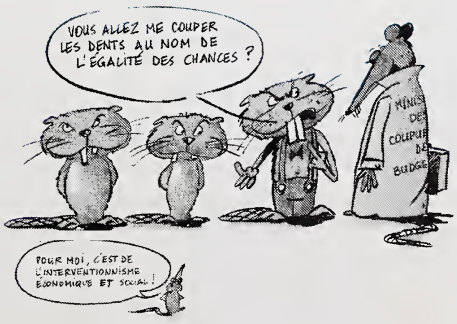
Prenons un exemple concret et controversé pour démontrer la différence entre la droite et la gauche à cet égard. En 1996, le ministre libéral de la Justice, Allan Rock, a présenté à la Chambre des communes un projet de loi ayant pour but d'ajouter l'orientation sexuelle à la liste des motifs illicites — c'est-à-dire défendus — de discrimination déjà incluse dans la **Loi canadienne sur les droits de la personne**. Pour la gauche, il était nécessaire d'intervenir pour protéger des gens qui se voient souvent victimes de discrimination. La protection créée par la nouvelle loi est offerte à la fois aux homosexuels et aux hétérosexuels. Il est évident, toutefois, que dans la vaste majorité des cas, ce sont des homosexuels qui sont les victimes de discrimination et ce sont eux qui bénéficieront le plus de cette loi.

Interventionnisme : principe selon lequel le gouvernement participe de façon active au secteur économique

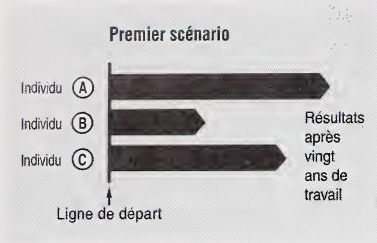
Aux yeux de la droite, le gouvernement ne devrait pas intervenir dans cette affaire. Il se trompe, selon la droite, en tentant de dresser une liste de tous les groupes qui pourraient être l'objet de discrimination. Il serait préférable de déclarer tout le monde égal et de ne pas créer de « groupes spéciaux » bénéficiant de la protection gouvernementale. Impossible, répond la gauche, car déclarer tout le monde égal, sans spécifier les motifs inacceptables de discrimination, voudrait dire qu'on ne pourrait discriminer en aucun cas. On ne pourrait donc discriminer pour des motifs d'éducation ou d'expérience ce qui constitue d'habitude des motifs licites, — c'est-à-dire permis — de discrimination. La loi doit distinguer entre motifs licites et illicites de discrimination. Déclarer tout le monde égal constitue une solution simpliste qui ne pourrait fonctionner pour des raisons mentionnées ci-dessus. De toute façon, la loi ne crée pas de «groupes spéciaux ». La loi crée une liste de motifs et ces motifs s'appliquent à tout le monde de façon égale. Chaque individu, par exemple, appartient à une race, à un groupe ethnique et obéit à une orientation sexuelle quelconque. Personne ne reçoit de privilèges spéciaux.

En dépit de leur politique relative à l'intervention ou la non-intervention du gouvernement, il arrive que la droite ou la gauche proposent des mesures qui vont à l'encontre de leur politique habituelle. Par exemple, en Alberta, un député de la droite a réclamé la censure ou le retrait des bibliothèques du livre *Of Mice and Men*, jugé immoral, mesure interventionniste qu'il réclamait au nom de la moralité et des valeurs traditionnelles. On rattache ce genre de position à ce qu'on appelle parfois le « conservatisme social ».

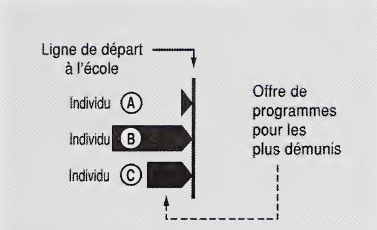
Examinons maintenant la distinction à faire au niveau de la **notion d'égalité**. Comme dans le cas de la liberté, l'égalité ne figurait pas historiquement parmi les valeurs associées à la droite. La nouvelle droite, toutefois, a compris l'impossibilité dans notre société de justifier l'inégalité. Elle est devenue, par conséquent, le défenseur de l'égalité, s'appropriant une valeur traditionnellement associée à la gauche. Le sens donné à ce terme distingue tout de même la droite de la gauche. **Pour la droite, l'égalité dénote égalité de chances. Pour la gauche, l'égalité désigne égalité de chances et de résultats.**



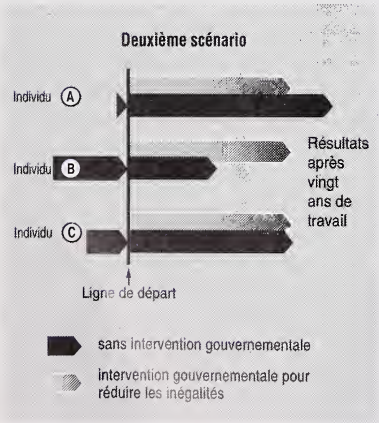
Pour bien comprendre la différence entre égalité de chances et égalité de résultats, comparons la vie à une course. « Égalité de chances » assurerait que tout le monde serait sur la même ligne de départ. Tout le monde est égal, étant donné que tout le monde commence à la même place et jouit des mêmes droits. Ce qui arrive après dépendra du travail et de l'esprit d'initiative de chaque individu. Les résultats peuvent être les suivants :



Dans cet exemple, l'individu A réussit le mieux pour plusieurs raisons, peut-être positives — travail, initiative, goût du risque — peut-être négatives — exploitation des plus faibles, spéculation, affaires douteuses. L'individu B, par contre, réussit moins bien. La droite aurait tendance à dire que c'est de sa faute. Il n'a pas bien travaillé ou il n'a pas pris les risques nécessaires. Cela pourrait être vrai, mais d'autres raisons peuvent expliquer son échec. Peut-être a-t-il été malade? Il a peut-être plus d'enfants que l'individu A ou peut-être qu'il a été licencié (mis à la porte) par son employeur après dix ans de service. Le manque de réussite de l'individu B par rapport à l'individu A peut s'expliquer par une foule de circonstances différentes.



Selon la gauche, l'égalité de chances sans intervention gouvernementale n'existe pas. Les enfants, précise la gauche, ne naissent pas avec les chances égales. Certains naissent dans des familles riches. Ils mangent bien, jouissent d'une bonne éducation, se font offrir des voyages et des leçons de musique, de sports, de langues. D'autres naissent dans des familles plus modestes. Ils n'ont manifestement pas les mêmes chances que les enfants plus favorisés. Dire donc qu'ils se placent sur la même ligne de départ est un mensonge. Avant même d'arriver à l'école, ces enfants risquent d'être en arrière de leurs semblables plus riches. Peut-on parler d'égalité de chances dans de telles conditions? La gauche dit que non et qu'il faut donc établir des programmes pour égaliser les chances des enfants. Pour la gauche, la situation se présente comme suit.



Les enfants naissent dans des conditions inégales. Pour égaliser les chances des enfants B et C, le gouvernement pourrait mettre sur pied des programmes de rattrapage comme ceux existant dans certains pays d'Europe tels que les écoles prématernelles où les enfants B et C à partir de trois ans sont pris en charge par des éducateurs professionnels payés par l'État et leurs parents sont libres de travailler.

Un tel programme interventionniste aiderait la cause de l'égalité mais, pour la gauche, il ne serait pas suffisant. Il faudrait continuer **ce traitement inégal pour assurer des résultats égaux** tout le long de l'existence de chaque être. Donc pour s'assurer que de grandes inégalités n'apparaissent pas comme dans le scénario de la droite, le gouvernement adopterait d'autres mesures — taxation progressive, paiements de transfert, allocation pour enfants, assurance-emploi, congé payé de maternité et de paternité, assurance médicale, formation continue et ainsi de suite. Le gouvernement se donnerait donc pour rôle primordial d'assurer le bien-être et le développement de tous les membres de la société; il jouerait le rôle d'**État-providence**. Le résultat, toujours selon la gauche, serait une société plus équitable et égalitaire, une société plus proche à réaliser l'idéal d'égalité de chances et de résultats. Au lieu du scénario favorisé par la droite, on aurait un scénario selon lequel l'individu A aiderait à financer les programmes ce qui permettrait l'essor et le développement des individus B et C.

État-providence : régime où le gouvernement a le rôle dominant afin d'assurer le bien-être et la protection de la population (santé, éducation, revenu minimum, assurance retraite...)

Cette discussion nous mène à notre dernière distinction, celle de la notion de responsabilité. Il est probablement évident à ce stade que la droite va exalter la notion de responsabilité individuelle et la gauche celle de responsabilité collective ou sociale. Si « chacun pour soi » est le cri de la droite, « un pour tous et tous pour un » est celui de la gauche.

Le cri de la droite

Le cri de la gauche

ACTIVITÉ

Droite et gauche

1. Examiner les situations présentées ci-dessous. Déterminez si les attitudes démontrées ou bien les actions ou les mesures réclamées représentent une position de la droite ou de la gauche. Expliquez pourquoi. Utilisez des colonnes comme celles-ci pour organiser vos réponses.

Situation	Droite/gauche	Explication

a) Le taux de chômage atteint les 11 %. Monsieur Tremblay demande que le gouvernement mette sur pied des programmes de création d'emploi.

b) Madame Untelle est présidente d'une compagnie forestière. Elle se plaint des règlements gouvernementaux qui, selon elle, entravent sa capacité d'exploiter ses concessions forestières.

c) Monsieur Dieudonné est d'origine haïtienne. Il éprouve des difficultés à louer un appartement. Quand il est au téléphone, on lui parle d'appartements vacants, mais quand il arrive pour les visiter, il n'y en a plus. M. Dieudonné pense qu'il devrait y avoir une loi qui empêche cette sorte de discrimination raciale.

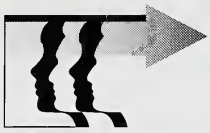
d) Monsieur Martin est propriétaire d'un appartement. Il croit qu'il devrait avoir le droit de louer son appartement au locataire de son choix. « Mon immeuble à appartements, c'est ma propriété privée », dit-il, « et aucun gouvernement ne va me dire ce que je peux faire avec ce qui est à moi ».

e) Madame Valdis est directrice d'une école dans un quartier assez pauvre de la ville. Elle voit dans son école des enfants abusés et mal nourris. Elle réclame une aide spéciale pour les enfants à sa charge.

2. Veuillez préparer deux colonnes intitulées « gauche » et « droite ». Inscrivez les valeurs et les notions suivantes dans la colonne appropriée.

égalitarisme	bien-être collectif
partage	laissez-faire
justice sociale	travail
effort individuel	compétition
solidarité	« chacun pour soi »
communauté	démocratie économique
ambition individuelle	bien-être individuel
entreprise publique	entreprise privée
initiative individuelle	propriété privée
interventionnisme	droits individuels
« un pour tous et tous pour un »	
responsabilité individuelle	coopération

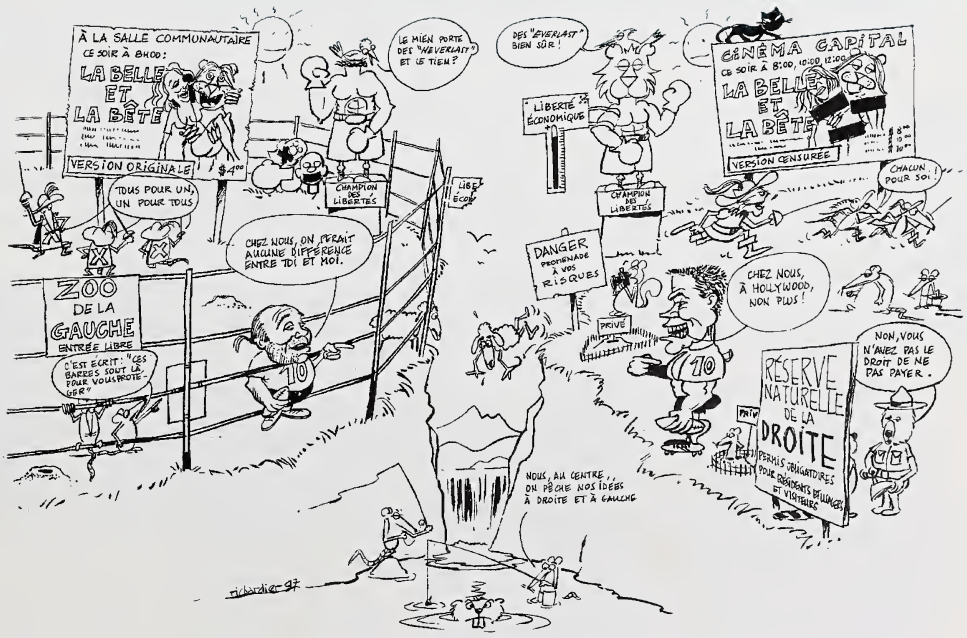
3. Examinez de nouveau l'argument de la droite et de la gauche autour de la question de l'égalité. Quelles sont les forces et les faiblesses de chaque argument? Quelles considérations ont été négligées lors de la présentation des arguments? Lequel favorisez-vous et pourquoi?



Vérifions notre compréhension

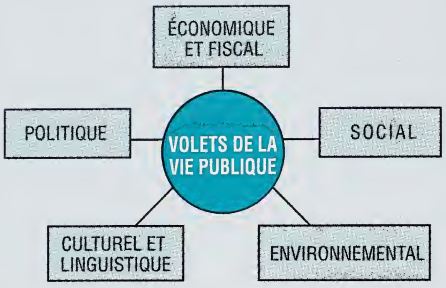
Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- les systèmes politiques et économiques peuvent être situés sur un axe dont les deux extrêmes sont la liberté individuelle et le contrôle gouvernemental;
- les idéologies peuvent être classées et associées à certains principes de base selon les termes suivants :
  - extrême gauche → changements révolutionnaires, interventionnisme, bien collectif;
  - gauche → changement progressiste, interventionnisme, bien-être collectif;
  - centre → position modérée;
  - droite → maintien du statu quo, interventionnisme limité, individualisme;
  - extrême droite → position réactionnaire (retour au passé), interventionnisme très limité, individualisme;
  - la droite préconise l'égalité des chances, la gauche préconise l'égalité des chances et des conditions.



L'INTERVENTIONNISME ET LE DOMAINE PUBLIC

Notre discussion sur les idéologies a sans doute mis en relief le rôle-clé que joue la notion de l'intervention gouvernementale. Avant d'étudier chaque idéologie en détail, il est temps de prendre une pause et d'examiner comment un gouvernement peut intervenir dans la vie de ses citoyens. Pour ce faire, nous voulons clarifier tout d'abord quelques concepts de base se rapportant à la notion d'interventionnisme.



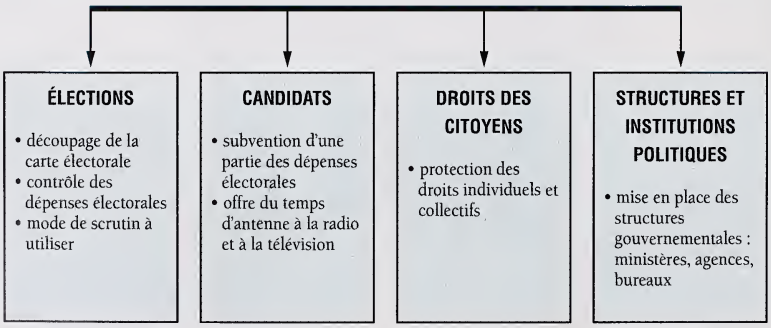
Commençons par le concept initial du domaine public. Comme le démontre le schéma ci-contre, la vie publique constitue un grand « espace » où les individus se rencontrent afin de négocier certaines règles de base régissant leur vie en commun. Cet espace ou « domaine public » comporte plusieurs volets ou aspects.

Chaque volet présente un terrain de débat entre individualistes et interventionnistes, c'est-à-dire entre la droite et la gauche. La position des individualistes est claire : c'est celle du **laissez-faire**, c'est-à-dire la non-intervention du gouvernement. Les interventionnistes, par contre, voient au niveau de chaque volet un champ d'action où le gouvernement peut intervenir au nom des valeurs et des projets de société qui lui sont propres.

Laissez-faire: principe selon lequel le gouvernement n'intervient pas dans la vie économique

Comment un gouvernement peut-il intervenir? Les schémas suivants démontrent différentes mesures interventionnistes qu'un gouvernement pourrait prendre dans certains domaines.

Intervention possible : Domaine politique



Intervention possible : Domaines économique et fiscal

RÉGLEMENTATION
- relative au commerce, aux ressources naturelles, à l'environnement, à la protection des consommateurs

INVESTISSEMENTS
- le gouvernement investit des fonds dans des projets jugés dans l'intérêt national

POLITIQUE MONÉTAIRE
- établissement des taux d'intérêt
- détermination du montant d'argent en circulation

SUBVENTIONS
- le gouvernement offre de l'argent aux producteurs et/ou aux consommateurs

NATIONALISATIONS
- prise en charge par l'État de compagnies privées
- création d'entreprises publiques

PARTENARIAT
- collaboration avec les entreprises privées
- discussions du gouvernement avec le milieu d'affaires ainsi qu'avec le milieu du travail

POLITIQUE DE TAXATION (politique fiscale)
- taux de taxation
- assiette fiscale (sur quoi portera la taxation)
- dépenses gouvernementales
- stimulants et encouragements fiscaux

TRAVAIL
- programme de création d'emploi
- assurance-emploi
- conditions de travail
- sécurité au travail
- règles relatives à l'embauche et au licenciement
- salaire minimum
- heures minimums
- compensation aux blessés

Intervention possible : Domaine social

FAMILLE
- travailleurs sociaux
- avortement
- mariage et divorce
- allocations familiales
- lois protégeant la jeunesse

LOGEMENT
- assistance aux premiers acheteurs
- code de construction
- H.L.M. (habitations à loyer modéré)

ÉGLISE
- écoles confessionnelles
- séparation de l'Église et de l'État

GROUPES SOCIAUX DÉSAVANTAGÉS
- action affirmative
- femmes
- minorités visibles
- autochtones
- groupes ethniques

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
- pension de vieillesse
- assurance médicale
- construction d'hôpitaux
- la recherche en médecine

PROBLÈMES SOCIAUX
- mesures pour combattre l'alcoolisme, le tabagisme, la toxicomanie, l'abus des enfants, l'abus des femmes et des aînés, le suicide, la délinquance, la criminalité

ÉDUCATION
- scolarisation obligatoire
- bourses et prêts aux étudiants
- subvention à l'enseignement supérieur
- financement des centres de recherche
- curriculum

Intervention possible : Domaine culturel

PROMOTION DES PRODUITS CULTURELS

- prix artistiques
- infrastructure culturelle (musées, centre des artistes)
- beaux-arts, musique
- livres, films

SUBVENTIONS AUX ARTISTES OU AUX GROUPES ARTISTIQUES

- subvention aux orchestres symphoniques ou aux corps de ballet
- tournées à l'étranger
- tournées canadiennes

PROMOTION DU MULTICULTURALISME

- subvention aux écoles de langues non officielles
- subvention aux groupes culturels pour promouvoir leur héritage
- financement de programmes combattant le racisme

MÉDIAS DE MASSE

- concentration du contrôle des médias de masse
- promotion du contenu canadien
- réglementation de la publicité

SPORTS

- infrastructure sportive
- subventions aux athlètes
- subventions aux événements sportifs

D'après Frank Johnston, Drowned Land, Algoma, 1918

Plusieurs de ces exemples sont tirés de l'expérience canadienne. À vrai dire, nous avons une tradition passablement interventionniste et c'est pour réduire cette présence gouvernementale dans nos vies que la nouvelle droite au Canada propose le retrait du gouvernement de plusieurs de ces secteurs. Le tableau suivant offre, à titre d'exemple, une vue d'ensemble des différentes mesures interventionnistes prises par le gouvernement canadien.

Domaines d'intervention gouvernementale — l'expérience canadienne

Économique, fiscal et monétaire

- **nationalisation** (le contraire de **privatisation**)
- subventions aux entreprises/industries
- subventions aux producteurs (fermiers, pêcheurs, etc.)
- politique fiscale (recettes et dépenses gouvernementales)
- politique monétaire (taux d'intérêt et masse monétaire)
- conditions de travail
- salaire minimum
- vacances payées
- heures de travail
- assurance-emploi

Politique

- droits collectifs
- droit aux écoles confessionnelles (Ontario, Québec, Saskatchewan, Alberta)
- droit à une éducation dans la langue officielle de la minorité
- droits des minorités
- droits des Autochtones
- libertés fondamentales individuelles
- lois garantissant les droits fondamentaux (Charte des droits, etc.)
- établissements des Commissions des droits de la personne au niveau fédéral et provincial

Social

- lois sociales (peine capitale, avortement, censure, discrimination)
- pratiques d'embauche — « action affirmative »
- éducation — infrastructure, curriculum, organisation
- santé — infrastructure, assurance médicale

Culturel/linguistique

- création d'une infrastructure culturelle (Radio-Canada, musées, centres sportifs)
- subventions aux groupes culturels (groupes de danse, chanteurs, orchestres symphoniques)
- programme d'appui aux groupes minoritaires de langue officielle
- promotion du bilinguisme
- promotion du multiculturalisme

Environnemental

- lois réglementant l'utilisation de l'environnement
- mesures encourageant le reboisement
- établissement des parcs nationaux et provinciaux

Nationalisation : transfert à l'État d'une entreprise ou d'une propriété qui appartient au secteur privé

Privatisation : transfert des biens et ressources publiques au secteur privé — ce qui appartenait à l'État est vendu à des entrepreneurs privés

ACTIVITÉ

Interventionnisme

Choisissez une mesure interventionniste avec laquelle vous êtes d'accord et une autre avec laquelle vous n'êtes pas d'accord et expliquez pourquoi.

LES IDÉOLOGIES – ÉTUDES DE CAS

L'analyse des idéologies, depuis leurs origines jusqu'au présent, exige une certaine prudence pour plusieurs raisons :

- les idéologies elles-mêmes évoluent avec le temps. Ce qui était donc à gauche à un moment donné risque d'être à droite plus tard. Vous vous souviendrez, à titre d'exemple, comment les Girondins ont glissé de la gauche vers la droite à mesure que la révolution française s'est radicalisée.

- l'évolution des idéologies dépend de l'évolution des forces sociales et de la lutte de ces dernières pour modeler la société en fonction de leurs intérêts. C'est à nous donc de garder à l'esprit l'identité des forces sociales derrière chaque idéologie.

- les idées ont leur propre dynamique et elles évoluent indépendamment de leur auteur. Parfois les idées chères à une idéologie (la liberté, par exemple) sont adoptées par une autre idéologie et utilisées d'une façon non prévue au début.

Pour bien comprendre la spécificité et l'orientation des idéologies, il ne faut pas oublier non plus que celles-ci sont construites autour de prémisses (principes) relatives à l'ordre naturel et à la nature humaine. L'idéologie, pour résumer, peut être vue en termes positifs ou négatifs.

L'être humain peut être vu comme bon parce qu'il est :

- rationnel — c'est la RAISON qui l'élève au-dessous des autres êtres. L'être humain a en lui une capacité d'intelligence lui permettant de raisonner et de se réaliser.

- libre — sa lutte constante pour affirmer sa liberté démontre que celle-ci lui est nécessaire pour qu'il assume entièrement sa « vocation » humaine. La liberté est une condition préalable à l'utilisation de la RAISON.

- social — il établit spontanément des relations de paix avec ses semblables.

D'autre part, l'être humain peut être vu négativement parce qu'il est :

- irrationnel — l'être humain est souvent dominé par des forces internes et externes qui lui font violence et qui l'amènent à œuvrer contre ses vrais intérêts.

- faible — l'être humain n'a pas toujours la volonté nécessaire pour suivre ce qui est dans son meilleur intérêt.

- asocial ou antisocial — l'être humain est seul, égoïste et avare. Ses rapports avec ses semblables sont emprunts d'antagonisme, de suspicion et de violence.

Ceci dit, examinons maintenant les principes fondamentaux de chacune des trois idéologies qui se développent tout au long des XIXe et XXe siècles, à savoir, le libéralisme, le conservatisme et le socialisme.

Le libéralisme

Le libéralisme classique, en tant qu'idéologie, se développe en réaction contre l'**absolutisme** monarchique qui atteint son sommet au XVIIe siècle en France sous le régime de Louis XIV, le Roi-Soleil.

Absolutisme : régime politique où le chef d'État — dictateur, tsar, roi — a tous les pouvoirs

La réaction anti-absolutiste connaît un succès certain en Angleterre lors de la Révolution glorieuse de 1688 — glorieuse car elle n'était pas sanglante. À cette occasion, le Parlement anglais se soulève contre le roi Jacques II en raison de son intransigeance et de son absolutisme. Le Parlement invite le mari de sa fille Marie, le Hollandais Guillaume d'Orange, à monter sur le trône. Le roi Jacques

Il fuit l'Angleterre et se réfugie en France. Le nouveau couple royal, sachant détenir son autorité du Parlement, jette les nouvelles bases du **parlementarisme** et de la **monarchie constitutionnelle** en signant le célèbre **Bill of Rights** qui établit les règles juridiques que doit suivre la monarchie.

Examinons l'énorme signification de cet événement. **Le Parlement anglais, par ses actions, s'est déclaré supérieur au roi, arbitre final (maître) de l'avenir du pays et détenteur de la souveraineté. Le Parlement a ainsi renversé les principes du droit divin et de la monarchie absolue**, jusqu'alors sacro-saints. Les nouveaux roi et reine **reçoivent leur autorité, non pas de Dieu, mais du Parlement, c'est-à-dire des représentants du peuple.** La souveraineté passe donc des mains du roi, qui la détenait en tant que lieutenant de Dieu sur terre, à celles du peuple et de ses représentants. Pour son temps, cette idée de souveraineté du peuple était révolutionnaire et, pour certains, inacceptable.

C'est pour démontrer que la Révolution glorieuse était légitime et conforme à la loi naturelle que le philosophe écossais, John Locke, (1632 - 1704) a écrit et publié le **Traité sur le gouvernement civil en** 1689. Dans cette œuvre, Locke établit les bases philosophiques du libéralisme.

Selon Locke, l'être humain jouit, dans son état naturel, de liberté, d'égalité et d'une capacité de raisonner. Il est entièrement souverain et maître de lui-même, capable de comprendre et de suivre ses propres intérêts. L'individu est pour ainsi dire la pièce maîtresse de la création. Dans ce schéma, la liberté des uns exige qu'on n'empiète (ne touche pas) pas sur la liberté des autres. Afin de protéger sa liberté et ses biens, l'être humain de par sa raison comprend qu'il est dans son intérêt d'abandonner une partie de sa souveraineté et de former avec d'autres personnes intéressées une organisation civile — le gouvernement qui aura pour but de protéger la liberté et la propriété de tout le monde. Le gouvernement est, selon ce scénario, une création de l'être humain comme l'est d'ailleurs la société. **Le gouvernement est un instrument des individus, le fruit d'un pacte social.** Il doit jouir constamment du consentement des gouvernés. Un gouvernement qui n'agit pas dans l'intérêt des gouvernés perd sa légitimité et doit être changé, comme l'a fait le Parlement anglais en 1688.

L'individualisme est donc à la base du libéralisme. L'individu est au centre de l'univers — le gouvernement est créé par lui, dépend de son consentement et doit agir dans son intérêt.

Nous avons résumé assez brièvement la contribution importante de John Locke au libéralisme. Il a établi la pensée libérale dont les axes généraux sont les suivants :

- la nature tant physique qu'humaine est réglée par des lois naturelles. L'être humain est né libre et égal aux autres. Son bonheur réside dans l'utilisation des facultés qui lui ont été léguées par la nature.

- la caractéristique fondamentale de la nature chez l'être humain, c'est la raison. Grâce à cette faculté, l'être humain a la capacité de se réaliser et de poursuivre ses propres fins. La nature se réalise en chaque individu. De ce fait, l'individu se suffit à lui-même. La société est secondaire et ne représente que l'ensemble des individus guidés par leur raison.

Parlementarisme : régime politique où une assemblée détient le pouvoir de passer des lois

Monarchie constitutionnelle : régime politique où les pouvoirs du monarque sont définis et limités par une constitution

Souveraineté : autorité suprême

Droit divin : principe selon lequel les monarques tenaient le droit de gouverner de Dieu qu'ils représentaient sur terre

- l'individu, étant supérieur à la matière, doit avoir pleine jouissance de la matière. Le respect de la propriété des uns et des autres est donc essentiel pour réaliser la liberté des individus et assurer leur bonheur.

- la jouissance de la propriété exige la sécurité. La protection de la liberté et de la propriété est le premier rôle de l'État constitué par les individus et envers lesquels il est responsable.

- l'État est donc nécessaire pour les libéraux, mais ne doit jamais dépasser certaines limites, sans quoi il devient une menace à la liberté des individus. Un libéral doit ainsi être vigilant pour s'assurer que l'État assume dans la vie un rôle minime.

ACTIVITÉ

Le libéralisme

Relevez dans l'un ou l'autre des deux extraits suivants les éléments et les notions spécifiques au libéralisme.

PREMIER EXTRAIT

Libéralisme et politique

Les êtres humains sont tous, par nature, libres, égaux et indépendants comme on l'a dit et nul ne peut être dépossédé de ses biens, ni soumis au pouvoir politique d'un autre, s'il n'y a lui-même consenti. Le seul procédé qui permette à quiconque de se dévêtir de sa liberté naturelle et d'endosser les liens de la société civile, c'est de passer une convention avec d'autres êtres humains, aux termes de laquelle les parties doivent s'assembler et s'unir en une même communauté, de manière à vivre ensemble dans le confort, la sécurité et la paix, jouissant en sûreté de leurs biens et mieux protégés contre ceux qui ne sont pas des leurs. Cela, les êtres humains peuvent le faire quel que soit leur nombre, car ils ne causent aucun tort à la liberté des autres, qui restent, comme avant, dans la liberté de l'état de nature. Quand des êtres humains, en nombre quelconque, décident ainsi de constituer une seule communauté, ou un seul gouvernement, cet acte même a pour effet de les associer instantanément et ils forment, désormais, un corps politique unique, où la majorité a le droit de faire agir le reste et de décider pour lui (...)

Ainsi, chacun, lorsqu'il consent avec d'autres à instituer un seul corps politique soumis à un seul gouvernement, s'oblige envers tous les membres de cette société à se soumettre à la décision de la majorité et à en accepter l'arrêt; ou alors, s'il restait aussi libre de ses mouvements qu'il l'était auparavant dans l'état de nature, le pacte initial par lequel il s'associe avec d'autres pour former une seule société n'aurait aucun sens et ne serait pas un pacte. Y aurait-il même l'apparence d'un pacte? L'intéressé s'engagerait-il à quoi que ce soit de plus qu'avant, si les décrets de la société ne devaient l'obliger, que dans la mesure où ils lui conviendraient et où il les accepterait un à un? Ce serait toujours la liberté entière, comme il en jouissait lui-même avant la conclusion du pacte et comme n'importe qui d'autre peut en jouir dans l'état de nature, où rien n'empêche de consentir à une décision quelconque et de s'y soumettre, si bon vous semble.

Il faut que chaque individu accepte le consentement de la majorité comme l'équivalent rationnel de la décision de l'ensemble et s'y soumette; (...)

Il faut donc admettre que tous ceux qui sortent de l'état de nature pour s'unir en communauté abdiquent, entre les mains de la majorité, la totalité des pouvoirs nécessaires à la réalisation des fins sociales, à moins qu'une stipulation expresse n'exige l'accord d'un nombre supérieur à la majorité. Il suffit donc d'un accord qui prévoit l'union de tous dans une même société politique; les individus qui adhèrent à une république, ou qui la fondent, n'ont pas besoin de conclure d'autre pacte. Ainsi, le point de départ de toute société politique, ce qui la constitue réellement, c'est toujours l'acte par lequel des êtres humains libres, en nombre quelconque, mais dont la majorité est capable de se mettre d'accord, acceptent de se réunir et de s'associer de cette manière. Voilà l'origine, la seule et la seule possible, de tous les gouvernements légaux du monde (...)

Locke, John. *Deuxième traité du gouvernement civil*, Librairie philosophique Y. Vein, Paris, 1967.

DEUXIÈME EXTRAIT

Déclaration d'indépendance des États-Unis du 4 juillet 1776 (extraits)

Lorsque dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature et du Dieu de la nature lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité l'oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation.

Nous tenons pour évidence par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par le Créateur de certains droits du bonheur. Les gouvernements sont établis par les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. La prudence enseigne à la vérité que les gouvernements établis depuis longtemps ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères, et l'expérience de tous les temps a montré, en effet, que les hommes sont plus disposés à tolérer des maux supportables qu'à se faire justice à eux-mêmes en abolissant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir, par de nouvelles sauvegardes, à leur sécurité future.

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge Suprême de l'Univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement, au nom et par l'autorité du bon peuple de ces colonies, que ces colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants; qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la Couronne de la Grande-Bretagne; que tout lien politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous; que, comme les États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de réglementer le commerce et de faire tous autres actes ou choses que les États indépendants ont droit de faire; et pleins d'une forme de confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement en soutien de cette déclaration nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l'honneur.

Cette traduction est de Thomas Jefferson lui-même

Le libéralisme économique

Le libéralisme politique a maintenu au cours des ans sa réputation de mouvement progressiste et a représenté pour les peuples soumis à des dictatures l'espoir de meilleurs lendemains. Il n'en est pas ainsi pour le côté économique du libéralisme. Comme ce sujet sera abordé en détail plus tard dans ce texte, nous en parlerons peu ici. Il est évident, toutefois, que le discours de liberté peut s'appliquer aussi bien au volet économique qu'au volet politique de la vie. **Le libéralisme économique proclame la liberté plus ou moins totale de l'individu sans intervention du gouvernement.** Nous appliquons l'expression « laissez-faire » à cette idée, car elle dénote bien le rôle accordé au gouvernement dans un tel système. Le gouvernement doit laisser faire, c'est-à-dire laisser le champ économique libre aux individus.

Le libéralisme moderne

Le progrès et les horreurs de la révolution industrielle résultent de l'application de ce retrait du gouvernement du domaine économique. Certains libéraux font fortune et en sont ravis. D'autres sont plutôt choqués devant la nouvelle situation sociale caractérisée par de grandes inégalités au niveau du revenu et des conditions de vie. L'exclusion du gouvernement du domaine économique avait pour but, à leurs yeux, de libérer les gens et non pas de les assujettir à un nouveau maître — le capital ou le profit. **Les avocats du libéralisme moderne**, tout en acceptant l'essentiel du système capitaliste, **ont préconisé le retour du gouvernement dans le secteur économique en tant que protecteur des standards minimums de vie.** D'après eux, le gouvernement a le devoir de corriger les abus du système capitaliste, mais non pas de diriger ce système ou d'intervenir comme acteur économique lui-même. Le gouvernement doit établir les lois sociales et instituer les programmes sociaux afin de réduire l'écart entre les classes sociales.

Cette version du libéralisme, appelé libéralisme moderne ou contemporain, jouit d'un appui quasi-général après la Grande Dépression de 1929. La plupart des observateurs acceptent la nécessité de l'intervention gouvernementale afin de prévenir toute nouvelle dépression. Ce consensus mène à la mise sur pied de tout un réseau de programmes sociaux dans la plupart des pays industrialisés.

Libéralisme économique : doctrine selon laquelle les gens devraient avoir le plus de liberté possible par rapport aux décisions économiques et le moins d'intervention du gouvernement qui doit adopter une attitude de laissez-faire

Le néo-libéralisme — aussi appelé le néo-conservatisme

Au cours des années 70 et 80, le rôle du gouvernement dans le domaine social, incontesté jusque-là par la plupart des observateurs, s'est trouvé progressivement sous attaque. L'augmentation des dépenses gouvernementales avait occasionné des déficits et un endettement accru. De plus en plus de gens proclamaient la nécessité d'y mettre fin et **préconisaient un retour aux valeurs classiques du libéralisme — le « laissez-faire »**. Cette philosophie a triomphé avec l'élection du chef du Parti conservateur Margaret Thatcher en Angleterre (1979 - 1990) et de celle de Ronald Reagan, candidat présidentiel du Parti républicain, aux États-Unis (1980 - 1988). Puisque ces deux individus

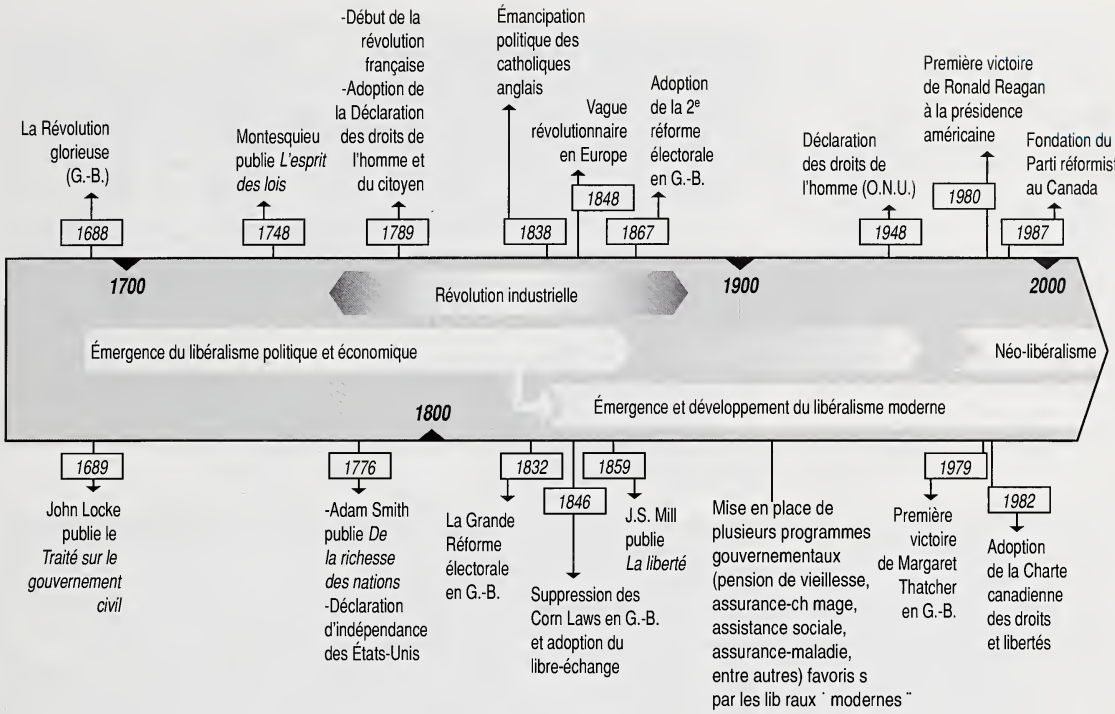
étaient les chefs de partis « conservateurs », leur programme de réduction de la présence et de la taille du gouvernement a reçu le nom de « néo-conservatisme » dans le monde anglo-saxon. En Europe, toutefois, ce retour au libéralisme classique est appelé, plus logiquement, le « **néo-libéralisme** ». Au Canada, ce mouvement « néo-libéral » a connu un certain succès au sein de quelques partis provinciaux conservateurs comme celui de Ralph Klein, en Alberta, et de Mike Harris, en Ontario. Sur la scène fédérale, l'écart entre la parole et l'action de Brian Mulroney, chef du Parti conservateur, à cet égard a frustré le mouvement néo-libéral et a suscité la naissance d'un mouvement plus déterminé à réduire le rôle du gouvernement. Nous parlons évidemment du Parti réformiste, un parti néo-libéral sur le plan économique, tout en restant conservateur et traditionnel sur le plan social. Nous étudierons plus en détail le néo-libéralisme au chapitre 7.

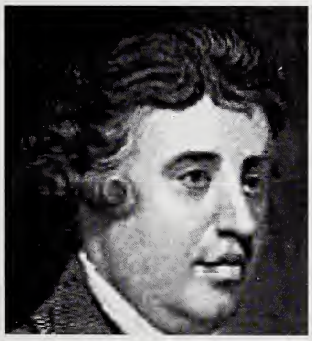
Néo-libéralisme : retour au libéralisme économique classique, c'est-à-dire aux principes du laissez-faire et de la non-intervention de l'État dans l'économie

Quelques profils politiques canadiens

Chronologie du libéralisme

Le schéma chronologique suivant présente une ligne du temps traçant le développement du libéralisme de ses débuts, chez Locke et les philosophes, jusqu'à son évolution la plus récente. Vous noterez que le néo-libéralisme représente en fait un retour aux principes originaux du libéralisme classique et donc un rejet du libéralisme moderne qui avait, lui, accepté un plus grand rôle pour le gouvernement dans les affaires économiques et sociales. Ce schéma met en relief des événements et des actions qui ont influencé ou marqué le développement du libéralisme au cours des ans.





Edmund Burke (1729 - 1797)

Le conservatisme

Si le libéralisme est une réaction de rejet face à l'absolutisme, le conservatisme, lui, est une réaction contre les excès du libéralisme de la révolution française. De fait, la rupture radicale avec le passé que celle-ci représente suscite en Angleterre un vif intérêt qui se transforme en désapprobation et condamnation. Un député anglais d'origine irlandaise, Edmund Burke (1729 - 1797), met sur papier les raisons de sa révulsion devant ce qui se passe en France.

Cette œuvre intitulée **Réflexions sur la révolution en France (1790)**, jette les bases d'une idéologie qui est souvent faussement dépeinte comme un désir nostalgique de retour au passé. De fait, le conservatisme est bien plus que cela. Il se base sur les considérations suivantes :

- l'univers a un sens et une direction prédéterminés (déjà établis) qui demandent à se réaliser dans le temps. Ce sens est antérieur et supérieur à l'être humain. Celui-ci, **pour réaliser son bonheur et son épanouissement, doit se soumettre et se conformer à cet ordre naturel** qui dépasse parfois sa compréhension. Le monde est ainsi l'œuvre d'un Être suprême qui n'est pas sujet à l'intelligence humaine. Les conservateurs accordent ainsi beaucoup moins d'importance à la « raison » que les libéraux et beaucoup plus aux desseins providentiels.

MAIS, LES **TORRIES** – POUR LA PLUPART DES MEMBRES DE L'ARISTOCRATIE ANGLAISE – FAVORISAIENT LE MAINTIENT DE L'AUTORITÉ DU MONARQUE SUR LE PARLEMENT...

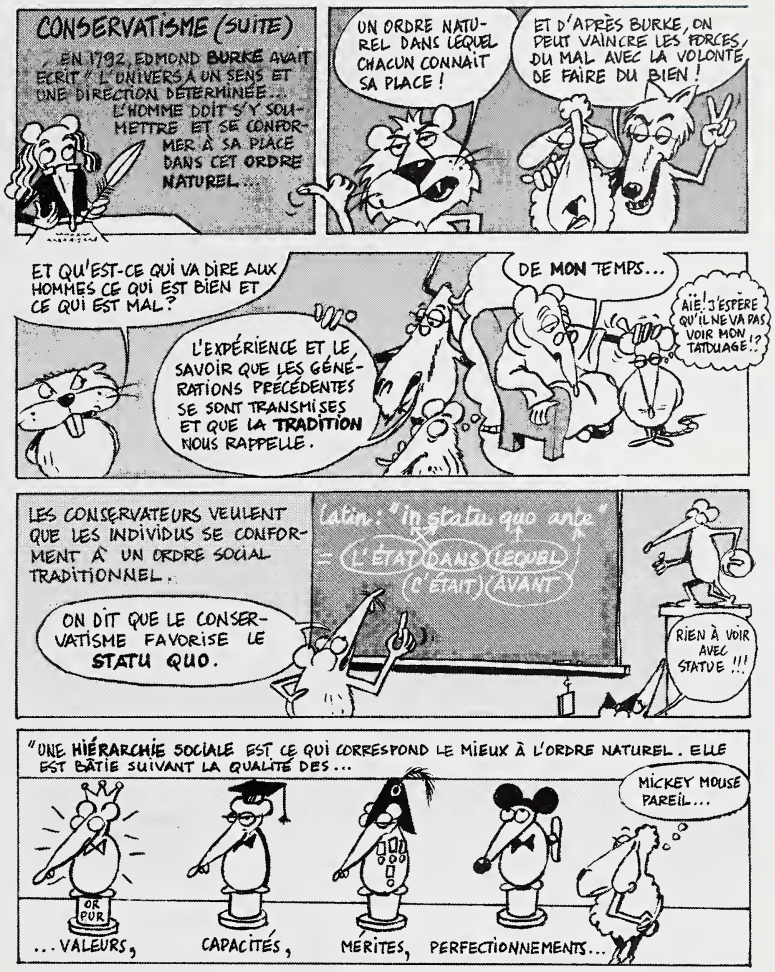
ET CES TORRIES SE SONT FAITS LES DÉFENSEURS DE L'**ORDRE SOCIAL** TRADITIONNEL.

LORSQUE LES TORRIES ONT CONSTATÉ LE DÉSORDRE ET LA VIOLENCE EN FRANCE APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1789, ILS ONT ÉTÉ CONVAINCUS QUE L'**ORDRE** SOCIAL QU'ILS DÉFENDAIENT DEVAIT ÊTRE **CONSERVÉ**.

- **la nature humaine fait partie de l'ordre naturel établi par l'Être suprême.** En tant que telle, **elle est fondamentalement bonne**. Elle est toutefois confrontée à des principes négatifs tels que la passion, les vices et la déraison. L'être humain devient un terrain de lutte entre les forces du bien et du mal. Le bonheur consiste dans le triomphe de la volonté de faire du bien.

- faire le bien nécessite une soumission et une conformité à l'ordre naturel et au sens de l'univers. Ce sens se découvre progressivement par l'expérience, et un jeu d'essais et d'erreurs.

- la tradition et le statu quo représentent l'aboutissement de cette expérience et exigent de ce fait qu'on les respecte et qu'on les suive. **Tout changement doit se faire avec prudence et doit se construire sur les**



fondements du passé. De plus, le statu quo est l'œuvre des générations précédentes. Il est donc le fruit d'une œuvre collective et représente la cristallisation **de la sagesse collective**. Dans ce sens, le conservatisme est une philosophie collective — mais non pas égalitaire — tandis que le libéralisme est une philosophie individualiste.

- la société est une entité organique. Comme dans un corps, chaque organe joue son rôle. Les rôles, cependant, ne sont pas tous égaux : certains organes — le cœur, par exemple — sont plus importants que d'autres. Toutefois, tous les organes doivent bien fonctionner, pour assurer le bien-être du corps. Le corps social est pareil dans le sens que la contribution de tous les individus est importante pour que la communauté fonctionne bien. Chaque organe a besoin des autres et seul, séparé des autres, ne sert plus à rien. Selon cette conception organique de la société, **chaque**

individu doit accepter sa place et assumer son rôle en fonction de ses capacités.

- **une hiérarchie sociale correspond le plus à l'ordre naturel.** Elle se fixe par la qualité des valeurs, des capacités, des mérites et des perfectionnements. **Certaines classes assument certaines fonctions sociales, politiques et économiques**, comme dans le temps où la structure sociale ressemblait à la pyramide féodale. Par exemple, l'aristocratie, par sa formation et sa culture générales, accumulées au cours des siècles, est destinée à remplir les fonctions de leadership. La hiérarchie de type médiéval crée toutefois une solidarité basée sur le

Paternalisme : tendance à imposer un contrôle ou une domination sous le prétexte de protéger (vient du mot pater = père). Le paternaliste se voit et agit comme un père envers des enfants.

concept d'obligations réciproques. Selon l'organisation féodale, le seigneur offrait protection aux serfs; en retour, les serfs offraient leur travail et une partie de leurs récoltes. De même, dans l'ère post-féodale, les classes dirigeantes naturelles — l'aristocratie — devaient s'occuper des classes plus démunies. Cette « obligation » morale de la noblesse d'aider les plus pauvres à survivre se traduit par l'expression « noblesse oblige » et se manifeste dans un certain **paternalisme** social.

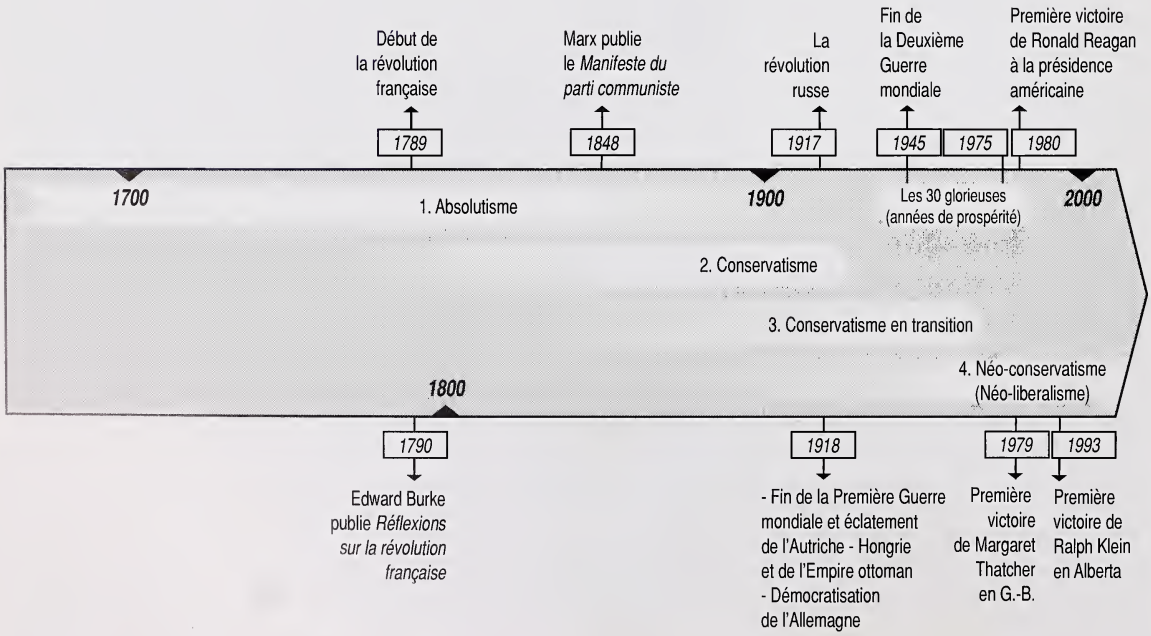
- la révolution en soi est dangereuse, car elle signifie une rupture violente avec le passé. La révolution française, pour sa part, représente une tentative de construire par la violence une nouvelle société sur des bases abstraites, individualistes et rationnelles. Elle renie l'expérience et oublie le côté irrationnel de l'être humain. La révolution française est violente et excessive. Elle exalte la raison individuelle alors que pour les conservateurs, c'est la raison collective — résultat des siècles, ayant accumulé sagesse et expérience — découlant du bon sens qui conduit lentement les événements historiques.

- une société harmonieuse et clairement ordonnée exige discipline et effort de la part de tous. Chacun doit assumer ses responsabilités individuelles et sociales pour son bien et pour le bien de la communauté, en conformité avec les lois naturelles et divines. Ces lois sont enseignées par les piliers de l'ordre social, à savoir la monarchie — représentée aujourd'hui par le gouvernement dans une monarchie constitutionnelle — l'Église et la famille — le triangle conservateur. La stabilité sociale est essentielle à la réalisation de l'œuvre humaine et l'État doit assumer un rôle majeur dans la protection de l'ordre et de la stabilité contre ceux qui désirent y substituer le désordre, la confusion et la corruption. L'État peut donc, si les circonstances l'exigent, assumer un rôle paternaliste et même autoritaire afin de conserver le statu quo. Ainsi, certains conservateurs comme Bismarck ont-ils vu la nécessité d'instituer des programmes sociaux afin d'assurer la stabilité sociale. D'autres ont utilisé le pouvoir et l'oppression afin d'écraser toute tentative pour contester et déstabiliser le statu quo. Vu que la stabilité et l'harmonie sociales sont plus importantes que l'individualisme ou la poursuite de concepts abstraits comme les droits de la personne, plusieurs conservateurs favorisent la censure et s'opposent à l'extension des droits à des groupes considérés dangereux pour l'ordre naturel tels les féministes ou les homosexuels. Par contre, des conservateurs au Canada se sont portés à la défense de groupes tels les Autochtones et les groupes minoritaires de langue officielle afin de les aider à conserver leurs traditions et leur culture.

Chronologie du conservatisme

Comme nous l'avons noté plus haut, le conservatisme se développe en tant que réaction à la révolution française. Il oppose à cette rupture politique radicale, la stabilité et les possibilités d'évolution graduelle et pacifique inhérentes à l'ancien régime. C'est pour cette raison qu'on l'associe avec l'absolutisme et la monarchie tel que pratiqués en Europe avant la révolution française. On peut donc tracer le développement et l'évolution de cette idéologie à partir de l'absolutisme et suivre son évolution jusqu'à nos jours sur le schéma chronologique qui suit et qui met en relief les événements et actions qui ont influencé le conservatisme au cours des ans.

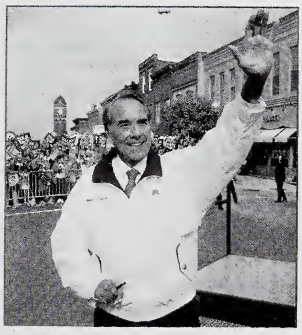
La première phase, celle de l'absolutisme, s'efface progressivement en Grande-Bretagne ou de façon radicale en France, devant le progrès du libéralisme, tout en se maintenant au pouvoir sous des formes autoritaires en Allemagne, en Russie, en Autriche-Hongrie et dans l'Empire ottoman. Dans sa deuxième phase, le conservatisme se trouve sur la défensive face au libéralisme et même au socialisme qui semblent représenter le progrès et une certaine inévitabilité historique. Durant la phase de transition, tout en continuant à défendre les valeurs sociales associées au conservatisme — tradition, stabilité, loi et ordre, respect pour l'autorité — le conservatisme tend, sur le plan économique, à s'associer de plus en plus au capitalisme et au milieu d'affaires. De nos jours, repoussé par les excès du libéralisme moderne et de l'État-providence, le mouvement conservateur, connu également sous les noms de néo-conservatisme ou de néo-libéralisme, reprend à son compte les idées du laissez-faire, c'est-à-dire les principes du libéralisme classique délaissés par les libéraux modernes.



APPROFONDISSEMENT

Le conservatisme américain

Lisez le discours suivant de Bob Dole, candidat républicain à la présidence américaine en 1996, puis répondez à la question qui suit.



Bob Dole

Extraits d'un discours de Bob Dole au congrès national républicain le 15 août 1996

(...) Je suis né à Russel au Kansas. (...) Comme toutes les petites villes sur les plaines, c'est une place où on ne peut grandir sans une grande appréciation de la distance. La première chose qu'on apprend sur les prairies, c'est la taille de l'être humain par rapport à la terre. Sous les immenses cieux où je suis né et où j'ai grandi, un être humain est tout petit, et s'il pense autrement, il se trompe. (...)

Laissez-moi être un pont vers une Amérique que les ignorants appellent un mythe. Laissez-moi être un pont vers une ère de tranquillité, de foi et de confiance dans l'action. À ceux qui disent qu'il n'en a jamais été ainsi, que l'Amérique n'a jamais été meilleure, je dis que vous avez tort. Je le sais parce que j'y étais. Je l'ai vu et je m'en souviens.

Notre pays, quoique meurtri et blessé, a traversé les révolutions, la guerre civile, les guerres mondiales, l'oppression raciale et la catastrophe économique. Nous nous sommes battus et nous avons gagné sur presque tous les continents et sur presque toutes les mers.

Nous avons même perdu. Mais nous avons persisté et nous avons traversé l'épreuve.

Ce qui nous a permis d'accomplir cela a peu à voir avec les valeurs du présent. Après des décennies d'attaques contre ce qui a fait la force de l'Amérique, contre des valeurs apparemment désuètes, qu'avons-nous accompli? Qu'avons-nous créé?

Ce que nous avons, de l'avis de millions d'Américains, c'est le crime et les drogues, les naissances illégitimes, l'avortement, l'abdication devant le devoir et l'abandon des enfants.

Après la quasi-destruction de la famille américaine, la pierre sur laquelle ce pays s'est construit, on nous dit qu'il faut un village, c'est-à-dire une collectivité, soit l'État, pour élever un enfant. L'État est plus impliqué que jamais dans la formation des jeunes. Ceux-ci, toutefois, sont plus négligés, plus abusés et plus maltraités qu'à aucune autre époque de notre histoire.

Cela n'est pas une coïncidence. Je suis ici pour vous dire qu'il ne faut pas un village pour élever un enfant, il faut une famille. (Ces remarques sont une attaque directe contre la femme du Président Clinton qui avait formulé l'idée que tout le village, c'est-à-dire toute la communauté, est responsable des enfants.)

Je suis ici pour vous dire qu'il faut opposer tout comportement permissif et destructif. Qu'il faut restaurer l'honneur et la liberté et que la responsabilité individuelle doit remplacer l'excuse collective.

Je suis ici pour dire à l'Amérique qu'il ne faut pas abandonner ces grandes traditions qui nous guident depuis l'aube de notre histoire. Ne faites pas tomber les piliers de ces croyances — Dieu, la famille, l'honneur, le devoir, le pays — qui ont fait notre force et qui nous ont sauvés. (...) Les vieilles valeurs perdurent et, bien qu'elles dorment et bien qu'elles trébuchent, elles ne disparaîtront pas.

Qu'est-ce qui est le plus important? La richesse ou l'honneur?

Ce n'est pas le côté matériel comme ont dit nos rivaux il y a quatre ans. (...) La force de cette nation repose non pas dans sa richesse matérielle, mais dans son courage, dans son esprit de sacrifice et dans son honneur.

Au cours de la dernière campagne présidentielle, vous, le peuple, vous étiez gravement insulté. On vous a dit que le côté matériel était notre plus grande priorité. Je n'accepte pas cela, pas pour une minute. Personne ne peut nier l'importance du bien-être matériel. À cet égard, je crois qu'il faut reconnaître que nous avons abandonné trop de notre liberté économique. Mais j'apprécie la liberté économique, moins pour ce qu'elle fait pour nous nourrir et plus pour ce qu'elle fait pour nous rendre libres.

La liberté du marché n'est pas seulement le meilleur garant de notre prospérité. C'est le garant principal de nos droits, et un gouvernement qui s'accapare de l'économie pour le bien-être du peuple finit par s'accaparer le peuple pour le bien de l'économie. (...)

(Entre le Président Clinton et moi) il y a certaine distinction qu'on ne peut pas ignorer. (...) Lui et son parti nous ont donné la plus grande hausse de taxes dans l'histoire de l'Amérique. Nous sommes le parti des taxes réduites et des opportunités accrues.

Nous sommes le parti dont la détermination n'a pas fléchi au cours de la guerre froide. Nous n'avons pas tremblé devant le géant soviétique qui s'apprêtait à s'écrouler, et nous n'avons pas hésité à prendre les armes contre Saddam Hussein.

Nous ne sommes pas le parti qui, devant l'essor de l'usage des drogues par la jeunesse, n'entend rien et ne voit rien. (...)

Une campagne présidentielle est plus qu'un concours entre candidats, plus qu'une confrontation de philosophies politiques rivales. C'est un miroir tendu aux Américains. C'est une mesure de qui nous sommes, d'où nous venons et vers quoi nous allons. Pour autant que nous nous inspirons de notre passé, l'Amérique reste essentiellement un pays de demain. Car nous sommes placés ici pour une raison, par une puissance supérieure. De cela, il n'y a aucun doute. (...) Que Dieu bénisse l'Amérique.

Traduction libre

Relevez les éléments de son discours qui témoignent de son caractère conservateur.

Le conservatisme canadien diffère quelque peu du conservatisme américain, tout en retenant parfois les mêmes thèmes. Le discours suivant, de l'ancien chef du Parti progressiste-conservateur, Jean Charest, présente une vue d'ensemble de la philosophie conservatrice au Canada. Ses remarques, pour les placer dans leur contexte, sont dirigées contre le Parti réformiste, un parti qui épouse à la fois le libéralisme économique et un conservatisme réactionnaire sur le plan social.

APPROFONDISSEMENT

Le conservatisme canadien

Lisez les extraits suivants d'un discours de Jean Charest et relevez les éléments conservateurs qui s'y trouvent. Comparez ce discours à celui de Bob Dole.

Jean Charest

Extraits d'un discours de Jean Charest à Edmonton le 12 avril 1996

Contrairement aux réformistes, nous les progressistes-conservateurs, n'éprouvons pas de méfiance ou de suspicion viscérale à l'endroit de l'État, et nous ne cherchons pas non plus à supprimer le gouvernement. En fait, nous considérons le gouvernement comme la plus haute expression de notre volonté en tant que citoyens.

Contrairement aux réformistes, nous croyons que la volonté collective doit chercher à assurer l'équilibre des divers intérêts au sein de la société, garantir une répartition équitable entre les régions et les particuliers, et le maintien des avantages résultant de nos efforts collectifs en tant que peuple, de même que protéger et aider ceux qui ne peuvent pourvoir à leurs propres besoins.

En tant que progressiste-conservateur, je crois à la libre entreprise, à la recherche éclairée de l'intérêt personnel et au droit à la propriété. Notre parti croit à la recherche de « l'opportunité », mais nous ne considérons pas la liberté individuelle comme illimitée. Nous croyons que les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement national, par le biais d'un parlement responsable, équilibre les libertés et les responsabilités individuelles dans l'intérêt de l'ensemble de la société, conformément à la norme consacrée, c'est-à-dire « paix, ordre et bon gouvernement ».

Contrairement aux réformistes, nous croyons en une politique extérieure qui ne cherche pas à nous soustraire au monde qui nous entoure, mais qui proclame et qui prouve, calmement et fermement, que le Canada croit à la sécurité et à la responsabilité collectives, et que nous sommes déterminés à aider les autres.

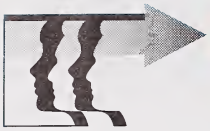
Contrairement aux réformistes, les progressistes-conservateurs croient au rôle créateur du gouvernement national, qui garantit l'avenir des programmes nationaux d'importance critique dont nous admettons tous la nécessité. Contrairement aux réformistes, je crois qu'un parti politique national doit chercher à atteindre les aspirations des majorités et des minorités linguistiques et culturelles du pays, et définir ce qui constitue l'intérêt national.

Le Canada n'est pas un pays facile à gouverner et les solutions simplistes et extrémistes fonctionnent rarement. Je ne souscris pas à une vision du Canada qui s'arrête à la rivière Outaouais et dont l'aspiration soit d'enterrer la fédération canadienne.

Contrairement aux réformistes, j'éprouve un profond malaise lorsque des préceptes moraux sont élevés au rang de politique gouvernementale. En fait, je n'ai jamais compris comment un parti qui serait censé avoir le plus grand respect pour la liberté de pensée puisse aussi facilement chercher à imposer une certaine vision du monde à la société. Selon moi, la vie publique et le gouvernement doivent absolument reposer sur des convictions morales, mais dans une société comme la société canadienne, il nous faut respecter la diversité des croyances et des valeurs.

À de nombreux égards, l'histoire de notre parti et l'histoire de notre pays se confondent. Nous sommes le parti de la Confédération, le parti des bâtisseurs de notre pays, le parti de l'entreprise publique et du régime national d'assurance-hospitalisation, le parti du droit de vote universel pour les femmes, le premier parti à avoir adopté une déclaration des droits des Canadiens. Plus récemment, nous avons aussi été le parti du libre-échange, le parti qui a mis fin au Programme énergétique national et aboli l'Agence d'examen des investissements étrangers qui ont dévasté l'ouest du Canada, le parti de la privatisation et le parti qui a pris les premières mesures importantes pour limiter les dépenses fédérales.

Publié avec l'autorisation du Parti conservateur du Canada.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le libéralisme classique et ses prémisses de base vis-à-vis l'individu et le gouvernement;
- le libéralisme économique et la notion de laissez-faire;
- le libéralisme moderne et le rôle du gouvernement;
- le néo-libéralisme (ou néo-conservatisme) et le rôle du gouvernement;
- le conservatisme et ses prémisses de base vis-à-vis l'univers, la place de l'individu dans la société et le rôle de l'État.

Le socialisme

Le mot socialisme est d'une grande ambiguïté, car il embrasse des mouvements qui, à première vue, ont peu en commun. Ce mot est un terme « parapluie » et désigne les mouvements politiques qui accordent la primauté (le premier rang en terme de priorité) à la communauté ou à la société, et non pas à l'individu (comme le feraient les libéraux). Sur ce plan, il est proche du conservatisme. Les socialistes acceptent toutefois le concept de l'égalité fondamentale de chaque citoyen et n'accordent aucune importance au maintien du statu quo si celui-ci est jugé injuste et inhumain. Ce préjugé en faveur des changements abrupts et radicaux éloigne les socialistes des conservateurs, bien que les deux mouvements partagent une tendance collectiviste.

Les socialistes se divisent généralement en trois grandes branches. Examinons les caractéristiques majeures de chacune :

Socialisme utopique

- embrasse une variété de visions de ce qui constitue une société idéale (utopie)
- prône la persuasion et l'exemple comme façons d'encourager les gens à adopter de nouvelles valeurs et un nouveau comportement basés sur le partage et la coopération
- pendant que certains socialistes utopiques voient un rôle pour l'État dans la promotion d'une société plus juste, d'autres préconisent une réorganisation sociale par « la base », c'est-à-dire par les individus eux-mêmes, sans intervention gouvernementale. Proudhon ira jusqu'à demander le démantèlement (disparition) de l'État (son socialisme aboutit finalement à l'anarchie)
- comprend les figures telles que Robert Owen (1771 - 1858), Louis-Auguste Blanqui (1805 - 1881), Saint-Simon (1760 - 1825) et Charles Fourier (1772-1837)

Socialisme scientifique ou marxiste

- prétend avoir découvert les lois gouvernant l'évolution historique, ce qui lui permet de se doter du nom « scientifique »
- la « science » de l'histoire fait comprendre que l'évolution historique est le résultat de la lutte des classes
- selon Marx, le XIXe siècle se caractérise par une lutte entre la classe dirigeante (la **bourgeoisie**) et la classe exploitée (le **prolétariat**)
- ces deux classes sont appelées, par le processus historique, à entrer en conflit
- il en résultera une révolution qui finira par une victoire de la classe la plus nombreuse, c'est-à-dire le prolétariat
- cette classe assumera le pouvoir, éliminera la bourgeoisie et instaurera une ère nouvelle caractérisée par une société sans classes et la disparition éventuelle de l'État
- les partisans de ce type de socialisme sont appelés « marxistes » ou « communistes »
- Ce mouvement prend le pouvoir en 1917 en Russie et, plus tard, dans les pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, Bulgarie, entre autres) ainsi qu'en Chine, au Vietnam, à Cuba et en Corée du Nord.

Socialisme scientifique : autre nom du marxisme parce que Marx a entrepris une analyse scientifique du capitalisme pour en découvrir ses lois et son inévitable destruction

Bourgeoisie : la classe qui possède les richesses et les moyens de production et qui domine la société

Prolétariat : la classe ouvrière

Bien-être collectif : terme qui décrit le niveau de vie et la satisfaction des besoins d'une société dans son ensemble

Bien-être individuel : terme qui décrit le niveau de vie d'un individu et la satisfaction de ses besoins

Sécurité économique : maintien d'un niveau de revenu suffisant pour assurer un niveau de vie satisfaisant

Droit économique : droit à un revenu suffisant pour assurer un niveau de vie satisfaisant

Entreprise publique : entreprise appartenant à l'État; système économique géré par l'État

Socialisme « révisionniste » ou socialisme « démocratique »

- comme la révolution prédite par Marx tarde à venir, certains socialistes préconisent une politique de progression par étape selon laquelle ils travailleraient à l'intérieur du système politique et économique existant afin d'améliorer les conditions des plus démunis et surtout celles des travailleurs
- ces gens sont accusés par les marxistes de collaboration avec l'ennemi capitaliste
- ils forment des groupes de pression, des syndicats et même des partis politiques afin de faire avancer leur cause
- puisqu'ils acceptent le jeu démocratique, ils assument le nom de « sociaux-démocrates », nom qu'ils ont adopté dans plusieurs pays politiques, particulièrement sur le continent européen. Au Canada, les gens de cette tendance se sont regroupés en premier lieu dans le parti CCF qui a changé son nom plus tard au Nouveau Parti démocratique (NPD). En Angleterre, ce mouvement politique prend le pouvoir pour la première fois en 1924 sous le nom de Parti travailliste. Ce parti a gagné les élections de 1997 au Royaume-Uni.

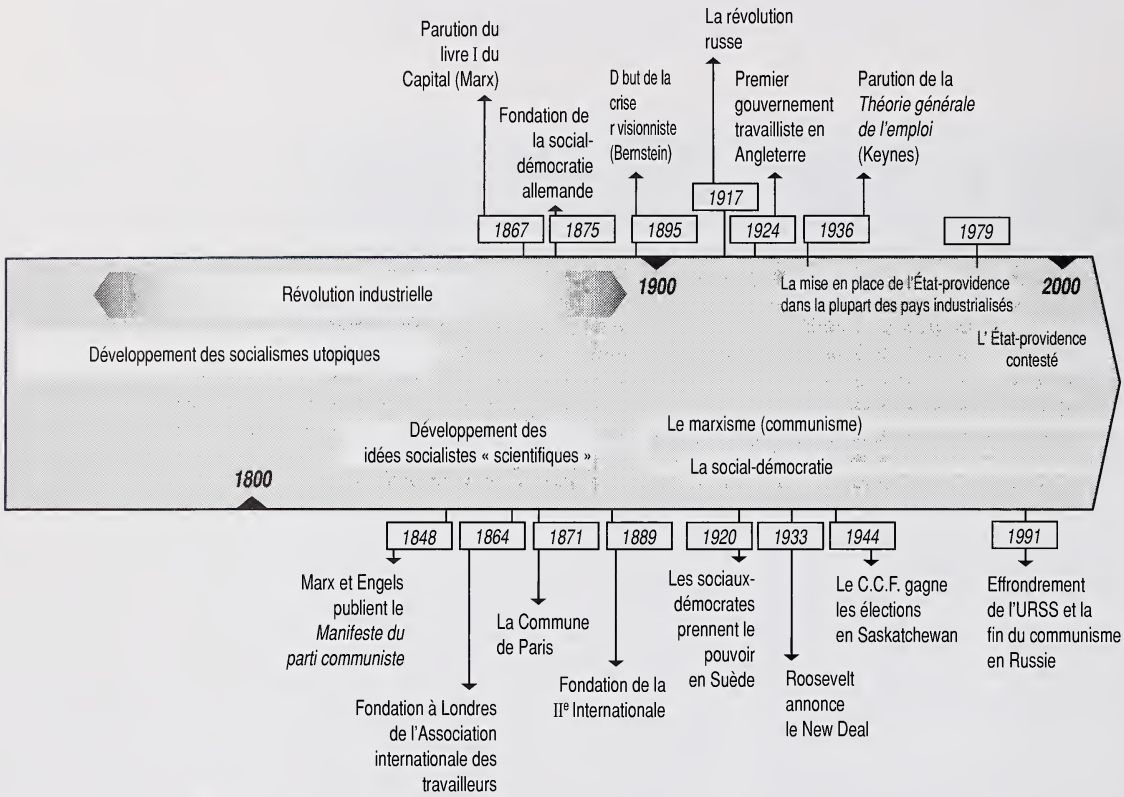
Ce mouvement prend le pouvoir par la voie démocratique dans les pays scandinaves (Suède, Norvège, Danemark) ainsi qu'en Grande-Bretagne, en France en Allemagne de l'Ouest et en Espagne, entre autres.

Notre étude du socialisme sera brève, car nous aurons l'occasion de revoir et d'approfondir nos connaissances du marxisme et de la social-démocratie dans les chapitres suivants. L'esquisse développée à la page ci-contre nous aidera, toutefois, à comprendre les différences et les ressemblances entre cette idéologie et ses rivales.

Nous avons déjà mentionné que les socialistes et la gauche en général accordent primauté et priorité au **bien-être collectif** par opposition au **bien-être individuel**. Ce « bien-être », à l'encontre de celui préconisé par les conservateurs, se traduit par la création d'une société égalitaire où tout le monde jouit non seulement d'une égalité de chances, mais d'une égalité de conditions. Il n'est pas possible pour un socialiste, comme nous l'avons déjà indiqué antérieurement, de concevoir la liberté sans assurer a priori (au préalable) la **sécurité économique**. Les socialistes préconisent de la sorte un activisme important de la part du gouvernement afin d'assurer la protection des droits, non seulement civils comme dans le cas des libéraux, mais aussi sociaux et économiques. Quant à ce dernier aspect, il faut distinguer entre ce qu'un libéral et ce qu'un socialiste entendent par **droits économiques**. Pour le premier, il s'agit de la liberté plus ou moins totale de vendre, d'acheter et de posséder des biens, sans en être limité par le gouvernement. Pour un socialiste, il s'agit du droit au travail justement rémunéré, à des conditions de travail décentes et à une participation démocratique dans la prise de décision concernant le travail. Ce dernier aspect peut être assuré par le biais de l'**entreprise publique**, solution favorisée par les marxistes et certains sociaux-démocrates, par la mise sur pied d'entreprises coopératives ou par la participation des travailleurs au conseil d'administration des entreprises restées privées.

Chronologie du socialisme

Le schéma chronologique trace le développement du mouvement et des idées socialistes. Vous noterez que ce mouvement se développe en réaction à la révolution industrielle et se cristallise de plus en plus pendant la deuxième moitié du XIXe siècle. Vous noterez aussi que ce mouvement se divise en deux vers la fin de ce même siècle, créant une rivalité féroce entre marxistes, d'une part, et sociaux-démocrates, d'autre part.



ACTIVITÉ

Le discours socialiste

Lisez les extraits suivants tirés du programme du Nouveau Parti démocratique canadien (le NPD) et répondez aux questions qui les suivent :

1. Quelles sont les valeurs des néo-démocrates selon ces extraits? Faites une liste.
2. Qu'en pensez-vous de ces valeurs? Peut-on fonder une société sur de telles valeurs?
3. Que dirait un libéral de ce message social-démocrate?
4. Nommez trois pays gouvernés par des sociaux-démocrates à l'heure actuelle. Y a-t-il des provinces au Canada gouvernées à l'heure actuelle par des sociaux-démocrates? Lesquelles?

Alexa McDonough
Gracieuseté du NPD.

Alexa McDonough, chef du NPD (élue en 1995)

Notre mission

Les néo-démocrates cherchent un changement fondamental. Nous allons exploiter les ressources du gouvernement et la puissance de la coopération dans l'action communautaire, pour faire progresser notre société vers les buts d'égalité, de justice sociale et de démocratie.

Nos principes

L'égalité

Nous voulons édifier une société où soient garantis la sûreté, la sécurité, la santé et le bien-être. Nous œuvrons pour l'égalité afin que tout le monde ait la possibilité d'avoir un travail significatif, une activité intéressante et une responsabilité partagée. Nous croyons que le meilleur moyen de parvenir à l'égalité socio-économique est par un accès équitable à des revenus raisonnables, à des services universels de santé et d'éducation de qualité, à des garderies abordables et à des logements assurés. Nous visons la justice sociale pour tous dans une société qui prise la diversité et ne tolère pas la discrimination pour des raisons de race, de nationalité, de religion, de sexe, de langue, de faculté physique ou intellectuelle, d'orientation sexuelle ou d'âge. Nous nous engageons à poursuivre une répartition juste et équitable de la richesse et à créer une société où tous les membres contribuent selon leurs moyens et reçoivent selon leurs besoins.

[...]

La communauté

Les néo-démocrates s'engagent à créer une société où un vif sens de la collectivité fait passer la santé et le bien-être de tous les Canadiens avant les gains individuels. [...] Nous croyons que nous devons nous joindre aux forces social-démocrates du monde entier pour développer une plus large communauté où notre solidarité viendra renforcer notre capacité collective d'assurer la paix, la coopération internationale et l'élimination de la pauvreté.

La coopération

La coopération est un principe fondamental dans un développement socio-économique où responsabilités et avantages se répartissent de façon juste et équitable. Nous pouvons tous accomplir beaucoup de choses par le travail coopératif grâce aux syndicats, aux mouvement sociaux et aux entreprises coopératives comme les coops agricoles et d'habitation, les caisses populaires [ex. : Credit Union] et les entreprises appartenant aux travailleurs. Nos politiques et nos actions doivent refléter l'aptitude naturelle des gens à vivre dans un système coopératif, à accepter la responsabilité collective et à travailler pour le mieux-être de tous.

ACTIVITÉ

Une comparaison des idéologies

1. Préparez, sur une page divisée en trois colonnes, une comparaison des idéologies du libéralisme, du conservatisme et du socialisme. Contrastez et comparez (c'est-à-dire recherchez des ressemblances et des différences) ces idéologies au niveau de leurs valeurs, du rôle qu'elles prévoient pour le gouvernement et des dangers qui guettent chacune d'entre elles.

2. Répondez aux questions suivantes.

   a) Quelles étaient les deux idéologies majeures en Europe après la révolution française? Décrivez le raisonnement qui sous-tend chacune d'entre elles.

   b) En quoi le libéralisme contemporain diffère-t-il du libéralisme classique?

   c) Qui sont les néo-libéraux et que prônent-ils? Pourquoi au Canada et aux États-Unis portent-ils souvent le nom de néo-conservateurs? Quels partis représentent cette ligne de pensée au Canada?

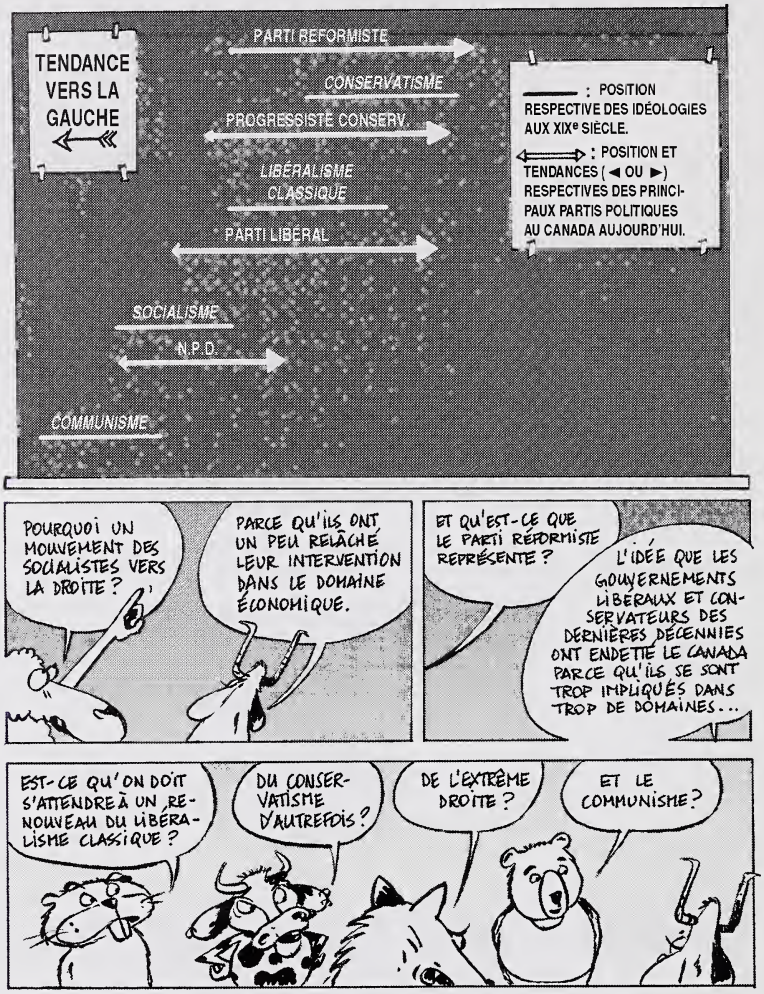
   d) Sur quoi les conservateurs et les socialistes sont-ils d'accord? Sur quoi diffèrent-ils?

LES IDÉOLOGIES ET LES PARTIS POLITIQUES

Les partis politiques adhèrent-ils de façon cohérente et consistante à leurs idéologies d'origine? Le Parti libéral, par exemple, adopte-t-il toujours des idées conformes au libéralisme? Le Parti progressiste-conservateur du Canada agit-il en conformité avec les idées traditionnelles du conservatisme? Comment ce même parti concilie-t-il la contradiction inhérente entre progressiste et conservateur? Malheureusement pour nous, le nom que se donne un parti politique n'est pas nécessairement une bonne indication de sa position idéologique.

Même les idéologies, comme nous l'avons vu, connaissent au cours des années une certaine évolution. Le libéralisme a bien changé depuis le temps de John Locke et d'Adam Smith. De même, les conservateurs ne défendent plus les privilèges de l'aristocratie et ne s'opposent plus à l'égalité politique des gens.

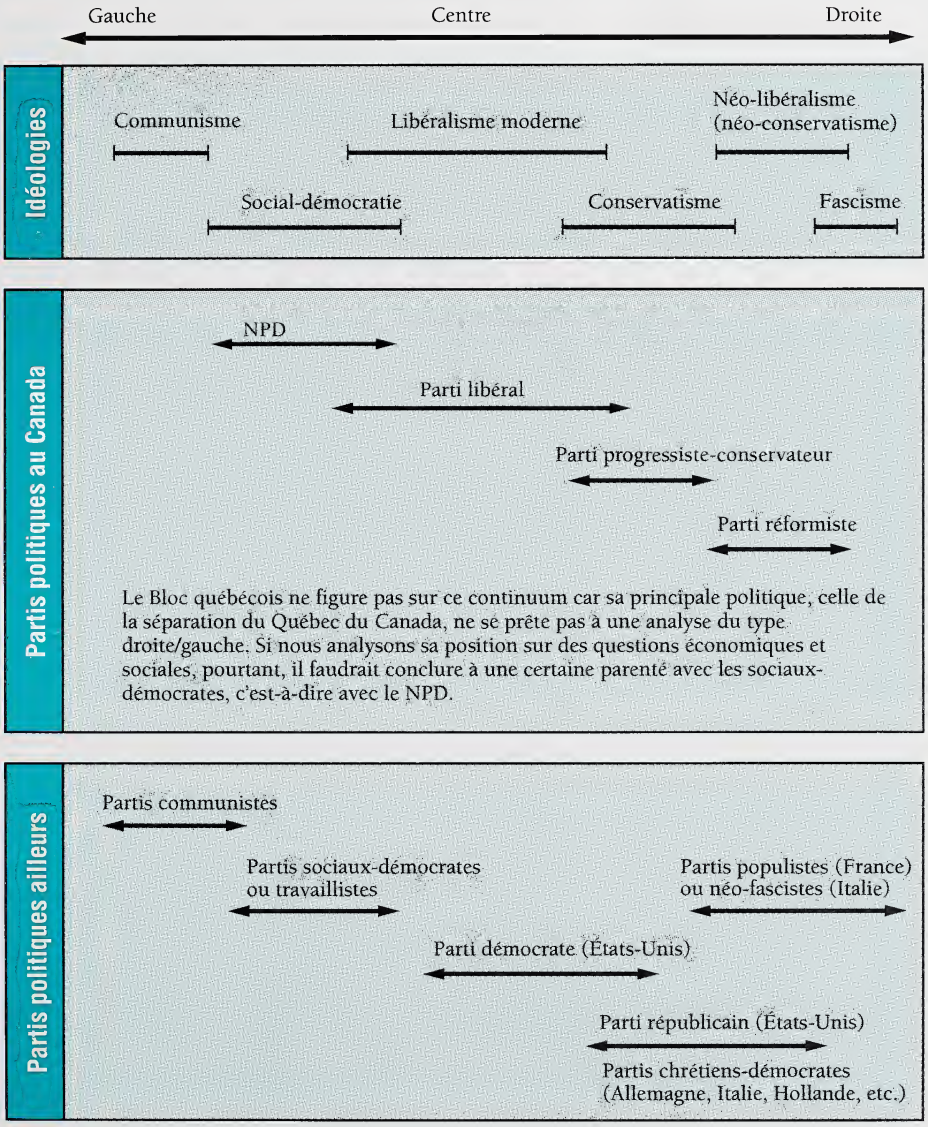
Ce qui est vrai pour les idéologies est encore plus vrai pour les partis politiques. Ceux-ci évoluent avec le temps ou acceptent de diluer leur position afin de gagner l'appui du public et éventuellement le pouvoir. Il ne faut pas oublier qu'un des buts principaux d'un parti politique est d'assumer le pouvoir. Certains partis sont tout à fait prêts à adopter des positions populaires sur des questions importantes, s'ils croient que cela les portera au pouvoir. D'autres partis réévaluent leur position et changent de cap, croyant honnêtement que les choses ont changé et que de nouvelles conditions demandent de nouvelles solutions. Un des meilleurs exemples d'un tel revirement est la position qu'a adopté le Parti progressiste-conservateur du Canada face au libre-échange. Sur



le plan idéologique, le libre-échange devrait figurer au programme des libéraux — vous vous souviendrez d'Adam Smith, du « laissez-faire », de la liberté de commerce, entre autres notions. Dans la réalité, le Parti libéral à l'époque (1988) était opposé au libre-échange alors que le Parti conservateur de Brian Mulroney, contre toute logique idéologique, en avait fait un élément essentiel de son programme. Chaque parti avait adopté une position en flagrante contradiction avec son idéologie de base. Cet état de choses, quand il existe, tend à mêler le public. Pour ne pas succomber à la confusion, l'électeur doit rester alerte et informé, ne se fiant ni au nom du parti ni à ses pratiques et positions du passé.

Il n'en demeure pas moins vrai que, généralement, les partis politiques restent plus ou moins fidèles à leur emplacement sur le continuum politique. Les tableaux suivants démontrent l'emplacement général sur l'axe politique des partis politiques au Canada et ailleurs dans le monde démocratique.

Les idéologies et les partis politiques au Canada et ailleurs dans le monde



Au cours des années, le Canada a produit des politiciens assez remarquables. Nous en avons choisi deux pour représenter la gauche et la droite. Chacun a voué sa vie à la promotion d'une vision de la société qu'il souhaitait voir naître dans ce pays. Chacun illustre à sa façon les principales tendances et priorités de son idéologie.

J.S. Woodsworth

J.S. Woodsworth (1874 - 1942)

Pasteur méthodiste et travailleur social, Woodsworth occupe une place spéciale dans l'histoire de la politique canadienne. On l'appelle « la conscience du Canada », « l'homme saint de la politique canadienne », ou « un révolutionnaire dangereux ».

Le plus connu des pasteurs progressistes du mouvement « Social Gospel » — mouvement qui réclame l'avènement du Royaume de Dieu ici et maintenant — Woodsworth rejette le capitalisme en raison des injustices sociales et économiques qu'il engendre. Il choisit de travailler parmi les immigrants pauvres à Winnipeg où il prêche le socialisme démocratique. Il devient un ardent défenseur de la négociation collective et des syndicats. Woodsworth se fait connaître aussi par son pacifisme inconditionnel. Il voit la guerre comme le résultat de rivalités capitalistes et impériales.

En 1919, Woodsworth est arrêté à Winnipeg et accusé d'écrits séditieux pour ses éditoriaux rédigés pendant la Grève générale de Winnipeg. Il est élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1921 sous la bannière du Independant Labour Party. Son slogan à cette occasion : « Les besoins humains avant les droits de propriété ».

En tant que député, Woodsworth travaille d'arrache-pied pour améliorer la situation de ceux qui souffrent le plus du libéralisme économique. Sa pression et ses manœuvres parlementaires contribuent à forcer le gouvernement libéral, alors en situation de faiblesse parlementaire, à adopter un régime de pension de vieillesse. Créé en 1927, ce régime est la pierre angulaire de la sécurité sociale au Canada.

En 1933, Woodsworth est élu chef du nouveau parti appelé le CCF ou la Co-operative Commonwealth Federation. Le CCF ne remporte que 7 sièges aux élections fédérales de 1935, mais le parti forme déjà l'opposition officielle en Colombie-Britannique et en Saskatchewan.

Fidèle à ses croyances pacifistes, Woodsworth est le seul député à s'opposer à la déclaration de guerre du Canada en 1940.

Il meurt d'une crise cardiaque en 1942.

Preston Manning

Preston Manning (1942 -)

Preston Manning est né à Edmonton en 1942, un an avant que son père, Ernest, devienne chef du Crédit social et premier ministre de l'Alberta, poste qu'il occupera pendant 25 ans. Dès son plus jeune âge, Manning est fortement influencé par le christianisme fondamentaliste. Son père était prédicateur évangélique, animant depuis 1943 une émission radiodiffusée appelée « Back to the Bible ». La forme du fondamentalisme adopté par la famille Manning liait la volonté de Dieu à la promotion du capitalisme, de l'entreprise libre, et des valeurs traditionnelles, telle la sauvegarde de la famille traditionnelle.

Manning a été aussi fortement influencé par l'expérience politique américaine d'où il a retiré des idées telles l'égalité des États, un Sénat élu et égal, le vote libre des représentants élus et le recours aux référendums comme technique de démocratie directe.

Manning fonde le Parti réformiste en 1987 et en devient son premier chef. Il voit les partis traditionnels (les libéraux, les conservateurs et les néo-démocrates) comme des partis trop pragmatiques et prêts à des compromis pour gagner et/ou conserver le pouvoir. Il souhaite établir un parti qui défendra les principes néo-libéraux, sur le plan économique et conservateur, et traditionalistes sur le plan social.

Le Parti réformiste présente des candidats aux élections de 1988, mais ne réussit à faire élire personne. Manning est défait lui-même dans la circonscription de Yellowhead remportée par Joe Clark pour le Parti progressiste-conservateur. Peu après, toutefois, le parti remporte une élection partielle et place son premier député à la Chambre des communes en la personne de Deborah Grey, de Beaver River. Aux élections de 1993, le Parti réformiste fait une percée remarquable dans l'Ouest canadien et fait élire 52 députés (tous de l'Ouest à l'exception d'un seul). Manning lui-même remporte la circonscription de Calgary Sud-Ouest.

Le parti continue son progrès aux élections de 1997. Élu dans 60 circonscriptions, toutes dans l'Ouest canadien, le Parti réformiste devient l'opposition officielle. Manning dirigera la deuxième plus grande formation politique au Canada, après les libéraux.

FAISONS LE POINT

Ce chapitre nous a aidés à explorer un certain nombre de thèmes dont :

- la définition d'une idéologie;
- les prémisses ou principes de base d'une idéologie;
- les différentes façons de concevoir la nature humaine et sa signification pour la construction d'une idéologie;
- la classification des idéologies;
- les traits majeurs des différentes idéologies;
- l'évolution historique des idéologies : libéralisme, conservatisme et socialisme.

Les connaissances que vous avez acquises vous donnent une vue d'ensemble de la situation idéologique contemporaine. Certains observateurs ont suggéré que

nous nous approchons de la fin des idéologies, c'est-à-dire que les distinctions que nous avons établies entre différentes idéologies ne tiennent plus et qu'un consensus général est en train de se former autour du modèle libéral et démocratique, mettant fin à la lutte entre les idéologies qui a caractérisé les XIXe et XXe siècles. Cette idée a été surtout popularisée au moment de la chute du communisme en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, événements historiques qui semblaient couronner la victoire du libéralisme et de la démocratie en Europe et mettre fin au conflit idéologique se trouvant au cœur même de la guerre froide.

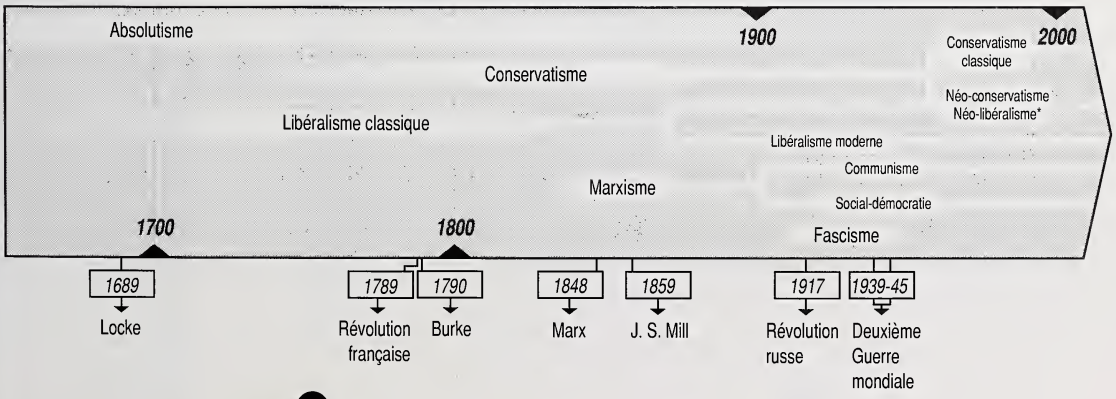
Nous avons vu depuis, que la rivalité entre la droite et la gauche est loin d'être terminée. Les nouveaux partis issus des anciens partis communistes ont repris le pouvoir dans certains pays anciennement communistes (Lituanie, Pologne, Hongrie, entre autres). Bien qu'ils ne suggèrent pas un retour au totalitarisme collectiviste d'autrefois, ils ne prônent pas non plus l'application de mesures néo-libérales.

La possibilité pour un pays d'établir son propre chemin idéologique est plus compliquée aujourd'hui à cause des exigences de l'économie mondiale et de la perte de souveraineté économique au niveau national, conséquences de l'interdépendance des économies. Certains croient que nous avons perdu tout contrôle sur notre avenir et sur la construction de notre société. Des forces impersonnelles semblent s'être emparées de notre devenir.

Cette approche fataliste est toutefois contestée par d'autres qui continuent à parler des choix que nous avons en tant qu'êtres humains libres et rationnels. Ces choix, que nous en soyons conscients ou non, dépendent du « projet de société » que nous préconisons et cela, comme nous l'avons vu, dépend de comment nous concevons l'être humain et les valeurs qui déterminent sa vie.

Chronologie des idéologies

Le tableau suivant tente de résumer l'évolution générale des idéologies. La ligne du temps n'indique que les événements considérés les plus importants sur le plan historique.

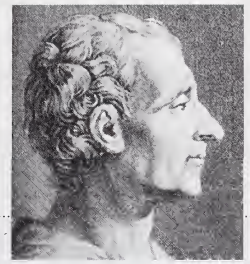


TERMES-CLÉS

absolutisme
anarchisme
centre
conservatisme
conservatisme classique
contrôle
démocratie
dictature
droite
égalité de chances
égalité de conditions
gauche
individualisme
interventionnisme
libéralisme
libéralisme classique
libéralisme moderne
liberté
nature humaine
néo-libéralisme
néo-conservatisme
projet politique
socialisme
socialisme démocratique
socialisme scientifique ou marxiste
socialisme utopique
vision

PERSONNAGES-CLÉS

Edmund Burke
John Locke
Karl Marx
Thomas Hobbes



CHAPITRE

Théories politiques générales

2

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la classification des gouvernements;
- les valeurs et principes de base des démocraties et des dictatures;
- la nature des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaitre;
- les buts des gouvernements et les moyens que ceux-ci utilisent pour les atteindre;
- les caractéristiques des États unitaires, fédéraux et confédérés;
- la nature et les buts des constitutions.

INTRODUCTION

Pourquoi étudier le gouvernement?[1] Le gouvernement est une partie intégrante de toute société. Il fait les lois, les interprète et les exécute. Le gouvernement affecte presque chaque aspect de notre vie (par ex. : les impôts et les taxes, le système de transport scolaire, les feux de circulation). Il peut nous empêcher d'atteindre nos buts les plus chers, et il peut même nous demander de sacrifier nos vies en temps de guerre. On peut, par conséquent, considérer le système politique comme étant un système qui exerce une influence déterminante sur la société. L'économie est affectée par les lois adoptées par le gouvernement qui, par exemple, restreignent les pratiques injustes contre les travailleurs, réglementent les relations de travail ou établissent des tarifs. Les activités familiales sont circonscrites par les règlements scolaires, les exigences médicales et la Loi sur le mariage. La gamme des lois qui régissent une société peut s'étendre de quelques traditions transmises oralement d'une génération à l'autre, jusqu'à une organisation bureaucratique complexe.

L'étude de la politique, qu'on appelle généralement la science politique, a vu le jour lorsque les hommes ont commencé à s'interroger sur les règles qui régissent la société. Devrait-on suivre ces règles? Pourquoi les diverses nations ont-elles des gouvernements différents? Est-ce qu'il y a un ensemble de règles que chaque société devrait adopter? Cette enquête, qui existe depuis des milliers d'années, se poursuit encore aujourd'hui.

Chaque génération est placée devant le même dilemme, à savoir si elle doit accepter les règles qui ont été établies ou acceptées par la génération précédente, ou bien si elle doit les modifier ou encore les remplacer par d'autres règles. Le citoyen ordinaire, qui songe à la décision de voter pour un parti politique, peut tenter de trouver une réponse à la question à laquelle les philosophes grecs ont essayé de répondre il y a deux mille ans, lorsqu'ils se sont demandés quelle était la meilleure forme de gouvernement. Bien entendu, les citoyens ordinaires se demandent quel parti politique va les aider le plus et quelle est la meilleure forme de gouvernement.

CLASSIFICATION DES GOUVERNEMENTS

Grâce à vos études antérieures, vous savez que les types de gouvernement varient énormément. De 1780 à 1815, par exemple, la France connaît la monarchie absolue, la monarchie constitutionnelle, la république démocratique, la république autoritaire ou dictatoriale et l'Empire.

Aristote, un philosophe grec vivant au IVe siècle avant J.-C., s'est penché sur l'étude des systèmes politiques de son temps. Il a catégorisé les gouvernements à partir de leur finalité, c'est-à-dire à partir des buts qu'ils se fixent. Si leur but est le bien-être commun, ils sont bons et conformes à la justice. En revanche, s'ils ne cherchent qu'à satisfaire l'intérêt particulier des gouvernants, ils sont

[1] A. Baldwin et W. Calder. (1983) *Idéologies*. Scarborough : McGraw-Hill Ryerson, p. 17-19.

corrompus et mauvais. À partir de cette distinction élémentaire, il a établi une catégorisation de six formes de gouvernement, en combinant ce critère de finalité avec celui du nombre des gouvernants (un seul, plusieurs, tous). Il est arrivé à la conclusion suivante :

Le pouvoir est entre les mains	Bons gouvernements	Mauvais gouvernements
d'une seule personne	la royauté (le roi gouverne dans l'intérêt de tous)	la **tyrannie** (le roi gouverne dans son propre intérêt)
d'un groupe	l'aristocratie (gouvernement des riches au service de tous)	l'**oligarchie** (gouvernement des riches au service de leurs propres intérêts)
de tous (ou au moins plus d'un groupe)	la république (gouvernement des citoyens « vertueux »)	la démocratie (gouvernement de la population d'après ses caprices)

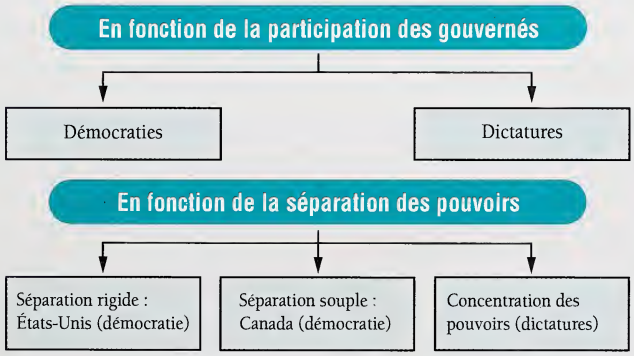
Tyrannie : gouvernement injuste, autoritaire et absolu

Oligarchie : régime politique où l'autorité est entre les mains de quelques personnes ou familles puissantes non représentatives de la population

Il est intéressant de noter qu'Aristote, comme son prédécesseur Platon, voyait la démocratie d'un mauvais œil. Son raisonnement à cet égard sera examiné au chapitre 4. À nous de retenir ici cette première tentative de classifier les systèmes de gouvernement.

Depuis lors, nos idées ont connu une certaine évolution. Nous avons tendance aujourd'hui à classifier les régimes soit en fonction de la participation des gouvernés, soit en fonction de la séparation des pouvoirs. Examinons chacune de ces classifications. Le diagramme suivant montrera les deux façons de classifier les régimes.

COMMENT CLASSIFIER LES RÉGIMES



La classification selon la participation des gouvernés

Comme le démontre le tableau suivant, les observateurs divisent les régimes, dans un premier temps, en deux grandes catégories : les **démocraties** et les **dictatures**.

La description de chaque grande catégorie semble claire et sans équivoque. La classification devient problématique quand il faut séparer la réalité de la théorie. Les régimes communistes, par exemple, prétendent être démocratiques, s'attribuant même le nom de **démocratie populaire**. Doit-on les inclure sous « démocraties » comme le veut la théorie, ou sous « dictature », comme le veut la pratique? Nous avons choisi la pratique. Une discussion en détail des démocraties marxistes se trouve sous la rubrique des dictatures.

RÉGIMES POLITIQUES

DÉMOCRATIES	DICTATURES
Gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple	Gouvernement d'une personne ou d'un groupe de personnes, sans le consentement des gouvernés

Démocratie : système politique où le pouvoir suprême appartient au peuple

Dictature : système politique où le pouvoir suprême appartient à une personne ou un groupe qui gouverne de façon absolue

Démocratie populaire : régime qui favorise l'égalité économique des citoyens et la collectivité, plutôt que le pouvoir de l'individu

Démocratie libérale : système politique où le pouvoir suprême (ultime) appartient au citoyen; ce terme est utilisé par opposition à « démocratie populaire »

Primauté . autorité suprême, priorité

Despotisme : pouvoir absolu, dictature

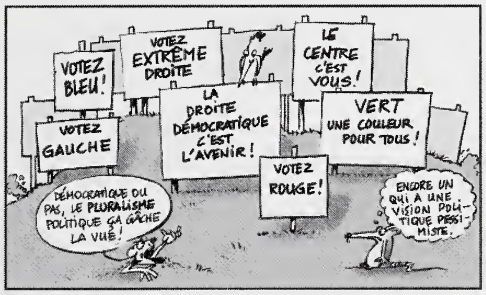
La démocratie libérale

La **démocratie libérale** et pluraliste est un système où les gouvernés interviennent librement et fréquemment dans le choix de leurs gouvernants, au moyen d'élections ouvertes à toutes les tendances politiques, et où l'exercice du pouvoir est divisé entre différentes autorités afin d'éviter un éventuel usage dictatorial.

La démocratie libérale repose sur un certain nombre de valeurs et de principes :

- **la croyance dans l'individu et la liberté** — le libéralisme, comme nous l'avons vu, repose sur la reconnaissance de la valeur et de la dignité de l'individu. La démocratie libérale appuie et reflète la **primauté** de l'individu, la croyance dans la tolérance et le refus du **despotisme** .

- **le pluralisme** — la liberté passe par la capacité de faire des choix. Le pluralisme politique est donc nécessaire afin que les gouvernés puissent choisir entre différents programmes et candidats.



- **le principe majoritaire** — l'individualisme, qui est au centre du projet démocratique, pourrait mener directement à l'**anarchie** (l'expression ultime de l'individualisme). L'impossibilité d'atteindre un consensus ou une unanimité, justement parce que chaque individu a ses opinions et ses valeurs, impose que ce soit le plus grand nombre qui l'emporte. La minorité doit s'incliner devant la majorité, accepter sa défaite électorale et reconnaître la légitimité des décisions prises par la majorité.

- **le respect de l'opposition et des droits minoritaires** — si la minorité doit accepter le pouvoir de la majorité, la majorité doit par contre accepter l'existence d'une **opposition loyale** au système démocratique, mais en opposition au gouvernement lui-même. L'existence d'une opposition est cruciale pour le fonctionnement d'une démocratie car elle fournit des idées alternatives, se fait le porte-parole de ceux opposés aux initiatives gouvernementales (évitant ainsi que ceux-ci aient recours à la violence ou à d'autres activités anti-sociales) et forme un **gouvernement en attente**. L'opposition a toujours l'espoir de former le gouvernement après les prochaines élections et elle doit donc se comporter avec sérieux et sagesse. La qualité d'une démocratie est souvent jugée d'après le respect qu'elle accorde aux droits de la minorité. Gouverner sans égard pour les droits des minorités revient à une forme de despotisme majoritaire appelé **tyrannie de la majorité**.

- **l'alternance au pouvoir** — le pluralisme politique impliquant l'existence de plusieurs partis politiques assure un choix aux gouvernés lors des élections et la possibilité de changer paisiblement le gouvernement. La maturité d'une démocratie est jugée d'après sa capacité d'assurer l'alternance au pouvoir sans conflits.

- **la séparation des pouvoirs** — les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont généralement séparés et répartis entre différents organes afin d'éviter tout usage despotique éventuel.

- **un État de droit** — un régime démocratique respecte les règles judiciaires et constitutionnelles qui régissent l'État. La loi est suprême et l'État doit lui obéir.

Pluralisme : système qui permet à plusieurs groupes, principes ou partis d'exister ensemble

Principe majoritaire : reconnaissance que les décisions prises par la majorité sont légitimes

Anarchie : désordre complet, absence d'autorité

Opposition loyale : parti qui est arrivé en deuxième place après le parti vainqueur aux élections et qui a la responsabilité de poser des questions et de s'opposer au gouvernement qui est le parti vainqueur

Tyrannie de la majorité : la majorité dicte les décisions, sans tenir compte des besoins de la minorité ou de ses droits

État de droit : État où la loi est suprême

Les dictatures

Les régimes autocratiques et totalitaires

Le trait le plus important d'une dictature est la **concentration du pouvoir** et de la **souveraineté entre les mains d'un individu ou d'un groupe d'individus** — **une élite** — sans le consentement libre et réel de la population.

En général, les dictatures invoquent certains des principes suivants pour justifier leur monopolisation du pouvoir :

- **l'ordre et la stabilité** — le recours à la dictature suit parfois une période de désordre civil et économique qui menace la position des groupes importants de la société (la bourgeoisie, la classe dirigeante, l'aristocratie, par exemple). Une dictature, aux yeux de ces gens, est nécessaire pour ramener l'ordre et réinstaurer la discipline.

- **l'unité et la sécurité nationales** — les dictateurs invoquent souvent la menace et le danger venant de l'étranger pour légitimer leur monopole du pouvoir. D'après eux, le pays a besoin d'un chef fort et clairement en contrôle pour faire face aux intentions hostiles des pays voisins.

- **le principe de la vérité idéologique** — selon lequel le chef et son parti sont à l'avant-garde de la société. Certains dictateurs comme Lénine, Staline et Hitler prétendaient connaître les vérités idéologiques qui échappent à l'individu moyen (aux communs des mortels). Leur sagesse leur donne le droit d'agir comme guide et chef de la nation.

- **le rejet de l'individualisme** — les dictatures proclament la primauté soit de l'État, soit de la collectivité. Dans un cas comme dans l'autre, l'individu doit se fondre au groupe et œuvrer pour un bien supérieur à lui-même. Dans ce système, l'individu ne constitue pas une fin en soi; son épanouissement est subordonné à celui de la société en général ou bien à celui de l'État. De manière générale, les autorités considèrent que l'individu assure son épanouissement en contribuant au bien commun.

Élite : ensemble des personnes dans une société considérées comme les meilleures, les plus remarquables, les plus puissantes

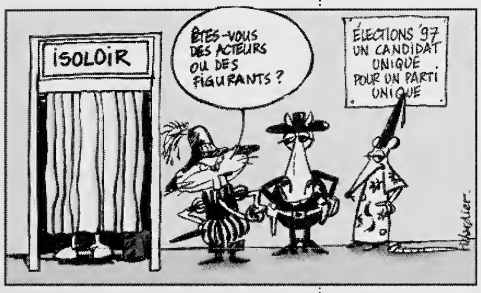
- **le rejet de la démocratie bourgeoise** — les partisans de la dictature voient la démocratie telle que pratiquée dans l'Ouest comme un système inefficace et corrompu (parce qu'entre les mains des riches et profitant généralement aux riches) qui tend à encourager la médiocrité et la division. Toujours d'après ce point de vue, les démocraties sont faibles et minées par les disputes internes entre les classes sociales, les classes politiques ou les groupes ethniques. Selon eux, une dictature est supérieure aux démocraties car elle encourage la solidarité, l'union des forces et l'adoption des buts communs.

- **le principe du leadership paternaliste** — la Nature fait surgir les vrais chefs qui, par leur force de caractère et leur volonté, s'imposent à la tête des sociétés. Ces chefs sont nés pour diriger. Les dictateurs se présentent souvent comme le sauveur et le père de leur peuple et la population voit

en eux l'incarnation de la nation. Ils sont en quelque sorte déifiés, c'est-à-dire considérés comme des dieux qui offrent salut, raison de vivre, certitude et identité. Le chef est un rempart contre l'incertitude et la confusion qui règnent dans les démocraties.

La démocratie marxiste

Le régime marxiste se proclame démocratique en raison de la participation théorique du peuple dans la vie publique de l'État. Le marxisme rejette l'individualisme et les institutions politiques libérales et accorde la priorité au développement économique et social de l'ensemble de la population. Il préconise plutôt une forme de participation politique où les efforts et les aspirations du peuple s'expriment à l'intérieur d'un parti unique chargé d'amener la nation entière sur la voie d'une véritable **émancipation** économique, sociale et politique. Ce parti représente les intérêts de la seule classe existante et reconnue, celle des travailleurs, rendant ainsi le multipartisme sans raison d'être. Pour plus de clarification à cet égard, étudiez le tableau suivant.



Émancipation : libération

Subordination : le fait d'accorder une importance secondaire

CLARIFICATION AU SUJET DU MOT DÉMOCRATIE

DÉMOCRATIE LIBÉRALE

Ce régime s'appelle « démocratique » car il se base sur la souveraineté du peuple et la liberté civile de tous les citoyens.

caractéristiques :
- institutions représentatives
- séparation des pouvoirs
- compétition électorale
- liberté de choix
- respect des droits de la personne

exemples :
- régimes parlementaires (la Grande-Bretagne)
- régimes présidentiels (les États-Unis)

DÉMOCRATIE POPULAIRE

Ce régime s'appelle « démocratique » car il assure l'égalité économique de tout le monde, sans quoi les citoyens ne sont pas véritablement libres et ne peuvent donc pas participer à la construction de leur collectivité.

caractéristiques :
- un seul parti politique
- unipartisme
- **subordination** des droits individuels aux intérêts de la classe ouvrière
- lutte des classes (contre la bourgeoisie en général)
- égalitarisme économique

exemples :
- l'ancienne URSS
- Cuba
- Chine

Les cas « spéciaux »

Il existe, entre les deux pôles représentés par les démocraties et les dictatures, qu'elles soient marxistes ou autoritaires, des cas particuliers de pays récemment décolonisés et en voie de développement qui cherchent un régime compatible avec leurs priorités et leurs aspirations de développement. Bon nombre des 185 membres des Nations Unies ne pratiquent ni la démocratie ni la dictature telles que nous les avons définies.

L'établissement d'un régime dans ces pays, souvent instables et fragiles, doit prendre en compte les considérations suivantes :

- **la fragilité de l'unité nationale** — les frontières artificielles de ces pays, créés souvent par les puissances colonisatrices selon les caprices et les jeux de pouvoir, correspondent rarement au **principe des nationalités**. Constitués à la suite d'une **décolonisation**, ces pays, surtout les pays africains, sont fréquemment des États multi-ethniques où la loyauté à l'ethnie locale qui, elle, peut être divisée entre deux ou plusieurs pays, est plus forte que la loyauté envers le pays lui-même. Ce phénomène, appelé **tribalisme** par certains observateurs, contribue à la difficulté de donner un sens d'unité et de solidarité aux peuples composant le pays. Cette absence de cohésion nationale, dont nous avons vu les résultats horribles en Somalie comme au Rwanda, crée une situation de grande instabilité que certains tentent de surmonter en mettant sur pied des régimes à parti unique et en limitant les droits démocratiques et civils. Selon eux, la démocratie libérale ne ferait que contribuer à l'affaiblissement du sentiment national et à la fragmentation du pays selon les lignes ethniques et religieuses.

- **l'absence de tradition démocratique** — la notion de démocratie libérale correspond peu aux traditions pré-coloniales de ces pays. En effet, le caractère encore traditionnel de ces sociétés a longtemps fait reposer le pouvoir sur un individu ou un groupe d'individus qui exerçaient un pouvoir absolu et personnalisé. L'analphabétisme qui y existe ajoute à la difficulté de créer une culture politique favorable au pluralisme et au libre choix.

- **la faiblesse d'élites politiques** — la mise en place d'un régime démocratique requiert des cadres (fonctionnaires) honnêtes et compétents ainsi qu'une classe politique assez nombreuse et bien formée pour constituer les équipes ministérielles, ou celles de rechange à l'occasion d'une alternance. Or, dans la plupart de ces pays, il n'en est rien. Les élites, s'il y en a, sont insuffisamment nombreuses et formées.

Compte tenu de ces difficultés, bon nombre des pays post-coloniaux et en voie de développement ont rejeté la démocratie pour raison d'incompatibilité. Plusieurs ont tenté de rassembler les forces de la nation autour d'un parti unique (le Kenya et la Tanzanie, par exemple). D'autres ont eu recours aux régimes militaires (le Zaïre et le Nigeria) ou bien aux régimes religieux (Soudan). La peur du désordre, du chaos et, dans certains cas, du communisme a suffi à mettre fin à toute tentative démocratique. Des hommes tantôt **charismatiques**, tantôt grotesques, appuyés par l'armée, leur ethnie, leur

Principe des nationalités : existence ou volonté d'exister en tant que nation, d'un groupe de gens unis par un territoire, une langue, des traditions ou des aspirations

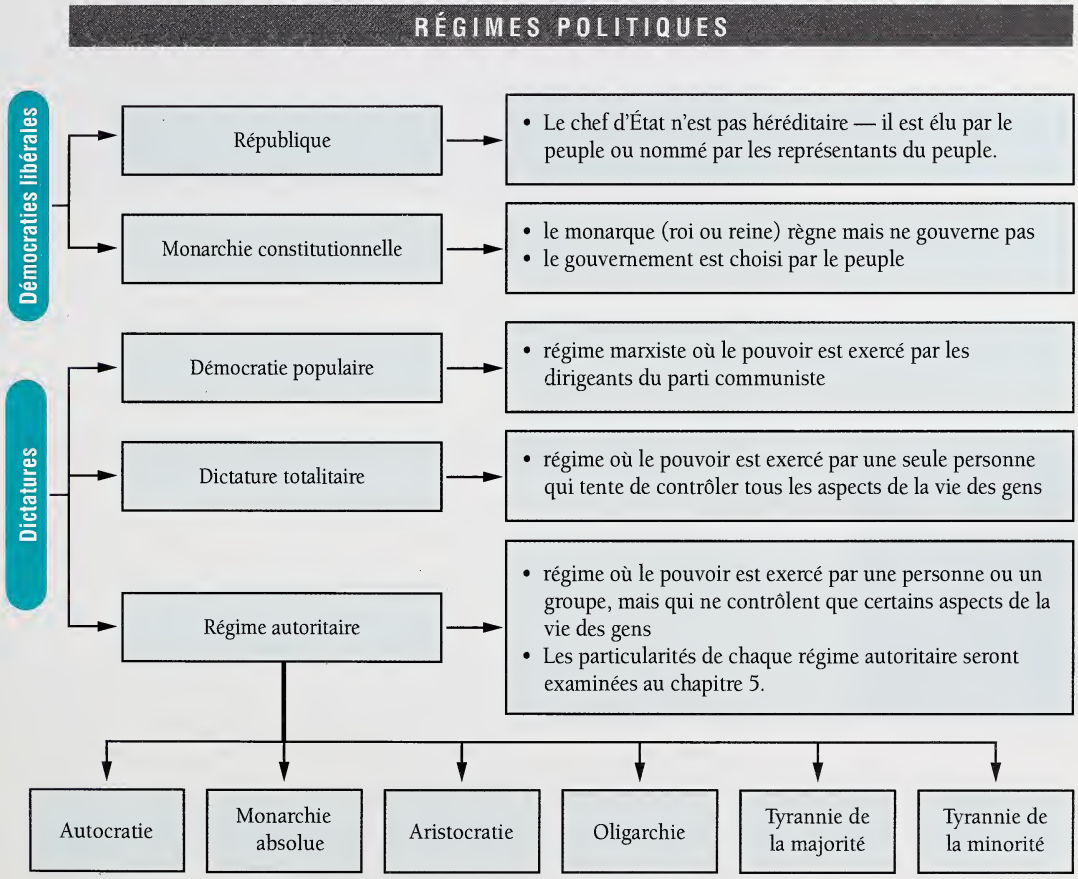
Décolonisation : passage d'un pays, du régime de colonie à celui de pays indépendant

Tribalisme : organisation par tribu

Charismatique : caractère d'une personne qui a un prestige et un pouvoir extraordinaire sur beaucoup de gens

classe sociale ou leur groupe religieux, ont tenté de gouverner tant bien que mal dans des circonstances exigeantes. Les différents types de régimes mis en place par ces dirigeants constituent des cas vagues et changeants qui s'écartent des catégories plus nettement démarquées de démocraties et de dictatures.

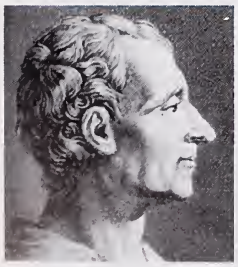
Si nous tentons de schématiser les différences en guise de résumé, nous arrivons à un tableau comme celui-ci :



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- il y a différentes façons de classifier les régimes gouvernementaux, une de ces façons est selon la participation des gouvernés; si les gouvernés participent « réellement », c'est une démocratie; sinon, c'est une dictature;
- une démocratie repose sur des principes importants, entre autres la croyance dans la liberté, le pluralisme, le principe majoritaire, le respect des droits minoritaires, l'alternance au pouvoir;
- une dictature repose sur des principes comme le maintien de l'ordre et de la stabilité, la défense nationale, le leadership fort et décisif et la vérité « idéologique ».



Montesquieu (1689 - 1755)

La classification selon la séparation des pouvoirs

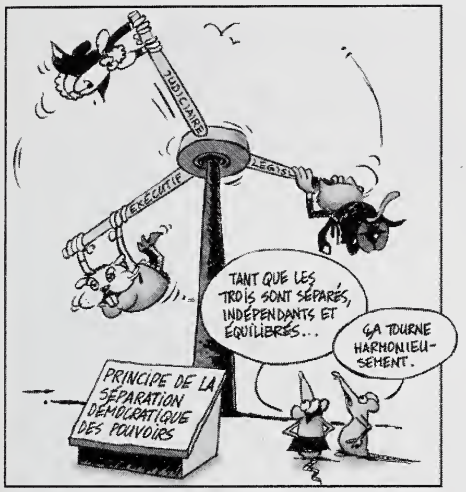
La première classification avait retenu comme critère la participation des individus dans la vie politique d'un pays. Maintenant, nous examinerons **la façon dont le pouvoir est exercé**.

Le philosophe français Montesquieu a été parmi les premiers à se pencher sur la nature du **pouvoir**. Quels sont les différents aspects du pouvoir, s'est-il demandé dans son œuvre magistrale *Esprit des lois* (1748). La réponse qu'il a apportée à cette question constitue un des fondements même de la science politique contemporaine. Selon Montesquieu, tout gouvernement exerce trois pouvoirs, à savoir :

- le pouvoir législatif — le pouvoir de faire, c'est-à-dire d'adopter les lois;
- le pouvoir exécutif — le pouvoir de mettre à exécution des lois;
- le pouvoir judiciaire — le pouvoir d'interpréter la loi et de juger ceux qui la violent.

Si ces trois fonctions sont exercées par une même personne ou un même

Pouvoir : autorité, capacité de faire quelque chose



Séparation des pouvoirs : principe constitutionnel qui attribue chaque pouvoir (législatif, exécutif et judiciaire) à un organisme distinct

Poids et contrepoids : principe politique américain selon lequel aucun des trois pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) ne peut dominer l'autre

organe, le régime risque fort d'être despotique ou tyrannique. On parle dans ce cas-là d'une confusion ou concentration des pouvoirs. Une des façons donc d'éviter la tyrannie, c'est de séparer ces trois pouvoirs et de les confier à des organes différents. Ainsi Montesquieu propose-t-il sa célèbre théorie appelée la **séparation des pouvoirs**. Chaque organe constitue un contrepoids face aux deux autres, ce qui crée, en théorie du moins, un régime modéré et équilibré. Bon nombre de régimes se sont inspirés de cette théorie dont le plus célèbre est celui des États-Unis d'Amérique. Dans ce cas-là, la séparation est rigide et un système de **poids et de contrepoids** force l'équilibre et l'harmonie entre les trois branches du gouvernement. Aucun pouvoir ne peut agir sans le consentement, ou du moins la surveillance de l'autre. Peu d'autres régimes ont institué un système de « checks and balances » aussi élaboré que celui-ci. Les régimes parlementaires, par exemple, se sont contentés d'une séparation plus souple et flexible.

La séparation des pouvoirs, qu'elle soit rigide ou souple, est une des caractéristiques fondamentales des démocraties libérales et mérite un regard plus profond. Commençons par une étude de chaque pouvoir.

Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif est assuré par une Assemblée où se réunissent les élus du peuple. Elle a les fonctions suivantes :

- représenter les citoyens et agir comme intermédiaire entre eux et le pouvoir,
- discuter et voter les lois,
- contrôler le pouvoir exécutif (le gouvernement) — dans les régimes parlementaires, l'exécutif est choisi parmi les membres du pouvoir législatif et doit jouir en tout temps de sa confiance. Dans le cas où le Parlement retire sa confiance, le gouvernement est contraint à la démission.

Une Assemblée peut prendre les formes suivantes :

- **une seule Chambre** — dans ce cas on parle d'une Assemblée **unicamérale**, comme la législature en Alberta par exemple. Cette Chambre représente le peuple, d'habitude en vertu du principe de représentation selon la population (chaque député représente approximativement le même nombre d'électeurs).

- **deux Chambres** — on parle dans ce cas d'une Assemblée **bicamérale**. L'emploi de deux Chambres permet la représentation dans une Chambre des élus du peuple et dans l'autre, des représentants des régions (comme dans les États fédéraux tels que le Canada, les États-Unis ou la Russie), des classes sociales (comme en Grande-Bretagne où la Chambre haute, appelée la Chambre des pairs ou des lords, représente l'aristocratie et le clergé anglican), des collectivités locales (France), ou des catégories socio-professionnelles (ancienne Yougoslavie).

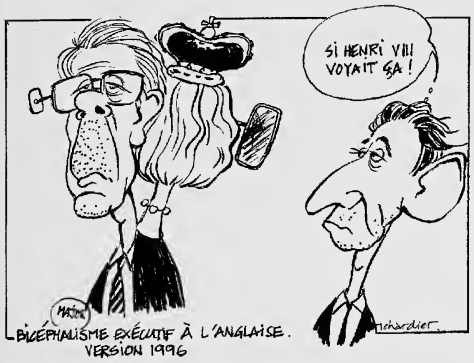
Le pouvoir exécutif

Le pouvoir exécutif est chargé de mettre en œuvre les lois votées par le Parlement. Pour ce faire, il s'entoure d'une énorme organisation, appelée au Canada la fonction publique, divisée en ministères et peuplée de fonctionnaires, c'est-à-dire d'employés de l'État. Chaque ministère se spécialise dans un domaine de l'activité gouvernementale. Ainsi trouve-t-on des ministères de l'industrie, du commerce extérieur, de l'agriculture, des ressources humaines, des ressources naturelles et des affaires étrangères, pour n'en nommer que quelques-uns. Un ministre préside chaque ministère. Il est chargé de formuler la politique du ministère de concert d'une part, avec les hauts fonctionnaires et d'autre part, avec les autres ministres qui, avec le Premier ministre ou son équivalent (le chef de gouvernement), forment le **Cabinet** ou le **Conseil des ministres**.

Dans les démocraties modernes, le pouvoir exécutif possède aussi le pouvoir d'initiation. Cela veut dire que le pouvoir exécutif peut proposer (initier) les projets de loi au Parlement. Dans les régimes parlementaires, la vaste majorité des lois adoptées ont été présentées par les ministres, c'est-à-dire les membres du pouvoir exécutif.

Le pouvoir exécutif peut être organisé de deux façons.

Exécutif à une tête (monocéphale)	Exécutif dualiste (à deux têtes)
• une personne détient les compétences exécutives	• deux personnes partagent les compétences exécutives
• se trouve dans les systèmes présidentiels ou les monarchies absolues	• se trouve dans les régimes de monarchies constitutionnelles ou les régimes parlementaires
• le chef de gouvernement est également chef d'État (c'est la même personne)	• le chef de gouvernement n'est pas le chef d'État (ce sont deux personnes différentes)
• ex. : les États-Unis, le Mexique	• ex. : le Canada, la France

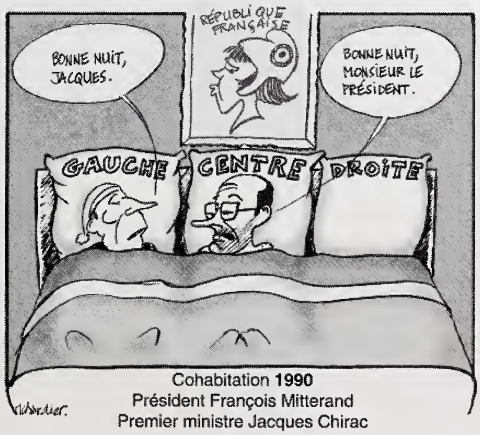


La nature des rapports qui s'établissent entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif constitue un champ d'intérêt particulièrement fertile pour l'étudiant en politique. Certains régimes, comme nous l'avons vu, pratiquent une séparation stricte des pouvoirs (les États-Unis, par exemple). D'autres, comme les régimes parlementaires canadien et britannique, pratiquent une séparation plus souple. Chacun des ces régimes sera examiné au chapitre 4.

Les rapports qui s'établissent à l'intérieur d'un **exécutif dualiste** sont également dignes d'intérêt. Dans le cas des monarchies constitutionnelles, le monarque remplit un rôle symbolique et honorifique de chef d'État. **Il règne mais ne gouverne pas**. Le devoir de gouverner revient au chef du gouvernement qui, lui, est en général responsable devant le Parlement. Dans les républiques à exécutif dualiste (les républiques parlementaires), le chef d'État n'est pas un monarque. Il est, d'habitude, élu par le Parlement et remplit, lui aussi, un rôle purement symbolique (Inde, Allemagne). Souvent cette personne porte le nom de Président, ce qui peut nous amener à croire que le système est présidentiel. Or, il n'en est rien car le Président dans de tels systèmes n'est pas élu par le peuple et n'exerce aucun véritable pouvoir.

Il existe toutefois une autre variante en ce qui concerne les républiques à régime parlementaire où le Président est élu par le peuple et où il exerce certains pouvoirs qui dépassent le symbolique (France, Portugal, Autriche, Finlande). Dans un tel système, les compétences exécutives doivent être assez clairement délimitées entre le chef de l'État et le chef du gouvernement pour qu'il y ait cohésion et unité de direction. Il arrive parfois que le chef d'État soit d'un parti politique et le chef de gouvernement d'un autre parti. Les deux possédant leur propre légitimité, ils doivent apprendre à cohabiter et à coopérer. La France a connu une telle période de cohabitation où le Président était socialiste et le Premier ministre conservateur. Cette situation peut se présenter car les élections présidentielles et législatives n'ont pas toujours lieu en même temps.

Éxécutif dualiste : situation où deux personnes partagent le pouvoir exécutif



Cohabitation **1990**
Président François Mitterand
Premier ministre Jacques Chirac

Un gouverneur général : Jeanne Sauvé

Un gouverneur général : Jeanne Sauvé

Née en 1922, à Prud'homme en Saskatchewan, Jeanne Benoît passe sa jeunesse à Ottawa où la famille était retournée après un séjour dans l'Ouest. Excellente élève, elle maîtrise le français et l'anglais, mais doit renoncer à faire des études postsecondaires, faute de moyens financiers.

Jeanne milite au sein de la Jeunesse étudiante catholique où elle décroche un emploi à Montréal en 1942. La JEC fait partie du mouvement catholique progressiste qui s'attaque entre autres, à la toute puissance de l'Église catholique, à sa mentalité répressive, à la pauvreté du système d'éducation et à l'urgence d'avoir des services sociaux. Elle y côtoie des futurs politiciens : Gérard Pelletier, Pierre Juneau, Marc Lalonde, Claude Ryan.

Elle épouse Maurice Sauvé en 1948, un étudiant en droit à l'Université de Montréal. Après un séjour de quelques années en Angleterre et en France durant lesquelles Jeanne et Maurice poursuivent des études universitaires, ils reviennent au Canada où Maurice s'engage à fond dans le mouvement syndicaliste québécois et siège au Parlement fédéral de 1962 à 1968. Durant cette époque, Jeanne continue d'aider son mari dans sa carrière syndicale et fait carrière à Radio-Canada qui vient d'introduire la télévision. Elle dirige et anime avec beaucoup de succès plusieurs émissions en anglais et en français : émissions d'actualités, débats télévisés, forums pour la jeunesse. Elle est sollicitée plusieurs fois pour se présenter aux élections, mais refuse car son fils Jean-François, né en 1959, passe en premier.

Fédéraliste convaincue, elle accepte finalement de se présenter comme candidate libérale au Parlement canadien où elle est élue en 1972. Pierre Trudeau lui confie immédiatement le ministère de la Science et de la Technologie, puis celui de l'Environnement et enfin celui des Communications. Ré-élue en 1980, elle est la première femme à être nommée présidente de la Chambre des communes, puis Gouverneur général du Canada, poste qu'elle occupe jusqu'en 1990. Jeanne Sauvé meurt en 1993.

La France constitue un excellent exemple de ce type de république parlementaire. On y trouve un Président et un Premier ministre. Le Président exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la Constitution de la 5e République. Il nomme le Premier ministre qui doit conserver à la fois la confiance du Président et celle de l'Assemblée nationale (le Parlement français). Le système français est en quelque sorte un hybride entre un système présidentiel et un régime parlementaire traditionnel où le chef d'État occupe un poste honorifique.

Au Canada, la situation est plus claire. Le chef d'État formel est le monarque britannique qui, en raison de son absence physique du sol canadien, se fait représenter par le Gouverneur général. Celui-ci agit comme chef d'État, mais ne l'est pas. Le chef du gouvernement est le Premier ministre qui jouit de la confiance du Parlement, c'est-à-dire les représentants du peuple.

Le Président américain, par contre, ne partage avec personne ses responsabilités exécutives. Il exerce les pouvoirs symboliques et réels, n'étant responsable devant aucune autre institution, à l'exception du peuple qui l'a élu.

Le pouvoir judiciaire

Troisième pouvoir dans cette triade, le pouvoir judiciaire est chargé d'interpréter les lois et de juger ceux qui les enfreignent. Il tire sa légitimité de son **indépendance** et aux États-Unis, ce qui est assez unique, de son caractère démocratique (au niveau des États, bon nombre de juges sont élus). Dans les États de droit (là où la loi est suprême), le pouvoir judiciaire joue un rôle de premier plan en s'assurant que les gouvernants ainsi que les gouvernés se conforment à la loi. Pour assurer l'indépendance des juges, plusieurs pays les déclarent inamovibles. Cela signifie qu'ils ne peuvent pas être renvoyés, sauf pour faute grave. De cette façon, on évite toute possibilité d'intervention ou d'ingérence du gouvernement dans les affaires judiciaires.

Le cas des dictatures

Pour se donner un « visage démocratique », un certain nombre de dictatures font semblant de séparer les pouvoirs et de les confier à des personnes différentes. L'Union soviétique, par exemple, séparait en théorie les trois pouvoirs. Dans la pratique, toutefois, les trois pouvoirs obéissaient au même mot d'ordre qui leur était dicté soit par le dictateur, soit par le parti ou le groupe

qui détenait le pouvoir. Comme les trois pouvoirs étaient confondus ou fusionnés, les politicologues parlent de « confusion » des pouvoirs. Ce terme désigne le fait que les pouvoirs sont concentrés entre les mains du dictateur ou du groupe dictatorial. Un tel État peut toujours prétendre avoir une branche exécutive et un chef d'État séparés de la branche législative et du chef de gouvernement, mais une analyse révèle qu'il n'en est rien. Le « vrai » pouvoir émane de la même source. De même, un régime dictatorial fait souvent grand cas de l'indépendance de son système judiciaire car cette notion est absolument fondamentale au principe de la liberté. Dans la pratique, toutefois, la justice, dans un tel État, est arbitraire, c'est-à-dire décidée selon les caprices et en fonction des buts particuliers des gouvernants et non pas selon une loi qui, elle, est supérieure au gouvernement et devant laquelle le gouvernement s'incline.

ACTIVITÉ

Classification des gouvernements

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont les valeurs et principes sur lesquels repose une démocratie libérale?
2. Comparez et contrastez « démocratie libérale » et « démocratie populaire ».
3. Quelles sont les trois principales raisons pour lesquelles certains régimes du Tiers-monde penchent vers l'autoritarisme?
4. Quel est le raisonnement à la base de la théorie de la séparation des pouvoirs?
5. Expliquez le rôle de chaque « pouvoir ».
6. Comparez et contrastez « exécutif monocéphale » et « exécutif bicéphale ».
7. Développez deux arguments en faveur et deux arguments contre l'idée de l'élection des juges.

FINALITÉS DES GOUVERNEMENTS

Quelle est la raison d'être d'un gouvernement? Cette question, en apparence simple, suscite de vives controverses idéologiques. La droite contemporaine voit les gouvernements comme un mal nécessaire contre lequel l'individu doit exercer vigilance et scepticisme. L'extrême droite, comme le démontrent certaines organisations aux États-Unis, va plus loin et voit dans les institutions du gouvernement l'ennemi de la liberté. Songez aux responsables de l'explosion d'une bombe dans un édifice fédéral d'Oklahoma City en 1995 qui a causé la mort de nombreuses personnes. La gauche, par contre, voit un allié dans le gouvernement, prétextant que celui-ci représente la volonté du peuple. Les gouvernements gauchistes sont plus activistes et interventionnistes que les gouvernements de droite car ils voient dans l'appareil gouvernemental un puissant instrument pour effectuer les changements requis afin de rendre la société plus équitable et égalitaire. Le centre, pour sa part, préconise une certaine présence du gouvernement afin de protéger la liberté des gens et d'assurer les chances égales au plus grand nombre de personnes.

La finalité d'un gouvernement peut comprendre un ou plusieurs des éléments suivants :

- assurer l'ordre public. Les gouvernements démocratiques de gauche (à distinguer des gouvernements totalitaires de gauche) sont plus ouverts à la **contestation** que les gouvernements de droite. Quoi qu'il en soit, aucun gouvernement ne peut permettre le désordre qui menacerait sa capacité de gouverner;

- promouvoir le bien-être commun. Cet objectif retient la priorité des gouvernements de gauche;

- maximiser la liberté individuelle et les chances d'épanouissement individuel. Cet objectif constitue la priorité des gouvernements de droite;

- maintenir et enrichir les traditions sociales et culturelles du pays ou du peuple;

- faire respecter les **normes morales** communes. Considérée jadis comme une des plus importantes fonctions d'un gouvernement — Platon et Aristote, sans mentionner Robespierre, avaient parlé de « vertu » — le respect des normes morales constitue encore une fonction cruciale d'un gouvernement. Ces normes peuvent évoluer, mais le devoir d'un gouvernement de dégager un consensus sur ce qui est moral et de l'appliquer reste une préoccupation de tout gouvernement. C'est pour cela que les questions morales comme la peine capitale, l'égalité des sexes, le crime, la punition des crimes, les droits des enfants et les mariages du même sexe, entre autres, suscitent beaucoup de controverse. Même les gens les plus libertaires voient la nécessité d'intervenir dans ces domaines;

- avancer les intérêts de ceux au pouvoir et des groupes qui les appuient. Les gouvernements ont tendance à favoriser leurs propres intérêts ainsi que les intérêts de ceux qui votent pour eux ou bien ceux qui les ont mis

Contestation : remise en question

Norme morale : critère qui sert de référence pour évaluer si une action, une mesure ou une attitude est bonne et valable ou non

au pouvoir. Les régimes militaires, par exemple, favorisent l'armée. Les régimes de droite avancent les intérêts des institutions et des groupes favoris, tels le milieu des affaires et les institutions financières. Les régimes de gauche renforcent les lois protégeant les travailleurs et les syndicats.

MOYENS UTILISÉS PAR LES GOUVERNEMENTS

Il est important de distinguer entre finalités ou buts et moyens. Une fin désigne le but recherché, les moyens sont les façons d'y arriver. Les gens peuvent être d'accord sur les buts, mais non pas sur les moyens à employer pour y parvenir.

Un exemple simple démontre cette distinction. Le but d'un élève pourrait être d'obtenir de bonnes notes à l'école. Pour arriver à ce but, il pourrait :

- étudier fort,
- engager un tuteur,
- tricher.

Dans le troisième cas, l'élève a adopté un moyen qui contrevient aux standards moraux de la société actuelle. Dans sa tête, l'élève pourrait objecter **que la fin justifie les moyens**. Cet argument peut nous sembler suspect; il a tout de même été souvent utilisé en politique. On n'a qu'à songer à Robespierre ou à Staline pour voir jusqu'où certains tyrans peuvent aller pour imposer leur vision sociale à la population.

Les moyens qu'un gouvernement adopte pour arriver à ses fins incluent :

- **la persuasion** — tout gouvernement qu'il soit démocratique ou autoritaire, tente de convaincre la population du bien-fondé de ses actions et de ses politiques. Pour ce faire, ces gouvernements emploient les moyens de **propagande**. Dans un régime démocratique, ces moyens sont assez subtils car les médias veulent sauvegarder leur indépendance et ne se laissent pas employer comme simple porte-parole du gouvernement. Les gouvernements doivent donc s'efforcer de soigner leur image et mettre l'accent sur des situations positives. La propagande est plus forte et plus évidente dans les régimes autoritaires où les médias ne sont pas indépendants. Les médias sont conçus plutôt comme un instrument de contrôle du gouvernement et en deviennent son porte-parole. Le gouvernement dans un tel cas n'a aucune peine à manipuler les informations et à présenter une image voulue à la population. Souvent, pour se déculpabiliser aux yeux de la population, le gouvernement blâme d'autres éléments sociaux pour les problèmes du pays. Cela s'appelle chercher des **boucs émissaires**. Les Juifs, les étrangers, les minorités visibles, les minorités religieuses et d'autres classes sociales ont tous servi de boucs émissaires au cours des ans. Cette façon de faire retomber le blâme sur quelqu'un d'autre, de détourner l'attention des vrais responsables, sert de moyen de **canaliser le mécontentement**.

Bouc émissaire : personne rendue responsable à tort de tous les problèmes

Canaliser le mécontentement : stratégie employée par les dictatures qui dirige la frustration du peuple vers un groupe ciblé par le gouvernement

- **l'adoption de lois et de règlements** — c'est le moyen avec lequel nous sommes peut-être le plus familier. Tout gouvernement, qu'il soit démocratique ou non, met en place une façon d'adopter les lois. Dans les régimes dictatoriaux, la structure législative n'est généralement qu'une façade pour donner l'apparence de légalité et de consultation populaire. Les députés sont souvent tous du même parti (le parti unique) et agissent comme des bénis — oui — oui, c'est-à-dire des gens qui approuvent sans y penser, les décisions des autorités. Dans les régimes démocratiques, par contre, la structure législative remplit une fonction capitale — celle de discuter les projets de loi et de les approuver ou de les rejeter. Les députés qui votent pour ou contre les projets de loi sont sensibles à l'opinion publique (ils veulent être réélus après tout) et cela donne à la population un moyen d'influencer le programme politique du gouvernement.

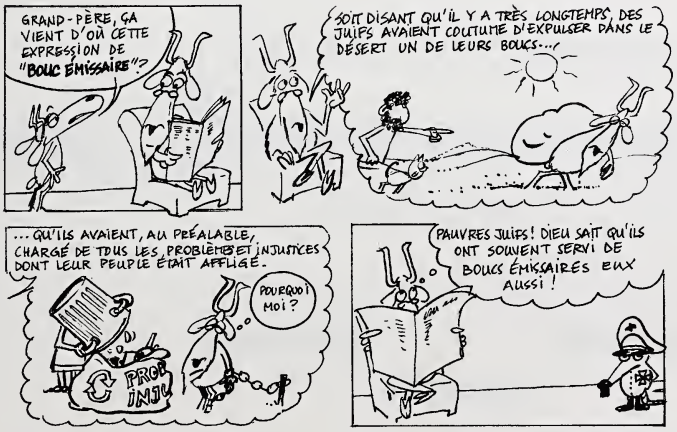
- **la négociation et la consultation** — il est dans l'intérêt des gouvernements de consulter les principaux acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels de la société. Dans certains pays, ces consultations sont formalisées et constituent un instrument parallèle de prise de décision. En Allemagne, par exemple, le gouvernement consulte régulièrement le patronat (le milieu d'affaires) et les représentants syndicaux afin de discuter de la situation économique et de régler à trois dans l'intérêt national (surtout pour éviter les grèves qui coûtent cher à l'économie nationale) les questions touchant les négociations collectives et les droits des travailleurs. Dans d'autres pays, ces consultations sont plus informelles et plus ponctuelles (elles ont lieu quand le besoin se fait sentir).

- **la cœrcition** — tout gouvernement a recours à la force si des éléments de la population refusent d'obéir aux lois. L'utilisation de la force est généralement considérée légitime dans les démocraties si elle s'exerce d'une manière raisonnable et se conforme aux lois. La légitimité dérive du fait que la police et l'armée répondent à un gouvernement qui représente la volonté du peuple. La force dans une dictature est toute autre. Son utilisation manque de légitimité dans la mesure où le gouvernement qui autorise son emploi manque de légitimité. Elle dépasse souvent les limites raisonnables car elle n'a rien à craindre des lois, celles-ci étant appliquées au gré du dictateur. La cœrcition peut devenir une arme pour exiger l'obéissance d'un peuple mécontent et elle s'exerce de façon arbitraire et sanguinaire. L'utilisation de la force à ce niveau-là devient l'**oppression**. Quand la force arbitraire devient l'arme principale du gouvernement pour provoquer la peur, réduire la population au silence et exiger l'obéissance du peuple, nous parlons d'un **État policier** et d'un **régime de terreur**.

Oppression : le fait d'être soumis à une autorité excessive, à la violence

État policier : État où on utilise la force, la violence et la police pour faire obéir la population ou la faire agir d'une certaine façon

Régime de terreur : condition d'un pays où le gouvernement utilise une violence excessive dans l'exercice du pouvoir



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- les gouvernements adoptent différents moyens pour arriver à leurs buts;
- les buts peuvent être :
  - positifs ou négatifs pour
    - maximiser la liberté individuelle,
    - assurer le bien-être commun,
    - protéger l'environnement,
    - promouvoir les intérêts de la classe dirigeante,
    - maintenir et enrichir les traditions sociales et culturelles d'un peuple;
  - ou l'un ou l'autre selon votre point de vue pour
    - assurer l'ordre public,
    - promouvoir un sens moral sain;
- les moyens utilisés pour atteindre les buts comprennent, entre autres :
  - la persuasion,
  - la négociation,
  - la concertation,
  - la propagande,
  - la cœrcition,
  - la canalisation du mécontentement.

LA CONFIGURATION DE L'ÉTAT

Quelle que soit la nature du régime au pouvoir, un État doit s'organiser pour remplir ses fonctions. Cette organisation tient compte de la grandeur du pays, du rapport de forces entre ses régions et ses groupes principaux et, évidemment, de son histoire et de ses traditions.

Généralement, un État peut prendre trois formes principales :

État unitaire

Confédération

État fédéral

L'État unitaire

Un État est unitaire lorsqu'il n'existe qu'une seule autorité gouvernementale dotée de souveraineté pour le territoire national. Ce gouvernement national exerce toute l'autorité lui-même ou, pour les questions purement locales (collecte des déchets, transport urbain, etc.), délègue son autorité à un niveau de gouvernement inférieur et dépendant — les gouvernements municipaux. Même dans ce cas, toutefois, l'État reste unitaire car l'autorité n'est que déléguée. La souveraineté reste avec l'État national et celui-ci peut la retirer aux municipalités, s'il le juge nécessaire.

Dans un État unitaire, le pouvoir est donc concentré — on parle d'une **centralisation des pouvoirs**. Les avantages d'un tel système, pour le gouvernement du moins, sont nombreux. Il existe, toutefois, des désavantages, surtout pour la population. Les avantages et les désavantages ne seront pas discutés ici car nous allons vous demander d'y réfléchir vous-même.

Centralisation des pouvoirs : le pouvoir est entre les mains d'une seule autorité ou organisation

Avant de le faire, nous devons avoir une idée des sortes de sociétés ou de pays qui adoptent ce genre d'organisation étatique. Généralement, les États unitaires partagent un ou plusieurs des traits suivants :

- taille assez petite,
- homogénéité au niveau culturel et linguistique,
- identité régionale peu développée,
- forte tradition d'unité nationale ou de conformisme culturel et social.

De plus, un État pourrait préférer l'option unitaire car elle lui permet de forger une unité nationale, tout en faisant disparaître les particularismes locaux, régionaux ou tribaux. Avoir un seul gouvernement central évite les divisions inhérentes dans le régionalisme qui est une grave menace pour les États manquant d'identité ou de cohésion nationales.

ACTIVITÉ

L'État unitaire

Dressez une liste des avantages et des désavantages de l'État unitaire. Examinez la question tant du point de vue des gouvernants que de celui des gouvernés.

Le régime unitaire est une caractéristique de bon nombre d'États, tant démocratiques que dictatoriaux. Le Royaume-Uni, la France et la Chine sont des exemples du type de régime ayant un seul gouvernement souverain.

Le Royaume-Uni

Le Parlement britannique, composé de la reine, de la Chambre des communes et de la Chambre des lords et siégeant à Londres, est le seul gouvernement souverain au pays. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord comprend quatre grandes régions : l'Angleterre, l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord, mais aucune de ces régions ne possède actuellement un gouvernement qui lui est propre. L'Irlande du Nord pourrait se doter de sa propre Assemblée si les négociations de paix entre les différents acteurs aboutissent un jour.

Le Royaume-Uni a déjà tenté une expérience de **dévolution** vis-à-vis l'Irlande du Nord (1921 à 1972). Cette région avait alors son propre Parlement dont les responsabilités comprenaient la santé, les routes, la police, l'éducation et l'administration de la justice. La violence politique a conduit le gouvernement britannique central à prendre charge de l'administration du territoire, mettant ainsi fin à cette tentative de **décentralisation**.

Un réseau de gouvernements municipaux appelés « autorités locales » administrent à l'échelle du pays les services locaux tels les égouts, les ordures, les parcs, la police, entre autres. Ces conseils prennent leurs décisions librement, mais leurs pouvoirs et leurs responsabilités sont définis par les lois du Parlement britannique. En plus, les conseils sont subventionnés par le gouvernement britannique et leurs activités doivent se conformer aux directives du gouvernement. La souveraineté continue donc à résider entre les mains du gouvernement central.

La France

La tradition centralisatrice de la France remonte aux Jacobins de la Révolution française et au-delà, jusqu'à l'apogée de l'absolutisme français de Louis XIV. La France est « une et indivisible ». La prise de décision est centralisée, mais l'exécution des ordres est plutôt décentralisée. La France est divisée en districts administratifs appelés départements. Le ministre de l'Intérieur nomme un fonctionnaire, le préfet, dans chacun de ces départements et le charge de l'exécution des ordres du gouvernement central. Le préfet est donc l'agent local du gouvernement central.

Les gouvernements locaux ou municipaux existent comme en Grande-Bretagne. Ceux-ci fonctionnent, toutefois, sans exception, sous la direction du préfet. La seule exception à cette règle centralisatrice est la Corse. En 1982, le gouvernement a accordé un statut particulier à la Corse et l'a dotée d'une assemblée élue.

Dévolution : transmission d'un droit

Décentralisation : le fait de donner à des autorités locales le pouvoir de se gérer ou de se gouverner

La Chine

Pays le plus peuplé au monde (plus d'une personne sur cinq sur la planète est chinoise) et troisième plus grand pays par sa superficie (après la Russie et le Canada), la Chine reste un État unitaire. Cela s'explique en grande partie par son histoire et par la peur qu'un régionalisme laissé à lui-même pourrait mener au morcellement du pays. Au cours des âges, la Chine a souvent été le théâtre de guerres civiles ou de conflits internes. Elle a également été l'objet de **convoitises** étrangères que ce soit les Mongols (aux XIIIe et XIVe siècles), les Européens (au XIXe siècle) ou les Japonais (au XXe siècle). La leçon qu'ont tiré les Chinois de ces siècles de troubles est celle de la nécessité de conserver à tout prix un gouvernement central fort et efficace. Il n'est donc pas question de permettre aux régions de partager la souveraineté comme on le fait dans les fédérations. Le maintien de l'unité nationale et la défense de l'intégrité territoriale (la défense des frontières et du territoire) nécessitent, selon les Chinois, un seul gouvernement représentant toute la population.

L'État fédéral

Un État fédéral est un État où la souveraineté est divisée entre un gouvernement central et des gouvernements régionaux. Chaque niveau ou palier de gouvernement possède des **compétences**, c'est-à-dire des **juridictions** ou responsabilités qui lui sont propres et dans lesquelles l'autre niveau de gouvernement ne peut pas intervenir. Nous disons donc que chaque gouvernement est **autonome** ou **souverain** dans sa sphère de compétences.

Un État fédéral est caractérisé par la décentralisation et la division des responsabilités. Puisque chaque gouvernement doit respecter les compétences de l'autre, il est important de savoir clairement qui est responsable de quoi. Cela est une des fonctions les plus importantes d'une constitution dans un régime fédéral. Au Canada, c'est l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867), connu aujourd'hui sous le nom de La loi constitutionnelle de 1867, qui a réparti les pouvoirs ou responsabilités entre le gouvernement central et les provinces.

Le pouvoir dans un État fédéral, au contraire d'un État unitaire, n'est pas concentré dans une seule Assemblée ou entre les mains d'une seule branche exécutive. Il est diffusé à travers le pays, de sorte que les gouvernements régionaux font contrepoids au gouvernement central.

La **répartition du pouvoir** constitue parfois une source de conflit. Dans tout régime fédéral, il y a toujours le risque que les deux niveaux de gouvernement deviennent des adversaires dans la lutte pour le pouvoir. Des critiques du fédéralisme prétendent qu'il renforce les divisions déjà existantes dans le pays, aggrave le régionalisme et porte atteinte à l'unité nationale. Les partisans du fédéralisme maintiennent, par contre, qu'il offre un cadre permettant le maintien des particularismes et de la diversité des régions à l'intérieur d'une entité plus large. Sans la flexibilité offerte par le fédéralisme, certaines parties du pays seraient tentées de s'en séparer. Plusieurs fédéralistes, comme Pierre Trudeau, ancien Premier ministre et grand défenseur du fédéralisme canadien, ajoutent que le fédéralisme sauvegarde mieux la liberté, les droits individuels et

Convoitise : désir de posséder

Compétence : domaine de responsabilités

Juridiction : territoire où s'exerce un pouvoir

Autonome : qui se gouverne, s'administre lui-même

Souverain : suprême

Répartition du pouvoir : partage du pouvoir entre différents gouvernements à l'intérieur d'un pays

les droits des minorités, en raison de la diffusion du pouvoir et du rôle de contrepoids que chaque gouvernement peut jouer face à l'autre.

Les États-Unis ont formé la première fédération en 1776, l'idée de fédération n'étant toutefois pas nouvelle, comme l'indique l'extrait plus bas.

Les États-Unis ont été suivis dans la voie du fédéralisme par le Canada, la Suisse et l'Australie, entre autres. Aujourd'hui, bon nombre d'États ont adopté le régime fédéral, y compris l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Espagne et la Russie. Ce dernier pays, le plus vaste au monde, forme, comme son prédécesseur l'Union soviétique, une fédération aux contours encore assez vagues. L'expérience russe avec la Tchétchénie démontre à quel point le sentiment d'unité nationale est fragile et met en question le bien-fondé de doter les régions de trop de pouvoirs.

Le fédéralisme et les Autochtones américains

« Les Pères fondateurs [des États-Unis] ont dû faire face à un problème majeur lors de la fondation des États-Unis. Ils représentaient, selon les Articles de la Confédération, treize États séparés et souverains. Comment pourraient-ils en faire un État sans que chaque État-membre cède une partie de son pouvoir?

On croit que la première personne à proposer une union de toutes les colonies britanniques et à proposer le modèle d'une fédération a été le chef iroquois Canassatego lors d'un discours qu'il a donné à une assemblée entre Autochtones et Britanniques, en Pennsylvanie, en juillet 1744. Il s'est plaint alors que les Autochtones éprouvaient des difficultés à traiter avec les administrations coloniales en raison de leur grand nombre. Il serait plus facile, a-t-il dit, si les colonies s'unissaient et parlaient avec une seule voix. Non seulement a-t-il proposé l'union, mais il a expliqué aux Britanniques comment le faire. Il a suggéré aux autorités coloniales de suivre l'exemple de son peuple et de former une union sur le modèle de la Ligue des Iroquois [Cette Ligue avait été fondée entre 1000 et 1450 par Hiawatha et Deganwidah selon une constitution appelée la Kaianerekowa ou la Grande Loi de la Paix]. [...]

Benjamin Franklin [connu pour l'intérêt qu'il portait aux Indiens] est devenu un avocat à vie de la structure politique des Indiens et a suggéré son adoption par les Américains. Faisant écho à la proposition originelle de Canassatego, Franklin a enjoint le nouveau gouvernement américain à faire sien plusieurs traits du gouvernement des Iroquois. Devant le Congrès d'Albany en 1754, Franklin a fait appel aux délégués des diverses colonies britanniques à s'unir et à copier le modèle de la Ligue des Iroquois, un appel entendu seulement trois décennies plus tard. Même si les Pères fondateurs ont finalement adopté quelques-uns des traits essentiels de la Ligue des Iroquois, ils ne l'ont jamais suivi aussi fidèlement que le voulait Franklin. »

Source : Weatherford, Jack (1988). *How the Indians of the Americas Transformed the World.* New York : Fawcett Columbine, p. 135-136.

ACTIVITÉ

Le fédéralisme ou la centralisation des pouvoirs

Rédigez un dialogue de 700 à 1000 mots entre deux protagonistes — l'un qui voit le fédéralisme comme le meilleur régime de gouvernement pour le Canada et l'autre, un régime unitaire et centralisé. Appuyez vos arguments, de part et d'autre, par des exemples concrets tirés de vos connaissances de la politique et de l'histoire canadiennes. Cette activité pourra être évaluée selon les critères et les directives données par votre enseignant.

Les États-Unis

La constitution américaine de 1787 délimite les compétences législatives de chaque niveau de gouvernement. Le gouvernement national est investi du pouvoir « de faire toutes les lois qui seront nécessaires » pour réglementer le commerce, la naturalisation, la monnaie, les postes, la justice, l'armée. Les gouvernements régionaux ou les États, par contre, ont retenu les pouvoirs non énumérés, c'est-à-dire les **pouvoirs résiduaires**. Notez qu'au Canada, les pouvoirs résiduaires reviennent au gouvernement fédéral.

La constitution est la loi suprême du pays et les gouvernements sont tenus de respecter la répartition des compétences enchâssées dans cette constitution. La Cour suprême interprète la constitution et, en cas de conflit, règle les différends entre les gouvernements.

Le Canada

Deuxième plus vieille fédération au monde, le Canada moderne a été formé par la fusion de trois colonies britanniques en 1867. La loi régissant cette fusion (l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ou la Loi constitutionnelle de 1867) a créé un gouvernement national et quatre provinces (la colonie du Canada uni étant divisé en deux : le Québec et l'Ontario). Les Canadiens appellent cette fusion « Confédération », même si le Canada ne forme pas en réalité une confédération. À l'époque, on confondait souvent les termes fédération et confédération.

Contrairement à la constitution américaine, la loi suprême canadienne énumère les pouvoirs des deux paliers de gouvernement. L'Article 91 de la Loi constitutionnelle de 1867 établit les pouvoirs du gouvernement fédéral, tandis que l'Article 92 établit les pouvoirs des gouvernements provinciaux. Leurs pouvoirs les plus importants sont résumés ci-après.

Pouvoir résiduaire : pouvoir non nommé dans la constitution

Pouvoirs fédéraux	Pouvoirs provinciaux
• le commerce • la taxation sous toutes ses formes • le service postal • les pêcheries • les poids et mesures • le mariage et le divorce • le recensement • la défense nationale • la monnaie • les banques • les Autochtones et terres réservées aux Autochtones • le droit criminel	• l'éducation • la taxation directe • les terres publiques • les hôpitaux • les institutions municipales • la propriété • les droits de la personne • le droit civil • la célébration du mariage • toutes les matières d'une nature purement locale ou privée

La constitution canadienne comporte toutefois certaines particularités :

- le gouvernement fédéral se voit confié une responsabilité très générale, soit celle d'assurer « la paix, l'ordre et le bon gouvernement »;

- les pouvoirs non énumérés reviennent au gouvernement fédéral (à l'encontre de la pratique américaine où les pouvoirs non énumérés sont attribués aux États);

- certaines juridictions comme l'agriculture et l'immigration sont partagées. On parle dans ce cas-là de pouvoirs concurrents ou de pouvoirs partagés.

La constitution canadienne comprend quelques dispositions à tendance unitaire et donc contraire au principe fédéral. La Loi constitutionnelle de 1867, par exemple, permet au Gouverneur général de **désavouer** les lois provinciales. Par ce fait même, les gouvernements provinciaux sont subordonnés au gouvernement central. Toutefois, ce pouvoir est maintenant largement désuet (démodé et inutilisé). Il a été employé pour la dernière fois en 1943 quand le gouvernement canadien a désavoué une loi albertaine voulant établir un système de crédit social.

Une contradiction toujours d'actualité est visible dans le système de financement du régime fédéral au Canada. Les revenus dont disposent les gouvernements provinciaux n'ont jamais été suffisants pour pourvoir à leurs besoins. Depuis le début, les provinces ont encouru des déficits qui n'ont pu être comblés que par les subventions du gouvernement central. Déjà, en 1868, pour faire face à leur déficit — les revenus de **1,5 millions** de dollars et les dépenses de **4 millions** de dollars — les provinces dépendaient des subventions du gouvernement central pour la moitié de leur budget.

Certaines de ces subventions sont conditionnelles. Pour obtenir la subvention, le gouvernement provincial doit respecter les conditions établies par le gouvernement central. C'est ainsi que le gouvernement du Canada a réussi à faire établir des normes nationales dans les domaines appartenant aux provinces. Les subventions conditionnelles les plus importantes ont été accordées pour les programmes d'assurance-santé, de bien-être, d'éducation postsecondaire, de développement régional et de transports.

Désavouer : refuser son approbation

Le régime confédéral

Une confédération est une association d'États indépendants où ces derniers décident de mettre en commun certaines compétences. Elle existe plus en théorie qu'en pratique. Généralement, si l'association réussit, un régime fédéral est né. Si elle échoue, l'association est dissoute et la confédération n'existe plus. Dans les deux cas, la confédération disparaît. Quelques cas historiques et contemporains se rapprochent de la théorie du confédéralisme et ceux-ci méritent d'être explorés.

Confédération helvétique — 1291 - 1798

En 1291, trois communautés paysannes des vallées de Suisse centrale, Uri, Schwytz et Unterwald, ont formé un pacte d'alliance militaire. Par la suite, d'autres communautés se sont jointes à cette confédération (Lucerne, Zurich et Berne, entre autres). Chaque communauté conservait son autonomie et s'engageait à défendre l'indépendance des autres en cas d'attaque militaire.

Le gouvernement central, pour ainsi dire, était une assemblée politique, appelée une diète, qui rassemblait les ambassadeurs des communautés. Bien que la diète pouvait traiter de toutes les affaires communes aux membres, toute décision devait obtenir l'unanimité. Ce gouvernement était donc subordonné aux États membres de l'alliance.

L'intervention française en 1798 a mis fin à cette confédération et les occupants ont imposé un régime unitaire en Suisse. Quelques années après la retraite des troupes françaises, une guerre civile a éclaté entre les partisans du régime unitaire et les défenseurs de l'autonomie cantonale. En 1848, les Suisses sont arrivés à un compromis qui tient encore aujourd'hui : ils ont adopté un régime fédéral.

Union européenne (UE)

L'Union européenne, appelée avant 1993 la Communauté européenne (CEE) ou bien le Marché commun, regroupe en 1997, quinze États : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni ainsi que la Finlande, la Suède et l'Autriche qui s'y sont joints en 1995.

L'UE est peut-être l'institution qui se rapproche le plus du concept de régime confédéré. Les pays membres retiennent leur indépendance formelle, mais ont décidé de former avec les autres pays membres un marché économique unique, avec éventuellement une monnaie commune, et de coopérer dans d'autres domaines, comme ceux de la politique étrangère et de la politique sociale.

Majorité qualifiée : ce terme désigne une majorité de 62 voix sur 87 provenant d'au moins 10 États membres au conseil de l'UE

Les institutions politiques de l'Union européenne comprennent des organes exécutif (la Commission), législatif (le Conseil des ministres et le Parlement européen) et judiciaire (la Cour de Justice). Les décisions politiques sont prises soit à la **majorité qualifiée**, soit à l'unanimité, dépendant du sujet. Les chefs d'État et de gouvernement se rencontrent deux fois par an au Conseil européen, appelé familièrement le « Sommet européen ».

Une majorité qualifiée désigne une majorité de 62 voix sur 87 provenant d'au moins dix États membres au sein du Conseil de l'Union européenne. Les voix au sein du Conseil sont affectées selon la pondération suivante :

• Allemagne, France, Italie et G.-B.	10 voix par pays
• Espagne	8 voix
• Belgique, Grèce, P.-B. et Portugal	5 voix par pays
• Autriche et Suède	4 voix par pays
• Irlande, Danemark et Finlande	3 voix par pays
• Luxembourg	2 voix
	87 voix

Toute proposition de la Commission a besoin de 62 voix pour être approuvée. Dans la pratique, le Conseil s'efforce de trouver le consensus le plus large possible avant de prendre une décision.

En autant que les États membres exercent un contrôle réel sur le fonctionnement de ses institutions, l'Union constitue une confédération : le pouvoir central est subordonné aux gouvernements régionaux. Toutefois, l'Union européenne évolue vers un régime fédéral. Le Traité de Maastricht, qui a transformé la Communauté en Union (signé en 1992, entré en vigueur en 1993), a augmenté les pouvoirs du Parlement européen et a conféré ainsi une plus grande autonomie à l'Union.

Souveraineté-association

Le projet du Parti québécois ainsi que du Bloc québécois de créer un État indépendant du Québec, tout en maintenant une union économique avec le Canada, constitue une proposition d'établir une confédération entre le Québec et le Canada. Selon ce scénario, le Québec deviendrait formellement indépendant. Il serait alors en position de négocier une entente d'égal à égal avec le Canada, qui aurait pour but, selon le projet de ces deux parties, d'établir des institutions politiques communes entre le Québec et le Canada (ce dernier ne comprenant plus le Québec, évidemment). Cette proposition a été soumise deux fois à la population québécoise par voie de référendum (1980 et 1995). Au dernier référendum, la marge de victoire des forces fédéralistes sur les forces séparatistes (et confédéralistes) n'a été que d'un pour cent.

Il faut souligner que la proposition d'établir un régime confédéral ne sera pas nécessairement retenue, même dans le cas d'une victoire des indépendantistes québécois. Il faut que les deux parties soient d'accord pour établir un tel régime et rien n'indique, pour le moment, que le Canada soit prêt à s'engager dans une telle voie.

René Lévesque

René Lévesque (1922 - 1987)

Premier ministre du Québec entre 1976 et 1985, René Lévesque a fait sien la promotion de la souveraineté-association, après plusieurs années en tant que ministre dans le cabinet pro-fédéraliste de Jean Lesage. De fait, Lévesque était l'un des ministres les plus populaires et dynamiques de cette équipe qui avait déclenché la Révolution tranquille. Le nom de Lévesque sera pour toujours associé à la décision de nationaliser les compagnies privées d'électricité et de créer l'entreprise publique Hydro-Québec. Désillusionné par le fédéralisme, Lévesque quitte le parti libéral en 1968 et fonde le Parti québécois dont le principal objectif devient la souveraineté du Québec, assortie de nouveaux liens d'association avec le Canada. Aux élections provinciales de 1976, le Parti québécois est porté au pouvoir et Lévesque devient Premier ministre. Au cours du premier mandat, le nouveau gouvernement fait adopter plusieurs mesures importantes dont l'assurance-automobile publique, et la Loi 101 qui fait du français la seule langue officielle au Québec. En 1980, Lévesque organise un premier référendum sur la souveraineté-association, idée qui est rejetée par 60 % de la population québécoise. Son gouvernement est toutefois réélu en 1981, mais subit une nouvelle défaite lors des négociations constitutionnelles de 1981-82. C'est alors que, en dépit d'accords fixés au préalable avec les provinces anglophones, le Québec se voit isolé sur la question du rapatriement de la constitution. De fait, Lévesque sera le seul premier ministre à s'y opposer, mais la constitution sera ramenée au pays et modifiée sans son consentement. Lévesque démissionne de son poste de Premier ministre en 1985 et meurt deux ans plus tard.

LES CONSTITUTIONS

Définition

La constitution est la loi suprême d'un pays. C'est un ensemble de règles et de principes relatifs à l'exercice du pouvoir politique.

Elle énonce, d'habitude :

- les principes fondamentaux ainsi que la vision du projet politique sur lesquels le pays se fonde;

- le fonctionnement des principales institutions politiques et surtout des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire;
- le partage des compétences entre les différents niveaux de gouvernement, notamment entre le gouvernement central et les unités régionales (si le régime est fédéral);
- la relation des citoyens avec les institutions politiques, ce qui implique la question des droits et libertés.

La constitution anglaise

L'étude des constitutions est un cours en soi et nous ne tenterons pas ici d'entrer dans le détail. Vous êtes déjà familier avec le caractère complexe des constitutions ayant déjà étudié la Constitution canadienne. Vous savez aussi que toute proposition de changer ou d'amender la constitution suscite généralement de vives controverses.

En Europe, l'établissement des constitutions avait pour but de limiter l'absolutisme royal. Pour les parlementaires anglais de 1688, année de « la Révolution glorieuse », et les philosophes des Lumières, les constitutions établissaient un nouvel ordre : les gouvernants étant obligés de se soumettre à des règles préétablies.

L'Angleterre amorce le processus par lequel les rois seront soumis aux lois fondamentales dès 1215, avec la signature par Jean sans Terre de la Grande Charte (Magna Carta). L'idée que la loi est supérieure aux monarques est renforcée avec l'adoption en 1689 après la Révolution glorieuse, du « Bill of Rights ». En dépit de l'avance que prend l'Angleterre dans ce domaine, elle reste jusqu'à ce jour sans constitution formelle. Ses règles constitutionnelles se trouvent dans les conventions, les lois (comme les deux déjà mentionnées), les précédents, les traditions et les pratiques, et non pas dans un seul document écrit.

La constitution américaine

Les premières constitutions écrites coïncident avec l'expansion des idées libérales et elles sont nées des révolutions américaine et française.

Dans leur **Déclaration d'indépendance** en 1776, les révolutionnaires américains justifient la **dissolution** des liens avec le gouvernement britannique, en déclarant que ce gouvernement n'avait pas respecté sa mission, autrement dit, qu'il n'avait pas respecté le pacte social établi avec le peuple. Nous voyons ici l'influence de John Locke sur la protection des droits du peuple. Les règles de ce nouveau gouvernement sont décrites dans une première constitution intitulée les *Articles de la Confédération* et signée en 1778. Cette première tentative de former une confédération échoue et une nouvelle constitution est adoptée en 1787. Elle est modifiée par l'addition en

Dissolution : disparition, rupture

1791 de dix articles ayant trait aux droits de la personne. La nouvelle constitution fonde un régime fédéral. Elle est, aujourd'hui, la plus ancienne des constitutions écrites toujours en vigueur, et elle sert de modèle pour bien d'autres pays.

La constitution canadienne

Comme nous le savons, la constitution canadienne est un ensemble de lois écrites, une vingtaine de documents et de conventions et pratiques non écrites. Elle constitue, de ce fait, un compromis entre la pratique américaine et la tradition britannique. Parmi les documents constitutionnels de grande importance, soulignons :

- l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (la Loi constitutionnelle de 1867);
- le Statut de Westminster (loi britannique qui accorde la souveraineté externe au Canada) (1931);
- la Loi constitutionnelle de 1982 (comprenant, entre autres, la Charte canadienne des droits et libertés et la **formule d'amendement** qui permet de modifier la constitution).

Le Canada avant la Confédération (1867) avait connu, lui aussi, une série de constitutions qui influencent encore la pratique au Canada. Il s'agit des documents suivants :

- la Proclamation royale (1763) — reconnaît les Autochtones comme peuple distinct et établit les règles que le gouvernement doit suivre en traitant avec eux;
- l'Acte de Québec (1774) — garantit les droits civils et religieux des Canadiens français. Cette loi traite le Québec comme une colonie distincte au sein de l'Empire britannique;
- l'Acte constitutionnel (1791) — divise le Canada en deux colonies : le Haut-Canada et le Bas-Canada;
- l'Acte d'union (1840) — fusionne les deux Canadas pour en faire une seule colonie.

En 1848 une importante pratique gouvernementale — **le gouvernement responsable** — est adoptée au Canada. Ce concept n'est explicité dans aucune loi, mais il fait partie des conventions constitutionnelles qui régissent la pratique dans ce pays.

La constitution reste un sujet controversé au Canada, en raison des aspirations différentes et parfois opposées des régions et des groupes à son égard, ce qui reflète fort probablement les visions variées que les gens expriment face à leur pays. Le Québec, depuis longtemps, souhaite une refonte constitutionnelle qui lui donnerait plus de pouvoirs dans les domaines sociaux et culturels. L'Ouest

Formule d'amendement : modèle qui contient les processus à suivre pour changer la constitution

Gouvernement responsable : système de gouvernement où le pouvoir exécutif doit jouir de la confiance — doit rendre des comptes — au pouvoir législatif

canadien a exprimé le désir de voir une modification de certaines institutions afin d'affaiblir le pouvoir du Canada central sur ces instruments du pouvoir national. Dans ce sens, l'Alberta a mené la campagne pour une modification de la structure et des pouvoirs du Sénat, espérant remplacer le Sénat actuel par un Sénat égal (représentation égale des provinces), élu (les Sénateurs à l'heure actuelle sont nommés) et efficace, c'est-à-dire un Sénat triple E. Les Autochtones, pour leur part, demandent l'enchâssement (l'inclusion) dans la constitution de leur droit inhérent à l'**autonomie politique**.

Le gouvernement canadien a mené, entre les années 1985 et 1992, une série de négociations pour mettre fin à l'**impasse** constitutionnelle. Deux différents accords — l'accord du lac Meech et l'accord de Charlottetown — ont été signés par des négociateurs, sans toutefois être adoptés par un nombre suffisant de provinces. Dans le cas de l'accord de Charlottetown, il a été soumis à un référendum national et rejeté par une majorité des provinces et une majorité de la population canadienne. Le problème n'est pas résolu pour autant, mais les solutions possibles semblent diminuer à vue d'œil.

Autonomie politique : pouvoir de se gouverner selon son désir

Impasse : sans solution

La constitution soviétique

Tout gouvernement a besoin de structure, même les dictatures. On ne devrait donc pas s'étonner de voir les dictatures adopter, elles aussi, une constitution. Il se peut même que ces constitutions soient d'un grand libéralisme. Comme l'indique le cadre qui suit, la constitution soviétique avait « garanti » de nombreux droits socio-économiques qu'on ne trouve pas traditionnellement dans les constitutions libérales.

Posséder une telle constitution ne garantit pas toutefois ces droits. **Ce qui sépare les constitutions libérales des constitutions de dictatures, c'est que dans le dernier cas le système judiciaire n'est pas indépendant.** Le gouvernement, grâce à son contrôle du système judiciaire, peut faire ce qu'il veut, sans craindre la loi ou sa propre constitution.

Pourquoi donc adopter une constitution dont on n'a pas l'intention de respecter les principes? Il y plusieurs raisons. D'abord, posséder une constitution donne une certaine légitimité au régime, aux yeux de son peuple comme aux yeux de l'étranger. Une constitution exprime tout de même la vision qui habite le régime. La constitution soviétique, par exemple, déclare clairement que :

- l'Union soviétique est un État socialiste du peuple entier, qui exprime la volonté et les intérêts des ouvriers, des paysans et des intellectuels, des travailleurs de toutes les nations et ethnies du pays. (Article 1)

- le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique, c'est le noyau de son système politique, des organismes d'État et des organisations sociales. Le P.C.U.S. [le parti communiste] existe pour le peuple et est au service du peuple. [...] (Article 6)

La constitution de l'URSS garantit

Du travail pour tous et le choix de la profession
L'égalité de tous devant la loi
L'égalité des nations et ethnies
L'égalité pour les femmes, des avantages pour les mères
L'**inviolabilité** de la personne
L'inviolabilité du domicile
La défense des droits des citoyens
La liberté de création
La participation à la gestion
La responsabilité des organisations envers les citoyens
La protection de la santé
La protection de la vie privée
La protection et l'aide à la famille
La sécurité sociale
Le droit au logement
Le droit d'association
Le droit de critique
Le droit de professer une religion ou d'être athé
Le libre accès à la culture
Le repos
Le savoir à la portée de tous
Les libertés politiques

Éditions de l'Agence de Presse Novosti, Moscou, 1978.

Inviolabilité : respect total et complet

La constitution est donc un des éléments majeurs qu'il importe de comprendre quand on étudie le système politique d'un pays. Il ne faut pas conclure que le pays lui-même respecte tout ce qui est dans sa constitution. Celle-ci, comme nous l'avons vu, peut être une belle façade. Le préalable essentiel du respect de la constitution semble être l'engagement profond des gouvernants et des gouvernés à faire respecter les règles constitutionnelles, doublé de l'existence d'un système judiciaire tout à fait indépendant. Là où la branche judiciaire est réellement autonome, la constitution est véritablement suprême.

ACTIVITÉ

Les constitutions

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Donnez la définition d'une constitution. Commentez sa signification.

2. Comparez et contrastez les traditions constitutionnelles britannique et américaine.

3. Discutez l'utilité d'avoir une constitution. Appuyez votre point de vue à l'aide d'exemples.

Questions de recherche :

4. Quelles sont les règles pour amender la constitution américaine? canadienne?

5. Expliquez l'Article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés. Comment représente-t-il un compromis entre « suprématie parlementaire » et « suprématie constitutionnelle »?

FAISONS LE POINT

Au cours de ce deuxième chapitre, nous avons rencontré de nombreux thèmes sur lesquels il convient de s'attarder. Résumons les sujets que nous avons abordés :

- la classification des régimes politiques en fonction de leur finalité, en fonction de la participation des gouvernés et en fonction de la séparation des pouvoirs;
- les caractéristiques fondamentales des régimes démocratiques et dictatoriaux;
- la nature des trois pouvoirs gouvernementaux, à savoir le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire;
- les buts des gouvernements et les moyens utilisés pour les réaliser;
- la configuration possible des États (État unitaire, État fédéral, confédération d'États);
- la nature et les buts des constitutions.

Une bonne maîtrise de ces notions de base nous permettra de bien comprendre les détails relatifs aux démocraties et aux dictatures dans les chapitres ultérieurs. Elle nous donne aussi des bases de comparaison nous permettant de mieux comprendre les spécificités de chaque régime, qu'il soit démocratique ou dictatorial.

Un gouvernement est une construction humaine. Il a fallu, à un moment donné, jeter les fondements de cette construction et trancher bon nombre de questions quant à la structure du régime et à la pratique du pouvoir. Il a fallu décider en faveur ou contre le fédéralisme; il a fallu décider en faveur ou contre la séparation des pouvoirs; il a fallu se fixer des buts et adopter des moyens.

Au moment où de nombreux États changent la nature de leur régime, et nous parlons ici surtout des États de l'ancien bloc soviétique en Europe, sans oublier la pression sur l'État fédéral canadien de se doter d'une structure plus décentralisée ou même confédérale, la question de la structure politique et de la pratique du pouvoir n'a rien perdu de son actualité. La façon dont les êtres humains s'organisent pour se gouverner est un sujet qui continue de nous fasciner bien des siècles après qu'Aristote se soit penché le premier sur la question.

TERMES-CLÉS

alternance au pouvoir
aristocratie
Assemblée bicamérale
Assemblée pluricamérale
Assemblée unicamérale
bouc émissaire
Cabinet (Conseil des ministres)
canalisation du mécontentement
coercition
confédération
constitution
décentralisation
démocratie libérale
démocratie populaire
dictature
État de droit
État fédéral
État policier
État unitaire
exécutif à une tête
exécutif dualiste
fonctionnaire
monarchie
oligarchie
opposition loyale
oppression
pluralisme
poids et contrepoids
pouvoir d'initiation
pouvoir exécutif
pouvoir judiciaire
pouvoir législatif
principe majoritaire
projet de loi
propagande
régime autoritaire
régime de terreur
régime totalitaire
répartition du pouvoir
république
séparation des pouvoirs
souveraineté
tyrannie

PERSONNAGES-CLÉS

Montesquieu

CHAPITRE

L'État, l'individu et les mécanismes de la vie politique

3

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- le droit de vote;
- l'organisation du vote;
- les modes de scrutin utilisés;
- les droits et les libertés, y compris les droits des minorités et la limitation des droits dans les régimes démocratiques;
- les partis politiques et les régimes de partis;
- les groupes de pression et les autres intermédiaires de la vie politique tels les médias de masse, la fonction publique et les forces de sécurité (armée et police).

INTRODUCTION

Ce chapitre examine les façons dont l'individu participe à la vie publique d'un État. Certains États permettent plus de participation que d'autres. Les dictatures, en général, reconnaissent la nécessité de donner l'apparence d'influence à sa population, mais elles prennent soin de bien en contrôler le processus et les résultats. La participation dans ce cas n'est pas libre; elle est dirigée (ou canalisée) vers un but connu d'avance, pour donner plus de légitimité à la dictature et la conforter dans son exercice du pouvoir. Dans le cas des démocraties, l'individu jouit, en théorie du moins, d'un grand nombre de possibilités lui permettant de participer au processus politique et à la vie publique de son pays. Il peut voter, se présenter comme candidat, se joindre à des groupes partageant ses intérêts et soucis, écrire des lettres et des articles ainsi que faire du « lobbying » auprès des autorités. Il peut même prendre des mesures plus militantes et activistes telles qu'organiser des manifestations dans la rue, boycotter des commerces ou des produits, et même entamer des grèves de la faim.

Notre étude se divise en deux grandes parties. D'abord, nous étudierons les mécanismes mis en place afin de permettre ou de canaliser la participation politique du public. À ce titre, nous examinerons l'exercice du vote et les différentes méthodes utilisées pour désigner les représentants de la population (les modes de scrutin). Dans un deuxième temps, nous regarderons de près les instruments que peut employer l'individu pour influencer la direction politique de son pays. Ces « instruments » s'appellent les « intermédiaires » car c'est par l'intermédiaire de ces instruments, tels que les partis politiques et les groupes de pression, que l'individu peut influencer l'avenir politique de sa communauté.

LA PARTICIPATION DES CITOYENS

Les premiers intéressés d'un régime politique sont les citoyens et le premier problème à résoudre pour ce régime devient celui de décider comment les associer au pouvoir. Dans les régimes démocratiques, les citoyens sont actifs. Ce sont des **acteurs** qui jouent un rôle de premier plan dans le choix du gouvernement et dans la prise de décision. Dans les régimes dictatoriaux, les citoyens sont des **figurants**. Ils doivent se montrer sur commande et faire les gestes requis afin de donner au régime une apparence de légitimité. Ils ont toutefois peu de pouvoir et ne peuvent démontrer aucune opposition au gouvernement. Ceux qui le font, ceux que nous appelons dans ce contexte les **dissidents**, courent le risque d'emprisonnement, d'exécution, de disparition, de camps de travail (le Goulag en Union soviétique, par exemple), de torture ou de séjours dans les institutions psychiatriques.

Figurant : acteur qui a un rôle sans importance dans l'histoire

Dissident : personne qui, pour des raisons politiques, critique une autorité établie ou refuse de s'y soumettre

Ce que l'observateur doit noter, c'est que souvent les régimes dictatoriaux imitent les régimes libéraux démocratiques, tout en vidant chaque geste de sa signification. Il y a donc dans les régimes dictatoriaux, comme dans les régimes

démocratiques, des élections, des partis politiques, en général un parti unique, mais pas toujours. Lorsque d'autres partis politiques sont tolérés, ils sont alliés au pouvoir et leur présence n'a pour but que de satisfaire le monde démocratique à l'extérieur du pays, une branche judiciaire mais elle n'est pas indépendante, une constitution, et une garantie des droits et libertés qui, souvent, n'est pas respectée.

Les thèmes que nous allons étudier relatifs à la participation des citoyens dans la vie politique peuvent s'appliquer aux deux types de régimes. Il est toutefois évident qu'ils trouvent leur véritable expression dans les régimes qui les prennent plus au sérieux, c'est-à-dire dans les régimes démocratiques.

Le droit de vote

La pierre angulaire ou base de la participation à la vie politique d'un pays, c'est le droit de vote. Pour être effectif, celui-ci doit être **universel, égal, protégé** et **honnête**.

Le **suffrage universel** est un concept généralement admis aujourd'hui. Il n'en a pas toujours été ainsi. On se souviendra qu'au XIXe siècle, une faible minorité de gens pouvait voter. Il fallait à l'époque être un homme et posséder de la propriété. Mis en application lors de l'élection de la Convention nationale en 1792 en France, le suffrage universel masculin ne sera pas tenté de nouveau avant 1848, quand il est imposé par la révolution en France, et en 1871, dans le nouvel Empire allemand. La lutte pour le suffrage féminin a été encore plus longue et ardue. Elle se concrétise en Grande-Bretagne comme au Canada en 1918, aux États-Unis en 1920, en France en 1945 et dans la petite principauté du Liechtenstein en 1984. Mais d'autres minorités que les femmes sont privées du droit de vote. Le droit de vote des Noirs n'est réellement admis aux États-Unis qu'en 1964; au Canada, les Canadiens japonais, les Canadiens chinois et les Autochtones se voient privés du droit de vote pour différentes périodes de temps. Ce n'est qu'en 1960 que les Autochtones obtiennent le droit de vote aux élections fédérales.

Le suffrage universel peut être de deux sortes :

- le **suffrage direct** — il est direct quand l'électeur vote directement pour son représentant, ou s'exprime directement sur une question qui lui est soumise par voie de référendum;

- le **suffrage indirect** — il est indirect car l'élection s'effectue en deux étapes : au cours de la première, les citoyens désignent un collège électoral composé de grands électeurs qui élisent à leur tour, et dans un second temps, les représentants définitifs. Le **collège électoral** peut être constitué spécialement pour une élection — élection présidentielle américaine — ou exister en permanence — élection des sénateurs en France et de la Chambre haute au Japon.

Suffrage universel : tout le monde a le droit de voter

Le **droit de vote égal** est beaucoup moins admis, même aujourd'hui. Vous vous souviendrez peut-être de l'existence des **bourgs pourris** en Angleterre avant la Grande Réforme électorale de 1832. Ces bourgs, où habitaient très peu de

citoyens, envoyaient plus de députés à la Chambre des communes britanniques que les grandes villes industrialisées créées par la Révolution industrielle. Cela était essentiellement injuste car le choix de députés qui en résultait ne reflétait pas la volonté de la population. Les régions rurales dépeuplées étaient surreprésentées et les régions urbaines sous-représentées.

L'histoire des pays démocratiques et dictatoriaux fourmille de tentatives de privilégier un secteur ou un autre de la population et donc de fausser le caractère démocratique du vote. Les secteurs privilégiés pouvaient provenir d'une variété de catégories :

- sociale (dans l'Union soviétique des années 20, un vote ouvrier valait cinq votes paysans)
- financière (dans la France de la Restauration, les électeurs fortunés votaient deux fois)
- intellectuelle (l'Angleterre du XIXe siècle majorait le vote des diplômés)
- familiale (en Belgique, au début du XXe siècle, le chef de famille disposait d'un nombre de voix correspondant à l'importance de sa famille)
- raciale (avec l'existence de plusieurs collèges élisant le même nombre de députés alors que les populations sont d'importance différente).

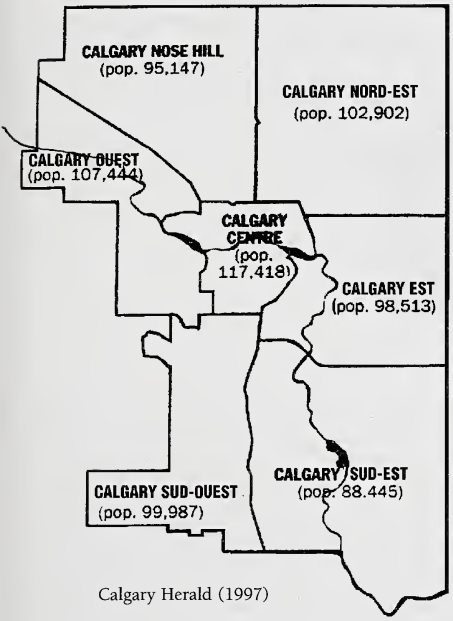
Aujourd'hui, la norme ou la formule de **une tête = une voix** est respectée dans les pays démocratiques, mais il y a quand même des exceptions. Au Canada par exemple, les cours de justice ont passé des jugements qui mettaient les gouvernements dans l'obligation de respecter ce principe et de procéder au découpage de leurs **circonscriptions** avec plus de prudence. L'avantage traditionnel donné à la population rurale a déjà faussé les résultats, comme nous le verrons plus tard, au Québec dans les années 60. En Alberta, la population des circonscriptions variait beaucoup des régions rurales aux régions urbaines, ce qu'un jugement de la cour a reconnu en demandant au gouvernement de refaire la carte électorale. Le jugement de la cour a été contesté par le gouvernement Klein qui argumentait qu'il fallait également tenir compte de la superficie des circonscriptions dans le **découpage**. Il est évident que certains partis voient leur vote se concentrer dans des régions précises et qu'il est dans leur intérêt de privilégier ces régions.

Pour être juste, le vote de chaque électeur doit être de poids égal, c'est-à-dire valoir autant que celui d'un autre. La façon de respecter cette règle est de dessiner les circonscriptions — les districts électoraux — de manière à ce qu'elles contiennent le même nombre d'électeurs. Si une circonscription de 15 000 personnes et une circonscription de 30 000 personnes élisent chacune un député, un vote dans la deuxième circonscription ne « pèse » que la moitié d'un vote exprimé dans la première. Si cela se répète dans bon nombre de circonscriptions, la composition de la législature ne sera plus représentative de la volonté populaire.

La carte suivante démontre le découpage électoral de la ville de Calgary au niveau fédéral. Vous noterez que la population de chaque circonscription varie considérablement.

Circonscription : région géographique représentée par un député élu, district électoral

Découpage : division

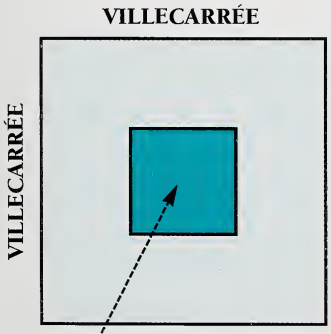


Calgary Herald (1997)

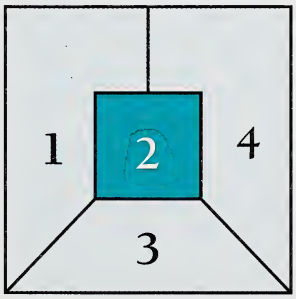
La population des circonscriptions peut changer rapidement compte tenu de la croissance et de la décroissance de certaines régions. Afin de respecter le principe « une tête = une voix », les gouvernements procèdent régulièrement à des redécoupages de la carte électorale. Pour que le gouvernement ne profite pas lui-même de ce redécoupage, le travail est confié en général à des commissions indépendantes. Ainsi au Canada procède-t-on, au niveau fédéral, à un redécoupage de la carte électorale après chaque **recensement** général — celui-ci se faisant tous les dix ans. Dans le cas de l'Alberta, c'est un comité législatif ne comprenant que des députés gouvernementaux (conservateurs) qui ont décidé de la carte électorale albertaine. Dans cette province, les régions rurales représentent 48 % de la population, mais élisent 52 % des députés.

Il y a une autre question à surveiller au niveau du découpage de la carte électorale. Comme on peut manipuler les résultats en variant la population dans chaque circonscription, on peut également manipuler les résultats par le tracé même des frontières des circonscriptions. Examinons l'exemple fictif de Villecarrée qui a droit à quatre circonscriptions.

Recensement : compte officiel de la population d'un pays

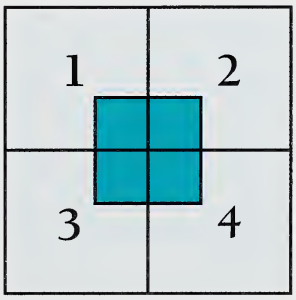


Partie de la ville où le Parti A est très fort



Le découpage : 1re possibilité

Selon ce scénario, le Parti A gagnerait le siège 2 et le Parti B gagnerait les sièges 1, 3 et 4



Le découpage : 2e possibilité

Selon ce scénario, le Parti B gagnerait les 4 sièges car le quartier appuyant le Parti A aurait été divisé en 4.

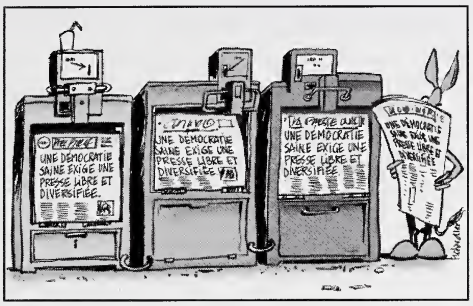
Il s'agit ici de favoriser un parti politique en découpant la carte électorale en fonction du vote prévisible des électeurs et non pas en fonction de la géographie. Supposons, par exemple, que la ville X, essentiellement ouvrière, vote toujours à gauche; la région qui l'entoure, toutefois, composée de banlieues et de fermes, est plus à droite. Si la ville est traitée comme une circonscription, elle élirait probablement un député de gauche. Pour éviter cela, on pourrait découper la carte de façon à diviser la ville en morceaux, obligeant chaque morceau à voter avec sa banlieue. Comme chaque morceau de la ville est minoritaire comparé à sa banlieue, le danger d'élection du député de gauche se trouve écarté car le vote de gauche est noyé dans une marée de droite. Cette technique de manipuler la carte électorale a été créée par M. Gerry, un gouverneur américain au début du XIXe siècle et porte le nom de « **gerrymandering** ».

Pour qu'un vote soit vraiment démocratique, il faut que les citoyens puissent l'exercer librement. Généralement donc, le vote est facultatif, ce qui laisse au citoyen le choix de participer ou non à la vie politique. Cependant, le vote est obligatoire dans certains pays — Belgique, Australie, Turquie, Autriche, entre autres où l'abstention entraîne une amende. Plus important est le principe du **vote secret**. L'électeur ne doit subir aucune pression et doit pouvoir exprimer son choix dans le plus grand secret. Dans les démocraties libérales, l'utilisation de l'isoloir est général — l'électeur peut donc faire son choix en privé. Dans l'ex-URSS, par contre, l'électeur était encouragé à marquer son bulletin devant les autres pour démontrer publiquement son appui au gouvernement. L'utilisation d'un isoloir dans ce cas éveillait les soupçons, marquant la personne comme dissident (opposant au gouvernement).

La dernière caractéristique d'un vote juste, c'est l'honnêteté. Elle s'exprime à trois niveaux essentiellement :

- l'honnêteté de l'information
- l'honnêteté du découpage des circonscriptions
- l'honnêteté du contrôle du processus électoral.

Gerrymandering : manipulation de la carte électorale



L'honnêteté de l'information reflète la nécessité pour le citoyen de pouvoir choisir en connaissance de cause. Cela suppose le pluralisme (la diversité) de l'information ainsi que la possibilité, pour tous les partis, de défendre un programme.

Un citoyen responsable est un citoyen informé. Aujourd'hui, les citoyens s'informent principalement par le biais des médias de masse, soit par la presse écrite, soit par l'audiovisuel. Ces moyens de communication modernes jouent un rôle clé dans la société contemporaine et se trouvent souvent au cœur même de la controverse. Sur le plan politique, il est évident qu'une démocratie saine exige non seulement une presse libre, mais aussi une presse diversifiée. Si les moyens de communication sont concentrés entre les mains d'une personne ou d'une société commerciale, le citoyen risque de n'entendre qu'un son de cloche, celui qui favorise les intérêts des propriétaires du journal ou de la télévision en question. C'est pour cela que toute la question de la concentration de la presse, une question que nous aborderons plus tard, est tellement importante dans une démocratie.

Dans une dictature, la question ne se pose pas. Les moyens de communication ne sont pas libres. Ils sont perçus comme des serviteurs de l'information officielle et se voient souvent réduits à de simples instruments de propagande. Les critiques des médias de masse prétendent que c'est essentiellement la même chose dans les pays soi-disant libres, sauf que les citoyens en sont moins conscients. Les annonces publicitaires ainsi que les émissions de télévision elles-mêmes renforcent constamment les valeurs de consommation, de compétition et d'enrichissement financier sur lesquelles repose notre économie actuelle.

En tout état de cause, certains pays ont pris des mesures pour s'assurer une certaine **égalité d'accès** aux médias à des fins politiques. Ainsi au Canada, par exemple, la chaîne de télévision publique est-elle obligée d'offrir du temps d'antenne à tous les partis politiques en fonction de leur importance à la Chambre des communes. De plus, une partie des dépenses électorales est remboursée aux partis politiques, à même les fonds publics, afin de les aider à faire passer leur message par le biais des moyens de communication. Avec l'avènement d'Internet, les citoyens ont plus facilement un accès direct aux communications des partis politiques sans que celles-ci soient filtrées d'abord par les médias de masse. Il reste à voir si les citoyens profiteront de cette

occasion pour analyser eux-mêmes, sans l'aide d'intermédiaires, les plates-formes politiques des différents partis.

Il est évident que, dans les sociétés contemporaines, la qualité de l'information ainsi que l'ampleur de sa distribution dépendent des moyens financiers mis en jeu. De plus, on ne peut plus douter que le budget financier d'un candidat peut avoir un effet sur l'opinion publique, ne serait-ce que pour mieux faire connaître son programme. Il est clair que les partis politiques les mieux financés (ceux représentant les intérêts des éléments les plus riches de la société) auraient un avantage sur les autres partis politiques, si des mesures n'étaient pas prises pour égaliser les chances de tous les acteurs politiques. C'est pour cette raison qu'une partie des dépenses électorales est remboursée à même les fonds publics dans certains pays lorsque les candidats ont reçu un minimum de voix (le Canada, la Grande-Bretagne, la France, entre autres). Certains pays vont même jusqu'à établir les dépenses maximales possibles des candidats et des partis politiques, espérant ainsi créer un terrain égal où l'élection ne pourrait pas être « achetée ».

Une autre question soulevée par le concept de l'honnêteté de l'information est celle des sondages. Au moment du vote, l'électeur doit pouvoir se prononcer sans que des informations sur le résultat de l'élection n'interviennent dans sa décision. Un sondage publié le jour même du vote, ou bien la veille, pourrait le convaincre que son parti préféré n'a aucune chance et qu'il ferait mieux de rester chez lui. Des voix se sont élevées dans certains pays pour mieux contrôler la publication des sondages. Il ne s'agit pas de les interdire au cours de la campagne quand ils donnent des informations générales sur l'état de la campagne et l'opinion publique. Les demandes visent plutôt l'interdiction de la publication des sondages les jours précédant le scrutin. Ainsi, certains pays et certaines provinces ont-ils adopté une législation dans ce sens afin de mieux protéger l'intégrité et l'honnêteté du vote.

Le problème du découpage des circonscriptions a déjà été soulevé. Rappelons la pratique toujours existante dans certains cas du « gerrymandering ». Généralement, les gouvernements préfèrent confier la responsabilité de préparer la carte électorale à des commissions indépendantes, au lieu d'encourir les accusations de « gerrymandering » s'ils le font eux-mêmes.

L'honnêteté du processus électoral suppose que l'inscription sur les listes électorales est strictement contrôlée et que le **dépouillement des bulletins** de vote s'effectue objectivement. Au Canada où la tenue des élections est confiée à un organisme indépendant du parti au pouvoir, **Élections Canada**, l'inscription sur la liste électorale est confiée à des équipes de deux personnes. Les deux partis politiques qui ont terminé en première et en deuxième places nomment, chacun, une personne pour chaque équipe. Ainsi peuvent-ils se surveiller et s'assurer de l'honnêteté du processus d'inscription. Cela n'évite toutefois pas les erreurs humaines et des cas existent où des immeubles entiers d'appartements ont été oubliés lors de la préparation des listes électorales. Quant au dépouillement comme pour la tenue du vote lui-même, les témoins des partis politiques ont le droit d'être présents et ils peuvent signaler toute **infraction** aux règlements aux autorités compétentes.

Dépouillement des bulletins : ouverture et lecture des bulletins de vote

Infraction : violation

ACTIVITÉ

Droit de vote

Veuillez répondre aux questions suivantes, seul ou en groupe :

1. Quels sont les quatre (4) attributs d'un droit de vote juste et légitime?
2. Que veut-on dire par un « droit de vote égal »?
3. Que doit-on faire pour assurer l'égalité de chaque bulletin de vote?
4. Comparez la population dans chaque circonscription de Calgary. Quel écart sépare la circonscription la plus peuplée de celle qui est la moins peuplée? Pourquoi n'a-t-on pas ajusté les frontières pour rendre les circonscriptions plus égales?
5. Expliquez le concept de « gerrymandering ».
6. Quelles controverses sont soulevées par la question du rôle des médias de masse dans la vie politique?
7. Que peut-on faire pour assurer l'égalité d'accès aux médias pendant une campagne électorale? Doit-on le faire? Quelles objections pourrait-on soulever à cet égard?
8. Selon vous, devrait-on pouvoir publier les sondages à tout moment pendant une campagne électorale? Quels sont les arguments pour et contre la liberté d'expression à cet égard?

L'exercice du droit de vote

Un des dangers qui guettent la démocratie est l'**apathie** des citoyens. Il arrive parfois que ceux-ci prennent leur gouvernement pour acquis, ou qu'ils pensent que leur vote ne fera pas de différence, et s'abstiennent par conséquent de voter. La démocratie suppose toutefois la participation de tous les citoyens à la vie politique. Cette participation, qu'on appelle le **civisme**, repose sur le principe que l'individu peut influer sur une décision qui le touche et qu'il a même l'obligation morale, s'il veut voir survivre la démocratie, de participer aux prises de décisions dans le domaine public. Il faut noter en passant que le refus de voter peut signifier un rejet du système politique. Dans ce sens, c'est un acte de protestation.

Civisme : sens de ses devoirs et responsabilités en tant que citoyen

Les taux de participation aux élections varient d'un pays à l'autre et d'une élection à une autre. Au Canada, le taux de participation aux élections fédérales

se situe à environ 70 % (69,6 % aux élections de 1993). Ceci veut dire que 30 % des électeurs ne remplissent pas leur devoir civique. Au niveau provincial, en Alberta, le taux de participation est parmi les plus bas : à peine 50 % des électeurs se sont rendus aux urnes lors des élections de 1997. À l'occasion du référendum sur la souveraineté du Québec en 1995, plus de 90 % des électeurs québécois ont pris la peine d'exprimer leur opinion.

Les taux de participation les plus élevés se trouvent en Europe, dans les pays scandinaves (Norvège, Suède, Danemark, Finlande), où 80 à 90 % des électeurs exercent leur droit de vote régulièrement. Par contre, aux États-Unis, seulement 48,8 % des électeurs ont voté lors des élections présidentielles de 1996, un des taux les plus bas dans les pays démocratiques. Un article du *Monde diplomatique* de mai 1997 expliquait cette situation ainsi : « Aux élections américaines de 1996, les 16 % de familles gagnant moins de 15 000 dollars par an ont déposé 10 millions de suffrages dans les urnes, tandis que les 14 % de familles gagnant plus de 75 000 dollars ont apporté 25 millions de voix; de même, les 20 % de la population ayant un diplôme universitaire, on représenté 39 des 90 millions de votes (43 % du total) [...] tandis que les 20 % de la population n'ayant pas le niveau d'études secondaires n'ont représenté que 5,5 millions de votes... ». On voit par ces chiffres que la majorité des gens qui ont voté étaient des gens éduqués et des gens financièrement à l'aise. Devant de tels chiffres, on peut se poser la question : Qui est intéressé à la démocratie et à qui profite-t-elle?

La situation est différente dans les régimes dictatoriaux où un taux de participation de 99,9 % est courant. Aux élections de 1984 en Union soviétique, par exemple, le taux de participation atteignait 99,9 %, ce qui veut dire que, sur 184 millions de personnes, moins de 20 000 n'ont pas exercé leur droit de vote. Cette participation n'est toutefois pas spontanée, ni même toujours de plein gré. En effet, les électeurs estiment souvent qu'il est dans leur intérêt et celui de leur famille, de montrer leur appui au régime. Agir autrement pourrait mettre en danger le travail, l'éducation des enfants, le logement et, s'il y en a, les privilèges.

Certains pays rendent le vote obligatoire. C'est le cas de l'Australie où le taux de participation atteint 95 à 98 %, même si ceux qui s'abstiennent ne sont souvent pas poursuivis en justice.

ACTIVITÉ

L'exercice du droit de vote

1. « On devrait rendre le vote obligatoire. » Donnez deux arguments en faveur et deux contre cette proposition.

2. À quelles élections (fédérales, provinciales, municipales) le taux de participation est-il le plus élevé et le plus bas, selon vous? Pourquoi?

Les modes de scrutin

Une question importante à résoudre dans un régime politique est celle de savoir comment choisir les représentants. Il y a essentiellement deux choix, chacun renfermant des variantes.

Le scrutin majoritaire « uninominal »

Ce système consiste à découper le territoire en circonscriptions d'une taille à peu près équivalente et à donner un siège par circonscription. Il y a donc un député par circonscription (l'élection est uninominale). **Les candidats qui reçoivent le plus grand nombre de suffrages exprimés dans chaque circonscription — le vote est majoritaire — deviennent députés.**

Le scrutin majoritaire uninominal fonctionne avec un ou deux tours :

Lorsque le scrutin est à un tour, la majorité relative — la pluralité des voix — **suffit pour gagner la circonscription**. Il s'agit donc d'arriver en tête, peu importe le nombre de voix obtenues ou le nombre de voix séparant le gagnant de son plus proche rival. Ce système ressemble à une course de chevaux et c'est pour cela qu'il est parfois appelé en anglais « first past the post » au Canada. Ce système prévaut tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial. Voici deux exemples de résultats tirés des élections fédérales de 1993.

Moose Jaw-Lake Centre (Saskatchewan)

Partis	Vote	% des votes
P. Réformiste	**10 432**	**30,3 %**
NPD	10 122	29,5 %
Libéral	9 354	27,2 %
PC	4 204	12,2 %
Natural Law	158	0,5 %
Canada Party	117	0,3 %

New Westminster — Burnaby (C.-B.)

Partis	Vote	% des votes
P. Réformiste	**16 254**	**29,3 %**
Libéral	15 430	27,8 %
NPD	14 442	26,1 %
PC	6 419	11,6 %
Autres	2 872	5,2 %

Comme vous le voyez, s'il y a plusieurs candidats qui se partagent le vote, on peut gagner une élection sans même atteindre 30 % du **vote populaire**.

Pour éviter les victoires non représentatives comme celles-là, certaines juridictions ont recours à deux tours d'élections.

Lorsque le scrutin est à deux tours, la majorité absolue est exigée au premier tour (c'est-à-dire la moitié plus une voix des votants). Si aucun candidat n'obtient cette majorité, il faut alors procéder à un deuxième tour pour lequel la majorité relative suffit (c'est-à-dire le plus grand nombre de voix par rapport aux concurrents). Pour ce second tour, seuls les candidats présents au premier tour et ayant obtenu un minimum de voix (par exemple, en France 12,5 % des électeurs inscrits) peuvent se représenter. Souvent les candidats qui n'ont pas terminé parmi les premiers au premier tour retirent leur nom pour le deuxième tour. Ainsi y a-t-il plus de chance, mais toujours aucune garantie, que le gagnant jouira d'une majorité absolue.

Majorité relative : le fait d'obtenir le plus grand nombre de votes exprimés

Vote populaire : total des gens qui ont voté

Majorité absolue : le fait d'obtenir au moins la moitié des votes plus un

Avantages du scrutin majoritaire à un tour :

- simplicité — les électeurs ne votent que pour un nom, et seulement une fois. Le candidat ayant le plus de votes gagne, pas de mathématiques à faire, pas de règles complexes à comprendre, et pas de risques d'éterniser la campagne.

- coût — les électeurs se rendent aux urnes une seule fois et ne remplissent qu'un seul bulletin de vote.

- rapport direct entre l'élu et les électeurs — le député représente un district géographique donné. La représentation est ainsi personnalisée. Ce n'est pas seulement un parti politique abstrait qui a gagné, c'est une personne dont la charge principale devient celle de représenter ses électeurs.

- efficacité — ce système ne permet qu'à un petit nombre de partis politiques d'être représentés à la législature. Il est sans pitié pour les tiers partis (à moins qu'ils réussissent à concentrer leur vote géographiquement) et pour les partis marginaux, et favorise les grands partis traditionnels qui voient d'habitude leur pourcentage de sièges remportés dépasser de loin leur pourcentage du vote populaire (nous étudierons cet aspect plus tard). Ce système conduit plus souvent que d'autres à des gouvernements majoritaires, ajoutant par conséquent un élément de stabilité politique et gouvernementale.

Désavantages du scrutin majoritaire à un tour :

- déformation des rapports de force réels entre les partis politiques — puisqu'il n'y a qu'un seul vainqueur, de nombreux électeurs choisissent de « voter utile », c'est-à-dire de donner la priorité aux candidats des grandes formations politiques qui sont les plus susceptibles de gagner, et le plus en mesure de barrer la route à celui qu'on ne veut pas. Les candidats individuels et ceux des petits partis qui ont peu de chance de gagner sont délaissés car voter pour eux, même si on est d'accord avec leur message, est une façon de perdre son vote.

- pénalisation des perdants — ce système privilégie le vainqueur et pénalise les perdants. Ceux-ci représentent peut-être entre eux plus de 60 % du vote populaire. Ces voix sont toutefois pour ainsi dire perdues et les électeurs qui ont voté pour les perdants se trouvent privés de représentation de leurs points de vue.

- le **détournement** de la volonté populaire — la critique la plus sérieuse qu'on peut formuler contre le vote majoritaire à un tour, c'est qu'il peut mener à des résultats contraires à la volonté populaire. L'exemple hypothétique suivant vous montre comment cela pourrait arriver.

Détournement : action de changer la direction

Supposons que le pays X a trois sièges à attribuer. L'élection donne les résultats suivants dans chaque circonscription :

Partis	Circ. 1	Circ. 2	Circ. 3
Bleu	10 000	10 000	20 000
Blanc	11 000	15 000	5 000
Rouge	5 000	14 000	18 000

Selon les résultats de cette élection hypothétique, qui formera le gouvernement? Pour le savoir, il faut déterminer qui a remporté le plus de sièges. Après examen, nous constatons que le Parti blanc a remporté les circonscriptions n° 1 et n° 2, tandis que la circonscription n° 3 a été remportée par le Parti bleu. Le Parti blanc formera donc le gouvernement et le Parti bleu agira comme opposition officielle et le seul autre parti représenté au Parlement. Examinons toutefois le vote populaire. Nous voyons tout à fait autre chose :

Partis	Total du vote populaire	% du vote populaire	% des sièges remportés
Bleu	40 000	37 %	33 %
Blanc	31 000	29 %	67 %
Rouge	37 000	34 %	0 %

Ce tableau nous permet de voir comment le mode de scrutin retenu a faussé les résultats et détourné la volonté populaire. Le Parti rouge a recueilli 34 % des voix des électeurs, plus que le parti qui formera le gouvernement, mais il se retrouve sans sièges et sans représentation au Parlement. Le Parti bleu a fini en première place au niveau du vote populaire, mais a perdu les élections, ayant gagné moins de sièges que le Parti blanc qui, cependant, a fini en troisième place au niveau populaire.

Comment expliquer ce résultat bizarre et inquiétant? D'abord, il faut déterminer si les circonscriptions sont de la même taille. Nous constatons là des variations significatives. La circonscription n° 1 n'a que 26 000 votants tandis que la circonscription n° 3 en a 43 000. On ne connaît pas le nombre d'électeurs dans chaque circonscription; il est possible que le taux de participation ait varié d'une circonscription à l'autre. On peut toutefois soupçonner l'existence d'une injustice assez importante au niveau du découpage des circonscriptions, ce qui ne fait que confirmer ce qu'on a déjà dit à propos de l'importance de cette question pour la démocratie.

Il y a également un élément de malchance pour le Parti rouge. Il a vu son vote assez considérable se répartir d'une façon générale, au lieu de se concentrer géographiquement dans une ou deux circonscriptions. Le parti gagnant, le Parti blanc, a connu le phénomène contraire. Il a vu son vote se concentrer dans les circonscriptions de petite taille (les circonscriptions rurales peut-être). Cela lui a permis de remporter deux comtés, sans se soucier de ce qui lui est arrivé dans la circonscription la plus peuplée.

Tout cela, c'est de la théorie. Est-ce que cela peut arriver dans la pratique? Examinons les trois exemples suivants :

Exemple n° 1 : L'élection provinciale de 1966 au Québec

Partis	% du vote populaire	% des sièges remportés
Union nationale	41 %	51 %
Libéral	47 %	47 %
Autres	12 %	2 %

Il est clair ici que la volonté de la majorité relative de la population n'a pas été respectée : 47 % de la population a voulu un gouvernement libéral, contre seulement 40 % qui favorisait un gouvernement de l'Union nationale (c'est-à-dire un gouvernement conservateur).

Qu'est-ce qui explique ce résultat anti-démocratique? Cette élection qui a mis fin à la Révolution tranquille s'est tenue d'après une carte électorale découpée pour avantager les régions rurales au détriment des villes. Le vote libéral, s'étant concentré dans les villes où les candidats libéraux ont gagné par des majorités impressionnantes, s'est incliné devant le vote conservateur à la campagne où se trouve alors, en dépit de la démographie, la majorité des sièges. Ces résultats démontrent aussi que les 12 % de la population qui avaient voté pour d'autres partis politiques se sont trouvés sans voix à l'Assemblée nationale.

Exemple n° 2 : L'élection fédérale de 1979

Partis	% du vote populaire	% des sièges remportés
Libéral	40 %	40,4 %
PC	36 %	48,2 %
NPD	18 %	9,2 %

Bien que les libéraux aient été favorisés par 4 % de plus du vote populaire (de la population), les conservateurs ont remporté l'élection. Pourquoi? Le vote libéral s'est trop concentré au Québec, gagnant là des sièges avec des majorités massives. Dans le reste du Canada, par contre, les libéraux ont fini souvent en

deuxième ou troisième place, ce qui les a empêchés de remporter assez de sièges pour former le gouvernement. Notons encore une fois l'écart entre l'appui populaire du NPD et le pourcentage de sièges que celui-ci a réussi à remporter. Si le vote libéral s'était réparti autrement, il aurait pu former un gouvernement majoritaire avec 40 % du vote populaire. Rappelons que ce même parti a formé un gouvernement majoritaire en 1997 avec 38 % du vote populaire. C'est pourquoi il est impossible au Canada de prédire le nombre de sièges qu'un parti va remporter selon les sondages. Tout dépend de la façon dont cet appui se répartit dans les régions. Aux élections fédérales de 1993, le Parti conservateur a eu presque autant de voix que le Parti réformiste. Ce dernier a toutefois fini avec 52 sièges et le Parti conservateur n'en a remporté que deux! Le Bloc québécois, quant à lui, n'a contesté que 75 sièges sur un total de 295. Il en a toutefois remporté 54, finissant ainsi en deuxième place au Parlement et obtenant de la sorte le rôle d'opposition officielle. On est donc bien forcé de reconnaître que tout est dans la répartition du vote et la taille des circonscriptions.

Exemple n° 3 : L'élection provinciale de 1996 en Colombie-Britannique

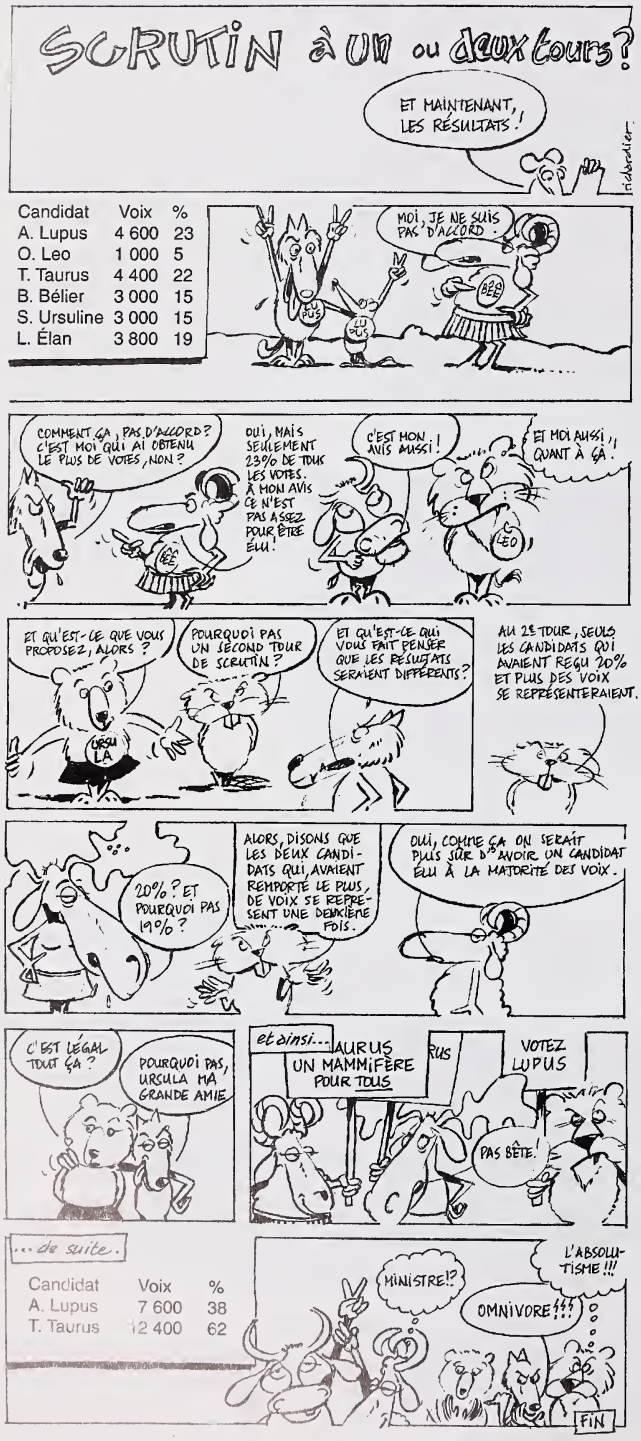
Partis	% du vote populaire	% des sièges remportés
Libéral	41 %	(33/75) = 44 %
NPD	39 %	(39/75) = 52 %
Réformiste	9 %	(2/75) = 3 %
Alliance démocratique progressiste	5 %	(1/75) = 1 %
Autres	1 %	(0/75) = 0 %

Encore une fois, les résultats ne correspondent pas à la volonté populaire, bien que l'écart entre les partis est ici moins évident. Toujours est-il que 61 % de la population de la Colombie-Britannique n'a pas voté pour les Néo-démocrates. Peut-on parler dans ce cas de gouvernement par la majorité et selon le consentement des gouvernés? Pourquoi accepte-t-on de telles anomalies? Il est intéressant de noter qu'à l'heure actuelle, aucun parti politique ne préconise de changement au mode de scrutin utilisé au Canada. Les avantages doivent tout de même avoir, à leurs yeux, un plus grand poids que les désavantages.

Avantages du scrutin majoritaire uninominal à deux tours :

- il y a plus de chances que les élections au deuxième tour se décideront avec une majorité absolue. Les résultats refléteront davantage la volonté populaire et seront de la sorte plus démocratiques;

- il conserve les avantages du scrutin majoritaire uninominal à un tour, comme ceux du rapport direct entre l'élu et les électeurs, et l'efficacité des résultats (c'est-à-dire qu'il conduit à des gouvernements plus stables car majoritaires).



Désavantages du scrutin majoritaire uninominal à deux tours :

- coût — la nécessité d'organiser deux élections à une semaine d'intervalle ajoute aux coûts;
- temps — l'élection s'éternise et les citoyens risquent de perdre de l'intérêt. Le taux de participation au deuxième tour risque de baisser, ce qui affectera le caractère démocratique du vote;
- confusion — la population reste dans l'incertitude pendant une semaine quant à la composition de son prochain gouvernement. Les résultats du premier tour sont indicatifs mais non définitifs. Bien que cela puisse ajouter au suspense, cela ajoute aussi à la confusion et au désir que tout soit fini et finalisé.

Le scrutin majoritaire à un tour est utilisé dans les pays anglo-saxons tels que le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, et les États-Unis; tandis que le scrutin majoritaire à deux tours est employé en France et en Russie.

ACTIVITÉ

Scrutin majoritaire uninominal à un tour

1. Dans un paragraphe ou deux, prenez une position à l'égard du mode de scrutin utilisé au Canada. Citez les avantages et les désavantages de ce système et appuyez votre raisonnement sur des exemples.

2. Calculez le pourcentage du vote populaire remporté par chaque parti aux élections fédérales de 1997 dans les circonscriptions suivantes. Pour ce faire, calculez d'abord le vote total dans chaque circonscription. Divisez ensuite le vote de chaque parti par ce montant afin de trouver le pourcentage du vote populaire.

Élections fédérales de 1997

Circonscription de Saint-Maurice (Québec)

Partis	Vote	% du vote populaire
Libéral (Jean Chrétien)	22 215	
BQ	20 656	
PC	3 643	
Autres	502	

Circonscription de Laurier-Sainte-Marie (Québec)

Partis	Vote	% du vote populaire
Bloc québécois (Gilles Duceppe)	26 408	
PC	5 768	
NPD	2 160	
Libéral	1 117	
Autres	2 874	

Circonscription de Halifax (N.-É.)

Partis	Vote	% du vote populaire
NPD (A. McDonough)	21 795	
PC	10 242	
Libéral	9 535	
Réformiste	2 376	
Autres	282	

Circonscription de Calgary sud-ouest (Alberta)

Partis	Vote	% du vote populaire
Réformiste (Preston Manning)	27 918	
Libéral	9 711	
PC	8 638	
NPD	1 318	
Autres	570	

Circonscription de Sherbrooke (Québec)

Partis	Vote	% du vote populaire
PC (Jean Charest)	32 127	
Bloc québécois	16 247	
Libéral	4 709	
NPD	616	
Autres	480	

Le scrutin proportionnel
(La représentation proportionnelle)

C'est le deuxième mode de scrutin le plus utilisé dans le monde. Selon ce système, **les sièges à attribuer sont accordés aux différentes listes de candidats en proportion des suffrages recueillis.** Selon le **scrutin proportionnel**, chaque parti politique propose une liste de candidats à la population. Le citoyen choisit une liste et non pas un individu. Les sièges seront distribués en fonction du pourcentage de votes que chaque parti aura obtenu. Imaginons que le Parti bleu reçoit 40 % du vote populaire. Il recevra donc 40 % des sièges et dans le cas où le Parlement comprend 100 sièges, les candidats 1 à 40 sur sa liste seront déclarés élus.

La Suède, de même que les Pays-Bas, Israël, le Danemark et la Norvège, entre autres, emploient un système de représentation proportionnelle. Dans le cas de la Suède, le pays est divisé en grandes circonscriptions. Chaque circonscription élit plusieurs députés choisis en fonction du vote populaire. Ces députés (310 en tout) forment le Riksdag ou le Parlement suédois. Trente-neuf autres députés sont élus sur la base du vote populaire national. Afin d'empêcher une prolifération de petits partis marginaux, un parti doit obtenir au moins 12 % du vote dans une circonscription ou 4 % à l'échelle nationale pour obtenir une représentation au Riksdag.

Regardons maintenant comment ce système, s'il avait été employé au Canada, aurait changé les résultats des élections fédérales de 1988.

Partis	Vote populaire	Nombre de sièges remportés en 1988	% de sièges remportés en 1988	% de sièges selon le scrutin proportionnel	Nombre de sièges selon le scrutin proportionnel
PC	43 %	170	58 %	43 %	127
Libéral	32 %	82	28 %	32 %	94
NPD	20 %	43	15 %	20 %	59
Réformiste	2 %	0	0 %	2 %	6
Autres	3 %	0	0 %	3 %	9

Quels constats pouvons-nous faire à partir de ce tableau? Voici les plus importants :

- le scrutin proportionnel aurait conduit à un **gouvernement minoritaire**, c'est-à-dire à un gouvernement ayant moins de la moitié des sièges au Parlement (43 % des 295 sièges). Nous savons qu'un tel gouvernement est assez instable car il y a plus de députés dans l'opposition que sur les bancs du gouvernement. Par conséquent, ce gouvernement risque de perdre des votes importants et dans ce cas, il serait obligé de démissionner. Le premier constat est donc celui-ci : **le scrutin proportionnel a comme**

Scrutin proportionnel : système où les sièges sont attribués à des listes de candidats en proportion du nombre de votes obtenus

Gouvernement minoritaire : gouvernement qui reçoit moins de la moitié des sièges au Parlement

principal désavantage de conduire parfois à des gouvernements minoritaires et à l'instabilité politique. Pour éviter cette situation, certains pays ont adopté la pratique d'établir des **gouvernements de coalition**. Ce sont des gouvernements où deux partis politiques ou plus s'allient pour former le gouvernement. Cette solution requiert des négociations intenses de part et d'autre sur les politiques que le gouvernement poursuivra et sur le nombre de ministres et les portefeuilles que chaque parti membre de la coalition obtiendra. Comme exemple de gouvernement de coalition, il suffit de prendre le cas d'Israël qui a presque toujours formé des gouvernements de coalition en raison du grand nombre de partis politiques dans ce pays. Les partis politiques au Canada boudent en général les coalitions et ils préfèrent tenter de gouverner seuls, même si cela signifie former un gouvernement minoritaire.

- les résultats respectent scrupuleusement la volonté politique. Les résultats sont donc **plus démocratiques** que ceux occasionnés par le scrutin majoritaire uninominal;

- les tiers partis voient leur nombre de députés élus refléter leur vrai degré d'appui dans la population. Ils ne sont plus pénalisés comme dans le système de scrutin majoritaire uninominal. Il se peut donc que plus de personnes se mettent à voter pour ces partis, sachant que leur vote aidera à faire élire des députés.

Résumons les avantages et les désavantages d'un tel système :

Avantages :
- plus démocratique;
- encourage plus de pluralisme et de diversité dans la représentation des idées politiques.

Désavantages :
- conduit fréquemment à des gouvernements minoritaires;
- encourage le développement des tiers partis, ce qui morcelle l'opinion publique et contribue à la fragmentation des forces politiques;
- défait le rapport direct entre élu et citoyen. Celui-ci n'a pas de député pour son district en tant que tel. Il a voté pour un parti et il se peut que tous les députés élus à partir de la liste viennent d'ailleurs et non pas de sa ville à lui;
- transfère le soin de décider qui sera député aux partis. Les citoyens votent pour un parti qui, lui, établit sa liste par ordre de priorité. Il se peut que les mêmes vieux politiciens se trouvent en tête de liste, garantissant leur élection à chaque fois. Dans ce système, le pouvoir du parti se trouve renforcé au détriment du citoyen.

Comme vous le voyez, ce système a plusieurs désavantages, mais un grand avantage — il est très démocratique. Il n'y a pas de danger ici qu'un parti gagne une élection sans avoir la pluralité des votes. Les exemples du Québec, du gouvernement fédéral et de la Colombie-Britannique que nous avons étudiés ne pourraient pas se répéter sous un tel système.

ACTIVITÉ

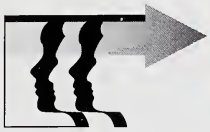
Le scrutin proportionnel

Complétez le tableau suivant sur une feuille séparée et répondez aux questions :

1. Examinez le vote libéral de 1979 et de 1993. Pourquoi la différence entre le nombre de sièges remportés?

2. Quelle élection donne lieu à un gouvernement minoritaire?

Année	Partis	Vote populaire	Nombre de sièges remportés en 1988	% de sièges remportés en 1988	% de sièges selon le scrutin proportionnel	Nombre de sièges selon le scrutin proportionnel
1979	PC	36 %	136			
	Libéral	40 %	114			
	NPD	18 %	26			
	Autres	5 %	6			
	Nombre total de sièges : 282					
1980	PC	33 %	103			
	Libéral	44 %	147			
	NPD	20 %	32			
	Nombre total de sièges : 282					
1984	PC	50 %	211			
	Libéral	29 %	40			
	NPD	18 %	30			
	Autres	3 %	1			
	Nombre total de sièges : 282					
1993	PC	16 %	2			
	Libéral	41 %	177			
	BQ	14 %	54			
	Réformiste	19 %	52			
	NPD	7 %	9			
	Autres	3 %	1			
	Nombre total de sièges : 295					
1997	PC	19 %	20			
	Libéral	38 %	155			
	BQ	11 %	44			
	Réformiste	19 %	60			
	NPD	11 %	21			
	Autres	2 %	1			
	Nombre total de sièges : 301					



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la plupart des pays ont le suffrage universel;
- le scrutin majoritaire uninominal à un tour requiert une majorité relative pour élire un député;
- le scrutin majoritaire uninominal à deux tours requiert une majorité absolue pour élire un député au premier tour;
- dans le scrutin proportionnel, les sièges sont distribués en fonction du pourcentage des votes reçus par chaque parti qui soumet une liste de candidats;
- chaque type de scrutin offre des avantages et des inconvénients.

Idées alternatives reliées au système électoral

Les systèmes électoraux ne répondent pas toujours aux changements sociaux ou aux attentes de la population. Que ce soit au Canada ou ailleurs, certaines tranches de la population peuvent avoir l'impression que le système en place les exclut ou ne leur procure pas une véritable représentation. Plusieurs idées ont été proposées pour « démocratiser » encore davantage le système électoral et obliger les députés à mieux refléter la composition sociale de leurs électeurs et à mieux représenter leurs points de vue. Nous examinons deux de ces propositions ci-dessous :

- Rendre à la femme la place qui lui revient dans le système politique.

  Sur la scène politique, les femmes n'occupent nulle part au monde une place proportionnelle à leur nombre. Des efforts de recrutement de candidates féminines ont été entrepris avec plus ou moins de succès. Une proposition novatrice est venue toutefois de la Commission d'établissement du nouveau territoire du Nunavut. Cette commission a proposé que les circonscriptions dans ce territoire soit représentées

obligatoirement par deux députés : un de chaque sexe, une formule qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde. La commission estime que c'est la seule façon d'assurer une représentation égale des hommes et des femmes à l'Assemblée territoriale. Cette proposition a toutefois été rejetée quand on l'a soumise par référendum à la population du futur Nunavut et ne sera par conséquent pas mise en application.

- Obliger un député à respecter les promesses électorales faites par lui et son parti.

  Une critique qui revient souvent sur les lèvres des gens, quant au système politique en place, est que les députés et les partis ne tiennent pas les promesses faites en période électorale. On a reproché, par exemple, au Premier ministre Jean Chrétien de ne pas avoir tenu la promesse faite durant la campagne de 1993 d'abolir la TPS. Le Parti réformiste a proposé une procédure de rappel qui permettrait aux citoyens de démettre de ses fonctions un député qui manque à ses promesses. Selon cette procédure, une pétition de rappel signée par un certain pourcentage de la population obligerait le député à démissionner et déclencherait de nouvelles élections dans cette circonscription.

ACTIVITÉ

Idées alternatives

► Donnez deux arguments pour et contre chacune des propositions ci-dessus.

LES DROITS ET LIBERTÉS

Les droits et libertés sont associés de toute évidence aux régimes libéraux démocratiques. Le respect de ces droits est au cœur de la philosophie libérale et une protection écrite de ces droits a été parmi les demandes formulées historiquement par les libéraux. Il est donc tout naturel qu'une discussion des droits et libertés devienne surtout une discussion de ces droits dans le contexte des régimes démocratiques.

Il ne faut pas oublier toutefois que les régimes dictatoriaux parlent aussi de droits. Leurs droits sont souvent de nature différente. Les régimes communistes « garantissaient » certains droits sociaux comme nous l'avons vu dans leur constitution. D'autres régimes autoritaires garantissent les droits « raciaux » ou les droits de la majorité seulement. Des régimes sociaux-démocrates ont, quant à eux, tenté d'atteindre un équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs, les droits politiques et les droits sociaux. Pour comprendre les nuances de ce débat, nous allons nous familiariser avec ces termes, les concepts en question et des exemples pertinents.

Que sont les droits?

Les droits ont été définis comme des pouvoirs qu'une personne peut à juste titre revendiquer. On peut par la suite diviser les droits en droits politiques et droits économiques. **Les droits politiques** se définissent comme ceux qui assurent à une personne la liberté d'expression, la possibilité de participer à la vie politique, un traitement équitable dans les procès criminels, et l'égalité devant la loi. **Les droits économiques** sont les libertés qui permettent une sécurité matérielle telle que la liberté d'obtenir un emploi, un bon logement, une éducation convenable, la sécurité sociale et le bien-être.

Catégories de droits

Nous avons vu plus haut que les droits se divisent en deux grandes catégories — droits politiques et droits économiques — dont la première est de loin la plus importante.

D'autres auteurs voient des droits sous un autre angle. Ils parlent surtout des « droits de la personne », les divisant en cinq catégories, à savoir :

- **les droits politiques ou civils** — les droits se rapportant à la liberté d'association, la liberté d'expression, le droit de vote et ainsi de suite;
- **les libertés économiques** — cette catégorie englobe la liberté de conclure des contrats, le droit à la propriété, le droit de grève;
- **les libertés égalitaires** — ce sont des droits qui assurent un traitement égal à tout le monde sans égard à la religion, à l'ethnie d'origine, au sexe, à la couleur, etc.; ces droits comprennent le droit à l'éducation, à la santé, au logement, etc. La controverse entourant le statut légal des femmes

Droit : pouvoir qu'une personne peut revendiquer

constitue un des cas les plus célèbres dans la lutte pour les droits de la personne au Canada. De fait, en 1928 la Cour suprême du Canada a déclaré, à l'unanimité, que selon le droit coutumier **les femmes n'étaient pas des « personnes »** qui pouvaient remplir la fonction de sénateur canadien. Cinq Albertaines, **Emily Gowan Murphy** (première femme magistrat dans tout l'Empire britannique), **Henrietta Edwards, Louise McKinney, Nellie McClung et Irene Parlby**, ont fait appel face à cette décision, la portant devant le Conseil privé de Londres, la plus haute instance judiciaire à l'époque. Celui-ci a statué en 1929 que selon l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les femmes sont des personnes réelles. Le jugement décrit l'exclusion des femmes d'une fonction publique comme « un vestige des temps plus barbares que les nôtres »;

- **les droits légaux** — ce sont des droits qui traitent du processus légal, ce qui inclut le droit à ne pas être détenu, le droit d'être informé des accusations portées contre soi, le droit au **habeas corpus**, etc.;

- **les droits collectifs** — ce concept est traité dans la section suivante.

Droits collectifs et individuels

La plupart des droits garantis par des constitutions et par la pratique occidentale sont des **droits individuels**, c'est-à-dire **des droits qui reviennent à l'individu et qui peuvent être exercés par l'individu.** Ceci n'est pas surprenant vu l'importance du concept de l'individualisme dans nos sociétés.

Le Canada se démarque toutefois de plusieurs pays occidentaux par la place qu'il accorde dans sa constitution aux **droits collectifs**. **Les droits collectifs sont des droits qui reviennent à une communauté ou à un groupe de personnes** pour des raisons culturelles, linguistiques ou historiques. Voici quelques exemples de droits collectifs qui sont garantis par la constitution au Canada :

- **le droit aux écoles confessionnelles** — l'existence des écoles séparées catholiques en Alberta ou en Ontario, ainsi que les écoles protestantes au Québec, est protégée par la Charte des droits et libertés de 1982 et par la Loi constitutionnelle de 1867; ce droit accordé aux deux communautés minoritaires est considéré comme faisant partie du compromis constitutionnel qui a mené à la création du Canada;

- **les droits des Autochtones** — l'article 25 de la Charte des droits et libertés ainsi que l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 protègent les droits existants des Autochtones ainsi que des droits issus des traités anciens et contemporains;

- **le droit aux écoles de langue officielle en milieu minoritaire** — l'article 23 de la Charte accorde aux francophones ou aux anglophones en situation minoritaire le droit à leurs propres écoles, là où le nombre le justifie.

Habeas corpus : droit d'une accusé de comparaître devant un juge

Droit individuel : pouvoir qui porte uniquement sur la personne

Droits collectifs : pouvoirs qui reviennent à une communauté ou à un groupe de personnes

Il y a plusieurs personnes au Canada qui s'opposent à l'existence des droits collectifs. Elles prétendent, par exemple, que ces droits ont pour effet de créer des classes de citoyens dont certaines ont plus de droits que d'autres. Les partisans des droits collectifs soulignent, pour leur part, l'importance pour la richesse culturelle et humaine du pays des communautés minoritaires dont certaines, telles les Autochtones, les francophones minoritaires, et les anglophones minoritaires ont des droits historiques. Sans la protection accordée par la Constitution à ces groupes, disent-ils, ceux-ci cesseront d'exister et se verront obligés de s'assimiler à la majorité.

Justification des droits

La protection des droits repose à la fois sur des principes philosophiques de loi naturelle, et sur des avantages pratiques qui reviennent à une société qui respecte les droits de la personne.

Les arguments justifiant l'existence et le respect des droits

Arguments moraux ou d'ordre moral

- « Religieux » — Dieu nous a créé libres
- « Droits naturels » — nous sommes un produit de la nature. En tant que tels, nous sommes régis par les lois naturelles. Pour que l'homme assume entièrement sa vocation humaine, il doit être libre. Ainsi le veut la nature et donc, la morale.

Arguments utilitaires (la liberté produit des avantages pour la société)

- Une société libre peut s'épanouir pleinement et profiter au maximum de ses énergies créatrices.
- Une société libre est informée et éduquée. Elle peut prendre des décisions rationnelles.
- Un État basé sur le respect des droits profite de la paix, ce qui permet un développement culturel et économique ininterrompu.

La critique des droits

Les critiques de cette justification des droits de la personne ont fait de nombreuses ripostes. Les marxistes et les communistes ont soutenu que les droits politiques sont fictifs dans une société capitaliste, parce qu'il ne saurait y avoir de liberté sans droits économiques. Les fascistes ont réfuté les droits, soit parce qu'ils considèrent l'État comme supérieur à l'individu, soit parce qu'ils prétendent que certains groupes ethniques (qu'ils considèrent inférieurs) ne devraient pas être autorisés à participer à la vie politique. Les conservateurs, tout en acceptant les principes constitutionnels en faveur de ces droits, ont mis l'accent sur les tâches ou les responsabilités qui incombent à l'individu qui bénéficie de ces droits.

En dépit des critiques dirigées contre les droits de la personne, de nos jours les constitutions proclament ouvertement leur engagement envers eux, dans le monde entier. Le fait que ces droits soient en fait violés à divers degrés d'un pays à l'autre démontre qu'ils ne sont pas respectés de façon universelle.

La question des droits des minorités

D'apparence simple, ce sujet complexe et multidimensionnel soulève plusieurs questions. Les droits des minorités diffèrent-ils des droits de la majorité, par exemple? Les minorités ont-elles des droits en plus de ceux qui leur reviennent à titre de droit individuel? Comment définir un droit de la minorité? La majorité, puisqu'elle gouverne, a-t-elle le droit de mettre fin aux droits des minorités? Ces questions démontrent les complications inhérentes à ce sujet et expliquent pourquoi les droits des minorités restent un sujet de controverse dans presque tous les régimes.

Il faudrait commencer d'abord à examiner la notion de « minorité ». Les minorités peuvent se distinguer de la majorité par une différence aux niveaux de :

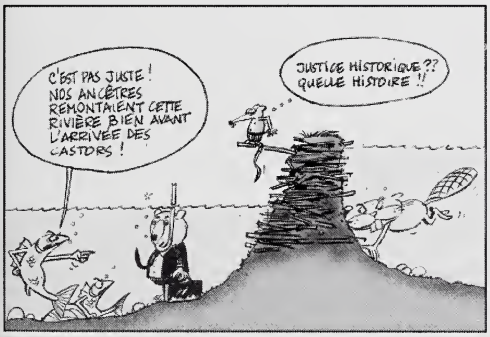
- la race,
- l'ethnie,
- la couleur de la peau,
- l'orientation sexuelle,
- l'éducation,
- la culture,
- la religion,
- le sexe,
- l'âge,
- les capacités mentales et physiques.

Il est évident donc que tout individu peut être minoritaire à un niveau et majoritaire à un autre. Il est tout aussi clair que presque tout le monde est « minoritaire » sur un plan ou un autre. La question des droits des minorités, ne serait-ce que pour cette raison, devrait ainsi intéresser tout citoyen responsable.

La question des droits des minorités doit se comprendre à deux niveaux. En premier lieu, il s'agit de déterminer si les **droits individuels** octroyés aux membres des groupes majoritaires doivent s'étendre aux membres des groupes minoritaires. Les droits aussi fondamentaux que le droit de vote, le droit de pratiquer sa religion, la liberté d'expression et la présomption d'innocence,

devraient-ils s'appliquer aux membres des groupes minoritaires comme aux membres des groupes majoritaires? La réponse dans un régime démocratique est généralement positive : tout le monde devrait jouir des mêmes droits fondamentaux, peu importe sa race, sa religion et ainsi de suite. C'est une question de justice, d'égalité et d'équité fondamentale. Il n'y a rien d'étonnant ici pour nous, sauf qu'il faut rappeler que le Canada a fréquemment violé ce concept de traitement égal. N'oublions pas que les Autochtones, les Canadiens japonais ainsi que les Canadiens chinois ont été privés de leur droit de vote, ou que les Canadiens japonais, pendant la Deuxième Guerre mondiale, ont été privés de leur droit de mouvement et de leur droit de propriété.

Cela fait partie du passé, mais d'autres questions des droits individuels des groupes minoritaires n'ont pas encore été résolues. Les homosexuels, par exemple, ont-ils le droit de se marier comme les hétérosexuels? Se marier à qui on veut - est-ce un droit qui revient à tout le monde, ou seulement à certaines personnes? Nous avons déjà discuté du projet de loi modifiant la **Loi canadienne sur les droits de la personne** qui avait pour but d'interdire la discrimination à l'égard des homosexuels et les hétérosexuels. Ici le gouvernement a tenté d'étendre à une nouvelle composante de la société la protection déjà offerte à d'autres parties de la population. Il s'agissait donc d'étendre les droits individuels aux membres d'un groupe minoritaire. Cette proposition, bien qu'acceptée par le Parlement, a toutefois soulevé l'opposition dans certaines parties du pays et chez certaines personnes. Quelques membres du Parti réformiste sont allés jusqu'à dire que les employeurs ont le droit de discriminer pour des raisons de race, de couleur de la peau ou d'orientation sexuelle s'ils le veulent. Sur cette question, nous sommes peut-être plus loin du consensus que nous ne le croyions.



Le deuxième aspect de cette question est encore plus compliqué. Il s'agit cette fois de déterminer si certains groupes minoritaires ont des **droits collectifs**, c'est-à-dire des droits qui leur reviennent puisqu'ils font partie de certains groupes particuliers. Le Canada, dans sa **Charte des droits et libertés**, reconnaît les droits collectifs de certains groupes. Les Autochtones, les groupes de langues officielles en situation minoritaire (anglophones au Québec et francophones ailleurs), ainsi que les groupes religieux fondateurs (les catholiques et les protestants) jouissent de certains droits, dans certains domaines, qui ne s'étendent pas aux gens à l'extérieur de ces groupes. Cela peut sembler injuste car il ne respecte pas la notion d'égalité. Comment peut-on justifier l'existence de telles exceptions à la règle qui veut une même loi pour tous? Si nous examinons les groupes en question, nous verrons qu'il s'agit des groupes fondateurs du pays (les Autochtones, les francophones [en majorité catholiques] et les anglophones [en majorité protestants]).

Pour ce qui est des Autochtones, c'est-à-dire les premiers habitants de ce pays, ils jouissaient de leur propre système de gouvernement bien avant l'arrivée des Européens. Les traités signés par ces derniers avec les Autochtones leur reconnaissaient un certain nombre de droits (droits de pêche et de chasse, droit de remboursement annuel, entre autres) qui ne s'appliquaient pas aux autres résidents d'origine européenne. Pour leur part, les Autochtones insistent qu'ils

n'ont jamais renoncé à leur droit de s'auto-gouverner et donc à leur droit à l'autodétermination politique. Ce droit existait avant l'arrivée des Blancs, disent-ils, et ces derniers n'ont aucun droit de le leur enlever.

Les groupes minoritaires de langue officielle ont droit, selon Article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, à l'instruction dans leur langue là où le nombre le justifie. Ce droit accorde à tous les Canadiens de langue officielle le droit de faire instruire leurs enfants dans leur langue là où il y a suffisamment d'élèves. Ce droit s'applique donc à deux groupes — les Canadiens anglais et les Canadiens français — mais non pas à des Canadiens d'autres langues ancestrales. Est-ce juste? C'est certainement une reconnaissance de notre histoire (ce sont les francophones et les anglophones qui ont établi les premières écoles), de notre dualité linguistique (un fait vieux de plus de 200 ans) et de notre bilinguisme.

Pour ce qui est de la religion, les protestants au Québec ainsi que les catholiques dans certaines provinces hors Québec ont droit à des « écoles confessionnelles », c'est-à-dire des écoles religieuses. Ainsi les écoles catholiques en Alberta jouissent-elles d'une protection constitutionnelle que le gouvernement provincial ne peut de lui-même enlever. Pourquoi ces gens-là et non pas les juifs ou les musulmans? Encore une fois, c'est une question d'histoire. Les Pères de la Confédération ont cru bon de protéger les droits des minorités religieuses dans les provinces d'origine. Comme il s'agissait de protestants au Québec et de catholiques hors Québec, l'équilibre était encore plus frappant. Chaque minorité se voyait protégée dans ce qu'il y a de plus précieux pour une culture, c'est-à-dire les écoles, du poids et des tendances assimilatrices de la culture et de la religion majoritaire.

Abroger ou enlever ces droits collectifs, si cela était possible politiquement et légalement, créerait une société plus égalitaire, certes, mais pourrait mener à la longue à la disparition de ces cultures minoritaires. Le citoyen doit donc décider si l'abandon d'un principe d'égalité se trouve compensé par une autre sorte de justice — une justice historique et culturelle — qui dit que les premiers habitants et les fondateurs d'un pays ont le droit de protéger leur culture et leur mode de vie.

Droits — Autochtones

Les droits des Autochtones donnent naissance à des opinions partagées. Voici deux extraits sur la question autochtone, chacun présentant des positions opposées. En les lisant, identifiez les valeurs qui appuient chaque passage et déterminez quelle position soutient les droits des minorités, ainsi que les arguments sur lesquels les deux positions sont fondées.

Le Québec utilise souvent l'argument des droits collectifs dans ses tentatives de protéger et de promouvoir la langue française. Les Québécois se considèrent comme une île francophone dans un océan d'anglophones. Même si les francophones québécois sont majoritaires chez eux, ils se voient comme des minoritaires à cause de leur situation démographique en Amérique du Nord. De fait, le Québec forme la seule juridiction de langue française dans toute l'Amérique du Nord. Il y a dans cet hémisphère 6 millions de francophones et

« Les traités sont signés entre nations souveraines. Ils sont dénués de sens entre un peuple vainqueur et un peuple vaincu. L'ancienne souveraineté des tribus indiennes est morte. Elle est morte avec les troupeaux de bisons il y a un siècle. Quoi que puissent revendiquer les traités, l'Autochtone n'a en réalité qu'un choix. Il peut se joindre à la société des Blancs, abandonner sa communauté défaite et insister sur son droit de vivre dans les mêmes conditions que tout le monde. [...] Ou bien, il pourrait demeurer asservi dans sa réserve, redevable des aumônes des Blancs données à contrecœur, provenant des bureaucrates anonymes d'Ottawa, habiles à le réduire à la mendicité. Tel est son choix. L'histoire lui en a refusé tout autre. »

Link Byfield, "There is but one escape from Ottawa's Indian hell-holes", *Alberta Report*, 27 août 1990, p. 4.

« Le principe de la reconnaissance mutuelle implique que les Canadiens non autochtones reconnaissent le fait que les Autochtones sont les premiers habitants et gardiens des terres de notre pays et que cela leur confère des responsabilités et des droits particuliers. Il importe que les Autochtones reconnaissent que les non-Autochtones appartiennent également à ce territoire, de naissance et par adoption, et qu'ils lui sont attachés par des liens solides d'amour et de loyauté. Il importe que les deux parties se reconnaissent mutuellement comme partenaires et se traitent en tant que tels, en respectant leurs lois et leurs institutions respectives et en coopérant dans leur intérêt mutuel.

... La Constitution reconnaît et protège le droit des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale au sein du Canada. Elle reconnaît que les droits ancestraux sont plus anciens que le Canada lui-même et que leur maintien était un élément de l'accord entre Autochtones et non-Autochtones grâce auquel le Canada a pu voir le jour.

Les nations autochtones ont accepté la nécessité de partager le pouvoir avec le Canada. En échange, elles demandent que les Canadiens conviennent que l'autonomie gouvernementale des Autochtones n'est pas et ne sera jamais un « don » consenti par un Canada « éclairé ». Il s'agit en effet d'un droit inhérent que les Autochtones ont exercé pendant des siècles avant l'arrivée des explorateurs et des colons européens, un droit auquel ils n'ont jamais renoncé et qu'ils veulent exercer à nouveau. »

Points saillants du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones, À l'aube d'un rapprochement — Canada. Commission royale sur les peuples autochtones. 1996.

270 millions d'anglophones. Pour ne pas disparaître — une vieille crainte des Québécois et le vœu avoué de certains anglophones morts (Lord D. Durham) et vivants — les Québécois se voient obligés de prendre des mesures pour favoriser le français. Ainsi, au nom des droits collectifs (le droit de vivre dans une province à majorité francophone) les Québécois ont fait du français la seule langue officielle au Québec; ils ont obligé les enfants non-anglophones à fréquenter les écoles françaises et pendant une certaine période, banni l'anglais des affiches publiques et commerciales.

Certaines de ces mesures étaient constitutionnelles et d'autres ne l'étaient pas. Toujours est-il que les gouvernements successifs du Québec ont tous adopté des lois pro-francophones au nom de ce concept de droits collectifs. Il n'y a pas d'exemples d'actions équivalentes dans les autres provinces canadiennes car nulle part ailleurs la langue de la majorité, c'est-à-dire l'anglais, n'est menacée.

La limitation des droits

Comme nous l'avons constaté, le respect des droits constitue une des responsabilités clés d'un régime démocratique. Les observateurs ont tendance même à juger la qualité démocratique d'un régime par le degré de respect qu'il accorde à la protection des droits de la personne et des minorités. Cette question s'étend même au plan international où plusieurs chartes, traités et accords obligent les gouvernements à adhérer à des normes internationales dans ce domaine.

On pourrait croire qu'un consensus existe à ce sujet. Mais il n'en est rien. On se souviendra que les conservateurs accordent en général plus d'importance à la survie et à la transmission de la tradition ainsi qu'à la protection de l'ordre, plutôt qu'à la promotion des droits. Ils ont aussi tendance à mettre en équilibre la question des droits et celle des responsabilités. Plusieurs régimes politiques sont également mal à l'aise avec les ramifications de cette idée de « droits universels et inaliénables ». Certains régimes non-occidentaux voient la promotion de ce concept comme une attaque contre leurs mœurs, leurs habitudes et leurs cultures. L'égalité de l'homme et de la femme, par exemple, n'est pas universellement reconnue. La pratique de la liberté d'expression et du droit d'opinion mettrait en danger plusieurs régimes dictatoriaux. Certaines cultures sont de nature plus autoritaires que d'autres, dans le sens qu'elles valorisent non pas le jugement indépendant, mais le conformisme, le respect de l'autorité et le consensus social. Singapour, par exemple, pratique un paternalisme que les gens de l'Ouest auraient du mal à accepter. Le comportement « antisocial » comme le vandalisme, le tabagisme, la toxicomanie, entre autres, est sévèrement réprimé. Singapour, par contre, possède un des taux de criminalité le plus bas au monde et constitue une société paisible et disciplinée, ce qui a sans doute contribué à son essor économique remarquable.

Ce pays illustre bien le choix qu'il y a à faire entre le contrôle social — exercé par le gouvernement pour diverses raisons possibles, certaines positives, d'autres négatives : le bien-être public, la tranquillité sociale, la protection de la culture et de la religion, la survie du gouvernement — et la liberté individuelle.

Même les pays les plus démocratiques admettent parfois la nécessité de suspendre les droits en temps de guerre ou de crise. Le Canada a employé à plusieurs reprises à cet effet la **Loi sur les mesures de guerre**. Les Canadiens d'origine japonaise ont été dépossédés de leurs biens et internés pendant la Deuxième Guerre mondiale pour des raisons de sécurité nationale. Nous savons aujourd'hui que cette action était sans justification et le gouvernement s'est depuis excusé auprès de cette communauté (même si cela lui a pris 40 ans!). Le gouvernement canadien a de nouveau eu recours à cette loi lors de la crise d'Octobre au Québec en 1970. Cette fois, il s'agissait de venir à bout d'un groupe terroriste appelé le Front de libération du Québec (le FLQ) qui avait procédé à l'exécution de l'un des deux individus que certains membres avaient kidnappés. Le gouvernement de Pierre Trudeau a suspendu les libertés civiles afin de mener avec plus d'efficacité le combat contre ce groupe. À cette époque, les Canadiens ont appuyé en masse les actions du gouvernement libéral. Seul le Parti néo-démocrate s'est opposé à l'utilisation de **la Loi sur les mesures de guerre** à cet effet et à la suppression des droits individuels. Il est intéressant de

noter que ce même parti, appelé le CCF auparavant, s'est opposé aussi aux actions menées contre les Canadiens japonais pendant la Deuxième Guerre mondiale.

En temps de guerre, les gouvernements adoptent des mesures encore plus drastiques : les journaux sont censurés, les lettres des soldats ouvertes et le marché libre pris en main. La sécurité nationale justifie-t-elle la limitation des droits? Chacun a son opinion, mais en général les conservateurs sont plus prêts à accepter de telles pertes de libertés et les libéraux plus hésitants. C'est pour cela que les observateurs étaient très surpris de voir Pierre Trudeau, un libéral dont la réputation s'était faite en combattant le régime conservateur et autoritaire de Duplessis au Québec et celui qui s'était battu pour le respect des droits de la personne, invoquer la Loi sur les mesures de guerre et ainsi suspendre les libertés civiles au Canada.

Les droits dans les dictatures

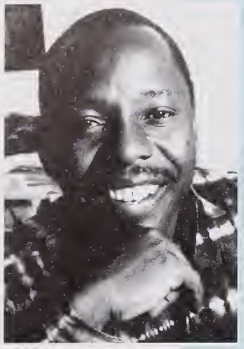
Il serait trop simpliste de dire que les droits dans les dictatures n'existent pas. Un régime peut bien respecter certains droits. En général, toutefois, les droits en régimes dictatoriaux sont limités, souvent **très limités** et ce qui est pire, ils sont administrés d'une façon **arbitraire**.

Le terme « arbitraire » laisse entendre qu'un régime dictatorial ne suit aucune loi ou règle relative à l'administration de la justice. Le régime applique sa volonté et c'est celle-ci qui devient la loi. Elle est donc arbitraire dans le sens qu'elle se fait au gré ou selon le caprice des gouvernants. Cela est d'autant plus facile pour le gouvernement que le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant. Comme on le sait, le pouvoir judiciaire ne constitue qu'une extension du pouvoir du régime en place.

Tout cela suggère donc que la question des droits est pour le moins problématique dans les dictatures. Les droits existent parfois, sont respectés parfois, sont même parfois garantis par la constitution. Cependant, l'individu qui les revendique, le fait à ses risques et périls.

Deux cas récents serviront à illustrer la difficulté que rencontrent les gens qui revendiquent le respect des droits fondamentaux dans les dictatures.

Ken Saro-Wiwa — Nigeria



Gracieuseté de Amnistie internationale

Le 10 novembre 1995, Ken Saro-Wiwa, âgé de 54 ans, auteur et leader des Ogonis, regroupant 500 000 personnes appartenant à plusieurs tribus du Delta au Nigeria, a été exécuté par les autorités nigériennes avec 8 de ses compagnons. Accusé de trahison par les autorités militaires qui gouvernent le pays depuis 1983, Ken Saro-Wiwa s'était opposé au régime militaire dictatorial pendant des années.

Colonie britannique jusqu'en 1960, et deux fois la grandeur de la Californie, le Nigeria comprend 30 États et 1 territoire et contient une multitude de groupes ethniques. Les Ogonis habitent dans l'État de Rivers au sud du pays, où se trouve le delta du fleuve Niger. Cette partie du pays était à l'origine très fertile et produisait un surplus de nourriture qu'elle exportait. Elle est également riche en pétrole, qui y est exploité depuis 1958 par la compagnie Shell. L'exploitation pétrolière a eu des effets désastreux sur les Ogonis et leur environnement. Leurs terres et leurs pêcheries ont été dévastées par la pollution et les pluies acides. Les Ogonis ont été réduits à une pauvreté extrême. Ils n'ont aucunement profité financièrement car c'est le gouvernement fédéral qui recueille les redevances pétrolières. De plus, étant une très petite minorité dans un pays à multiples ethnies, ils n'ont aucun pouvoir politique.

En 1990 les Ogonis forment le MOSOP (Movement for Survival of Ogoni People), un mouvement de résistance pacifique, avec à sa tête Ken Saro-Wiwa pour attirer l'attention du monde sur les abus qui ont lieu, sur les souffrances des Ogonis et sur les injustices du système. Lors de son procès devant le Tribunal Spécial pour les Désordres Civils — qui tient directement du Gouvernement militaire — Ken Saro-Wiwa fait le procès de la nation nigérienne, de ses dirigeants militaires et de ceux qui les aident — les politiciens, les avocats, les universitaires, les gens d'affaires — qui protègent l'injustice et l'oppression et qui mettent en danger l'avenir des enfants. Il en appelle à toutes les ethnies opprimées et leur enjoint de continuer le combat pour le respect de leurs droits « sans peur et sans violence » et avec la certitude qu'« Allah punira les oppresseurs ».

La lutte pour la promotion des droits de la personne

La lutte pour la promotion des droits continue non seulement dans les systèmes dictatoriaux, mais également dans les systèmes démocratiques. Des noms tels que Martin Luther King, Mohandas K. Gandhi et Nelson Mandela sont bien connus; des centaines de milliers d'individus à travers le monde sont engagés dans cette lutte. Tous, qu'ils soient célèbres ou non, laissent leur empreinte. Rosa Parks a été arrêtée en 1955 à Montgomery en Alabama, après avoir refusé de donner son siège d'autocar à un Blanc; son refus a déclenché un boycottage des autocars par les Noirs et a forcé l'abolition des lois ségrégationnistes de Montgomery. Craig Kielburger, un jeune Canadien a entrepris, à l'âge de 13 ans, une campagne mondiale afin d'alerter les autorités et les gens d'affaires à l'exploitation honteuse de la main-d'œuvre enfantine dans des pays en voie de développement.

Rigoberta Menchu Tum — Guatemala

Gracieuseté de Amnistie internationale

Née dans une famille indienne à la campagne, Rigoberta Menchu apprend toute jeune la dure leçon de la vie. Même s'ils représentent plus de 50 % de la population, les indiens du Guatemala ont été exploités depuis longtemps, au début par les Espagnols et aujourd'hui par leurs descendants métis, les Ladinos. Dès l'âge de cinq ans, Rigoberta s'occupe de son petit frère alors que ses parents travaillent dans les champs pour les propriétaires ladinos. Lorsqu'un de ses frères meurt de malnutrition, sa mère est obligée de payer une taxe spéciale pour pouvoir l'enterrer et perd son emploi pour avoir pris une journée de deuil. Plus tard, une des ses amies meurt d'empoisonnement causé par les herbicides. À l'âge de 13 ans, analphabète et ne parlant pas l'espagnol, Rigoberta est embauchée comme bonne dans une famille ladinos qui la méprise et l'exploite. Petit à petit, elle se rend compte que ce sont les riches qui contrôlent le pouvoir pour servir leurs intérêts, qu'ils ont mis en place un système qui les favorise, qu'ils jouissent de l'appui du gouvernement, de l'armée et de l'Église catholique et que la terreur est utilisée consciemment contre les Indiens pour assurer leur docilité. Suivant les traces de son père — un des fondateurs du syndicat paysan CUC — elle organise des activités d'entraide au niveau communautaire.

Depuis presque quarante ans, le Guatemala est déchiré par une guerre civile qui compte des milliers de morts dont 95 % sont des indiens et parmi lesquels figurent le père, la mère et le frère de Rigoberta horriblement torturés et assassinés par les militaires. Rigoberta arrive à leur échapper grâce à l'appui de paysans et de religieuses qui l'aident à passer au Mexique clandestinement. Loin de produire l'effet voulu, le meurtre de ses parents raffermit la volonté de Rigoberta de lutter contre l'injustice. Elle apprend à lire, à écrire et à parler l'espagnol, puis elle commence à raconter son histoire et celle des indiens du Guatemala. Elle attire l'attention de religieux progressistes, d'organisations de protection des droits de la personne, et de personnalités. En 1986, sous la pression internationale, le gouvernement du Guatemala est obligé de l'amnistier. La croisade pour les droits des indiens grandit jusqu'à son apogée en 1992, année où Rigoberta, âgée de 33 ans, reçoit le prix Nobel de la paix.

Craig Kielburger

ACTIVITÉ

Essai argumentatif — Droits individuels et collectifs

Au cours des ans, plusieurs sujets touchant aux droits et libertés ont été proposés pour l'essai argumentatif de l'Examen du diplôme. Voici un échantillon de ces questions :

- Les gouvernements ont-ils le droit de contrôler l'information à laquelle leurs citoyens ont accès? (Janvier 1992)
- Les gouvernements devraient-ils limiter les droits et les libertés des citoyens lors de crises nationales? (Juin 1994)
- Dans quelle mesure les citoyens devraient-ils exprimer leur opinion vis-à-vis des politiques et des actions de leur gouvernement? (Juin 1995)
- Dans quelle mesure les gouvernements devraient-ils protéger les droits des minorités? (Janvier 1996)

Comme vous l'avez remarqué, ces questions sont formulées de façon à vous amener à prendre une position sur la question posée, ensuite à élaborer des arguments qui appuient votre position et à donner des exemples — des preuves — exactes et pertinentes à l'appui. Pour vous aider à vous préparer à la rédaction d'un essai argumentatif, votre enseignant vous demandera peut-être de choisir une de ces questions, de prendre position sur la question, d'élaborer un argument qui appuie votre position, avec preuves à l'appui. Notez que les preuves (idées, exemples ou faits) doivent être reliées à l'argument, pertinentes et exactes. Une bonne préparation à la rédaction pourrait se faire en travail d'équipe, durant lequel les membres du groupe identifient des arguments et des preuves à l'appui pour soutenir une prise de position. Ensuite chaque personne rédige individuellement un paragraphe ou un essai.

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- il existe plusieurs façons de catégoriser les droits et libertés entre autres : droits politiques ou droits de la personne, droits économiques, droits individuels, droits collectifs;
- les systèmes démocratiques respectent plus les droits que les systèmes dictatoriaux.

LES INTERMÉDIAIRES DE LA VIE POLITIQUE

Dans la plupart des régimes politiques, les citoyens ont recours à des groupes, à des partis politiques, à des médias de masse et à d'autres agents afin d'influencer la vie politique et le gouvernement de leur territoire. Il se trouve entre le citoyen et la vie politique un ensemble d'agents ou d'acteurs que nous appelons les intermédiaires. Pour la plupart, ce sont les partis politiques, les groupes de pression, les médias de masse et la fonction publique (la bureaucratie ou l'administration). Dans certains États, la police et l'armée exercent, elles aussi, une grande influence dans le domaine public. Ces agents conditionnent l'ambiance politique d'un pays et lui donnent sa tonalité ou son individualité.

Les partis politiques

Les partis politiques sont les éléments fondamentaux de la vie politique. Ils proposent aux citoyens des programmes et des candidats, leur offrent un choix sur les politiques à mener, assurent l'exercice du pouvoir en cas de victoire électorale et deviennent l'opposition, en attendant d'assurer la relève du pouvoir. Bref, ils sont les filtres obligatoires et nécessaires de la vie publique.

D'après Philippe Parini, *Régimes politiques contemporains*, un parti politique est « un groupement organisé d'individus qui sont réunis par une vision commune de l'organisation sociale souhaitable et cherchent, pour la mettre en œuvre, à conquérir puis à exercer le pouvoir ».

Un parti politique doit donc avoir :

- un chef — le leader du parti peut être choisi, selon le cas, lors d'un congrès à la chefferie (congrès au leadership ou congrès d'investiture) ou par l'exécutif ou les hautes instances du parti. Dans le premier cas, le parti au niveau local choisit dans un premier temps des délégués qui se rendent ensuite au congrès pour voter pour le candidat de leur choix. Les partis politiques canadiens ont généralement préféré cette solution. Par contre, certains partis, surtout au niveau provincial, ont tenté de donner le vote à tous les membres du parti, plutôt qu'à des délégués choisis d'avance. Ralph Klein en Alberta a été élu chef du Parti progressiste-conservateur selon cette dernière procédure;

- un programme politique — c'est un programme à long terme qui définit sa philosophie et son choix de société [son projet politique] ou, comme le dit Parini, sa vision commune de l'organisation sociale souhaitable;

- une plate-forme électorale — un ensemble de mesures à proposer à l'électorat au moment des élections pour amener la société vers la vision articulée dans le programme politique. Si le programme politique constitue les fins recherchées, la plate-forme électorale propose les moyens pour y arriver;

- des candidats — des personnes qui appuient le programme politique et la plate-forme du parti et qui sollicitent les votes des citoyens lors des élections;

- une organisation — un parti doit se doter d'un appareil lui permettant d'organiser des rencontres, de faire de la recherche, de sélectionner des candidats, d'attirer des bénévoles, de trouver du financement et de mener une campagne électorale;

- une ou des sources de financement — faire vivre une organisation et mener une campagne électorale coûtent cher. Un parti politique se voit donc obligé de chercher des sources de financement. Ce besoin met toutefois les partis politiques dans une situation pour le moins délicate car ils risquent, en acceptant des fonds de la part des particuliers et des entreprises, ou bien de perdre leur liberté d'action, ou bien d'agir dans les intérêts non pas du public mais de ces financiers. C'est pour cela que certains pays obligent les partis politiques à rendre publiques leurs sources de financement. De cette façon, le public saura qui finance quels partis et pourra juger si ces partis favorisent les intérêts de ces financiers. Le Parti néo-démocrate, pour sa part, refuse les contributions du milieu d'affaires, mais les accepte par contre de la part des syndicats. Si les pays n'établissent pas de règles concernant les dépenses électorales, les partis les mieux financés ont un avantage évident lors d'une campagne électorale.

Généralement, on peut situer les partis politiques sur le continuum gauche-centre-droite. Certains partis, toutefois, ne correspondant pas à la catégorisation ci-dessus peuvent aussi se présenter devant l'électorat. Ce sont des partis qui représentent les intérêts des groupes ethniques ou religieux ou les partis régionalistes. Au Canada, par exemple, le Bloc québécois est un parti régionaliste. À part cela, il est difficile de dire s'il est un parti de centre ou de gauche, car ses opinions varient en fonction des intérêts perçus de la province du Québec, et non pas en fonction d'une certaine cohérence idéologique. Le Parti réformiste, par contre, est à la fois un parti essentiellement régionaliste et un parti de droite.

Sous réserve de ce qu'on vient de dire à propos des partis régionalistes, les partis de droite, de centre et de gauche partagent, à des degrés différents, un certain nombre de caractéristiques générales. On peut les exprimer ainsi :

Caractéristiques habituelles des partis de droite

- rapport plus ou moins étroit avec le milieu d'affaires et avec les Églises conservatrices et fondamentalistes;

- conservatisme fiscal (budget équilibré, réduction de la dette);

- contrôle social (réglementation stricte en ce qui concerne la famille, le divorce, la censure, les styles de vie alternatifs);

- attitude sévère envers les « ratés » de la société — la droite a tendance à

blâmer ces gens pour leur condition difficile, disant qu'ils n'ont pas assumé leurs responsabilités pour eux-mêmes; ils n'ont pas fait preuve d'initiative;

- conformisme social (tout le monde devrait se conformer à la norme) et méfiance envers les gens différents ou non conformistes;
- assimilation des immigrés;
- importance moindre donnée aux droits de la personne;
- ligne dure face à la criminalité. La droite préconise souvent la peine de mort et les sentences longues et irrévocables pour des crimes majeurs;
- insistance sur les valeurs traditionnelles de la droite : responsabilité individuelle, initiative individuelle, autosuffisance, indépendance.

Milieux d'appui :

- la classe d'affaires, les riches, les fermiers, la « petite ville », les Églises fondamentalistes, les « grandes entreprises ».

Exemples de partis :

- Canada — le Parti progressiste-conservateur, le Parti réformiste;
- États-Unis — le Parti républicain;
- France — le Rassemblement pour la République (RPR);
- Royaume-Uni — le Parti conservateur;
- Allemagne — l'Union des chrétiens démocrates.

Exemples de politiciens :

Helmut Kohl (1930-) — chancelier de l'Allemagne fédérale depuis 1982 et chef des chrétiens-démocrates, Kohl préside l'ouverture du mur de Berlin en 1989 et la réunification allemande de 1990. Sur le plan de la politique interne, il prône le libéralisme économique, des valeurs familiales chrétiennes et le patriotisme de bon aloi.

Hendrick Verwoerd (1901-1966) — fils d'immigrants hollandais, Verwoerd milite au sein du parti nationaliste sud-africain avant de devenir sénateur en 1948. Ministre des Affaires indigènes, il élabore et applique les lois racistes de l'« apartheid » et met en place la politique des « homelands » ou bantoustans. Il devient Premier ministre de l'Afrique du Sud en 1960. Trois ans après, il fait sortir son pays du Commonwealth et soutient la Rhodésie après sa déclaration unilatérale d'indépendance (1965). Il est assassiné en 1966.

Maurice Duplessis (1890-1959) — Premier ministre du Québec de 1936 à 1939, puis de 1944 à 1959 et chef de l'Union nationale. Duplessis, surnommé

le Chef, se fait connaître par son attitude sévère envers les syndicats et par son mépris pour la plupart des concepts contemporains des libertés civiles. Allié de l'Église catholique, alors autoritaire comme lui, il exerce un leadership incontesté sur le Québec où il mêle le conservatisme social et le nationalisme anti-fédéral.

Caractéristiques habituelles des partis de gauche

- demandent un rôle plus actif du gouvernement qui doit intervenir dans l'économie et dans le domaine social afin de corriger les abus du capitalisme, créer de l'emploi (politique de plein emploi), secourir les plus faibles, égaliser les chances et dans la mesure du possible les résultats (égalitarisme), créer un sens de solidarité sociale et encourager la collaboration, la coopération et le partage;

- défendent les droits des travailleurs, les minorités et les plus démunis.

Milieux d'appui :

- les travailleurs, les pauvres, les minorités, les femmes, les non-conformistes, les artistes, les syndicats.

Exemples de partis :

- Canada — le Nouveau Parti démocratique (NPD);

- Royaume-Uni — le Parti travailliste ou « Labour party »;

- Allemagne et pays scandinaves (Suède, Norvège, Danemark) — les partis sociaux-démocrates;

- France / Italie / Espagne — les partis socialistes.

Exemples de politiciens :

Olof Palme — Premier ministre de la Suède de 1969 à 1976 et de 1982 jusqu'à son assassinat en 1986. Palme se fait remarquer par son opposition à la guerre américaine au Vietnam, à l'apartheid en Afrique du Sud et à la politique israélienne face aux Palestiniens. Sur le plan domestique suédois, il prône une plus grande implication des travailleurs dans la prise de décision et dans la gestion des entreprises privées suédoises.

Julius Nyerere — Premier ministre et ensuite Président de la Tanzanie depuis l'indépendance (1961) jusqu'en 1985, Nyerere a cherché à développer une troisième voie de développement, une voie socialiste, certes, mais authentiquement africaine aussi. Il prône un retour à la terre et poursuit l'objectif d'autosuffisance alimentaire, ce qui passe, selon lui, par la création de villages communautaires. Son ambition de jeter, coûte que coûte, les bases d'une société égalitaire se heurte à l'opposition des paysans qui boudent sa politique de **villagisation** ainsi qu'aux dures réalités économiques. Son « économie de solidarité » tue toute initiative individuelle selon ses critiques.

Villagisation : regroupement forcé des habitants d'une même région d'Afrique dans des villages uniformes, à des fins économiques

Gro Harlem Brundtland

Gro Harlem Brundtland — Première ministre de la Norvège en 1981, de 1986 à 1989 et de 1990 à 1996 et chef du Parti travailliste, Mme Brundtland, médecin de formation, a œuvré longtemps au sein du mouvement social-démocrate norvégien. Favorable aux mesures actives de promotion de la femme, Mme Brundtland s'est fait connaître mondialement pour son rôle comme présidente de la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement. Le rapport qui porte son nom et qui prône le développement durable comme façon de concilier la protection de l'environnement et le développement a été considéré par certains comme le document le plus important publié dans les années 80.

Caractéristiques habituelles des partis du centre

- font preuve de pragmatisme et d'opportunisme. Ce sont les partis qui adhèrent le moins aux principes idéologiques. Pour certains, cela signifie un manque de scrupules; pour d'autres, c'est une preuve de pragmatisme et de flexibilité;
- avancent et défendent la notion de liberté civile (droits de la personne);
- acceptent, si nécessaire, une certaine intervention dans l'économie pour égaliser les chances des citoyens et empêcher les grandes inégalités sociales.

Milieux d'appui :

- la classe moyenne, les professionnels, les modérés, les propriétaires de petites et moyennes entreprises, les minorités et groupes ethniques, les groupes religieux moins fondamentalistes.

Exemples de partis :

- Canada — le Parti libéral;
- États-Unis — le Parti démocrate;
- Royaume-Uni — le Parti libéral démocrate;
- France — l'Union pour la démocratie française (UDF).

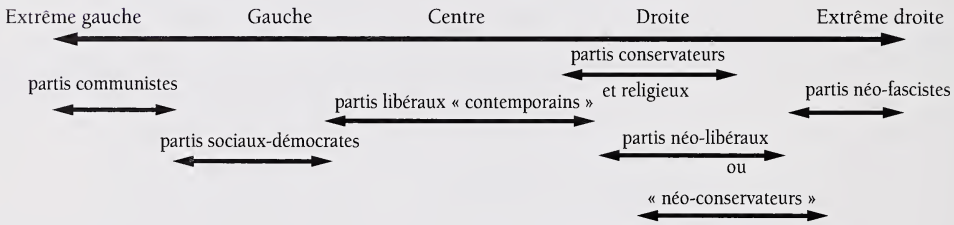
Exemples de politiciens :

Jimmy Carter (1924-) — Président démocrate des États-Unis de 1976 à 1980, Jimmy Carter a laissé derrière lui un bilan équivoque. On se souvient de lui comme le Président qui a élevé le respect des droits de la personne au premier rang des considérations en politique internationale. Cette nouvelle insistance sur la moralité en affaires mondiales a désorienté bon nombre d'amis traditionnels des États-Unis (tels le Shah d'Iran, par exemple) qui s'attendaient à voir le grand frère américain accepter leurs abus dans ce domaine au nom de la lutte anti-communiste. Depuis sa défaite électorale en 1989 par Ronald Reagan, Carter a consacré sa vie d'ex-président aux causes humanitaires.

Lester B. Pearson

Lester B. Pearson (1897-1972) — Premier ministre libéral du Canada de 1963 à 1968, Pearson a été sans aucun doute le diplomate le plus célèbre que le Canada ait jamais produit. Portant depuis sa création un vif intérêt aux Nations Unies, Pearson se fait connaître lors de la crise de Suez en 1956 quand il propose la création d'une force des Nations Unies pour maintenir la paix. Son projet voit le jour, ce qui lui vaut le Prix Nobel de la paix en 1957. Sur le plan domestique canadien, Pearson laisse derrière lui un riche héritage qui comprend la mise sur pied d'un système universel d'assurance-maladie et d'un régime de retraite, ainsi que l'adoption du drapeau canadien et la création de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme. Il démissionne en 1968, et est remplacé par Pierre Elliott Trudeau qui devient chef du Parti libéral et Premier ministre du Canada.

Le continuum politique suivant indique l'emplacement général des grandes classes de partis politiques :



ACTIVITÉ

Les partis politiques canadiens

Comparez la position d'au moins deux partis politiques canadiens sur une des questions suivantes :

- l'unité nationale et la place du Québec au sein de la fédération,
- les programmes sociaux et la pauvreté,
- la sécurité et la criminalité,
- l'emploi,
- l'économie,
- la culture,
- les affaires étrangères,
- les affaires autochtones,
- le système de taxation et la politique fiscale,
- les droits de la personne.

Les régimes de partis

Un pays peut théoriquement avoir autant de partis qu'il y a de positions possibles sur le continuum politique. Évidemment, le nombre de partis que possède un pays sera fonction, entre autres, de sa culture politique, du mode de scrutin utilisé (le scrutin proportionnel encourage la fragmentation politique), de la diversité d'opinion qui le caractérise, et de son histoire.

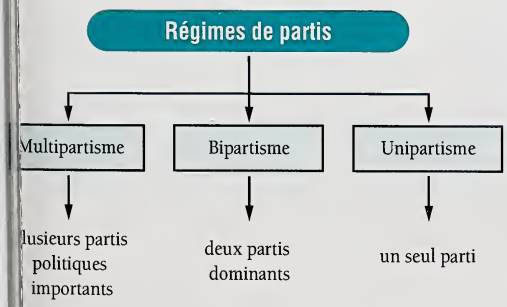
Une étude des régimes de partis existant dans le monde nous amène à les catégoriser comme suit :

- **les régimes à parti unique** — il n'existe légalement qu'un seul parti politique. Ce régime est choisi par les pays qui refusent le pluralisme et recherchent une certaine unanimité au niveau politique, soit pour des raisons idéologiques (dans les pays communistes, le parti représente la seule classe sociale existante en théorie — les travailleurs), soit pour des raisons relatives à l'unité nationale (le désir de mobiliser la population et d'unifier les comportements dans les pays récemment décolonisés). De plus, les dictatures favorisent un tel régime car il lui donne une possibilité de contrôle, tout en fournissant un moyen d'absorber et d'orienter ceux qui désirent participer à la politique de la nation. On retrouvait le régime à parti unique (unipartisme) dans l'ex-URSS et il existe encore dans certains pays africains, mais en dresser une liste est problématique car la situation change constamment!

- **les régimes bipartites** — deux partis dominent le paysage politique. C'est souvent le mode de scrutin utilisé ou bien d'autres traits du système électoral qui réduisent la vie politique à un combat entre deux grands partis. C'est la situation aux États-Unis où les partis démocrate et républicain s'affrontent, sans s'inquiéter réellement d'autres rivaux. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a jamais eu de troisième parti — le Parti réformiste de Ross Perot prouve le contraire — mais que ces tiers partis n'ont jamais eu de chances sérieuses de prendre le pouvoir. Le Canada partage quelques aspects de ce régime, car seuls deux partis ont alterné au pouvoir chez nous, à savoir le Parti progressiste-conservateur et le Parti libéral. D'autres partis sont représentés toutefois au Parlement et donc le Canada se trouve à mi-chemin entre le bipartisme et le multipartisme;

- **les régimes multipartites** — le multipartisme caractérise en particulier les pays qui emploient le scrutin proportionnel. Là où tout vote compte, les gens ont tendance à créer des partis qui correspondent exactement à leur hiérarchie de priorités. Cette fragmentation complique, comme nous l'avons vu, la vie politique du pays, mais permet une représentation plus fidèle des vrais préoccupations et intérêts de la population. On trouve des régimes multipartites en Europe continentale (France, Allemagne, Danemark, Belgique, Pays-Bas, Pologne, Russie, entre autres) et en Israël.

En résumé, on peut visualiser les régimes de partis comme suit :



APPROFONDISSEMENT

Partis politiques — Projet de recherche (seul ou en groupe)

Ce projet suppose, dès le départ, que vous avez des moyens de recherche assez modernes, c'est-à-dire accès à Internet ou à une gamme d'encyclopédies, de revues et de journaux. Votre enseignant jugera de la situation et décidera si ce projet est valable dans votre cas.

Identifiez les partis majeurs dans les pays suivants. Donnez le nom du parti, situez-le sur le spectre politique, et identifiez les éléments majeurs de son programme politique ou bien de sa plate-forme politique. Déterminez s'il s'agit d'un cas d'unipartisme, de bipartisme ou de multipartisme.

États-Unis	Russie
Grande-Bretagne	France
Allemagne	Japon
Chine	Israël
Afrique du Sud	Inde

Les groupes de pression

Selon Parini, dans *Régimes politiques contemporains*, un **groupe de pression** est « une organisation constituée pour la défense des intérêts d'une catégorie de la population et exerçant une pression sur les pouvoirs publics afin d'obtenir des décisions conformes à ceux-ci ».

Un groupe de pression suppose l'existence :

- **d'une organisation cohérente** — l'organisation doit être durable, bien ordonnée et dotée d'une source de financement. La question de financement pose toutes sortes de problèmes car les organisations les mieux financées, représentant les intérêts des secteurs plus riches de la population, auraient un avantage sur les autres.

- **d'un sujet de préoccupation ou d'un souci majeur autour duquel les particuliers se rassemblent** — contrairement à un parti politique, un

Groupe de pression : groupe de personnes organisées pour influencer les décisions du gouvernement

groupe de pression n'adopte pas de positions sur une gamme de sujets d'intérêt public. Son champ d'intérêt est généralement réduit à une sphère d'intérêt, que ce soit l'environnement (World Wildlife Federation, Greenpeace), l'agriculture (United Farmers of Alberta), l'économie (Chamber of Commerce, National Citizens' Coalition), ou la femme (le Comité national sur le statut de la femme), pour n'en nommer que quelques exemples.

- **des moyens de faire pression** — le but de ces groupes est d'influer sur les décisions des gouvernements. Il leur faut donc des moyens d'amener leurs préoccupations et leurs points de vue à l'attention des autorités. Comme ces techniques de sensibilisation prennent de plus en plus d'importance dans nos sociétés contemporaines, nous examinerons ci-dessous les principaux moyens employés.

Moyens employés par les groupes de pression :

- **action directe sur le pouvoir** — appelée aussi le « **lobbying** » cette action consiste à prendre contact directement avec les autorités ou leurs agents. Des « lobbyistes » amateurs ou professionnels (payés pour leurs services) sollicitent des rencontres avec les ministres, les députés ou les fonctionnaires, dans le but de les informer de leurs soucis et de les amener à changer leur position. Au Canada et dans la plupart des pays anglo-saxons, cette activité est « ouverte » — c'est-à-dire publique, ce qui permet à des bureaux spécialisés dans le lobbying de s'établir légalement. Dans d'autres pays, cette action se fait clandestinement, ce qui peut mener au favoritisme et à la corruption. Des exemples abondent, dans de nombreuses régions du monde, de groupes de pression qui offrent des « pots-de-vin » (paiements illégaux) aux autorités en guise d'encouragement ou de remerciements.

- **action sur les partis** — il s'agit ici d'exercer une influence sur les partis politiques et de les encourager à inscrire dans leur programme le point de vue du groupe. Dans certains cas, les groupes de pression peuvent exercer une influence considérable sur les partis politiques. Considérons, par exemple, l'influence des organisations des propriétaires d'armes à feu sur les partis républicain aux États-Unis et réformiste au Canada, ou bien l'influence des syndicats sur le Parti néo-démocrate.

- **action sur l'opinion publique** — une vaste gamme d'activités est prévisible ici, y compris l'utilisation des médias de masse, des grandes affiches publicitaires, des campagnes de porte-à-porte, des rassemblements et des manifestations, des pétitions et des campagnes de désobéissance civile.

Lobbying : action qui consiste à faire pression sur un ou plusieurs membres du gouvernement pour influencer une prise de décision

L'importance grandissante des groupes de pression dans les démocraties libérales a amené certaines parties de la population à se poser des questions sur leur utilité. L'activité suivante vous permettra de vous pencher sur cette question et d'identifier les aspects positifs et négatifs de ces acteurs politiques.

fonctionnaire modèle ou idéal dans un régime démocratique ne s'identifie pas personnellement au gouvernement en place. Il ne fait que remplir du mieux qu'il peut une fonction donnée. Il doit rester loyal, peu importe le parti politique au pouvoir, car ce dernier a reçu la confiance du peuple.

Dans la pratique cependant, un fonctionnaire peut influencer les décisions gouvernementales de plusieurs façons. Examinons-en quelques-unes ici.

- Les ministres n'ont pas le temps d'analyser chaque situation par eux-mêmes. Ils sont donc dépendants de l'analyse offerte par le Ministère, c'est-à-dire par les bureaucrates du Ministère. Sa façon de voir la réalité sera donc influencée par ces fonctionnaires.

- Plus un ministre est occupé, plus il devient captif de son Ministère. C'est celui-ci qui l'informe des questions à régler. C'est celui-ci qui lui suggère des solutions possibles. C'est souvent celui-ci qui négocie en son nom avec des groupes de pression.

- L'ultime recours d'un fonctionnaire en désaccord avec son ministre et décidé à l'embarrasser publiquement est la fuite d'information. Une fuite se produit quand un fonctionnaire informe de façon secrète un journaliste de ce qui se passe au Ministère, ou bien lui passe un document confidentiel qui n'était pas destiné aux yeux du public.

Nous avons examiné l'influence que le bureaucrate peut exercer auprès des élus. Il est évident qu'il y a un autre danger dans le comportement d'une bureaucratie — celui de son pouvoir sur les électeurs (les citoyens). La bureaucratie risque parfois de se substituer aux élus. Certes elle contrôle l'administration des programmes gouvernementaux et de cette façon, elle est en contact direct avec la population. Ses décisions administratives affectent des milliers de personnes et donc influencent la façon dont ces personnes perçoivent le gouvernement. Il est très courant, par exemple, de suggérer que les réformes souhaitées par Gorbatchev en Union soviétique se sont heurtées à la résistance d'une bureaucratie effrayée par des changements rapides et consternée devant la perte probable de ses privilèges et prérogatives.

L'armée et la police

Ces deux instruments de coercition sur lesquels, en fin de compte, repose chaque gouvernement sont responsables, dans une démocratie, devant les autorités élues.

Parfois, cependant, ces deux organes peuvent se mêler de politique et influencer fortement les décisions des autorités civiles. L'intervention de l'armée et de la police dans la vie politique est souvent liée à un relâchement de l'ordre dans la société. Les militaires dans plusieurs États s'effrayent devant la turbulence civile et afin d'assurer la stabilité et l'ordre, prennent des mesures pour stabiliser eux-mêmes la situation.

ACTIVITÉ

Les médias de masse

Option A :

Découpez d'un journal ou d'un périodique deux articles traitant du même sujet — un sujet controversé se prêterait mieux à cet exercice — un article qui est objectif et un article démontrant du parti pris. Comme les éditoriaux ou les lettres à l'éditeur ne prétendent pas être objectifs, ne les choisissez pas. Dans chaque article, surlignez les phrases et mots-clés qui démontrent de l'objectivité ou du parti pris.

Dans un exposé ne dépassant pas une page, comparez et contrastez les deux articles. Indiquez pourquoi l'un est plus objectif que l'autre et analysez la façon dont l'auteur de l'article subjectif s'est laissé influencé par ses propres valeurs et opinions. Il faut donc analyser le vocabulaire utilisé, l'ordre des événements relatés, la description des personnes impliquées, les photos utilisées et ainsi de suite. Cette activité pourra être évaluée, selon les critères et les directives données par votre enseignant.

Utilisez des journaux comme le Globe and Mail, le Calgary Herald ou le Edmonton Journal. Certains journaux francophones sont accessibles par le biais d'Internet :

- Le Soleil de Québec
- La Voix de l'Est (Granby)
- Le Devoir (Montréal)

D'autres journaux francophones pourraient s'ajouter à cette liste avec le temps.

Option B :

Découpez un article de journal traitant d'un sujet politique. Analysez bien l'article au niveau du parti pris. Regardez, par exemple, le vocabulaire utilisé ainsi que l'équilibre au niveau des points de vue présentés ou des gens interviewés. L'auteur a-t-il tenté de voir les différents points de vue possibles sur la question? Ne choisissez pas un éditorial car il est, par définition, subjectif. Dans un paragraphe ou deux, donnez votre point de vue sur l'objectivité de l'article. Démontre-t-il un parti pris ou est-il objectif? Expliquez votre raisonnement.

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- les partis politiques, les groupes de pression, la fonction publique, les médias de masse sont des instruments utilisés pour influencer les décisions politiques dans les systèmes démocratiques;
- l'État, la police et l'armée exercent une forte influence dans les décisions politiques, dans les régimes dictatoriaux.

FAISONS LE POINT

Ce troisième chapitre nous a entretenus des façons dont l'individu peut exercer une influence réelle ou fictive sur la prise de décision. À ce titre, nous avons examiné les questions relatives :

- au droit de vote et aux modes de scrutin;
- aux droits et libertés, y compris la question des droits des minorités;
- à la limitation des droits même en régime démocratique;
- à la nature et au rôle des partis politiques, des groupes de pression et d'autres intermédiaires possibles dans la vie politique tels que les médias de masse, la fonction publique, l'armée et la police.

La façon dont l'État s'organise pour canaliser la participation de l'individu varie énormément d'un État à l'autre. Bien que la notion du suffrage universel semble être la norme, et non plus l'exception, ce vote s'exerce de différentes façons et avec des résultats différents. Même dans les dictatures, à l'exception possible des dictatures militaires, la population est amenée à voter afin de conférer une certaine légitimité au régime. Dans les démocraties, le vote est plus qu'une

façade. C'est une façon réelle de se donner un gouvernement et de choisir ses représentants. Plusieurs façons existent de faire cela, chacun comportant des avantages et des désavantages. Le vote majoritaire (à un ou à deux tours) ou la représentation proportionnelle constituent les deux choix les plus populaires.

Pour exercer une réelle influence sur le cours des événements politiques, un individu doit être libre. La question des droits et libertés devient, de ce fait, une question cruciale pour quiconque tente de comprendre la vie politique d'un pays donné. Les démocraties libérales ont pris des mesures pour garantir la liberté de leurs citoyens. Le pouvoir judiciaire y est indépendant et les libertés sont en général protégées par une constitution écrite (le Royaume-Uni est la grande exception à cette règle). Les dictatures tentent de se donner une apparence de liberté, mais la réalité n'appuie pas cette prétention.

La liberté, même dans les démocraties, n'est pas absolue, ce qui soulève la question des limitations légitimes qu'un gouvernement peut imposer à nos droits et la question encore plus difficile des droits des minorités. Chaque démocratie se voit obligée de tenter de trouver un compromis entre la règle de la majorité et le respect des droits des minorités d'une part, et la liberté et le contrôle d'autre part.

L'individu n'est pas seul face à son gouvernement. Il peut se joindre à d'autres pour poursuivre des buts communs, créant de la sorte les partis politiques ou les groupes de pression. Il peut aussi, par le biais des médias de masse, faire connaître ses opinions et tenter d'influencer les opinions des autres. D'autres groupes, comme la fonction publique (c'est-à-dire l'ensemble des employés du gouvernement), exercent eux aussi une influence sur l'évolution politique d'un pays. L'ensemble de ces facteurs et de ces acteurs forme la culture politique d'un pays. Celle-ci constitue un élément très important de l'identité de chaque pays car la culture politique est spécifique au génie de chaque peuple.

TERMES-CLÉS

bipartisme
concentration de la presse
circonscription
découpage de la carte électorale
droits collectifs
droits individuels
fonction publique
« gerrymandering »
gouvernement majoritaire
gouvernement de coalition
gouvernement minoritaire
groupe de pression
liberté de la presse
«lobbying»
multipartisme
objectivité de la presse
parti politique
plate-forme politique
programme politique
représentation selon la population
représentation proportionnelle
scrutin majoritaire uninominal
scrutin proportionnel
sondage
suffrage direct
suffrage universel
suffrage indirect
unipartisme
vote secret

CHAPITRE

Les régimes démocratiques

4

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- les origines et les principes de base de la démocratie;
- les traits principaux des régimes parlementaires et présidentiels;
- les différences et ressemblances entre régimes parlementaires et présidentiels;
- l'exercice du pouvoir dans les régimes présidentiels et parlementaires;
- les problèmes et les défis confrontant les démocraties libérales de nos jours.

INTRODUCTION

La démocratie est l'expression **politique** du libéralisme. Bien qu'elle puisse prendre plusieurs formes, la démocratie cherche à mettre en pratique le principe de **la souveraineté du peuple**. La version « moderne » de cette notion remonte aux luttes et aux débats entourant la révolution française de 1789 et la révolution glorieuse en Angleterre de 1688. Une version plus ancienne remonte au régime « démocratique » d'Athènes (Grèce) des années 500 avant Jésus-Christ. D'autres versions de la démocratie ont également été pratiquées au niveau local, dans bien des cultures et tribus sur toute la planète, que ce soit dans les villages africains ou chez les Amérindiens.

Assise ainsi sur le principe de la souveraineté du peuple, la démocratie fait référence à tout système de gouvernement où les autorités sont choisies par le peuple et gouvernent avec le consentement du peuple. La pratique de la démocratie présume une culture politique assez sophistiquée où les gens ont la liberté de s'exprimer, de s'informer et de faire des choix. La démocratie présume aussi que les gens peuvent accepter une diversité d'opinions et une pluralité de vues. Elle exige tolérance et respect pour autrui ainsi que civisme et engagement. Bref, la démocratie, comme nous le verrons ci-dessous, exige au préalable l'acceptation par la population d'un ensemble de croyances et de valeurs sans lesquelles elle ne peut fonctionner efficacement. Révisons ces conditions préalables avant de jeter un regard rapide sur les antécédents historiques de la démocratie et les arguments pour ou contre son existence.

FONDEMENTS DE LA DÉMOCRATIE

Comme nous l'avons vu dans les chapitres antérieurs, la démocratie repose sur un certain nombre de prémisses, dont les suivantes qui méritent d'être soulignées :

- L'être humain est un être rationnel, capable d'agir dans son intérêt particulier et dans l'intérêt de la communauté (rationalité de la personne humaine).
- Chaque individu est digne de respect, égal en droit à son semblable et donc mérite une voix égale aux autres au chapitre du gouvernement et de la vie collective (dignité de la personne, égalité des êtres humains).
- Chaque individu a le droit de s'épanouir et de se développer sans restrictions, en autant que ses activités ne limitent pas les droits des autres (épanouissement et liberté de l'individu).
- La démocratie assure que le changement se fera de façon paisible et selon la volonté de la majorité des individus (changement dans la paix).
- Tout gouvernement, pour être légitime, doit émaner du consentement des gouvernés.

Les origines de la démocratie

Le terme « démocratie » vient de deux mots grecs « demos » le peuple et « kratia » l'autorité. Démocratie veut donc dire « l'autorité entre les mains du peuple » ou tout simplement le « gouvernement du peuple ».

La démocratie a vu le jour à Athènes, en Grèce, et a atteint son sommet au Ve et au IVe siècles avant J.-C. Certes, cette démocratie n'était pas comme les systèmes démocratiques d'aujourd'hui.

La participation politique se limitait aux hommes propriétaires, ces derniers portant seuls le titre de citoyen. Les femmes, les jeunes, les étrangers et les esclaves se trouvaient exclus de la vie publique. C'est ainsi qu'entre 20 000 et 40 000 hommes dirigeaient la destinée d'une cité-état (polis) d'à peu près 300 000 à 400 000 personnes.

Les citoyens d'Athènes devaient participer activement à l'adoption et à l'administration des lois, ainsi qu'à leur interprétation et à leur exécution. Les institutions politiques étaient organisées de façon à permettre la plus grande participation de la part des citoyens. Ce système de **démocratie porte le nom de démocratie directe car chaque citoyen participait directement dans l'adoption et l'administration des lois**.

Périclès
(495-429 avant Jésus-Christ)

Général et homme d'État athénien, Périclès symbolise la démocratie grecque parvenue à son apogée. Sous sa longue magistrature de 30 ans, Athènes a connu un éclat jamais rivalisé, aussi bien sur le plan politique que sur les plans artistique et intellectuel.

Comparée aux systèmes démocratiques contemporains, la démocratie athénienne (ou classique) est à la fois plus démocratique (car directe) et moins démocratique (car limitée à une minorité de la population).

Le système démocratique à Athènes ne jouissait pas de l'appui de tout le monde. Plusieurs philosophes, dont Socrate, Platon et Aristote, s'y objectaient. Voici les points principaux de leur argumentation :

- Le but poursuivi par tout régime doit être la perfection de la vie humaine. Le meilleur régime est donc celui qui conduit à l'excellence humaine.

- Quel type de régime serait le plus en mesure d'assurer l'excellence humaine? Naturellement, ce serait un gouvernement par les meilleurs citoyens, c'est-à-dire un régime aristocratique.

- Pourquoi pas la démocratie? Selon les anciens, l'égalité démocratique est contraire à la loi naturelle (c'est-à-dire contraire à l'essence de la vie humaine en société). Les individus ne sont pas tous également doués par la nature pour progresser sur le chemin de la vertu. Donner les mêmes droits à tous, ce serait nier l'inégalité de nature entre les hommes. Comme il y a plus de gens non vertueux que de gens vertueux, une démocratie serait un gouvernement des non-éduqués, des ignorants. Il faut donc rejeter le gouvernement par la masse ou par la multitude et le confier aux plus qualifiés, c'est-à-dire aux sages. Le régime idéal serait donc le gouvernement des sages qui gouvernent avec le consentement du peuple.

ACTIVITÉ

Les origines de la démocratie

Résumez et commentez le raisonnement des Grecs opposés à la démocratie.

Piste : Un tel devoir vous demande :

a) de démontrer que vous comprenez la logique des Grecs, et
b) d'analyser cette logique.

La dernière partie cause souvent des ennuis aux élèves. Réfléchissez un instant sur le sens du mot « analyse ». Quand on analyse un argument, on se pose des questions sur :

- les forces et les faiblesses de l'argument;
- les ramifications de l'argument (qu'arriverait-il si le point de vue avancé dans cet argument était adopté);
- les intérêts personnels de ceux qui avancent l'argument;
- les exemples qui appuient ou s'opposent à l'argument;
- ce qu'en disent ou en pensent d'autres personnes importantes et connaissantes à propos du sujet.

On conclut un commentaire en indiquant à quel point on partage les opinions ou le point de vue avancé dans l'argument.

La démocratie à l'ère du libéralisme

La brillante époque de la démocratie grecque prend fin avec la guerre civile de 431 à 336 avant J.-C. quand Athènes est défait par Sparte, une autre cité-état de langue grecque, organisée, elle, en dictature militaire.

La démocratie disparaît donc du monde occidental, mais subsiste en bien des places en Afrique, en Asie et même en Amérique du Nord, sous forme locale et parfois tribale.

Elle est remplacée en Europe par des régimes féodaux et absolutistes. Ce n'est qu'aux XVIIe et XVIIIe siècles que l'Europe s'intéresse aux principes chers à la démocratie, c'est-à-dire la liberté, l'épanouissement de l'individu et sa participation à la vie publique (le civisme).

Parmi ceux qui réfléchissent sur cette question se trouvent deux philosophes importants. Il s'agit de John Locke, en Angleterre, et de Montesquieu, en France. On les considère, tous les deux, comme les pères de la démocratie moderne.

Le libéralisme politique

Le premier, un Anglais appelé **John Locke** (1623-1704), s'est efforcé d'examiner la nature de la souveraineté et le rôle d'un gouvernement. Comme nous le savons déjà, il est célèbre pour sa conception du pacte social. Il s'agit d'un accord entre citoyens qui sont, à l'origine, entièrement souverains. Ces citoyens reconnaissent toutefois la nécessité d'un gouvernement afin de protéger la « civilité » de la société, c'est-à-dire la capacité des citoyens de jouir de leur souveraineté. On ne peut pas, par exemple, jouir de sa propriété si quelqu'un met le feu à la maison. Il faut donc constituer une force policière pour protéger ce droit. Locke reconnaît qu'en créant avec les autres cette force policière, l'individu s'engage à coopérer avec les autres pour contrôler cette force policière. **Ceci constitue le pacte social — l'engagement entre citoyens à créer certaines institutions collectives qui seront chargées de veiller à l'intérêt de tout le monde. Notons, car ceci est essentiel, que c'est l'individu, de son plein gré et pour son propre bien, qui a crée ces institutions ou ce gouvernement.** Ce dernier doit se limiter toutefois au strict nécessaire. Locke enchaîne en disant que si jamais le gouvernement cesse de veiller aux intérêts des individus, ceux-ci sont justifiés et même ont le devoir de le renverser.

Montesquieu, pour sa part, s'est illustré en examinant les façons d'empêcher un gouvernement de devenir tyrannique. Il a cru que la meilleure façon de faire cela était de répartir le pouvoir qu'exerce un gouvernement entre différents organes à l'intérieur de ce gouvernement. Ceci a donné lieu à la célèbre théorie de la séparation des pouvoirs. Nous avons déjà étudié cette théorie au chapitre 2. Elle est évoquée de nouveau ici car elle constitue la base du système présidentiel américain, système que nous étudierons en détail plus tard.

Ensemble, ces deux hommes illustrent la philosophie des premiers libéraux politiques qui avait pour but :

- de limiter le pouvoir politique (l'adoption d'une constitution écrite, la séparation des pouvoirs et le principe de souveraineté populaire avaient tous pour but de circonscrire l'exercice du pouvoir politique);

- de fournir des exemples concrets sur la façon qu'on devrait se gouverner.

Cette forme de démocratie, appelée **démocratie libérale**, prend racine et devient pour ses adhérents et partisans le meilleur système de gouvernement possible. La démocratie, dans la forme concise mise de l'avant par le président américain Abraham Lincoln, est : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

Modèles de démocratie

Bien que la définition d'une démocratie soit claire — gouvernement du peuple — la forme qu'elle doit prendre l'est beaucoup moins. Comment peut-on assurer, dans une démocratie, que le peuple participe à la prise de décision et à l'établissement du gouvernement?

Le modèle de démocratie pure ou directe

Une façon d'établir la démocratie serait de permettre au peuple de prendre toutes les décisions. Selon ce modèle, les gens exerceraient directement leur autorité dans tous les domaines, sans intermédiaires. Un tel modèle de démocratie donnerait à chaque citoyen la possibilité de voter chaque fois qu'une décision de nature politique doit être prise. Ainsi, toutes les décisions politiques seraient prises par l'ensemble des citoyens. Ce modèle s'appelle **démocratie pure** ou **démocratie directe**, en raison de sa fidélité au concept de gouvernement par le peuple.

À première vue, ce modèle de démocratie est attrayant car il traite tout le monde de la même façon et dote tout le monde des mêmes pouvoirs, droits et responsabilités. À y regarder de plus près, on s'aperçoit cependant que l'implantation d'un tel modèle ne peut se faire que dans certaines conditions. Il faut, par exemple, que :

- la société ou le pays en question soit de petite taille. À défaut de cela, il serait impossible de consulter tout le monde sur toutes les questions politiques, même avec la technologie moderne.

- les décisions à prendre soient peu nombreuses, simples et directes. Les **grandes assemblées** ou les **référendums** ne sont pas des instruments efficaces pour régler les questions complexes.

À la lumière de ces considérations, il devient évident que la démocratie directe ne peut fonctionner que dans les petites villes ou les localités où tout le monde peut se réunir, se parler (ce qui exigerait une langue commune) et prendre ensemble les décisions.

Par ailleurs, le bon fonctionnement du gouvernement dans une démocratie directe exigerait l'existence, entre autres :

- d'un accord sur la façon de prendre une décision quand les gens ne s'entendent pas. En général, quand il n'y a pas consensus, la voix de la majorité l'emporte. La majorité peut toutefois vouloir réduire ou supprimer les droits de la minorité. Pour éviter un tel développement, les limites au pouvoir de la majorité sont généralement admises dans une démocratie. Concilier les pouvoirs de la majorité avec les droits des minorités devient donc un des premiers problèmes à résoudre dans une démocratie.

- de moyens de se tenir informé de toutes les questions sur lesquelles on doit prendre une décision, ainsi que sur les différents points de vue touchant ces questions. Cet échange d'opinions et d'information suppose une société très ouverte et libérale où même les opinions peu populaires ont droit de cité.

- de l'égalité de tous les citoyens quant au poids de leur vote et quant à leur droit de participer au débat public.

Le modèle de démocratie représentative

Une démocratie pure présuppose des conditions difficilement réalisables dans la plupart de nos sociétés; c'est pourquoi, au cours des ans, les gens ont inventé un autre modèle de démocratie, celui de la démocratie représentative.

Ce modèle reconnaît que la démocratie directe est impossible ou impraticable pour plusieurs raisons :

- les gens n'ont pas le temps de voter sur toutes les questions d'ordre public;
- les gens ne sont pas suffisamment informés pour décider des questions complexes;
- les gens ne sont pas toujours intéressés par les questions politiques. Notre vie est déjà suffisamment compliquée, sans que nous soyons appelés aux urnes chaque fois qu'il y a une décision à prendre;
- la technologie n'existe pas encore qui permettrait de consulter la population sur chaque question. Tenir chaque fois des référendums coûterait cher, serait inefficace et impraticable.

Dans une démocratie représentative, au lieu de voter eux-mêmes, les gens choisissent des représentants qui votent en leur nom. Le système est toujours démocratique car c'est le peuple qui choisit son gouvernement et ses députés ou ses représentants.

Le modèle mixte

Presque tous les gouvernements que nous connaissons aujourd'hui sont de type représentatif. Certains d'entre eux ont quand même adopté quelques techniques de la démocratie directe afin de permettre des consultations populaires sur certaines questions. Vous avez peut-être remarqué que, dans certains États aux États-Unis, lors des élections présidentielles et législatives, le bulletin de vote comporte des questions de type référendaire. Ces questions ont diverses origines. Certaines d'entre elles sont soumises à la population par le gouvernement de l'État, d'autres sont le résultat de **l'initiative de citoyens privés**. Présentement, 23 États autorisent les citoyens à initier des lois. Pour ce faire, une personne doit convaincre un certain pourcentage de la population (généralement entre 5 et 15% des électeurs) de signer une pétition demandant l'adoption d'une telle loi. Dans certains États, la loi proposée est placée directement sur le bulletin de vote. Dans d'autres États, elle est envoyée à la législature qui décidera de son sort.

Le Canada, lui aussi, a déjà eu recours aux référendums et aux **plébiscites** afin de régler certaines questions difficiles et controversées (la conscription lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'accord de Charlottetown, la prohibition dans les provinces, entre autres). Toutefois, de nombreux Canadiens semblent être d'avis que c'est aux députés élus que revient la responsabilité de prendre ces décisions, prenant en compte le programme politique de leur parti, la conjoncture politique et économique du moment et les engagements pris durant la campagne électorale.

Plébiscite : vote direct de tous les citoyens sur une question; le gouvernement n'est pas obligé de tenir compte des résultats

Le Parti réformiste du Canada prône l'adoption dans notre système politique d'une démocratie plus directe. Ce parti propose, par exemple, une plus grande utilisation des référendums afin de régler des questions complexes et controversées — la peine capitale et le droit à l'avortement en étant des exemples. Cette idée a ses adeptes, certes, mais ne semble pas concorder avec la tradition parlementaire britannique à laquelle la plupart des Canadiens restent attachés.

Avantages et inconvénients de la démocratie représentative

La pratique de la démocratie représentative comporte certains avantages et inconvénients. Examinons-les.

Avantages	Inconvénients
• décharge l'individu de la responsabilité d'être présent pour chaque décision, pour la confier à quelqu'un d'autre qui s'en occupe à plein temps • les décisions sont prises par des gens qui suivent la politique de très près et qui sont, par conséquent, mieux informés • le citoyen ordinaire n'a ni le temps, ni l'intérêt, ni l'information nécessaires pour participer à la prise de décisions sur toutes les questions d'intérêt public • les droits des minorités sont mieux protégés car les représentants sont souvent obligés de faire des compromis et de prendre des positions modérées pour se mériter l'appui du plus grand nombre d'électeurs	• encourage l'apathie chez les citoyens qui n'ont plus à se mêler directement de la politique • encourage la création d'une classe de politiciens qui luttent entre eux pour le pouvoir et qui sont parfois coupés de la réalité de leurs concitoyens • permet aux politiciens de prendre des décisions qui ne jouissent pas de la faveur de l'opinion publique (la suppression de la peine capitale ou l'adoption de la TPS en sont des exemples). Certains voient plutôt cela comme un avantage, alléguant que le citoyen ordinaire ne voit qu'à court terme, tandis que les politiciens peuvent voir à plus long terme.

Techniques de la démocratie représentative

La démocratie représentative suppose l'existence d'un certain nombre de techniques que nous mentionnerons ici, quitte à les examiner plus en détail par la suite. Parmi elles, figurent :

- la représentation selon la population — on s'assure que tous les élus (députés) représentent approximativement le même nombre de personnes. Le but de cette mesure est de faire en sorte que le vote de tous les citoyens soit équivalent.

- les élections périodiques — parce que l'opinion des citoyens peut changer, la loi exige souvent que des élections soient tenues régulièrement pour assurer que l'opinion des représentants correspond à celle des électeurs. Au Canada, les élections doivent avoir lieu au moins tous les 5 ans. Aux États-Unis, les élections présidentielles ont lieu tous les 4 ans, mais les élections à la Chambre des représentants ont lieu tous les 2 ans. En France, par contre, les élections présidentielles ont lieu tous les 7 ans et les élections à l'Assemblée tous les 3 ans.

- le scrutin secret — le scrutin secret protège les individus contre la possibilité d'être menacés ou punis pour leurs opinions.

- l'indépendance des cours de justice — puisque les juges des cours supérieures ne peuvent pas être facilement renvoyés de leurs postes, ils peuvent interpréter la loi sans craindre des représailles politiques.

- le « pouvoir de la bourse » — dans une démocratie, les représentants élus directement par le peuple ont le dernier mot en ce qui concerne la perception et la distribution des fonds publics. Ce sont eux qui approuvent ou rejettent les levées de fonds et les dépenses proposées dans les budgets présentés par le gouvernement et contenus dans son budget. Ce pouvoir de contrôler la disposition des fonds publics est nommé « le pouvoir de la bourse ».

- les partis politiques — le rôle de ces formations politiques est capital. Ils servent à :
  - simplifier le choix des électeurs
  - regrouper les gens partageant les mêmes opinions
  - alimenter le débat entourant les questions de la sphère publique
  - canaliser les énergies politiques
  - promouvoir la recherche de solutions modérées qui reçoivent l'appui d'une majorité de gens (c'est à ce titre que les partis politiques servent de bouclier pour la protection des droits des minorités).

- les groupes de pression — ces groupes aussi servent à alimenter le débat public et à rappeler à l'ordre des politiciens prêts à oublier leurs promesses et leurs obligations politiques.

Le modèle mixte

Presque tous les gouvernements que nous connaissons aujourd'hui sont de type représentatif. Certains d'entre eux ont quand même adopté quelques techniques de la démocratie directe afin de permettre des consultations populaires sur certaines questions. Vous avez peut-être remarqué que, dans certains États aux États-Unis, lors des élections présidentielles et législatives, le bulletin de vote comporte des questions de type référendaire. Ces questions ont diverses origines. Certaines d'entre elles sont soumises à la population par le gouvernement de l'État, d'autres sont le résultat de **l'initiative de citoyens privés**. Présentement, 23 États autorisent les citoyens à initier des lois. Pour ce faire, une personne doit convaincre un certain pourcentage de la population (généralement entre 5 et 15% des électeurs) de signer une pétition demandant l'adoption d'une telle loi. Dans certains États, la loi proposée est placée directement sur le bulletin de vote. Dans d'autres États, elle est envoyée à la législature qui décidera de son sort.

Le Canada, lui aussi, a déjà eu recours aux référendums et aux **plébiscites** afin de régler certaines questions difficiles et controversées (la conscription lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'accord de Charlottetown, la prohibition dans les provinces, entre autres). Toutefois, de nombreux Canadiens semblent être d'avis que c'est aux députés élus que revient la responsabilité de prendre ces décisions, prenant en compte le programme politique de leur parti, la conjoncture politique et économique du moment et les engagements pris durant la campagne électorale.

Plébiscite : vote direct de tous les citoyens sur une question; le gouvernement n'est pas obligé de tenir compte des résultats

Le Parti réformiste du Canada prône l'adoption dans notre système politique d'une démocratie plus directe. Ce parti propose, par exemple, une plus grande utilisation des référendums afin de régler des questions complexes et controversées — la peine capitale et le droit à l'avortement en étant des exemples. Cette idée a ses adeptes, certes, mais ne semble pas concorder avec la tradition parlementaire britannique à laquelle la plupart des Canadiens restent attachés.

Avantages et inconvénients de la démocratie représentative

La pratique de la démocratie représentative comporte certains avantages et inconvénients. Examinons-les.

Avantages	Inconvénients
• décharge l'individu de la responsabilité d'être présent pour chaque décision, pour la confier à quelqu'un d'autre qui s'en occupe à plein temps • les décisions sont prises par des gens qui suivent la politique de très près et qui sont, par conséquent, mieux informés • le citoyen ordinaire n'a ni le temps, ni l'intérêt, ni l'information nécessaires pour participer à la prise de décisions sur toutes les questions d'intérêt public • les droits des minorités sont mieux protégés car les représentants sont souvent obligés de faire des compromis et de prendre des positions modérées pour se mériter l'appui du plus grand nombre d'électeurs	• encourage l'apathie chez les citoyens qui n'ont plus à se mêler directement de la politique • encourage la création d'une classe de politiciens qui luttent entre eux pour le pouvoir et qui sont parfois coupés de la réalité de leurs concitoyens • permet aux politiciens de prendre des décisions qui ne jouissent pas de la faveur de l'opinion publique (la suppression de la peine capitale ou l'adoption de la TPS en sont des exemples). Certains voient plutôt cela comme un avantage, alléguant que le citoyen ordinaire ne voit qu'à court terme, tandis que les politiciens peuvent voir à plus long terme.

Techniques de la démocratie représentative

La démocratie représentative suppose l'existence d'un certain nombre de techniques que nous mentionnerons ici, quitte à les examiner plus en détail par la suite. Parmi elles, figurent :

- la représentation selon la population — on s'assure que tous les élus (députés) représentent approximativement le même nombre de personnes. Le but de cette mesure est de faire en sorte que le vote de tous les citoyens soit équivalent.

- les élections périodiques — parce que l'opinion des citoyens peut changer, la loi exige souvent que des élections soient tenues régulièrement pour assurer que l'opinion des représentants correspond à celle des électeurs. Au Canada, les élections doivent avoir lieu au moins tous les 5 ans. Aux États-Unis, les élections présidentielles ont lieu tous les 4 ans, mais les élections à la Chambre des représentants ont lieu tous les 2 ans. En France, par contre, les élections présidentielles ont lieu tous les 7 ans et les élections à l'Assemblée tous les 3 ans.

- le scrutin secret — le scrutin secret protège les individus contre la possibilité d'être menacés ou punis pour leurs opinions.

- l'indépendance des cours de justice — puisque les juges des cours supérieures ne peuvent pas être facilement renvoyés de leurs postes, ils peuvent interpréter la loi sans craindre des représailles politiques.

- le « pouvoir de la bourse » — dans une démocratie, les représentants élus directement par le peuple ont le dernier mot en ce qui concerne la perception et la distribution des fonds publics. Ce sont eux qui approuvent ou rejettent les levées de fonds et les dépenses proposées dans les budgets présentés par le gouvernement et contenus dans son budget. Ce pouvoir de contrôler la disposition des fonds publics est nommé « le pouvoir de la bourse ».

- les partis politiques — le rôle de ces formations politiques est capital. Ils servent à :
  - simplifier le choix des électeurs
  - regrouper les gens partageant les mêmes opinions
  - alimenter le débat entourant les questions de la sphère publique
  - canaliser les énergies politiques
  - promouvoir la recherche de solutions modérées qui reçoivent l'appui d'une majorité de gens (c'est à ce titre que les partis politiques servent de bouclier pour la protection des droits des minorités).

- les groupes de pression — ces groupes aussi servent à alimenter le débat public et à rappeler à l'ordre des politiciens prêts à oublier leurs promesses et leurs obligations politiques.

- la presse libre — une presse libre est essentielle dans une démocratie car elle permet l'échange d'information et d'opinions sans lequel il n'y aurait pas de liberté de pensée ou d'expression. La presse cherche constamment à rappeler au gouvernement ses responsabilités envers le peuple.

La représentation selon la population — existe-t-elle vraiment au Canada?

Voici la population moyenne des circonscriptions fédérales dans les différentes provinces canadiennes :

Province	Nombre de circonscriptions	Population moyenne des circonscriptions
Terre-Neuve	7	81 211
Nouvelle-Écosse	11	81 213
Nouveau-Brunswick	10	72 390
Île-du-Prince-Édouard	4	32 441
Québec	75	91 946
Ontario	103	97 912
Manitoba	14	77 996
Saskatchewan	14	70 638
Alberta	26	97 906
Colombie-Britannique	34	96 531
Yukon	1	27 797
Territoires du Nord-Ouest	2	28 925

Pourquoi ces inégalités? Le principe de la représentation selon la population connaît plusieurs exceptions au Canada. Elles sont le résultat :

- d'une loi stipulant qu'une province ne peut pas avoir moins de députés à la Chambre des communes qu'elle n'a de sénateurs. Ce règlement établit donc un seuil en dessous duquel une province ne peut pas tomber. Cela explique pourquoi l'I.-P.-É. a 4 députés quand, d'après sa population, elle ne devrait en avoir que 2.

- d'une loi adoptée en 1985 par le Parlement pour protéger les provinces dont la population diminuait. Selon cette loi, une province aura pour toujours, au moins le même nombre de députés qu'en 1976. C'est pourquoi la Saskatchewan, qui ne devrait avoir que 10 députés, en a 14. Le Manitoba bénéficie de cette loi aussi. Selon sa population, il ne devrait avoir que 11 députés.

- d'une décision d'accorder aux Territoires du Nord-Ouest 2 députés en raison des vastes distances à couvrir même si, en fonction de la population, cette région mérite à peine un seul député.

ACTIVITÉ

Les formes alternatives de la démocratie

Le Canada est une démocratie représentative. Certaines personnes sont d'avis que les politiciens dans ce pays ne sont pas suffisamment redevables à leurs électeurs. Ils voudraient voir l'adoption de plus de techniques de la démocratie représentative. En quelques paragraphes, donnez votre point de vue sur cette question :

Le Canada devrait-il modifier son système de gouvernement pour y incorporer plus de techniques de la démocratie directe?

La critique de la démocratie

En réfléchissant à son âge et aux années qui passaient, Charles de Gaulle, ancien président de la France, avait dit : « La vieillesse, c'est un naufrage ». Maurice Chevalier, lui, la voyait d'un autre œil. « La vieillesse, » avait-il dit, « n'est pas si mauvaise, surtout si on considère l'alternative ».

Ces deux points de vue font penser aux célèbres paroles de Winston Churchill à propos de la démocratie : « Cette forme de gouvernement est la pire », avait-il dit, «... à l'exception des autres ».

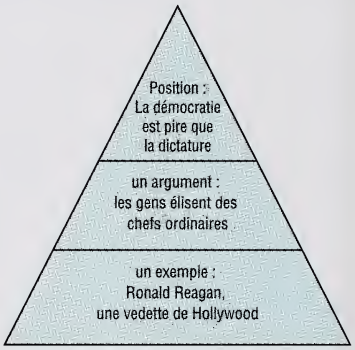
À quoi se référait Churchill au juste? Sans doute au fait que la démocratie est inefficace, elle prend trop de temps, elle divise la société, elle encourage la critique et la dissension, elle permet la participation de tout le monde peu importe leur niveau d'éducation ou leur compréhension des questions en jeu. La démocratie, vue sous cet angle, est assez dangereuse car elle fait confiance au peuple. Le peuple, comme nous le savons, n'est peut-être pas toujours digne de cette confiance. Après tout, le peuple est souvent apathique, mal informé, égoïste, sujet à manipulation, irrationnel, émotif et naïf. Certains grands philosophes grecs n'étaient pas prêts à faire confiance au peuple, préférant un gouvernement par les membres les plus sages et les mieux formés de la société.

Churchill reconnaissait la vérité partielle de tous ces arguments. Sa seule réponse : les autres sont pires. La démocratie a ses défauts et ses faiblesses, certes, disait-il, mais les autres — les différentes formes de dictatures — sont pires encore. Ce débat est fort intéressant car il nous oblige à nous poser des questions sur des « certitudes » que nous acceptons depuis notre bas âge. Nous pensons sans doute la démocratie supérieure aux dictatures. Cependant, lorsqu'on se demande pourquoi, il est peut-être difficile de justifier notre point de vue. L'activité suivante nous aidera à voir comment on défend un point de vue, et nous permettra d'exercer encore une fois notre capacité d'analyse.

ACTIVITÉ

Débat — Un gouvernement démocratique est-il pire qu'une dictature?

La question ci-dessus est formulée de façon à vous permettre de prendre une position affirmative ou négative. Chaque position est acceptable — il n'y a pas de position juste ou fausse car tout dépend des valeurs et du jugement normatif (ce qui constitue le « bien ») du locuteur. La solidité de votre position dépendra de la force des arguments utilisés et des exemples utilisés à leur appui. Des prises de position comme celles que vous allez lire ressemblent à une pyramide :



La deuxième pyramide illustre le modèle en donnant des exemples tirés de l'argument n° 1.

Lisez et analysez maintenant les deux réponses à la question posée, puis répondez aux questions qui suivent les deux essais.

1. Sur quelles considérations repose chaque argument?
2. Les auteurs anticipent-ils les critiques possibles des adversaires? Donnez des exemples.
3. Quelle prise de position est la plus convaincante? Pourquoi?
4. Y a-t-il des faiblesses dans l'argumentation de l'un ou de l'autre de ces deux essais argumentatifs? Où et pourquoi est-ce une faiblesse?
5. Chaque essai suit-il la pyramide? Y a-t-il une position qui repose sur des arguments qui, eux, s'appuient sur des exemples? Faites un tableau schématique qui représente le processus de l'argumentation de chaque prise de position.

Oui, la démocratie est pire qu'une dictature

Essai argumentatif n° 1

Nous n'avons qu'à consulter les journaux aujourd'hui pour savoir que la démocratie produit des gouvernements inefficaces et corrompus, dirigés par des hommes médiocres.

L'inefficacité est inhérente à un système démocratique. En premier lieu, la démocratie moderne exige la consultation. Non seulement faut-il consulter les autres paliers de gouvernement (rendu plus compliqué dans les fédérations par l'existence des gouvernements régionaux), mais il faut aussi consulter les groupes d'intérêt et de pression ainsi que les élites du monde des finances et des affaires. Le désir de se faire réélire rend les gouvernements démocratiques hésitants à prendre les décisions dramatiques qui peuvent s'imposer. Ils cherchent plutôt à gagner du temps, en vue de rallier les troupes, avant de faire quoi que ce soit.

L'inefficacité réside aussi dans le concept de gouvernement par le peuple. Un sage africain avait résumé le problème ainsi : « Je ne comprends pas votre démocratie blanche » avait-il dit, « elle est pour moi sans valeur. Je ne comprends pas pourquoi le vote d'un jeune de 20 ans, dont l'unique intérêt est de courir les filles, vaut le même que le vote d'un vieux qui a l'expérience de toute une vie ». Les philosophes grecs avaient exprimé la même inquiétude. Confier le gouvernement à la masse des gens veut dire se laisser gouverner par les ignorants, les illettrés et les médiocres.

Cela pose donc le deuxième problème de la démocratie. Les gens choisissent les chefs de moyenne qualité. Ils jalousent les gens supérieurs et éduqués et refusent en général de leur donner leur vote. Ils préfèrent plutôt les gens soi-disant près du peuple, les gens qui partagent les caractéristiques du peuple. Ainsi élisent-ils des chefs comme Ronald Reagan, vedette de Hollywood, mais très peu connaissant en politique et encore moins en politique étrangère, ou des gens qui partagent les mêmes faiblesses que les électeurs ordinaires. Ils préfèrent en plus les gens qui offrent des solutions simples quand on sait que la réalité est compliquée et les réponses possibles complexes.

Même les chefs de grande qualité sont obligés, par la nécessité de se faire élire, de rechercher la popularité. Ainsi doivent-ils apparaître sur Musique Plus (MuchMusic) pour prouver leur familiarité avec la culture populaire et capter le vote des plus jeunes. Au lieu de se consacrer à leur travail de diriger le pays, ils doivent paraître à des fonctions ayant peu à voir avec la direction d'un gouvernement. S'ils refusent de jouer le jeu, on les accuse d'élitisme ou de snobisme. Nos pays se privent de beaucoup de gens très compétents par le simple fait qu'ils refusent de se laisser manipuler par le besoin de divertir le public. Quant à ceux qui acceptent de le faire, il faut se poser des questions sur leurs motifs, leurs scrupules et leur estime de soi.

Même la méthode pour choisir un chef renforce la médiocrité. Aux États-Unis, il faut être riche et aimé des gens puissants pour penser à se présenter comme candidat présidentiel. Les gens pondérés, c'est-à-dire les gens qui réfléchissent avant de parler, passent mal à la télévision où une réponse doit être courte et frappante pour capter l'attention d'un public blasé, peu disposé à écouter les explications complexes. Les électeurs de nos jours sont des gens ayant grandi avec la télévision. Leur capacité d'attention est assez limitée et la discussion de grandes idées leur est indifférente. Le public ignore donc les politiciens qui veulent discuter sérieusement. Les gens comme Claude Ryan au Québec ou Robert Stanfield au Canada attirent peu d'attention en dépit de leurs qualités évidentes. Par contre, les gens qui cultivent leur image et qui plaisent au public, comme MM. Parizeau, Bouchard, Klein ou Harris, se

font élire facilement. Pour s'adapter aux attentes minimes du public, les politiciens abandonnent l'art de donner les discours logiques et profonds ou de débattre le fonds d'une idée. Dans cet âge de la télévision, c'est-à-dire du visuel, ce qui compte c'est l'apparence de nos politiciens et leur capacité de nous divertir tout en nous mettant à l'aise. Leurs idées, à part quelques phrases toutes faites et utilisées à toutes les sauces, sont sans importance réelle.

La corruption dans les gouvernements démocratiques est fréquente. Nous n'avons qu'à nous rappeler le scandale de Watergate aux États-Unis ou, au Canada, le gouvernement de l'ancien Premier ministre Mulroney pour s'en apercevoir; combien de ministres de son Cabinet ont été obligés de démissionner pour avoir mis leurs intérêts personnels au-dessus de l'intérêt public? L'ancien gouvernement conservateur de la Saskatchewan a souffert une humiliation similaire. Pourquoi certains politiciens sont-ils corrompus? Comme nous avons vu ci-dessus, souvent les meilleurs candidats ne se présentent pas. Nous sommes forcés par conséquent de choisir des gens qui recherchent le pouvoir pour le pouvoir, et non parce qu'ils veulent servir leur pays. Leurs salaires sont de loin inférieurs à ce qu'ils pourraient gagner dans le secteur privé, et ils ont besoin d'argent pour financer leurs campagnes électorales. Il n'est pas surprenant que bon nombre de politiciens succombent à la tentation d'accepter des pots-de-vin. Les démocraties de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon ont toutes connu récemment des scandales liés à la corruption.

Comme nous venons de voir, les démocraties de nos jours sont fort éprouvées. Les dictatures ne sont pas idéales non plus, mais au moins elles évitent la comédie des élections et permettent une prise de décision rapide et calculée. Une dictature correspond plus à la réalité de la nature humaine. Tout le monde n'est pas créé égal, comme l'a fait remarquer le vieux et sage Africain. Notre système de gouvernement devrait refléter les vrais contours de la nature humaine, au lieu de tenter de la faire correspondre à quelques principes libéraux abstraits, détachés de la réalité.

Non, la démocratie n'est pas pire qu'une dictature

Essai argumentatif n° 2

La démocratie, il faut l'admettre, n'est pas sans problèmes. Elle est souvent inefficace, lente et trop prête à faire des compromis débilitants. Elle est toutefois, même avec tous ses défauts et faiblesses, le meilleur système de gouvernement que nous ayons inventé.

Elle est d'abord supérieure à la dictature sur le plan moral. La démocratie est la création et l'instrument politique d'un peuple libre et autonome. Une dictature réduit les individus au niveau de l'esclavage. Ils sont privés du droit le plus fondamental qui soit — le droit de s'auto-gouverner. Une démocratie met la souveraineté dans les mains des individus collectivement et non pas dans celles de quelques individus qui ont pris le pouvoir par la force ou par la ruse.

La démocratie donne naissance à des gouvernements qui varient, certes, dans leurs niveaux de compétence. Les dictatures non

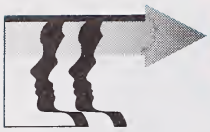
plus ne se sont pas illustrés par leur compétence. On n'a qu'à penser à Pol Pot au Cambodge ou aux Duvalier de Haïti pour s'en rendre compte. Dans une démocratie, toutefois, on peut se débarrasser des gouvernements incompétents sans effusion de sang ou utilisation de la force. Il suffit de voter pour quelqu'un d'autre aux prochaines élections. Cette option n'existe pas dans une dictature. Que le dictateur soit compétent ou non, il est là jusqu'à la mort ou jusqu'à ce qu'il soit remplacé par la force.

Les critiques de la démocratie se plaignent souvent de la qualité du leadership démocratique. Il est vrai que les chefs politiques démocratiques sont parfois médiocres et faibles. On mentionne souvent à cet égard Chamberlain qui a plié devant Hitler à Munich. Cette décision était sans doute fort déplorable, mais de suggérer que Hitler était un meilleur chef relève de la fantaisie. Chamberlain a pris sa décision de bonne foi. Il n'a jamais voulu régner sur le monde ou dominer l'Europe. Il n'a menacé la sécurité ou l'intégrité territoriale d'aucun pays. Il n'a exprimé de haine envers aucun peuple et n'a jamais établi de plan pour leur extermination.

On dit que le gouvernement de Hitler était plus efficace. Même cela est contesté aujourd'hui car nous savons que la compétition et la rivalité entre les ministères gouvernementaux allemands causaient de grandes inefficacités. Admettons toutefois que son gouvernement a connu, au début, des succès économiques et a démontré par là une certaine compétence. Il était facile pour Hitler d'être efficace car il n'y avait pas d'opposition — sa parole constituait la loi. Cela ne l'a pas empêché de prendre éventuellement des décisions fatales pour sa cause. Il a déclaré la guerre aux États-Unis après le bombardement japonais de Pearl Harbour, ce qui a réuni contre lui les trois grandes puissances mondiales — les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne. Il a maltraité et aliéné les populations des territoires soviétiques occupés, quand certains éléments de ces populations ne demandaient pas mieux que d'être délivrés de la présence russe. Staline lui-même a pris de mauvaises décisions qui coûtent encore à l'ex-Union soviétique. Sa détermination de collectiviser les terres et persécuter les paysans riches par exemple a causé une famine terrible. La productivité agricole soviétique ne s'en est jamais relevée. Les dictateurs peuvent bien se donner un air de fermeté et de décision. Leurs actions ont tué bien plus de gens et causé bien plus de misère que celles des chefs démocratiques.

La corruption constitue une autre critique lancée contre les démocraties. Watergate a bel et bien eu lieu, mais nous le savons à cause de l'existence d'une presse libre. La presse est censurée dans les dictatures et elle ne traite jamais de la corruption qui règne dans ces pays. Combien de dictateurs sud-américains se sont enrichis par le trafic des drogues? Les noms de Noriega et de Somoza viennent immédiatement à l'esprit. L'ancien dictateur zaïrois Mobutu n'était-il pas un des hommes les plus riches de la terre quand son pays en était un des plus pauvres? Si nous avons l'impression que la corruption sévit plus dans les démocraties que dans les dictatures, c'est parce que la liberté existe dans les démocraties — la liberté de poser des questions, de demander accès aux archives gouvernementales et la liberté de publier des résultats. La corruption existe dans les dictatures, mais personne n'en parle pour ne pas risquer sa vie.

L'idée que les dictatures peuvent offrir un meilleur gouvernement que les démocraties est d'une simplicité attrayante. Elle ne survit pas à l'analyse toutefois. Quand on fait le bilan, on voit l'horreur de la vraie situation. Les dictateurs comme Hitler, Staline, Pol Pot et Ghengis Khan, entre autres, nous ont offert le spectacle de la cruauté humaine portée à son maximum. Les partisans de la dictature peuvent bien parler d'efficacité et de leadership : ils ont bien des comptes à rendre.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- une démocratie repose sur une vision optimiste de l'homme et les démocrates (qui sont en fait les libéraux sur le plan politique) voient l'homme comme un être rationnel et libre, qui est égal en droits aux autres hommes;
- la démocratie « pure » ou « directe » suppose la participation de tout le monde à toutes les décisions;
- la plupart de nos démocraties sont représentatives car pour des raisons d'efficacité, entre autres, nous donnons à nos représentants librement élus le devoir de voter en notre nom sur les questions importantes dans les institutions représentatives;
- le bon fonctionnement d'une démocratie exige une population informée, motivée, engagée, libre d'exprimer ses vues et pratiquant son civisme et son sens de responsabilité;
- la démocratie libérale moderne trouve ses origines dans les écrits de John Locke et de Montesquieu. Le premier a maintenu que le gouvernement repose sur un « contrat social » entre ses citoyens qui, eux et non le monarque, sont investis de la souveraineté politique. Le second a établi le principe de la séparation des pouvoirs comme façon de prévenir la tyrannie;
- même si elle est généralement considérée la forme de gouvernement la plus avancée, la démocratie reste sujette à la critique, surtout de la part de gens qui craignent ou sa lenteur et son inefficacité, ou sa prédisposition à la division, à la liberté de pensée et d'action (que certains croient mener à l'anarchie) et à la désunion sociale.

LES SYSTÈMES PARLEMENTAIRES

Bon nombre de régimes politiques contemporains se réclament de la **démocratie libérale**. D'après leur évolution et leur fonctionnement, ces régimes se regroupent généralement en deux catégories — les régimes parlementaires et les régimes présidentiels. Certains régimes, comme le régime français et le régime russe, combinent des éléments des deux systèmes, mais même là le caractère parlementaire prend le dessus.

Quels sont les attributs principaux de ces deux systèmes? Nous commencerons avec le système parlementaire. Nous sommes plus familiers avec lui car c'est le système que nous avons hérité de la mère des Parlements, c'est-à-dire de la Grande-Bretagne, et c'est le système que nous utilisons présentement au Canada.

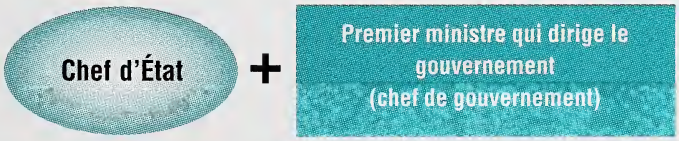
Les trois principes du parlementarisme

C'est en Grande-Bretagne que le parlementarisme trouve ses origines. Il a connu là une évolution particulière qui a pris une forme plus ou moins définitive au cours du XIXe siècle. Le parlementarisme repose sur trois grands principes, à savoir :

- l'exécutif dualiste ou bicéphale,
- la responsabilité ministérielle,
- la discipline de parti.

L'exécutif dualiste

Ce concept a été discuté au chapitre 2. Vous vous rappellerez qu'il s'agit d'une branche du gouvernement composée de deux éléments, de deux têtes.



Dans une monarchie constitutionnelle comme la Grande-Bretagne ou le Canada, le chef d'État est le monarque et le chef du gouvernement est le Premier ministre. Dans les républiques, où par définition il n'y a pas de monarque, le chef d'État porte souvent le titre de Président (Inde, Italie, France, Pologne, Allemagne, Irlande, entre autres). Il ne faut pas pour autant confondre ce Président avec un Président dans un système présidentiel.

Ces deux entités se complètent. Dans les monarchies, les souverains règnent et les gouvernements gouvernent. Les monarques accomplissent les devoirs symboliques et honorifiques. Ils reflètent le pays, symbolisent à travers leurs personnes sa souveraineté et son identité. Ils restent généralement au-dessus de la politique, mais peuvent intervenir pour garantir le respect de la constitution. La monarchie espagnole s'est montrée très utile à cet égard quand elle a refusé d'endosser (d'accepter) un coup d'État tenté par les militaires en 1981, quelques années après la mort de l'ancien dictateur militaire, le général Franco. Le manque d'appui de la part du roi Juan Carlos a privé le coup de la légitimité et a sauvé la démocratie espagnole.

La responsabilité ministérielle

Connu aussi sous le terme de « **gouvernement responsable** », **la responsabilité ministérielle implique que l'exécutif reste en tout temps responsable devant le pouvoir législatif.** Le Parlement, là où réside le pouvoir législatif, est donc suprême. La survie du gouvernement dépend de l'appui du Parlement. Si le Parlement censure le gouvernement, celui-ci doit démissionner car il a perdu la confiance des représentants du peuple. Nous disons que le pouvoir exécutif (le gouvernement) est responsable devant le pouvoir législatif (le Parlement).

Dans les régimes parlementaires d'inspiration britannique, les membres du gouvernement (c'est-à-dire l'exécutif ou le Cabinet) sont choisis parmi les membres du Parlement. Les ministres siègent au Parlement en tant que députés de leur circonscription. Le Premier ministre, lui-même un député, choisit certaines personnes parmi les autres députés élus de son parti à qui il confie des responsabilités particulières. Ces personnes prennent en charge des ministères et deviennent des ministres. Collectivement, ils forment le Cabinet ou le Conseil des ministres et ensemble ils doivent rendre compte de leurs actions au Parlement (d'où vient la célèbre période des questions). Ils assument collectivement la responsabilité de toutes leurs décisions et doivent jouir en tout temps de la confiance du Parlement.

Comment savoir si le Cabinet a perdu la confiance du Parlement? **Le Parlement peut délibérément adopter une motion de censure. Cette motion exprime un manque de confiance dans le gouvernement et celui-ci doit démissionner.** Le Parlement peut aussi rejeter un projet de loi de nature financière. Ce rejet est généralement considéré comme une motion de censure. Quand l'ancien Premier ministre Joe Clark (1979-1980) a perdu le vote sur son premier budget, il s'est senti obligé de démissionner.

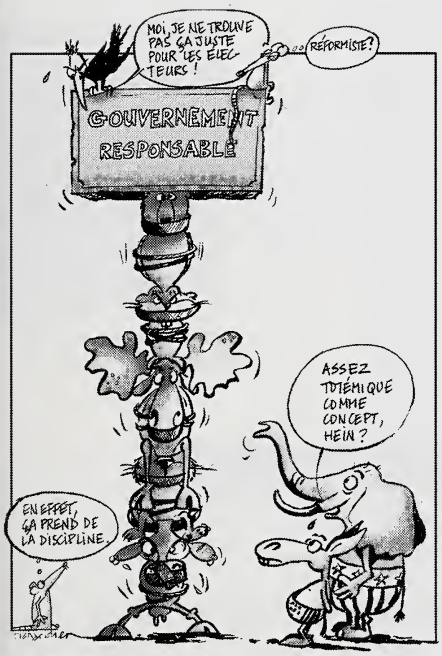
Qu'est-ce qui arrive si le Parlement rejette un projet de loi de nature non financière? Nous entrons ici dans une zone quelque peu grise. Si le projet de loi représente une politique fondamentale du gouvernement ou une promesse du gouvernement, sa défaite signifie un manque de confiance. Si le projet de loi est de nature assez mineure, ou si le gouvernement perd le vote sur un amendement ou sur une motion présentée par l'opposition, la vie du gouvernement n'est pas en danger. S'il y a confusion ou controverse, le gouvernement peut toujours demander au Parlement son opinion sur la nature du vote. C'est cela que l'ancien Premier ministre Lester B. Pearson a fait une

Motion de censure : vote des députés contre le gouvernement pour exprimer leur non confiance

fois en perdant un vote de façon « accidentelle ». Son gouvernement était minoritaire et ses députés n'étaient pas tous en Chambre. Il a demandé une interprétation du vote. La Chambre a déterminé qu'elle n'avait pas exprimé un manque de confiance dans le gouvernement en votant contre le projet de loi.

La discipline du parti

Ce concept est le pilier sur lequel repose la responsabilité ministérielle. Si le gouvernement ne peut pas compter sur le vote de ses propres députés, son existence risque d'être courte dans le contexte d'un gouvernement responsable. Rappelez-vous : le gouvernement est obligé de démissionner s'il perd des votes importants. Pour pouvoir gouverner en toute sérénité et mettre en application son programme, le gouvernement a besoin de l'appui des députés de son propre parti.



La discipline dans le parti : Le pilier sur lequel repose la responsabilité ministérielle.

Certains individus et groupes au Canada, y compris le Parti réformiste, ont critiqué ce trait de notre système politique disant qu'il coupe les députés de leurs électeurs et les prive de leur liberté d'action. Ils demandent des **votes libres** à la Chambre, une procédure selon laquelle les députés pourraient voter selon la volonté de leurs électeurs, sans mettre la survie du gouvernement en danger. Ce système est en place aux États-Unis et les députés votent comme ils veulent, peu importe la position officielle de leur parti. Adopter un tel système mettrait fin toutefois au concept même de gouvernement responsable, car il deviendrait impossible de faire tomber le gouvernement. Un gouvernement qui continuerait à gouverner, tout en ayant perdu la confiance du Parlement, serait un gouvernement illégitime, car il aurait violé le principe de la suprématie du Parlement et de la souveraineté du peuple.

Un tel argument ne s'applique pas au système présidentiel américain, toutefois, car le Président est élu séparément du Congrès. Il ne tire pas sa légitimité ou son droit de gouverner du pouvoir législatif, comme le Premier ministre canadien. Sa légitimité vient directement du peuple car il est élu en tant que Président, et non pas en tant que député au Parlement. Le Président d'ailleurs ne siège pas au Congrès américain. Si donc un projet de loi favorisé par le Président est rejeté au Congrès américain, le Président n'est pas tenu de démissionner, car son pouvoir ne vient pas du Congrès, mais bien du peuple. Le Premier ministre canadien, par contre, tient son pouvoir du Parlement. Celui-ci peut accorder sa confiance et retirer sa confiance. Grâce au concept de discipline de parti, le Premier ministre peut compter sur le vote de ses propres députés. En situation de gouvernement majoritaire (où le gouvernement occupe plus de la moitié de tous les sièges), le gouvernement doit pouvoir gouverner en toute quiétude. Si le gouvernement est minoritaire, par contre, le gouvernement doit avoir l'appui de suffisamment de députés de l'opposition afin de gagner le vote sur chaque projet de loi.

Vote libre : vote où les députés ne sont pas obligés de voter selon la position de leur parti

ACTIVITÉ

Le parlementarisme

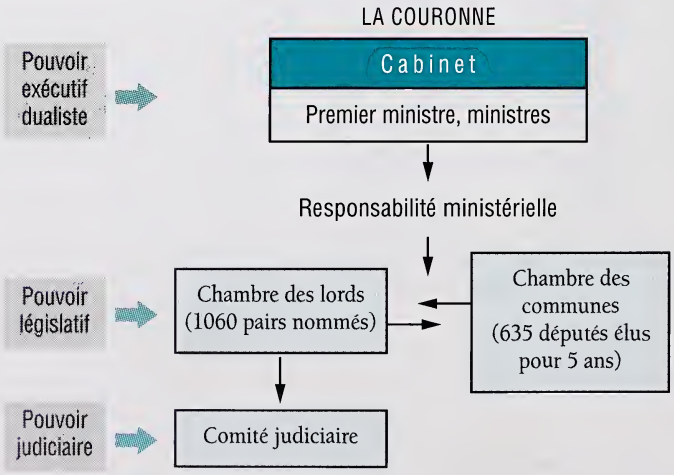
1. Le parlementarisme contient des éléments démocratiques et des éléments non démocratiques. Discutez les uns et les autres.

2. Quelles sont, d'après vous, les forces et les faiblesses du parlementarisme?

Le parlementarisme britannique

Le tableau ci-dessous illustre les principales structures et le fonctionnement du régime parlementaire britannique. Le parlementarisme, le terme « Parlement » dérive du verbe français « parler », tel que nous le connaissons aujourd'hui, est le résultat d'une longue évolution en Grande-Bretagne. Si nous commençons notre étude avec ce pays, c'est parce c'est le Royaume-Uni (l'union de la Grande-Bretagne [l'Angleterre, le pays de Galles et l'Écosse] et de l'Irlande du Nord) qui a donné naissance à cette forme de gouvernement.

Tableau du régime parlementaire britannique



Le pouvoir exécutif

Comme nous l'avons discuté au chapitre 2, le pouvoir exécutif dans un régime parlementaire est dualiste. En ce moment en Grande-Bretagne, la couronne est représentée par la reine, Elisabeth II qui, selon le vieux proverbe, « règne mais ne gouverne pas ». Elle se limite à suivre les conseils de ses ministres qui, eux, doivent avoir la confiance de la Chambre des communes. Le chef du gouvernement s'appelle le Premier ministre. Selon la tradition, il est le chef du parti qui a remporté le plus de sièges lors des plus récentes élections. Si son parti a gagné une majorité de sièges, son gouvernement sera majoritaire. Dans le cas où son parti a remporté le plus grand nombre de sièges mais non la majorité, il doit former un gouvernement minoritaire qui s'appuiera, dans la mesure du possible, sur l'appui d'autres partis ou individus.

Elisabeth II

Elisabeth II

Née le 21 avril 1926 à Londres, la princesse Elisabeth, fille du roi George VI, a accédé au trône le 6 février 1952 à l'âge de 25 ans. Elisabeth II dont le titre officiel est « par la grâce de Dieu reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de ses autres domaines et territoires, chef du Commonwealth, défenseur de la foi » demeure, en dépit des problèmes de sa famille, le symbole de l'unité, l'incarnation de la légitimité historique. Elle résume en sa personne ce qu'est l'Angleterre. Elle s'élève au-dessus de la politique, symbolisant un Royaume-Uni de toutes les factions idéologiques et de toutes les régions.

Après 40 ans de « discours du trône », de visites officielles à l'étranger, de rubans coupés, d'œuvres charitables parrainées et de discours prononcés (sans parler de chapeaux portés!!), la reine est une institution dont l'autorité morale et la légitimité restent intactes. C'est beaucoup dire quand on pense aux difficultés dont souffre le reste de la famille royale britannique et à la petite somme de 57 millions de livres qu'elle coûte chaque année à la Grande-Bretagne. Le sentiment républicain est toutefois peu développé au Royaume-Uni, même si on perçoit une certaine angoisse face aux perspectives de la monarchie post-élisabéthaine.

Quant à l'aspect canadien de la monarchie, cette institution semble avoir disparu du paysage politique. Il fut un temps où la seule présence de la reine dans notre pays provoquait émeutes et discours incendiaires au Québec (surtout si elle osait y mettre les pieds) et foules enthousiastes et rues pavoisées de drapeaux britanniques au Canada anglais. Cette époque est passée. On dirait que la monarchie n'est même pas assez importante pour figurer dans nos différences. Les Canadiens anglais, au moins ceux qui s'y intéressent, continuent à admirer la reine pour son travail consciencieux et son flegme face à ses problèmes familiaux. Pour la majorité des Canadiens, toutefois, le débat « république ou monarchie constitutionnelle » n'en vaut pas la peine. Comme tout changement constitutionnel est semé d'obstacles, il vaut mieux, semble-t-on croire, continuer comme avant, c'est-à-dire réserver pour cette institution une indifférence cordiale assortie de curiosité et de pitié.

Le Premier ministre britannique choisit parmi les députés élus de son parti des gens compétents et représentatifs à qui il confie la charge des ministères particuliers. On appelle ces gens des **ministres à portefeuille**. Portefeuille signifie dossier. Le ministre de l'Agriculture, par exemple, s'occupe du dossier de l'agriculture. Ensemble, ces gens forment le **Cabinet** ou le **Conseil des ministres** (ce sont des synonymes). Le terme **gouvernement** se rapporte collectivement au Premier ministre et au Cabinet.

Le Cabinet présente des projets de loi à l'approbation du Parlement, gère les différents ministères à l'aide de la bureaucratie (la fonction publique ou l'administration civile), et se charge de l'application des lois et des règlements relevant de chaque ministère

Benjamin Disraeli

Benjamin Disraeli (1804 - 1881)

Un des Premiers ministres britanniques les plus éloquents et les plus élégants, Disraeli a pratiqué un conservatisme progressiste où l'État se faisait le protecteur des classes défavorisées. Quoique baptisé anglican, Disraeli était fier de ses racines juives. Premier ministre pendant six ans, sur le plan domestique il a été l'auteur d'importantes réalisations sociales et politiques. Sur le plan extérieur, il a mené une politique pro-impérialiste qui a vu la Grande-Bretagne consolider son emprise sur son Empire (entre autres, participation aux actions du canal de Suez, proclamation de la reine Victoria, impératrice des Indes).

Le pouvoir législatif

La Couronne fait partie du pouvoir législatif dans la mesure où le monarque sanctionne (signe) les projets de loi, les transformant ainsi en lois. Un monarque peut-il refuser pour des raisons de conscience de signer une loi? En principe, non, car une telle action serait anti-démocratique. La loi, après tout, a été adoptée par les représentants du peuple et un monarque constitutionnel ne peut pas s'opposer à une décision des délégués populaires.

Il est déjà arrivé, toutefois, une occasion où un monarque constitutionnel moderne a refusé de sanctionner une loi. Il s'agit du cas de l'ancien roi de la Belgique qui, suivant sa conscience, ne pouvait pas accepter une loi légalisant le divorce. Pour résoudre la crise constitutionnelle que son action a provoquée, Beaudoin a démissionné pour la journée et la loi a été considérée comme acceptée, étant donné que pour cette période, la Belgique n'avait plus de roi.

À part ce rôle d'habitude symbolique du monarque, le pouvoir législatif réside dans le Parlement. Le Parlement britannique est **bicaméral**, c'est-à-dire composé de deux chambres. La première chambre, la Chambre des communes, représente le peuple selon un système de circonscriptions où les sièges sont répartis selon le vote majoritaire uninominal à un tour. Six cent cinquante (650) députés sont élus pour 5 ans au maximum. La répartition des sièges se fait comme suit :

- Angleterre - 523 sièges
- Écosse - 72 sièges
- Pays de Galles - 38 sièges
- Irlande du Nord - 17 sièges

Le Premier ministre peut déclencher les élections n'importe quand à l'intérieur du délai de 5 ans. Pour la plus grande partie de ce siècle, le gouvernement a été formé par les Conservateurs (derniers premiers ministres : Margaret Thatcher et John Major) et les Travaillistes (derniers premiers ministres : Tony Blair, James Callaghan et Harold Wilson).

Bicaméral : parlement composé de deux chambres

La **Chambre des communes** est de loin l'organisme le plus important. Elle est élue et donc jouit d'une légitimité démocratique que n'a pas la Chambre des lords, « la Chambre des pairs ». Celle-ci reflète le passé aristocratique de la Grande-Bretagne. **La Chambre des lords** regroupe quelques 1000 membres tirés du clergé anglican et de la noblesse anglaise, écossaise et irlandaise. Vu sous cet angle, on peut dire que cette chambre regroupe les représentants des deux « états privilégiés » que nous avions rencontrés lors de la Révolution

française. La Chambre des communes, pour sa part, regroupe le Tiers État. Nous remarquons à quel point a divergé l'évolution politique de la Grande-Bretagne et de la France. En France, les révolutionnaires ont insisté sur la création d'une seule Chambre où les représentants des trois ordres étaient fusionnés. L'Angleterre a conservé un Parlement beaucoup plus stratifié où les gens « communs » siégeaient dans une Chambre séparée des membres du clergé ou de la noblesse.

Le caractère antidémocratique de la Chambre des lords a réduit énormément sa légitimité et son importance dans le paysage politique de la Grande-Bretagne. Bien que les pouvoirs des deux chambres aient été identiques pendant longtemps, ils ne le sont plus aujourd'hui. Dans le temps, l'approbation des deux chambres était nécessaire pour l'adoption d'un projet de loi. En 1911, la Chambre des communes a forcé la Chambre haute à renoncer à cette prérogative. Depuis lors, le **veto** de la Chambre des lords est devenu **suspensif** et ne s'applique qu'aux mesures non financières. La Chambre des lords ne peut que s'opposer à la législation ordinaire et la retourner à la Chambre des communes où elle doit attendre un certain temps avant d'être votée de nouveau. Si la Chambre des communes croit bon d'adopter une nouvelle fois le même projet de loi, la Chambre des lords ne peut plus s'y opposer. Le veto suspensif ne s'applique même pas aux mesures financières sur lesquelles la Chambre des lords a perdu tout pouvoir d'opposition.

Privée de la possibilité de s'opposer au budget et de son pouvoir de mettre en cause la responsabilité des ministres et du gouvernement, la Chambre des lords est devenue une chambre de réflexion qui révise les projets de loi et donne des avis techniques. Elle ne joue presque plus aucun rôle politique.

Le pouvoir judiciaire

Le pouvoir judiciaire en Grande-Bretagne détermine la « **Common Law** » et interprète les lois.

Un ensemble de tribunaux rendent justice dans les causes civiles et criminelles.

Le pouvoir judiciaire est entièrement séparé des deux autres branches du gouvernement. Pour sauvegarder son indépendance par rapport au pouvoir exécutif, les juges de juridiction supérieure ne peuvent être démis de leurs fonctions que par la reine, sur recommandation des deux chambres du Parlement.

Le pouvoir judiciaire britannique comporte une spécificité intéressante. Il s'agit du rôle de la Chambre des lords en tant que Haute Cour d'appel. De fait, une dizaine de lords, portant le titre de lords d'appel ordinaire (« Law Lords »), joue le rôle très important de Cour d'appel suprême dans les causes civiles, pour tout le Royaume-Uni. Pour ce qui est des causes criminelles, sa juridiction exclut l'Écosse.

Veto suspensif : veto pour une durée de temps limitée

Common Law : droit commun

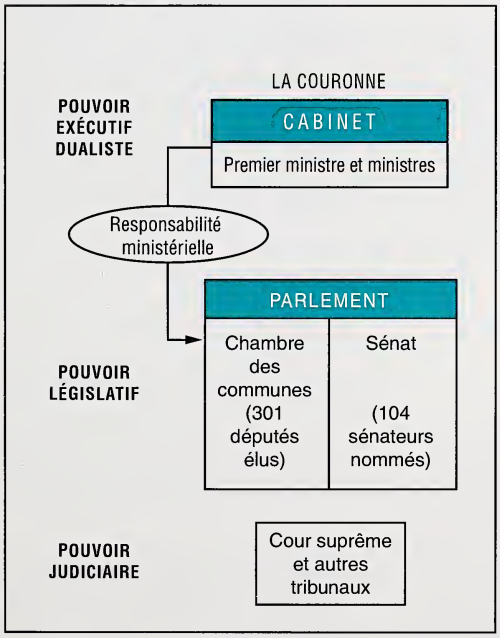
Le parlementarisme canadien

Nous n'avons pas l'intention de nous étendre trop longuement sur ce sujet, étant donné que vous l'avez étudié en profondeur dans les années précédentes. Les diagrammes et explications qui suivent serviront à vous rafraîchir la mémoire.

Sur le plan politique, le Canada est :

- une monarchie constitutionnelle (le chef d'État est le monarque britannique);
- une démocratie parlementaire;
- un régime fédéral (le Canada comprend un gouvernement central, dix provinces et deux territoires [trois territoires à partir de 1999 quand le territoire de Nunavut sera séparé du reste des Territoires du Nord-Ouest).

Le régime parlementaire canadien



En ce qui concerne d'autres traits de notre système, il faut souligner que :

- comme en Grande-Bretagne, la **séparation des pouvoirs** est souple plutôt que rigide. Comme d'autres régimes parlementaires, le pouvoir exécutif est choisi à partir du pouvoir législatif et doit jouir de sa confiance en tout temps;

- les **trois principes fondamentaux du parlementarisme, c'est-à-dire l'exécutif dualiste, la responsabilité ministérielle et la discipline de parti** sont respectés dans le système politique canadien, même au niveau provincial; en ce qui concerne l'exécutif dualiste, n'oubliez pas qu'il y a un lieutenant-gouverneur dans chaque province et un premier ministre provincial;

- le **mode de scrutin** utilisé est celui du vote majoritaire uninominal à un tour depuis le 8 janvier 1997. Le Canada est divisé en 301 circonscriptions réparties comme suit :

- Terre-Neuve	7
- Nouvelle-Écosse	11
- Nouveau-Brunswick	10
- Île-du-Prince-Édouard	4
- Québec	75
- Ontario	103
- Manitoba	14
- Saskatchewan	14
- Alberta	26
- Colombie-Britannique	34
- Yukon	1
- Territoires du Nord-Ouest	2

Le Parlement

Le Parlement canadien est bicaméral, composé d'une Chambre basse (la Chambre des communes) et d'une Chambre haute (le Sénat). Au contraire de la Chambre haute britannique, le Sénat canadien ne représente pas l'aristocratie canadienne. Pour tenir compte de la nature fédérale du Canada, les Pères de la Confédération ont confié au Sénat la responsabilité de représenter les régions. Cela se fait selon le principe de l'égalité des régions (et non pas des provinces). Regardez comment les sièges du Sénat sont répartis :

- Maritimes (10 pour la Nouvelle-Écosse et pour le Nouveau-Brunswick et 4 pour l'I.P-É.);	24 sièges
- Québec	24 sièges
- Ontario	24 sièges
- Ouest (dont 6 pour chacune des 4 provinces)	24 sièges
- Terre-Neuve (cette province s'est jointe à la Confédération après la répartition initiale des sièges);	6 sièges

- Yukon	1 siège
- Territoires du Nord-Ouest	1 siège

Il y a donc 104 sénateurs et le Premier ministre retient le droit de nommer huit sénateurs supplémentaires, s'il le juge nécessaire. C'est ce que l'ancien Premier ministre Brian Mulroney a fait afin de faire adopter le projet de loi instituant la taxe sur les produits et services [la TPS].

Cette répartition des sièges, en plus de la nature antidémocratique du Sénat (les sénateurs sont nommés, pas élus), continue à soulever la controverse au Canada, particulièrement dans les provinces de l'Ouest. Les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique voient leur population s'accroître, mais leur influence au Sénat reste plus faible que celle de la Nouvelle-Écosse. Un mouvement s'est créé dans les années 1980 demandant un nouveau Sénat organisé autour du principe des trois E : égal, élu et efficace. Selon cette vision, le Sénat aurait un pouvoir réel, les sénateurs seraient élus chacun dans leur province et il y aurait un nombre égal de sénateurs en provenance de chaque province. (Ainsi, le principe de l'égalité des provinces remplacerait celui de l'égalité des régions.) Ces idées ont été plus ou moins incorporées dans l'accord de Charlottetown qui, comme vous le savez, a été rejeté par le peuple canadien, et ironiquement, par la population de l'Ouest, qui avait initié la revendication d'un Sénat selon la proposition « des trois E ».

Ainsi toute réforme du Sénat semble-t-elle bloquée pour l'instant et les Canadiens doivent se contenter du statu quo. Celui-ci peut, toutefois, avoir certaines vertus. N'étant pas élus et ne pouvant pas menacer la survie du gouvernement, les sénateurs peuvent parler librement, restant fidèles à leur conscience et à leur jugement. Ils n'ont plus rien à craindre ni de l'électorat ni du Premier ministre. (Il les nomme mais il ne peut pas les renvoyer.) Dans un sens, ils sont au-dessus de la politique et peuvent jeter un regard plus profond et moins « électoraliste » sur les questions soumises à leur considération. On parle d'ailleurs du Sénat comme d'une chambre de réflexion ou, comme on dit en anglais, « A chamber of sober second thought ».

Le Cabinet

À l'heure actuelle, le Cabinet canadien comprend entre vingt-trois et vingt-cinq ministres. Le choix du Cabinet relève de la haute diplomatie car il faut prendre en considération un grand nombre de facteurs variés :

- compétence — il faut choisir des ministres qui seront capables d'assumer les fonctions qu'on leur destine.

- géographie — on ne peut pas choisir des ministres qui viennent tous de la même région. Chaque province canadienne s'attend à avoir au moins un ministre si elle a élu un député du parti au pouvoir. Dans le cas contraire, le Premier ministre peut toujours décider de nommer un sénateur de la province à un poste de ministre. Pierre Trudeau avait choisi cette voie pour l'Alberta quand cette province n'avait élu aucun député libéral dans les années 1980.

- langue — il faut avoir des francophones, des anglophones et des allophones et s'assurer que les postes importants soient alloués de façon équitable. Les francophones se sont plaints pendant longtemps qu'un des leurs n'avait jamais occupé le poste de ministre des Finances. Jean Chrétien a été le premier ministre des Finances francophone au Canada. Traditionnellement, les francophones hors Québec ainsi que les anglophones au Québec ont eu droit à au moins un ministre chacun.

- religion — bien que ce facteur soit moins important aujourd'hui qu'il y a 100 ans, il faut toujours s'assurer qu'il y a à la fois des protestants et des catholiques dans le Cabinet. (Cela n'est pas tellement difficile vu la composition religieuse du Canada.) Dans le temps, il était important d'avoir un représentant des protestants minoritaires du Québec ainsi qu'un représentant des catholiques minoritaires du Canada anglais. De plus en plus, le Cabinet comprend aussi quelqu'un d'une religion autre que la chrétienté. Les juifs, par exemple, ont été représentés dans plusieurs Cabinets ces dernières années.

- origine ethnique — la plupart des membres du Cabinet reflète la réalité canadienne dans le sens qu'ils sont soit anglophones soit francophones. Depuis les années 60, toutefois, les différents gouvernements ont vu le besoin d'inclure des ministres d'autres origines ethniques. La logique et la bonne politique veulent que la réalité multiculturelle du Canada se reflète aussi au niveau du Cabinet.

- sexe — il est impensable aujourd'hui de former un Cabinet sans une représentation féminine. Il n'en a pas toujours été ainsi — la première femme à occuper un poste de ministre au niveau fédéral a été Ellen Fairclough, nommée Secrétaire d'État (aujourd'hui ministre du Patrimoine canadien) par le gouvernement conservateur de John Diefenbaker en 1957.

- loyauté et années de service — il est naturel qu'un Premier ministre nomme comme ministres des gens qui lui ont été loyaux et qui ont offert de longues années de service à son parti. Quand, pour d'autres raisons, il ne peut pas les nommer ministres, il conserve un nombre considérable d'autres postes (sénateurs, diplomates, chefs d'entreprises publiques, chef d'agences gouvernementales) auxquels il peut les nommer. La nomination de gens à ces postes pour des raisons politiques s'appellent le **favoritisme politique** (« patronage » en anglais). Cette pratique est rondement critiquée par presque tout le monde, mais continue quand même à faire partie du paysage politique.

Favoritisme politique : appui, protection ou avantages accordés à une personne par faveur et non selon la justice ou le mérite

ACTIVITÉ

Le Cabinet canadien et d'autres personnages importants

Identifiez les noms des gens occupant ces postes importants.

Postes au Cabinet fédéral :

Premier ministre
Vice-premier ministre
Ministre des Finances
Ministre des Affaires étrangères
Ministre du Patrimoine canadien
Ministre des Ressources humaines
Ministre de la Défense
Ministre de l'Environnement
Ministre du Commerce international
Ministre des Affaires intergouvernementales
Ministre de la Santé
Ministre des Ressources naturelles
Ministre de la Justice

Autres postes importants :

Gouverneur général
Juge en chef de la Cour suprême
Président de la Chambre des communes
Chef de l'opposition officielle
Chef du Parti libéral
Chef du Parti progressiste-conservateur
Chef du Parti réformiste
Chef du Bloc québécois
Chef du Nouveau Parti démocratique

Ministres fédéraux en provenance de l'Alberta :

Noms	Postes	Circonscriptions

L'opposition

L'opposition s'assoit en face du gouvernement à la Chambre des communes. Elle se compose du parti ayant le deuxième plus grand nombre de députés à la Chambre des communes — ce parti est appelé l'opposition officielle et son chef, le chef de l'opposition officielle — et des autres partis reconnus. Pour être reconnu comme parti officiel à la Chambre, il faut avoir douze sièges ou plus. Si ce chiffre n'est pas atteint, les députés sont considérés comme indépendants; ce qui est arrivé aux députés néo-démocrates et conservateurs après les élections de 1993. L'opposition officielle se considère traditionnellement comme un gouvernement en attente. Pour prouver sa compétence vis-à-vis de l'électorat, et pour suivre de près les agissements du gouvernement, elle constitue ce qu'on appelle un « gouvernement fantôme ». Ce « gouvernement » se compose de députés qui, chacun, doit suivre de près un ministre. Chaque membre du **Cabinet fantôme** se spécialise dans l'étude des dossiers d'un ministère particulier. Ainsi trouve-t-on au niveau de l'opposition officielle, le critique du ministère des Finances ou bien le critique du ministère de la Santé.

Les travaux de la Chambre

La Chambre des communes est le foyer même de la démocratie au Canada. Bien qu'elle ait adopté de nombreuses modifications à son fonctionnement ces dernières années — y compris la présence de la télévision — elle continue à adhérer à des traditions et à des précédents qui la rendent unique. Une des traditions que les gouvernements ont cru bon de modifier était la durée du temps allouée à la discussion des projets de loi. Autrefois, les députés pouvaient parler aussi longtemps qu'ils le voulaient. Certains en profitaient pour tenter de décourager le gouvernement et d'empêcher qu'un projet de loi soit mis au vote. De plus, comme il faut trois votes pour qu'un projet de loi soit approuvé, les députés d'opposition ne se sont pas privés de parler longtemps à chaque étape du processus. La stratégie basée sur une telle tentative de parler jusqu'à l'épuisement du gouvernement s'appelle un « **filibuster** ».

Le parti conservateur avait tenté de briser le moral du gouvernement libéral en adoptant une stratégie de filibuster lors du débat sur le drapeau dans les années 60. Pour mettre fin à la possibilité que l'opposition monopolise le temps de la

Cabinet fantôme : ensemble des députés de l'opposition chargés de surveiller et de critiquer les activités du véritable Cabinet

Filibuster : stratégie utilisée par les députés consistant à parler aussi longtemps que possible pour empêcher la Chambre de voter

Chambre de cette façon, le gouvernement a répondu en faisant adopter les limites de temps, à la fois aux discours de chaque député et au temps alloué pour la considération de chaque projet de loi. Dans ce dernier cas, quand le gouvernement a décidé que la Chambre a passé assez de temps à débattre un projet de loi, il impose ce qu'on appelle la clôture ou **bâillon**, ou en anglais « closure ». Ce faisant, il force les députés à voter sur le projet de loi sans plus en parler. Cette pratique soulève la controverse. D'un côté, il brise la tentative de l'opposition de paralyser les travaux de la Chambre. De l'autre côté, il attaque un droit démocratique, celui de représenter ses électeurs et de débattre les propositions du gouvernement. Un gouvernement doit faire attention de ne pas recourir trop souvent au bâillon, s'il ne veut pas gagner la réputation de vouloir réduire au silence les députés de l'opposition.

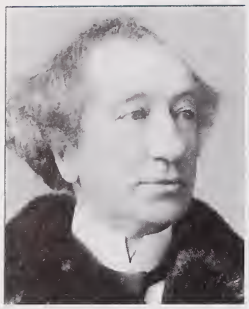
Le choix d'un chef de parti

D'une manière générale au niveau fédéral, un chef de parti est choisi lors d'un **Congrès à la chefferie** — appelé aussi un Congrès de leadership. Chaque parti a ses propres règles, mais d'habitude les membres du parti dans chaque circonscription choisissent les délégués qui se rendront au Congrès du parti et voteront pour le candidat de leur choix. Cela donne lieu à de gros congrès où le résultat n'est pas toujours connu d'avance. Certains partis, surtout au niveau provincial, ont adopté des mesures pour donner le vote à tous les membres du parti. Bien que cela soit possible au niveau local et régional, ce serait plus difficile à mettre en pratique au niveau national.

Le Canada a eu la chance, au cours de son histoire, d'être dirigé par des Premiers ministres assez remarquables. Parmi ceux qui ont eu un impact considérable sur l'histoire canadienne, il faut noter :

Bâillon (imposer le): forcer la clôture du débat en Chambre

Congrès à la chefferie : congrès d'un parti convoqué pour l'élection d'un chef



(1867-1873) (1878-1891)
Conservateur

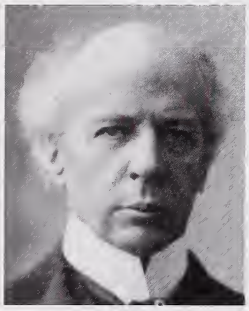
Le très honorable Sir John A. Macdonald

- premier Premier ministre après la Confédération
- responsable de la politique nationale

(1921-1926) (1926-1930)
(1930-1948)
Libéral

Le très honorable W.L. Mackenzie King

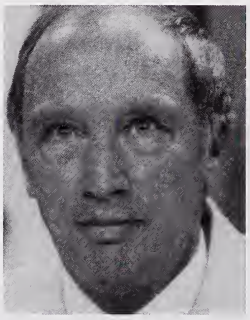
- le Premier ministre ayant occupé ce poste le plus longtemps
- résout la question de la conscription lors de la Deuxième Guerre mondiale
- jette les bases du réseau des programmes sociaux au Canada



(1896-1911)
Libéral

Le très honorable Sir Wilfrid Laurier

- premier Premier ministre francophone
- s'efforce de donner au Canada un rôle plus autonome au sein de l'Empire britannique



(1968-1979) (1980-1984)
Libéral

Le très honorable Pierre Elliott Trudeau

- responsable de l'adoption du bilinguisme officiel et du multiculturalisme
- réagit à la Crise d'octobre au Québec en 1970 par la Loi sur les mesures de guerre
- rapatrie la Constitution où il y fait inclure la Charte canadienne des droits et libertés

(1984-1993)
Progressiste-Conservateur

Le très honorable Martin Brian Mulroney

- responsable de la signature de l'accord du libre-échange avec les États-Unis et de celui de l'ALÉNA avec le Mexique et les États-Unis
- mène à deux reprises, mais sans succès, des négociations constitutionnelles (les accords du lac Meech et de Charlottetown) dans le but de dénouer la crise constitutionnelle

(1993-)
Libéral

Le très honorable Jean Chrétien

- Premier ministre actuel, réélu pour un deuxième mandat en 1997
- poursuit une politique d'assainissement des finances publiques, de compressions budgétaires et de transfert de responsabilités aux provinces ou au secteur privé

(1993)
Progressiste-Conservateur

La très honorable A. Kim Campbell

- originaire de la Colombie-Britannique, Mme Campbell a remplacé Brian Mulroney à la tête du Parti conservateur et comme Premier ministre en 1993
- elle perd les élections qu'elle déclenche plus tard cette même année et Jean Chrétien la remplace au poste de Premier ministre

Il faut souligner aussi, ne serait-ce que pour son importance historique, le passage au pouvoir de la première femme à occuper le poste de Premier Ministre, à savoir :

À cette liste doit figurer L.B. Pearson dont nous parlons ailleurs, dans le texte.

Les gouvernements majoritaires et minoritaires

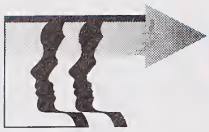
Le multipartisme dans le contexte d'un régime parlementaire occasionne parfois des gouvernements minoritaires. De tels gouvernements ont la vie difficile car ils risquent de se faire renverser à tout moment. Il leur est essentiel, pour survivre les votes à la Chambre, de se faire des alliés. Dans certains pays, le parti ayant le plus grand nombre de sièges invite un autre parti à se joindre à lui pour former un **gouvernement de coalition** (Pays-Bas, Israël, Allemagne etc). Cela n'est pas dans la tradition canadienne. Ici, le gouvernement cherche des alliés auprès des autres partis, projet de loi par projet de loi. Cela est plus facile qu'on pourrait le croire, car il n'est pas toujours dans l'intérêt des petits partis d'occasionner des élections.

Gouvernement de coalition : gouvernement formé à partir de deux partis ou plus

ACTIVITÉ

Comparaison des systèmes parlementaires britannique et canadien

Nous savons que les systèmes parlementaires britannique et canadien se ressemblent énormément. En quoi sont-ils différents?



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

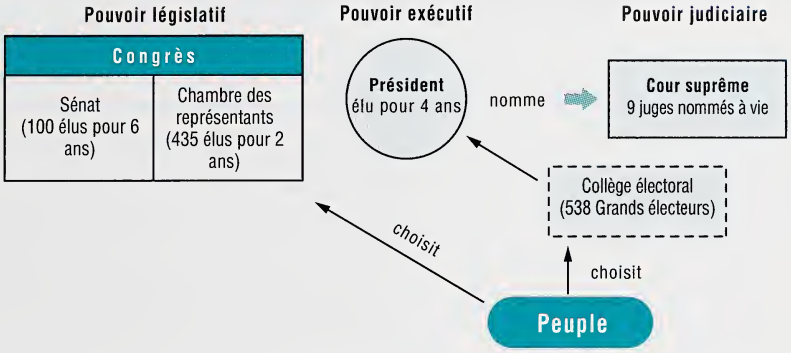
- le parlementarisme trouve ses origines dans l'évolution politique de la Grande-Bretagne;
- le parlementarisme possède trois traits particuliers qui le distingue des autres systèmes démocratiques, à savoir :
  - l'exécutif dualiste,
  - la responsabilité ministérielle,
  - la discipline de parti;
- dans un système parlementaire, le Parlement est suprême. Cela veut dire, en théorie du moins, que le Parlement a plus de pouvoir que le gouvernement ou le Premier ministre (le Premier ministre et son gouvernement dépendent en tout temps du bon vouloir du Parlement);
- si un Parlement renverse un gouvernement (ce qu'il peut faire en rejetant un projet de loi ou en adoptant une motion de censure), le gouvernement est tenu de démissionner.

LE RÉGIME PRÉSIDENTIEL

Bien qu'il existe de nombreux régimes présidentiels au monde, le système politique américain est non seulement le plus célèbre, mais c'est probablement celui qui se rapproche le plus de la doctrine politique précise de la **séparation stricte des pouvoirs**. Il repose sur l'idée que le pouvoir doit être réparti entre différents organes indépendants de telle sorte qu'il n'y ait aucun risque de concentration et donc de despotisme. Mais cette rigidité est atténuée par la recherche permanente d'un compromis entre les différents responsables du pouvoir.

À part les États-Unis, la quasi-totalité des États latino-américains et certains États africains et asiatiques ont adopté le système présidentiel. L'influence des États-Unis à cet égard est évidente. Ce pays sert de modèle pour les régimes présidentiels et sera le point central de notre étude.

Le régime présidentiel américain



Par rapport au système parlementaire, il faut noter les traits suivants d'un régime présidentiel :

- la stricte séparation des pouvoirs atténuée par le principe des poids et contrepoids;
- l'exécutif monocéphale ou moniste élu directement ou indirectement par le peuple;
- l'absence de responsabilité ministérielle;
- l'absence de discipline de parti.

Tout système présidentiel comporte les traits additionnels suivants :

- le Président est élu pour une période fixe. Il agit à la fois comme chef d'État et chef de gouvernement. Chef d'État, il occupe une position essentiellement cérémonielle et morale (il symbolise en sa personne le pays). Chef de gouvernement, il dirige l'administration et agit comme commandant en chef des forces armées. Il participe à l'initiation des projets législatifs et se charge de la conduite de la politique étrangère.
- le Président remplit ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat à moins de commettre un acte anticonstitutionnel. Dans ce cas, la branche législative peut entreprendre un processus qui mènera à sa **destitution** (ce processus est appelé **impeachment** aux États-Unis. L'ancien Président Nixon a dû démissionner afin de se sauver d'une destitution certaine à cause de son rôle dans l'affaire Watergate).

Destitution : acte de priver (d'enlever) quelqu'un de sa fonction, de son emploi, « impeachment »

Impeachment : mise en accusation des hauts fonctionnaires en vue d'une destitution, d'un renvoi

- le Président gouverne à l'aide d'un Cabinet (Conseil des ministres) de secrétaires non élus choisis et nommés par le Président et responsables devant lui. Aux États-Unis, par exemple, les ministres portent le titre de secrétaires (le secrétaire d'État correspond à notre ministre des Affaires étrangères). Ils sont choisis en dehors des députés et des sénateurs et ne répondent pas au Congrès.

- le pouvoir présidentiel est limité par le droit de regard qu'exercent sur lui les deux autres pouvoirs. De fait, chaque pouvoir qu'il soit exécutif, législatif ou judiciaire peut freiner l'exercice du pouvoir des deux autres branches du gouvernement. Il existe donc entre les pouvoirs un équilibre qui nécessite, s'il n'aboutit pas à la paralysie et à l'asphyxie, des négociations constantes afin de trouver un consensus et de permettre au gouvernement de fonctionner. Cette notion d'équilibre et de complémentarité des pouvoirs qui aboutit à la concertation des pouvoirs s'appelle poids et contrepoids ou bien freins et contrepoids. Nous reviendrons sur cette notion après avoir examiné les attributs de chacun des pouvoirs.

La séparation des pouvoirs

Le pouvoir exécutif

La présidence est l'organe le plus original du régime américain. La constitution confie au Président tous les pouvoirs exécutifs, créant ainsi un exécutif moniste. En tant que chef d'État, il est chargé de l'exécution des lois et, à cette fin, il nomme les hauts fonctionnaires et les juges. Il dispose également d'un **pouvoir réglementaire** : il peut promulguer (passer) des ordonnances et des règlements qui ont force de loi. Le président est également commandant en chef des forces armées et il assure la conduite des affaires extérieures : la nomination des diplomates, la reconnaissance des États, la négociation des traités.

En tant que chef du gouvernement, le Président américain nomme un cabinet formé de seize ministres, appelés secrétaires d'État. Ces secrétaires dirigent les divers départements publics dont :

- l'État (l'équivalent des Affaires étrangères)
- le Trésor
- la Justice
- l'Agriculture
- le Travail
- le Logement
- l'Énergie
- la Défense
- l'Intérieur
- le Commerce
- la Santé
- le Transport
- l'Éducation.

Pouvoir réglementaire : autorité de passer des règlements qui ont force de loi

Ils ne sont pas membres du Congrès et ils ne sont pas nécessairement des habitués de la vie politique. Les secrétaires nommés en 1993 par le président Bill Clinton, par exemple, appartenaient au monde des affaires, du droit, de l'université et de la fonction publique. Le procureur général des États-Unis, Janet Reno, était anciennement procureur dans une municipalité en Floride. Une fois nommés, les secrétaires sont responsables devant le Président, mais peuvent être exceptionnellement destitués par le Congrès.

De plus, le Président s'entoure de plusieurs équipes de conseillers et de spécialistes qui travaillent au Bureau exécutif du Président (Executive Office of the President). Ce bureau, créé en 1939, regroupe douze services importants.

Le Bureau de la Maison-Blanche (White House Office) comprend le secrétariat du Président :

- assistants spéciaux
- rédacteurs de discours
- secrétaires de presse
- conseillers juridiques.

Le Bureau de la gestion et du budget (Office of Management and Budget) s'occupe de la politique fiscale et étudie les lois votées par le Congrès. La Commission des conseillers économiques (Council of Economic Advisors) aide le Président à préparer son message annuel sur l'état de l'Union. Le Conseil national de sécurité (National Security Council) conseille le Président sur les questions étrangères et militaires. Encore d'autres bureaux s'occupent de la politique en matière de commerce, d'environnement, de science, de drogues ou d'aéronautique.

En plus de ses pouvoirs exécutifs, le Président possède des pouvoirs législatifs. La Constitution reconnaît au Président un droit de veto sur tout projet de loi voté par le Congrès, ce qui lui permet de faire contrepoids à l'assemblée législative. En revanche, le Congrès peut annuler le veto présidentiel par un vote de chacune des Chambres à la majorité des deux tiers. De plus, la Constitution oblige le Président à prononcer un discours annuel devant le Congrès sur « l'état de l'Union ». Le Président profite de l'occasion pour proposer un programme législatif et pour orienter les activités du congrès. Bien qu'il ne siège pas au Congrès, le Président peut influencer le cours de la législation en annexant des projets de loi à ses messages ou en faisant déposer un projet par un membre du Congrès.

Avant de se présenter aux élections présidentielles, un candidat à la présidence doit d'abord assurer sa sélection en tant que candidat présidentiel. Ce processus, long et pénible, se fait à travers une procédure byzantine, c'est-à-dire excessivement compliquée et contournée, déterminée par chaque parti dans chaque État. De manière générale, toutefois, chaque parti tient des élections appelées « élections primaires » où les membres du parti choisissent les délégués qui les représenteront lors du Congrès du parti tenu pendant l'été précédant les élections présidentielles. Selon l'État en question, le candidat qui gagne le plus de voix peut obtenir la totalité des délégués ou un nombre de délégués proportionnel à son vote. L'ordre des primaires influence énormément les événements car les résultats créent un momentum pour ou contre les

candidats. Ainsi, le New Hampshire, petit État totalement non représentatif de la population américaine, tient les premières élections primaires et influence beaucoup le reste de la campagne de sélection.

Chaque parti majeur (et rappelons-nous, il n'y en a que deux : le Parti démocrate et le Parti républicain) tient un énorme **Congrès d'investiture** pour choisir son candidat à la présidence. Ce Congrès devient de plus en plus un spectacle médiatique organisé afin d'attirer le plus grand nombre de téléspectateurs possible.

Les partis politiques américains

Le système politique américain est essentiellement bipartite, c'est-à-dire dominé par deux grands partis. Ces deux partis sont :

- le Parti démocrate, dont le symbole est l'âne

et

- le Parti républicain, dont le symbole est l'éléphant

Les démocrates ont adopté l'âne comme leur symbole depuis que les adversaires au candidat démocrate de 1828, Andrew Jackson, l'ont surnommé « jackass » . Les démocrates ont tenté de tourner l'insulte à leur avantage, en faisant de l'âne un symbole des qualités d'humilité, d'intelligence, de courage et de détermination.

Les républicains, pour leur part, donnent à leur symbole, l'éléphant, les attributs de dignité, de force et d'intelligence.

Une fois que les candidats présidentiels ont été choisis, la campagne présidentielle débute. À ce point, les candidats sont en campagne depuis l'hiver précédant quand ils se sont préparés pour les premières élections primaires. C'est pour cela que nous parlons d'une course longue et pénible. Entreprendre une telle corvée exige détermination, persévérance et énormément d'argent.

La vraie campagne présidentielle dure les mois de septembre et octobre avant les élections qui, elles, se tiennent tous les quatre ans, le mardi qui suit le premier lundi de novembre. Cette élection est complexe car elle comprend deux choses; d'une part, le vote confirme la victoire d'un candidat présidentiel et, d'autre part, le vote élit les **Grands électeurs**.

Congrès d'investiture : congrès d'un parti convoqué pour l'élection d'un chef — semblable au Congrès à la chefferie

Grand électeur : individu élu lors des élections présidentielles et dont la responsabilité est d'élire un des candidats à la présidence

Voilà donc l'aspect original de l'élection : elle repose sur un **mode de scrutin indirect** et sur l'existence d'une institution appelée le **Collège électoral** dont le seul rôle est d'élire le Président et le vice-président des États-Unis.

Bien que les noms des candidats présidentiels apparaissent sur les bulletins de vote, les Américains ne votent pas directement pour le Président. Ils choisissent plutôt, et cela dans chaque État, une liste de **Grands électeurs** qui se sont engagés à appuyer un des candidats présidentiels. Le candidat présidentiel qui gagne le plus grand nombre de votes dans chaque État **obtient toutes les voix des Grands électeurs dans cet État**. Les Grands électeurs choisis dans les différents États forment le **Collège électoral** et c'est cette institution de 538 membres à l'heure actuelle qui choisit le Président. Lors de l'élection de 1996, Bill Clinton a obtenu 379 votes des Grands électeurs et Bob Dole 159.

Le Président incarne le pouvoir exécutif, mais il ne peut toutefois pas agir seul, en vertu du principe des poids et contrepoids. Au nom de l'équilibre entre les trois pouvoirs, ses actions sont souvent soumises à l'approbation de l'un ou de l'autre des autres pouvoirs.

De fait, le Président doit collaborer avec le pouvoir législatif, c'est-à-dire le Congrès. L'un ne peut agir sans l'autre.

Par exemple :

- le Président peut opposer son veto à tout projet de loi voté par le Congrès. Le Congrès, par contre, peut passer outre (annuler) le veto présidentiel, si le projet de loi est approuvé par un nouveau vote et remporte les deux tiers des voix dans les deux Chambres du Congrès.

- les nominations présidentielles clés (juges, ambassadeurs, secrétaires au Cabinet) requièrent l'accord du Sénat.

- les traités signés par le Président avec les pays étrangers doivent être approuvés par un vote aux deux tiers du Sénat avant de prendre effet.

Gracieuseté des United States Information Services

Bill Clinton

Quarante-deuxième Président des États-Unis, Bill Clinton est né et a grandi en Arkansas. Trois mois avant sa naissance, son père est tué dans un accident de voiture. Sa mère, pour subvenir aux besoins de sa famille, déménage à la Nouvelle-Orléans, laissant Bill Clinton aux soins de ses grands-parents. Quand Clinton avait quatre ans, sa mère est revenue et, la même année, elle a épousé un marchand d'automobiles nommé Roger Clinton. C'est plus tard, quand le jeune Bill était à l'école, que son nom de famille a été changé pour celui de son père adoptif.

À l'école secondaire, Clinton a profité d'un programme national pour garçons et a rencontré le Président des États-Unis, à l'époque, J. F. Kennedy. Il compte cette expérience comme étant une des plus marquantes de sa vie. Clinton a aussi été très touché par le discours historique de Martin Luther King — « I have a dream » — qu'il avait regardé à la télévision et dont il a par la suite mémorisé les paroles.

Clinton a étudié la politique et les affaires étrangères à la prestigieuse université de Georgetown à Washington, D.C. En 1968, il s'est mérité une bourse Rhodes pour étudier la politique à Oxford en Angleterre. À son retour aux États-Unis, il a suivi les cours de droit à l'université Yale.

En 1978, Clinton est devenu le Gouverneur le plus jeune de tous les États américains. Il a perdu le poste de Gouverneur d'Arkansas deux ans après, mais a été réélu de nouveau en 1982. Clinton est demeuré Gouverneur jusqu'à ce qu'il ait été choisi candidat démocrate aux élections présidentielles de 1992, élections qu'il gagne en battant le Président en place, George Bush.

Le pouvoir législatif (Le Congrès)

Le Parlement américain, appelé le Congrès, est bicaméral, c'est-à-dire qu'il comprend deux Chambres :

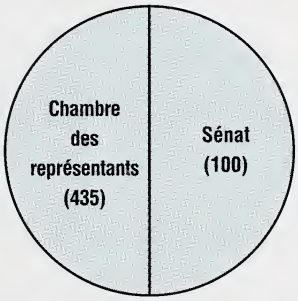
- le Sénat,
- la Chambre des représentants.

Le Sénat est probablement la Chambre la plus prestigieuse. Les sénateurs, au nombre de 100, sont élus pour 6 ans, deux par État, quelle que soit sa population. **Ce principe d'égalité des États fait du Sénat la Chambre représentant l'aspect fédératif de l'Union. La Chambre des représentants, comprenant 435 membres, représente le peuple.** Par conséquent, le nombre

de représentants par État est proportionnel à la population de l'État; la Californie, l'État le plus peuplé, en compte 52 tandis que les États moins peuplés comme le Montana, le Wyoming et l'Alaska n'en ont chacun qu'un seul. Les représentants sont élus pour 2 ans seulement.

Photo du Capitole : Édifice de style néo-classique construit entre 1793 et 1867, abritant le Sénat et la Chambre des représentants.

Le Congrès américain



Les Chambres, bien qu'elles jouissent de droits exclusifs et autonomes, doivent sans cesse harmoniser leurs travaux législatifs. Elles sont liées dans une dynamique d'étroite collaboration.

Un projet de loi peut être proposé par :

- le Président,
- le Sénat,
- la Chambre des représentants.

Il est ensuite étudié séparément dans les deux Chambres. Un comité mixte, comprenant sénateurs et représentants de la Chambre, se réunit afin de négocier une version finale et identique. Cette version est adoptée dans les deux Chambres et envoyée au Président pour signature. Celui-ci peut signer; dans ce cas, le projet prend force de loi. Il peut refuser de signer, c'est-à-dire exercer son droit de veto; dans ce cas, le Congrès doit réunir les deux tiers des voix dans chacune des Chambres pour annuler le veto présidentiel. Si le Congrès ne peut pas obtenir les voix requises, il doit s'incliner devant le veto présidentiel.

Afin d'être adopté, un projet de loi a besoin d'une triple approbation, c'est-à-dire :

- du Sénat,
- de la Chambre des représentants,
- du Président.

Bien que chacune des Chambres joue un rôle égal dans l'adoption de la législation, le Sénat et la Chambre des représentants ont aussi certaines responsabilités particulières et exclusives.

Au Sénat, par exemple, revient :

- l'approbation ou le rejet des traités avec des pays étrangers; la **ratification** des traités requiert un vote affirmatif aux deux tiers;
- le jugement de toute personne, y compris le Président, accusée selon une procédure menant à la destitution (« impeachment »).
- la confirmation des choix du Président relativement aux nominations de ses conseillers, de ses secrétaires d'État, des ambassadeurs, des hauts fonctionnaires et des juges à la Cour suprême;
- l'élection du vice-président au cas où aucun candidat n'aurait obtenu la majorité des voix au Collège électoral.

Quant à la Chambre des représentants, elle a le pouvoir exclusif sur les matières suivantes :

- l'initiative des lois fiscales;
- la mise en accusation des hauts fonctionnaires ou responsables politiques (« impeachment »);
- l'élection du Président au cas où aucun candidat n'aurait obtenu la majorité des voix au Collège électoral;
- la destitution du Président si ce dernier est reconnu coupable de fautes graves (« impeachment »).

La présidence du Sénat revient d'office au vice-président des États-Unis. La Chambre des représentants, par contre, choisit son président ou « Speaker ». Cette personne est considérée l'autorité politique la plus importante, après le Président américain. Si, par exemple, le Président et le vice-président démissionnent en même temps, c'est cette personne qui devient le nouveau Président des États-Unis. Il dirige les débats, voit à l'application des règles de la Chambre et s'assure de son bon fonctionnement. Le « Speaker » est choisi à partir du parti constituant la majorité à la Chambre. Il arrive parfois que le « Speaker » ne soit pas du parti du Président. Cette situation exige beaucoup de négociations et de compromis entre les deux s'ils désirent éviter la paralysie du système. Ceci arrive si chacun de ces principaux acteurs politiques a recours à son veto. Rappelez-vous que la Chambre des représentants peut refuser de voter la législation voulue par le Président, de même que le Président peut opposer son veto à la législation adoptée par la Chambre et le Sénat.

Ratification : approbation nécessaire pour rendre un accord valide

Un mot sur la procédure d'« impeachment » dont il a été question ci-dessus. Dans les situations exceptionnelles, le Congrès est habilité à destituer le Président ou ses secrétaires. Selon la loi, la Chambre des représentants peut décider la mise en accusation d'un président soupçonné de crimes importants,

tel la trahison ou la corruption. Dans ce cas, le Sénat est transformé en tribunal et il juge le président à huis clos (le public n'est pas admis). En 1974, le président Richard Nixon a démissionné suite à la décision de la Chambre des représentants d'initier cette procédure. Nixon était soupçonné de crimes en rapport avec l'affaire Watergate (un cas d'entrée illégale et de vol de documents du Parti démocrate, action soupçonnée d'avoir été autorisée par l'ancien Président).

Le pouvoir judiciaire

À la base du système judiciaire américain existent des dizaines de tribunaux dans chacun des États américains. Le tout est chapeauté par la Cour suprême, composée de neuf juges (un juge en chef et huit juges associés). Les juges sont choisis par le Président des États-Unis sur approbation du Sénat.

La Cour suprême s'assure de la constitutionnalité des lois votées par le Congrès. Comme au Canada, la Cour suprême agit comme cour de dernier recours (la dernière instance). Aux États-Unis, par contre, la Cour jouit d'un grand prestige et les juges qui y sont nommés sont observés de près par le public et le Sénat.

Les rapports entre les pouvoirs

Le système américain se caractérise par la séparation nette entre les trois pouvoirs. Il est évident toutefois que les trois pouvoirs ne peuvent pas agir seul. Ce système de rapports, qui exige un équilibre et une concertation entre les pouvoirs porte le nom en anglais de « checks and balances », que l'on traduit généralement en français par l'expression poids et contrepoids ou bien freins et contrepoids. En vertu de cette notion, les trois pouvoirs, qui ont chacun la capacité d'empêcher les deux autres de fonctionner, doivent chercher à s'entendre afin d'éviter la paralysie du gouvernement. Cela est surtout important quand différents partis dominent les pouvoirs exécutif et législatif. Historiquement, le Parti républicain a occupé la Maison-Blanche tandis que les démocrates ont dominé le Congrès. Cette cohabitation exige compromis et bonne foi. De plus, l'absence de discipline de parti signifie qu'un Président ne peut même pas compter sur l'appui des représentants et des sénateurs de son parti. Les votes ne sont donc jamais gagnés d'avance et la parole et l'engagement d'un Président ne valent pas grand-chose s'il n'est pas capable de ranger le Congrès à ses côtés. La situation politique aux États-Unis est, de ce fait, fluide et complexe.

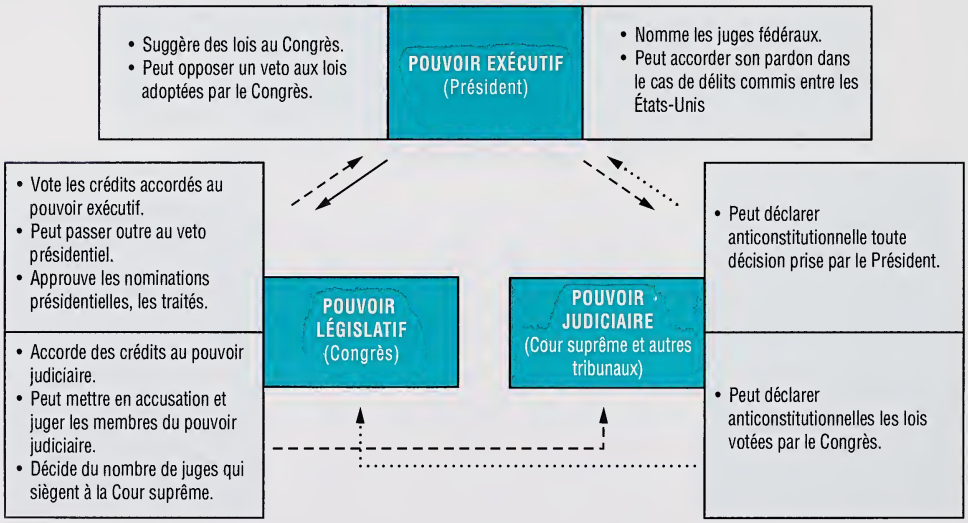
Exemples de fonctionnement du système de poids et contrepoids :

- le Président nomme les ambassadeurs et les juges à la Cour suprême, mais son choix doit être approuvé par le Sénat;
- le Président signe les traités internationaux, mais ceux-ci doivent être ratifiés par le Sénat;

- le Congrès adopte les lois, mais le Président peut y opposer son veto. Le Congrès peut passer outre le veto présidentiel si chaque Chambre adopte à nouveau la législation par un vote aux deux tiers;
- le Président est le commandant en chef des forces armées, mais le Sénat décide ou non de déclarer la guerre;
- le congrès peut exiger la démission du Président si celui-ci a trahi le pays ou commis un crime.

Pour comprendre davantage ces rapports, consultez le diagramme suivant :

Le système d'équilibre des pouvoirs ou de poids et de contrepoids



Qui a le dernier mot? Pour trouver une réponse à cette question, il faudrait revoir toute l'histoire des conflits qui ont eu lieu depuis 1787. C'est tantôt le Président qui l'emporte, tantôt le Congrès. Tout dépend des circonstances, de la popularité du Président et de la crédibilité du Congrès. L'important pour nous, c'est de comprendre que le Président n'est pas si fort qu'on pourrait le penser — il doit composer en tout temps avec le Congrès.

ACTIVITÉ

Le système américain

Veuillez répondre aux questions suivantes.

1. Expliquez les concepts, pratiques et institutions suivants :

   - la séparation des pouvoirs;
   - « impeachment »;
   - les élections primaires;
   - le congrès d'investiture;
   - le Collège électoral et les Grands électeurs;
   - poids et contrepoids.

2. Comparez et contrastez un Cabinet présidentiel et un Cabinet parlementaire.

3. Comparez et contrastez les responsabilités, les pouvoirs du Sénat et de la Chambre des représentants.

4. Complétez ce qui suit en trouvant les noms des individus qui occupent chaque position actuellement.

   Président des États-Unis -
   - Parti
   - Date des dernières élections présidentielles

   Vice-Président -
   Président de la Chambre des représentants -
   - Parti

   Secrétaire d'État -

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- un régime présidentiel repose sur quelques traits particuliers dont :

  - un exécutif moniste (le chef d'État est le chef du gouvernement)
  - une stricte séparation des pouvoirs
  - l'absence de gouvernement responsable
  - l'absence de discipline de parti;

- le régime présidentiel américain se distingue en plus par l'opération d'un équilibre de pouvoir qui s'établit entre les trois branches du gouvernement — les branches législative, exécutive et judiciaire. Cet équilibre repose sur le principe des poids et contrepoids;

- à l'encontre d'un système parlementaire, où le chef du gouvernement (le Premier ministre) tient sa position du Parlement, un Président dans un système présidentiel tient sa position du peuple. Le Président est élu directement ou indirectement par le peuple et sa responsabilité est envers lui et non pas envers le Parlement ou le Congrès;

- le Parlement aux États-Unis s'appelle le Congrès. Il est bicaméral — composé d'un Sénat (représentant les États) et d'une Chambre des représentants (représentant le peuple).

La participation des citoyens

La question des partis politiques, des groupes de pression et l'influence des médias de masse a déjà été évoquée ailleurs. Nous n'avons pas l'intention d'aborder à nouveau ces sujets. Nous voulons toutefois attirer votre attention sur un sujet très important pour tout régime qui se veut démocratique, à savoir le taux de participation.

Voter est une des responsabilités civiques les plus importantes dans une démocratie. Aux États-Unis, la population est souvent consultée afin d'élire des responsables politiques aux niveaux fédéral et étatique, ainsi que pour décider les questions soumises par voie de référendum.

Les élections présidentielles ont lieu tous les quatre ans et les élections des représentants à la Chambre tous les deux ans. Quant aux sénateurs, ils sont élus pour six ans, les élections d'un tiers ayant lieu tous les deux ans.

Ces possibilités de faire entendre sa voix ne semblent pas trop préoccuper la plupart des Américains. Le taux de participation aux élections fédérales pour le pays le plus puissant au monde ne dépasse que rarement les 50 %. Voici les taux de participation aux dernières élections fédérales :

1996	49,08 %
1994	38,78 %
1992	55,09 %
1990	36,52 %
1988	50,11 %

La fluctuation dans les taux de participation s'explique par le type d'élection dont il s'agit. Une élection présidentielle attire plus d'électeurs qu'une élection purement législative. Toujours est-il que le taux de participation n'est guère brillant et laisse songeur sur la véritable nature démocratique de ce grand pays.

Cette situation préoccupante n'a pas suscité de grands mouvements pour déterminer ses causes ni les façons d'y apporter un remède. Une démocratie repose toutefois sur le consentement de la majorité. Quand celle-ci ne prend même pas la peine d'exprimer ses vœux, le résultat est un gouvernement de la minorité.

Comparaison des systèmes de gouvernement canadien et américain

Le sénateur Eugène Forsey, un expert en constitution canadienne, a étudié les deux systèmes. Voici un résumé des différences importantes entre les deux pays :

- le Canada est une monarchie constitutionnelle, la reine représentée par le gouverneur général, est le chef de l'État, alors que le Premier ministre est le chef du gouvernement; le gouverneur général peut exceptionnellement s'opposer au chef du gouvernement et à son Cabinet s'ils oublient leur rôle de serviteurs de l'État;

- les États-Unis sont une république et ont un système de gouvernement présidentiel congressionnel. Le Président est en même temps chef d'État et chef de gouvernement;

- le principe de la séparation des pouvoirs aux États-Unis empêche le Président ou son Cabinet d'être membre du Congrès. Ils ne peuvent soumettre aucun projet de loi, ou répondre à des questions ou à des attaques au Congrès.

- au Canada, les membres du Cabinet ainsi que le Premier ministre sont généralement membres du Parlement et les projets de loi y sont déposés et défendus par le gouvernement;

- aux États-Unis, le Président est élu pour une durée fixe de quatre ans; les sénateurs pour une durée de six ans, et les membres du Congrès pour une durée de deux ans; souvent le parti auquel le Président appartient ne

reçoit pas la majorité des sièges au Congrès et le Congrès n'est pas prêt à appuyer les programmes et politiques soutenues par le Président; de la même façon, il se peut que la majorité au Sénat soit républicaine alors que la majorité au Congrès soit démocrate; dans ce cas, il devient difficile à l'un ou à l'autre parti de faire passer des projets de loi, mais les représentants élus restent en place pour la durée de leur mandat; ainsi ni le Président, ni le Congrès ne sont tenus responsables pour des projets de loi ou des politiques qui n'ont pas abouti; le principe des poids et contrepoids et de séparation des pouvoirs est renforcé aux États-Unis par l'exercice du veto;

- au Canada, les élections ne sont pas fixes; le parti qui obtient le plus grand nombre de sièges forme le gouvernement; les projets de loi doivent être présentés par le gouvernement qui reste au pouvoir tant qu'il a l'appui de la majorité des membres de la Chambre des communes; s'il perd cet appui, il doit tenir de nouvelles élections ou laisser la place à l'opposition; l'élection d'un nouveau Parlement par le peuple règle donc les situations de conflit entre le Parlement et le gouvernement.

- au Canada, la coutume, les usages et les « conventions » tiennent une place plus importante dans la Constitution, alors qu'aux États Unis ceux-ci sont définis dans la Constitution;

- à l'origine, les États-Unis étaient caractérisés par une décentralisation poussée des pouvoirs, ceux qui n'étaient pas dans la Constitution revenaient automatiquement aux États; par contre, les Pères de la Confédération ont accordé au gouvernement fédéral canadien plus de pouvoirs qu'aux gouvernements provinciaux. Au fil des ans, les tribunaux ont contribué à changer quelque peu la situation; au Canada, les jugements ont augmenté le pouvoir des provinces au détriment de ceux du gouvernement central; aux États-Unis, c'est le pouvoir du gouvernement fédéral qui a été renforcé.

APPROFONDISSEMENT

Premier ministre ou Président : qui a le plus de pouvoir?

Le texte suivant, publié dans le Globe and Mail, en février 1995, explore le sujet du pouvoir d'un Président américain comparé à celui d'un Premier ministre. Lisez ce texte puis faites l'activité qui suit.

Préparez un « résumé-analyse ». Ce travail se fait en deux étapes. Dans un premier temps, résumez l'argument de l'auteur : Quelle est sa position et pourquoi? Quels sont les arguments et les exemples qu'il utilise pour développer sa position? Dans un deuxième temps, examinez le bien-fondé de son argumentation et arrivez à votre propre conclusion. Les arguments qu'il utilise sont-ils justes? A-t-il oublié des exemples qui démontrent le contraire? A-t-il fait preuve de parti pris? Sa logique est-elle solide? Êtes-vous d'accord avec lui et pourquoi?

Avenir difficile pour Bill Clinton
Pourquoi le Président américain a moins de pouvoir que le Premier ministre canadien

Quand les Canadiens examinent le système politique américain, ils s'intéressent presque exclusivement à la présidence. Ils supposent en effet que le Président parle pour Washington, au même titre que le Premier ministre parle pour Ottawa.

Mais les résultats des élections partielles américaines [de 1994] montrent avec une clarté étonnante que le poste de Président [américain] est beaucoup moins stable que celui de Premier ministre dans un régime parlementaire.

Deux ans après la victoire éclatante du président démocrate Bill Clinton sur le candidat républicain George Bush, et deux ans avant les prochaines élections présidentielles, le peuple américain a en fait élu un nouveau gouvernement républicain.

Les changements provoqués par ces dernières élections illustrent la différence fondamentale qui existe entre les systèmes canadien et américain : le Premier ministre fait partie du corps législatif; le Président en est séparé, mais dépend de lui. Jean Chrétien peut compter sur une majorité parlementaire et la forte tradition de la discipline de parti pour garantir qu'un budget sera adopté sans modification. Aux États-Unis, même en bénéficiant d'une majorité démocrate au Sénat et à la Chambre [House of Representatives] pendant ses deux premières années à la présidence, Clinton a eu des difficultés à faire adopter son premier budget — finalement approuvé de justesse grâce à la voix prépondérante du vice-président Al Gore.

Notons que Brian Mulroney a réussi à faire adopter des mesures importantes — la Loi sur la taxe sur les produits et services et l'Accord de libre-échange nord-américain — quand sa popularité était inférieure à 30 pour 100 dans les sondages et malgré les attaques des partis d'opposition.

Sur des questions où les républicains étaient unanimement d'accord et où quelques démocrates hésitaient, M. Clinton a eu beaucoup de difficultés à faire adopter certains projets de loi. Avec la majorité républicaine, la tâche sera impossible.

Si le Président a un certain pouvoir, il le doit à sa position d'autorité — ce que Theodore Roosevelt appelait « a bully pulpit » [une tribune d'intimidation]. Le Président peut s'adresser directement à la nation et bénéficie d'un accès inégalé aux électeurs, ce qui est une arme redoutable entre les mains d'un président populaire.

Mais cette importance démesurée accordée à la présidence ignore la réalité de la Constitution américaine qui sépare les pouvoirs entre le Président (pouvoir exécutif), le Congrès (pouvoir législatif) et les tribunaux (pouvoir judiciaire).

Alors que les députés canadiens dépendent du Premier ministre pour faire adopter certaines mesures et faire progresser leur carrière, les membres du Congrès américain sont indépendants, non seulement du Président, mais aussi de leur parti respectif. Comme Tip O'Neill, l'ancien président de la Chambre, le disait : « Toute la politique est locale. » Il est tout à fait réaliste de voir les 100 sénateurs et les 435 membres de la Chambre comme des entrepreneurs du secteur public qui s'intéressent presque exclusivement à leur État ou à leur circonscription.

Dans son livre *Presidential Power and the Modern President*, Richard Neustadt souligne que l'homologue (personne qui a une fonction semblable) du Président dans une démocratie n'est pas le Premier ministre, mais le monarque.

> « Le Président et le Congrès sont à la fois si indépendants et si étroitement liés que ni l'un ni l'autre ne peut réellement gouverner sans l'autre. Et même dans cette alliance, ils doivent faire face à d'autres prétendants au gouvernement : les tribunaux, les États, les médias, les intérêts privés — tous protégés par notre Constitution, et les gouvernements étrangers qui contribuent à façonner notre politique. »

Il n'y a pas d'équivalent exact du Premier ministre dans le régime américain, mais deux personnalités importantes ont plus ou moins la même autorité : le leader de la majorité au Sénat, Robert Dole pour l'instant, et le président de la Chambre, Newt Gingrich. Les chambres du Congrès qu'ils dirigent jouent des rôles semblables. Des projets de loi peuvent être présentés à l'une ou l'autre chambre, et les comités réunissant des membres des deux chambres travaillent fréquemment ensemble pour assurer leur adoption.

Les sénateurs américains sont beaucoup plus puissants que les sénateurs non élus du Sénat canadien. Et proportionnellement, parce que leur nombre est relativement peu élevé, les sénateurs ont également plus de pouvoir que les membres de la Chambre des représentants. Chaque État fait élire deux sénateurs, ce qui garantit que les États importants ne peuvent pas écraser les États plus petits. Au niveau de la Chambre, cependant, la représentation est proportionnelle à la population.

En termes législatifs, les personnes-clés dans les deux chambres du Congrès sont les présidents des comités du Congrès, qui surveillent le processus d'adoption des projets de loi.

Les chefs républicains exercent déjà leur influence sur le nouveau régime. M. Gingrich a annoncé que le personnel des comités, qui représente une partie importante de la bureaucratie du Congrès, sera réduit d'un tiers dans le cadre de la stratégie républicaine visant à réduire la taille de l'appareil gouvernemental.

Pourtant, les victoires remportées par les républicains ne leur donnent pas carte blanche. M. Clinton pourrait bien opposer son veto aux projets de loi présentés par la droite sur les questions controversées telles que le crime et le bien-être social. Les leaders du Congrès doivent recueillir le soutien des deux-tiers des deux chambres pour triompher du veto présidentiel. Mais, malgré leur écrasante victoire, les républicains sont loin d'avoir un tel appui.

Les Américains ont indiqué qu'ils souhaitaient que Washington fonctionne selon un régime de deux partis. Mais il est peu probable que leur désir se réalise dans un système qui encourage l'impasse. — *11/10/1994*

FRASER, Graham et Drew FAGAN. « Tough times ahead for Clinton », *The Globe and Mail*, 17 février 1995.

DÉFIS ET TENDANCES ACTUELS

Où en sommes-nous dans notre développement démocratique? Quels sont nos problèmes politiques les plus pressants aujourd'hui? Les structures mises en place pour nous permettre de vivre démocratiquement sont-elles encore les plus appropriées pour notre époque et pour nos besoins?

Ces questions reflètent une certaine angoisse qui semble saper la conviction que nous avons dans notre pratique de la démocratie. Nous avons déjà vu, bien sûr, certaines faiblesses de la démocratie — sa lenteur, sa tendance à semer la division et la confusion, son désir de plaire à tout le monde, la pratique de certains politiciens de subordonner l'honneur et l'honnêteté à la popularité et à la prochaine élection. Même la chute des régimes communistes en Europe de l'Est et éventuellement en Union soviétique elle-même (le tout à partir de 1989), interprétée par plusieurs observateurs comme une victoire de la démocratie et du libéralisme, n'a pas diminué ce sentiment de désillusion, de déception et de pessimisme qui imprègne le climat politique dans bon nombre de pays démocratiques.

Au Canada, les sondages révèlent depuis la fin des années 1980 une atmosphère de cynisme par rapport à la pratique de la politique chez nous. Ce cynisme a incité bon nombre de Canadiens, soit à se détourner de la politique, soit à favoriser des réformes pour la renouveler. Examinons quelques-uns des facteurs qui ont contribué à la déconsidération de la politique chez nous et les réformes qui ont été suggérées.

Le leadership

Un vieux proverbe dit qu'on a le leadership qu'on mérite. Il y a certes du vrai dans ce dicton car dans une démocratie, c'est le peuple qui choisit son chef. C'est donc le peuple qui doit accepter la responsabilité de son choix. Si le chef choisi se révèle faible, malhonnête ou hypocrite, la population doit assumer le blâme de ne pas avoir examiné à fond ses choix lors de l'élection.

La population dans les démocraties se sent toutefois de plus en plus désemparée devant les choix. Les politiciens et les partis politiques prennent des mesures pour médiatiser leur message. Ils emploient souvent une publicité attrayante et simpliste, pour ne pas dire trompeuse, afin de « vendre » leur politique ou d'attaquer celle de leurs adversaires. Ils embauchent des compagnies de « marketing » et des fabricants d'images pour tenter de se coller aux priorités et au profil de l'électeur ordinaire. La population, par conséquent, a de plus en plus de problèmes à déterminer les vraies intentions et les vraies croyances des politiciens. Elle doit déterminer, par exemple, si les annonces de tel politicien ou de tel parti politique représentent ce qu'il croit vraiment ou ce qu'il se croit obligé de dire pour remporter l'élection.

Nos chefs politiques semblent, pour des raisons électoralistes, prêts à dire n'importe quoi pour gagner la faveur de l'électorat. Il y en a même pour qui la définition de leadership semble être celle de suivre le peuple, au lieu d'énoncer une plate-forme politique qui reflète les principes fondamentaux du parti.

« Votez pour moi et je ferai ce que vous voulez que je fasse » ou bien « Nous voulons ceci parce que la population le veut ». Quand l'opinion politique change, les priorités du parti changent. Comment une population peut-elle avoir confiance dans les principes d'un parti quand ce parti ne semble pas avoir de principes à lui?

Le leadership dans les régimes démocratiques a-t-il toujours pratiqué la **duplicité** ainsi, ou les médias de masse et surtout la télévision y sont-ils pour quelque chose? La plupart des observateurs s'accordent à dire que la télévision a profondément changé la pratique de la politique. Dans les temps avant la télévision, les électeurs choisissaient moins en fonction du chef et plus en fonction des principes fondamentaux du parti. La plupart des électeurs n'avaient jamais vu les chefs de partis. Ils étaient en quelque sorte moins importants que le parti lui-même et les idées avancées par le parti. La télévision a personnalisé la politique. Maintenant, c'est le chef qui est l'élément le plus important. Sa personnalité doit se prêter aux fins de la télévision. Son apparence physique devient importante (des politiciens consultent des experts sur les coupes de cheveux et les vêtements à porter). Le ton de sa voix, la vitesse de son débit, sa coordination physique, tout devient facteur influençant l'électorat. Devant de telles exigences, les chefs deviennent les pantins [jouets] de leurs conseillers. Ils deviennent artificiels, manipulés, préoccupés par la forme (l'apparence) et non plus par le fond (la substance ou la profondeur des idées).

Certains observateurs disent aussi que la télévision a changé, non seulement les chefs, mais aussi les électeurs. La télévision a habitué ses spectateurs au spectacle et non pas à une exploration profonde d'idées. Selon Neil Postman, un sociologue américain, la télévision a affecté la façon de penser des gens. La télévision privilégie la rapidité, le visuel et les dialogues simples et courts. Les gens sont donc de moins en moins capables de suivre une discussion d'idées. Ils ont besoin de divertissement, d'action. Il faut que ça bouge. Par conséquent, les politiciens doivent s'adapter à cette nouvelle réalité. L'électorat ne veut pas de longs discours, de longs exposés d'idées. Il faut plutôt simplifier et embellir les idées pour que ce public impatient et avide de divertissement puisse les capter rapidement et sans trop d'effort. Cela mène évidemment à un rabaissement de la qualité du discours politique. Les politiciens s'attachent à développer rapidement une ou deux idées seulement. Ils font des promesses simplistes et cherchent à créer des événements médiatiques leur permettant de « gérer l'image ».

Est-il donc surprenant que les politiciens qui « passent » à l'heure actuelle sont souvent des experts à l'utilisation du média? Bill Clinton, aux États-Unis, par exemple semble capable d'accepter chaque idée populaire qui passe et se donner un air sincère en le faisant. D'autres politiciens passent mal à la télévision et en paient souvent le prix. Un exemple célèbre au Canada est celui de Robert Stanfield, ancien chef du Parti conservateur (1967 - 1976), un homme d'une grande dignité et culture. Malheureusement pour lui, son âge à la télévision traduisait faiblesse et fatigue, au lieu de sagesse et expérience. De plus, il parlait lentement d'une voix rauque et monotone. Son rival, le Premier ministre Pierre Trudeau, utilisait savamment la télévision. Bien qu'au niveau de la profondeur de leurs idées, ces deux hommes se valaient, au niveau de leur image à la télévision Stanfield ne pouvait aucunement rivaliser avec Trudeau.

Duplicité : le fait de jouer deux jeux, fausseté

Le résultat : Trudeau a été Premier ministre pendant 15 ans et Stanfield n'a jamais été le Premier ministre du Canada. Il reste, selon certains, le meilleur Premier ministre que le Canada ait jamais eu.

Participation dans le processus de prise de décision

Une autre plainte dirigée contre notre pratique de la démocratie traite de la difficulté pour le citoyen ordinaire d'influencer les décisions politiques une fois l'élection passée. Il n'y a pas moyen, disent certains, d'obliger les politiciens élus à respecter leurs promesses ou la volonté populaire.

Cette critique vise l'idée même de la démocratie représentative et de la pratique de la discipline de parti. Certaines personnes voient les députés, au Canada du moins, comme prisonniers de leurs partis politiques et incapables par conséquent de respecter la volonté de leurs électeurs sur des questions politiques précises. **Ils voudraient voir les députés plus responsables et redevables** devant leurs électeurs, moins liés à leur parti.

La désillusion sentie par certains Canadiens face à la politique a préparé le terrain dans les années 1980 pour la mise sur pied d'un parti encourageant une nouvelle façon de faire la politique au Canada. **Le Parti réformiste a mis de l'avant une nouvelle option populiste** qui doit beaucoup à l'expérience américaine. Le **populisme** proclame la nécessité de suivre la direction voulue par le peuple. Il a donc l'apparence d'être plus démocratique et plus égalitaire. Par conséquent, le Parti réformiste, au lieu d'indiquer sa position sur les questions controversées comme la peine capitale ou l'avortement, a suggéré la tenue de référendums à ces sujets. « Que le peuple décide », disent-ils. L'idée que le peuple a toujours raison est attrayante, mais rencontre toutefois un certain nombre d'objections. Si le peuple décide d'enlever les droits de certains groupes minoritaires avec lesquels la majorité des gens ne sont pas d'accord, par exemple, a-t-il raison? Est-ce que le peuple est toujours bien informé sur tous les aspects d'une question? Est-ce que le peuple est conséquent avec lui-même ou est-ce qu'il change d'opinion souvent? Le concept de démocratie plus directe semble à première vue très noble, mais il reste assez ambigu à cause du caractère naïf, influençable et peu informé de bon nombre de citoyens.

Souvent les mêmes personnes qui se plaignent du manque de participation populaire dans les prises de décision politiques se plaignent aussi de l'influence des groupes d'intérêt. Ces groupes faussent le jeu politique, disent-ils, car ils monopolisent la discussion politique et ne présentent que leur côté du sujet. Les opinions de la majorité silencieuse sont ignorées ou minimisées quand les groupes de pression, ne représentant qu'eux-mêmes, accaparent le temps des politiciens. La solution à ce problème revient encore une fois à plus de démocratie directe. Si on laisse la population décider, les groupes d'intérêt spéciaux perdront de leur pouvoir et de leur influence.

Populisme : doctrine voulant que le gouvernement doit gouverner selon les désirs du peuple

Le Parti réformiste a aussi mis de l'avant l'idée de « rappeler » les députés qui ne respectent pas l'opinion de leurs électeurs. Selon cette proposition, une pétition signée par un certain pourcentage des électeurs serait suffisante pour forcer une nouvelle élection dans la circonscription. Cette menace a pour objet d'obliger le député à suivre la volonté des électeurs. Voter contre les désirs de la

majorité des électeurs pourrait enclencher le processus menant à des nouvelles élections. Ce procédé de **rappel** mettrait les députés sur leurs gardes certes, et briserait le principe de discipline de parti. Il aurait aussi l'effet de compliquer l'adoption de lois qui ne sont peut-être pas populaires, mais qui sont nécessaires (les lois touchant l'impôt ou la reconnaissances des droits des minorités par exemple). Il exigerait aussi la tenue de temps à autres d'élections complémentaires, ce qui ajouterait au coût total des élections.

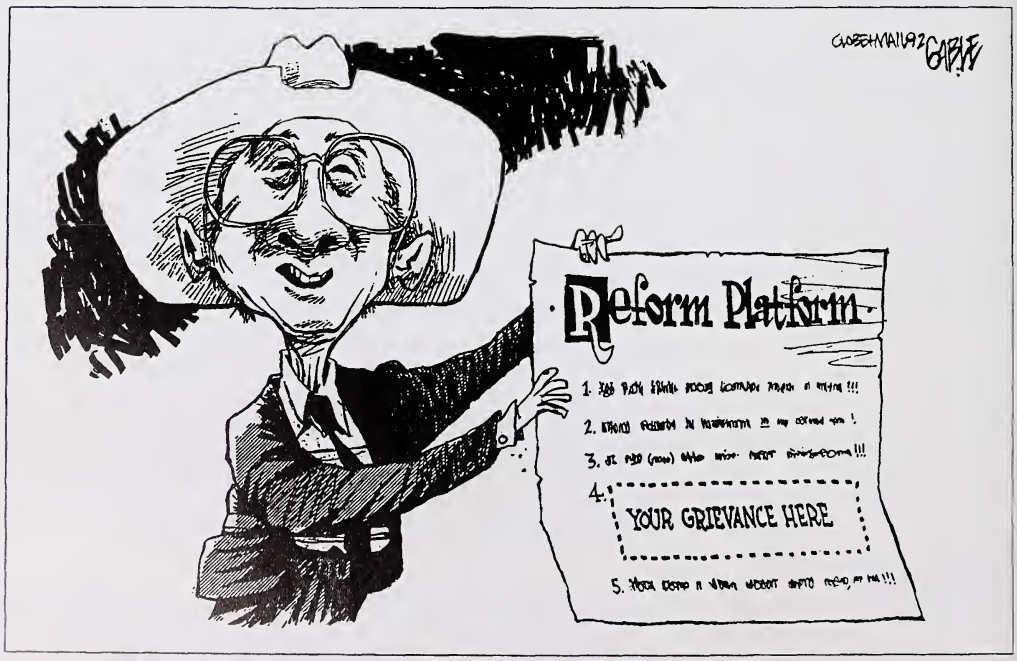
Rappel (d'un député) : action de forcer une nouvelle élection dans une circonscription au moyen d'une pétition des électeurs

ACTIVITÉ

La politique de demain

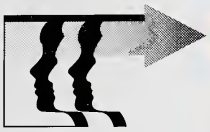
1. Étudiez la caricature ci-dessous. Quel est le point de vue du caricaturiste sur le populisme, d'après vous? Donnez vos raisons pour votre interprétation de cette caricature.

2. Quel est votre point de vue sur le leadership politique actuel au Canada, ainsi que sur la méthode de prise de décision pratiquée dans notre pays. Voyez-vous la nécessité de réformes? Pourquoi ou pourquoi pas?



The Globe and Mail, Monday, January 27, 1992.

Programme du Parti réformiste
Prière d'ajouter vos griefs



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la démocratie actuelle suscite plusieurs critiques, en dépit des progrès qu'elle fait en Europe de l'Est, en Amérique latine, en Asie et dans certains pays de l'Afrique;
- on lui reproche sa distance du peuple, son élitisme, son leadership;
- on remet en question, non pas l'idée de la démocratie, mais la façon dont elle est pratiquée dans la plupart de nos régimes;
- la désillusion que les uns ressentent face à la pratique actuelle de la démocratie suscite parfois la création de nouveaux partis populistes qui insistent sur un plus grand rôle pour le peuple dans la prise de décision. Ce mouvement au Canada a donné naissance au Parti réformiste qui prône un système plus américanisé, c'est-à-dire moins de responsabilité ministérielle et de discipline de parti.

FAISONS LE POINT

La démocratie désigne un système de gouvernement où le peuple détient et exerce la souveraineté. Cela dit, il peut y avoir des différences entre les régimes démocratiques sur la façon d'exercer cette souveraineté populaire. Nous avons étudié au cours de ce chapitre deux régimes qui ont évolué au cours de l'histoire, chacun ayant pour but de concrétiser la notion de souveraineté populaire. Ces régimes, l'un parlementaire, l'autre présidentiel, ont généré des structures et des pratiques différentes.

Le parlementarisme tire ses origines d'une évolution propre à la Grande-Bretagne. Là, vers la fin du Moyen-âge, le souverain est forcé par les barons et autres nobles de partager le pouvoir. Ces limites établies au pouvoir royal se renforcent ultérieurement à l'aide de circonstances historiques particulières — la révolution glorieuse de 1688 et l'arrivée sur le trône de monarques d'origine allemande ne parlant pas l'anglais. De cette façon, le pouvoir absolu échappe progressivement aux monarques et les décisions se prennent de plus en plus par les conseillers qui, eux, constituent le Cabinet du roi. Le ministre en chef de ce Cabinet, c'est-à-dire celui qui consulte le roi et défend le gouvernement devant les Communes, s'appellera le Premier ministre. Ainsi s'établit-il à travers les âges un nouveau système que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de parlementarisme.

Les habitants des 13 colonies américaines rejettent ce système lors de leur émancipation (libération) de la dépendance britannique. L'existence d'un monarque qui occupe sa position pour des raisons héréditaires uniquement

constitue un obstacle majeur pour ce peuple réclamant liberté et égalité. Ils se donnent donc une autre structure politique, celle que nous appelons un système présidentiel. S'inspirant de la philosophie politique de Montesquieu, les Américains établissent une séparation stricte des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le Président qui incarne le pouvoir exécutif est élu par le peuple. Il en est de même pour le Congrès qui lui, reflétant la nature fédérale du régime, est bicaméral — une Chambre, la Chambre des représentants, représente le peuple, et l'autre, le Sénat, représente les États. Bien que séparés, les pouvoirs conservent un certain contrôle les uns sur les autres. Cet équilibre au niveau de l'exercice du pouvoir empêche les actions despotiques ou irréfléchies de la part des différentes branches du pouvoir.

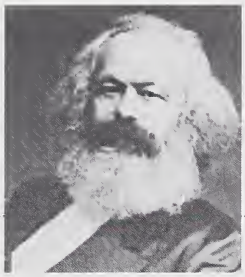
Nous avons étudié au cours de ce chapitre les traits spécifiques à chaque système, traits avec lesquels vous devez être maintenant familiers. Pour vous assurer de votre maîtrise des principales notions développées dans ce chapitre, consultez la liste des termes et expressions qui suit. Notre familiarité avec les systèmes démocratiques nous permettra d'aborder plus facilement et avec discernement l'autre catégorie des régimes gouvernementaux, à savoir, les régimes dictatoriaux. Cela est le sujet de notre prochain chapitre.

TERMES-CLÉS

Assemblée bicamérale
Assemblée unicamérale
bâillon ou clôture des débats
Cabinet (le Conseil des ministres)
civisme
Collège électoral
Congrès
Congrès au leadership
démocratie pure ou directe
démocratie libérale
démocratie représentative
discipline de parti
élections primaires
favoritisme politique ou patronage
« filibuster »
fonction publique
gouvernement majoritaire
gouvernement minoritaire
gouvernement responsable
Grands électeurs
« impeachment » ou destitution
ministre à portefeuille
motion de censure
pacte social
populisme
principe des poids et contrepoids ou freins et contrepoids
représentation selon la population
responsabilité devant les électeurs
responsabilité ministérielle
séparation souple des pouvoirs
séparation stricte des pouvoirs
système parlementaire
taux de participation
tyrannie
veto
vote de non-confiance

PERSONNAGES-CLÉS

John Locke
Montesquieu
Platon et les philosophes grecs



CHAPITRE

Les régimes dictatoriaux

5

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la classification des dictatures et les caractéristiques de chaque type de dictature;
- la différence entre les régimes totalitaires et autoritaires;
- les techniques utilisées pour prendre le pouvoir et rester au pouvoir;
- les points-clés de la théorie et du programme marxiste;
- l'implantation du marxisme en Russie, suite à la révolution bolchevique de 1917;
- les caractéristiques du stalinisme;
- les points-clés de la théorie et du programme fasciste et national-socialiste;
- les caractéristiques des régimes fasciste et nazi de l'Italie (1922 - 1943) et de l'Allemagne (1933 - 1945);
- les caractéristiques des dictatures contemporaines ou d'histoire récente.

INTRODUCTION

Nous avions, au début de cette étude, divisé les régimes politiques en deux grandes catégories : les régimes démocratiques et les régimes dictatoriaux. Nous entreprenons ici une analyse de ces derniers régimes. Le mot « dictateur » nous inspire sans doute plusieurs noms : Hitler, Staline, Mussolini sont certainement parmi les plus connus. Ce sont des personnages du XXe siècle, qui sont maintenant morts, en voie d'oubli. Associer les dictatures avec des personnages historiques peut nous mener à croire que ce phénomène politique est révolu et dépassé, n'ayant plus rien à voir avec notre époque. Une telle conclusion serait fausse car des dictatures existent encore dans notre monde et influencent la vie de millions de nos cohabitants de la planète.

Les régimes mis en place par les personnes citées ci-dessus restent toutefois les exemples des régimes dictatoriaux les plus totalitaires. Ils ont causé la misère, la souffrance et la mort de millions de gens. Ils ont pour ainsi dire écrit les pages les plus noires du XXe siècle. Nous le devons à nous-mêmes et à notre société de savoir comment elles ont été possibles, ne serait-ce que pour s'assurer qu'un désastre pareil ne noircisse plus jamais l'avenir de l'humanité. Notre étude examinera donc les régimes de Hitler, de Staline et de Mussolini, sans toutefois oublier de jeter un regard sur les dictatures actuelles qui continuent à restreindre la liberté et à réglementer la vie des gens dans plusieurs pays du monde.

CLASSIFICATION DES DICTATURES

Types de régimes dictatoriaux

Les dictatures assument plusieurs formes. Une façon de les distinguer entre elles est de **déterminer qui contrôle le pouvoir**. Dans certaines dictatures, le pouvoir est entre les mains d'une seule personne; dans d'autres, le pouvoir est exercé par un groupe. Cette première distinction nous permet de diviser les dictatures en deux grands groupes, comme dans le tableau suivant. Chaque groupe se divise encore une fois en différents régimes qui portent des noms spécifiques. Examinons-les maintenant.

Une dictature menée par une seule personne peut être de deux sortes :

- une monarchie absolue — la monarchie est héréditaire; le monarque exerce tout le pouvoir comme dans les anciens régimes en Europe et encore aujourd'hui en Arabie saoudite par exemple;

- une autocratie — une personne a assumé le pouvoir de quelque manière que ce soit et l'exerce seule, sans prêter attention aux contraintes légales, constitutionnelles ou morales.

Les dictatures établies par des groupes sont de plusieurs sortes :

- la **tyrannie de la minorité** — dans un tel régime, une minorité de personnes jouit de droits et de libertés civiles. Cette minorité se constitue à partir de bases raciales, financières ou héréditaires. Le régime blanc en Afrique du Sud illustrait bien ce concept. Là, la minorité blanche monopolisait le pouvoir, pratiquant la démocratie parmi ses propres membres, mais ne l'accordant pas à la majorité noire.

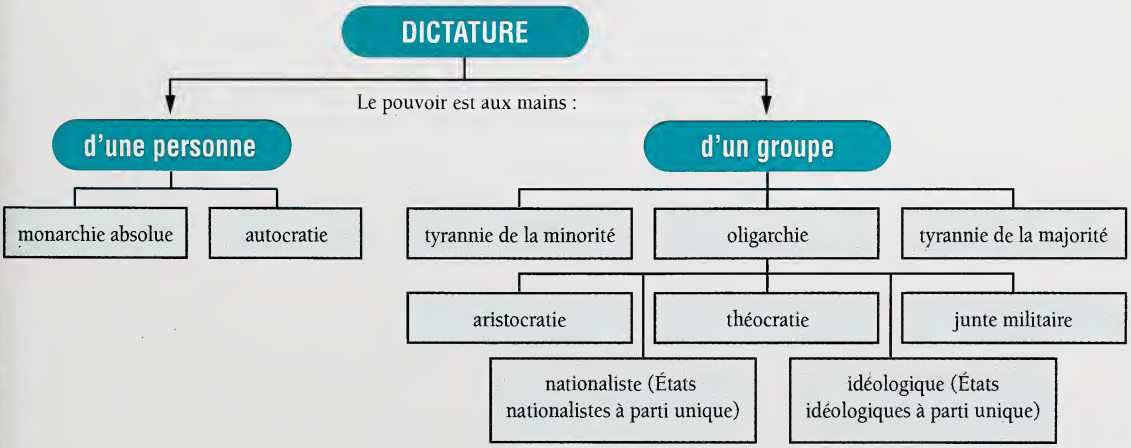
- l'oligarchie — terme général qui désigne un régime où l'autorité est exercée par un petit groupe, non-représentatif de la population; une oligarchie peut prendre plusieurs formes :
  - une aristocratie — l'autorité est exercée par une élite constituée sur la base de l'hérédité, l'éducation, la race, la caste ou la propriété. Le gouvernement de la Grande-Bretagne au XIXe siècle était essentiellement aristocratique, dans le sens que la vaste majorité de la population n'avait même pas le droit de vote.
  - une **théocratie** — l'Église et les membres du clergé détiennent et exercent le pouvoir. Le gouvernement institué par l'Ayatollah Khomeyni après la chute du Shah d'Iran est une théocratie.
  - une **junte militaire** — l'armée et les militaires prennent le pouvoir par le biais d'un coup d'État, et décident de gouverner eux-mêmes. Bon nombre de dictatures sont dirigées par des soldats professionnels.

- États nationalistes à parti unique — ce terme désigne plusieurs États, dont la plupart étaient anciennement des colonies européennes, où les dirigeants ont abandonné la démocratie pour instituer un gouvernement à parti unique. Une raison donnée pour organiser ainsi la vie politique, particulièrement en Afrique, est de vouloir minimiser les divisions ethniques, ce que le multipartisme ne fait pas.

Tyrannie de la minorité : principe selon lequel la minorité des membres d'un groupe, d'une assemblée ou d'un pays contrôle le pouvoir et impose ses décisions

Théocratie : régime politique où le pouvoir est exercé par l'Église et le clergé

Junte militaire : régime où le pouvoir est exercé par l'armée



- États idéologiques à parti unique — ce terme désigne les États marxistes ou fascistes, où un seul parti politique détient la vérité idéologique. Cette vérité idéologique embrasse tous les aspects de l'organisation sociale, politique, économique et intellectuelle de la société. Elle détermine les buts de l'existence humaine et les moyens de les atteindre. L'élite marxiste ou fasciste défend son droit à la suprématie au nom de la capacité qu'elle seule détient de comprendre la vérité et de la mettre en pratique.

- tyrannie de la majorité — ce terme désigne les systèmes politiques où la majorité gouverne sans égard aux droits de la minorité. Écrasée par la volonté de la majorité, la minorité se voit forcée de choisir entre l'assimilation volontaire ou la perte de ses droits collectifs (le droit à la langue, à la pratique de sa religion, à ses terres, à ses traditions, à son propre système politique, social, éducatif). La minorité catholique en Irlande du Nord, ainsi que les populations autochtones dans bon nombre de pays, y compris le Canada, associent le gouvernement de leur pays à ce concept à cause de son indifférence à leurs droits.

ACTIVITÉ

Formes de dictatures

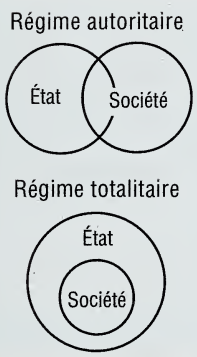
Parcourez les journaux dans les trois jours qui viennent. Identifiez trois articles qui traitent de pays dotés de régimes dictatoriaux. Déterminez dans chaque cas :

- le nom du dictateur,
- le nom du pays,
- le type de dictature (donnez les raisons).

Degré de contrôle dans les régimes dictatoriaux

Les observateurs politiques proposent une autre façon de différencier les régimes dictatoriaux entre eux. Il s'agit cette fois de les classer **selon le degré de contrôle qu'ils tentent d'exercer vis-à-vis de la population**. Les politicologues proposent à cet égard deux grandes catégories : les régimes autoritaires et les régimes totalitaires.

Comme le démontrent le diagramme ci-contre, **un état autoritaire assume le contrôle de plusieurs aspects de la vie politique, économique et sociale des gens**, tout en laissant certains domaines — par exemple, les domaines religieux, culturel, ou économique — à la discrétion de l'individu. **Un régime totalitaire, comme l'indique son nom, assume un contrôle total sur tous les aspects de la vie de l'individu**. Aucun aspect de sa vie n'est laissé à sa discrétion. De plus, on propose et on impose à tous une vision idéaliste et utopique de la vie. Chacun doit accepter cette vision idéologique et faire des efforts pour l'atteindre.



Examinons maintenant plus en détail la différence entre les régimes autoritaires et totalitaires :

Gouvernement autoritaire

Il y a diverses raisons pour lesquelles un gouvernement autoritaire s'empare du pouvoir. Il veut peut-être :

- promouvoir ses propres buts ou les buts de l'élite dont le gouvernement représente les intérêts;
- imposer l'ordre et le respect de la loi à une société indisciplinée ou chaotique (une des raisons souvent données par les militaires quand ils saisissent le pouvoir);
- freiner les changements sociaux et politiques qui risquent de mettre en danger les intérêts de l'élite ou des classes favorisées (ces gouvernements sont habituellement appelés des gouvernements réactionnaires, parce qu'ils réagissent négativement face aux changements).

Toutefois, au contraire d'un gouvernement totalitaire, ce type de gouvernement n'essaie pas de changer l'essence même de la société. Un gouvernement autoritaire ne demande qu'obéissance; il ne demande pas une transformation totale de l'Homme ni l'adoption d'une idéologie compliquée et quasi-religieuse.

Un gouvernement autoritaire s'appuie sur un certain nombre de traits dont :

La loi faite par une petite élite

Tout gouvernement — autoritaire ou non — est exercé par un petit groupe qu'on nomme l'élite, mais un gouvernement autoritaire limite très étroitement son élite au pouvoir et ne permet pas d'élections libres qui permettraient à de nouveaux dirigeants d'accéder au pouvoir. Ces élites peuvent s'établir sur des bases idéologiques — les partis communistes en URSS et les pays de l'Europe

de l'Est — militaires — le général Pinochet du Chili ou Sadam Hussein en Iraq — ethniques — certains gouvernements du Libéria et du Sierra Leone — ou religieuses — le gouvernement du Soudan. Dans un système autoritaire, le gouvernement ne rend de compte qu'à lui-même plutôt qu'au grand public. Ceci ne veut pas dire que le gouvernement autoritaire ne soit pas sensible aux changements et ne tienne pas compte des principaux groupes constituant le système politique. La plupart des gouvernements, dans une certaine mesure du moins, reflètent les intérêts des groupes dominants de la société, de peur d'être renversés. La portée de l'opposition dans les régimes autoritaires est cependant limitée, et le comportement politique de l'opposition est confiné à un champ étroit, déterminé par la minorité dirigeante.

La suppression de l'opposition

Les régimes autoritaires craignent une opposition qui pourrait aboutir à un nouveau gouvernement. Ils agissent souvent de manière à restreindre l'opposition de plusieurs façons. Ils peuvent déclarer illégal tout parti d'opposition, et emprisonner ou même liquider les chefs de ces partis (le régime de Pinochet au Chili). Ils peuvent supprimer les journaux et les revues qui impriment des comptes rendus peu flatteurs sur le régime. Ils peuvent censurer les livres qu'ils jugent dangereux pour le gouvernement, persécuter les étudiants et les professeurs d'université qui se réunissent pour défier l'ordre politique et social, briser des protestations pacifiques et emprisonner les chefs ou les membres des groupes protestataires.

La coercition physique

Les régimes autoritaires font souvent étalage des symboles de leurs forces : l'armée et la police secrète. Dans plusieurs pays sous régime autoritaire, le dirigeant est lui-même un officier militaire. Ce fut le cas d'Antonio Salazar au Portugal, d'Anastasio Somoza au Nicaragua, et de Francisco Franco en Espagne. L'armée et la police secrète utilisent diverses techniques, allant de l'assassinat et de la torture à la pression économique et aux menaces psychologiques, pour empêcher les dissidents potentiels de s'engager dans des activités hostiles au régime.

Les régimes autoritaires mettent l'accent sur le besoin d'ordre plutôt que sur la quête de liberté. Ils justifient d'ordinaire leurs actes en fonction d'avantages pour le peuple et font appel aux symboles de la démocratie, tels que les élections, mais celles-ci sont truquées (falsifiées) pour avantager le gouvernement. Le **paradoxe** de la dictature dans un régime autoritaire est que le gouvernement recherche l'appui du peuple, mais supprime l'opposition. Les dirigeants autoritaires peuvent vouloir changer la société en amenant un rapide développement industriel, mais ils n'endoctrinent (enseignent) pas le peuple avec une idéologie particulière pénétrant tous les aspects de leurs vies. On cite le dernier Shah d'Iran comme exemple de dirigeant autoritaire. Son pouvoir reposait sur l'armée et sur la Savak, une police secrète brutale. Il s'est efforcé d'éliminer toute opposition à son autorité par des moyens impitoyables.

Paradoxe : contradiction, proposition ou chose contraire à ce qui est soutenu

Gouvernement totalitaire

Au vingtième siècle est apparue une nouvelle forme de dictature : le gouvernement totalitaire. Les prototypes d'État totalitaire sont l'Union soviétique de Joseph Staline et l'Allemagne d'Adolph Hitler. L'Italie de Benito Mussolini est souvent citée comme exemple de dictature totalitaire, partiellement parce que Mussolini utilisait le cliché **État totalitaire** pour décrire son régime en Italie. L'État de Mussolini n'a jamais été cependant dans la même catégorie que ceux de Staline ou de Hitler.

Un gouvernement totalitaire se caractérise par les traits suivants :

Idéologie — une idéologie élaborée couvre tous les aspects de la vie et chaque membre de la société doit y adhérer. L'idéologie est orientée vers la production d'une « société parfaite », une utopie. Pour atteindre cette utopie, il faut transformer le caractère des êtres humains, les amener vers de nouvelles valeurs, leur faire adopter de nouvelles visions d'eux-mêmes et de la vie en société. Staline, par exemple, prônait la création de « l'homme soviétique » caractérisé par son dévouement au bien-être général et par la suppression de toute forme d'individualisme et d'égoïsme. Hitler, quant à lui, visait à réhabiliter la race allemande et à créer des individus forts, virils et déterminés, tous dévoués à la création d'un État dans lequel ils se fondraient et par lequel ils se réaliseraient.

Un parti unique — comme il n'y a qu'une seule vérité idéologique, il n'y a qu'un seul parti politique. Celui-ci, sous la direction du dictateur ou de l'élite dominante, interprète et applique les termes de l'idéologie régnante. Le parti domine en général tous les aspects du gouvernement et de la société.

La terreur — l'imposition d'une utopie ne peut se faire sans créer d'opposition. Celle-ci doit être éliminée car elle risque de contaminer les esprits et de nuire aux efforts pour faire avancer la société dans la direction voulue. Pour ce faire, les gouvernements totalitaires ont recours non seulement à la force, mais aussi à la terreur. Au cours du XXe siècle, les régimes totalitaires ont éliminé des millions de personnes soupçonnées d'opposition. Ce genre de terreur, qui dépasse de loin celle exercée par Robespierre lors de la révolution française, crée une atmosphère de peur qui étouffe la dissidence et la pensée critique.

Le contrôle de la communication de masse — le gouvernement contrôle tous les médias. Aucune source de média indépendant n'est autorisée.

La maîtrise de l'économie — le gouvernement domine l'économie soit par une prise totale du contrôle, comme chez les communistes, soit par un dirigisme, tel que pratiqué par les Nazis, qui tout en laissant formellement les industries aux mains des individus, oriente la production et subordonne les décisions économiques aux exigences de l'État.

La prise en charge des secteurs culturel, social et religieux — ces secteurs subissent le même traitement que tous les autres. Comme ceux-ci, ils doivent se soumettre à l'autorité du gouvernement. Le gouvernement décide par exemple quels livres seront publiés, quelles compositions de musique jouées et quelles manifestations religieuses permises. Ces secteurs perdent leur

autonomie et deviennent de nouveaux instruments d'instruction et de propagande entres les mains des dirigeants.

En résumé, voici les points-clés des régimes autoritaire et totalitaire :

Autoritarisme	Totalitarisme
• l'autoritarisme impose la volonté de l'État à certains domaines de la vie sociale et politique, mais il laisse une marge d'autonomie importante à la société; • l'État autoritaire est aussi appelé parfois une dictature conservatrice; • l'État autoritaire cherche l'obéissance des citoyens, mais ne s'efforce pas de changer la nature même de l'homme; • l'État autoritaire se garde souvent d'intervenir dans les domaines économique, spirituel, ou dans certaines sphères de l'activité sociale. Exemples : les dictatures latino-américaines (Pinochet, Somoza), africaines (Mobutu, Nasser) ou asiatiques (Marcos, Sukarno).	• le totalitarisme cherche à imposer sa volonté à toutes les sphères de l'activité humaine, ne laissant aucune marge d'autonomie à l'individu ou à la société; • un État totalitaire cherche à créer un nouvel homme, une personne dont les intérêts se fondent avec ceux de l'État. Exemples : Hitler, Staline, Mussolini et Pol Pot (Cambodge).

ACTIVITÉ

Les régimes autoritaire et totalitaire

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Quelles caractéristiques les régimes autoritaires et totalitaires ont-ils en commun?
2. Qu'est-ce qui les différencie?
3. Quel type de régime serait le plus facile à changer? Pourquoi?
4. Discutez les rapports que chaque type de régime entretiendrait avec la religion. Indiquez clairement votre raisonnement.

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- les dictatures peuvent prendre plusieurs formes;
- en les classifiant, les observateurs distinguent entre les dictatures obéissant à la volonté d'une seule personne (le dictateur ou le monarque absolu) et les dictatures dirigées par des groupes de personnes;
- on peut aussi catégoriser les dictatures selon le degré de pouvoir qu'elles exercent. Sur ce plan, on distingue entre les régimes totalitaires et les régimes autoritaires.

LES TECHNIQUES DES DICTATURES

Notre étude des régimes démocratiques nous a démontré un certain écart entre la théorie et la pratique de la démocratie. Il en est de même dans une dictature. Il n'y a pas nécessairement consensus dans une dictature à l'effet que cette façon de gouverner soit la meilleure. Une dictature ne peut donc pas toujours compter sur le consentement ou l'acquiescement de la population. Pour rester au pouvoir et pour se doter d'une certaine légitimité, les dictatures utilisent souvent différentes techniques.

La force

Tout gouvernement peut avoir recours, à un moment donné, à la force. Le Canada, par exemple, a envoyé l'armée à Montréal lors de la crise d'octobre en 1970, et le gouvernement a suspendu les libertés civiles à travers le pays. Les gouvernements démocratiques, toutefois, utilisent la force ou la coercition pour réprimer les infractions à la loi. Les gouvernements dictatoriaux, par contre, emploient la force pour écraser toute opposition à l'élite ou à la personne qui détient le pouvoir. Par conséquent, les régimes dictatoriaux mettent sur pied les organisations de police politique ou de police secrète dont le mandat est d'identifier les points de **dissidence** et le nom des dissidents (toute personne

opposée au régime) pour les faire taire ou les faire disparaître. Le régime militaire en Argentine, par exemple, a fait disparaître des milliers de personnes soupçonnées d'opposition au régime. Le gouvernement de Staline a envoyé en Sibérie des millions de prisonniers politiques. La police emploie une technique appelée « la terreur » dont le but est de répandre la peur afin d'intimider les gens qui pourraient songer à s'opposer au régime en place. Cette technique crée un climat de méfiance et de suspicion où chacun craint d'être dénoncé par l'autre. Un tel climat est insoutenable à la longue car il paralyse moralement et intellectuellement les gens. Chacun a peur de prendre des décisions, chacun a peur de parler honnêtement à son voisin. Un tel climat mène éventuellement à la stagnation et à la démoralisation de la population. De plus, l'emploi exclusif de la terreur coûte cher et détourne de la production bon nombre de personnes qui passent leur temps à espionner les autres et à remplir des fichiers de la police sur les habitudes et les allées et venues de citoyens ordinaires.

Endoctrinement : enseignement pour amener les gens à adopter un certain point de vue, opinion, religion ou idéologie

L'endoctrinement

Comme un régime ne peut pas utiliser exclusivement la force ou le bâton pour obliger la soumission, il emploie aussi des moyens plus positifs — la carotte — dans un effort d'attirer l'appui de la population. Un des ces moyens est l'**endoctrinement**.

L'endoctrinement consiste à inculquer (implanter) la vision et les valeurs idéologiques propres au régime dans l'esprit de la population. Tous les moyens possibles se prêtent à cette tâche : les journaux, la radio, la télévision, la culture populaire, les fêtes nationales, les sports, les écoles, les groupes et comités de citoyens. Une seule opinion est présentée — celle du régime. La population subit un véritable lavage du cerveau « brainwashing ». Un effort spécial se déploie en direction des jeunes car, par rapport aux adultes, ils sont plus malléables et moins établis dans leurs propres idées. La **propagande** employée par le régime a pour but de convaincre la population que le régime est légitime (il a le droit d'être là), qu'il est source de sagesse et de vérité et que les problèmes, s'il y en a, sont l'œuvre des ennemis étrangers, les espions, les groupes ethniques indésirables ou les classes ennemies. Ces individus et groupes blâmés pour les problèmes servent de boucs émissaires pour le régime, lui permettant de détourner la colère populaire vers une autre cible.

Leni Riefenstahl

Quel est le « meilleur » film de propagande jamais réalisé? Selon plusieurs, cet honneur revient au film « Le triomphe de la volonté » de Leni Riefenstahl. Appelée par Hitler « une Allemande parfaite », cette cinéaste a produit un « documentaire » sur le célèbre discours de Hitler devant la foule assemblée à Nuremberg en 1934. Plus tard, Riefenstahl a dû se défendre d'avoir été une porte-parole et une apologiste des nazis. Elle a admis avoir eu une grande admiration pour Hitler, mais a nié avoir agi en tant que propagandiste pour lui. De plus, elle a prétendu n'avoir rien su des crimes perpétrés par les nazis.

La canalisation du mécontentement populaire

La technique dont nous venons de faire mention est appelée, par les observateurs politiques, la « canalisation du mécontentement populaire » car elle permet au régime de se soustraire à la critique et de la placer ailleurs sur des groupes incapables de se défendre. Les Juifs ont joué ce rôle pour les nazis. Dans d'autres régimes, les boucs émissaires peuvent être des immigrants, des gens de couleur ou de religion différentes, les minorités linguistiques, ou culturelles, les femmes ou des classes considérées dans leur totalité comme hostiles au régime (les aristocrates chez les révolutionnaires français, les bourgeois et les koulaks — paysans plus riches — chez les communistes soviétiques). La propagande est, par conséquent, de deux sortes : louanges pour le régime et glorification de ses actions, ou dénonciations et critiques des ennemis du régime qui sont, par définition, les ennemis du peuple.

Le culte du chef

Le chef d'un régime dictatorial se présente en tant que père, guide et sauveur de son peuple. Il devient une figure quasi-religieuse, glorifiée et vénérée. Ainsi, aperçoit-on son portrait dans tous les magasins et les endroits publics, sur les murs des édifices, dans chaque journal et à la télévision. Son nom est invoqué dans toutes les occasions possibles. Il est infaillible, les erreurs du régime sont la faute de subalternes ou d'ennemis de la nation — les boucs émissaires. La glorification du chef fait partie en fait des techniques d'endoctrinement employées par le régime, mais c'est une technique si importante et omniprésente qu'elle vaut une mention à part.

La participation contrôlée ou dirigée

Bien qu'utiles, les techniques mentionnées ci-dessus, ne suffisent pas, en général, à entraîner l'appui de la population. Celle-ci a besoin de se sentir impliquée dans la vie politique de la nation. Ainsi, l'élite au pouvoir met-elle en place certaines techniques afin de donner l'impression que la population joue un rôle dans l'établissement du régime et dans la prise de décision. Le régime n'a aucun intérêt à partager réellement le pouvoir ni à permettre une influence quelconque de la population sur la vie politique de la nation. Il se voit souvent obligé toutefois de créer des apparences de démocratie et de participation populaire. Pour cette raison, il organise les élections, les réunions politiques et même les manifestations (d'appui, bien sûr) pour canaliser les énergies politiques du peuple et se donner une façade de consultation populaire. Le régime néanmoins contrôle étroitement ces événements et s'assure qu'ils servent à renforcer la légitimité et le pouvoir du régime. Les élections sont contrôlées; il n'y a qu'un seul parti politique ou bien les autres partis permis ne sont que des marionnettes du parti au pouvoir; il faut voter publiquement, et dans ce cas l'individu n'ose pas marquer son opposition au régime; les réunions sont dirigées par les partisans du régime et les manifestations « spontanées » sont organisées minutieusement.

L'existence d'un seul parti politique sert aussi à assurer la participation et la loyauté de la population. La plupart des emplois dans le secteur public et parapublic (écoles, universités, entreprises d'État) dans les régimes dictatoriaux sont réservés aux membres du parti. Toute personne qui souhaite occuper de tels postes se voit obligée de se joindre au parti unique et d'apporter son appui et soutien au régime en place. En se joignant au parti, cette personne se compromet; elle devient complice du régime. De plus, ce régime lui a donné

du travail. Son intérêt maintenant consiste à conserver le régime en place. Dans plusieurs dictatures, cette machine bureaucratique devient un des piliers d'appui les plus solides du régime. Une fois mise en place, cette bureaucratie s'efforce de protéger ses privilèges et s'oppose à tout changement même ceux éventuellement favorisés par le régime. Tel fut le cas de la bureaucratie soviétique qui a traîné ses pieds dans l'implantation des réformes prônées par Mikhaïl Gorbatchev dans l'ancienne Union soviétique.

La mise en tutelle d'institutions rivales

Les dictatures autoritaires et totalitaires n'aiment pas partager l'estime et la loyauté du public avec d'autres institutions. Celles-ci sont particulièrement suspectes dans les régimes totalitaires où le gouvernement souhaite contrôler tous les aspects de la vie des gens. Or certaines institutions, comme les Églises, les syndicats ou les associations professionnelles, bénéficient d'une légitimité ayant ses sources dans la tradition ou l'histoire et, aux yeux des dirigeants, peuvent constituer un pouvoir rival à celui du régime. Celui-ci se voit donc obligé de prendre des mesures afin de contrôler le comportement des ces institutions. Une des méthodes de contrôle est celle de la **mise en tutelle**, selon laquelle le gouvernement s'assure la coopération de l'institution soit par la menace de force, soit par la prise en charge de l'institution en question. Cette mise en tutelle s'accompagne souvent de la persécution de ceux qui refusent de se soumettre aux directives du régime. L'Église orthodoxe en Russie, par exemple, a perdu des milliers de prêtres qui ont refusé de jouer le jeu des nouveaux maîtres communistes dans ce pays. Après cette purge initiale de « refuzniks » religieux, l'Église orthodoxe est devenue plus docile, ressemblant à un instrument folklorique du pouvoir communiste plutôt qu'à une institution autonome.

La suppression des droits de la personne

Dans une démocratie, le gouvernement est au service de l'individu. Dans une dictature, l'individu est au service du gouvernement, de l'État ou de la société dans son ensemble. L'individu n'est important que dans la mesure où il contribue au « projet politique » mis de l'avant par le gouvernement. Ses droits sont ainsi subordonnés aux besoins et aux droits du gouvernement et de l'élite qu'il représente.

C'est pour cette raison que les dictatures en général font peu de cas des droits de la personne. Même si ces droits existent formellement et légalement, ils ne

Mise en tutelle : action de rendre une personne, un groupe ou une institution dépendant d'une autorité chargée de veiller sur cette personne, groupe ou institution et de gérer ses biens

sont pas en général respectés et, la plupart du temps, sont même violés.

Cela dit, il faut tout de même nuancer la discussion. Certaines dictatures font des efforts pour valoriser différents droits. Les régimes communistes, par exemple, mettent beaucoup l'accent sur les droits économiques et sociaux. À leurs yeux, ces droits comprennent le droit au travail ainsi que le droit à la santé, à l'éducation, au logement et aux nécessités de la vie. Ce sont, disent-ils, les démocraties libérales qui violent ces droits car, dans les pays libéraux, seuls les riches peuvent se les payer.

Ces propos ne masquent quand même pas le fait que les régimes dictatoriaux ne respectent pas les droits et les libertés considérés fondamentaux dans la plupart de nos sociétés. Dans la plupart des dictatures, les droits d'association, de réunion, de vote, d'opinion, entre autres, sont systématiquement brimés. Ceux qui réclament le respect de ces droits le font à leurs risques et périls, comme le démontrent les exemples développés au chapitre 2.

ACTIVITÉ

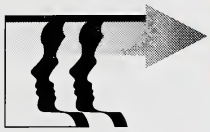
Les techniques des dictatures

Veuillez répondre aux questions suivantes.

1. Expliquez les termes suivants :
   - la cœrcition
   - la dissidence
   - les dissidents
   - la terreur
   - la propagande
   - les boucs émissaires
   - le culte du chef
   - la mise en tutelle.

2. En vous reportant aux six techniques dictatoriales examinées ci-dessus ainsi qu'aux techniques de la démocratie discutées au chapitre précédent, évaluez la nature politique de la « famille ». Est-elle une institution démocratique ou dictatoriale? Donnez des raisons pour appuyer votre point de vue.

3. Dans quelle mesure trouve-t-on certains éléments des techniques dictatoriales dans les démocraties libérales? Donnez des exemples.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- les dictatures disposent d'un nombre impressionnant de techniques pour prendre le pouvoir et le conserver;
- parmi ces techniques, on compte la force (la cœrcition), l'endoctrinement et l'utilisation de la propagande, l'emploi de boucs émissaires, la canalisation du mécontentement populaire, le culte du chef, la participation contrôlée, la mise au pas des institutions sociales, d'habitude indépendantes, et la suppression des droits de la personne.

LES DICTATURES COMMUNISTES

Jusqu'à récemment, la moitié des habitants de la planète vivait sous les régimes se réclamant du marxisme ou du communisme. Les adhérents du socialisme scientifique (un autre nom pour le marxisme) exerçaient le pouvoir de la Corée du Nord jusqu'à l'Albanie en passant par la Chine, la Mongolie, le Vietnam, l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est. Sujet à une rivalité entre l'Union soviétique et la Chine, ce bloc énorme a commencé à se désintégrer en 1989, année de la chute du mur de Berlin et début de la fin du communisme dictatorial en Europe. L'effondrement des régimes communistes en Pologne et en Hongrie a causé un **effet de dominos ou de réaction en chaîne** entraînant la chute des régimes communistes en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Albanie, en Roumanie et dans certaines républiques de la Yougoslavie. À l'heure où nous préparons ce texte, les régimes communistes subsistent à Cuba, en Corée du Nord, en Chine et au Vietnam.

Déclarer le communisme mort serait néanmoins prématuré vu son emprise sur la Chine, pays le plus peuplé de la planète. Les anciens partis communistes en Europe de l'Est ne sont pas morts non plus. La plupart des partis ont remplacé le mot communiste dans leur nom par socialiste pour se dissocier des pratiques dictatoriales de leur ancien parti. Certains ont même réussi à reprendre le pouvoir par le biais d'élections libres. À certains moments durant les années 90, les anciens communistes ont ainsi pu former le gouvernement en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie, en Lituanie et en Pologne.

Effet de dominos ou de réaction en chaîne : suite de répercussions provoquées par un fait initial comme dans un jeu de dominos; lorsqu'un domino tombe, il entraîne la chute des autres

Le marxisme

L'attrait qu'a exercé autrefois le communisme ne cesse de nous fasciner. Qu'y avait-il dans cette idéologie qui pouvait susciter tant de dévouement et donner tant d'espoir?

Le marxisme promettait entre autres :

- la fin de l'exploitation des uns par les autres;
- une nouvelle liberté relative à l'élimination de la domination des riches et des propriétaires sur les moyens de production;
- l'égalité;
- le respect des droits sociaux et économiques;
- l'élimination de la classe des exploiteurs (c'est-à-dire les bourgeois);
- la mise en commun de la richesse nationale et des moyens de production.

De plus, le marxisme prétendait avoir l'histoire de son côté, car selon ses adeptes, il était inévitable. Le capitalisme était voué à la destruction, comme d'autres systèmes économiques avant lui, et serait remplacé par un nouveau système économique où tout le monde goûterait de façon égale aux fruits de la richesse.

Pour des millions de personnes, le marxisme représentait un idéal empreint de justice, de dignité, de fraternité, de respect des uns pour les autres, de libération et d'épanouissement. La question reste ouverte à savoir si l'idéologie marxiste a fait fausse route en dépit de ses bonnes intentions, ou si, dès le départ, elle était condamnée au totalitarisme et à la débâcle éventuelle. La vérité demeure probablement quelque part entre ces deux points de vue extrêmes. Quoiqu'il en soit, la tentative d'implanter la théorie marxiste et de créer des sociétés communistes figure parmi les grandes expériences de ce siècle. Comprendre le XXe siècle nous oblige à comprendre la théorie et la pratique du communisme.

La théorie marxiste — Contexte

Marx a créé sa théorie dans un contexte historique donné — celui de la révolution industrielle du XIXe siècle. Comme vous le savez sans doute, cette révolution résulte de la croissance incroyable du capitalisme, dû au développement des machines nouvellement inventées et à l'accumulation et l'investissement du capital. Le développement économique et industriel que cela entraîne ne profite pas à tout le monde de façon égale. La **bourgeoisie**, classe sociale des entrepreneurs capitalistes, en profite pour renforcer son pouvoir économique, financier et politique. Le libéralisme économique fait naître une nouvelle classe sociale — celle des salariés et des ouvriers, la classe travailleuse ou laborieuse. Marx nomme cette classe le **prolétariat**. Ce sont ces gens qui font fonctionner les industries manufacturières. Cette nouvelle classe vit à la merci des grands propriétaires qui, sous la bannière du libéralisme économique, exercent leurs droits en toute liberté, sans intervention du gouvernement. Le sort de la classe ouvrière est tout autre : maigres salaires, conditions d'existence souvent insupportables, chômage dû à l'introduction des machines, longues heures de travail, autorité despotique du propriétaire.

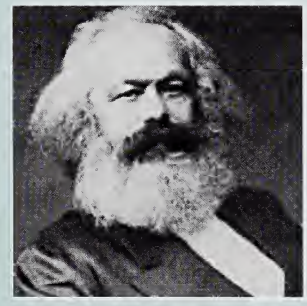
La situation se présente donc comme suit : d'un côté, une minorité de riches possédants (capitalistes industriels, marchands et financiers); de l'autre, une majorité de salariés sans cesse menacés de tomber dans le chômage et la misère. La situation politique est à l'image de la situation sociale : une minorité riche possédant le droit de vote et une majorité de gens exclus de la vie politique et sans aucun pouvoir sur leur avenir. Le sort de la classe ouvrière est aggravé par les crises économiques provoquées par les impératifs du marché et de la concurrence. Pour les travailleurs, le système économique est injuste, voire immoral.

Pour les uns, le libéralisme économique conduit droit au profit et à la libération des énergies créatrices. Pour les autres, c'est un système reposant sur l'oppression des faibles par les forts, un système dans lequel les uns s'enrichissent en exploitant leur prochain. L'injustice engendrée par ce système incite les gens humanitaires à proposer soit des réformes, soit des systèmes alternatifs.

Un des mouvements qui voit le jour en réponse à ce conflit social est le mouvement socialiste. Le socialisme, comme vous vous en souviendrez, privilégie le bien-être de la société par rapport au bien-être individuel. Les socialistes, souvent en désaccord quant aux moyens, recherchent les mêmes buts : une société sans classes sociales, une société égalitaire [égalité de chances et égalité de résultats], une société démocratique [chacun ayant une voix dans les prises de décisions politiques et économiques].

C'est dans ce contexte que Marx produit son œuvre et propose sa théorie. Avant d'examiner cette dernière, jetons un coup d'œil sur cet homme qui, par ses mots, a tant bouleversé l'histoire.

Karl Marx



KARL MARX (1818 - 1883)

Il est né en 1818, à Trèves en Prusse rhénane, dans une famille aisée et cultivée où son père est avocat. Il fait ses études en droit, en histoire et en philosophie où il s'imprègne de la pensée de Friedrich Hegel d'où il tente de tirer des conclusions athées et révolutionnaires. Il renonce à une carrière de professeur universitaire pour déménager à Cologne où il devient rédacteur en chef d'un journal d'opposition. En 1843, le journal est interdit. Marx quitte la Prusse pour Paris où il tente de publier un nouveau journal. En 1844, Marx rencontre Engels dont il devient l'ami intime. Avec lui, il participe à l'activité des groupes révolutionnaires. En 1845, il est expulsé de Paris et se rend à Bruxelles (Belgique). En 1847, Marx et Engels se joignent à la Ligue des communistes. À la demande de cette organisation, Marx rédige en 1848 le Manifeste communiste. (Il est à remarquer que ce manifeste paraît la même année que la vague révolutionnaire s'étend sur l'Europe.) Il est expulsé tour à tour de Bruxelles, de Cologne et de Paris. Marx se rend à Londres où il vit le reste de sa vie (Marx est enterré au cimetière de Highgate à Londres). À Londres, Marx poursuit sa recherche sur le capitalisme et l'économie politique de son temps. Il publie en 1867 le premier tome de son œuvre maîtresse, Das Kapital (Le Capital). Les autres tomes sortent après sa mort et sont préparés par des amis, dont Engels, à partir de ses notes. Il gagne péniblement sa vie, dirige l'Association internationale des travailleurs et meurt pauvre et découragé en 1883.

Les principes marxistes

Pour Marx, l'économie est à la base de tout. Il est donc difficile de séparer chez lui le volet politique du volet économique. Le premier est fonction du second. Il est toutefois important pour nous de comprendre les implications politiques de la théorie marxiste. Nous tenterons dans cette partie de notre étude de souligner les aspects politiques du travail de Marx, laissant le volet spécifiquement économique pour les chapitres économiques à venir.

Trois principes fondamentaux sont à la base de l'analyse marxiste :

- le matérialisme historique,
- la dialectique,
- la théorie de la lutte des classes.

Le matérialisme historique

Marx est un matérialiste. Il croit, en fait, que la conscience humaine est déterminée par les conditions socio-économiques (matérielles) dans lesquelles l'individu vit. L'essence de l'individu (sa conscience, sa manière d'être, sa façon de penser, sa façon de se concevoir et de concevoir le monde) est déterminée par son expérience matérielle. Un pauvre ne pense pas comme un riche. Comme Marx le dit dans *L'idéologie allemande* :

« La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes [...] Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience ».

la façon de penser, la conscience humaine, la façon d'organiser

↑

déterminent

|

les conditions économiques (matérielles) (l'organisation économique)

L'individu et la société sont les produits de leur environnement économique, de leur milieu matériel. Ainsi, pour comprendre la société, faut-il analyser l'organisation de l'économie, c'est-à-dire l'organisation de la production.

Selon Marx, tout repose sur l'économie. Les forces productives et les rapports de production conditionnent l'existence sociale. Comprendre une société, ses valeurs, ses aspirations, son fonctionnement exige d'abord et avant tout une compréhension des bases économiques de cette société.

Selon cette logique matérialiste, un système politique, comme toute autre création de l'homme, reflète les forces économiques qui sous-tendent la société. Tout revient à l'organisation économique.

Un marxiste explique donc tout — les œuvres d'art, la littérature, les rapports entre personnes, les maladies psychologiques, les sports, le système politique, le comportement des gens — à partir d'une analyse basée sur les rapports de production existant dans la société.

La dialectique

Si le matérialisme historique est une théorie, la dialectique est une méthode.

C'est au philosophe allemand Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831), géant philosophique et maître à penser de Marx, que revient la paternité de cette méthode d'analyse.

La **dialectique** procède du principe que le monde réel n'est pas un ensemble de choses achevées (réalisées une fois pour toutes), mais le résultat toujours temporaire de mouvements : mouvements sans fin, qui naissent et disparaissent, les uns au contact des autres, en conflit ou en accord avec eux. Le monde est constamment en transition, rien n'est absolu ou définitif dans le monde, tout est temporaire.

Marx définit la **dialectique comme la science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine**. Chaque mouvement appelle son contraire ou sa négation. Ces deux mouvements ou idées cœxistent et entrent en conflit. Ce conflit ou ce contact donne naissance à un nouveau mouvement qui, à son tour, appelle sa négation. Ainsi, avance l'histoire jusqu'à ce qu'on arrive à la fin de l'histoire, c'est-à-dire au moment à partir duquel l'écoulement du temps n'entraînera plus de transformation des sociétés humaines.

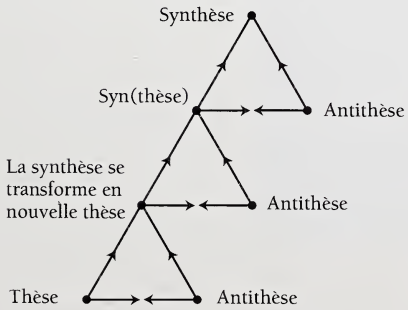
Dialectique : processus de lutte des idées contraires qui amène un changement progressif; pour Marx, ce terme se rapporte à la lutte des classes

Thèse : proposition, théorie

Cette façon de Hegel de concevoir l'histoire est elle-même un produit de son temps. La science à cette époque évoluait à une vitesse accélérée, créant un véritable culte du progrès et un haut niveau d'optimisme. Certaines personnes commençaient à concevoir que la science résoudrait les problèmes de l'existence humaine. Hegel tente d'appliquer les méthodes scientifiques à l'histoire, c'est-à-dire qu'il tente de trouver les règles ou les lois qui expliquent le mouvement historique. La dialectique est pour lui cette loi. L'histoire procède selon un processus que nous pouvons comprendre. Le changement s'explique et connaît une direction — celle du progrès et de l'amélioration graduelle de la condition humaine.

Plus spécifiquement, Hegel conçoit le déroulement de l'histoire comme suit : la société arrive à un consensus initial autour d'une idée maîtresse. Hegel appelle cette idée ou ce fil organisateur de la société, **la thèse**. Cette thèse génère ou appelle sa négation ou **antithèse**. Ces deux idées contradictoires (la thèse et l'antithèse) entrent en contact et en conflit. Il en ressort une nouvelle idée incorporant le meilleur de deux idées. Cette nouvelle idée s'appelle **la synthèse**. Cette synthèse devient la nouvelle idée autour de laquelle la société gravite. Comme telle, elle se transforme en nouvelle thèse qui, à son tour, appelle son antithèse et ainsi de suite. Le processus continue jusqu'à ce que l'histoire arrive à son aboutissement final, c'est-à-dire jusqu'à ce que les aspirations fondamentales des gens soient réalisées et que les transformations humaines cessent. Le diagramme ci-contre résume ce processus de la dialectique :

La dialectique hégélienne



La dialectique établit de nombreuses prémisses intéressantes qui ont influencé Marx et qui continueront à stimuler les esprits. Retenons les points suivants :

- l'histoire est une science : elle obéit à des lois internes comme le font toutes les sciences;
- le changement est inévitable, inscrit dans la loi de l'histoire;
- aucun système (pour Marx, cela veut dire le capitalisme) n'est éternel sauf le tout dernier qui, lui, correspondra à la perfection et marquera la fin des transformations sociales et politiques;
- la direction générale du changement est positive — le changement se fait par étapes, mais chaque étape représente un progrès par rapport à l'étape précédente;
- le changement et le mouvement historique sont le résultat du conflit entre différentes idées ou rapports de force. Le conflit est donc naturel et l'histoire résulte des efforts de régler le conflit entre les idées ou les forces antithétiques (opposées).

APPROFONDISSEMENT

La dialectique

Répondez à la question suivante :

Quelle est, d'après vous, la thèse autour de laquelle se forme de nos jours le consensus social, politique ou économique? Autrement dit, quelle est l'idée sociale, politique, ou économique qui semble recueillir l'adhésion de la majorité de nos concitoyens aujourd'hui? Les Allemands parlent d'une « Weltanschauung », ce qui veut dire « vue ou conception ultime du monde; conception qu'on se fait de la vie ». Quelle est la Weltanschauung qui règne aujourd'hui?

La lutte des classes

Le conflit central de la dialectique est donc, selon Marx, un conflit entre classes sociales. Ces classes sociales se divisent en classes dirigeantes, ou oppresseurs et classes dirigées et exploitées, ou opprimés. Voici comment Marx explique lui-même dans *Manifeste du parti communiste* cette notion-clé de ses théories :

> L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.
>
> Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une organisation complète de la société en classes distinctes, une échelle graduée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves; au Moyen Âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs, et de plus, dans chacune de ces classes, une hiérarchie particulière.

Pour démontrer le bien-fondé de sa théorie, Marx remonte dans l'histoire jusqu'aux temps de l'Antiquité où les hommes libres tiraient leur richesse de l'exploitation des esclaves. Dans cet exemple, l'homme libre représente « la thèse » et l'esclave « l'antithèse ». Le conflit qui s'engage entre ces deux classes sociales donne naissance à une nouvelle classe, celle des patriciens de l'ancienne Rome. Cette classe représente la synthèse qui, à son tour, devient la nouvelle thèse. Ainsi procède l'Histoire jusqu'au XIXe siècle, c'est-à-dire jusqu'au temps de Marx. La société de son époque est caractérisée par l'existence de deux classes sociales — la bourgeoisie et le prolétariat. Il dit à leur sujet :

> La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les **antagonismes** (conflits) de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classe. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. (*Manifeste du parti communiste*, p. 28-29)

Antagonisme : rivalité, conflit, opposition

Selon la dialectique, le conflit entre ces deux classes est inévitable. Vous vous rappellerez que la thèse contient les germes de sa propre destruction dans la

mesure où la thèse appelle ou génère sa négation avec laquelle elle entrera en conflit et disparaîtra car remplacée par une nouvelle forme sociale — la synthèse. D'après Marx, la bourgeoisie et le système socio-économique qu'elle a mis en place — le capitalisme — sont à la fois nécessaires et appelés à disparaître, balayés par le conflit qu'ils auront eux-mêmes créé. C'est par ce raisonnement que Marx peut dire que le capitalisme contient les germes de sa propre destruction. Le capitalisme se détruira par suite d'un conflit entre les bourgeois — les oppresseurs — et le prolétariat — les opprimés — qui deviendront de plus en plus nombreux. Ce conflit prendra la forme d'une révolution par laquelle la bourgeoisie sera éliminée et une nouvelle société sans classes établie. Cette nouvelle société sans classes assumera elle-même la charge des moyens de production.

Le programme marxiste

Comment Marx prévoyait-il la transition d'une société bourgeoise à une société sans classes?

Cette transition se fera en trois étapes, selon Marx. Le tableau suivant résume les étapes et les mesures les accompagnant.

Étapes	Mesures	Commentaires
1. Union de tous les prolétaires	• prise de conscience de la force des travailleurs sur les plans national et international • regroupement • organisation	L'accumulation de la richesse entre les mains d'une bourgeoisie de moins en moins nombreuse occasionnera une prise de conscience au niveau des travailleurs, de l'injustice de la situation et de leur état d'exploités. Ils se regrouperont naturellement afin de défendre leurs intérêts (l'union fait la force) et prendront graduellement conscience de l'état pourri de l'édifice capitaliste. Il suffira d'un soulèvement général des travailleurs pour déclencher la révolution.
2. Dictature du prolétariat ou étape socialiste	• renversement par la force des institutions politiques et sociales du capitalisme • nationalisation (socialisation ou étatisation) des moyens de production • instauration d'un gouvernement autoritaire dirigé par le prolétariat	Cette étape inaugure une phase « socialiste » caractérisée par la socialisation des moyens de production (usines, terres, capital, industries) et la mise sur pied d'un gouvernement dictatorial dirigé par les travailleurs eux-mêmes. Cette action doit s'accomplir à l'échelle internationale car le capitalisme est international. Cet élément est très important : le marxisme est un mouvement basé sur l'internationalisme (et non pas le nationalisme comme le sera le fascisme). La dernière et plus célèbre phrase du Manifeste communiste le démontre : « **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!** » La phase « socialiste » est temporaire. Elle sert de période de transition entre la société bourgeoise et la société communiste. Cette période révolutionnaire verra les moyens de production ainsi que l'État changer de mains — de celles de la bourgeoisie à celles des travailleurs. Ces derniers prendront la charge et de l'un et de l'autre.

- dépérissement de l'État
- fin de la lutte des classes et des classes elles-mêmes
- répartition équitable selon les besoins de chacun
- disparition de l'État

Cette troisième et ultime étape représente « la fin de l'histoire ». La dialectique se réalise et arrive à destination. La disparition de la bourgeoisie, accomplie lors de la deuxième étape, permet la transformation de la société vers une société sans classes. L'État lui-même entreprend un processus de rapetissement et de dépérissement qui mènera éventuellement à sa disparition complète.

Voici comment Marx explique la réalisation de cette dernière étape : « Les antagonismes de classes, une fois disparus dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, alors le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe. À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». (*Manifeste du parti communiste*, p. 70)

Aucun pays marxiste n'avait atteint la troisième étape, c'est-à-dire l'étape communiste. C'est pour cela que les pays soi-disant « communistes » se sont appelés eux-mêmes « les pays socialistes ». Le nom officiel de l'URSS en témoigne d'ailleurs : l'Union des républiques **socialistes** soviétiques.

Un bilan provisoire de la théorie marxiste

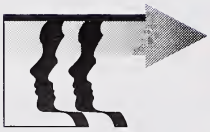
Nous ne voulons pas faire ici le bilan de la pratique des pays se réclamant du marxisme. Ce sera pour plus tard quand nous examinerons l'exemple de l'ancienne Union soviétique. Nous voulons plutôt jeter un premier regard sur ce que les derniers 150 ans nous ont dit sur la théorie marxiste elle-même.

- Selon la dialectique, Marx a prédit que les premiers pays à connaître la révolution prolétarienne seraient les pays capitalistes les plus développés tels la Grande-Bretagne. Or, nous savons qu'il n'en a rien été. Le premier pays à connaître une révolution communiste a été la Russie, un des pays les moins développés sur le plan industriel en Europe.

- Il est vrai qu'à mesure que les travailleurs se sont éveillés à leur condition, ils se sont regroupés afin d'améliorer leur sort. Ce regroupement, toutefois, n'a pas emprunté la voie révolutionnaire prédite par Marx. Au lieu d'attendre ou même de précipiter la révolution, les travailleurs ont tenté, par le biais de leurs syndicats, des mouvements sociaux et

intellectuels (le mouvement Chartiste et la société Fabien, en Angleterre) et même les partis politiques (les travaillistes en Angleterre, les sociaux-démocrates ailleurs) fondés par eux, d'améliorer les conditions de travail à l'intérieur du système capitaliste. Au lieu d'abolir le système capitaliste, ils l'ont changé de l'intérieur. Cette collaboration avec « l'ennemi » de la part de certains travailleurs et de certains leaders syndicaux a suscité des critiques vives de la part des marxistes. Ceux-ci ont accusé les collaborateurs de « révisionnisme ». Par leurs actions de collaboration, ils différaient le jour de la révolution, laissant le capitalisme gagner du temps et tenter, par l'adoption de réformes, de se sauver. Cette différence d'opinion sur la voie à suivre à court terme a mené à l'éclatement du mouvement « socialiste » en deux grands camps : les communistes qui voulaient l'abolition du capitalisme par la révolution, et les sociaux-démocrates qui étaient prêts à travailler à l'intérieur du système et, par la voie démocratique et parlementaire, à faire adopter les réformes qui profiteraient aux travailleurs. Ces deux factions « socialistes » se vouaient une haine assez âpre et souvent luttaient autant entre eux que contre les capitalistes. Cela fut certainement le cas en Allemagne à l'aube de la prise de pouvoir par les nazis (1933).

- La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat semble avoir donner naissance à une nouvelle classe sociale, celle de la **classe moyenne**. L'émergence de cette classe, devenue la classe dominante du XXe siècle, n'était pas prévue par Marx. La classe moyenne se compose en grande partie de travailleurs professionnels ou manuels qui sont restés fidèles à l'État capitaliste tel que réformé à la suite de la Grande Dépression.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- se basant sur sa théorie, Marx a prédit la destruction finale du capitalisme et son remplacement par une société harmonieuse et sans classes sociales où les moyens de production appartiendraient à la collectivité;
- le processus menant à une vraie société communiste passe par plusieurs étapes : la période bourgeoise et capitaliste, le renversement des systèmes politique et économique favorisés par la bourgeoisie, et la prise du pouvoir par le prolétariat.

LÉNINE

Que la révolution ait lieu en Russie, ce pays autocratique et semi-féodal, est dû en grande partie au génie organisateur de Vladimir Illitch Oulianov, connu sous le nom de Lénine (1870 - 1924). Son influence est énorme en Russie, tant sur le plan de l'interprétation du marxisme que sur celui de l'application de ses idées à la situation concrète de la Russie et du monde.

Lénine et la théorie marxiste

Lénine s'imprègne des idées de Marx que, dans ses propres œuvres, il commente, développe, complète et parfois contredit. Trois thèmes en particulier préoccupent Lénine.

Le rôle du parti

Lénine

Sur ce sujet, Lénine s'inscrit contre la pensée de Marx. Ce dernier avait démontré une pleine confiance dans la capacité des ouvriers de se regrouper et de s'élever au niveau de conscience nécessaire pour comprendre et leur état d'exploités, et les possibilités de changement.

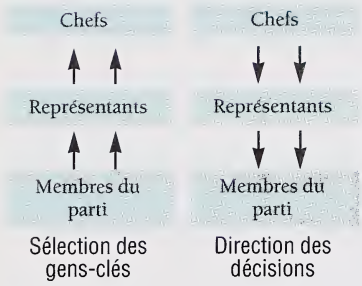
Pour Lénine, il n'est nullement question de laisser l'histoire suivre tranquillement son chemin, même si elle obéit aux lois de l'histoire. Cela est d'autant plus vrai que la situation spécifique de la Russie, là où la révolution bourgeoise n'a même pas encore été réalisée, interdit toute révolution socialiste. Vu la situation, Lénine suggère deux choses. D'abord, il faut sauter les étapes. La bourgeoisie est trop faible pour se défaire du poids immense de l'autocratie (du tsar). Seuls les ouvriers auront la capacité de livrer la lutte politique nécessaire pour sortir de l'époque féodale. Deuxièmement, les ouvriers, laissés à eux-mêmes, n'auront pas, eux non plus, ni la force ni la vision nécessaires pour faire face au système tsariste. Par eux-mêmes, les ouvriers sont dispersés, faibles et ignorants. Il faut les organiser et les conscientiser, et pour cela, il faut un parti fort et décidé. Ainsi Lénine écarte-t-il la confiance que Marx avait démontrée dans la capacité des ouvriers de se constituer en classe consciente d'elle-même. C'est le parti, sous la direction des intellectuels et des révolutionnaires professionnels porteurs de connaissance, qui fera des ouvriers atomisés (séparés entre eux) et peu nombreux une force collective capable de jouer le rôle historique qui est le sien. Le parti remplit une fonction énergétique car il concentre et multiplie les forces individuelles des travailleurs. Le parti est aussi donateur de conscience : grâce à lui, les ouvriers disposeront du savoir sur leur vérité, d'une conception d'ensemble de la situation politique; ils acquerront la conscience des buts suprêmes de leur lutte, qui devient véritablement une lutte de classe.

Le parti devient donc le moteur de la révolution. Le parti en tant qu'institution de l'avant-garde indique la voie à suivre aux travailleurs. Il doit sélectionner parmi ses membres ceux qui lui seront fidèles jusqu'à la mort et en éliminer, quand cela est nécessaire, ceux qui ont perdu leur feu idéologique. L'importance que Lénine accorde au parti fait de celui-ci l'institution suprême de la révolution, institution plus importante que le prolétariat lui-même.

La dictature du prolétariat ou le centralisme démocratique

Comme démontré ci-dessus, la **dictature du prolétariat**, pour Lénine, veut dire la dictature du parti. Celui-ci, discipliné et hiérarchisé, doit établir l'unité de la volonté, condition nécessaire à une dictature efficace. La dictature est nécessaire pour mener la lutte contre la bourgeoisie qui n'abandonnera pas le pouvoir de plein gré. Ainsi Lénine incite-t-il en 1918 à la « terreur de masse » et ordonne-t-il l'ouverture du premier camp de concentration.

Le parti qui forme la dictature doit se bâtir sur des bases à la fois démocratiques et centralisées. L'initiative doit, en théorie du moins, venir de la base mais une fois la ligne adoptée, chacun doit la suivre. La prise de décision suit le chemin indiqué dans le diagramme ci-contre. Les membres du parti, soigneusement triés pour leur pureté idéologique, désignent les représentants des différentes institutions. Ces représentants, à leur tour, désignent les chefs du parti. Une fois ceux-ci en place, ils prennent les décisions qui s'imposent dans l'intérêt de tous les travailleurs. Les membres du parti doivent accepter ces décisions au nom de la solidarité et de la discipline.



Dans la pratique, les permanents du parti — ceux appartenant à l'appareil du parti appelés les « apparatchik » — au début responsables devant les militants de la base, en arrivent à obéir seulement aux dirigeants du parti. Ceux-ci, afin de renforcer leur propre pouvoir, installent des gens de confiance là où ils peuvent dans l'appareil. Le parti se transforme ainsi en un instrument de transmission d'instructions du haut vers le bas et le centralisme démocratique se traduit par une obéissance aveugle à la ligne tracée par les dirigeants du parti unique.

L'analyse de l'impérialisme

Lénine, comme Marx, a soumis le capitalisme à une analyse théorique approfondie. La révolution annoncée par Marx dans les pays industrialisés n'avait pas eu lieu. Lénine a tenté de démontrer pourquoi. Pour lui, la réponse se trouvait dans le phénomène de l'**impérialisme**. Les dirigeants capitalistes avaient pu se maintenir au pouvoir et différer les crises inévitables par l'assujettissement des pays colonisés. Ainsi, l'impérialisme représentait-il la phase finale du capitalisme. En exploitant les Autochtones des pays colonisés, les pays capitalistes pouvaient même améliorer temporairement le sort des travailleurs chez eux. Ils avaient, par exemple, accès à des matières premières bon marché et pouvaient vendre leur production dans les pays nouvellement colonisés. Cette situation se traduisait par des coûts de production moindres et des marchés plus grands et par conséquent des emplois plus nombreux.

L'impérialisme, tel que compris par Lénine, avait permis aux pays capitalistes de gagner du temps. L'exploitation des faibles par les forts se pratiquait maintenant à l'échelle mondiale. Comme le capitalisme se pratiquait à l'échelle mondiale, la révolution devait, elle aussi, se faire à l'échelle mondiale. Les nations prolétariennes comme la classe prolétarienne rejetteraient un jour leur rôle d'exploitées et la révolution mettrait le feu à la planète toute entière.

Dictature du prolétariat : régime dans lequel les travailleurs exercent le pouvoir absolu et éliminent l'influence de la bourgeoisie

Impérialisme : politique suivie par un pays pour étendre son autorité ou sa domination sur d'autres pays par des moyens politiques, militaires ou économiques

ACTIVITÉ

Le marxisme-léninisme

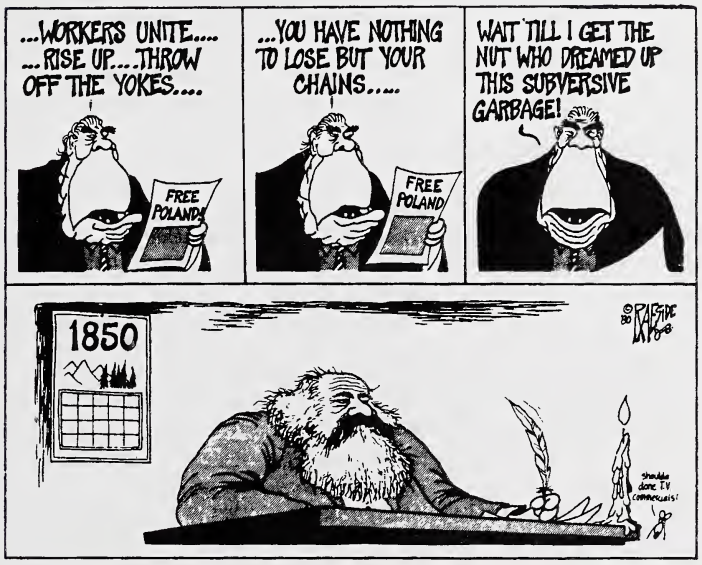
Examinez la caricature. Le caricaturiste fait référence au sort des travailleurs en Pologne au début des années 1980. Quel est le message du caricaturiste?

Travailleurs unissez-vous...
...levez-vous...
débarrassez-vous de vos jougs...

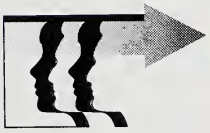
Libérez la Pologne

Vous n'avez à perdre que vos chaînes

Attendez que je mette la main sur l'imbécile qui a pondu ces idioties subversives!



Reproduit avec la permission de Raeside.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- en 1917, Lénine, le premier chef de gouvernement communiste au monde, profite d'une situation de profonde instabilité et faiblesse gouvernementales en Russie pour remplacer le gouvernement existant par un gouvernement « marxiste » et « révolutionnaire »;
- Lénine complète, et parfois contredit, la théorie de Marx en insistant sur le rôle du parti comme moteur de la révolution et comme avant-garde du prolétariat;
- Lénine développe la notion de « centralisme démocratique » selon laquelle le parti communiste peut être démocratique et extrêmement discipliné et obéissant à la fois.

Lénine et les premières années du régime marxiste

L'Union soviétique n'est plus. Elle a éclaté à la fin de 1991, ses parties constituantes réclamant à tour de rôle leur indépendance. Le plus grand morceau, la Russie, retrouve son identité propre et son nom réapparaît pour désigner non plus une partie d'un pays, mais un pays entier. La Russie succède à l'URSS, comme l'URSS avait en 1922 succédé à la Russie.

Quand les bolcheviks — les marxistes — dirigés par Lénine prennent le pouvoir à la suite de la révolution d'octobre en 1917, la Russie est épuisée, désorganisée et démoralisée. Trois longues années de guerre ont drainé le pays de ses forces vives. La population a perdu confiance dans le gouvernement. De fait, la révolution n'est pas tant une révolution qu'**un effondrement** du gouvernement provisoire qui avait remplacé le gouvernement tsariste au mois de février de la même année.

Face à l'impuissance du gouvernement, la population russe et en particulier les ouvriers et les soldats avaient mis sur pied des **conseils**, appelés des **soviets**, qui formaient des centres de pouvoir rivaux à celui du gouvernement légal. Le développement des **soviets** à l'échelle du pays constitue donc un double pouvoir. De fait, ce seront les soviets, surtout le soviet de Petrograd (Saint-Pétersbourg), qui décideront l'avenir politique de la Russie. Lénine qui, le 3 avril 1917 rentre de l'exil en Suisse, voit les soviets comme les pierres angulaires d'une nouvelle forme de pouvoir. Au parti bolchevik, il infuse énergie, direction et détermination. De plus en plus, les Bolcheviks semblent être les seuls à avoir un programme politique (c'est leur opposition à la poursuite de la Première Guerre mondiale qui leur gagnera un appui important) et un chef dévoué et déterminé. Au mois de septembre, les bolcheviks obtiennent une majorité aux soviets de Petrograd et de Moscou. Le 25 octobre, le soviet de Petrograd passe à l'action, prenant le pouvoir dans la capitale (Petrograd) par le biais d'un **coup d'État** armé.

S'appuyant sur les soviets, Lénine prend le pouvoir et institue un nouveau gouvernement. La situation politique reste toutefois ambiguë due à la décision de l'ancien gouvernement provisoire de faire élire au mois de novembre une **Assemblée constituante** qui, comme son prédécesseur de la révolution française, devait se charger de l'élaboration d'une nouvelle constitution pour la Russie. La légitimité de cette institution n'est niée par personne et même le IIe Congrès des soviets des 25 et 26 octobre, qui ratifie l'insurrection et inaugure le régime soviétique, considère ses décisions provisoires jusqu'à leur ratification par l'Assemblée constituante.

Les élections à l'Assemblée constituante ont lieu le 12 novembre 1917. Ces élections libres et ouvertes à toutes les tendances politiques (les seules d'ailleurs dans l'histoire de la Russie jusqu'à notre époque) se terminent par une défaite des bolcheviks. Bien que majoritaires dans les villes et les principaux centres géographiques, les partisans de Lénine n'obtiennent que 23,9 % des voix comparés aux socialistes révolutionnaires qui en obtiennent 53 %. Au niveau du nombre de députés élus, les bolcheviks comptent 168 députés sur un total de 703.

Soviet : conseil (regroupement) de paysans, d'ouvriers, de soldats, etc

Les premières actions de Lénine

Lénine n'attend pas la convocation de l'Assemblée constituante pour passer à l'action. Il fait voter par le IIe Congrès des soviets (une réunion des représentants des soviets à travers le pays) une série de décisions dont la plus importante est l'adoption :

d'une **Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité** — ce premier document constitutionnel du nouveau régime se veut le pendant socialiste (semblable à) de la célèbre *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* adoptée lors de la révolution française en 1789. Ce document :

- établit une République des soviets des députés, ouvriers, soldats et paysans;
- stipule que tout le pouvoir appartient aux soviets, ceux-ci constituant la nouvelle base du pouvoir;
- change le nom de la Russie à celui de la Fédération des Républiques soviétiques de Russie (FRSR);
- établit les tâches essentielles du régime dont :
  - l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme,
  - l'élimination totale de la division de la société en classes,
  - l'écrasement impitoyable de la résistance des exploiteurs,
  - la victoire du socialisme dans tous les pays;
- adopte cinq mesures fondamentales dont :
  - l'abolition de la propriété privée de la terre,
  - l'instauration du contrôle ouvrier dans l'entreprise,
  - la mise en place du Conseil supérieur de l'économie nationale,
  - le service du travail obligatoire pour tous afin de supprimer les classes parasitaires de la société,
  - l'armement des travailleurs et le désarmement des classes possédantes;
- élabore une nouvelle politique étrangère dont les points principaux sont :
  - l'abolition des traités secrets,
  - l'établissement d'une paix (sans annexion ni réparations) fondée sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,
  - la dénonciation de la politique impérialiste des grandes puissances,
  - l'annulation des emprunts internationaux contractés par l'ancien gouvernement du tsar Nicolas II.

Ce document, jetant la base du futur gouvernement soviétique de la Russie, est soumis à l'Assemblée constituante le 5 janvier 1918. Celle-ci le rejette! Lénine n'hésite pas — l'Assemblée est encerclée par une force militaire et dissoute. Ce sera la première et la dernière réunion de cette institution démocratiquement élue. La seule institution démocratique russe avant l'époque contemporaine a duré moins de 24 heures.

Le renvoi de l'Assemblée constituante résout le problème du double pouvoir (Assemblée constituante versus les soviets) auquel faisait face Lénine. Il rejette la première institution, d'inspiration essentiellement bourgeoise, en faveur de la seconde, celle-ci correspondant beaucoup plus à son idée de représentation socialiste démocratique. Comme le système de soviets est à la base même de la vie politique de la Russie et plus tard de l'URSS, il mérite qu'on s'y arrête un instant.

Les soviets

Les soviets constituent une institution politique unique dans l'histoire. Suivant l'exemple de la Commune de Paris en 1871, le premier soviet moderne s'est organisé à Saint-Pétersbourg pour gérer la grève lors de la révolution ratée de 1905. En 1917, de nouveaux soviets se mettent sur pied afin de représenter les ouvriers, les soldats et les paysans face au pouvoir gouvernemental. Ces soviets coordonnent leur politique en établissant un réseau national et un système de congrès. C'est le IIe Congrès des soviets qui avait autorisé Lénine à saisir le pouvoir.

La nature même des soviets fait de ceux-ci un moyen d'assurer la dictature du prolétariat. L'élection des députés formant les soviets se fait sur la base des lieux de travail ou du milieu social et non pas sur la base d'unité territoriale comme dans les démocraties libérales. Les ouvriers votent pour les ouvriers, les paysans pour les paysans, les artistes pour les artistes et ainsi de suite. Les soviets forment un ensemble d'apparence pyramidale. Les soviets d'usine et de campagne désignent les soviets de quartiers et de districts. Ceux-ci désignent les soviets régionaux qui, à leur tour, désignent les représentants au Congrès du soviet suprême. Ce système pyramidal constitue, pour ses partisans, une forme supérieure de démocratie car il assure que les travailleurs et les paysans sont représentés par les leurs et empêche la bourgeoisie de dominer le processus électoral comme cela se fait dans les démocraties libérales. Le système soviétique se nomme, par conséquent, **démocratie populaire** car il assure, théoriquement du moins, la représentation réelle du peuple selon ses intérêts socio-économiques et non pas selon la résidence géographique.

Lénine prend d'autres mesures pour s'assurer la dictature du prolétariat :

- Tous ceux qui utilisent le travail d'autrui et qui vivent d'un revenu non produit par le travail sont privés de leur droit de vote.
- Les négociants, prêtres, moines, agents de l'ancienne police sont également privés de leur droit de vote.
- Les résidents des villes sont privilégiés par rapport à ceux de la campagne : le bulletin de vote de l'ouvrier vaut cinq fois celui du paysan.
- Le vote est public (il devient ainsi dangereux d'indiquer son opposition au régime).

- Pour empêcher les tentatives possibles des opposants au régime de reprendre le pouvoir, Lénine met sur pied :

  - une force de frappe organisée, appelée l'Armée rouge, dont chaque unité sera placée sous la surveillance d'un commissaire politique;

  - un système répressif implacable, la Tcheka. Cette dernière est investie du pouvoir de traquer les opposants au régime, de semer la terreur, d'ouvrir et de gérer les camps de concentration et de juger et liquider les gens de façon expéditive. La famille royale est ainsi liquidée sans procès en juillet 1918.

Caractéristiques du régime socialiste soviétique mis en place par Lénine

Le régime de Lénine et éventuellement de ses successeurs se distingue par :

sa rigidité — cela provient essentiellement de l'existence d'un dogme ne tolérant aucune critique ou opposition. Le marxisme, seule vérité politico-scientifique, fournit une vision complète de la société. Aux idées de pluralisme et de concurrence prônées par les sociétés libérales, le régime marxiste oppose unicité et monopole. Il en résulte un régime caractérisé par son étroitesse d'esprit, son intolérance, sa rigidité, sa lourdeur, son inflexibilité mais également — du moins au début — son efficacité due à l'unité de pensée et d'action qui permet de mobiliser les énergies.

la puissance absolue de l'État — chargé de réaliser la transformation de la société et d'imposer le socialisme, l'État, sous la direction du parti, contrôle toutes les activités du pays. L'État régit, d'une manière ou d'une autre, la vie individuelle, la vie familiale, la vie culturelle et spirituelle ainsi que la vie politique, sociale et économique.

le monopole politique exercé par le parti — défenseur de la classe unique, le parti est le moteur de la révolution, l'instrument de la dictature du prolétariat, et détenteur de la vérité idéologique car gardien et seul responsable de l'interprétation des écritures « saintes » de Marx et de Lénine.

sa répression et sa cruauté — Lénine réintroduit la peine de mort, la liquidation des opposants au régime devient fréquente et les premiers camps de concentration sont mis sur pied.

De la R.S.F.S.R. à l'URSS

La première constitution russe est adoptée en juillet 1918 par le Ve Congrès des soviets. Reprenant à son compte la Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, la Constitution fonde la République socialiste fédérative des soviets de Russie (la R.S.F.S.R.). Cette République change de nom une autre fois à la fin de la guerre civile — guerre datant de 1918 à 1921 entre les Bolcheviks et les partisans de l'Ancien régime qui se termine par la victoire des communistes — et de la guerre russo-polonaise (1920 - 1921). Ainsi au mois de décembre 1922, les Républiques de la Russie (R.S.F.S.R.), de l'Ukraine, de Biélorussie et de Transcaucasie — une fédération comprenant l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie — toutes sous le contrôle de l'Armée rouge, se regroupent-elles pour former une nouvelle nation appelée l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

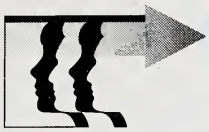
ACTIVITÉ

Lénine

1. Expliquez le sens et la signification des termes suivants :

   - les soviets
   - les bolcheviks
   - la révolution d'octobre
   - l'Assemblée constituante
   - la Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité
   - l'URSS.

2. Certaines personnes prétendent que le totalitarisme à l'intérieur du système soviétique a commencé avec Staline. Évaluez ce point de vue à la lumière de ce que vous savez à propos des premières années au pouvoir de Lénine.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- en assumant le pouvoir par le biais d'un coup d'État armé, Lénine est prêt à tout afin d'assurer le succès de la « révolution »;
- il renvoie l'Assemblée constituante librement élue, abolit la propriété privée de la terre, nationalise les industries, décrète le service du travail obligatoire pour tous et arme les travailleurs;
- devant l'opposition grandissante à son régime, Lénine conclut à la nécessité d'utiliser la force et même la terreur. Il établit ainsi une pratique qui sera perfectionnée par son successeur, Staline.

LE RÉGIME POLITIQUE SOVIÉTIQUE

Nous mettons de côté l'évolution politique de l'Union soviétique pour jeter un coup d'œil sur les structures politiques mises en place dans ce pays. Examinons donc :

- le parti
- les institutions politiques, y compris
- l'opération de la fédération
- les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et
- la constitution.

Le Parti communiste de l'URSS (P.C.U.S.)

Comme nous l'avons déjà remarqué, le parti est le centre autour duquel tout gravite en Union soviétique. Il dirige les activités à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Appartenir au parti devient une des façons d'avancer sa carrière en URSS et travailler à l'intérieur du parti devient en soi, une carrière suivie par bon nombre de personnes. Il faut distinguer ceux qui travaillent à l'intérieur du parti, communément appelés les **apparatchiks**, des cadres du parti désignés à travailler dans d'autres secteurs, que ce soit des secteurs économiques, sociaux ou culturels. Ces derniers formaient une classe à part, appelée la **nomenklatura**. Le monopole du pouvoir exercé par ces gens contribuaient à la bureaucratisation de la société soviétique et à l'établissement de ce que le critique yougoslave et ancien communiste lui-même, Milovan Djilas, a appelé « une nouvelle classe féodale ». Cette nouvelle classe, c'est-à-dire les cadres du parti, avaient des droits que les autres n'avaient pas — droit aux emplois, droits aux magasins spécialisés, droit au logement et aux soins de santé de meilleure

Apparatchiks : individus travaillant à l'intérieur du parti communiste

Nomenklatura : ce terme comprend l'ensemble des cadres du parti communiste qui occupent des postes-clés dans tous les secteurs de la société

qualité, droit aux voyages à l'étranger, droit à l'avancement dans sa carrière, entre autres.

La Constitution soviétique de 1936 semble démontrer une certaine ambiguïté quant aux sources du pouvoir. L'Article 2 affirme :

- En URSS, tout le pouvoir appartient au peuple. Le peuple exerce le pouvoir d'État par l'intermédiaire des soviets des députés du peuple qui constituent la base politique de l'URSS. Tous les autres organes d'État sont soumis au contrôle des soviets des députés du peuple et responsables devant eux.

La réalité est toute autre pourtant, et ne souffre d'aucune ambiguïté. Les soviets sont sous le contrôle du Parti communiste, seul parti admis. Le célèbre Article 6 de la Constitution de 1936 ne laisse planer aucun doute sur le site du véritable pouvoir :

« Le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique, c'est le noyau de son système politique, des organismes d'État et des organisations sociales. Le P.C.U.S. existe pour le peuple et est au service du peuple.

Le Parti communiste définit la perspective générale du développement de la société, les orientations de la politique intérieure et étrangère de l'URSS à partir de la doctrine marxiste-léniniste. Le parti dirige la grande œuvre créatrice du peuple soviétique et confère à sa lutte pour la victoire du communisme un caractère organisé et scientifiquement fondé. »

L'organisation du parti et de l'État

L'organigramme suivant illustre le système politique en URSS jusqu'en 1988.

Système politique soviétique

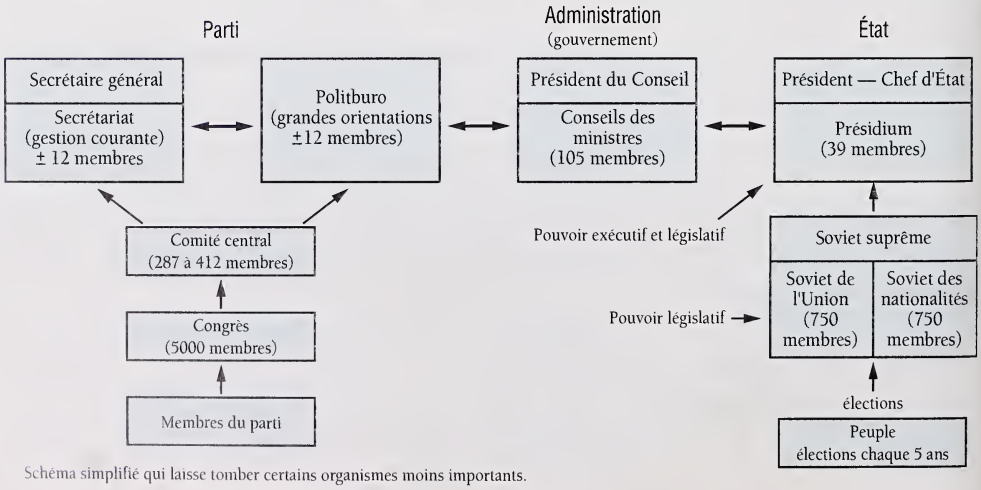


Schéma simplifié qui laisse tomber certains organismes moins importants.

Le parti

Le Parti communiste soviétique regroupait en général autour de 5 % seulement de la population (plus ou moins 15 millions de membres).

À la base se trouvent les membres. Regroupés au niveau local dans les **cellules**, les membres du parti forment une élite rigoureusement sélectionnée. Les membres du parti élisent les délégués au **Congrès**. Composé de 5 000 membres, le Congrès se réunit à Moscou tous les 5 ans afin d'élaborer les grandes lignes du parti et d'en élire les dirigeants. Le Congrès constitue en théorie l'organe représentatif suprême du parti. Ses membres sont toutefois généralement désignés d'en haut et agissent collectivement pour ratifier (approuver) des décisions déjà prises.

Le Congrès élit un **Comité central** composé, à différentes époques, de 287 à 412 membres. Le Comité central constitue le véritable parlement du parti. Toutes les décisions du parti y sont discutées. La faible fréquence de ses réunions — 3 ou 4 fois par an — l'empêche cependant d'assumer directement des responsabilités politiques concrètes. Cependant, en 1964, le Comité central remplace le Secrétaire général du parti, N. Khrouchtchev.

Pour assurer une direction plus suivie des affaires du parti et de l'État, **le Comité central désigne deux bureaux qui, ensemble, constituent l'exécutif du parti et, dans la pratique, détiennent le vrai pouvoir en Union soviétique**. Composé de ±12 membres, le premier, le **Bureau politique** ou **Politburo**, se charge des grandes orientations du parti. Le deuxième bureau, **le Secrétariat**, s'occupe des affaires courantes du parti, cette désignation comprenant la propagande, l'administration, et la sélection des délégués aux différents échelons, entre autres. Le responsable en chef du Secrétariat s'appelle le Premier secrétaire ou le **Secrétaire général**. C'est lui qui est le **chef du Parti communiste et, dans la pratique**, le chef de l'Union soviétique. Ce poste a été tenu par des gens occupant la première place dans la vie politique soviétique : Staline (1922 - 1953), Malenkov en 1953, Khrouchtchev (1953 - 1964), Brejnev (1964 - 1982), Andropov (1982 - 1984), Tchernenko (1984 - 1985) et Gorbatchev (1985 - 1991).

Il est important, toutefois, de se rappeler que, officiellement, le Secrétaire général du Parti communiste soviétique n'est qu'un chef de parti. Bien qu'il soit l'équivalent du Président des États-Unis dans la pratique, il ne l'est pas en théorie car il n'est ni chef de gouvernement ni chef d'État. Nous clarifierons la différence sous peu, quand nous étudierons la structure des institutions gouvernementales et étatiques.

Les individus les plus influents en Union soviétique sont souvent membres, et du Politburo, et du Secrétariat. C'est au sein de ces deux bureaux que se décide la politique domestique et étrangère de l'Union soviétique. C'est là aussi que se décide la hiérarchie politique de l'URSS. Bien que présentant un front uni devant le public, ces bureaux ont souvent été divisés par les luttes d'influence et les luttes pour le pouvoir. C'est à ce niveau que le débat interne du parti a lieu et que des clans politiques se constituent jusqu'à ce qu'une personne réussisse à consolider son pouvoir et à éliminer ses rivaux.

Les pouvoirs législatif et exécutif

Jusqu'en 1988, **le pouvoir législatif était bicaméral** : le **Parlement ou Soviet suprême** se composait du **Soviet de l'Union** (750 membres représentant le peuple à raison d'un député pour 360 000 habitants) **et du Soviet des nationalités** (750 élus représentant les régions). Ces deux chambres avaient des pouvoirs égaux et théoriquement importants car ils votaient les lois, révisaient la constitution et désignaient l'Exécutif et le Judiciaire.

Dans la pratique, le Soviet suprême qui ne se réunissait que **4 jours par an** ne servait qu'à ratifier les décisions déjà prises. De toute façon, les élus étaient membres du Parti communiste et se contentaient de mettre en œuvre le programme déjà décidé au sein du parti.

Le pouvoir exécutif en Union soviétique (jusqu'en 1988 quand Gorbatchev le réorganise) disposait d'une structure originale. Tout d'abord, l'exécutif, appelé **le Présidium** et choisi par le Soviet suprême, **est collégial**, c'est-à-dire que ces membres ensemble agissent à titre d'exécutif. Le Présidium joue collectivement le rôle de chef d'État. C'est le président du Présidium qui représente cette institution en tant que chef d'État et qui accueille les visiteurs étrangers. De fait, le rôle du président est plutôt honorifique et à ce titre, il ressemble dans une certaine mesure au gouverneur général du Canada. **Le Présidium** remplace le Soviet suprême quand celui-ci n'est pas en session, ce qui est le cas la plupart du temps. Il est donc à la fois maître et créature de cette institution et **joue un rôle tantôt exécutif, tantôt législatif**. L'importance du Présidium a varié au cours de l'expérience communiste en Union soviétique. Le titre de président confère un certain prestige au détenteur de ce poste car, sur le plan international, celui-ci est considéré chef d'État. C'est pour cela que Léonid Brejnev, Secrétaire général du parti communiste soviétique (et donc détenteur du vrai pouvoir) a décidé d'assumer en 1979 le titre de président du Présidium du Soviet suprême.

À côté du Présidium se trouve un Conseil des ministres (Cabinet). Choisi par le Soviet suprême et responsable devant lui, le **Conseil des ministres est chargé de gérer administrativement le pays et de mettre en application les décisions prises par le parti et ratifiées par le Soviet suprême** ou bien son représentant, le Présidium. Le président du Conseil de ministres (parfois appelé Premier ministre dans la presse occidentale, car il est théoriquement chef de gouvernement) est normalement le « numéro deux » du régime, après le Secrétaire général.

Le pouvoir en Union soviétique se trouve donc exercé théoriquement par un triumvirat, c'est-à-dire un groupe de trois personnes : le Secrétaire général du parti, le président du Conseil des ministres (le Premier ministre) et le président du Présidium (le chef d'État). **Souvent, une seule personne a détenu les trois postes** (Staline, par exemple) ou bien deux des trois.

Le pouvoir judiciaire

Le pouvoir judiciaire est indépendant de l'administration, mais non pas du parti. Les juges des tribunaux populaires des villes sont élus au suffrage universel pour 5 ans. Les adjoints des juges sont souvent des ouvriers élus à main levée pour deux ans et demi. Cette apparence démocratique ne doit pas cacher toutefois le fait que toute personne détenant une position dans le système judiciaire est membre du parti et prend ses directives de celui-ci. On ne peut donc pas parler d'un pouvoir judiciaire indépendant.

L'opération de la fédération

Bien qu'agissant comme État unitaire, l'Union soviétique formait en fait une fédération. Sa structure fédérale reposait sur l'existence de 15 républiques (voir ci-dessous), elles-mêmes subdivisées en 20 républiques autonomes, 8 régions autonomes, et 10 districts autonomes.

Les 15 républiques de l'ancienne URSS :

- la Russie
- l'Ukraine
- l'Estonie
- la Lettonie
- la Lituanie
- la Moldavie*
- la Biélorussie**
- le Kazakhstan
- l'Ouzbékistan
- le Kirghizistan
- le Tadjikistan
- le Turkménistan
- la Géorgie
- l'Arménie
- l'Azerbaïdjan

* aujourd'hui le Moldova
** aujourd'hui le Bélarus

Carte de l'ancienne Union soviétique

Jusqu'à la dissolution de l'URSS, les compétences gouvernementales sont partagées entre les niveaux fédéral et régionaux. La plupart des attributions sont exercées au niveau fédéral. Les régions se dotent d'institutions calquées sur celles existant au niveau fédéral. De plus, les régions participent à la prise de décision au niveau fédéral car elles sont représentées au Soviet des nationalités. Tout cela reste très théorique toutefois, car ce fédéralisme n'est que façade. La réalité du pouvoir est détenue par le Parti communiste. L'organisation centralisée de celui-ci impose aux échelons locaux une unité de vue et d'action avec le pouvoir central.

La situation change avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. L'ouverture politique qu'il prône permet aux régions de jouer un rôle plus compatible avec leurs vraies attributions constitutionnelles. Certaines républiques tentent même d'exercer leur droit à l'autodétermination, ce qui mène éventuellement à l'éclatement de l'Union soviétique.

La constitution

La constitution en vigueur le plus longtemps en Union soviétique était celle de 1936, c'est-à-dire la constitution de Staline. Celle-ci, tout en confirmant le rôle du parti unique, le Parti communiste, s'est donné une façade fédérale, démocratique et libérale garantissant bon nombre de droits comme vous l'avez vu au Chapitre 1 qui, dans la pratique, étaient tout à fait inexistants, surtout sous le règne de Staline comme nous allons le voir.

La dissidence

En principe, comme nous l'avons vu, les citoyens soviétiques jouissaient du droit à la critique, à l'opinion et à l'expression. La **dissidence** ne devait donc pas poser problème. La pratique en veut autrement. La dissidence en Union soviétique a été réprimée au cours des ans. Au temps de Staline, toute personne soupçonnée d'opposition au régime a été soit liquidée soit envoyée en Sibérie dans les camps de concentration et de travail forcé. La répression a été moins sévère sous les chefs ultérieurs. Certains dissidents, comme le célèbre auteur Alexandre Soljenitsyne, ont été expulsés de l'Union soviétique; d'autres comme A. Sakharov, physicien qui a mis au point la bombe H soviétique et lauréat du Prix Nobel de la paix en 1975, a été condamné à l'exil interne. D'autres encore ont été incarcérés dans les hôpitaux psychiatriques.

Voici comment J.V. Andropov, président du KGB, explique la dissidence en 1977 :

Dissidence : action ou attitude des individus qui refusent de se soumettre à l'autorité absolue d'un parti politique, d'un syndicat ou d'un gouvernement

« Messieurs les idéologues, reportez-vous à l'article 49 de la nouvelle Constitution. Vous y verrez clairement énoncé le droit des citoyens soviétiques à critiquer, à formuler des propositions. Il y est nettement stipulé que toute poursuite judiciaire (action en cour) de la critique est interdite. C'est de toute autre chose qu'il s'agit, lorsque des individus se sont coupés de notre société,

s'engagent dans l'action antisoviétique, violent les lois, fournissent à l'Occident matière à propagande calomniatrice, répandent de faux bruits, cherchent à perturber l'ordre social. Ces renégats ne bénéficient d'aucun soutien à l'intérieur du pays, ce qui explique leur refus de s'exprimer dans une usine, un kolkhoze, une administration, où ils seraient vite réduits à prendre leurs jambes à leur cou. L'existence de ces prétendus « dissidents » n'a été rendue possible que grâce au concours de la presse occidentale, de la diplomatie, des services de renseignement et autres. Ce n'est un secret pour personne que la « dissidence » est devenue un véritable métier, grassement rémunéré en devises lourdes (argent), ne se distinguant guère de la profession d'agent de services spéciaux impérialistes.

[...] nous cherchons à aider ceux qui dévient, en nous efforçant de les faire changer d'avis, de dissiper leurs erreurs. Nous sommes amenés à adopter une autre attitude si les dissidents en question commencent à transgresser les lois soviétiques. Ces gens-là existent chez nous en nombre infime, au même titre, malheureusement, que les voleurs, les spéculateurs, [...] et autres délinquants de droit commun. Les uns et les autres portent préjudice à notre société et doivent en conséquence encourir des sanctions conformes à nos lois. Et qu'on ne nous parle pas... d'humanitarisme. Nous qualifions d'humanitarisme la défense des intérêts de la société, comme la répression de l'activité criminelle de ceux qui empêchent les Soviétiques de vivre et de travailler sereinement ».

Alexandre Soljenitsyne

Alexandre Soljenitsyne (1918 -)

Cet auteur russe a une connaissance intime des méthodes de répression. Né en 1918, Soljenitsyne, fervent admirateur de Lénine, entre dans l'armée soviétique en 1941 où il est décoré deux fois. Arrêté en 1944 suite à l'interception de lettres dans lesquelles il critiquait Staline, il est envoyé dans un camp de concentration. Libéré après dix ans, il écrit avec acharnement. En 1962, Khrouchtchev autorise la publication du livre *Une journée dans la vie d'Ivan Denissovitch* où Soljenitsyne immortalise la vie des camps. La publication de ses œuvres ayant été interdites en URSS, il continue à écrire clandestinement et dénonce les abus du système totalitaire en dépit des dangers. Il reçoit le Prix Nobel de littérature en 1970, mais il est expulsé de l'URSS en 1973 avec la publication de *L'Archipel du Goulag*. Il retourne dans son pays à la suite de l'effondrement du communisme en 1994.

ACTIVITÉ

Le régime soviétique politique

Veuillez répondre aux questions suivantes.

1. Dans quelle mesure peut-on appeler le Parti communiste de l'ancienne Union soviétique « démocratique »?

2. Expliquez la signification du phénomène des apparatchiks et de la nomenklatura pour l'Union soviétique et pour la théorie marxiste.

3. Quelles institutions de l'ancienne Union soviétique correspondaient le plus aux institutions ou entités canadiennes suivantes et pourquoi? Expliquez aussi pourquoi la correspondance n'est pas exacte.

   - Le Parlement
   - Le Sénat
   - Le gouverneur général
   - Les provinces
   - La Chambre des communes
   - Le Premier ministre
   - Le Cabinet

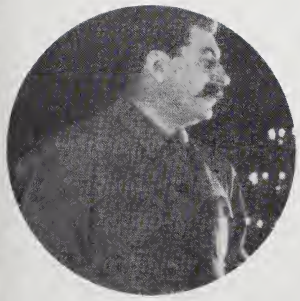
4. Quel était le poste doté du plus grand pouvoir dans l'ancienne Union soviétique? Y a-t-il un équivalent dans le système politique canadien?

5. Relisez l'extrait du discours de monsieur Andropov sur la dissidence soviétique. Comment explique-t-il la présence de ce phénomène en Union soviétique? Par quel raisonnement arrive-t-il à la conclusion que la dissidence est illégale quand la constitution la proclame légale?

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le Parti communiste soviétique est le seul véritable engin du pouvoir en Union soviétique. Toutes les autres institutions législatives, exécutives (gouvernementales) et judiciaires répondent à lui et reçoivent leurs instructions de lui;
- fidèle au concept de centralisme démocratique prôné par Lénine, le parti est organisé à partir de la base en cellules, chaque niveau choisissant les représentants du niveau supérieur. Une fois que toute la structure est en place et que les décisions sont prises, chaque membre du parti doit accepter ces décisions et les mettre en application;
- au niveau législatif, le Soviet suprême joue le rôle de Parlement. Il désigne un Présidium qui assume le rôle de chef collectif d'État ainsi qu'un Conseil des ministres qui, en tant que gouvernement, gère administrativement le pays selon la direction donnée par le parti;
- en dépit des garanties de liberté figurant dans la Constitution, l'opposition au régime (la dissidence) n'est pas tolérée. Les dissidents sont harcelés, arrêtés, brutalisés, déportés, exilés ou bien incarcérés dans les maisons psychiatriques.



Originaire de la Géorgie et homme de petite taille, Staline profite de sa position d'organisateur en chef du parti pour établir un pouvoir total reposant sur la terreur.

LE STALINISME — LE TOTALITARISME À SON APOGÉE

Le Géorgien, Joseph Staline, né Joseph Vissarionovitch Djougachvili en 1879, accède au poste de Secrétaire général du parti communiste en 1922. À cette époque, ce poste n'est nullement politique. C'est un poste essentiellement administratif dont la responsabilité majeure est l'organisation interne du parti. Staline utilise ce poste pour arriver au pouvoir.

Le véritable chef du régime communiste, Lénine, président du Conseil des commissaires du peuple, (institution ressemblant à un Cabinet qui est remplacé en 1936 par le Conseil des ministres) meurt en 1924. Une lutte pour

le pouvoir s'engage au sein du Comité central du parti entre les proches de Lénine, particulièrement entre Trotski et Staline. Staline aurait profité toutefois de ses responsabilités pour le personnel du parti pour installer dans les postes-clés les hommes qui lui étaient fidèles. Dès 1927, Staline a consolidé son emprise sur le pouvoir et sa période dictatoriale commence. Cette période (1927 - 1953) est marquée par **une direction dictatoriale et omniprésente** — l'historien russe Roy Medvedev dira du pouvoir de Staline :

> *« un pouvoir tel qu'aucun tsar de Russie n'en avait jamais eu avant lui — ni même un seul dictateur depuis mille ans. »*

Une fois son pouvoir consolidé, Staline met en place un régime policier répressif et brutal à double but :

- l'élimination de toute opposition réelle ou soupçonnée;
- l'imposition de sa politique.

Pour ce faire, Staline emploie une série de méthodes :

- **l'emploi de la propagande**, parfois hystérique, souvent mensongère et l'orchestration d'un culte du chef — Staline est traité comme un dieu. Son portrait orne les endroits publics, des poèmes chantent sa gloire (voir ci-dessous un extrait de poème à cet effet), des villes et des rues portent son nom (Stalingrad), entre autres;

  Extrait d'un poème à la gloire de Staline.

  Staline tu es plus haut
  Que les hauts espaces célestes
  Et seules tes pensées
  Sont plus hautes que toi.
  Le soleil est plus lumineux
  Que les étoiles et la lune
  Mais ton esprit,
  Staline, est plus lumineux que le soleil [...]

  Tiré de Marie, Jean-Jacques, *Staline, 1879 - 1953*, Éditions du Seuil, Paris, 1967.

- **des complots fabriqués et des procès truqués** — pour créer un climat de terreur et inculquer la discipline et l'obéissance aveugle, Staline accuse de complots et de sabotage des gens innocents tels que des ingénieurs, des techniciens et des gestionnaires;

- **la dénonciation** — chacun est encouragé à dénoncer qui que ce soit de sentiments antisoviétiques et anticommunistes. Les enfants accusent leurs parents, les voisins d'autres voisins, les subalternes leurs supérieurs — la peur pénètre partout;

- **les purges** — durant la période de 1935 à 1939, Staline déclenche une opération d'épuration (élimination) du gouvernement et du parti. Connu

sous le nom de **purges**, 4 à 5 millions de personnes subissent les mesures de répression et près de 500 000 fonctionnaires, surtout des hauts fonctionnaires, sont exécutés. Parmi les victimes figurent des anciens bolcheviks (qui ont dû s'humilier jusqu'à s'accuser de crimes fictifs), des membres du Comité central (98 des 139 membres élus au CC en 1934 sont exécutés), des forces armées (des dizaines de milliers d'officiers sont exécutés y compris la majorité du haut commandement. Cette purge laisse l'armée soviétique faible et sans leadership à la veille de la Deuxième Guerre mondiale);

- **la liquidation physique** — on estime à 10 millions le nombre des paysans victimes de la répression accompagnant la **collectivisation** des terres décrétée par Staline en 1928;

- **l'internement dans les camps de concentration** ou de travail forcé (le Goulag) — des millions de personnes passent par les camps. Les prisonniers sont forcés de travailler dans des conditions déplorables sur de grands projets d'infrastructure tel le canal de la mer Blanche, celui-ci employant à lui seul 300 000 prisonniers;

- **le génocide** — approximativement 5 millions de paysans ukrainiens meurent de faim en 1932, suite à la décision délibérée de Staline de prendre leurs céréales et de les vendre sur les marchés étrangers.

  Cet ensemble de mesures terroristes est l'œuvre de la **police politique** devenue la principale institution du régime.

- **la falsification de l'histoire** — en plus d'éliminer la presque totalité de la génération des militants bolcheviks qui avaient fait la révolution, Staline s'emploie à changer et à falsifier l'histoire. Les textes et lettres sont changés ou cachés, les photographies trafiquées et les œuvres enlevées de la bibliothèque. La génération des années 30 est ainsi coupée de son passé culturel et historique.

- **les initiatives dramatiques économiques** comprenant l'adoption d'une politique d'industrialisation extrême et la collectivisation des terres — ces mesures économiques brutalisent le pays, le jetant dans la famine et le dénuement. Les aspects spécifiques de ces mesures seront discutées dans la partie économique de vos études. L'effet de leur adoption a toutefois une portée politique dramatique : Staline devient le maître absolu de l'URSS, tant sur le plan économique que sur le plan politique. La collectivisation des terres coûte la vie à des millions de paysans, mais donne à l'État et à Staline le contrôle absolu sur la vie et la mort de cet important secteur économique.

- **l'adoption de la politique « socialisme dans un seul pays »** — Lénine et les marxistes avant lui avaient conçu le socialisme comme un mouvement international de tous les prolétaires. Staline, après la mort de Lénine, abandonne cette théorie, lui opposant celle du socialisme dans un seul pays. Il définit cette théorie comme suit :

  > « [...] la construction d'une société pleinement socialiste dans notre pays, avec la sympathie et le soutien du prolétariat des autres pays, mais sans la victoire préalable de révolutions prolétariennes dans d'autres pays. »

Purge : élimination d'individus, d'un parti ou d'une association qu'on juge indésirables

Collectivisation : action de mettre en commun des propriétés, des ressources et des moyens de production privés pour le bien-être de tous

Il s'agit, selon lui, d'assurer la survie du socialisme en URSS d'abord et avant tout. Cela représente un repli sur soi, une rupture complète avec les théories marxistes et le programme bolchevique. Cette théorie devient toutefois le fondement idéologique du stalinisme et sert de base à une propagande demandant des sacrifices pour construire le socialisme et une lutte implacable contre ceux et celles qui critiquent les dirigeants du parti. Ces gens-là, des contre-révolutionnaires, des ennemis du peuple, des trotskistes, des agents impérialistes, doivent être identifiés et détruits.

- **la répression de tout sentiment nationaliste non russe** — à peine Lénine est-il mort que Staline déclenche une répression sanglante sur la Géorgie, pays natal du dictateur. On estime que 60 % des délégués géorgiens du Parti communiste régional ont été arrêtés, exilés ou fusillés en 1937. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, des nations entières, telles les Tatars de la Crimée accusés d'avoir collaboré avec les nazis, ont été arrachées à leur sol natal et déportées en Sibérie ou au Kazakhstan. Khrouchtchev révèle, en 1956, que Staline avait songé à déporter le peuple ukrainien dans sa totalité, mais avait dû y renoncer à cause du nombre.

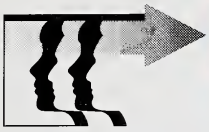
ACTIVITÉ

Le stalinisme

Veuillez répondre aux questions suivantes.

1. Qu'est-ce que Lénine reproche à Staline dans la première lettre? Que reproche-t-il à Trotski?

2. Lénine complète sa pensée dans une deuxième lettre datée du 4 janvier 1923. Ces deux lettres constituent, d'après certains, son testament politique. Que propose Lénine dans cette lettre et pourquoi?



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le stalinisme représente le totalitarisme communiste à son apogée. C'est une époque de répression, de méfiance et de peur;
- Staline a établi une dictature d'une implacabilité jamais vue auparavant. Il emploie des méthodes de terreur (harcèlements, arrestations et jugements arbitraires, procès truqués, purges, exécutions par milliers et assassinats) afin de renforcer son pouvoir et d'imposer son autorité.

« Le point essentiel dans le problème de la cohésion, c'est l'existence de membres du Comité central tels Staline et Trotski. Les rapports entre eux constituent à mon sens le principal danger de cette [division] qui pourrait être évitée [...].

Le camarade Staline, devenu Secrétaire général, a concentré entre ses mains un pouvoir illimité, et je ne suis pas sûr qu'il puisse toujours s'en servir avec assez de [sagesse]. D'autre part, le camarade Trotski, comme l'a déjà montré sa lutte contre le Comité central dans la question du Commissariat du peuple des voies de communication, ne se fait pas remarquer seulement par ses capacités [remarquables]. Il est peut-être l'homme le plus capable de l'actuel Comité central, mais il pèche par excès d'assurance. » (*Lénine*, 24 décembre 1922)

« Staline est trop brutal, et ce défaut parfaitement tolérable dans les relations entre nous, communistes, ne l'est plus dans les fonctions de Secrétaire général. Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste et pour nommer à sa place une autre personne qui n'aurait en toutes choses sur le camarade Staline qu'un seul avantage, celui d'être plus tolérant, plus loyal, plus poli et plus attentif envers les camarades, d'humeur moins capricieuse, etc. Ces traits peuvent sembler n'être qu'un infime détail. Mais, à mon sens [...], ce n'est pas un détail, ou bien c'en est un qui peut prendre une importance décisive. »

Lettres de Lénine tirées de *Idéologies et régimes politiques*, p. 693-694.

L'ÉVOLUTION POLITIQUE DU RÉGIME — DE STALINE À ELTSINE

Staline avait transformé un régime autoritaire en régime totalitaire au coût de millions et de millions de vies. Le politicologue français Philippe Parini dit de lui :

> [...] Staline assure de façon totale et définitive un monopole absolu du pouvoir au Parti communiste. Celui-ci devient la référence exclusive du pays dont il assure l'encadrement dans tous les domaines. Toute forme de pluralisme (régional, culturel, politique ...) est catégoriquement écartée, tandis que la société tout entière est conditionnée et mobilisée pour assurer le développement économique du pays.
>
> Cet embrigadement se fait au détriment des libertés : la police politique est toute puissante, les procès manipulés se multiplient, toute forme d'opposition ou même de différenciation politique est muselée [empêchée], les arrestations et déportations sont monnaie courante et à grande échelle, les exécutions sommaires deviennent le mode normal d'élimination des opposants. Parallèlement, Staline détourne à son profit l'exercice du pouvoir politique et exerce une dictature personnelle — après avoir [...] éliminé physiquement tous ses rivaux — débouchant sur un véritable culte de la personnalité.
>
> Parini, Philippe. *Régimes politiques contemporains*, A. Colin, Paris, 1991, p. 260.

Sa mort (certains historiens n'écartent pas la possibilité qu'il ait été tué) à la veille du déclenchement d'une nouvelle série de purges (occasionnées par le soi-disant complot des médecins dont la plupart étaient Juifs) en 1953 libère l'Union soviétique d'un des pires tyrans du XXe siècle.

Après une période d'incertitude, le pouvoir est exercé successivement par :

- Nikita Khrouchtchev (1953 - 1964) — celui-ci dénonce Staline et le stalinisme dans un retentissant discours qui se veut secret devant le XXe Congrès du parti.
- L. Brejnev (1964 - 1982) — son nom est associé à une période de stagnation et d'immobilisme.
- Y. Andropov (1982 - 1984) — ancien directeur du KGB, Andropov, déjà malade, succède au vieillard Brejnev, prolongeant ainsi le règne de la gérontocratie (gouvernement par les vieillards)
- C. Tchernenko (1984 - 1985) — vieux et malade quand il assume le pouvoir, Tchernenko n'exerce le pouvoir que 13 mois avant de trépasser.

Cette période de 30 ans est caractérisée par :

- **l'exercice collégial du pouvoir** — plus personne n'occupe les trois postes de chef de parti, chef de gouvernement et chef d'État, comme l'avait fait Staline;

- **l'abandon des pires aspects du stalinisme** — les exécutions sauf dans le cas de l'ancien chef de la police politique de Staline, Béria, qui est passé par les armes — accompagné d'un refus de tolérer des évolutions plus libérales;

- **un manque de renouveau** — le gouvernement semble être de plus en plus entre les mains des vieux ayant survécu aux purges de Staline. Un cynisme général semble gagner les peuples dans les pays communistes. À part les vieux communistes, personne ne semble y croire vraiment. La population est lasse, résignée, sans enthousiasme ou foi idéologique;

- **une consolidation du développement économique** dans un premier temps, suivie dans les années 70 et 80 d'une **stagnation** qui a augmenté davantage l'écart séparant le niveau de vie dans les pays communistes de celui dans les pays de l'Ouest.

Les réformes sous Gorbatchev

L'arrivée au pouvoir en 1985 de Mikhaïl Gorbatchev marque un changement qui s'avère profond et définitif. Relativement jeune par rapport à l'ancien leadership, Gorbatchev est conscient des obstacles freinant le développement économique de l'Union soviétique. Il entreprend des réformes sur les plans idéologique, politique et économique ainsi qu'au niveau de la structure du gouvernement, du parti et de l'Union. Le tableau qui suit résume des étapes-clés et des difficultés inhérentes au passage d'un système dictatorial à un système démocratique.

Révolutions russes 1917-1991

Réformes entreprises par Gorbatchev

Idéologie

- en admettant que le parti avait, par le passé, menti ou fait fausse route, Gorbatchev tente de rectifier l'histoire. Ce faisant, il affaiblit la crédibilité et l'infaillibilité de son parti;
- Gorbatchev met fin à la doctrine de la classe unique et de l'unicité de la société soviétique. Il accepte le **pluralisme** social, culturel et éventuellement politique.

Politique

- se fondant sur la notion de **glasnost** (transparence), Gorbatchev vise à restaurer les libertés et l'autonomie personnelle et à rendre le gouvernement responsable et imputable devant le peuple;
- le parti communiste abandonnera son rôle de parti unique, admettant ainsi le multipartisme et le pluralisme politique.

Économique

- Gorbatchev abandonne la notion du monopole étatique sur les moyens de production ainsi que la notion de la planification centralisée;
- sa réforme, appelée la **perestroïka**, admet la nécessité d'introduire les mécanismes du marché dans l'économie soviétique. C'est un retour, partiel du moins, au capitalisme.

Parti et gouvernement

- Gorbatchev réorganise le parti et lui fait perdre son monopole politique;
- quant au gouvernement, il développe l'autonomie des institutions gouvernementales et étatiques par rapport au parti;
- en 1989 se déroulent pour la première fois des élections pluralistes au nouveau Congrès des députés du peuple.

L'Union

- à mesure que Gorbatchev permet la critique et la liberté d'expression, les anciennes aspirations à l'autonomie, ou à l'indépendance, des peuples soumis renaissent;
- Gorbatchev tente d'accommoder tant bien que mal les revendications en provenance des régions, en prônant un assouplissement du centralisme du régime soviétique;
- son effort de décentralisation, sans calmer les républiques baltes, qui de plus en plus réclament leur indépendance, sème l'inquiétude chez l'aile dure du parti et provoque en août 1991 une tentative de coup d'État;
- Boris Eltsine, le Président librement élu de la République russe, partie constituante de l'URSS, s'oppose au putsch et s'impose comme l'homme du moment;
- la confusion qui règne à Moscou pendant quelques jours encourage les régions à se séparer de l'Union (ce dont elles ont constitutionnellement le droit);
- à tour de rôle, les républiques composant l'URSS s'en détachent et le 31 décembre 1991, l'URSS cesse d'exister.

Glasnost : politique soviétique d'ouverture et de transparence

Perestroïka : restructuration économique de l'URSS commencée en 1985

La Russie de nos jours

Depuis le 1er janvier 1992, la Russie a remplacé l'Union soviétique dans les affaires internationales. L'Union a disparu, laissant derrière elle 15 républiques indépendantes, dont la Russie et l'Ukraine constituent les États les plus peuplés.

Sous la direction de son premier Président, Boris Eltsine, la Russie adopte une nouvelle constitution en 1993. Cette constitution fait de la Russie une démocratie républicaine et fédérale caractérisée par la règle du droit et le multipartisme. Parmi les éléments-clés de cette constitution figurent :

- **le Parlement** — le Parlement russe est bicaméral composé de la **Douma** (la Chambre basse élue pour 4 ans) représentant le peuple et un **Conseil de la fédération** représentant les régions;

Douma (représente le peuple)	**Conseil de la fédération** (représente les régions)

- le **Président** — le chef d'État est élu directement par le peuple, séparément du Parlement. Comme aux États-Unis, il ne peut avoir que 2 mandats (chaque mandat étant de 5 ans) consécutifs;

- comme en France, il nomme le **Premier ministre**, celui-ci devant aussi jouir de la confiance de la Douma.

Les élections présidentielles de 1996 ont donné l'occasion aux observateurs étrangers de voir le fonctionnement du nouveau système russe. À cette occasion, Eltsine a battu son rival le plus proche, le candidat communiste. Le communisme comme idée n'est donc pas mort. Les partis communistes en Russie et dans les anciens pays communistes recueillent encore des millions de vote. Le communisme contemporain semble toutefois avoir admis le multipartisme et l'idée de l'alternance au pouvoir. Il est devenu une idée parmi d'autres et un parti parmi plusieurs. Là où le Parti communiste s'est fait battre aux élections, il a cédé le pouvoir (Bulgarie en 1996, Lituanie en 1996) et là où il a gagné des élections, il l'a repris (Pologne en 1995). À l'encontre du communisme asiatique (Chine, Corée du Nord, Vietnam) et cubain, le communisme européen n'aspire plus à la dictature.

ACTIVITÉ

L'évolution politique en URSS/Russie

Les élections présidentielles en Russie ressemble à celles de la France, dans le sens que la loi prévoit un deuxième tour si aucun candidat ne recueille 50 pour cent ou plus du vote au premier tour. Étudiez la caricature, qui a paru dans le *Globe and Mail* après le premier tour, et répondez aux questions qui suivent.

a) Quel parti se réunit pour discuter de sa stratégie politique? Comment le savez-vous?

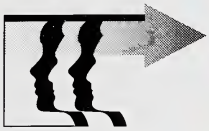
b) Pourquoi le premier slogan politique retenu n'a-t-il pas fonctionné?

c) Qu'est-ce que l'utilisation de ce slogan indique à propos du parti en question?

OPINION — The Globe and Mail, Tuesday, June 18, 1996

CETTE FOIS-CI, ON NE TIRE PLUS SUR CEUX QUI ESSAIENT DE QUITTER LE PAYS!

Si on essayait de trouver un slogan plus attrayant pour le deuxieme tour



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le régime politique après Staline connaît une certaine libéralisation sous Khrouchtchev, avant de sombrer dans la stagnation et l'immobilisme sous Brejnev et ses deux successeurs;
- Gorbatchev annonce deux nouvelles politiques — le glasnost et la perestroïka;
- devant la montée du sentiment nationaliste dans les républiques non russes, Gorbatchev tente de décentraliser un peu l'Union et se heurte à la vieille garde communiste qui organise contre lui un putsch. Ce putsch est stoppé surtout par Boris Eltsine qui interdit le Parti communiste et assume un rôle beaucoup plus important, tandis que les autres républiques profitent du putsch raté pour réclamer leur indépendance et se détacher de l'URSS;
- l'URSS cesse d'exister le 31 décembre 1991. Elle est remplacée par 15 nouveaux pays dont certains sont liés entre eux par des accords économiques multilatéraux.

LE FASCISME ET LE NATIONAL-SOCIALISME

Bien que ses origines remontent au XIXe siècle et peut-être même avant, le fascisme n'exerce d'influence politique qu'après la Première Guerre mondiale. Sa montée est extraordinaire : les fascistes prennent le pouvoir en Italie en 1922 et en Allemagne en 1933. Des régimes sympathiques au fascisme se mettent en place pendant la même époque dans plusieurs pays d'Europe centrale et dans la péninsule ibérique.

Dictatures fascistes ou d'extrême-droite dans l'Europe de l'entre-deux-guerres

Pays	Dictateurs
Europe méridionale :	
• Italie	Mussolini (1922-1943)
• Portugal	Salazar (1928-1968)
• Espagne	Franco (1936-1975)
• Grèce	Metaxás (1936-1941)

Pays	Dictateurs
Europe centrale et balkanique :	
• Allemagne	Hitler (1933-1945)
• Autriche	Dollfuss (1932-1934)
• Croatie	Pavelic (1941-1945)
• Hongrie	Horthy (1920-1944)
• Slovaquie	Mgr Tiso (1939-1945)
• Yougoslavie	Stojadinovic (1935-1939)
• Bulgarie	Boris III (1934-1943)
• Roumanie	Antonescu (1940-1944)

Pays	Dictateurs
Europe du Nord-Est :	
• Pologne	Pilsudski (1926-1935)
	Beck (1935-1939)
• Lituanie	Voldemaras (1926-1929)
	Smetona (1929-1939)
• Lettonie	Ulmanis (1934-1940)

L'idéologie fasciste

Comment le fascisme se distingue-t-il des autres idéologies de l'époque, c'est-à-dire du libéralisme et du marxisme?

Le mot « fascisme » est emprunté à la Rome antique. Mussolini, le dirigeant fasciste italien, a tenté de recréer ce passé glorieux. À cette époque, le « fascio » ou « faisceau » était un insigne porté par les gardes précédant les juges. Ces faisceaux étaient symboles de justice, de discipline et de châtiment. Ils représentaient aussi la force de l'État et l'union du peuple.

Des traits communs

Le fascisme se distingue d'abord par ce qu'il refuse. Le fascisme refuse les éléments suivants du libéralisme :

- égalité
- individualisme
- démocratie libérale
- capitalisme (en théorie, mais pas dans la pratique).

Contre l'égalité

L'égalité est un mythe. La réalité est que les gens sont inégaux. Ils sont inégaux dans les démocraties libérales, en dépit de ce qu'en dit la propagande. Ils sont inégaux au niveau de l'intelligence, de la force de caractère, de la volonté de survivre et de surmonter les défis de la vie.

En s'opposant à l'égalité, les fascistes font appel aux notions associées aux théories de Charles Darwin concernant l'évolution des espèces et la survivance du plus fort. L'application des théories darwiniennes à la politique fait naître une école de pensée appelée le **darwinisme social**.

Les fascistes croient donc que la **lutte** pour la vie et pour la dominance est inhérente à l'homme. Il ne faut donc pas avoir peur de la guerre ou de l'utilisation de la force. Le **combat** est au centre des préoccupations naturelles de l'homme.

Les fascistes rejettent l'idée de la bonté naturelle de l'homme. Les hommes se battent pour la survie, les faibles sont appelés à disparaître et seul un chef fort et déterminé peut assurer l'unité de la nation.

Darwinisme social : théorie de l'évolution de la société fondée sur les principes de la compétition et de la sélection naturelle et affirmant que certaines civilisations sont supérieures à d'autres

Contre l'individualisme

L'individu seul ne peut rien. Le groupe lui est supérieur car le groupe lui assure sa survivance. Ainsi les fascistes rejettent-ils l'idée de l'autonomie individuelle, lui substituant la notion de la nation ou de la race. L'individu s'épanouit à l'intérieur de la communauté qui lui donne sécurité et raison d'être.

Le libéralisme conduit directement, pour un fasciste, à l'anarchie. Une société libérale est une société sans discipline, une société faible et décadente où l'individu, laissé à lui-même, ne cherche qu'à exploiter les autres et à s'oublier dans le plaisir.

Contre la démocratie libérale

Dans un régime libéral, l'individu ne poursuit que ses propres intérêts. Il a peur des sacrifices nécessaires au bien-être de l'ensemble de la société; sur le plan politique, il s'en remet au gouvernement par une majorité anonyme et impersonnelle.

Les fascistes nient le bien-fondé du gouvernement par la majorité. Mussolini affirme, par exemple : « Le fascisme nie que la majorité, du seul fait qu'elle est la majorité, soit capable de diriger la société humaine. Il affirme que l'inégalité de l'humanité est immuable (qui ne peut pas être changée), bénéfique et féconde ».

La population dans une démocratie libérale est manipulée par les partis politiques qui, eux, sont financés par les grosses entreprises. Les chicanes et la division politique communes aux régimes libéraux mènent à l'instabilité et au chaos économique.

Contre le capitalisme

La crise économique qui s'abat sur l'Italie et l'Allemagne au sortir de la Première Guerre mondiale suscite une remise en question du capitalisme.

Les fascistes reprochent au capitalisme de créer chômage, inflation, chaos et instabilité.

Nous voyons, dans ce qui précède, un certain parallèle entre les fascistes et les marxistes. Ils partagent :

- une philosophie collectiviste — « la primauté de la communauté ou de la société sur l'individu ». Cette philosophie collectiviste constitue l'élément « socialiste » qui permet aux fascistes allemands de s'appeler « national-socialistes » ou « nazis » en abrégé;
- un rejet du capitalisme comme meilleur système économique;
- un rejet de la démocratie libérale — tous les deux, ils considèrent les élections parlementaires une façade de la démocratie selon laquelle la population est manipulée, achetée avec son propre argent, et trompée.

En dépit de ces éléments communs, les marxistes deviendront pour les fascistes leurs pires ennemis. De fait, le fascisme rejette aussi les éléments principaux du marxisme dont :

- la lutte des classes, et
- l'internationalisme prolétarien.

Contre la lutte des classes

L'éveil des intérêts de classe ne fait qu'affaiblir et diviser un pays. Il faut plutôt créer un sentiment d'unité en prônant la réconciliation et l'union des classes autour d'un chef qui incarne l'idée de la nation.

Comme l'union fait la force, les fascistes rejettent tout ce qui divise un peuple car ces divisions l'affaiblissent dans la lutte internationale pour la survie.

Contre l'internationalisme prolétarien

Le marxisme est internationaliste — il prône l'union des tous les travailleurs. Le fascisme est une forme d'ultranationalisme, voire de racisme — il prône l'union et la pureté de la race. La vie est un combat entre nations. Les peuples faibles sont appelés à disparaître ou à servir les peuples forts. Le foyer commun pour tout individu n'est donc pas sa classe, mais sa nation ou sa race.

Nous savons maintenant ce que les fascistes rejettent de la philosophie des autres. Le fascisme est toutefois plus qu'une philosophie de rejet. Il offre une troisième voie — une voie ni libérale, ni marxiste. Les fascistes ne sont pas uniquement contre certains principes, ils sont également en faveur d'autres principes. À cet égard, ils sont pour :

- le nationalisme (en Allemagne, le racisme)
- le combat
- le totalitarisme
- le leadership « charismatique »
- le rétablissement de l'ordre et de la discipline
- la propagande et l'endoctrinement, et
- le vrai socialisme.

Examinons ces traits à tour de rôle.

Pour le nationalisme

La nation est une communauté basée sur une histoire, une langue et une tradition communes. C'est elle qui embrasse l'individu, lui donnant identité et solidarité. Cette communauté, pour être forte, pour survivre dans la lutte qui l'oppose à d'autres communautés, doit assurer son unité et sa mission. L'individu et les groupes doivent se fondre dans la nation dont l'intérêt devient prioritaire. Tout est subordonné à la nation. Son histoire est glorifiée : Hitler fait revivre la gloire des anciennes nations guerrières allemandes; Mussolini tente de recréer la gloire de la Rome antique. Sa mythologie est valorisée et son avenir assuré par une série de mesures voulant éliminer tous ceux qui cherchent à la diviser — les démocrates, les socialistes, les communistes, les individualistes.

Pour le combat

S'appuyant sur le darwinisme social, le fascisme proclame la nécessité biologique de la lutte. Les hommes et les nations qui survivent sont ceux démontrant **virilité, détermination, courage, initiative et élan**. Le combat exige un chef qui mène et des gens qui obéissent. La **discipline** et la **force physique** sont nécessaires pour assurer la survie de la nation. Il faut nourrir les vertus de l'indépendance, vivre de ses propres efforts, couper tout lien de dépendance vis-à-vis de l'étranger, devenir pour ainsi dire autosuffisant sur le plan économique et dominant sur la scène politique internationale. Dans la vie, on est soit dominé soit dominateur. Mieux vaut être dominateur. Par conséquent, les fascistes valorisent le travail manuel, la force physique, la santé physique et l'obéissance aveugle — recettes pour assurer une nation musclée et virile.

Pour un État totalitaire

La seule façon d'assurer la survie de la nation est de créer un État fort pour la protéger. Il n'est pas surprenant, par ailleurs, que la valorisation de l'État ait lieu dans les deux pays assez récemment constitués en État (Italie et Allemagne). Le nationalisme y est moins ancré, moins ancien et les deux peuples, déçus par la guerre, cherchent à se remettre, chez les Allemands de leur humiliation, et chez les Italiens de leur déception d'une victoire mal récompensée et de leurs problèmes économiques. Mussolini dira :

> « *Tout dans l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État* ».

La glorification de l'État mène tout droit au totalitarisme. L'État, au nom de la nation, se donne tous les droits et cherche à imposer une communauté de vues et de visions sur tout le monde. L'heure est au conformisme et tout ce qui est étranger à la nation est à rejeter. Ainsi les nazis allemands déclarent-ils la guerre à tout ce qui n'est pas allemand et à tout ce qui affaiblit ou dénigre la nation allemande. Cette catégorie comprend les Juifs, les Tziganes, les intellectuels, les homosexuels, les artistes, entre autres. Les livres écrits par des indésirables ou des œuvres montrant l'Allemagne sous une mauvaise lumière sont brûlés.

Pour mener à bien cette épuration sociale, ils mettent sur pied un État policier qui se sert de tous les instruments connus de la répression (dénonciation, arrestations, exécutions, camps de concentration, camps d'extermination). Les cours de justice perdent leur indépendance et se soumettent aux ordres du chef de la nation.

Pour un chef charismatique

Le chef se place au centre de la nation comme un totem autour duquel les gens forment un cercle. Le chef fasciste est un homme supérieur, un surhomme — un homme d'une volonté de fer, d'un magnétisme brillant. Il possède des dons spéciaux qui lui permettent de résoudre les problèmes et de relever les défis. C'est le maître, le guide, le dieu.

Un chef fasciste n'a nullement besoin de se faire élire. Il s'impose par sa volonté et la force de son caractère. Imprégné d'un droit naturel de diriger, il prend le pouvoir par les moyens appropriés, au moment opportun (force, ruse, ou méthodes légales). Les chefs fascistes incarnent le pays et la nation. Ils deviennent les symboles de la volonté et de la conscience collectives. Leurs décisions font la loi et eux seuls ont droit de vie ou de mort sur tous les autres.

Les deux chefs fascistes qui nous intéressent ici, Hitler et Mussolini, s'entourent de gens supérieurs à la masse, mais inférieurs à eux. Mussolini met sur pied les **chemises noires**, une élite de frappe qui terrorise les masses, combat les communistes, et se prépare à arracher le pouvoir aux démocrates faibles et indécis. Hitler rassemble autour de lui dans un premier temps ses **chemises brunes, les SA (Sections d'assaut)**, qui rempliront le même rôle que leur équivalent italien.

Le chef a toujours raison. Obéir au chef, c'est obéir aux lois suprêmes de la nation. Hitler est le Führer qui proclame « Ein Reich, ein Volk, ein **Führer** » (un empire, un peuple, un chef). Mussolini est le **Duce**, le Chef.

Pour le rétablissement de l'ordre et de la discipline

La popularité des fascistes monte à mesure que le désordre politique et économique se généralise. La situation économique difficile des années 20 en Italie et des années 30 en Allemagne crée un climat de peur, d'incertitude et d'angoisse savamment exploité et alimenté par les fascistes. L'impossibilité pour les démocrates libéraux de résoudre les problèmes liés au chômage et à l'inflation discrédite ces régimes et mène à une polarisation (division) de la population. Bon nombre de travailleurs s'intéressent au marxisme et à la social-démocratie. Cette attraction effraie la bourgeoisie qui désespère de plus en plus des gouvernements démocratiques et cherche un mouvement alternatif qui pourrait servir de bouclier ou de rempart contre les communistes. Les partis fascistes ont justement la détermination et le poing pour le faire.

De plus en plus, les partis fascistes semblent être les seuls capables de restaurer l'ordre et de prendre les décisions difficiles qui s'imposent pour sortir l'Italie et l'Allemagne de leur marasme (accablement) politique et économique.

Pour la propagande et l'endoctrinement

La nation n'est forte que si elle est unie. Il faut donc persuader les non-convaincus du bien-fondé de la cause. Pour ce faire, les fascistes manipulent la psychologie de masse à l'aide d'une propagande démagogique et d'une

J. Gœbbels

orchestration d'immenses spectacles hauts en symboles. Mussolini et Hitler multiplient les manifestations presque mystiques, les processions aux flambeaux, les défilés militaires et les discours devant des milliers de sympathisants.

Hitler réalise rapidement l'importance des médias de masse comme moyen de propagande. Il nomme Joseph Gœbbels, docteur en philosophie, conseiller pour la propagande. Celui-ci se sert de tous les moyens et profite de toutes les occasions, y compris les Jeux olympiques tenus à Berlin en 1936, pour créer une image grandiose du chef.

Les fascistes prêtent une attention particulière aux jeunes. Représentants de l'avenir, ceux-ci sont encadrés à l'école et dans les associations de parti.

Les fascistes emploient tout : musique, théâtre, littérature, sculpture, écoles, presse écrite et orale, cinéma, drapeaux, affiches, uniformes pour créer l'impression que le fascisme est imbattable, irréversible, puissant et dynamique. Même les Églises sont obligées de se censurer et d'accepter les mots d'ordre du régime qui se résument à ceci :

« Crois! Obéis! Travaille! Lutte! »

Pour le vrai socialisme

Pour les fascistes, le vrai socialisme est avant tout national. Le marxisme, étant international, est une erreur à éviter. Les droits des travailleurs ne peuvent se réaliser que dans le cadre d'une nation forte, unie et autosuffisante. La lutte des classes est interdite car elle divise la nation. Il faut prôner plutôt la coopération, la concertation, l'effort collectif dans le même but — relever le pays de ses problèmes économiques et assurer un avenir prospère.

Le message fasciste d'unité et de concertation plaît aux classes moyennes et riches qui s'effraient de la popularité des marxistes chez les travailleurs. Se rendant compte de l'importance de l'appui des classes moyennes, les fascistes minimisent la partie anticapitaliste de leur doctrine. Une fois au pouvoir, ils travaillent de pair avec les grandes entreprises, créant une espèce de partenariat, mais se gardant bien de les nationaliser ou d'en prendre la direction.

Quelques traits particuliers des fascistes

Le corporatisme en Italie

Le **corporatisme** représente une des grandes innovations du fascisme italien. Ce terme se rapporte à une façon d'organiser le monde du travail afin de donner une place primordiale à l'État, tout en créant un sentiment d'unité et d'effort collectif qui embrasse tous les échelons d'une entreprise. Cette union est créée en organisant le lieu de travail de façon verticale, et non plus horizontale comme dans les démocraties libérales. Au Canada, par exemple, plusieurs syndicats sont présents dans un même lieu de travail. Pour prendre

Corporatisme : régime économique et social qui préconise la réunion dans une organisation commune, des représentants d'ouvriers et de patrons d'une même entreprise

l'école comme exemple, des syndicats ou associations séparés existent pour les enseignants, les secrétaires et les concierges. Selon l'organisation fasciste, tous les gens de la même entreprise — patrons, cadres, travailleurs — sont réunis dans la même association, sous la direction des membres du parti. Tout en donnant l'impression de conserver les syndicats, cette méthode d'organisation revient à encadrer et à embrigader les ouvriers, assurant le contrôle de l'État sur les éléments les moins sûrs de la société fasciste.

Le racisme en Allemagne

Le nationalisme n'est pas forcément raciste. On peut favoriser sa propre nation ou son groupe culturel, sans pour autant vouloir la destruction des autres groupes ou même les considérer inférieurs.

Le nationalisme allemand prôné par Hitler est imprégné d'**antisémitisme**. Hitler est farouchement hostile aux Juifs qu'il accuse de tous les maux. Ils sont pour lui des Untermensch, c'est-à-dire des sous-hommes. Comme leur présence brise l'unité de la nation et risque de contaminer les vrais Allemands, ceux-ci constituant une race nordique supérieure, **la race aryenne**, il faut non seulement les persécuter, ou les déporter, il faut les supprimer. Hitler ordonne **la solution finale**, c'est-à-dire l'élimination physique des Juifs. Ce **génocide** constitue un des crimes les plus haineux et les plus répugnants de l'histoire de l'humanité.

Non content de la chasse aux Juifs, Hitler tente aussi d'éliminer d'autres groupes et individus considérés inférieurs qui pourraient, par leur présence, salir la nation allemande. Il s'en prend, par conséquent, aux Tziganes, aux vieillards souffrants (un programme d'euthanasie est mise en place pour eux), aux handicapés mentaux et aux homosexuels. Hitler réserve un sort spécial aux Slaves des pays occupés (Pologne, Russie, entre autres). Les intellectuels sont éliminés (pour faire disparaître la culture) et les gens ordinaires travaillent pour le compte des Allemands qui occupent ces pays en raison du droit de la race supérieure.

Le côté irrationnel et anti-intellectuel du fascisme

Les fascistes valorisent le côté naturel, c'est-à-dire le côté animal de l'homme. La civilisation, d'après les nazis, n'a fait que corrompre l'homme, le faisant reculer devant ses instincts et ses désirs. Il faut revenir au vrai homme, c'est-à-dire à l'homme primitif qui connaît ses sentiments, ses émotions, son besoin d'appartenir au groupe. Les fascistes rejettent les enseignements du Siècle des Lumières qui mettaient l'accent sur la raison et le côté cérébral de l'homme. L'homme est plus qu'une « tête » pour les fascistes. Il est aussi muscle, virilité, volonté, force, violence même. Ces choses sont positives et doivent être mises au service du chef de la nation.

Antisémitisme : attitude des gens hostiles aux Juifs et réclamant des mesures discriminatoires contre eux

Solution finale : extermination des Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale par les nazis

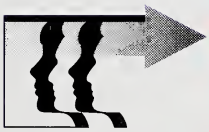
Génocide : destruction systématique et organisée d'un groupe racial, politique, culturel ou religieux

ACTIVITÉ

La philosophie fasciste

1. Quels sont les éléments de la philosophie fasciste qui, d'après vous, sont attirants ou qui pourraient être attirants pour certaines personnes?

2. Quels sont les éléments de la philosophie fasciste qui, d'après vous, sont repoussants ou qui pourraient être repoussants (répugnants) pour certaines personnes?



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le fascisme se veut une troisième voie qui n'est ni libérale, ni communiste;
- le fascisme rejette les éléments suivants du libéralisme : égalité, individualisme, démocratie libérale et capitalisme (le dernier en théorie seulement car, en pratique, les fascistes ont trouvé l'appui des capitalistes indispensable);
- le fascisme rejette les éléments suivants du communisme : la lutte des classes et l'internationalisme prolétaire;
- les fascistes sont pour le combat, le nationalisme, le leadership « charismatique », l'ordre et la discipline, le totalitarisme et le « vrai » socialisme (l'État devient l'organisme collectif auquel le peuple doit s'associer et dans lequel le peuple doit se fondre).

LE FASCISME EN ITALIE (1922 - 1943)

Le contexte historique

Quatre développements favorisent la naissance du fascisme en Italie, à savoir :

- la Première Guerre mondiale
- la crise économique de l'après-guerre
- l'offensive prolétarienne en Italie en 1919 et 1920
- la crise de l'État libéral.

Examinons-les à tour de rôle. L'Italie sort de la Première Guerre mondiale lourdement touchée. Elle a perdu 670 000 personnes et a eu près d'un million de blessés. Elle se sent humiliée du fait que les Alliés refusent de tenir leurs promesses relatives aux prétentions italiennes à la côte dalmate. Le Président Wilson soutient qu'il n'est pas tenu par les promesses des Alliés, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et la France. Selon lui, les frontières doivent être tracées en tenant compte des nationalités. Les Italiens tiennent un autre langage maintenant que les notions de frontières naturelles et de frontières stratégiques justifient pleinement les prétentions italiennes. Ce refus des Alliés de remplir au complet leurs promesses fait naître en Italie le thème de la **victoire mutilée**, pour parler du sacrifice des milliers de soldats rendu inutile par l'abandon des démocraties libérales de leurs promesses. Ce thème est repris par les anciens combattants qui l'utilisent pour blâmer le gouvernement et exacerber le nationalisme.

La rancune politique ne facilite pas la reprise économique en Italie. Les grandes industries de même que les ouvriers demandent, chacun de leur côté, le maintien des mesures qui leur sont favorables dans la période d'après-guerre. L'État ne dispose pas de fonds permettant de subventionner les industries ou d'améliorer les conditions salariales des ouvriers. Plusieurs entreprises font faillite, ce qui ajoute au chômage et aggrave le mécontentement ouvrier. De leur part, les paysans s'emparent des terres vacantes et demandent le partage des grandes propriétés terriennes.

Déçus du manque d'action de la part de l'État face à leurs revendications, les ouvriers passent à l'action. En 1919, l'augmentation des prix de la nourriture provoque des grèves un peu partout en Italie. Les ouvriers ici et là pillent les magasins et élisent des comités d'usine pour contrôler la production des marchandises. De leur côté, les industriels promettent un certain contrôle aux ouvriers, tout en se regroupant entre eux pour faire face à cette vague de « soviétisation ».

La structure politique de l'Italie n'est pas en mesure de faire face aux problèmes politico-économiques qui accablent le pays. L'Italie est une monarchie constitutionnelle régie par une constitution datant de 1861 (au moment de l'unification de l'Italie), conférant au roi le pouvoir exécutif. Celui-ci nomme et révoque les ministres qui ne sont responsables que devant lui. La loi régissant le pouvoir législatif est à ce point ambiguë que le roi peut, à l'occasion, promulguer des décrets ayant force de loi sans consulter le Parlement.

B. Mussolini

La situation politique est polarisée entre un Parti conservateur (le parti populaire) et le Parti socialiste. Ce dernier est divisé entre deux tendances opposées — l'une étant social-démocrate et l'autre léniniste. En 1921, cette dernière faction se sépare du Parti socialiste pour fonder le Parti communiste italien.

Pendant cette période difficile, plusieurs gouvernements se succèdent. Leur impuissance à améliorer la situation économique discrédite de plus en plus le libéralisme politique et économique. La société se polarise de plus en plus entre la droite et la gauche. La bourgeoisie et les industriels se tournent vers les extrémistes, c'est-à-dire les fascistes, qui semblent être les seuls à pouvoir tenir tête aux communistes.

À l'aube des élections de 1921, les fascistes contrôlent toutes les grandes villes, à l'exception des cités ouvrières telles Gènes, Milan et Turin dans le nord de l'Italie. Au niveau national, les fascistes réussissent à faire élire 35 députés sur 535, dont Mussolini.

Ce dernier, chef du mouvement fasciste, établit un programme nettement pro-capital dans le but de rassurer les industriels et les propriétaires fonciers. Il favorise, par exemple :

- le libéralisme économique — l'entreprise privée est maintenue, mais l'État peut intervenir lorsqu'elle fait défaut. Les intérêts de l'État restent primordiaux;
- la glorification d'un État fort, capable de maintenir la « paix sociale »;
- une politique d'expansionnisme sur le plan international.

La prise du pouvoir par Mussolini, 1922

Profitant du mécontentement de bon nombre d'anciens combattants que l'économie locale n'est pas capable d'absorber, Mussolini les organise en groupes paramilitaires appelés les « chemises noires » en raison de leur tenue vestimentaire. Ceux-ci provoquent et confrontent régulièrement les communistes, souvent à la demande des industriels ou des grands propriétaires.

Les socialistes tentent de former un front commun contre le fascisme, mais cette tentative échoue. Face à cela, les ouvriers décident de déclencher une grève générale le 31 juillet 1922. Cette grève est brisée par les militants fascistes qui mettent le feu aux locaux des syndicats.

Sentant que l'heure est venue, Mussolini décide la **marche sur Rome** par laquelle des fascistes de tous les coins du pays entreprennent une marche jusqu'à Rome pour demander la démission du gouvernement. Devant les 40 000 fascistes qui se présentent aux portes de Rome, le roi Victor Emmanuel III cède et confie le pouvoir à Mussolini. L'élite politique de la droite traditionnelle ne dit rien, pensant pouvoir contrôler Mussolini et l'utiliser pour ramener l'ordre, restaurer la cohésion nationale ainsi que briser le pouvoir des syndicats et les politiciens de gauche.

L'établissement de la dictature

En s'alliant aux milieux politiques et économiques dominants, Mussolini souhaite établir sa dictature par la voie légale. Afin d'empêcher un retour des forces révolutionnaires, l'élite politique est prête à renforcer les pouvoirs de l'exécutif.

Non content de jouer le jeu parlementaire, Mussolini continue à établir des institutions parallèles aux institutions officielles. En décembre 1922, il forme le Grand Conseil du fascisme qui a pour mission de prendre les décisions politiques importantes, mettant ainsi les institutions de l'État à l'écart des grandes orientations du régime. En 1923, Mussolini change la loi électorale de façon à favoriser ses chances aux prochaines élections. Celles-ci se déroulent en 1924. Financé par le grand capital et profitant de la peur provoquée par les « chemises noires », Mussolini obtient 65 % des voix. Fort de cet appui, Mussolini entreprend des mesures répressives qui mènent à la dictature. Parmi ces mesures, mentionnons :

- l'assassinat du député socialiste Matteotti qui avait violemment critiqué le régime fasciste en Chambre;
- l'arrestation de plusieurs personnalités politiques de l'opposition;
- la suppression des journaux d'opposition;
- le regroupement des syndicats dans un seul syndicat fasciste (le corporatisme);
- la promotion de Mussolini qui était jusqu'alors président du Conseil et devient chef de l'exécutif. S'emparant du pouvoir du roi, Mussolini nomme et révoque les ministres;
- en 1926, une loi autorise Mussolini à adopter les lois sans passer par le Parlement;
- la Loi sur la défense de l'État dissout les partis politiques antifascistes et interdit les journaux antifascistes;
- l'adoption d'une nouvelle loi électorale selon laquelle les Italiens sont appelés à approuver une liste de candidats soumis par le parti fasciste. En 1929, cette liste recueille 98 % des voix.

Le sort final — La fin du fascisme italien

Comme nous l'apprendrons dans la partie historique de nos études, le fascisme italien ne survit pas à la Deuxième Guerre mondiale. Le régime s'effondre en 1943 au moment où les Alliés poursuivent leur montée vers Rome à partir de la Sicile. Le roi italien, reprenant à son compte des pouvoirs inutilisés depuis 1922, révoque Mussolini, le remplaçant par le maréchal Badoglio. Celui-ci capitule devant les Alliés le 3 septembre 1943. Les Allemands, de leur côté, refusent de voir l'Italie leur échapper. Ils forment un gouvernement fasciste séparé dans le nord de l'Italie et y amènent Mussolini, libéré de son emprisonnement suite à une action dramatique de secours. Celui-ci, tant bien que mal, continue à gouverner cet état fictif jusqu'à ce qu'il soit capturé par les partisans et exécuté le 29 avril 1945.

ACTIVITÉ

Le fascisme italien

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Comment les fascistes ont-ils pris le pouvoir en Italie? La prise de pouvoir elle-même fut-elle légale ou non?

2. Quels étaient les éléments les plus importants du programme politique des fascistes? À qui ces éléments étaient-ils destinés à plaire et pourquoi?

3. Quelles sont les mesures les plus importantes qui ont permis à Mussolini d'établir sa dictature?

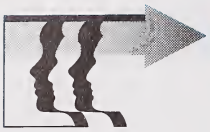
4. Quel but politique est servi par la violence déclenchée par les fascistes?

5. Lisez l'extrait suivant d'un article de Mussolini et répondez aux questions qui suivent :

   « Le fascisme veut que l'homme soit actif et engagé dans l'action, de toutes ses forces : il le veut conscient, de façon virile, des difficultés que l'on y rencontre, et prêt à les affronter. Il conçoit la vie comme une lutte [...]. Avant tout, le fascisme, [...] ne croit pas à la possibilité ni à l'utilité de la paix perpétuelle. C'est pourquoi il repousse le pacifisme qui cache une renonciation à la lutte et une lâcheté, en face du sacrifice. Seule la guerre porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime un sceau de noblesse aux peuples qui ont le courage de l'affronter ».

   a) Pourquoi la guerre est-elle un phénomène positif pour un fasciste?

   b) Que dirait Mussolini d'une vie contemplative (religieuse) ou intellectuelle?



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le fascisme italien est l'œuvre de Benito Mussolini. Celui-ci profite d'une conjoncture historique particulière pour s'imposer et prendre le pouvoir. Il tire avantage en particulier de la désillusion des Italiens face aux résultats de la Première Guerre mondiale, la fameuse « victoire mutilée », ainsi que de la peur des classes dirigeantes devant la menace des communistes;
- la victoire de Mussolini est facilitée par une division grave et amère à l'intérieur du camp de gauche. Là, les communistes et les socialistes sont incapables de faire front commun contre les fascistes;
- peu à peu, Mussolini élimine la démocratie et la liberté et établit une dictature;
- un des traits les plus distinctifs de la dictature mussolinienne est le corporatisme. Cette organisation verticale des travailleurs, des cadres et des patrons permet aux fascistes d'encadrer les syndicats et de canaliser les énergies vers le même but — le renforcement de l'État et du pouvoir fasciste.

LE NATIONAL-SOCIALISME EN ALLEMAGNE (1933 - 1945)

L'époque nazie deviendra, à cause des actions honteuses et réactionnaires (opposées aux idéaux politiques du libéralisme) de Hitler, synonyme d'un nouvel « Âge des ténèbres ». Une compréhension complète du national-socialisme nécessiterait de longues études. Nous n'avons que le temps de donner un bref aperçu de la nature et du fonctionnement de ce régime criminel. De plus, vous rencontrerez Hitler et son régime une deuxième fois lors de la partie historique de ce cours. Nous nous efforcerons donc de vous présenter ici la mise en application du côté idéologique du régime.

Le contexte historique de la montée du nazisme

Les paragraphes suivants visent à vous donner un aperçu du contexte historique qui favorise la prise du pouvoir en Allemagne par les nazis.

Le traité de Versailles

- L'Allemagne, accusée d'être seule responsable de la guerre, perd d'importants territoires et se trouve condamnée à payer de lourdes réparations aux pays vainqueurs.
- L'Empereur (le Kaiser) Guillaume II démissionne et l'Empire est remplacé par une République.
- L'armée allemande ne doit pas dépasser 100 000 hommes.
- La rive gauche du Rhin est occupée par des troupes alliées et la rive droite démilitarisée dans une zone s'étendant à 50 km du fleuve.

La constitution de la « République de Weimar »

Du point de vue démocratique, la nouvelle Constitution, rédigée après la guerre dans la petite ville de Weimar, est un modèle en son genre. Cependant, inadaptée à l'Allemagne de l'époque, elle est condamnée à l'échec. Elle inclut :

- un président élu directement par le peuple;
- un Cabinet ministériel responsable;
- le recours au référendum;
- la représentation proportionnelle.

Les problèmes

- La République et la Constitution sont rejetées en bloc par la population allemande qui les associe au Traité de Versailles, celui-ci considéré comme une capitulation honteuse devant les alliés.
- La représentation proportionnelle et la multitude de partis politiques sont à la source d'une grande instabilité politique. Aucun gouvernement ne peut conserver une majorité au Parlement.
- La crise économique donne à la République un coup mortel.

Adolf Hitler

Adolf Hitler (1889 - 1945)

- Né en Autriche d'origine humble.
- Après une jeunesse révoltée, il s'installe à Vienne où il devient un homme à tout faire et un artiste commercial.
- Sa demande d'entrée à l'Académie des arts et d'architecture à Vienne est refusée.
- Se met à haïr la petite bourgeoisie, la classe moyenne, les Juifs.
- S'enrôle dans l'armée à la Première Guerre mondiale où sa conduite lui mérite la Croix de fer.
- Décide, après la défaite allemande, de devenir politicien.
- Se joint au Parti national-socialiste des travailleurs allemands en 1920.
- En 1923, il tente un coup d'État (putsch) à Munich qui est un échec sanglant.
- Emprisonné pendant neuf mois, il en profite pour écrire son livre idéologique *Mein Kampf* (Mon combat).

La marche vers le pouvoir

Élections jusqu'à la crise économique (1924 - 1933)

- Élections de mai 1924 au Reichstag : 6,4 % pour le Parti nazi;
- Élections de décembre 1924 au Reichstag : 2,9 % pour le Parti nazi;
- Élections de décembre 1928 au Reichstag : 3,5 % pour le Parti nazi.
- Krach de 1929.
- Élections de 1930 au Reichstag : 18 % pour le Parti nazi.
- Élections présidentielles de 1932 : Hindenburg 53 %, Hitler 37 %.
- Élection de juillet 1932 au Reichstag : 37 % pour le Parti nazi qui devient le parti le plus important au Parlement.
- Élection de novembre 1932 au Reichstag : 32 %, les nazis perdent du terrain.
- Crise gouvernementale du 30 janvier 1933 : vu l'impossibilité de former un gouvernement sans les nazis, Hindenburg invite Hitler à devenir **Chancelier**.
- Dernières élections démocratiques en mars 1933 : le Parti nazi recueille 44 % du vote.
  Hitler décide de demander au Reichstag les pleins pouvoirs (les pouvoirs dictatoriaux). Par différents moyens, il empêche les députés communistes de se présenter au vote et à force d'intrigues et de menaces, il manipule les autres députés. Ainsi, en dépit de sa situation de gouvernement minoritaire, recueille-t-il les deux tiers des voix nécessaires pour devenir **dictateur**.

Hitler — De la prise du pouvoir à la dictature

1933

- 30 janvier : Hitler est invité légalement et en accord avec la Constitution à devenir Chancelier.
- 1er février : le Reichstag est dissous et des élections sont déclenchées.
- 4 février : le décret sur la protection du peuple allemand permet à Hitler d'interdire les journaux et les réunions si ceux-ci mettent en danger l'intérêt de l'État.
- fév. - 5 mars : la campagne électorale se déroule dans un climat de guerre civile latente où la propagande nazie domine nettement celle de ses ennemis communistes.
- 27 février : incendie du Reichstag — Hitler rend les communistes responsables de cet incident.
- 28 février : en réponse à l'incendie du Reichstag, Hitler signe le **décret pour la protection du peuple et de l'État** dans le but de protéger ceux-ci de la violence communiste. [Ce décret suspend les libertés civiles.]
- 5 mars : aux élections, Hitler doit se contenter d'une majorité simple. Il gagne 44,5 % des voix. Hitler a besoin du Reichstag car seule cette institution a le pouvoir de changer la Constitution et de lui accorder les pleins pouvoirs en votant à une majorité des deux tiers.

Acte d'habilitation : Acte passé par le Parlement allemand en 1933 et qui accorde à Hitler les pleins pouvoirs

- 23 mars : le Reichstag adopte l'Acte d'**habilitation**, accordant ainsi les pleins pouvoirs à Hitler (seul le SPD vote contre).
- 31 mars et le 7 avril : le gouvernement adopte deux lois sur l'**alignement des États sur le Reich**, celles-ci ayant pour but de mettre au pas les Länder.

1934

- 14 février : un décret supprime les Länder et déclare le Reich un **État unitaire centralisé**. Entre-temps, les partis politiques et les syndicats sont interdits; les chefs de S.A. sont abattus lors de la « Nuit des longs couteaux ».
- 1er - 2 août : von Hinderburg meurt, le Cabinet réunit les fonctions de Président et de Chancelier dans la personne d'Adolf Hitler. Il devient ainsi le chef de l'armée et le chef d'État (il était déjà chef du gouvernement).

L'Allemagne nazie — Un État totalitaire

Sous Hitler, l'Allemagne devient un État totalitaire, policier et raciste. Nous avons déjà vu comment Hitler s'est fait attribuer le pouvoir d'une façon tout à fait légale le 23 mars 1933. Il consolide son pouvoir et le transforme en pouvoir dictatorial, en faisant voter **l'Acte d'habilitation** lui donnant les pleins pouvoirs par un Parlement, dont nombre des députés sont terrorisés. Fort de cette position légale, il impose sa volonté sur l'État et sur le peuple, en prenant de nombreuses mesures dont :

- la suppression des États;
- la suppression des syndicats et la création d'un Front du Travail regroupant employés et employeurs;
- la création d'un Service du Travail obligatoire pour tous les jeunes gens qui se consacrent pendant un an à la construction de routes et à d'autres activités de travail forcé;
- la suppression de tous les partis politiques à l'exception du Parti nazi;
- l'exclusion des Juifs et des adhérents aux partis d'opposition des emplois de l'État;
- le regroupement de toutes les activités artistiques et d'information sous le contrôle de Goebbels;
- la suppression des « chemises brunes », c'est-à-dire des S.A. (les sections d'assaut trois fois plus nombreuses que l'armée) afin de faire plaisir à l'armée et de cimenter une réconciliation entre Hitler et celle-ci. Ce règlement de compte entre Hitler et ces soldats non officiels qui l'avaient aidé à prendre le pouvoir, mais qui étaient maintenant quelque peu encombrants, porte le nom de la « **Nuit des longs couteaux** »;
- la nécessité pour les soldats de prêter serment à la personne de Hitler en tant que commandant-en-chef de toutes les forces armées. Les soldats prêtaient le serment suivant :

> « Je prononce par Dieu ce serment sacré : je voue une obéissance inconditionnelle au Führer du Reich et du peuple allemand, Adolf Hitler, chef suprême des forces armées, et serai prêt, en brave soldat, à donner ma vie à n'importe quel moment pour tenir ce serment ».

- met sur pied un culte du Führer et une terreur psychologique et physique;
- confie la direction des camps de concentration et d'extermination à Himmler, chef des S.S.;
- adopte une politique de **solution finale** par laquelle il entend liquider physiquement les Juifs à l'aide des fours crématoires.

Sur le plan international, Hitler adopte les objectifs suivants :

- l'abrogation (annulation) du traité de Versailles;
- la réunification dans le Reich de tous les peuples de langue allemande (le Volk);
- l'agrandissement de l'espace vital des Allemands, le **Lebensraum**, en s'emparant de terres dans les pays slaves, c'est-à-dire chez les Polonais, les Ukrainiens et les Russes (le Drang nach Osten ou l'agrandissement vers l'est);
- l'extension de la suprématie de la race aryenne à toute la terre, en réduisant les êtres inférieurs à l'esclavage;
- l'entente avec les Anglais (les cousins aryens) selon laquelle les Allemands domineraient la terre et les Anglais la mer.

Le nazisme et la vie en Allemagne

L'édification du IIIe Reich, où selon le slogan nazi « L'intérêt de tous avant celui de chacun », a amené le régime à essayer de contrôler tous les aspects de la vie des Allemands. Voici quelques exemples illustrant des efforts entrepris à cet effet, d'après William Shirer, dans *La Montée du nazisme*.

La religion — L'opposition au régime chez les catholiques et les protestants est éliminée avec l'arrestation de milliers de prêtres et de pasteurs : les Églises se plient au nazisme. De nombreux ecclésiastiques prêtent serment de fidélité personnelle au Führer, ce qui les contraint à obéir aux ordres du dictateur. Hitler a en vue l'établissement éventuel d'une Église nationale du Reich qui doit avoir « le droit exclusif et le pouvoir exclusif d'exercer un contrôle sur toutes les Églises qui se trouvent à l'intérieur des frontières du Reich ».

La justice — Le système judiciaire, comme on pouvait s'y attendre, ne jouit d'aucune indépendance. En 1936, le commissaire à la Justice et chef du Droit du Reich déclare que « l'idéologie nationale-socialiste est le fondement de toutes les lois ». Tous les juristes doivent faire partie de la Ligue des juristes nationaux-socialistes allemands; les Juifs et les Allemands qui n'appuient pas assez fortement le système sont éliminés. Les crimes politiques sont jugés devant les Tribunaux spéciaux; ils comprennent trois juges membres du parti, des avocats approuvés par les nazis et pas de jury. Rudolf Hess, adjoint du Führer, avait droit de regard sur les peines ou châtiments imposés aux accusés politiques et il les changeait, s'il les jugeait trop faibles.

Lebensraum : politique d'agrandissement du territoire de l'Allemagne (de son espace nécessaire)

L'éducation et la jeunesse — Ces deux domaines retiennent l'attention particulière d'Hitler. Les jeunes sont la sève de ce nouvel État qu'ils doivent servir; ils appartiennent à l'État qui a la responsabilité de les éduquer. Les écoles publiques, qui étaient jusqu'alors sous juridictions locales, sont centralisées sous le contrôle du ministère de l'Enseignement du Reich. Les

enseignants, comme tout fonctionnaire, sont les « exécuteurs de la volonté de l'État soutenu par le parti » et doivent, tout comme les universitaires, faire des stages de formation aux principes nationaux-socialistes. Les livres de classe et les programmes d'études sont nazifiés. Les matières sont enseignées à travers le prisme idéologique national-socialiste; la science par exemple n'est pas internationale, mais « comme tout produit de l'humanité, (elle est) raciale et conditionnée par le sang ». On enseigne donc la chimie allemande ou la physique allemande. Les universitaires juifs sont renvoyés, un certain nombre d'entre eux émigrent, dont Einstein qui va aux États-Unis et devient le père de la bombe atomique.

L'encadrement de la jeunesse dans des organisations hitlériennes commence à l'âge de 6 ans et peut aller jusqu'à 21 ans. À six ans, les enfants font partie des Pimf, ensuite des Jungvolk de 10 à 14 ans, puis des Jeunesses hitlériennes, jusqu'à 18 ans. Ces mouvements mettent l'accent sur le développement physique — un corps sain est plus important qu'une tête bourrée de connaissances — sur le travail manuel, la vie sportive et de plein air, la camaraderie, la confiance en soi-même, le dévouement à la patrie et la loyauté à l'idéologie nazie. De cette façon, l'État arrive à minimiser l'influence des parents qui peuvent encourir des peines de prison s'ils refusent d'y inscrire leurs enfants.

La culture — Tout comme en politique, les nazis s'intéressent à mettre au pas la culture qu'ils veulent débarrasser de ses éléments « pourris ». La Chambre culturelle du Reich et le ministère de la Propagande encadrent la vie intellectuelle et culturelle du pays. Les œuvres d'auteurs indésirables — pacifistes, démocrates ou juifs — sont brûlées en public; les œuvres d'art moderne jugées dégénérées — littérature, peinture, musique — sont interdites. On célèbre la musique, la littérature, l'opéra classiques allemands. Les journaux et la radio tombent sous le contrôle direct du parti et publient ou diffusent la ligne du parti.

La terreur — Les nazis éliminent rapidement toute opposition. Les chefs de syndicats, jugés trop à gauche, les démocrates et les communistes allemands sont arrêtés, envoyés dans des camps de concentration ou assassinés. La Gestapo, la police secrète d'État et la SD, le service de renseignements de la police secrète, imposent, d'abord à l'intérieur plus tard dans les autres pays, des méthodes brutales et inhumaines. L'utilisation systématique de la terreur est voulue; elle sert de leçon à ceux qui oseraient penser s'opposer au régime et assure l'obéissance des gens.

ACTIVITÉ

Le national-socialisme et Hitler

1. Comment Hitler prend-il le pouvoir?
2. Comment transforme-t-il son pouvoir parlementaire en dictature?
3. De quelle façon Hitler utilise-t-il la technique dictatoriale de la « canalisation du mécontentement populaire »?
4. Lisez l'extrait suivant tiré de ***Mein Kampf*** et répondez aux questions qui suivent :

Mein Kampf : « Mon Combat », livre écrit par Hitler dans lequel il élabore son idéologie

« L'État raciste doit veiller au bien-être de ses citoyens, en reconnaissant en toutes circonstances l'importance de la personnalité; il augmentera ainsi la capacité de production de tous et par là même, le bien-être de chacun.

Ainsi l'État raciste doit libérer entièrement tous les milieux dirigeants et plus particulièrement les milieux politiques du principe parlementaire de la majorité, c'est-à-dire de la décision de la masse; il doit leur substituer sans réserve le droit de la personnalité.

Il en résulte que :

La meilleure constitution et la meilleure forme de l'État est celle qui assurera naturellement aux meilleurs éléments de la communauté l'importance du guide et l'influence du maître.

Dans la vie économique, les plus capables ne peuvent être désignés d'en haut, mais doivent se mettre en évidence par eux-mêmes[...]. Les génies d'un caractère extraordinaire se sont pas soumis aux mêmes règles que l'humanité courante.

Toute l'organisation de l'État doit découler du principe de la personnalité, depuis la plus petite cellule que constitue la commune jusqu'au gouvernement suprême de l'ensemble du pays.

Il n'y a pas de décisions de la majorité, mais seulement des chefs responsables, et le mot "conseil" doit reprendre sa signification primitive. Chaque homme peut bien avoir à son côté des conseillers, mais la décision est le fait d'un seul.

Il faut transposer le principe qui a fait autrefois de l'armée prussienne le plus admirable instrument du peuple allemand et l'établir à la base même de notre système politique : la pleine autorité de chaque chef sur ses subordonnés et sa responsabilité entière envers ses supérieurs. [...]

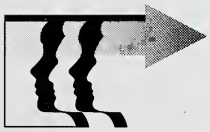
L'État raciste, depuis la commune jusqu'au gouvernement du Reich, ne possédera aucun corps représentatif qui décide quoi que ce soit par voie de majorité, mais seulement des corps consultatifs qui se trouveront sans cesse aux côtés du chef et qui recevront leur tâche de lui; parfois même ils pourront, au besoin, dans certains domaines, prendre des responsabilités entières, comme ce fut toujours le cas pour tous les chefs ou présidents des corporations ».

a) D'après Hitler, comment une société devrait-elle être organisée?

b) Expliquez le « principe de la personnalité ».

c) Identifiez les phrases traduisant une vision collectiviste de la société.

TOTALITARISME STALINIEN vs TOTALITARISME HITLÉRIEN: LE DÉBAT CONTINUE.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la montée du national-socialisme s'explique en grande partie par la dépression économique qui frappe l'Allemagne à partir de 1930;
- Hitler blâme les autres (étrangers, puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale, Juifs, socialistes et communistes) pour les problèmes de l'Allemagne;
- en 1933, le Président allemand invite Hitler à prendre le pouvoir en tant que Chancelier (chef de gouvernement); Hitler fait voter peu après l'Acte d'habilitation en 1934, après la mort de Hindenburg, Hitler assume les fonctions de Président, en plus de ses propres fonctions de Chancelier. Il est le Führer, le chef suprême;
- Hitler installe un régime terroriste et répressif. Les camps de concentration sont ouverts pour les opposants au régime. Il adopte « la solution finale » afin de débarrasser l'Europe de la présence physique des Juifs. Il résout le problème du chômage par des programmes de réarmement militaire et de travaux publics. Il prêche la supériorité de la race « aryenne » et son droit aux terres à l'est (Drang nach Osten et Lebensraum). Son agressivité envers les États voisins l'amènent éventuellement à heurter de front les intérêts d'autres grandes puissances. Son attaque contre la Pologne déclenche la Deuxième Guerre mondiale.

NÉO-FASCISME, NÉO-NAZISME ET EXTRÉMISME NATIONALISTE

Jusqu'à maintenant, nous avons étudié le fascisme et le nazisme dans leur contexte historique. Cela peut laisser croire que ces **idéologies d'extrême droite** ont disparu de la carte politique; c'est loin d'être le cas. Même si elles n'occupent pas le devant de la scène politique, comme dans les années 1920 et 1930, elles continuent à attirer un certain nombre d'adeptes. Certains observateurs parlent même d'une renaissance du phénomène fasciste. **Les difficultés économiques et sociales de notre fin de siècle sont propices au développement des mouvements extrémistes.** L'insécurité économique, le changement technologique qui bouleverse nos habitudes et notre façon de travailler et d'étudier, ainsi que l'effritement des valeurs sociales traditionnelles créent un climat d'incertitude générale. Certains groupes extrémistes profitent de ce climat et l'exploitent pour faire avancer leurs propres objectifs. Ils mettent ainsi la responsabilité des problèmes sociaux complexes — crime, chômage, perception de la faillite du système d'éducation, effondrement de la famille traditionnelle — sur les groupes minoritaires, qu'il s'agisse de race, de religion, de culture ou d'orientation sexuelle. **Boucs émissaires** des temps modernes, ces minorités sont la cible d'un discours essentiellement **raciste, xénophobe** et **violent** développé par des **mouvements néo-fascistes** et néo-nazis (surtout en Europe), ou bien des groupes nord-américains prônant **la suprématie de la race blanche ou de la culture anglo-saxonne** tels que « The Aryan Nation », « Heritage Front », « The Association for the Preservation of the English language ». Certains membres de ces groupes sont parvenus à infiltrer les partis politiques les plus respectables, surtout ceux dont l'orientation et le langage utilisés suggèrent l'existence d'une attitude et d'une orientation communes face aux « Autres ».

En général, les groupes néo-nazis et néo-fascistes adoptent un ou plusieurs des points de vue suivants :

- l'Holocauste n'a pas eu lieu;
- le nombre de Juifs exécutés lors de la Deuxième Guerre mondiale a été intentionnellement exagéré par des gens qui veulent culpabiliser et démoraliser tous ceux de descendance européenne et chrétienne;
- des groupes minoritaires venus d'ailleurs cherchent à détruire la culture, la langue et la religion de la majorité en Amérique du Nord. Ils sont aidés dans cette cause par les « libéraux » de la majorité qui sont des traîtres à leur région, à leur religion et à leur culture;
- la majorité se doit de se défendre contre les « Autres » qui veulent prendre le contrôle de notre pays et nous enlever la liberté. Certains groupes parmi les plus violents et paranoïaques nous conseillent de nous armer à cette fin;
- le gouvernement est déjà dans la poche des « Autres ». Par ses politiques de bilinguisme, de multiculturalisme, d'immigration et du contrôle des armes à feu, le gouvernement démontre son parti pris pour des valeurs d'une élite qui a trahi la majorité pour poursuivre ses intérêts étroits et égoïstes.

Programme du Front national français

1. Immigration

Le départ des immigrés du tiers-monde

- établir dans tous les domaines la préférence nationale et européenne
- expulsion immédiate de tous les immigrés en situation irrégulière, contrôle très sévère de la filière des réfugiés politiques
- réduction de la durée du permis de séjour à 1 an et départ des immigrés extra-européens à l'expiration du délai
- suppression de toute acquisition de la nationalité française et réforme du code de la nationalité selon le « droit du sang »

[...]

9. Éducation

L'école du savoir et du mérite

- respect du principe de neutralité dans l'enseignement public (interdiction absolue du port du tchador)
- meilleur enseignement de l'histoire, de l'héritage culturel, de l'orthographe et de la grammaire, fondement d'une éducation vraiment nationale

[...]

Extraits tirés du site internet du Front national français.

Ajoutons quelques mots sur les partis politiques ultranationalistes. Ces partis prônent la défense des traditions et des valeurs nationales, sans encourager l'utilisation de la violence. Comme les néo-nazis, ils voient l'immigration et le multiculturalisme comme des menaces à l'identité nationale et au caractère fondamental de la nation. Les gens de race, de culture et de religion différentes deviennent indésirables du fait qu'ils ne peuvent pas ou ne veulent pas s'assimiler à la majorité. Ces groupes rejettent le pluralisme culturel et social au nom de la solidarité de groupe et de la défense des traditions. L'union fait la force; il n'y a donc pas de place pour ceux qui sont différents. Le Front national français de Jean Marie Le Pen offre l'exemple d'un parti qui s'est rendu populaire par l'utilisation d'un discours anti-immigrant et pro-français. L'extrait ci-contre illustre le type de discours véhiculé par ce parti et ceux qui lui ressemblent.

ACTIVITÉ

Le néo-fascisme et les groupes d'extrême-droite

Le texte que vous venez de lire tente d'expliquer pourquoi l'extrême-droite jouit de nos jours d'une nouvelle popularité chez certaines personnes. Vous avez certainement remarqué que la peur de l'Autre ainsi que l'hostilité envers l'Autre (c'est-à-dire de toute personne qui est différente) constituent des éléments centraux dans la psychologie de ces groupes extrémistes. Expliquez à votre façon pourquoi ces sentiments envers l'Autre existent et pourquoi ils surgissent à ce moment-ci de notre histoire.

D'AUTRES RÉGIMES DICTATORIAUX

Jusqu'ici, nous avons étudié les traits essentiels des régimes dictatoriaux établis par Staline, Mussolini et Hitler. La planète en a connu et en connaît encore d'autres. Dans cette section, nous voulons vous donner la chance de faire un peu de recherche sur d'autres dictateurs historiques et contemporains. L'activité suivante vous permettra d'appliquer les connaissances que vous avez acquises sur la nature des dictatures ainsi que sur les techniques dictatoriales d'autres régimes.

APPROFONDISSEMENT

D'autres régimes dictatoriaux

Parmi les noms inscrits à la liste de dictateurs ci-dessous, choisissez-en deux pour votre projet. Informez-vous à leur égard et préparez un rapport traitant des sujets suivants :

- les traits de caractère ou de personnalité particuliers du dictateur;
- les points importants de son idéologie;
- les modalités et le contexte historique de la prise de pouvoir;
- les techniques utilisées pour rester au pouvoir;
- la nature de la dictature établie (dictature autocratique, militaire, théocratique, communiste, monarchique);
- l'identité des partisans, des adversaires, des boucs émissaires;
- une description du règne du dictateur;
- les circonstances et le contexte historique de la perte du pouvoir, s'il y a lieu.

Pol Pot (1976-79) Cambodge	Nicolae Ceausescu (1967-89) Roumanie	Ferdinand Marcos (1965-86) Philippines
Mao Zedong (1949-76) Chine	le roi Fayçal (1964-75) Arabie saoudite	Mobutu (1960-1997) Zaïre
Juan Peron (1946-55) Argentine (1973-74)	Francesco Franco (1938-75) Espagne	Augusto Pinochet (1973-89) Chili
François Duvalier (1957-71) Haïti	Ho Chi Minh (1945-1969) Vietnam	Antonio Salazar (1933-68) Portugal
Idi Amin Dada (1971-79) Ouganda	Saddam Hussein (1979-présent) Iraq	Haïlé Sélassié (1916-1974) Éthiopie
Hafez el Assad (1979-présent) Syrie	Mouammar Kadhafi (1969-présent) Libye	Alfredo Stroessner (1954-89) Paraguay
Jean-Bedel Bokassa (1972-79) République centrafricaine	Khomeyni (1979-89) Iran	Tito (1943-1980) Yougoslavie
Fidel Castro (1959-présent) Cuba	Kim Il-sung (1972-94)	Reza Pahlevi (1941-79)

FAISONS LE POINT

Peu de pays en ce monde ont échappé au phénomène de la dictature. Cette forme de gouvernement connaît encore aujourd'hui des adeptes, même si leur nombre semble diminuer d'année en année.

Les dictatures prennent plusieurs formes. Elles peuvent être dominées par une seule personne, c'est-à-dire un autocrate ou par un monarque absolu, ou par un groupe de personnes formant une élite aristocratique, religieuse, ethnique ou militaire. Les dictateurs prennent le pouvoir par des façons légales, comme Hitler et même Mussolini — bien que tous deux aient provoqué la violence afin d'affaiblir le régime en place — ou illégales, en général par des coups d'État.

Une fois au pouvoir, les dictateurs maintiennent et renforcent leur pouvoir sur le pays par un ensemble de techniques comprenant la répression, la violence, l'assassinat, la justice arbitraire, la propagande, la canalisation du mécontentement, l'utilisation des boucs émissaires et la participation dirigée, entre autres. Ceux qui tentent de réaliser un contrôle total sur tous les aspects de la vie des gens établissent des dictatures totalitaires. Les dictatures autoritaires s'appliquent aux régimes permettant une certaine liberté, qu'elle soit de nature spirituelle, culturelle ou bien économique.

Les régimes établis par Staline et Hitler sont sans doute les régimes les plus totalitaires et sanguinaires de notre siècle, sinon de toute l'histoire. Les victimes de ces deux chefs se comptent par millions. Le régime de Mussolini n'a jamais visé au contrôle total des gens et se classe par conséquent parmi les régimes autoritaires.

Ce sont surtout ces derniers qui ont perduré jusqu'à nos jours. Le contrôle total est devenu presque impossible en raison de la capacité des gens, par le biais de la technologie moderne (radios à ondes courtes, ordinateurs, publications locales illégales, entre autres), d'échapper à la vigilance répressive des autorités. La dernière tentative d'établir un régime totalitaire remonte à l'expérience grotesque de Pol Pot, dictateur de la malheureuse république du Cambodge, entre 1975 et 1979. Cet essai de « refaire » l'être humain et d'imposer une utopie rurale simple et primitive a eu pour résultat la mort, selon certains, d'un tiers de la population.

L'autoritarisme renonce à tout contrôler — il se limite à demander obéissance, laissant les individus plus ou moins libres dans les domaines extra-politiques tels la culture, l'économie, la religion, ou l'entretien des rapports avec l'étranger, entre autres. Les régimes autoritaires visent à assurer l'ordre et la stabilité d'une part, et sans doute l'avancement des intérêts de la classe au pouvoir, d'autre part. Ces régimes se trouvent encore de nos jours, que ce soit en Afrique (Nigeria, Zaïre, Rwanda, Libye, etc.), en Asie (Chine, Indonésie, Afghanistan, Ouzbékistan, Iraq, Iran, Arabie saoudite, etc.), en Europe (Bélarus) ou en Amérique latine (Cuba, Suriname). Ces exemples évidemment peuvent changer au jour le jour, car les régimes autoritaires ne sont pas prêts à exécuter des gens par milliers, comme le faisaient les régimes totalitaires afin de conserver le pouvoir.

TERMES-CLÉS

Acte d'habilitation (les pleins pouvoirs)
apparatchik
aristocratie
autocratie (autocrate)
bouc émissaire
bourgeoisie
bureaucratisation
canalisation du mécontentement populaire
centralisme démocratique
chef charismatique
cœrcition
collectivisation des terres
combat
corporatisme
coup d'État
culte du chef/culte de la personnalité
darwinisme social
« Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité »
démocratie populaire
despotisme
dialectique
dictature conservatrice
dissidence/dissidents
douma
Drang nach Osten
Duce
endoctrinement
élite
état policier
falsification de l'histoire
fascisme
Führer
glasnost
impérialisme
junte militaire
« la solution finale/génocide »
« la victoire mutilée »
Lebensraum
les chemises brunes
les chemises noires
lutte des classes
marxisme-léninisme
matérialisme historique
Mein Kampf
mise en tutelle
monarchie absolue (monarque)
national-socialisme
nomenklatura
oligarchie
organes du gouvernement
- Présidium
- Président
- Soviet suprême
- Soviet de l'Union
- Soviet des nationalistes

organes du Parti communiste
- Secrétariat
- Politburo
- Comité central
- Congrès

Parti communiste
participation contrôlée/dirigée
perestroïka
prolétariat
propagande
purges
putsch
race aryenne
racisme
régime autoritaire
régime totalitaire
répression
« socialisme dans un seul pays »
socialisation des moyens de production
soviets
terreur
théocratie
thèse/antithèse/synthèse
traité de Versailles (1919)
tyrannie
tyrannie de la majorité
tyrannie de la minorité

PERSONNAGES-CLÉS

Hitler
Lénine
Marx
Mussolini
Staline

SYNTHÈSE : SYSTÈMES POLITIQUES

Nous venons de terminer une étude assez approfondie sur les idéologies, l'État et les mécanismes de la vie politique, les régimes démocratiques et les régimes dictatoriaux. Nous avons examiné le développement historique ainsi que la théorie et la pratique de chaque régime. Dans cette synthèse, nous allons faire un bilan de ces systèmes.

Nous venons de terminer la première partie de notre étude, celle portant sur les régimes politiques. C'est le moment de prendre du recul et de comparer les avantages et les inconvénients associés aux régimes démocratiques et dictatoriaux.

Pour vous permettre de mieux saisir les valeurs, les caractéristiques, les attraits comme les faiblesses et les dangers de chaque régime, nous vous suggérons les activités suivantes :

Régime politique : (Démocraties ou dictatures)

Valeurs

_____

_____

etc.

Aspects positifs

_____

_____

etc.

Aspect négatifs

_____

_____

etc.

Bilan

Il s'agit ici de faire le bilan de chaque système de façon schématique. Dressez une liste des aspects positifs et négatifs de chaque régime ainsi que des valeurs qui sous-tendent chacun. Votre liste se présentera de la manière qui suit :

Discussion, table ronde

Votre enseignant pourrait vous demander de former deux équipes, chacune représentant soit la démocratie soit la dictature. Chaque équipe expliquera la raison d'être de son régime, ses valeurs de base et ses principaux avantages, ainsi que ses aspects positifs. Après ces présentations, la discussion s'engagera sur les forces et les faiblesses respectives de ces deux régimes politiques.

Essai argumentatif

Votre enseignant vous assignera peut-être un essai argumentatif à faire.

Comme vous le savez sans doute, l'examen en vue du diplôme pour Études sociales 30 comporte la rédaction d'un essai argumentatif qui vaut 30 % de votre note. À l'examen, on vous **donne un choix** entre deux questions, une portant sur le sujet A et l'autre sur le sujet B. Les types de questions reliées au sujet A sont parfois de nature politique, parfois de nature économique. Comme nous venons de terminer la partie politique de ce sujet, le moment est propice pour examiner d'autres questions d'examen reliées au domaine politique (vous en avez déjà vues au chapitre 3) :

- Le gouvernement canadien devrait-il limiter la liberté individuelle en période de crise économique grave pour éliminer le chômage? Juin 1984
- Tous les citoyens d'une nation devraient-ils avoir la possibilité d'occuper un poste de direction au gouvernement? Juin 1985
- Dans quelle mesure l'État devrait-il être engagé dans les activités de ses citoyens? Juin 1986
- Les gouvernements devraient-ils permettre aux minorités d'exprimer leurs différences d'opinion, si ces opinions diffèrent de celles de la majorité? Janvier 1988

- Les gouvernements devraient-ils permettre les mouvements politiques extrémistes? Juin 1989
- Les nations devraient-elles avoir des régimes politiques pluripartites? Janvier 1990
- Les chefs de gouvernement devraient-ils être principalement motivés par leurs propres croyances idéologiques dans la mise en pratique des programmes nationaux? Juin 1992
- Les décisions politiques devraient-elles être prises d'une façon démocratique? Janvier 1993
- Dans quelle mesure les gouvernements devraient-ils permettre à l'opinion publique d'influencer la mise en œuvre de politiques ou de programmes économiques? Janvier 1994

Ces questions sont complexes et portent délibérément à controverse afin de vous obliger à formuler une position et à la défendre. Tout comme une maison s'appuie sur une fondation ferme et inébranlable, votre prise de position s'appuie sur des bases solides, les arguments, preuves et exemples. La rédaction d'un essai argumentatif requiert que votre prise de position — votre thèse ou opinion — s'appuie sur des bases solides — les arguments et les preuves.

Tout essai contient trois parties. Une introduction, un développement et une conclusion. Dans un essai argumentatif, on retrouve la même organisation, votre prise de position étant le fil conducteur entre les parties. En préparant votre rédaction, il vous faut tenir compte de l'**organisation** et de l'**argumentation**. Voici tout d'abord des conseils pour chaque partie.

Organisation et rédaction d'un essai argumentatif

Introduction

Avant même de prendre position, assurez-vous que vous comprenez vraiment la question. Déterminez le dilemme ou le choix que la question propose. Si nous examinons les questions ci-dessus, nous remarquons que la presque totalité des questions nous oblige à faire un choix entre la liberté d'une part, et le contrôle social et politique de l'autre. Naturellement, la liberté est associée surtout aux régimes démocratiques et le contrôle aux régimes dictatoriaux. Il n'est pas surprenant que l'examen vous oblige à examiner les bienfaits et les méfaits de chaque grande catégorie de régime que nous avons étudié et de prendre position en faveur de l'un d'entre eux. On n'est pas obligé d'appuyer à 100 pour cent l'un ou l'autre. Il est même mieux de faire preuve de discernement et de se positionner quelque part entre les deux extrêmes. Même dans les démocraties, la liberté est parfois limitée, de même que dans les régimes dictatoriaux le contrôle n'est pas toujours total. Il n'en demeure pas moins que vous trouverez certainement des exemples positifs — qui démontrent que quelque chose est bon — ainsi que des exemples négatifs — qui démontrent que quelque chose n'est pas bon — au niveau des régimes démocratiques et dictatoriaux que nous avons étudiés.

Dans votre introduction :

- expliquez pourquoi cette question est importante, complexe et d'actualité;
- identifiez les choix — les positions ou les réactions possibles — auquel le dilemme se prête;
- discutez les valeurs et les visions — les choix de société — qui sous-tendent les choix;
- affirmer votre position.

Développement

Le développement doit comprendre :

- une augmentation qui présente votre position et qui la défend. C'est ici que vous développez l'une après l'autre les raisons (au minimum trois) qui vous ont amené à prendre la position que vous avez affirmée;

- utilisez des preuves/exemples concrets, pertinents et exacts pour appuyer chaque argument;

- rappelez-vous que les arguments peuvent être positifs — ils démontrent la force de votre position — ou négatifs — ils démontrent la faiblesse des autres positions possibles. Les essais les plus forts combinent ces deux éléments : ils démontrent pourquoi les autres positions possibles sont faibles et pourquoi la position que vous avez adoptée est la meilleure.

Conclusion

Votre argumentation vous amène à une conclusion possible — la vôtre. Réitérez-la et tirez les généralisations qui s'imposent.

Argumentation

Voici maintenant des conseils pour élaborer des arguments dans la partie « Développement ».

Vous avez examiné au début du chapitre 5 une pyramide qui montrait comment une prise de position repose sur des arguments qui eux reposent sur des preuves (exemples, faits, idées). Un argument est un raisonnement qui vise à prouver ou à réfuter une position. Un argument répond à la question pourquoi. Donc, il faut avoir des raisons pour appuyer son argument. On peut regrouper les raisons en catégories :

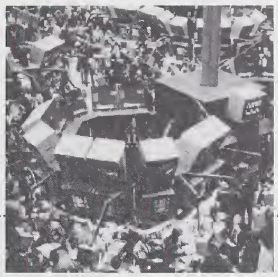
- raisons politiques
- raisons économiques
- raisons pratiques
- raisons morales-humanitaires.
- raisons sociales
- raisons financières
- raisons idéologiques

Voici différentes idées qu'on peut relier à chaque type de raison ou d'argument :

Arguments d'ordre :	Idées	Types de questions à poser
politique	• opinion publique	• Le public appuie-t-il cette proposition ou y a-t-il trop d'hostilité à son égard? (S'il y a trop d'opposition, la « chose » n'est probablement pas « faisable » politiquement.)
	• unité nationale	• Quel impact la proposition a-t-elle sur l'unité nationale? Sur les relations entre les principaux groupes linguistiques, culturels, religieux ou ethniques?
	• raison d'État	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur l'intérêt national et la survie de la nation?
	• prestige	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur le prestige et la réputation de l'État?
	• stabilité	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur la stabilité de l'État?
	• relations internationales	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur les relations que ce pays entretient avec le reste du monde?
économique	• croissance économique	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur la croissance économique?
	• qualité de vie	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur la qualité de vie?
financier	• coût	• Combien coûtera l'adoption de la proposition?
	• déficit/dette	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur la politique budgétaire du gouvernement?
	• taxes/impôts	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur les impôts?
moral et humanitaire	• bien et mal	• La proposition est-elle morale? Contribue-t-elle à améliorer la société? À aider les hommes à mieux assumer leur vocation humaine?
	• justice	• La proposition aide-t-elle à rendre la société ou l'individu plus juste?
	• égalité de chances	• La proposition contribue-t-elle à renforcer l'égalité de chances de tout le monde?
	• épanouissement humain	• La proposition aide-t-elle les individus à réaliser leur potentiel humain?
idéologique	• tradition ou changement	• La proposition défie-t-elle la tradition ou représente-t-elle un changement désirable?
	• bien-être individuel ou bien-être public	• La proposition contribue-t-elle plus au bien-être individuel ou au bien-être collectif? Quelles en sont les implications pour l'individu et pour la société?
social	• paix sociale	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur la paix sociale, c'est-à-dire les relations entre les principaux groupes dans la société? Y aura-t-il tension ou même violence si on la met en application ou si on refuse de l'adopter?
	• famille/communauté	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur les familles et les communautés?
	• les institutions sociales	• Quel impact la proposition aura-t-elle sur les institutions sociales que certains voient comme les piliers de la stabilité sociale (églises, écoles, organisations de charité et de bénévolat)?
pratique	• faisabilité	• La proposition est-elle « faisable » dans le monde réel?
	• efficacité	• La proposition est-elle « efficace »? Représente-t-elle une bonne utilisation de l'argent ou des efforts requis?

PRÉFACE AUX SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Cette deuxième partie traite des systèmes économiques, à l'exception du dernier chapitre qui discute des tendances économiques et politiques de l'heure. Après une introduction générale aux théories économiques, nous traitons à tour de rôle des économies capitalistes, mixtes et centralisées. Lors de chaque étude, nous aborderons la théorie sur laquelle chaque système repose. Nous tenterons aussi de voir dans quelle mesure la pratique se démarque de la théorie. Il va sans dire, qu'au cours des ans, chaque système économique a dû s'adapter aux circonstances et s'est transformé. Il n'y a pas par conséquent d'économie modèle, sauf sur papier. Les économies telles qu'elles existent ont intégré des éléments qui contreviennent à la théorie pure qui les a suscitées. Nous noterons en cours de route ces éléments et les raisons de leur adoption.



CHAPITRE

Théories économiques générales

6

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la rareté et les besoins illimités;
- les trois questions économiques fondamentales à résoudre.

INTRODUCTION

La **science économique** est une science fascinante, mais difficile. En dépit de ce qu'en disent certains économistes, c'est une science inexacte, subjective et controversée. On serait tenté de l'ignorer si ce n'était le fait **que nous sommes tous touchés** par cette discipline, que ce soit **à titre de consommateur ou de producteur, d'entrepreneur ou de salarié, de contribuable ou d'assisté social, de débiteur ou de créditeur**. Bref, nous ne pouvons ignorer l'économie. Au lieu de la fuir, il faut l'embrasser, s'efforcer de comprendre ses principes de base ainsi que ses enjeux et ses controverses. Armés de ces connaissances, nous serons mieux en mesure d'agir pour notre bien économique et pour le bien de notre communauté.

Les années que nous vivons ne sont pas des années faciles. Les emplois se font rares dans certains secteurs tandis que de nouveaux secteurs émergent et créent des débouchés. Le taux de chômage connaît des hauts et des bas, la sécurité d'emploi disparaît, les gouvernements procèdent à des restructurations sociales et économiques et les journaux parlent de globalisation et de compétitivité. Bref, nous sommes dans une période de transition où les croyances, les façons de faire et les structures d'hier sont bouleversées et où les changements se font de plus en plus rapidement. Ce climat peut paraître difficile pour certains, pour d'autres, c'est un défi à relever. Pour vous, encore jeunes, les bras chargés d'énergie et la tête pleine de projets, c'est une partie de votre réalité qu'il vous incombe de comprendre et d'orienter.

Le but des pages qui suivent est de vous initier aux éléments de base de la science économique. Le fonctionnement des différents systèmes économiques eux-mêmes sera le sujet des chapitres ultérieurs. Limitons-nous pour l'instant à faire les premiers pas dans ce qui deviendra un voyage d'aventures vers les lointains horizons de la science économique.

LA RARETÉ

Lorsqu'on parle de l'**économie**, on parle de l'ensemble des faits relatifs à la production, à la distribution et à la consommation des richesses au sein d'une collectivité humaine.

Le défi central de toute économie est de résoudre l'écart entre **la rareté des ressources et les besoins illimités**. La rareté est donc le point de départ de notre voyage.

Que les ressources soient rares n'est pas évident à tout le monde, surtout à ceux qui semblent ne manquer de rien. Une société peut toutefois manquer de ressources naturelles, de main-d'œuvre spécialisée et non spécialisée, de capital physique (moyens de production — usines, outillage, machinerie et infrastructure — routes, voies ferrées, aéroports, route électronique), de capital financier ou de connaissances techniques. Nous avons identifié cinq types de ressources. Certains économistes en ajoutent une autre — l'esprit d'initiative.

Science économique : domaine relié à l'étude de la production, de la distribution et de la consommation des ressources

Économie : ensemble des faits reliés à la production, à la distribution et à la consommation des ressources dans la société

Rareté : pénurie, manque; en économie, ce terme se rapporte au fait que les ressources seront toujours inférieures à la demande, elles sont limitées

DÉSÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

Cette ressource ne se mesure pas; c'est plutôt une qualité du bon entrepreneur : celle de percevoir correctement un besoin à satisfaire et surtout, d'être capable de mobiliser les ressources productives, d'organiser leur interdépendance, pour que la production du bien ou du service requis soit menée à bonne fin. La mobilisation de toutes ces ressources permet une production efficace, ce qui constitue en termes économiques, **l'offre**, car cette production est « offerte » aux consommateurs.

Les besoins, par contre, abondent et croissent rapidement. Qu'il s'agisse d'aliments, de logement, de vêtements, d'éducation, de santé, de transport ou de divertissement, chaque membre de la société éprouve des besoins matériels, financiers et intellectuels illimités. Tous les besoins ne sont pas du même ordre, c'est évident. Vous vous souviendrez de la hiérarchie que Maslow avait établie en ce qui concerne les besoins. Certains besoins sont fondamentaux — nous devons manger, boire, nous abriter et nous protéger des éléments de la nature. D'autres besoins se présentent quand les besoins fondamentaux sont satisfaits. Il y a, de plus, les besoins plutôt artificiels, créés par la publicité et répondant à un sentiment matérialiste poussé. Que ces besoins soient réels ou non importe peu ici. Les individus et les États font marcher l'économie mondiale; ils éprouvent des besoins auxquels il est impossible de répondre complètement, vu la rareté des ressources. Cette expression de besoins ou de désirs d'avoir toujours davantage constitue pour les économistes **la demande**. Une économie doit résoudre **le problème de l'offre (production)** et de la demande (consommation) qui se pose en raison de la rareté des ressources.

TROIS QUESTIONS FONDAMENTALES

Compte tenu de l'impossibilité de répondre aux besoins de tout le monde, tout modèle économique doit se doter d'un système lui permettant de décider qui recevra quoi.

En réalité, tout système économique doit répondre à trois questions fondamentales :

- que produire?
- comment produire?
- pour qui produire?

Examinons chacune de ces questions à tour de rôle.

Offre : la production de biens et de marchandises pour la vente

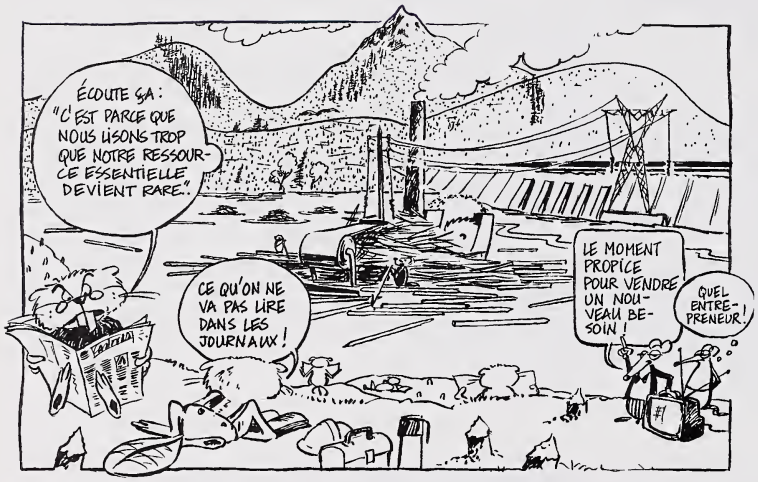
Demande : l'achat de biens et de services par les consommateurs

Que produire?

La réponse à cette question, d'apparence facile, exige des réponses à plusieurs autres questions. Afin de décider ce qu'on veut produire, il faut avoir des idées assez claires sur :

- le marché — qu'est-ce que le public veut? Que va-t-il acheter? À quel prix va-t-il l'acheter?

- la disponibilité des ressources — il existe trois genres de ressources économiques : les matières premières — tous les produits bruts qui viennent directement de la nature, de la terre et de son sous-sol, agriculture, pêche, arbres, minéraux — la main-d'œuvre, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs — fermiers, ouvriers, employés, chimistes — et le capital, c'est-à-dire l'argent ou l'ensemble des installations et des équipements nécessaires à la production.



- l'utilisation des ressources limitées impose une discipline importante car le but, surtout dans un système capitaliste, est d'utiliser les ressources naturelles efficacement. La raison en est toute simple. D'une part, les ressources coûtent cher et il est donc dans l'intérêt de l'entrepreneur d'en utiliser le moins possible et au meilleur prix possible. D'autre part, les ressources non-renouvelables s'épuisent et leur utilisation aujourd'hui prive des générations futures de leur jouissance.

- les **coûts d'opportunité** — la décision d'utiliser une ressource pour répondre à un besoin signifie qu'on n'utilise pas la même ressource pour répondre à un autre besoin. Ce coût s'appelle en science économique un coût d'opportunité. Prenons un exemple : disons que ce soir, vous pouvez soit aller voir un concert de Céline Dion, soit étudier pour votre examen. Si vous allez au concert, le coût d'opportunité est la note que vous avez sacrifiée parce que vous n'avez pas étudié autant que vous auriez pu.

- les valeurs et les préférences personnelles — un entrepreneur, évidemment, a des goûts personnels. Ses préférences le font pencher vers la production de tel ou tel article. De même, l'entrepreneur peut avoir des idées éthiques sur ce qu'il faut ou sur ce qu'il ne faut pas produire. Le fermier qui s'oppose à l'utilisation des pesticides, par exemple, va produire des céréales pour un marché beaucoup plus restreint. Il se peut même qu'il se prive de profits, mais il le fait en connaissance de cause et pour des raisons liées à ses valeurs et à sa philosophie personnelles.

Coût d'opportunité : différence entre le coût de la solution choisie et celui d'autres solutions possibles, mais rejetées

Comment produire?

Cette question se résume à décider quelle combinaison de facteurs de production — utilisation des ressources physiques, humaines et technologiques — sera la meilleure — la plus efficace et la plus rentable, c'est-à-dire donnera le plus de profits.

Pour qui produire?

Cette question pose tout le problème de la distribution de la production. Vu le contexte de rareté dans lequel toute économie opère, il est clair qu'on ne peut pas produire ce que tout le monde voudrait avoir. Il faut donc établir des critères nous permettant de décider qui recevra quoi et en fonction de quelles considérations.

Il existe plus d'une façon de répondre à ces questions. Au cours de l'histoire, les êtres humains ont développé différentes idées à cet égard. Ces idées ont été testées dans la réalité — certaines ont survécu et d'autres non. Les pratiques ayant subi l'épreuve du temps se sont concrétisées en systèmes. Il y a trois modèles de systèmes qui représentent différentes façons de répondre à ces questions. Examinons-les.

LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Chaque pays possède un **système économique** qui lui est propre. Aucun n'est identique. Au niveau des modèles toutefois, nous pouvons établir trois grandes catégories, tout en rappelant que nous parlons de modèles et qu'aucun pays ne suit un modèle à cent pour cent.

Les trois systèmes sont les suivants :

Système économique : type de système utilisé par une société pour la production, la distribution et la consommation des biens et des services

Économie traditionnelle : système basé sur le troc, c'est-à-dire l'échange direct de biens et de services; l'argent n'est pas utilisé

Économie de marché : système économique où les entrepreneurs et les individus sont libres de prendre leurs propres décisions économiques (selon la loi du marché et où les ressources sont la propriété privée de personnes ou de compagnies) et où il n'y a pas d'intervention du gouvernement

L'économie traditionnelle

L'**économie traditionnelle** se retrouve dans les sociétés pré-industrielles, chez des peuples très isolés du monde moderne. Leur système est caractérisé par la durabilité de la tradition et une hostilité généralisée envers l'innovation et le changement. On fait comme on a toujours fait. Les échanges se caractérisent en général par **le troc**, c'est-à-dire **l'échange de biens ou de services, sans utilisation de l'argent.**

L'économie de marché

Aussi appelée économie libérale ou économie capitaliste. **L'économie de marché à l'état pur est caractérisée par une liberté totale des individus dans l'organisation de leur vie économique, sans intervention du**

gouvernement. Ce type d'économie est basé sur la propriété privée et l'entreprise privée. Chacun est libre de vendre ses services et ses produits à qui veut bien les acheter. Le succès ou l'échec de la vente ou de l'achat dépend du prix. Le mécanisme du **prix** est d'une importance cruciale dans une économie libérale, car il constitue le principal stimulus du système et représente le trait d'union entre l'offre et la demande, que nous étudierons plus tard.

Comme nous l'avons dit, le gouvernement est absent dans le marchandage, dans les discussions et négociations, qui se font entre producteurs et acheteurs. Cette absence d'intermédiaire signifie que les règles du jeu doivent être décidées par les acteurs économiques eux-mêmes. Ils sont en contact direct, comme dans l'ancien temps où les gens se rendaient au marché, soit pour vendre leurs produits, soit pour acheter ce dont ils avaient besoin. Ils s'entendaient sur le prix par un processus de marchandage et de négociation. Autrefois un lieu physique, le **marché désigne aujourd'hui l'espace abstrait où acheteurs et vendeurs se rencontrent**. Dans une économie libérale, cette rencontre est libre, elle se fait sans l'intervention du gouvernement. Nous parlons donc d'un **marché libre** qui réunit les producteurs et les consommateurs, c'est-à-dire qu'il sert de point de rencontre entre l'offre et la demande. On ne peut pas exagérer l'importance du marché. **Dans une économie libérale, le marché est roi**. C'est un roi éclairé et bénévole pour certains; un tyran impitoyable pour d'autres.

Dans ce système, les producteurs répondent aux trois questions fondamentales en se basant sur leur compréhension du marché et sur ce qui servira le mieux leurs propres intérêts. Ils produisent ce qu'ils pensent pouvoir vendre. Ils se mettent à la place de l'acheteur et répondent aux besoins existants ou bien créent de nouveaux besoins. Ils associent les facteurs de production les plus efficaces afin de maximiser leurs profits. Ce souci **d'efficacité** constitue une force majeure qui favorise les innovations et les changements. La réponse à la question pour qui produire dépend de l'évaluation de chaque producteur. Certains produisent des articles bon marché destinés à monsieur-tout-le-monde. Ils croient maximiser leurs profits en vendant en grande quantité. D'autres produisent pour un marché très restreint. Ils maximisent leurs profits en vendant très cher un nombre de produits limités. Il est important de se souvenir à ce stade que le marché libre ne mène pas à une distribution égale ou même équitable de la production. Cela se fait en fonction des règles du marché qui n'ont rien à voir avec la justice ou l'équité.

L'économie de commande ou économie dirigée

Aussi appelée économie planifiée ou **économie centralisée**, **l'économie de commande** va à l'encontre de la loi du marché, là où les forts éliminent les faibles, où la compétition règne et où le mot d'ordre est « chacun pour soi ». Les économistes de ce système prônent l'établissement **d'un organisme central, rattaché au gouvernement, qui prend les décisions économiques en fonction du bien commun de la société**. Cet organisme ne vise pas la maximisation du profit, mais plutôt le bien général, celui-ci étant mesuré par l'absence du chômage (le droit au travail est un droit fondamental pour un socialiste) et de l'inflation (l'État fixe les prix, ignorant totalement la « loi de l'offre et de la demande »). Comme ce système repose en théorie sur les valeurs

Marché : lieu de rencontre entre vendeurs (producteurs) et acheteurs (consommateurs)

Efficacité : capacité de produire le maximum de résultats avec le minimum d'efforts, de dépenses

Économie de commande : système économique où l'État est propriétaire des ressources et des entreprises et planifie toutes les activités économiques

de coopération, de partage, de responsabilité sociale et de démocratie économique, les moyens de production appartiennent, non pas aux individus riches et chanceux, mais à tout le monde. Ainsi tous les moyens de production (entreprises, ressources naturelles, capital physique et financier) appartiennent-ils aux travailleurs par l'entremise du gouvernement. C'est ce que les marxistes appellent la socialisation ou l'étatisation des moyens de production. Les décisions économiques sont prises par l'autorité centrale (c'est-à-dire le gouvernement) qui les communique aux entreprises publiques. Les notions au cœur d'une économie libérale, comme le profit et les prix, l'offre et la demande, sont plus ou moins sans importance dans une telle économie. Ces notions « égoïstes et bourgeoises » sont remplacées par le bien commun et le progrès économique et social général.

Cette catégorisation est-elle complète? Certains diraient que non, car nous avons oublié de parler d'**économies mixtes**. Celles-ci échappent toutefois à notre définition d'économie modèle. Elles existent dans la pratique, certes, et se distinguent par un mélange d'éléments empruntés à chacun des deux grands systèmes. Une économie mixte s'éloigne d'une économie de marché modèle car elle permet un degré d'intervention gouvernementale. Elle se distingue d'une économie de commande par le fait que son marché reste essentiellement libre et les principaux acteurs économiques demeurent les entreprises privées. Il s'agit donc d'un système hybride qui mérite une étude plus approfondie, d'autant plus que l'économie de notre propre pays est souvent honorée du titre d'économie mixte.

Résumons ce que nous avons appris quant aux réponses aux trois questions fondamentales :

Questions	Économie traditionnelle	Économie de marché	Économie de commande
Que produire?	Ce qu'on a toujours produit	Ce que le consommateur achètera	Ce que le gouvernement décide
Comment produire?	Comme on a toujours produit	De la façon la plus efficace et la plus rentable	Selon les décisions du gouvernement
Pour qui produire?	Pour les mêmes personnes que d'habitude	Pour ceux ayant les moyens d'acheter	Pour ceux qui, selon les décisions du gouvernement, devront bénéficier du bien ou du service en question

Économie mixte : système économique où co-existe le secteur privé (les entrepreneurs) et le secteur public (l'État)

Comme le tableau l'indique, dans une économie de marché les décisions sont prises en fonction du marché, par une multitude d'individus agissant tantôt à titre de producteurs, tantôt à titre de consommateurs. Dans une économie de commande, par contre, c'est le gouvernement qui prend les décisions économiques au nom de la collectivité et du bien général. Le marché et le mécanisme des prix sont, à l'encontre de la situation dans une économie libérale, subordonnés à des considérations sociales et humanitaires supérieures.

ACTIVITÉ

Questions économiques

Veuillez répondre aux questions suivantes.

1. Pourquoi le phénomène de la rareté est-il la base de la science économique?
2. Expliquez le rapport entre la rareté d'une part, et l'offre et la demande d'autre part.
3. Quelles sont les trois questions fondamentales?
4. Chaque système économique répond à ces questions à sa façon. Évaluez les forces et les faiblesses de chaque système économique à cet égard.

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le terme « économie » se rapporte à l'ensemble des faits relatifs à la production, à la distribution et à la consommation des richesses dans une collectivité humaine;
- l'économie doit avant tout résoudre le problème de la rareté;
- la rareté se rapporte à une situation où les ressources sont limitées (rares) tandis que les besoins sont illimités;
- tout économie répond à trois questions essentielles :
  - que produire?
  - comment produire?
  - pour qui produire?
- il existe trois modèles économiques : l'économie traditionnelle, l'économie de marché et l'économie planifiée;
- un quatrième type d'économie existe, qui combine des éléments de l'économie libérale et de l'économie planifiée. Il s'agit de l'économie mixte dans laquelle les lois du marché (le libéralisme) et l'intervention gouvernementale cœxistent.

APPROFONDISSEMENT

Projet de recherche

Ce chapitre n'a pas été long, une chance, n'est-ce pas! Il a été suffisamment complet, toutefois, pour vous rappeler certaines choses que vous saviez sans doute déjà. L'étude approfondie de chaque système se fera dans les chapitres ultérieurs. À ce stade, nous ne voulions que vous rafraîchir la mémoire et vous sensibiliser à nouveau aux thèmes économiques. Pour vous préparer à l'étude plus complète qui vous attend, nous vous encourageons à suivre dès maintenant, dans les journaux et les périodiques et dans l'espace cybernétique, la discussion des questions économiques, financières et sociales.

Voici un projet de recherche qui vous permettra d'explorer ces médias. Dans les deux semaines qui viennent, repérez des articles traitant de thèmes économiques, financiers et sociaux de l'heure. Faites un résumé de chaque article en y notant l'essentiel dans chaque domaine. Les questions ci-dessous vous serviront de pistes pour votre travail de recherche. N'oubliez pas que beaucoup de ces statistiques sont maintenant disponibles à Internet. Le ministère des Finances est très utile, surtout pour apprendre tout ce que vous voulez savoir et bien davantage sur la politique du gouvernement en matière financière et fiscale. Le discours du budget est une source des plus précieuses à cet égard. N'oubliez pas non plus Statistique Canada.

État général de l'économie canadienne

1. Cherchez les statistiques de base comme : le produit domestique (ou national) brut*, le taux de croissance économique*, le taux d'inflation*, le taux de chômage*, la balance commerciale*, la balance des paiements* (voir glossaire).

2. Qu'en disent les experts? Résumez les opinions générales des experts sur l'état de l'économie canadienne. Quelles tendances se dessinent? Quels problèmes restent à résoudre? Quels sont les points forts et les points faibles de l'économie canadienne?

État des finances publiques et politique budgétaire

1. Cherchez les statistiques de base comme : le montant du déficit* (ou surplus) pour l'exercice* en cours; le montant de la dette*, les frais de la dette*, le % que le déficit représente par rapport au PIB*, le % de la dette par rapport au PIB*, la dette extérieure.

2. Que dit le gouvernement de l'état des finances publiques? Quels sont ses objectifs à court et à long terme?

3. Que disent les experts de la politique gouvernementale vis-à-vis du budget, du déficit, de la dette? Que disent les autres partis politiques?

GLOSSAIRE

Nous tenons à remercier le ministère des Finances du Canada de nous avoir permis de reproduire ici ces définitions tirées, en tout ou en partie, de *Glossaire de termes courants*.

Balance commerciale : la différence entre la valeur des biens et des services exportés et la valeur des biens et des services importés pour un pays. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a **excédent commercial** ou que la balance commerciale est excédentaire; inversement, si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un **déficit commercial** ou sa balance commerciale est **déficitaire**.

Attention : étant donné que, de nos jours, l'activité économique repose en grande partie sur les opérations en capital (c'est-à-dire de nature financière ou monétaire), la **balance des paiements** d'un pays donne une vue plus complète de ses opérations internationales.

Balance des paiements : la présentation comptable de toutes les transactions économiques effectuées entre un pays et le reste du monde au cours d'une période donnée.

La balance des paiements comprend :
- la balance commerciale
- les flux de revenus de placement (les entrées et sorties d'intérêts et de dividendes); ce chiffre additionné à la balance commerciale constitue la balance courante ou **la balance des opérations courantes;**
- la balance des capitaux — compte qui retrace les achats et les ventes d'actifs (les investissements directs et les ventes et achats d'actions et d'obligations) entre le Canada et le reste du monde.

Déficit : écart entre les recettes de l'État (les revenus) et ses dépenses budgétaires pour un **exercice**. Il y a excédent (ou **surplus**) lorsque, au cours de l'exercice, les recettes dépassent les dépenses.

Dette extérieure : dette des Canadiens envers les prêteurs de l'étranger. Ce chiffre comprend la dette de tous les gouvernements canadiens, ainsi que la dette contractée par le secteur privé, moins les dettes des étrangers envers les Canadiens. En 1994, la dette extérieure s'élevait à 339 milliards de dollars, ce qui constitue 45 p. 100 du PIB. Il s'agissait alors de la dette extérieure nette la plus élevée, par rapport à la taille de l'économie, parmi les principaux pays industrialisés. Plus un pays est endetté envers l'étranger, plus il doit tenir compte dans l'élaboration de sa politique économique de la réaction des marchés internationaux.

Dette fédérale : total des déficits et des excédents fédéraux cumulés depuis la Confédération. En 1995, la dette fédérale avait atteint 546 milliards de dollars. En 1975, elle s'élevait à 25 milliards de dollars. Elle équivalait en 1995 à 73 p. 100 de la production annuelle (rapport dette/PIB).

Exercice : période d'un an, qui peut correspondre ou non à l'année civile, pour laquelle un organisme établit ses états financiers ou comptes. L'exercice du gouvernement fédéral et des provinces va du 1er avril au 31 mars.

Frais de la dette : les intérêts payables au titre de la dette fédérale. Atteignant 42 milliards de dollars en 1994-95, ils représentaient environ 34 cents de chaque dollar de recettes perçu par le gouvernement fédéral. En 1994-95, les intérêts sur la dette représentaient plus que la totalité du déficit annuel.

Produit intérieur brut (PIB) : valeur totale de tous les biens et services produits au Canada au cours d'une année donnée. Aussi appelé tout simplement production, le PIB mesure également le revenu généré par la production au Canada. En 1994, le PIB du Canada s'élevait à 750,1 milliards de dollars. Le PIB est l'indicateur le plus cité pour donner une indication de la taille d'une économie.

Rapport déficit/PIB : mesure du déficit en pourcentage du produit intérieur brut du Canada. Ces chiffres donnent une idée de l'ampleur du déficit par rapport à l'économie.

Rapport dette/PIB : mesure de la dette en pourcentage du produit intérieur brut du Canada. Le rapport dette/PIB est particulièrement utile pour évaluer notre capacité d'endettement et de remboursement.

Taux d'inflation : taux moyen de hausse (de baisse) des prix. Quand les économistes parlent de l'inflation comme d'un problème économique, ils font généralement allusion à une hausse persistante du niveau général de prix au cours d'une période donnée — qui donne lieu à une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie nationale.

Taux de chômage : nombre de personnes au chômage, exprimé en pourcentage de la population active. Étant donné que le taux de chômage se rapporte à la taille de la population active, il peut arriver qu'il reste inchangé ou même qu'il augmente quand la population active croît, même si de nouveaux emplois sont créés.

Taux de croissance : augmentation, exprimée en pourcentage, de la production de biens et de services au cours d'une période déterminée. La croissance nominale est l'augmentation mesurée en incluant les variations de prix. La croissance réelle est l'augmentation mesurée après élimination des variations de prix. Lorsqu'on parle de croissance ou de croissance économique, il peut s'agir de l'une ou de l'autre des deux mesures.

Par exemple, le PIB du Canada est passé, de 1993 à 1994, de 712,9 à 750,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 5,2 p. 100, qui constitue la croissance nominale en 1994.

Les statisticiens et les économistes se servent de ce qu'ils appellent des dollars constants pour mesurer la croissance en éliminant les variations de prix. Le PIB en dollars constants est mesuré à l'aide des prix d'une année de base ou de référence. Les variations du PIB en dollars constants reflètent l'évolution de la production réelle ou effective. L'année de référence actuellement utilisée par Statistique Canada est 1986. Notre PIB réel (production réelle) s'élevait en 1994 à 597,9 milliards en dollars de 1986, comparativement à 571,7 milliards en 1993 — soit un taux annuel de croissance de 4,6 pour cent.

Situation socio-économique

L'économie détermine en grande partie la vie sociale des gens. Dans cette partie du devoir, nous voulons examiner le rapport entre le domaine économique et le domaine social. Nous chercherons ici des statistiques et des analyses relatives à des questions concernant la politique sociale du gouvernement, la pauvreté, la distribution de la richesse, le décrochage scolaire, le niveau d'éducation en général, ainsi que le crime. Nous n'attendons pas que vous trouviez des informations sur chacune des questions ci-dessus. Parmi ces questions, choisissez-en une et expliquez-la.

Les adresses suivantes vous seront utiles si vous avez accès à Internet :

- Le Conseil canadien de développement social
- Le Centre canadien de politiques alternatives
- Le Conseil des Canadiens

1. Politique sociale du gouvernement — statistiques à rechercher : % des dépenses publiques accordées au secteur des programmes sociaux; ratio dépenses sociales/PIB. Quelle est la politique du gouvernement en matière sociale? Qu'en disent les experts? Qu'en disent les autres partis politiques? Quelles sont les conséquences de la politique gouvernementale dans ce domaine?

2. Pauvreté — quel pourcentage de la population canadienne est considérée pauvre? Où habitent les pauvres? Quel secteur de la population est le plus susceptible d'être pauvre? Qu'est-ce qui explique la pauvreté au Canada?

3. Distribution de la richesse — comparez le revenu des 10 % des personnes les plus riches, avec les 10 % des personnes les plus pauvres au Canada. Quel est le ratio? Comparez le salaire moyen d'un président-directeur général (PDG) avec le salaire moyen d'un travailleur? L'inégalité croît-elle ou diminue-t-elle au Canada?

4. Décrochage scolaire et niveau d'éducation des Canadiens — quel pourcentage de jeunes ne finit pas l'école secondaire? Quel est le taux d'alphabétisation fonctionnelle au Canada? Quelles sont les conséquences de cette situation?

5. Crime — quelles sont les statistiques relatives aux différentes formes de crime au Canada? Quelles sont les tendances? Y a-t-il un rapport entre la situation économique et le crime?

Synthèse : Écrivez un éditorial qui établit et défend votre position sur la politique à suivre à l'égard d'un des sujets ci-dessus.

ENCADREMENT POLITIQUE DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Tous les pays ont un gouvernement et un type d'économie. Ces deux systèmes cohabitent, se complètent et se recoupent. Jusqu'ici, nous les avons étudiés plus ou moins séparément. Nous devons maintenant examiner les rapports entre eux.

Il est évident que des éléments et valeurs communs à certains systèmes politiques et économiques les prédestinent à cohabiter. La liberté est une valeur commune à la démocratie et à l'économie de marché, et il n'est pas surprenant de découvrir que la plupart des États démocratiques possèdent une économie capitaliste. De la même manière, le désir de contrôler et de tout centraliser est commun aux dictatures et aux économies planifiées. Nous ne sommes donc pas surpris de trouver, au moins sur le plan historique, bon nombre de dictatures pratiquant la planification centralisée. (Nous parlons évidemment de dictatures marxistes.)

Il y a toutefois des exceptions à la règle. Certains régimes ont tenté ce qui peut sembler à première vue illogique. La Chine, de nos jours, tente de « libéraliser » l'économie sans libéraliser la vie politique. Elle introduit de nombreuses mesures capitalistes — la libre entreprise, la vente au secteur privé de certaines entreprises gouvernementales, la déréglementation, la décollectivisation des terres agricoles, la décentralisation de la prise de décision, une politique de porte ouverte à certains investissements étrangers — tout en gardant un contrôle ferme sur la vie politique du pays. Le citoyen ordinaire vit donc une certaine « schizophrénie » : il est de plus en plus libre sur le plan économique, mais reste sous la tutelle paternaliste du Parti communiste chinois pour tout ce qui est d'ordre politique. Il est plus ou moins libre de choisir sa carrière économique, de profiter de sa propre initiative et de faire fructifier son argent en l'investissant, mais ne jouit d'aucune liberté d'expression et n'a aucun choix politique lors des élections. Les nazis, de leur côté, ont établi une des dictatures les plus féroces tout en conservant, théoriquement du moins, le système capitaliste. Il est vrai que des entreprises allemandes ont dû collaborer étroitement avec le gouvernement nazi. Il n'en est pas moins vrai que ces entreprises n'ont pas été nationalisées et ont pu conserver une indépendance théorique.

Les social-démocraties ont tenté l'inverse, c'est-à-dire d'établir une démocratie politique tout en pratiquant un interventionnisme important dans l'économie. Les sociaux-démocrates n'y ont vu aucune contradiction. Pour eux, les deux systèmes reposent sur la recherche de l'égalité, d'une vraie liberté — on n'est pas libre si on est esclave des forces du marché — et d'une vraie démocratie — la capacité de prendre part aux décisions politiques et économiques.

Toutes les combinaisons possibles existent :

liberté politique + liberté économique
liberté politique + contrôle économique
contrôle politique + liberté économique
contrôle politique + contrôle économique.

Pour mieux voir ces combinaisons possibles, consultons le diagramme suivant. Il se dessine autour de deux axes : l'axe vertical représente les systèmes politiques allant du contrôle total — la dictature — à la liberté totale — la démocratie — et l'axe horizontal représente les systèmes économiques se répartissant eux aussi, entre le contrôle total et la liberté totale. Le type de régime politico-économique qui correspond à chaque possibilité y est indiqué. Parfois, plus d'un type de régime se trouve dans le même quadrant. Il s'agit, dans ce cas, de régimes qui sont assez similaires, mais qui présentent des différences de degré.

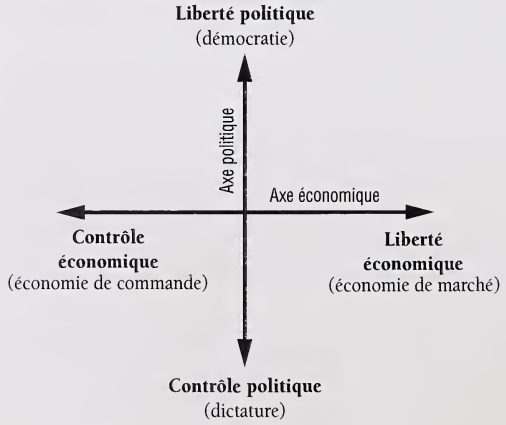
ACTIVITÉ

Combinaisons des systèmes politiques et économiques

1. Reproduisez le diagramme suivant et indiquez où se trouveraient les régimes et gouvernements suivants :

- le régime conservateur classique;
- le régime conservateur moderne — c'est-à-dire un régime néo-libéral;
- le gouvernement albertain actuel;
- le gouvernement canadien actuel;
- le gouvernement américain actuel.

2. Justifiez votre décision dans une ou deux phrases.



FAISONS LE POINT

Nous avons rencontré dans ce chapitre un nombre restreint de concepts qui sous-tendent toute discussion économique. Parmi eux, la notion de rareté prend une importance hors mesure, car toute la problématique de l'économie en dépend. C'est parce qu'il n'y a pas suffisamment de ressources pour répondre aux besoins et aux désirs de tout le monde qu'il faut mettre en place une façon de déterminer qui aura quoi et à quel prix. La tentative de résoudre ce problème mène à l'élaboration de différents systèmes, chacun opérant à partir de certaines valeurs et de certaines conceptions du bien. Au cours de ce siècle, deux grands systèmes économiques se sont confrontés, chacun se voulant l'incarnation même du modèle théorique, bien qu'ils s'en écartaient dans la pratique. Le système d'économie de marché, né de la révolution industrielle ainsi que des philosophies du laissez-faire, et célébré par les États-Unis, a rivalisé avec un autre modèle — celui de l'économie planifiée, celle-là originaire de l'Union soviétique et pratiquée dans tous les pays marxistes.

Ces deux grands modèles économiques ont inspiré la plupart des gouvernements depuis 1917. Certains ont tenté de tracer une troisième voie — la voie social-démocrate. La social-démocratie emprunte ses idées et ses pratiques aux deux systèmes; elle se rapproche plus cependant du libéralisme économique que de l'économie planifiée. L'addition de la voie social-démocrate nous donne trois systèmes économiques à examiner et c'est ce que nous ferons dans les chapitres 7 à 9.

TERMES-CLÉS

besoins
consommation
coûts d'opportunité
demande
économie traditionnelle
économie libérale/de marché
économie de commande
économie centralisée
économie dirigée
économie mixte
économie planifiée
efficacité
esprit d'entreprise
marché
moyens de production
offre
production
rareté
ressources

CHAPITRE

Les économies libérales ou de marché

7

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la théorie du libéralisme économique;
- la pratique du libéralisme économique;
- les côtés positifs du libéralisme économique;
- les problèmes associés aux économies de marché;
- les défis confrontant le libéralisme économique;
- les changements opérant à l'intérieur des économies de marché, compte tenu de la conjoncture actuelle et l'émergence du néo-libéralisme.

INTRODUCTION

Le libéralisme, comme vous le savez, comporte un volet politique et un volet économique. Les deux se sont développés plus ou moins en même temps, c'est-à-dire à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle. Les deux reposent sur une valeur fondamentale : la **liberté**. La liberté politique dénote essentiellement le respect des droits civils comme, entre autres, le droit de vote, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion et d'association. Ces libertés, que nous tenons aujourd'hui pour acquises, ont été difficilement gagnées au cours des ans et forment la base de tout régime politique libéral contemporain.

L'expression « libertés économiques » est plus ambiguë. Dans un premier temps, elle dénotait le droit des individus de fonder des entreprises, de vendre et d'acheter à leur guise, d'embaucher et de licencier les travailleurs; bref, de faire plus ou moins ce qu'ils voulaient sur le plan économique. Plus tard, certaines personnes ont utilisé ces termes pour parler des droits économiques des travailleurs. Dans ce sens, cette expression veut dire le droit au travail, le droit à une rémunération décente, et le droit de travailler dans des conditions saines. Nous utiliserons cette expression dans son sens original, c'est-à-dire pour désigner le droit des individus d'exercer leur liberté sur le plan économique, sans réglementation extérieure, que ce soit de la part des gouvernements ou des syndicats. En économie, un individu est libre quand il peut vendre, acheter, embaucher, licencier et établir ou vendre des entreprises à sa guise.

Les termes suivants sont des synonymes d'économie libérale :

- **capitalisme**
- **économie de marché**
- **économie capitaliste**
- **économie libre**
- **économie déréglementée**
- **économie du « laissez-faire »**
- **régime des prix**.

LA THÉORIE DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Capitalisme : idéologie (ou système) basée sur la propriété privée des moyens de production et sur la libre entreprise; il met l'accent sur l'intérêt de l'individu et sur le profit

Mercantilisme : politique selon laquelle les États vendent plus de produits qu'ils n'en achètent aux pays étrangers

Tout comme le libéralisme politique qui se développe au cours des XVIIIe et XIXe siècles en réaction à l'absolutisme, c'est-à-dire au contrôle politique absolu du monarque, le libéralisme économique se développe à la même période, en réaction contre la trop grande influence et le contrôle du gouvernement dans les affaires économiques.

À l'époque, les gouvernements exerçaient ce contrôle par le biais d'une politique appelée le **mercantilisme**. **Le mercantilisme était une solution politique pour encourager le développement de l'industrie et du commerce**; deux secteurs qu'on croyait alors à l'origine de l'enrichissement de l'État. Chaque État adoptait une série de mesures pour s'enrichir en

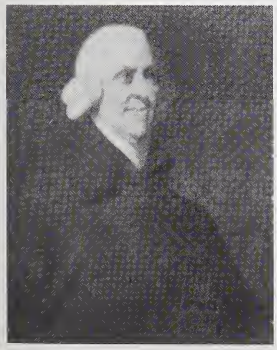
augmentant ses exportations, tout en limitant ses importations. Cette tâche revenait par sa nature même à l'État. L'économie était ainsi une affaire d'État. Le pouvoir et le prestige d'un État dépendaient de la croissance économique qui dépendait à son tour de l'accumulation des réserves en or et autres devises venant de l'étranger. L'État s'enrichissait s'il pouvait augmenter l'écart entre les exportations et les importations. Le mercantilisme avait son volet colonial aussi et en tant qu'habitants d'un pays autrefois colonisé, c'est à ce titre que nous comprenons le plus le mercantilisme. Selon le raisonnement mercantiliste, les colonies étaient utiles, car elles fournissaient des matières premières à bon marché et constituaient des marchés d'écoulement pour les produits manufacturés. C'est pour cela que les métropoles — les puissances colonisatrices — prohibaient ou décourageaient l'industrialisation dans leurs colonies. Les colonies n'étaient pas censées faire concurrence à leur mère patrie sur ce plan, car un tel développement industriel ferait baisser le volume et la valeur des exportations de la mère patrie.

Mesures entreprises pour enrichir l'État et la nation selon la théorie mercantiliste :

Monopole : situation dans laquelle la concurrence n'existe pas sur le marché car il y a un vendeur unique (une grosse compagnie, une entreprise d'État par exemple)

- création de manufactures d'État — ces compagnies appartenaient à l'État, ex. : la manufacture Gobelins en France;
- politique protectionniste sélective — les matières premières entrent au pays sans payer de droits de douane, mais l'importation de produits manufacturés est sévèrement taxée;
- aide gouvernementale à l'exportation des produits nationaux;
- création de compagnies commerciales d'État ou de **monopoles** privés jouissant de l'appui de l'État (ex. : La Compagnie de la Baie d'Hudson);
- développement des transports, en particulier maritimes;
- encouragement à la colonisation.

Les premiers à contester ce raisonnement et à mettre en doute l'idée que de telles mesures menaient à l'enrichissement de l'État ont été un groupe d'économistes français appelés les « physiocrates ». S'inspirant de la découverte de « lois naturelles » dans le domaine « physique », ils se sont employés à trouver de pareilles « lois » dans le domaine économique. Le nom « physiocrates » provient de cet effort d'appliquer les « lois physiques » au domaine économique. Les physiocrates croyaient avoir trouvé des éléments de la loi naturelle économique. D'après cette loi, **l'État devait réduire son intervention** et **supprimer les entraves** ou obstacles au développement des secteurs de l'agriculture et du commerce. Lorsqu'on leur a demandé ce que l'État devait faire pour encourager la croissance économique, ils ont répondu : « **laissez-faire** ». Ainsi est né le terme qu'on appliquera dorénavant à cette école philosophique dont Adam Smith, célébré comme le père du libéralisme économique, n'est que le prolongement.



Adam Smith

Adam Smith (1723 - 1790)

L'œuvre d'Adam Smith, plus particulièrement son ouvrage majeur, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)*, marque un tournant dans l'histoire de la pensée économique.

Ce qui fait la spécificité de ce philosophe écossais, ce n'est pas d'avoir jeté les bases du libéralisme économique — les physiocrates l'avaient déjà fait. C'est plutôt d'avoir perfectionné la pensée et le raisonnement des physiocrates et de l'avoir fait au moment même où naissait en Grande-Bretagne une révolution industrielle et sociale dont le développement rendait nécessaire une philosophie économique favorable à ce libéralisme. Smith est devenu le symbole même de ce changement, celui qui a légitimé ce qui se passait sur le plan économique, comme John Locke l'avait fait sur le plan politique pour la révolution glorieuse de 1688.

La loi selon Adam Smith

La pensée de Smith repose sur les prémisses suivantes :

- l'individu est doté de raison et peut lui-même déterminer et poursuivre ses propres intérêts (cette notion est à la base de toute forme de libéralisme);

- le travail est la source de toutes les richesses;

- on ne peut accroître les richesses d'un État qu'en augmentant la production des biens; cet argument s'adressait aux mercantilistes qui croyaient que l'afflux d'or et d'argent, ainsi qu'un excédent de la valeur des exportations par rapport aux importations étaient à l'origine de l'enrichissement de l'État;

- on peut augmenter la production des biens en s'appuyant sur les principes de :

  - la propriété privée
  - la loi du marché
  - le profit
  - la compétition (la concurrence)
  - la division du travail.

- L'économie fonctionne comme une machine dirigée par **une main invisible**. Smith utilise cette expression pour suggérer que l'économie fonctionne seule, sans intervention de la part du gouvernement. Rappelez-vous qu'à l'époque, les philosophes croyaient que le monde fonctionnait, lui aussi, comme une machine. Cette machine aurait été mise en marche par le Créateur qui, depuis sa création, s'est abstenu d'intervenir. Smith utilise donc une métaphore « la machine » qui était courante à l'époque.

Main invisible : principe d'Adam Smith selon lequel les forces du marché — la loi de l'offre et de la demande — régissent l'économie

- Par un **effet d'entraînement** (trickle-down theory), une économie libérale profite non seulement aux individus, mais à la communauté toute entière. Selon Smith, la poursuite de l'intérêt individuel conduit inéluctablement à l'intérêt général. Quand un individu tente de prospérer et de s'enrichir, il investit, il crée des emplois, il fait des achats, il paie des salaires; toutes ces activités profitent aux autres et entraînent l'enrichissement de la communauté. La pratique du capitalisme n'est donc

pas, selon Smith, une activité égoïste ou immorale. Le bien commun n'est pas un objectif en soi chez un capitaliste, mais c'est quand même la conséquence de ses efforts.

- La liberté économique s'applique aussi bien au plan international qu'au plan national. Par conséquent, c'est le **libre échange** qui devrait constituer le principe de base du commerce international. Les gouvernements ne devraient pas tenter de réglementer le commerce par le biais de droits de douane ou par d'autres mesures protectionnistes. Le mot d'ordre, même au niveau international, continue d'être « **laissez-faire** ».

ACTIVITÉ

Adam Smith et les principes fondamentaux du libéralisme économique

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Expliquez le sens des termes ou expressions suivants :

   - le mercantilisme
   - l'effet d'entraînement
   - la main invisible
   - le « laissez-faire ».

2. Lisez les extraits suivants tirés de *La Richesse des nations* de Adam Smith. Quel principe tente-t-il de démontrer dans chacun des extraits?

Extrait A

« Chaque individu met sans cesse tous ses efforts à chercher, pour tout le capital dont il peut disposer, l'emploi le plus avantageux : il est bien vrai que c'est son propre bénéfice qu'il a en vue, et non celui de la société; mais les soins qu'il se donne pour trouver son avantage personnel le conduisent naturellement, ou plutôt nécessairement, à préférer précisément ce genre d'emploi même, qui se trouve être le plus avantageux à la société.

[...] puisque chaque individu tâche, le plus qu'il peut, 1) d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, et 2) de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté; et en dirigeant cette industrie de manière que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par **une main invisible** à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions [...]. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler ».

Extrait B

« Quant à la question de savoir quelle est l'espèce d'industrie nationale que son capital peut mettre en œuvre, et de laquelle le produit promet de valoir davantage, il est évident que chaque individu, dans sa position particulière, est beaucoup mieux à même d'en juger qu'aucun homme d'État ou législateur ne pourra le faire pour lui ».

Extrait C

« La maxime [règle] de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui lui coûtera moins à acheter qu'à faire. [...] Ce qui est prudent dans la conduite de chaque famille en particulier, ne peut guère être folie dans celle d'un grand empire. Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage ».

LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Une économie libérale fonctionne de façon **naturelle, c'est-à-dire sans intervention du gouvernement et selon les lois du marché**.

Une économie libérale résout les trois problèmes économiques fondamentaux de la façon suivante :

Quoi produire? — ce sont les demandes des consommateurs qui déterminent quels biens produire. Les entreprises tentent de répondre aux besoins des consommateurs ou bien de créer des demandes auxquelles elles répondront par la suite. Mais c'est le consommateur qui détermine ce qui est offert sur le marché et le prix des marchandises par ses achats. Ce pouvoir du consommateur sur le marché représente le principe de **la souveraineté du consommateur**.

Comment produire? — afin de maximiser leurs profits, les entrepreneurs ont intérêt à produire d'une façon efficace et peu coûteuse. Ils choisissent donc les méthodes de production les moins chères et ils cherchent à optimiser la productivité de leur main-d'œuvre. Ces exigences amènent les entrepreneurs à valoriser l'innovation et à apprécier l'initiative créatrice. Ce désir de rationaliser la production, de réduire les coûts et d'augmenter les profits, suppose l'existence de la concurrence. Autrement, il n'y a aucune incitation à économiser ou à innover.

Pour qui produire? — c'est l'offre et la demande qui déterminent les salaires et les prix et, par conséquent, quel individu obtiendra telle ou telle proportion des biens et services produits. Les gens dont l'expertise est en demande sur le marché du travail peuvent demander de plus gros salaires, ce qui leur donnera la possibilité d'acheter plus de biens. La proportion des biens et des services que chaque consommateur (tout le monde est consommateur à un moment donné) peut acheter dépend de ses ressources. **Les individus ayant le plus de ressources achèteront plus que les individus ayant peu de ressources. L'économie libérale mène ainsi à des inégalités au niveau de la répartition de la production nationale**.

Ayant vu comment une économie capitaliste répond aux trois questions fondamentales de la science économique, nous pouvons maintenant examiner le fonctionnement de chacun des éléments d'une économie de marché.

La propriété privée

Dans une économie libérale, la propriété appartient aux particuliers, c'est-à-dire aux individus, et non pas au gouvernement ou à l'État. Les individus à titre individuel ou collectif — en mettant leur argent ensemble dans des compagnies — possèdent les moyens de production — usines, entreprises, commerces, terre, matériel de production — ainsi que les biens de production — maisons, biens de consommation, etc. Puisque le commerce est libre, ces individus

peuvent acheter ou vendre cette propriété à leur guise. Ils peuvent aussi accumuler la propriété au cours des générations et la léguer à leurs enfants.

Les partisans de l'économie de marché défendent la propriété privée à base d'arguments d'ordre :

- moral — la liberté est essentielle pour que l'homme assume sa vocation d'homme. L'homme doit donc être libre de penser, de créer, d'initier et de posséder.

- psychologique — l'homme est motivé à travailler et à produire quand il peut garder les fruits de son travail.

- économique — le désir de posséder davantage accroît la demande et stimule ainsi la production. Plus on produit, plus il y a d'emplois et moins il y a de chômage.

Les adversaires de la propriété privée la voit comme source de nombreux maux socio-économiques. Jean-Jacques Rousseau l'a décriée dans les premiers paragraphes de la deuxième partie de son œuvre, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* :

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : "Ceci est à moi" et trouva des gens assez simples pour le croire fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eurent point été épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : Gardez-vous d'écouter cet imposteur! Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne. »

D'autres craignent qu'elle mène à l'inégalité économique, étant donné qu'elle permet la concentration de la richesse entre les mains de quelques personnes. Dans une brochure intitulée *Qu'est-ce que la propriété?*, le socialiste utopique et anarchiste français, P. J. Proudhon, a maintenu tout simplement que « la propriété, c'est le vol ». Proudhon affirme que la concentration de la propriété entre les mains de quelques individus représente un vol par rapport à la communauté, qui se voit ainsi privée de la jouissance de cette même propriété. Pour sa part, Karl Marx prédit que le droit de posséder le capital conduira le capitalisme à sa mort. Selon lui, le capital sera concentré entre les mains de moins en moins d'individus, menant à l'appauvrissement progressif de la majorité qui, à un moment donné, se soulèvera contre cette minorité bourgeoise et mettra fin à ce système économique qui ne bénéficie qu'à un petit nombre.

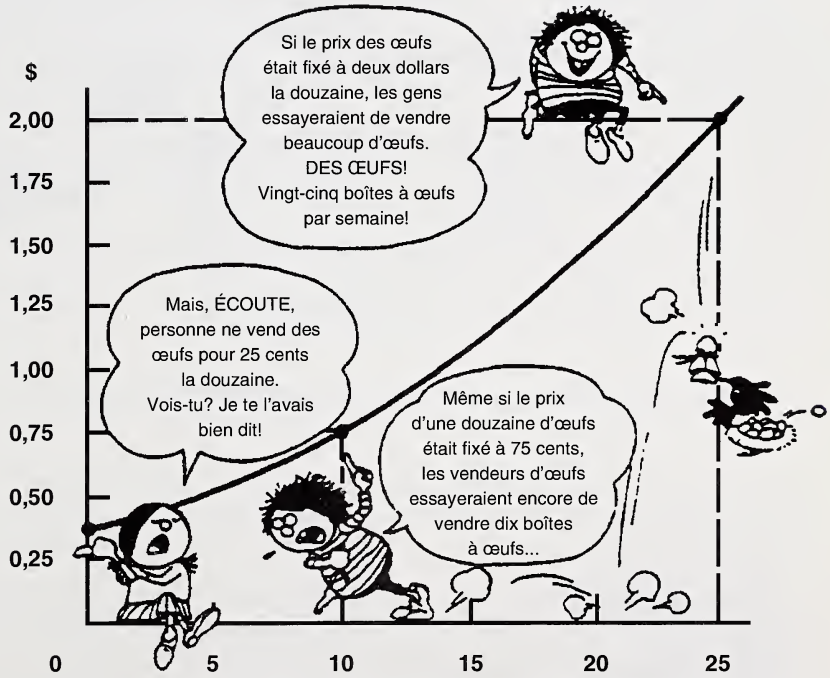
La loi du marché

Le **marché** est le lieu de rencontre des acheteurs et des vendeurs. C'est la loi de l'offre et de la demande qui détermine le prix des produits mis en marché. Ce prix est déterminé de façon « naturelle », c'est-à-dire sans intervention gouvernementale. Comme les tableaux ci-dessous l'indiquent, le prix s'établit là où la courbe de l'offre rencontre la courbe de la demande, c'est-à-dire là où l'offre rencontre la demande.

Voyons tout d'abord comment l'offre fonctionne. Supposons que vous êtes éleveur de poules et que vous avez des œufs à vendre. Si les prix montent, vous allez augmenter votre production pour mettre plus d'œufs sur le marché et faire ainsi plus de profits. Si les prix baissent, vous allez faire moins de profit et peut-être vendre vos poules pour vous lancer dans la production d'autre chose qui vous rapportera plus d'argent. Le tableau 1 résume cette situation : la production, c'est-à-dire l'offre, monte à mesure que les prix montent.

Tableau 1 — La courbe de l'offre

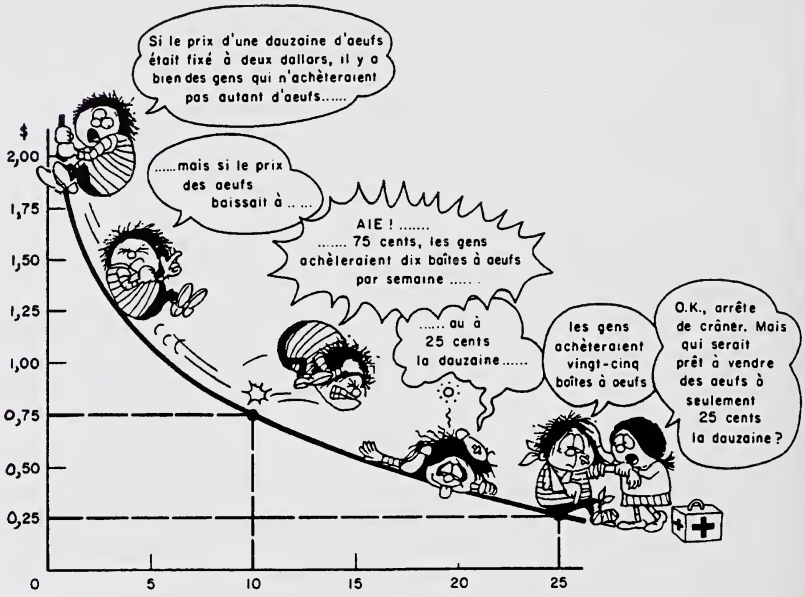
Plus le prix des œufs est élevé, plus les gens s'essayeront à vendre des œufs.



La quantité offerte (nombre de douzaines par semaine)

La situation est tout autre pour ce qui est de la demande. Les consommateurs achètent de moins en moins de produits à mesure que les prix montent. Ils en achètent plus lorsque les prix baissent. La courbe de la demande se dessine donc comme suit :

Tableau 2 — La courbe de la demande



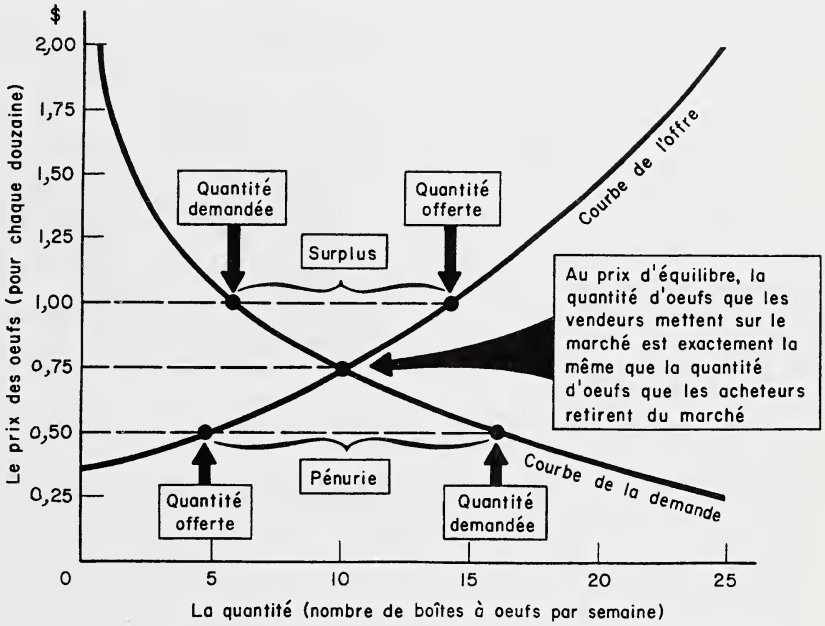
La quantité demandée (nombre de douzaines par semaine)

E.V. Bowden, *Abridged Economics, The Science of Common Sense,* South Western Publication, Cincinnati, 2nd ed, 1978.
Tableau 1, p. 293;
Tableau 2, p. 295;
Tableau 3, p. 297.

Si nous superposons la courbe de la demande sur la courbe de l'offre, nous voyons qu'elles se croisent. Leur point de rencontre représente la jonction de l'offre et la demande; c'est là que le prix s'établit.

Tableau 3 — L'offre et la demande pour les œufs

Plus le prix des œufs est bas, plus les gens essayeront d'acheter des œufs.



C'est seulement lorsque la « quantité offerte » est égale à la « quantité demandée » que le marché sera en équilibre.

Dans une économie de marché, **les prix sont très instables**, car la quantité des produits offerts et la quantité des produits demandés peuvent changer du jour au lendemain.

Prenons le café comme exemple. Supposons qu'une forte gelée ravage les plantations de café du Brésil. L'offre sur le marché mondial va diminuer à son tour. La demande, par contre, reste stable. Qu'arrivera-t-il aux prix? Les prix vont monter car le café est devenu plus rare et donc plus difficile à acquérir. Si l'année suivante, le climat revient à la normale, les prix pourront tomber à leur niveau habituel s'il y a une augmentation de la production. À partir de cet exemple, on peut tirer certaines conclusions générales relatives au

comportement des prix dans une économie de marché :

- Si l'offre dépasse (>) la demande, les prix baissent (↓).
- Si l'offre est inférieure (<) à la demande, les prix montent (↑).
- Si l'offre rencontre ou est égale à la demande, les prix restent stables.

Les économistes utilisent différents termes pour décrire les situations soulevées ci-haut :

- l'offre > la demande = surplus ou excédent
- la demande > l'offre = pénurie.

La loi de l'offre et de la demande dans une économie détermine le prix de toutes sortes de produits et services dont :

- les prix des biens de consommation;
- les prix des services (avocats, lignes aériennes, restaurants, etc.);
- la valeur de la monnaie d'un pays par rapport à un autre (s'il y a de la demande pour le dollar canadien, par exemple, sa valeur par rapport aux devises (monnaies) étrangères montera;
- les salaires;
- le prix des **actions** cotées en **Bourse** (pour comprendre l'opération de cette dernière, lire l'activité qui suit).

Action (Bourse) : certificat d'investissement représentant une partie du capital d'un compagnie et donnant droit à des bénéfices (les dividendes)

Bourse : lieu où on achète et vend des actions

APPROFONDISSEMENT

L'économie de marché et l'opération de la Bourse

Cette activité suppose que vous avez accès à un journal donnant les **cotes** de la Bourse albertaine. Celles-ci se trouvent généralement dans la section des affaires. Là vous trouverez des colonnes listant les compagnies et leurs valeurs boursières. C'est en émettant des actions que les compagnies financent leurs activités. En achetant des actions, l'individu achète une part de la compagnie. L'individu peut acheter ses actions à long terme ou à court terme. S'il adopte la dernière stratégie, c'est parce qu'il croit que la valeur des actions montera assez rapidement pour lui permettre de faire un profit en peu de temps.

Pour comprendre tout cela, prenons un exemple fictif. Imaginons une compagnie appelée Tri-X qui produit des logiciels pour ordinateurs. Pour démarrer son financement, cette compagnie a émis 1 000 000 d'actions à 1 $ l'action et toutes ont été vendues. Vous aviez décidé à l'époque de ne pas en acheter, car vous aviez des doutes quant à la survie de la compagnie. Un an plus tard, vous vous rendez compte que cette compagnie est très prometteuse et vous décidez que l'achat de ces actions serait un bon investissement. Comme toutes les actions ont été vendues, il faut trouver quelqu'un qui est prêt à vendre les siennes. C'est là le rôle de la Bourse. La Bourse est le lieu de rencontre entre acheteurs et vendeurs des actions. Comme vous ne pouvez pas vous y rendre vous-même, vous devez passer par un professionnel, appelé un courtier, et vous lui demandez d'acheter en votre nom un certain nombre d'actions. Évidemment, vous allez payer ces actions plus cher que si vous les aviez achetées il y a un an. Les bons résultats que connaît la compagnie font monter la demande pour ses actions et donc monter le prix de chaque action. Pour avoir une idée du prix, vous consultez le journal et les cotes. Là vous verrez plusieurs colonnes. Choisissez la colonne qui donne le prix à la fermeture du marché. Les prix des actions changent de jour en jour, en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Pour connaître la tendance générale, cherchez la colonne qui indique le changement dans le prix par rapport à la journée précédente.

Maintenant que vous savez lire les cotes de la Bourse, nous pouvons continuer avec notre activité.

Les règles de l'activité sont les suivantes :

- Vous avez 1 000 $ à investir. Vous pouvez utiliser la somme totale ou une partie de la somme pour acheter des actions en Bourse.
- Vous pouvez acheter les actions d'une compagnie ou de plusieurs compagnies.
- Chaque achat et chaque vente vous coûtera 40 $ en frais de transaction (les frais demandés par votre courtier).
- Vous pouvez vendre vos actions et en acheter d'autres au cours de la durée

Cote : valeur des actions

de l'activité, mais à chaque fois il faut payer les frais de transaction.

- Laissez durer l'activité aussi longtemps que vous voulez (une semaine, un mois, etc.).

En fin d'activité, calculez la valeur de votre investissement (ne les vendez pas) ainsi que le pourcentage de gain ou de perte. Pour calculer ce dernier, déterminez le rapport entre le gain (ou la perte) et votre investissement initial (les 1 000 $). Multipliez par 100 pour avoir le pourcentage.

Comparez avec vos amis. Qui a fait le plus de profit? Tentez de déterminer pourquoi. Quelles étaient ses stratégies d'investissement? Quels types de compagnies la personne a-t-elle choisis? Quels secteurs économiques ont démontré les meilleurs résultats au niveau de la valeur des actions? — pétrole, métaux précieux, technologie, recherche et développement, santé, etc.

Jouer à la Bourse dans l'espoir de faire des profits à court terme constitue la **spéculation**. Comme vous verrez plus tard, la spéculation effrénée était une des causes de **la Grande Dépression de 1929**. Vous pouvez voir pourquoi. Si les gens perdent confiance dans l'économie, ou se rendent compte que la valeur des actions ne correspond plus à la vraie valeur de la compagnie (basée sur sa performance réelle au niveau des profits), ils pourraient tous vouloir vendre leurs actions en même temps. Dans un tel cas, le prix des actions tomberait rapidement car l'offre dépasserait la demande. C'est une telle situation qui a causé le « krach » boursier de 1929, déclenchant ainsi la Grande Dépression.

La souveraineté du consommateur

Comme nous l'avons déjà vu en théorie, le consommateur dans une économie de marché est roi et maître. Par le biais de ses achats, c'est lui qui décide ce qui sera produit et en quelle quantité. Comme toujours, la pratique est moins claire. Certes, le consommateur reste un facteur très important dans une économie libérale. Sa souveraineté a été cependant quelque peu érodée par d'autres forces qui limitent ses choix ou l'incitent à se procurer ce dont il n'a pas vraiment besoin. Dans le premier cas, il arrive que les entreprises décident entre elles de limiter la concurrence, de se partager le marché ou bien de fixer les prix. Dans tous ces cas, illégaux de surcroît, le consommateur n'est plus souverain, car sa capacité de choisir n'existe plus. Nous discuterons plus tard des mesures prises par les gouvernements pour empêcher ce genre de manipulation du marché. Quant à l'incitation à l'achat, la publicité a atteint une importance inouïe dans notre culture. Les entreprises comptent de plus en plus sur l'incapacité du consommateur de résister à la séduction des images de bonheur et de confort qui fourmillent dans les médias de masse, le consommateur a beaucoup de mal à empêcher ses désirs de vaincre sa raison.

Spéculation : le fait de profiter des fluctuations et des changements à court terme du marché de la Bourse pour faire un profit

Le profit

La recherche du profit est « l'huile » qui fait tourner la roue capitaliste. C'est le profit qui incite les gens à travailler fort, à prendre des risques au niveau des

investissements, à s'éduquer et à sacrifier le confort matériel à court terme pour en jouir à long terme. L'économiste libéral tient pour acquis (accepte comme prémisse de base) que **l'appât du gain** — la recherche du profit — fait partie de la nature humaine. Adam Smith a nié qu'une telle orientation mène à l'égoïsme ou à l'avarice. « La recherche de l'intérêt individuel » selon lui, « conduit à l'intérêt général ». De plus, la recherche du profit incite non seulement à travailler plus fort, mais aussi à épargner, c'est-à-dire à économiser, à innover, à rechercher une plus grande productivité, tout ceci menant à une plus grande prospérité générale.

Comme nous le verrons plus tard, la notion de la recherche du profit et son rapport avec la nature de l'homme soulèvent beaucoup de controverse au niveau idéologique. Le profit, selon ses critiques, invite l'homme à devenir égoïste, avare, détaché de ses semblables et de sa vraie nature qui le porte à l'entraide et au partage. Pour ces gens, le capitalisme, basé sur la recherche du profit, est immoral car il dénature et déforme l'homme, le détournant de sa véritable vocation humanitaire.

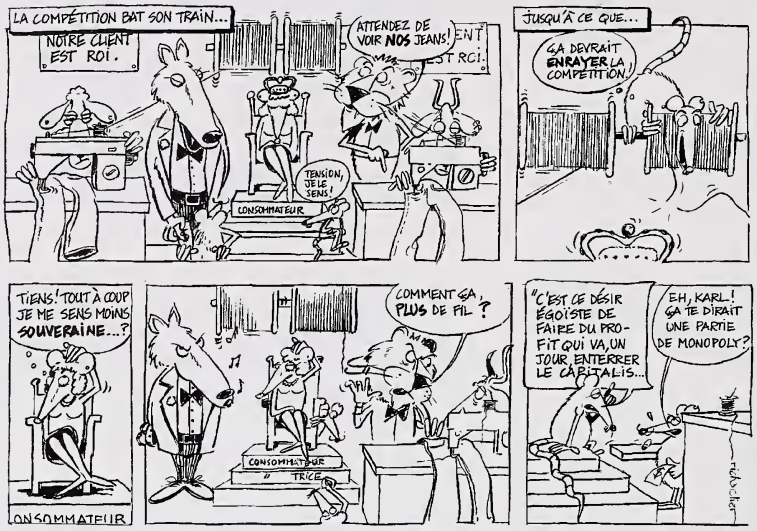
La compétition ou la concurrence

La **compétition**, cruciale pour le bon fonctionnement du système capitaliste, découle logiquement de la pratique de la **liberté**. Si les gens sont libres sur le plan économique, leur désir de faire un profit et de prospérer les portera à offrir différents produits sur le marché et à se livrer concurrence pour l'argent du consommateur. De plus, si une entreprise fait des profits dans un secteur de l'économie, d'autres entreprises vont vouloir en profiter aussi. Ainsi s'établira une situation où plusieurs entreprises se feront concurrence dans le même secteur économique.

La compétition est salutaire car **elle fait baisser les prix et encourage la recherche du profit par d'autres moyens** — innovation, augmentation de la productivité des ouvriers et de l'entreprise, baisse des coûts de production y compris les salaires, amélioration de la qualité du produit ou du service. La compétition force les entreprises à rechercher en tout temps **efficacité** et **productivité** — la plus grande production au moindre coût.

La recherche du profit peut, toutefois, entrer en contradiction avec la valeur de la compétition. Le désir de s'enrichir peut conduire à une décision de supprimer la compétition. Cela peut se faire par différents moyens (achats, fusions, prises de contrôle, compétition déloyale, etc.), mais une fois cela fait, l'entreprise qui survit se trouve dorénavant seule. Elle peut donc monter les prix sans crainte. Une entreprise seule dans un secteur du marché jouit d'une situation de **monopole**.

La création de monopoles était, pour Marx, une étape naturelle dans le développement du capitalisme. Selon lui, c'était justement le désir égoïste de faire des profits qui amènerait les capitalistes à adopter des pratiques conduisant, dans un premier temps à la création des monopoles et à la concentration de la richesse entre les mains de moins en moins de personnes et, dans un deuxième temps, à la destruction du capitalisme.



La compétition est si importante au bon fonctionnement du système capitaliste que ses partisans s'accordent en général sur la nécessité d'une intervention gouvernementale afin de la protéger. Cette intervention a pour but de mettre en place des lois empêchant les entreprises d'adopter des mesures entravant la concurrence.

Parmi les lois et les mesures adoptées à cet effet figurent :

- les lois antitrust (anti-combines) — ces lois empêchent les grandes compagnies de fusionner et de former ainsi des monopoles;
- les mesures empêchant la publicité trompeuse;
- l'interdiction aux compagnies de fixer les prix ou d'arriver à des ententes en vue de se partager le marché.

Certains critiques du capitalisme prétendent que ces lois restent en général sans effet et que les compagnies les détournent systématiquement. Il existe aussi un certain nombre de personnes qui affirment la nécessité de créer des monopoles au niveau national afin de mieux livrer concurrence sur le plan international. Il serait préférable, disent ces gens, pour des compagnies canadiennes travaillant dans le même secteur d'activité, de fusionner ou de coopérer étroitement. De cette façon, elles pourraient mieux faire face à la compétition internationale et jouiraient de plus grandes ressources dans leurs efforts pour pénétrer les marchés internationaux.

Il faut souligner, par ailleurs, que dans la plupart des économies capitalistes au XXe siècle, la théorie libérale favorisant la compétition semble avoir été contredite par la pratique. En effet, ce siècle se caractérise par la **création de grandes corporations** — ce qui a limité la concurrence — et par une **concentration accrue de la richesse** entre les mains de ces grandes

entreprises. Les économistes américains Lester Thurow et Robert Heilbroner affirment qu'en 1890, aucune compagnie ne dominait son secteur d'activité. Cette situation a été bouleversée en 1901 lorsque J.P. Morgan a créé U.S. Steel à partir d'une douzaine de petites entreprises. Dès 1904, une ou deux firmes contrôlaient au minimum la moitié de la production dans 78 différentes industries. L'âge des corporations géantes avait sonné.

Comme Marx l'avait prédit, dans une économie libérale les grands mangent les petits. Les années 1950, par exemple, ont vu la disparition des constructeurs d'automobiles Studebaker, Packard et Kaiser Motors. En 1980, Chrysler frise la banqueroute. De plus en plus, les différents secteurs industriels sont dominés par de moins en moins d'entreprises.

Examinons à cet égard les statistiques suivantes fournies par Statistique Canada.

Concentration dans certaines industries au Canada, 1990
(pourcentage de production des quatre plus grandes firmes dans chaque secteur)

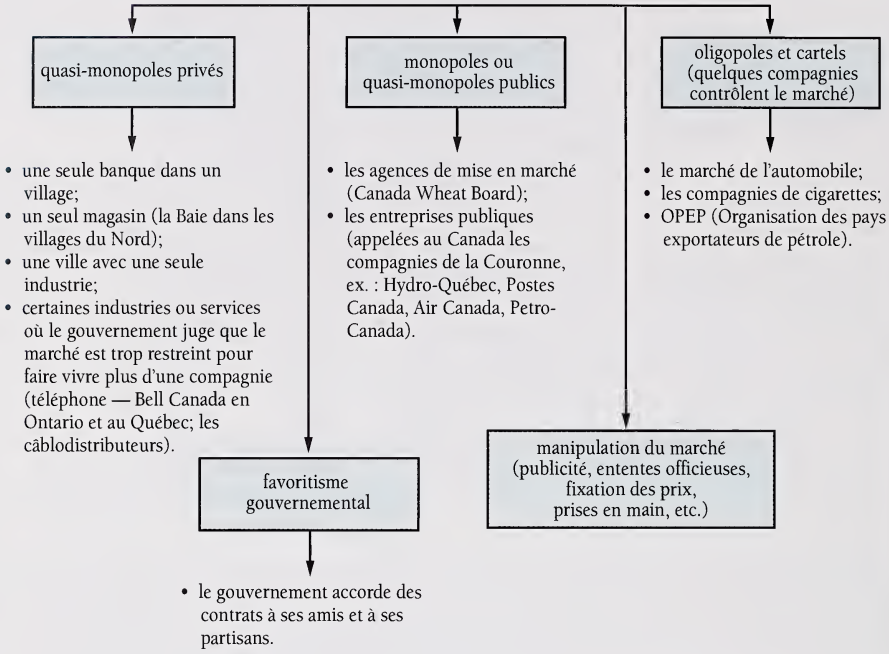
Produits de tabac	99,4 %
Brasseries	97,7 %
Véhicules motorisés	95,1 %
Aluminium	88,8 %
Béton	81,7 %

Comme nous le constatons, le Canada ne fait pas exception à la règle. Les oligopoles — marché où quelques vendeurs seulement ont un quasi-monopole sur la production — dominent la plupart de nos secteurs industriels, réduisant ainsi la compétition et diminuant notre capacité de choix.

Certains secteurs industriels dans ce pays se prêtent naturellement à l'existence de monopoles. Non seulement le gouvernement a reconnu ce fait, mais il a souvent pris les devants en créant les **entreprises d'État**, appelées aussi **sociétés de la Couronne**, ou bien, **entreprises publiques**. Ces entreprises publiques comme privées sont fondées là où le gouvernement juge que la concurrence n'est pas possible ou n'est pas souhaitable. La plupart des gouvernements provinciaux, par exemple, ont mis sur pied des entreprises publiques afin d'assurer que tout le monde ait accès à l'électricité à des prix raisonnables (Hydro-Ontario, Hydro-Québec, etc.). Les gouvernements municipaux, pour leur part, créent des compagnies de transport en commun, là où la compétition n'est tout simplement pas possible.

Des monopoles ou des quasi-monopoles peuvent s'établir dans d'autres circonstances aussi. Le tableau ci-dessous tente de résumer ces possibilités :

Obstacles possibles à la concurrence dans le système capitaliste



La division du travail

Comme nous l'avons vu, la compétition oblige les entreprises à chercher à réduire leurs coûts de production et à augmenter la productivité de l'entreprise. Smith a démontré que la division du travail peut contribuer à l'augmentation de la productivité du travailleur pour les raisons suivantes :

- en effectuant la même tâche, l'ouvrier devient plus habile (les avantages de la spécialisation);
- en séparant les activités, on évite les pertes de temps reliées au délai nécessaire pour passer d'une activité à une autre;
- la spécialisation est favorable à l'invention de nouvelles machines.

Ainsi donc la division du travail augmente-t-elle la productivité et la rentabilité des entreprises. Il en est de même au niveau international pour les raisons suivantes. Certains pays bénéficient d'avantages évidents par rapport à d'autres, que ce soit au niveau du climat, de leurs ressources naturelles, de leur stabilité politique, des habiletés de leur population ou de leurs progrès technologiques. Ces **avantages relatifs** permettent à chaque pays de se spécialiser dans les domaines où il détient un avantage et à délaisser les domaines où il est désavantagé. Le Canada, par exemple, se spécialise dans la production du blé et d'autres céréales où il possède des avantages (climat modéré, de grands

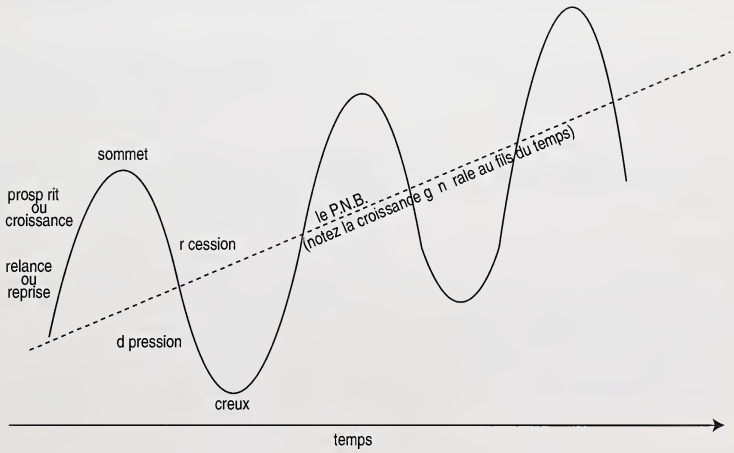
espaces, une technologie avancée) et délaisse la production de bananes où il est désavantagé. Cette **spécialisation** ou division du travail à l'échelle internationale permet à chaque pays d'abandonner les domaines où il se trouve désavantagé à des pays qui détiennent, dans le même secteur, des avantages. De cette façon, les économies entre les pays deviennent complémentaires.

C'est le consommateur qui est le grand bénéficiaire de cette **complémentarité**, car il a accès aux produits les moins chers, ceux étant fabriqués de la façon la plus rentable dans les pays possédant des avantages relatifs dans le secteur en question. Pour que ce système fonctionne à son mieux, les échanges entre pays doivent être libres. La liberté de commerce, ou si vous voulez le **libre échange**, encourage la division du travail au plan international.

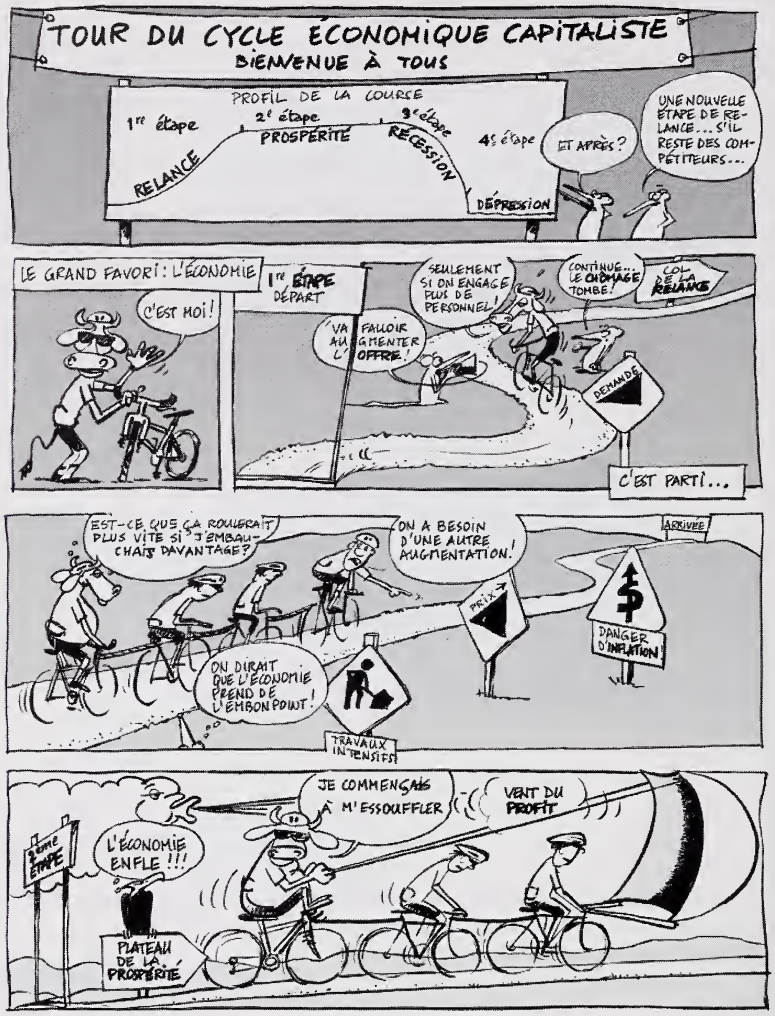
Le cycle économique

Quand tous les facteurs discutés ci-dessus opèrent sans entraves et sans intervention du gouvernement — sauf là où cette intervention est jugée légitime, l'économie se dirige et se règle toute seule. Les économistes parlent du pouvoir **autorégulateur** de l'économie. L'analyse d'une économie libérale sur plusieurs années démontre que celle-ci dessine un cycle qu'on appelle un **cycle économique** et non pas un cycle d'affaires qui est un anglicisme.

Le cycle économique capitaliste



Cycle économique : phases allant de la reprise des activités économiques à la croissance, à la récession, à la dépression et à nouveau à la reprise



Comme nous le remarquons, ce cycle comprend quatre phases qui se divisent en une période d'**expansion** (reprise et croissance), suivie d'une période de **contraction**, de **récession** et de **dépression**.

L'existence de ce cycle explique **l'instabilité chronique de l'économie capitaliste**, celle-ci fluctuant entre des **périodes de croissance et des périodes de crise**. On ne peut se prononcer sur la durée ou l'intensité des phases d'un cycle. Par exemple, une récession ou une dépression peut être de courte durée, comme en 1970, ou grave et de longue durée, comme dans les années 1930. De même, la reprise peut durer plusieurs années ou plusieurs mois seulement.

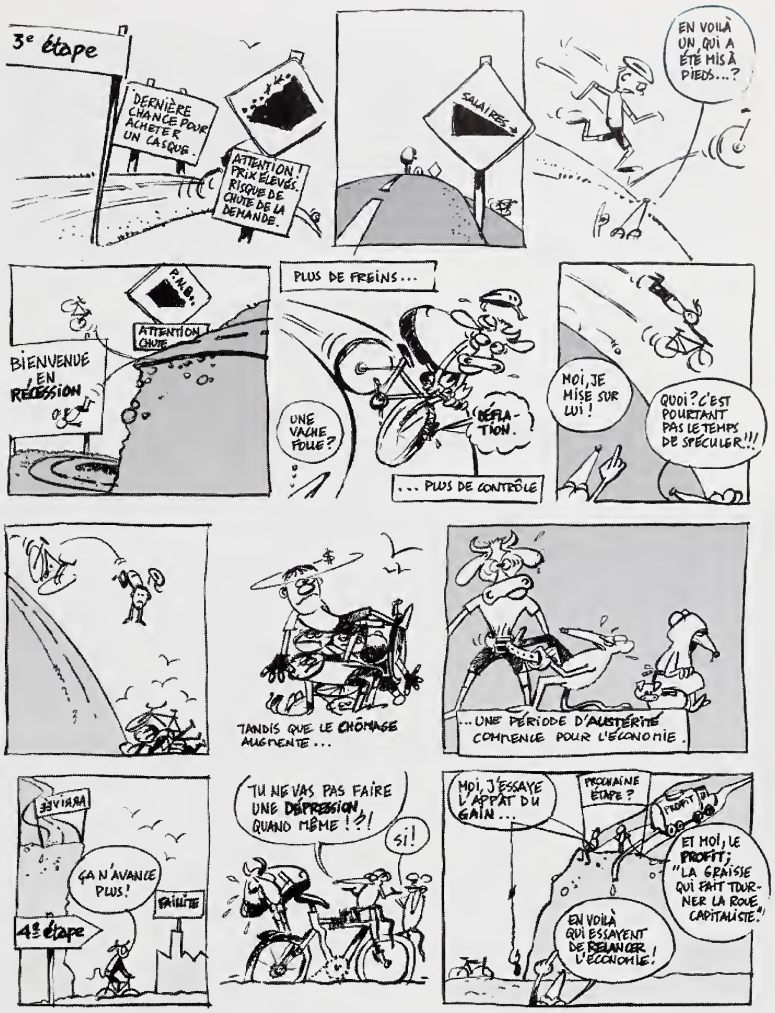
Les crises économiques occasionnées par l'opération du cycle s'accompagnent de **coûts sociaux et humains** importants (chômage, désœuvrement, dislocation familiale, perte de logement, faillite financière, augmentation de la

Expansion (économique) : phase durant laquelle les activités économiques augmentent

Contraction (économique) : phase durant laquelle les activités économiques diminuent

Récession : ralentissement des activités économiques

Dépression : phase caractérisée par le ralentissement des activités économiques, un taux de chômage élevé, la chute des prix et la diminution des salaires



criminalité, comportement anti-social y compris l'alcoolisme, la toxicomanie, l'abus des femmes et des enfants, etc.).

Marx a maintenu que ce cycle était une des raisons pour lesquelles le capitalisme s'autodétruirait. La souffrance humaine occasionnée par les dépressions sèmerait, d'après lui, l'insatisfaction et mènerait éventuellement à la révolte.

Les économistes libéraux reconnaissent que le cycle cause des problèmes au niveau humain, mais maintiennent que le gouvernement ne ferait qu'empirer les choses en intervenant dans le but d'alléger l'impact social et humain de la contraction, ou dans le but de modifier le cycle lui-même. Nous analyserons le raisonnement de ces deux écoles de pensée plus tard mais, pour l'instant, regardons les raisons de l'existence d'un tel cycle.

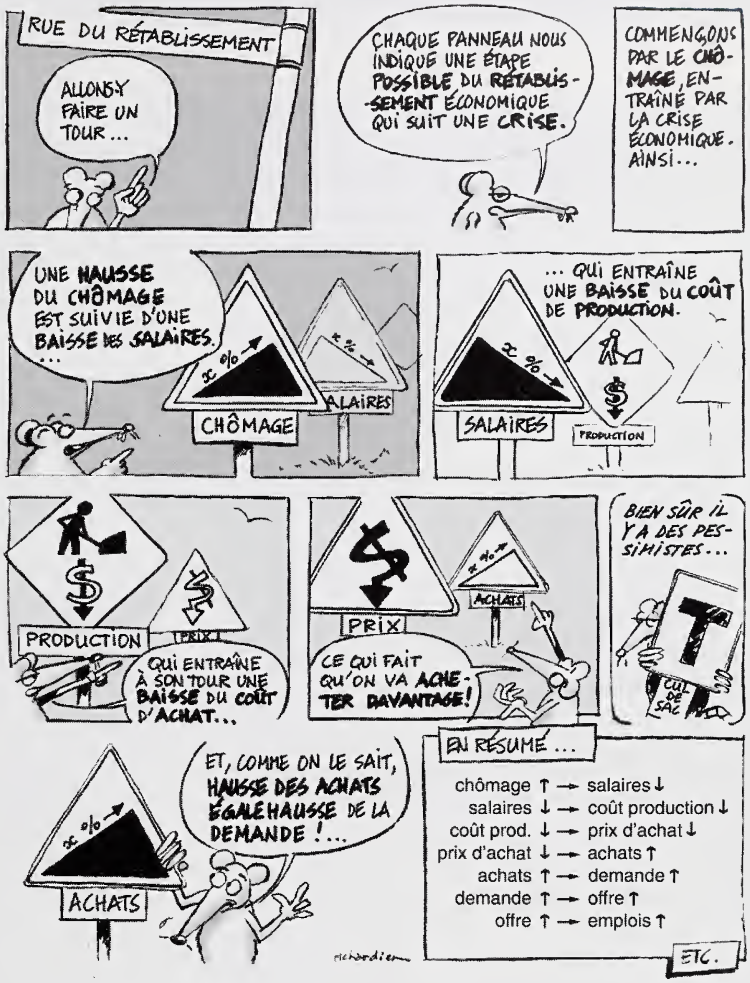
Supposons, par exemple, que nous élevons du bétail. Les prix sont élevés et

nous sommes dans une période de pleine prospérité. Nous sommes pour ainsi dire vers le sommet du cycle. Le prix élevé de la viande incite d'autres fermiers à élever du bétail. À un moment donné, trop de fermiers élèvent du bétail, l'offre dépasse la demande et les prix dégringolent. C'est, pour ce secteur économique, le début de la contraction économique qui se traduit par une récession. Les fermiers ne peuvent pas changer de stratégie économique rapidement, car il faut des mois pour élever et engraisser du bétail. L'effet « autorégulateur » démarre éventuellement, car les bas prix éliminent un certain nombre de fermiers du secteur de l'élevage. Quand cela arrive, les prix se stabilisent — on a atteint le creux du cycle — et se remettent à monter, car la demande dépasse à nouveau l'offre. Ainsi débute une relance qui amènera une nouvelle période de prospérité.

Déflation : baisse généralisée du coût des biens et des services)

Comment reconnaît-on les différentes phases d'un cycle économique? Le tableau suivant fournit les indices.

La relance	• la demande commence à augmenter, ce qui fait augmenter légèrement les prix • l'augmentation légère des prix fait augmenter le taux d'inflation • les entreprises engagent du personnel pour satisfaire l'augmentation de la demande — par conséquent, la production reprend, des emplois sont créés et le taux de chômage baisse • les travailleurs demandent des augmentations de salaires pour conserver leur pouvoir d'achat devant la montée des prix • les gens d'affaires sont optimistes et le grand public manifeste une certaine confiance envers l'économie.
La prospérité	• la demande est solide car les consommateurs sont prêts à débourser et à acheter • les prix sont assez élevés, mais les consommateurs ont des emplois et de l'argent • le taux d'inflation est élevé tandis que le taux de chômage descend très bas • l'utilisation des ressources a atteint sa pleine capacité.
La récession	• les prix trop élevés font baisser la demande • les entreprises commencent à mettre des employés à pied • le taux de chômage augmente • les entreprises refusent des augmentations aux travailleurs ou même imposent des réductions de salaire • les prix commencent à descendre (ainsi débute une période de **déflation**) • vu l'insécurité économique qui commence à régner, les individus diffèrent les gros achats; ainsi débute une période d'austérité (on surveille ses sous!) • officiellement, on est en période de récession si le Produit national brut (PNB) connaît une baisse pendant deux quarts d'année consécutifs (c'est-à-dire pendant 6 mois).
La dépression	• la demande tombe à des niveaux très bas • le chômage atteint des niveaux records • de plus en plus d'entreprises font faillite.



Une période de relance s'accompagne en général d'une hausse des prix occasionnée par l'augmentation de la demande. La montée des prix est un signe d'**inflation**. L'inflation peut devenir un des problèmes d'une économie qui commence à se développer trop rapidement. Les économistes parlent, à ce sujet, d'une économie qui surchauffe. L'inflation est considérée mauvaise si elle dépasse un certain niveau car elle mène à l'instabilité des prix, à la dévaluation de la monnaie et à des demandes d'augmentation de salaires.

Inflation : augmentation généralisée et continuelle du coût des biens et des services

Essoufflement : état de celui qui manque de souffle. Au sens figuré, comme dans ce cas, le mot désigne une baisse graduelle d'une demande auparavant vigoureuse

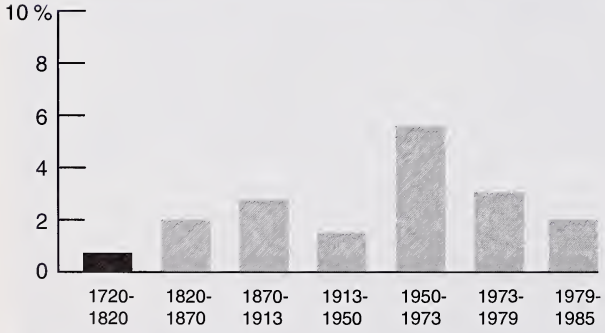
La période de prospérité prend fin quand les prix deviennent tellement élevés que les consommateurs ne peuvent plus acheter les biens. On parle alors de **l'essoufflement** ou **de la contraction de la demande**. C'est à ce moment là que commence la récession et une période d'insécurité économique. Les individus s'inquiètent à propos de leur emploi. Ils cessent de faire de gros

achats, attendant un meilleur lendemain. La baisse de la demande fait monter le taux de chômage qui ne fait que répandre l'insécurité économique. Le produit national brut connaît une baisse indiquant que l'économie a cessé de croître et qu'elle a commencé sa contraction. Les prix se mettent à tomber, enclenchant une période de déflation.

Les économistes s'accordent en général sur l'existence de ce cycle et sur ses symptômes. Les désaccords entre eux touchent au sujet de la responsabilité du gouvernement face à ce cycle. Pour l'instant, rappelez-vous que le cycle économique capitaliste comporte des hauts et des bas qu'on peut comparer à des périodes de santé et de maladie. Chose importante, c'est que même malade, l'économie se guérit toute seule. Selon les théoriciens de l'économie libérale, aucune intervention, aucun médicament ne sont nécessaires!

Avant de passer à l'activité suivante, jetez un coup d'œil sur les tableaux ci-dessous. Le premier indique les taux de croissance du produit intérieur brut dans six pays donnés, de 1720 à 1985. Le second trace la croissance économique des pays industriels pendant cinq ans, à partir de la récession de 1982. Notez le cycle économique évident dans les deux tableaux.

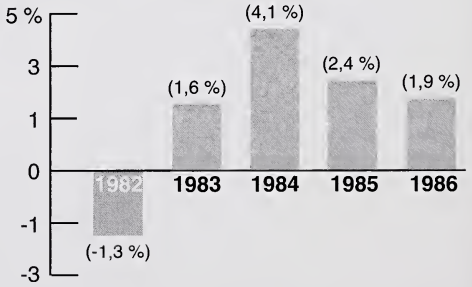
Tendances historiques de la croissance du produit intérieur brut (PIB) dans divers pays*, de 1720-1985



*Allemagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni

Source : Banque mondiale. Rapport sur le développement dans le monde 1987, p. 46.

Pays industriels à économie de marché : Taux moyen de croissance annuelle du PNB par habitant (%)



Source : Banque mondiale. Rapport sur le développement dans le monde 1987, p. 201.

Vérifions notre compréhension

Le tableau suivant présente les idées fondamentales de Smith et de la philosophie économique libérale sous une autre forme. Expliquez à votre façon chacun de ces principes.

LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE → Principes fondamentaux

- **la non-intervention de l'État**
  - l'économie libérale fonctionne sans l'aide de l'État;
  - selon Adam Smith, le gouvernement doit se limiter à protéger les droits individuels, à favoriser la liberté du commerce et à promouvoir la compétition (ex. : l'État doit empêcher la formation des monopoles, car ces derniers entravent la compétition).
- **le profit**
  - les profits que fait une entreprise sont répartis en salaires et investissements, ce qui bénéficie à toute la société, en faisant tache d'huile « trickle-down effect » c'est-à-dire la recherche des intérêts individuels conduit à l'intérêt général.
  - la liberté et la recherche du profit donnent libre court aux énergies créatrices et encouragent l'effort et le travail; dans une économie libre, il existe donc une incitation naturelle à travailler.
- **la loi du marché (offre et demande)**
  - les prix se fixent par la rencontre de l'offre et de la demande;
  - l'économie est une machine dont le fonctionnement est guidé par une main invisible;
  - la compétition ou la concurrence sont essentielles au bon fonctionnement de la loi du marché.
- **la propriété privée**
  - le droit de posséder une entreprise, d'engager du personnel et de vendre le produit.

ACTIVITÉ

Le fonctionnement de l'économie libérale

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Une économie fournit des biens et des services. Expliquez l'opération du cycle économique en ce qui a trait à la « production » d'enseignants. Rappelez-vous que dans une économie libre, les individus décident eux-mêmes leur avenir. Comment le cycle économique aide-t-il à contrôler le nombre d'enseignants produits et les salaires qu'ils peuvent demander?

2. Pourquoi une économie ne peut-elle pas s'auto-corriger aux premiers signes de récession?

3. Le texte a mentionné le coût social ou le coût humain généré par une contraction économique.

   a) Mentionnez quelques-uns de ces coûts.

   b) Expliquez comment le cycle économique occasionne ces coûts. (Indice : Pensez au chômage. Pourquoi une récession conduit-elle à un plus haut taux de chômage?)

4. Le cycle économique comporte quatre phases.

   a) Dans quelle phase se situe l'économie canadienne à l'heure actuelle?

   b) Donnez les raisons de votre point de vue.

   c) Y a-t-il des signes ou indices que l'économie est sur le point de changer de phase?

   d) Quels signes, indices ou statistiques sont utiles pour nous aider à situer une économie par rapport au cycle économique?

LA DÉFENSE DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Il peut nous sembler superflu aujourd'hui de défendre un système qui semble victorieux. Le libéralisme a connu toutefois des moments difficiles au cours de son histoire et ses partisans ont éprouvé des périodes de perte de confiance. Le capitalisme semble connaître peu d'opposition de nos jours, car les systèmes alternatifs se sont discrédités — le système d'économie planifiée prôné par les communistes s'est effondré et les pays à économie mixte se sont endettés, s'attirant une critique soutenue de la droite, et de nombreux médias. Le libéralisme économique se présente donc comme le seul système qui ait réussi à s'adapter suffisamment pour durer. Cette façon de défendre le capitalisme semble quand même un peu négative. Nous tenterons ici de fournir une défense plus positive qui se base sur les forces et sur les réussites de ce système responsable d'une croissance économique jamais vue jusqu'à ce jour.

Les succès du capitalisme

Au lieu de tracer nous-mêmes les aspects positifs du capitalisme, nous avons décidé de laisser parler les autres. Dans l'extrait suivant tiré de l'œuvre *The Spirit of Democratic Capitalism*, l'auteur Michael Novak fait une comparaison du monde avant l'époque capitaliste et après le capitalisme.

Considérons le monde en 1776 — l'année qui marque les débuts du capitalisme démocratique. Presque au même moment, Adam Smith publie *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* et la première république capitaliste démocratique du monde naît aux États-Unis. Jusque-là, l'économie politique était mercantiliste. Dans le monde civilisé, chaque génération connaissait la famine. La peste faisait des milliers de victimes. Dans les années 1780, les quatre-cinquièmes des familles françaises utilisaient 90 pour cent de leur revenu pour acheter du pain — du pain seulement — pour survivre. En 1795, en France, l'espérance de vie était de 27,3 ans pour les femmes et de 23,4 ans pour les hommes. En 1800, dans l'ensemble de l'Allemagne, moins de mille personnes avaient un revenu de 1 000 $.

Le Christ n'avait-il pas dit que les pauvres seraient toujours parmi nous? Au début du XIXe siècle, personne n'en doutait. Les voyageurs venus d'Europe, habitués à la pauvreté dans leur pays, étaient horrifiés par les conditions bien pires encore qu'ils découvraient en Afrique et en Asie. Dans la plupart des régions, les principes d'hygiène élémentaires semblaient inconnus. En Afrique, la roue n'avait jamais été inventée. Dans la majeure partie du monde, la pratique de la médecine était confiée aux sorciers et aux guérisseurs. L'analphabétisme était presque universel. La planète était largement inexplorée. Dans les villes, il n'y avait pour ainsi dire aucune installation sanitaire. Les populations avaient rarement accès à l'eau potable. L'ignorance était extrême. La plupart des gens ignoraient que l'eau sale contribue à la transmission des maladies. Excepté dans le livre d'Adam Smith, la notion de développement n'existait pas. [...]

En 1800, l'autonomie politique des peuples était l'exception. Les démocraties (telles que la Grande-Bretagne et les États-Unis) étaient rares. Presque tous les États étaient soumis à un pouvoir autoritaire.

Dans la majorité des régions, les entreprises économiques stagnaient. En 1800, il y avait plus de sociétés privées dans les jeunes États-Unis (quatre millions d'habitants) que dans l'ensemble de l'Europe. La liberté de pensée et d'expression était rare. Dans la plupart des cultures, les dictateurs dirigeaient la morale et la vie politique, économique et culturelle. [...] De 1800 à nos jours, l'invention de l'économie de marché en Grande-Bretagne et aux États-Unis a provoqué une révolution plus profonde que toute autre force. Après cinq millénaires d'erreurs, les êtres humains ont finalement découvert comment produire des richesses de façon continue et systématique. En Grande-Bretagne, les salaires réels ont doublé une première fois de 1800 à 1850, puis une seconde fois de 1850 à 1900. Compte tenu du fait que la population britannique avait quadruplé, cette augmentation représente une hausse de 1 600 pour cent au cours du siècle. Les progrès réalisés par rapport aux choix personnels — alimentation plus variée, nouvelles boissons, nouvelles habiletés, nouvelles vocations — se sont multipliés proportionnellement. [...]

Michael Novak. *The Spirit of Democratic Capitalism*. Madison Books, New York, 1991.

Un des mérites du système industriel est qu'il offrait et exigeait la régularité de l'emploi et, par le fait même, une plus grande stabilité de la consommation. De 1790 à 1830, la production a augmenté rapidement. Un plus grand nombre de personnes — producteurs et consommateurs — en ont profité. La baisse du prix des textiles a fait tomber le prix des vêtements. Les bottes ont commencé à remplacer les sabots, et les chapeaux ont remplacé les châles, le dimanche tout du moins. Toute une gamme de produits, des horloges aux mouchoirs de poche, ont commencé à circuler sur le marché. Après 1820, le prix du thé, du café et du sucre, par exemple, a considérablement diminué.

T.S. Ashton, "The Standard of Life of the Workers in England, 1780 - 1830", dans *Capitalism and the Historians*, ed. F.A. Hayek, Chicago, University of Chicago Press, 1954, p. 152-154.

Le capitalisme est accusé souvent d'avoir empiré les conditions de vie des ouvriers au XIXe siècle. La révolution industrielle, selon certains, a été une période de paupérisation — le processus de devenir de plus en plus pauvre — des travailleurs et des gens chassés de la campagne. Un article de T.S. Ashton traite de l'effet de la révolution industrielle sur les éléments les plus vulnérables de la société.

Les deux articles ci-contre présentent d'autres arguments en faveur du système capitaliste. Chacun souligne, entre autres, le remarquable taux de croissance économique attribuable au libéralisme économique. Le premier article traite le sujet de façon générale; le deuxième se concentre sur la situation économique aux États-Unis entre 1865 et 1919.

D'autres statistiques viennent appuyer la force du système capitaliste au niveau de la création de la richesse. L'essor que connaît le monde capitaliste entre 1945 et 1973 est énorme. La production progresse à un rythme de 5 pour cent par an, ce qui correspond à un doublement tous les 15 ans. Pendant cette période, connue sous le nom des **Trente Glorieuses**, l'économie capitaliste connaît une croissance soutenue et sans crises. Les fluctuations cycliques, caractéristiques du système libéral, sont atténuées et bien qu'il y ait des récessions pendant cette période, il n'y a pas de recul de production. Dès les années 1950, les niveaux de production dans les pays d'Europe occidentale atteignent le niveau d'avant la Seconde Guerre mondiale. Cette période de rattrapage et de reconstruction est suivie d'une période de prospérité entretenue par l'ouverture des frontières et une coopération interétatique [entre États]. L'augmentation des niveaux de vie se voit dans les taux de croissance typiques de ces « miracles économiques » que deviennent l'Europe et le Japon. Dans les années 1960, le PNB allemand progresse de 7,6 pour cent par an, le PNB japonais de 9,6 pour cent.

Pour des raisons diverses, les 25 dernières années ont connu un retour aux périodes cycliques d'expansion et de contraction. Une certaine confusion règne parmi les économistes ainsi qu'au sein de la population devant une situation économique où la croissance a ralenti, les inégalités ont augmenté et les emplois se font rares. Selon Richard Lipsey, professeur d'économie à l'Université Simon Fraser et membre de l'Institut canadien des recherches avancées, cette situation est due à l'introduction d'importants changements en matière de technologie de l'information et des communications. Selon lui, ces bouleversements représentent une phase de transition liée à l'introduction de toute nouvelle technologie importante. Si on peut se fier au passé, déclare-t-il, cette période de transition devrait être suivie d'une période de prospérité économique durable au sein d'une structure économique plus stable.

D'après Lipsey, le libéralisme économique est la source d'une expansion phénoménale qui a vu le pouvoir d'achat des gens se multiplier par dix depuis 1896. De plus, cette expansion s'accompagnait de l'introduction de produits totalement nouveaux grâce à des technologies inconnues il y a 100 ans. Les progrès techniques n'entraînent pas seulement une hausse des revenus, ils transforment l'existence en permettant l'invention de nouveaux produits et leur fabrication selon des moyens novateurs.

La **libre entreprise** est le plus puissant moteur de progrès matériel jamais connu : elle a permis de soulager la pauvreté, d'améliorer le niveau de vie, d'augmenter la quantité, la qualité et la gamme de produits fabriqués. Ses revenus permettent de soutenir les beaux-arts, les œuvres charitables et la science, et elle fournit l'argent nécessaire au financement des biens et des services publics. Imparfaite comme toutes les institutions, elle représente cependant un facteur d'amélioration notable, et ses erreurs stimulent notre créativité et notre capacité d'adaptation.

Le régime de la libre entreprise est aussi un puissant facteur d'égalité : la concurrence et l'innovation garantissent que les articles de luxe, appréciés aujourd'hui par une petite classe prospère, deviendront rapidement accessibles à tout le monde. Les économistes décrivent le phénomène en fonction de « mécanismes », d'« avances » et de « retards », c'est en fait un processus humain essentiellement organique : il reflète une multitude de besoins changeants et réunit les intérêts des êtres humains en tant que travailleurs et consommateurs à la fois — avec une sensibilité extrême que le meilleur des ingénieurs sociaux n'aurait pu imaginer. Mais surtout, la libre entreprise est une condition essentielle à la liberté culturelle et politique. En effet, la décentralisation de la propriété et de la prise de décision, qui est au cœur de l'économie de marché ou de la libre entreprise, permet de limiter l'accumulation du pouvoir par l'État et assure une gamme infiniment variée d'usagers possibles pour tous les aspects des activités politiques, culturelles et économiques.

Par contre, les systèmes économiques socialistes, impliquant la répartition ou le contrôle sévère des ressources par les politiciens ou les bureaucrates (ou les deux), ont lamentablement échoué. Comme Soljenitsyne l'a écrit dans une lettre adressée aux dirigeants russes : Marx s'est trompé quand il a prédit que le prolétariat serait opprimé à tout jamais et n'obtiendrait jamais rien dans une démocratie bourgeoise : si seulement nous pouvions donner à notre peuple autant de produits alimentaires, de vêtements et de loisirs que ce qu'ils ont gagné grâce au capitalisme. Même d'après ses propres normes, le socialisme a échoué. Il existe beaucoup de pays socialistes, mais aucun où la liberté, l'égalité et la fraternité sont plus que des slogans vides de sens.

Sir Keith Joseph. "In Defense of Free Enterprise" in *The Case for Private Enterprise*, ed. Cecil Turner, 1979, Bachman & Turner, London, p. 7-8.

Libre entreprise : système écnoomique où les moyens de production sont détenus par les individus et le secteur privé et où les décisions économiques sont gérées par le secteur privé

L'expansion de la production réalisée par l'économie américaine durant cette période (1865 - 1919) est l'un des exemples de croissance soutenue les plus remarquables de l'histoire, et les avantages sont clairement illustrés par les statistiques sur les revenus et la production. Compte tenu des changements de prix, le produit national brut — la valeur totale des biens et des services produits en un an — est six fois plus élevé en 1919 qu'au cours des dix ans qui ont suivi la Guerre civile. C'est-à-dire que le taux de croissance annuelle de ces cinquante années est légèrement supérieur à trois et trois quart pour cent et que la production par personne a plus que triplé en deux générations.

D'après Roger L. Ransom, *Coping with Capitalism : The Economic Transformation of the United States 1886 - 1980*. Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1981, p. 51.

Le capitalisme à l'œuvre au niveau local et régional

Jusqu'ici nous avons examiné les bienfaits du capitalisme au niveau macroéconomique, c'est-à-dire au niveau général. Nous avons constaté une croissance économique impressionnante, doublée d'une augmentation du niveau de la vie et du pouvoir d'achat du consommateur. La pratique du capitalisme a également des retombées au niveau local. Les entreprises créent des emplois et les salaires reçus par les employés sont dépensés en produits et services, ce qui renforce la demande et entraîne la création d'autres emplois.

Le Canada bénéficie de la présence d'un certain nombre de compagnies qui ont connu un succès remarquable grâce à leur vision, à leur initiative et à leur goût d'innovation.

L'entreprise Bombardier Inc., au Québec, a été fondée en 1942 pour fabriquer des véhicules à chenilles destinés au transport sur terrain enneigé. En 1959, elle a mis en marché ses premières motoneiges Ski-Doo. Depuis, elle s'est diversifiée dans les domaines de l'aéronautique, des trains à grande vitesse, et des wagons de métro, entre autres. Bombardier se range maintenant parmi les 100 compagnies les plus profitables au Canada. Elle emploie 40 000 personnes. Ses exportations se chiffrent à plus de deux milliards de dollars comptant pour 50 pour cent de la valeur totale de ses ventes. Elle se situe au 9e rang parmi les compagnies canadiennes quant à la somme consacrée à la recherche et au développement. (Tous ces chiffres proviennent du « Globe and Mail Report on Business Magazine », juillet 1996.)

L'autre compagnie qui nous intéresse s'appelle Nortel (Northern Telecom). Fondée en 1885, Nortel aspire à devenir d'ici l'an 2000 la plus grande compagnie mondiale en matière de réseaux de communication globale. Parmi toutes les compagnies canadiennes, Nortel consacre de loin le plus d'argent à la recherche et au développement, plus de 2 milliards de dollars; son siège social est à Mississauga (Ontario). Nortel emploie plus de 60 000 personnes et se situe au 11e rang quant aux profits faits en 1995.

Ces deux exemples servent à illustrer l'effet d'entraînement exercé par les compagnies privées dans notre système capitaliste. Elles créent des emplois, font de la recherche menant à l'innovation et versent des taxes aux gouvernements. Ces compagnies sont des piliers sur lesquels un pays développe une économie axée sur la croissance, sur l'application de la technologie et sur la création d'emploi.

ACTIVITÉ

La défense de l'économie libérale

1. Résumez en style télégraphique (points) les arguments en faveur du capitalisme, développés par Novak, Ashton, Joseph et Ransom.

2. Quels aspects du capitalisme ou quelles conséquences du capitalisme ces auteurs ont-ils négligés dans leur défense de ce système?

3. a) Pourquoi l'économiste Lipsey est-il optimiste quant à l'avenir du capitalisme?

   b) Quel est, selon lui, le moteur du développement capitaliste?

4. Si vous avez accès à Internet, choisissez une des compagnies suivantes comme sujet de recherche. Déterminez à son égard :

   - son chiffre de ventes,
   - ses profits,
   - la somme consacrée à la recherche et au développement,
   - la part de son chiffre de ventes provenant des exportations,
   - le nombre de ses employés,
   - ses objectifs à court et à long termes.

   Compagnies :

   - General Motors
   - Chrysler Canada
   - Ford Motor
   - IBM Canada
   - Noranda
   - Alcan
   - MacMillan Bloedel
   - Inco
   - Pratt & Whitney
   - Compagnie de la Baie d'Hudson
   - Bell Canada
   - Seagram
   - Banque royale du Canada
   - toute autre compagnie qui vous intéresse et sur laquelle vous pouvez trouver des informations pertinentes.

Le capitalisme et la démocratie ou capitalisme démocratique

Vous aurez noté, parmi les arguments en faveur du capitalisme, l'affirmation que le capitalisme « est une condition nécessaire à la liberté politique et culturelle ». L'auteur de ces mots semble suggérer qu'il y a un rapport étroit et naturel entre capitalisme et démocratie. Un premier regard sur le monde semble confirmer cette idée : les principaux pays capitalistes sont également des démocraties. Toutefois, une réflexion plus approfondie fait surgir des cas où le rapport n'est pas si évident. Le capitalisme a fleuri dans des pays plutôt autoritaires (jusqu'à récemment) comme la Corée du Sud, Taiwan, les Philippines, l'Indonésie, ou le Brésil. Une forme de capitalisme était présente dans les pays fascistes ou quasi-fascistes de l'Allemagne nazie, de l'Italie (Mussolini) et de l'Espagne (Franco).

Ces pays sont-ils des exceptions à la règle, ou le rapport entre capitalisme et démocratie est-il exagéré? C'est une question complexe et difficile. Le rapport entre le système politique démocratique et le système économique capitaliste n'est pas aussi clair qu'on le voudrait. Au cours des ans, la pratique du capitalisme semble mener à une plus grande libéralisation sur le plan politique. Des pays comme la Corée du Sud, le Brésil et Taiwan ont démocratisé leur système politique. On peut conclure, sans risquer de beaucoup se tromper, que le capitalisme exerce une pression considérable qui amène la démocratisation, la décentralisation du pouvoir et le respect des droits civils de la personne.

Là où le capitalisme continue de coexister avec l'autoritarisme, l'Indonésie en est un exemple, la croissance économique est hypothéquée ou mise en péril par des pratiques qui entravent la pleine réalisation du potentiel humain et le plein développement des ressources du pays. Plus que les pays démocratiques, ces pays connaissent des problèmes de corruption, de **népotisme** et de favoritisme. Le potentiel de révolte sociale et politique est également élevé en raison de l'impossibilité des citoyens de faire connaître leurs besoins et leurs points de vue.

Une comparaison entre le Canada et l'Argentine est utile pour examiner l'impact des choix politiques sur le développement économique. Au début du XXe siècle, ces deux pays avaient été identifiés par plusieurs auteurs comme de futures puissances et jouissaient d'un standard de vie plus ou moins similaire. Tous deux pratiquaient le capitalisme. Qu'en est-il maintenant?

Ni l'un ni l'autre ne sont devenus des puissances mondiales. Toutefois, le Canada a connu un développement économique beaucoup plus poussé et beaucoup plus équitablement réparti que l'Argentine. Pourquoi? Selon Kimon Valaskakis, *Le Canada des années 90* : « Le système adversaire qui a caractérisé la politique argentine est dans le style tous contre tout. L'Argentine n'a pas réalisé son potentiel et n'est pas prête à le faire, à moins d'un changement d'attitude profond. Une série de coups d'État et de révolutions ont essayé de provoquer la mutation structurelle nécessaire mais, jusqu'à présent, sans résultat significatif ». De fait, l'Argentine a connu la dictature avant et pendant une bonne partie des années après la Deuxième Guerre mondiale. Celle-ci a semé la corruption et le favoritisme. Malgré la prospérité apportée par la

Népotisme : favoritisme envers les membres de sa propre famille

guerre, le peuple argentin s'est de plus en plus appauvri : les banques regorgent d'or, mais la corruption et le gaspillage font que ces richesses finissent toujours dans les mêmes coffres, ceux d'une petite minorité de gens d'affaires et de politiciens privilégiés. Les difficultés s'accumulent et des régimes en place, comme celui de Juan Peron, déclenchent une politique de terreur, ce qui aggrave davantage les difficultés économiques.

Nous constatons ici une différence considérable dans le développement économique de deux pays capitalistes. Chacun a choisi une voie politique différente. Celui qui a choisi la voie démocratique a connu un meilleur score que celui qui s'est laissé emporter par la dictature et l'autoritarisme. Il serait risqué de trop généraliser à partir d'un seul cas. La logique suggère tout de même que les chances de développement sont supérieures quand capitalisme et démocratie s'allient.

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le capitalisme a permis une croissance économique soutenue dans les pays à économie de marché, ainsi qu'une augmentation du niveau de vie et du pouvoir d'achat des consommateurs;
- le capitalisme associé à un système démocratique offre de meilleures chances de développement que s'il est allié à un système autoritaire.

LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE LIBÉRALE

La critique du capitalisme se développe en général, sur trois axes, à savoir : sa moralité, son efficacité et sa longévité.

Examinons à tour de rôle chacune de ces critiques.

La critique morale du libéralisme

Le libéralisme économique « pur » laisse chacun responsable de lui-même. Partant de la présomption que tout le monde est égal et jouit de chances égales, le libéralisme économique compte sur l'initiative et l'esprit d'entreprise des individus pour assurer eux-mêmes leur bien-être. Or, l'exemple de la révolution industrielle démontre que les individus profitent, de façon très inégale, du libéralisme économique. Les riches ont tendance à s'enrichir plus rapidement que les pauvres; par conséquent, l'écart entre eux augmente. Cette situation mène à la longue à de **grandes inégalités** de revenus, de conditions de vie et de chances. Le résultat est la **création de classes sociales**. L'existence de ces dernières met même en péril l'avenir du capitalisme car, comme l'a affirmé Marx, les pauvres qui constituent la majorité n'ont aucun intérêt à perpétuer un système économique qui ne profite qu'à une minorité.

La critique ci-dessus vise donc les résultats « immoraux » du libéralisme. Certains observateurs maintiennent que la base même du libéralisme est teintée d'immoralité. Le fondement philosophique du libéralisme repose sur la prémisse que les individus recherchent avant tout leur propre intérêt. Pour les adversaires du capitalisme, cela revient à dire que les individus sont essentiellement égoïstes, ne pensant qu'à leur propre bien-être et qu'à leur propre sort. Pour les adversaires, tout le système économique capitaliste repose sur cette prémisse. Si on peut démolir ce fondement et démontrer son contraire, c'est-à-dire que les êtres humains sont portés à coopérer l'un avec l'autre et à s'entraider, le reste du système s'écroule, car il ne correspond plus à la vraie nature de l'homme.

Les critiques qui utilisent l'argument moral pour rejeter le capitalisme questionnent ses principes et ses valeurs à cause des conséquences qu'ils entraînent.

Valeurs et principes	Conséquences négatives possibles
poursuite de l'intérêt personnel initiative privée	inégalité, égoïsme, avarice exploitation par les plus forts des faibles et des défavorisés
esprit d'entreprise	préoccupation avec l'accumulation matérielle, indifférence morale aux autres
compétition et profit	individualisme et rupture avec la communauté

ACTIVITÉ

La base égoïste du libéralisme économique

L'extrait suivant est tiré d'une critique d'un livre de Robert Frank, intitulé *Passions Within Reason : The Strategic Role of the Emotions*. Cette critique par Alan Ryan a été publiée le 18 mai 1989 dans *The New York Review of Books*.

Lisez cet extrait et répondez aux questions qui suivent :

1. Quelle est la thèse que défend Frank ici?
2. Quels exemples utilise-t-il pour défendre cette thèse?
3. Que pensez-vous de l'argument de Frank? A-t-il raison ou a-t-il tort? Pourquoi? Donnez des exemples qui appuient davantage son argument ou qui contredisent son argument.

« Son message [le message de Frank] est simple : ce point de vue selon lequel nous sommes des calculateurs rationnels, centrés sur notre propre intérêt — un point de vue que l'économie a popularisé et que les autres sciences humaines ont emprunté — est faux en réalité, problématique comme base théorique des sciences sociales, et dangereux lorsqu'il est inculqué aux étudiants en économie, en psychologie et dans d'autres sciences humaines.

Ces dernières années, le message des experts du comportement a été que les humains sont profondément égoïstes.

Cependant [dit Frank] en réalité, beaucoup de personnes ne correspondent pas à la caricature du moi d'abord. Ils font des dons anonymes à la télévision publique et à des organismes de charité privés. Ils font des dons de moelle épinière à des étrangers atteints de leucémie. Ils endurent de grands soucis et de grandes dépenses pour que la justice se fasse, même si cela n'éliminera pas la blessure originelle. Courant eux-mêmes de grands risques, ils retirent des personnes d'édifices en feu ou sautent dans des rivières glaciales pour sauver des personnes en train de se noyer. Des soldats se jettent sur des grenades pour sauver leurs camarades. »

Robert Frank. *Passions Within Reason. The Strategic Role of the Emotions*, The New York Review of Books, 18 mai 1989. Gracieuseté de NYRB

Le libéralisme fonctionne-t-il?

Cette critique maintient que le libéralisme « pur » ne fonctionne pas aussi bien que le prétendent les libéraux, ni aussi bien que d'autres systèmes

Échec du libéralisme ou phase économique nécessaire?

économiques; bref, qu'il n'est pas une façon efficace d'organiser une économie.

Ce raisonnement s'attache aux problèmes associés au cycle économique et sur le temps nécessaire pour que le système s'autocorrige. Comme nous le savons, le cycle économique comprend une phase d'expansion suivie d'une phase de contraction. À cause des hauts et des bas associés à ce cycle, l'économie libérale ressemble à des montagnes russes (roller coaster). Elle est instable et ponctuée de crises économiques cycliques.

Quand les économistes parlent de crise économique, ils parlent de la période de contraction économique. Selon la logique économique, cette période est nécessaire car elle permet à l'économie de se corriger, suite à une période de croissance rapide qui a probablement engendré une inflation sérieuse.

Sur le plan humain, toutefois, une période de contraction — récession suivie de dépression — est grave car elle donne naissance :

- au chômage — les entreprises procèdent à des mises à pied (des licenciements) de leurs travailleurs, car la demande diminue et l'offre doit suivre;
- à un accroissement des inégalités — ceux qui ont encore des emplois conservent leur niveau de vie tandis que ceux qui perdent leur emploi voit leur niveau de vie baisser;
- à l'augmentation du déficit gouvernemental — le gouvernement se voit obligé de prendre en charge les chômeurs et d'offrir le bien-être social (de l'assistance sociale) à ceux n'ayant plus droit à l'assurance-emploi;
- à une baisse de niveau de la demande — ceci mène à un nouveau cycle de mises à pied et de demandes d'assistance sociale et d'assurance-emploi;
- à la pauvreté — les gens n'ayant plus d'emploi voient leur revenu diminuer et la pauvreté s'installer chez eux. Cette situation peut causer de nombreux problèmes sociaux, car notre société a tendance à mépriser ceux qui ne travaillent pas. Ces gens perdent souvent leur sens de dignité humaine. N'ayant plus le sentiment de faire partie de la société à part entière, ils se tournent quelquefois vers l'alcool ou les drogues. Les problèmes financiers peuvent conduire à des problèmes matrimoniaux entraînant soit le divorce soit l'abus. Les enfants subissent les contrecoups de cette situation. La pauvreté diminue leur confiance en soi. Ils se voient les victimes du mépris de leurs camarades plus fortunés. Ils perdent intérêt à leurs études et causent des problèmes de discipline. Le taux de suicide chez les jeunes et les adultes a tendance à augmenter pendant les périodes de crise économique. Régler ces problèmes sociaux demande des fonds qui sont de moins en moins disponibles à ce moment-là.

En bref, les coûts sociaux — c'est-à-dire les coûts liés à la souffrance humaine — sont très élevés pendant les crises économiques. C'est pourquoi certains économistes demandent l'intervention du gouvernement afin de prévenir ces crises ou, au moins, de réduire leur impact. Une telle action constituerait une entrave à la liberté d'opération d'une économie capitaliste. L'intervention gouvernementale pourrait, toutefois, épargner à la société le choc des coûts sociaux et préviendrait le gaspillage du potentiel humain représenté par ceux qui perdent espoir ou qui n'ont plus l'argent nécessaire pour se développer pleinement.

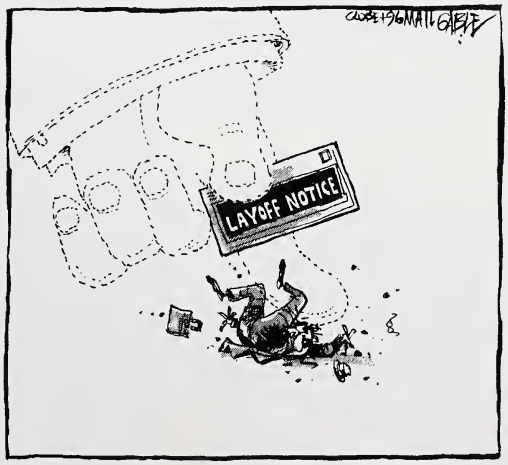
La critique ci-dessus met en relief les coûts de la souffrance humaine causée par le temps nécessaire au réajustement et à la correction du cycle économique. Certains économistes, comme le célèbre John Maynard Keynes, ont même douté de la capacité d'autocorrection du système économique libéral. Keynes, que nous étudierons plus en détail sous peu, a maintenu qu'une dépression peut s'éterniser si le gouvernement n'intervient pas pour stimuler la demande et faire sortir l'économie de sa stagnation.

ACTIVITÉ

Le coût humain du libéralisme économique

Étudiez la caricature ci-dessous et répondez aux questions qui suivent.

1. À quel « coût social » mène l'opération de la main invisible selon le caricaturiste?
2. De quelle sorte de travailleur est-il question?
3. Quelle est la réaction de l'employé devant l'opération de la main invisible?
4. D'après vous, le caricaturiste est-il un partisan de l'économie libérale?



Source : *The Globe and Mail*, Vendredi, 26 janvier 1996.

Le capitalisme, la main invisible, avis de renvoi.

Étude de cas — Les États-Unis

La théorie de l'autocorrection n'est pas la seule cible des critiques. La notion que la recherche de l'intérêt individuel conduit à l'intérêt général a aussi été l'objet de critiques. Connue en anglais sous le nom de « trickle-down effect », cette idée que la prospérité bénéficiera à tout le monde n'est pas universellement admise. L'économiste américain Paul Krugman, par exemple, a démontré que la prospérité des années 90 aux États-Unis a surtout bénéficié au premier pour cent des familles les plus riches dans le pays.

Nous avons choisi de discuter du libéralisme économique aux États-Unis, car ce pays a probablement l'économie qui se rapproche le plus d'une économie capitaliste « modèle ».

Dans son livre *The Work of Nations*, l'économiste américain Robert B. Reich fait remarquer les développements suivants concernant l'économie américaine :

- en 1960, les PDG (président-directeur général) de grandes compagnies aux États-Unis gagnaient, en moyenne, 40 fois le salaire de leurs employés d'usine;
- en 1989, ces mêmes PDG gagnaient 93 fois le salaire de leurs employés d'usine, et 70 fois après les impôts;
- entre 1977 et 1990, le revenu moyen des 20 % des Américains les plus pauvres a baissé de 5 % tandis que le revenu des 20 % les plus riches a augmenté de 9 %.

Au niveau des services sociaux aux États-Unis, les statistiques démontrent que :

- 37 millions d'Américains n'ont pas d'assurance médicale;
- pour les Américains qui la possèdent, l'assurance médicale coûte deux fois plus cher que dans d'autres pays industrialisés comme le Japon, le Canada ou l'Allemagne.

Les remarques suivantes, relatives à la situation aux États-Unis, sont tirées de l'ouvrage *The Wealthy Banker's Wife — the assault on equality in Canada*, par la journaliste **Linda McQuaig** :

- l'écart entre les riches et les pauvres aux États-Unis est beaucoup plus important que dans les pays européens;
- le pourcentage de pauvres aux États-Unis est à peu près trois fois celui des principaux pays européens;
- les États-Unis se trouvent au 22e rang, pour ce qui est de la mortalité infantile, derrière des pays comme Singapour;
- les hommes noirs de Harlem à New York ont moins de chance que ceux du Bangladesh d'atteindre l'âge de 65 ans;
- la notion que les États-Unis constituent une terre d'« opportunité » est fausse, car il y a considérablement plus de mobilité sociale vers le haut en Europe qu'aux États-Unis.

ACTIVITÉ

Le libéralisme économique et les États-Unis

Répondez aux questions suivantes.

1. Quelle conclusion peut-on tirer des remarques de Robert Reich?
2. Selon les documents ci-dessus, à quelle conclusion arrive-t-on sur l'opération de l'effet d'entraînement « trickle-down effect »?
3. D'après vous, qu'est-ce qui pourrait expliquer le taux élevé de mortalité infantile rapporté par Linda McQuaig?

Le libéralisme peut-il durer?

Nous avons déjà vu l'argument marxiste voulant que le libéralisme porte en lui-même les germes de sa propre destruction. Selon cet argument, le capitalisme s'autodétruira puisqu'il est basé sur l'avarice et la compétition. La concurrence mènera à l'élimination de la concurrence car il ne peut y avoir qu'un gagnant dans la course. L'entreprise la plus forte et la plus efficace éliminera éventuellement les autres entreprises et établira un monopole. Les anciens entrepreneurs iront grossir les rangs des travailleurs. Le nombre de bourgeois diminuera tandis que le nombre d'ouvriers à la solde des autres augmentera. La richesse se concentrera entre les mains de moins en moins de personnes, jusqu'au moment où le prolétariat s'organisera pour renverser le gouvernement bourgeois, prendre le pouvoir et établir dans un premier temps une dictature du prolétariat.

Cette critique du libéralisme semble avoir été démentie par l'histoire elle-même. De plus, ce sont les régimes socialistes à économie planifiée qui ont subi le coup de la révolution et non pas les économies libérales. La critique marxiste du libéralisme semble avoir sous-estimé les capacités du capitalisme de s'adapter aux circonstances pour « sauver sa peau ». Il est vrai, toutefois, que le libéralisme pur a cédé du terrain sous l'assaut des forces humanitaires, socialistes et syndicalistes. Les régimes où le libéralisme n'a pas permis de réformes ni l'intervention du gouvernement ont souvent connu des problèmes d'ordre social et politique en raison des grosses inégalités qui les caractérisent. Pour avoir une idée de l'instabilité politique qu'un tel système entraîne, pensons aux régimes latino-américains à économie autrefois ultra-libérale comme le Brésil, l'Argentine ou le Chili.

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la critique du libéralisme se fait sur le plan moral, sur son fonctionnement et sur sa longévité;
- d'après certains critiques, le libéralisme encourage la recherche du gain matériel, l'individualisme et l'égoïsme;
- d'autres critiques mettent en doute le pouvoir autorégulateur du cycle économique libéral;
- les marxistes croient que le libéralisme porte en lui les germes de sa propre destruction.

LA GRANDE DÉPRESSION DE 1929 — L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ EN CRISE

La Grande Dépression de 1929 porte un coup sérieux au libéralisme économique et semble donner raison à ceux qui doutent de son efficacité et de sa capacité de s'autocorriger. Les causes mêmes de la Dépression, et surtout le phénomène de la spéculation, ont confirmé les soupçons des critiques voulant que le capitalisme se détruirait puisqu'il était basé sur l'avarice et l'égoïsme.

Les causes de la Dépression

Le tableau suivant explique les différentes causes de la Dépression. Parmi les causes dites « psychologiques », il faut mentionner la spéculation qui a entraîné le « krach boursier » du 24 octobre 1929, l'élément déclencheur de la dépression. Ce phénomène mérite qu'on s'y attarde.

La spéculation fait référence à la pratique d'investir dans les actions à la Bourse dans l'espoir de faire un profit rapidement. Les spéculateurs ne s'intéressent ni aux produits ni à l'avenir à long terme de la compagnie dont ils achètent les actions. Ils achètent les actions qui, d'après eux, augmenteront en valeur dans les jours et les mois qui viennent.

Comment la spéculation fonctionne-t-elle? Supposons que l'action « X » se vende aujourd'hui à 1 $. Si la tendance en Bourse est à la hausse, elle vaudra peut-être demain 1,10 $ et après demain 1,20 $. Après deux jours, le spéculateur aura fait un profit de 0,20 $ ou 20/100 = 20 %. L'occasion de faire des profits extraordinaires — entre 1925 et 1929 la valeur des actions à la Bourse se multiplie par 4 — a incité beaucoup de gens à investir leur argent dans un marché boursier qu'ils ne comprenaient pas. Beaucoup d'individus ont même emprunté de l'argent aux banques ou à leurs courtiers afin de l'investir à la Bourse. Les valeurs à la Bourse de New York ont monté à tel point qu'elles n'avaient plus aucun rapport avec la vraie valeur de la compagnie. La « vraie » valeur d'une compagnie se mesure de différentes façons, mais parmi les indices qu'il faut examiner, on compte la valeur de la production, les profits enregistrés, les dettes encourues; on estime également la demande future en regardant l'état des salaires ainsi que l'argent dépensé par les consommateurs. Or, à l'été 1929, les signes n'étaient pas encourageants. Comme nous l'avons indiqué, la valeur des actions s'était multipliée par 4. Pendant la même période, la production n'avait pas même doublé et le revenu national n'avait augmenté que de 33 pour cent.

La valeur des actions avait donc perdu son rapport avec l'état réel de l'économie. Quand les gros investisseurs ont estimé que le château de cartes était prêt à tomber, ils ont vendu leurs actions. Ce geste a précipité une panique le 24 octobre 1929 — appelé depuis le jeudi noir — où un grand nombre d'investisseurs ont tenté de se débarrasser de leurs actions — 30 millions d'actions ont été vendues cette journée-là. Les prix sont tombés de façon vertigineuse. Beaucoup de petits investisseurs ont tout perdu. Leur ruine a entraîné la chute de plusieurs banques, celles-ci ayant prêté aux spéculateurs de l'argent qu'elles-mêmes ne possédaient pas.

Une fois enclenchée, la dépression se nourrit d'elle-même. L'économie se trouve prise dans un cercle vicieux comme le démontre les diagrammes suivants :

Causes de la Grande Dépression

CAUSES PSYCHOLOGIQUES

- une confiance irréaliste dans l'économie favorise la spéculation;
- les spéculateurs font monter la valeur des actions boursières au-dessus de leur valeur réelle;
- éventuellement, les investisseurs se rendent compte de l'irrationalité de ce phénomène et commencent à vendre leurs actions;
- une panique s'ensuit et la valeur des actions boursières chute.

CAUSES LIÉES À L'INÉGALITÉ

- cinq pour cent de la population américaine dispose de plus de 25 pour cent du revenu national;
- les riches ne sachant quoi faire de leur argent investissent (bien que la demande soit faible) ou spéculent à la Bourse.

CAUSES LIÉES AU SECTEUR AGRICOLE

- des difficultés dans le secteur agricole font diminuer la demande de produits manufacturés;
- le secteur est éprouvé également par une baisse des exportations agricoles;
- résultat : diminution de la demande en même temps qu'une augmentation des valeurs boursières (à cause de la spéculation) et une surproduction industrielle.

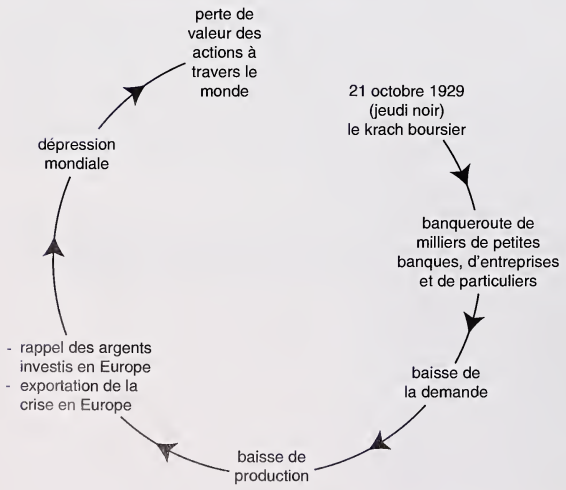
CAUSES LIÉES À CERTAINES PRATIQUES FINANCIÈRES

- la création de cartels et le sous-financement des petites banques et grandes entreprises laissent l'économie extrêmement vulnérable.

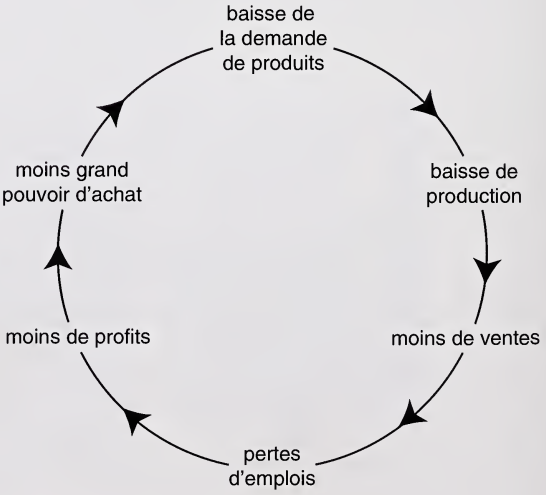
CAUSES LIÉES À L'INSTABILITÉ DU COMMERCE INTERNATIONAL

- après la guerre, les États-Unis avaient agi comme prêteur de fonds pour l'Europe; l'action de rapatrier ces fonds lors de la dépression pousse l'Europe, elle aussi, dans la dépression.

Le déclenchement de la Dépression



Le cercle vicieux



Les effets de l'effondrement de la Bourse

Le krach boursier déclenche un cataclysme économique et social aux États-Unis, aggravé par son système bancaire et son système de crédit. Le système bancaire à l'époque est caractérisé par le morcellement. Plus de 30 000 établissements existent dont plusieurs de très petite taille. Ceux-ci ne sont pas capables de couvrir le montant des dépôts, au moment où la panique engendrée par le krach boursier pousse les épargnants à retirer leurs fonds de la banque. Obligées de déclarer faillite, ces banques entraînent la faillite de leurs clients et d'autres banques ou entreprises commerciales et industrielles envers lesquelles elles ont des dettes; ce sont des faillites en cascades; plus de 100 000 faillites en quatre ans.

Le tableau suivant démontre l'ampleur de la crise économique américaine.

La crise américaine

	1929	1930	1931	1932
Indice de la cote boursière (1935 - 1939 = 100)	(sept.) 238	(juin) 175	—	(juin) 36
Indice des prix de gros (1926 = 100)	95,3	86,4	73	
Indice de la production industrielle (1928 = 100)	(avril) 111 (nov.) 96	—	(fév.) 78	(fév.) 62 (avril) 54
Nombre de faillites :				
• d'établissements bancaires	642	1 345	2 298	
• d'entreprises industrielles et commerciales	22 909	26 355	28 285	31 822
Nombre de chômeurs (en million)	1,5	4,5	7,7	11,9
Commerce extérieur (en millions de $) Exportation	5 241	3 843	2 424	1 611
Importation	4 399	3 061	2 091	1 323
Revenu national (en milliards de $)	87,4	75	59	41,7

Parmi ces chiffres révélateurs, notons :

- durant les quatre années suivant le krach de Wall Street, le PNB américain est tombé de près de 88 milliards de dollars à un peu plus de 40 milliards de dollars;
- le revenu moyen par habitant est tombé de 681 $ à 495 $;
- les dividendes sur les actions ont baissé de 57 %;
- les salaires dans le secteur industriel ont baissé de 60 %.

À ces chiffres s'ajoute une crise sociale de très grande envergure :

- en mars 1933, on compte 12 800 000 chômeurs, c'est-à-dire un quart de la population américaine active;
- une bonne partie des travailleurs qui conservent leurs emplois voient leurs heures de travail et leurs rémunérations réduites;
- 2 000 000 de fermiers américains quittent leurs terres (où la situation est encore pire en raison de la sécheresse qui sévit), leurs villages et leurs villes pour chercher du travail. Bon nombre s'en vont en Californie.

La crise à l'étranger

Bien qu'ayant ses origines aux États-Unis, la crise se répand dans le monde entier, à l'exception de l'URSS.

Deux mécanismes de base assurent la propagation de cette crise à l'étranger :

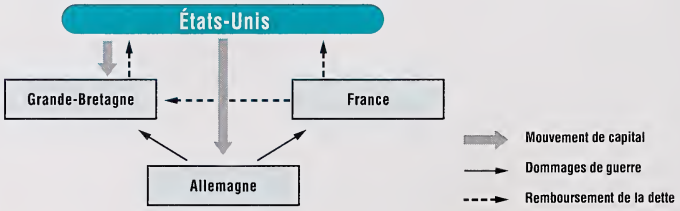
- le prix des matières premières;
- la dépendance des autres pays à l'égard des capitaux américains.

Le krach américain a pour effet l'effondrement des prix des produits américains sur le marché mondial. Les prix des produits tombent, car beaucoup de gens sont sans emploi et sans argent. Par conséquent, la demande baisse entraînant la chute des prix. Comme les États-Unis sont le plus grand exportateur sur la scène mondiale, ses concurrents sont obligés de baisser leur prix pour rivaliser avec les produits américains. Les producteurs de matières premières, comme le Canada, l'Argentine et l'Europe centrale, sont les plus sévèrement touchés. Pour protéger leur propre marché, les Américains adopte une politique encore plus **protectionniste**. Les droits de douane sont relevés, ce qui frappe durement des pays exportateurs comme le Japon.

Protectionnisme (protectionniste) : mesures prises par un pays pour protéger son économie de la concurrence des pays étrangers et qui consistent souvent à imposer ou à augmenter les tarifs douaniers sur les produits en provenance de l'étranger

À cela s'ajoute la dépendance du reste du monde vis-à-vis du capital américain. Les dettes contractées par les pays belligérants pendant la guerre, de même que les investissements américains dans le monde et les prêts à l'Allemagne, ont établi les États-Unis comme la base du système bancaire mondial. Avec le krach, les financiers américains arrêtent les prêts et tentent de récupérer les capitaux exportés. Ce retrait massif met en difficulté bon nombre de banques européennes, forçant certaines à la faillite. Secouées par ces développements, les banques européennes resserrent le crédit ce qui déclenche la dépression dans leurs pays.

Les flux de capitaux



Le diagramme ci-contre démontre la circulation des capitaux à l'époque de la dépression. Comme un cœur dans le corps, les Américains injectent du capital dans le système, ce qui permet aux Allemands de payer leurs réparations (les argents dus à l'Angleterre et à la France afin de rembourser les dégâts causés par la guerre) et aux alliés de rembourser leurs dettes envers les Américains.

Conséquences de la crise à l'étranger

La crise frappe d'abord les pays les plus dépendants du capital américain.

Autriche

Tenue à bout de bras par les financiers américains, l'Autriche est durement touchée par la dépression. Sa plus grande banque fait faillite.

Allemagne

Après la faillite d'une des plus grandes banques du pays, l'Allemagne décide la fermeture de toutes les banques, instaure le contrôle des changes (réglementation par l'État des opérations de change entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères), et annonce qu'elle ne peut plus honorer ses obligations au titre des réparations de guerre (juin 1931). Cette déclaration pousse les Anglais et les Français à renoncer à rembourser leur dette envers les États-Unis. Cela a pour effet de ralentir et de diminuer le retour des capitaux aux États-Unis et fait empirer la crise.

La crise économique qui s'installe en Allemagne contribue directement à la montée de Hitler au pouvoir.

Japon

Le protectionnisme américain étrangle les exportations japonaises. Comme le Japon ne peut plus écouler ses produits manufacturés, il doit chercher des marchés ailleurs (ce qui contribue à la croissance d'un esprit impérialiste). La baisse dans les exportations crée une crise économique locale, ce qui contribue à son tour à la montée au pouvoir des nationalistes et des forces anti-démocratiques.

Commentaires généraux

En 1932, la production industrielle mondiale (en excluant l'Union soviétique) n'était plus que les deux tiers de celle de 1929.

Les exportations de la plupart des pays chutent de 50 % entre 1929 et 1932. Ce chiffre atteint 70 % pour la Chine et 80 % pour le Chili.

Partout, la crise se traduit par les mêmes symptômes : baisse de la consommation, de la production, de l'investissement et des prix, faillites

d'entreprises, hausse spectaculaire du chômage, extension de la misère. En 1933, il y a plus de 30 millions de chômeurs dans le monde en dehors de l'URSS.

La carte schématique ci-dessous résume les principales conséquences de la Grande Dépression à l'échelle mondiale.

Conséquences mondiales de la Grande Dépression

POLITIQUES

- montée de la tension internationale
- montée de l'extrémisme (fascisme en Allemagne et nationalisme au Japon)
- création de nouveaux partis politiques
- le CCF et le Crédit social au Canada
- demandes de réformes

SOCIALES

- éclatement de la famille - les hommes quittent leur famille pour trouver de l'emploi
- exode rural
- pauvreté et misère

ÉCONOMIQUES

- pression sur les gouvernements pour intervenir dans le secteur économique
- New Deal (États-Unis)
- déflation
- baisse des niveaux de vie
- baisse du produit national brut
- baisse de la production
- renaissance du protectionnisme économique
- montée du chômage

Les réponses à la crise

La théorie libérale classique considère la crise comme un mal nécessaire pour apporter une correction à une économie déréglée. Selon cette théorie, la crise conduit à une baisse des taux d'intérêt à la banque — les taux d'intérêt montent pendant les périodes d'inflation et baissent pendant les périodes de déflation — ce qui encourage les entreprises encore existantes à emprunter de l'argent à bas prix et déclenche une relance de l'investissement. Par ailleurs, l'accroissement du chômage, en rendant les salariés moins exigeants et combatifs, permet une baisse substantielle du coût de production. Les entreprises les moins performantes font faillite, ce qui a pour effet d'assainir le paysage capitaliste en éliminant les faibles et les inefficaces — on voit ici la théorie du darwinisme à l'échelle économique. Pour ces raisons, les libéraux classiques voient la crise comme « créatrice » et « bienfaisante ». Après une période d'adaptation et d'assainissement, l'économie redémarrera d'elle-même à une condition : que l'État respecte les règles du marché libre et n'intervienne pas avant que celui-ci n'ait atteint son point de reprise « naturel ».

Ce que l'État doit faire, selon les libéraux, c'est créer un climat de confiance qui attirera les investisseurs. Pour cela, il faut que l'État équilibre son budget, coupe ses dépenses, réduise les salaires de ses propres employés et poursuive généralement une **politique de déflation**, aussi appelée une **politique d'austérité**. Une telle politique empêche le gouvernement de voler au secours

des plus démunis, car cela coûterait à l'État des fonds et les rentrées fiscales étant de plus en plus réduites, ces fonds sont de moins en moins disponibles.

À mesure que la crise se prolonge, la confiance dans l'élément autocorrecteur du capitalisme se perd. La politique d'austérité, que ce soit au Royaume-Uni, en Allemagne, en France ou aux États-Unis, se solde par un échec. De plus, la population, lasse de la misère et du désespoir dans lesquels elle est plongée, demande des solutions plus actives de la part du gouvernement.

États-Unis — Le « New Deal »

C'est le gouvernement américain qui ouvre la voie avec **une politique plus interventionniste**. Constatant l'échec des méthodes libérales traditionnelles, le nouveau président américain Franklin Delano Roosevelt, élu en 1933, innove en prônant une politique plus active de la part du gouvernement, appelée **politique de relance**. Selon lui, c'est l'État qui doit prendre des mesures pour relancer l'économie. Nommant sa nouvelle politique le « **New Deal** » (traduit en français par « la nouvelle donne »), Roosevelt annonce une série d'initiatives dans tous les domaines, destinées à c**réer de l'emploi et à stimuler la demande**. Parmi ces mesures figurent :

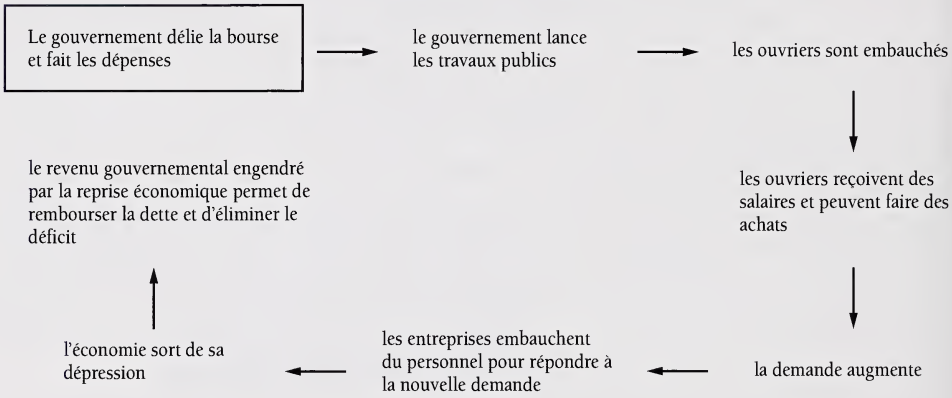
- le renforcement du système bancaire et la protection des épargnants;
- l'embauche massive de chômeurs par l'administration fédérale — jusqu'à 4 millions en 6 mois — pour d'immenses travaux publics comme la Tennessee Valley Authority (TVA ou l'aménagement de la vallée du Tennessee) comprenant la construction de barrages hydroélectriques, l'installation des voies d'irrigation, le développement de nouvelles industries et la formation des ouvriers.

- la dévaluation du dollar pour rendre les exportations de produits américains moins chères;
- la création de la Securities and Exchange Commission pour surveiller la Bourse;
- l'adoption du National Industrial Recovery Act instaurant des conventions collectives et un salaire minimum dans chaque branche de l'industrie;
- l'adoption du Agricultural Adjustment Act assurant un niveau de prix garanti aux agriculteurs;
- l'adoption du Social Security Act créant, pour la première fois aux États-Unis, un régime d'assurance-chômage et de retraite;

- la création du Civilian Conservation Corps (CCC) afin d'offrir de l'emploi à 2,5 millions de jeunes;
- l'établissement de la H.O.L.C. (Home Owners Loan Corporation) afin de prêter de l'argent aux propriétaires qui, autrement, perdraient leurs maisons.

Comment ces mesures doivent-elles conduire à une relance économique? Le tableau ci-dessous l'explique.

La politique de relance à la Roosevelt



L'interventionnisme du New Deal, pratiqué par Roosevelt, constitue une rupture radicale avec le passé libéral et capitaliste des États-Unis. Roosevelt se voit âprement attaqué par le milieu des affaires dont certains éléments l'accusent de « communisme ». Ses mesures sont contestées au Congrès et jusqu'à la Cour suprême où certaines d'entre elles sont déclarées anticonstitutionnelles (constituant des violations des droits individuels).

Quant à la crise elle-même, Roosevelt ne réussit pas à l'enrayer. La chute est toutefois arrêtée et la production industrielle retrouve en 1937 son niveau de 1929. Sa victoire est plutôt d'ordre psychologique, car ses actions redonnent espoir aux Américains.

Le tableau suivant démontre les résultats plutôt ambigus du New Deal.

Le New Deal : les résultats mitigés

	1929	1933	1936	1938	1939
PNB par tête (indice)	100	67	91	89	96
Production (indice)	100	63	95	82	100
Population active au travail (indice)	100	81	93	93	96
Taux de chômage	3,2 %	24 %	16,8 %	19 %	17,2 %

Ailleurs dans le monde, des actions encore plus dramatiques sont prises. En Scandinavie, la Suède réoriente massivement sa production vers le marché intérieur et utilise à fond le déficit budgétaire pour relancer la consommation. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande, suivie de l'Australie, est le premier pays au monde à tenter de créer l'État-providence. Ces pays océaniques viendront à incarner le bien-être social et jouiront d'un niveau de vie élevé. L'espérance de vie dépassera de 10 ans celle des pays européens.

Le tableau schématique suivant vous donne une idée générale des réponses apportées à la Grande Dépression dans trois pays industrialisés.

Réponses à la Grande Dépression

CANADA

Bennett, Premier ministre conservateur, hausse les tarifs protecteurs, espérant ainsi protéger l'industrie canadienne

↓

à l'approche de l'élection de 1935, Bennett présente son propre « New Deal » ; il est défait aux élections

↓

la détérioration économique encourage la création de partis politiques non traditionnels dont le CCF (aujourd'hui NPD) et le Crédit social

ÉTATS-UNIS

F. D. Roosevelt devient Président américain en 1933 et propose un NEW DEAL

↓

selon le New Deal, le gouvernement propose de recourir aux dépenses publiques pour remettre l'industrie en route

↓

éléments du New Deal :
- travaux publics (construction de barrages, routes, écoles, etc.)
- surveillance gouvernementale des trusts financiers
- programme d'aide aux petits propriétaires
- constitution d'un corps civil de conservation

ALLEMAGNE

la montée des factions extrémistes aboutit à la longue à la nomination de Hitler à la Chancellerie

↓

une fois au pouvoir, Hitler fait disparaître le chômage par un programme de réarmement militaire et de travaux publics

ACTIVITÉ

La Grande Dépression

1. Lisez le texte suivant et répondez aux questions qui suivent :

   a) Selon l'auteur, où se situe l'élément positif du New Deal?

   b) Comparez la façon dont les Américains ont confronté la crise avec celle des Allemands (d'après ce que vous savez déjà).

   c) En 1971, l'auteur affirme « qu'on ne reviendra plus » sur les réformes introduites par le New Deal. Évaluez le bien-fondé de son raisonnement.

« Les années du New Deal ont vu la réalisation de réformes sur lesquelles on ne reviendra plus parce qu'elles ont été acceptées par les deux partis : réformes sociales (reconnaissance du salaire minimum vital, du droit syndical), réformes des marchés agricoles et du système bancaire. Or, toutes ces réformes ont été atteintes sans toucher au cadre démocratique et capitaliste. Roosevelt a donc sauvé le système américain dont ses ennemis lui reprochent d'avoir été le fossoyeur [destructeur]. Aussi est-ce sous l'angle de la politique et non de l'économie qu'il faut juger le New Deal : pendant ces six années, les États-Unis ont retrouvé foi en eux-mêmes; ils ont puisé une force nouvelle pour affronter le monde extérieur.»

Denise Artaud et André Kaspi. *Histoire des États-Unis*. Armand Colin. Paris, 1971. Cancopy 95-99.

2. Consultez le tableau ci-contre et répondez aux questions qui le suivent :

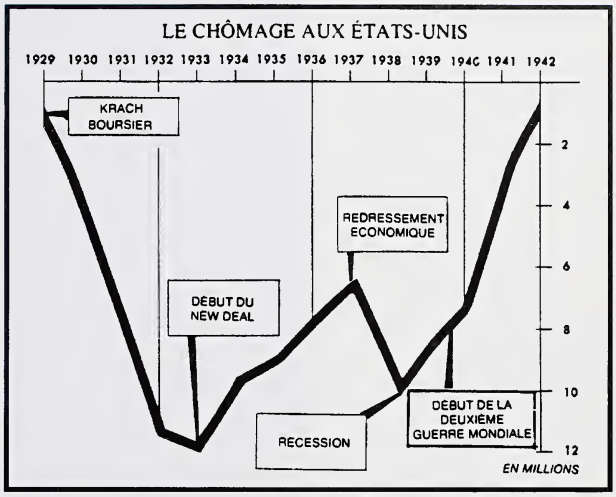
   a) Combien de chômeurs y avait-il approximativement avant le krach boursier?

   b) Combien de chômeurs y avait-il au plus profond de la crise économique?

   c) Le New Deal a-t-il eu un impact sur le chômage? Justifiez votre raisonnement.

   d) Quel événement permet aux États-Unis de sortir définitivement de la crise économique? Expliquez pourquoi.

Le chômage aux États-Unis



3. Consultez le tableau ci-contre et répondez aux questions qui suivent :

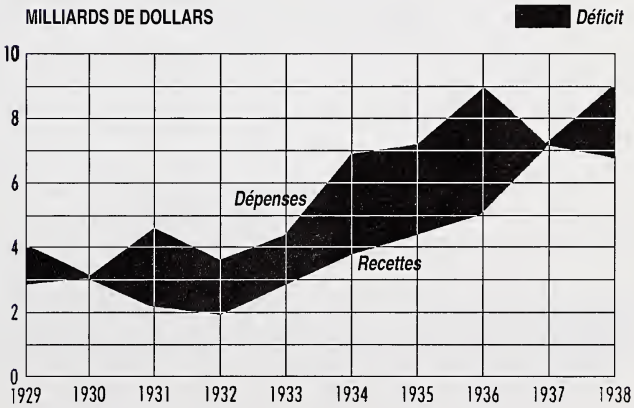
   a) Pourquoi les dépenses gouvernementales commencent-elles à augmenter à partir de 1933?

   b) Quel effet cela a-t-il sur le déficit budgétaire américain?

   c) En quelle année Roosevelt réussit-il à éliminer son déficit?

   d) Quel est l'effet de l'élimination de ce déficit? (Indice : Consultez le tableau ci-dessus sur l'évolution du chômage).
   Y a-t-il un rapport possible entre ces deux phénomènes, c'est-à-dire la réduction des dépenses gouvernementales et une augmentation du chômage?

Le déficit budgétaire aux États-Unis



Vérifions notre compréhension

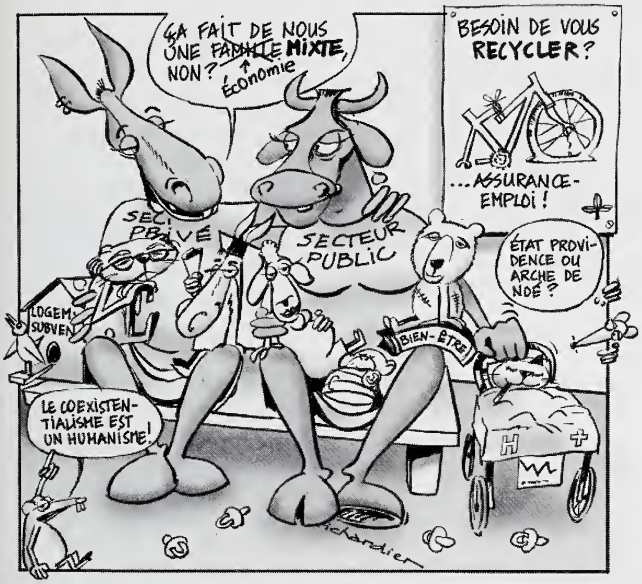
Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la Dépression marque pour certains l'échec du libéralisme. Pour d'autres, c'est une « correction » nécessaire prévue dans le cycle économique, donc une phase à travers laquelle l'économie doit passer pour s'assainir et se préparer à la prochaine relance;
- la Dépression est déclenchée par le krach boursier de 1929 à New York. Elle s'étend en Europe et dans d'autres pays du monde qui dépendent du financement et des investissements américains;
- la Dépression cause une perte de confiance dans le système économique libéral et pousse les gens à demander l'action gouvernementale pour en atténuer les effets;
- aux États-Unis, le nouveau Président, F.D. Roosevelt, annonce en 1933 une politique de relance « New Deal » qui nécessite une intervention gouvernementale à une échelle jamais vue dans le pays;
- la Dépression incite d'autres gouvernements dans le monde à intervenir dans leur économie et à établir l'« État-providence » qui fournit un réseau de services sociaux « du berceau au tombeau ».

Le rejet du libéralisme « laissez-faire »

La Dépression sème le doute quant à la capacité du système libéral de s'autorégler et de s'autocorriger. Les gouvernements admettent de plus en plus la nécessité d'intervenir par divers moyens afin de stabiliser l'économie, c'est-à-dire de remplacer le caractère cyclique de l'économie par une ligne plus droite et régulière et de prévenir la grande misère engendrée par les dépressions. Dans la plupart des États, on assiste à la mise en place d'un **État-providence**, c'est-à-dire d'un État qui intervient sur les plans économique et social afin de fournir les services essentiels, garantissant ainsi un niveau de vie minimum. Un tel système se traduit par **la coexistence d'un secteur privé et d'un secteur public**. Nous appelons la cohabitation de ces deux secteurs au sein d'une même économie, une **économie mixt**e. Comme l'économie mixte est le sujet de notre prochain chapitre, nous ne nous attarderons pas sur le sujet. Disons seulement que la mise en place des programmes sociaux nécessite des déboursements ou dépenses considérables de la part du gouvernement, ce qui nécessite des taxes élevées.

La prospérité de plus en plus généralisée des 30 années après la guerre, appelées les « 30 glorieuses » assure un consensus populaire autour du concept de l'État-providence dans la plupart des États industrialisés. Cependant, le vent



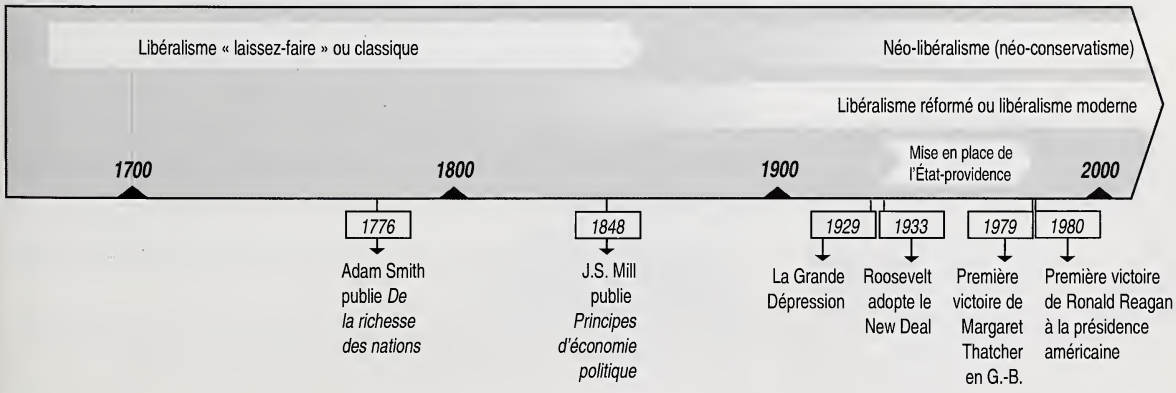
commence à tourner, pendant les années 1980, à cause du développement d'une nouvelle conjoncture économique mondiale. La crise pétrolière, déclenchée par une hausse gigantesque dans le prix du pétrole, la dette accumulée dans bon nombre de pays à cause de déficits consécutifs, la coexistence de l'inflation — normalement associée à une reprise économique, mais causée cette fois par la hausse du prix du pétrole — et une récession, mènent plusieurs politiciens à mettre en doute la capacité de leurs pays de financer l'État-providence ainsi que la capacité des gouvernements d'intervenir efficacement dans l'économie. D'autres croient que le niveau d'intervention gouvernementale dans l'économie et dans la vie sociale a dépassé les limites de ce qui est acceptable dans un pays libre et démocratique. Une école de pensée se forme prônant un retour aux valeurs du libéralisme et du laissez-faire. Œuvrant pour une renaissance des idées libérales, cette école porte le nom de **néo-libérale** en Europe et **néo-conservatrice** en Amérique du Nord. Cette dernière appellation dérive du fait que c'est la droite et donc les conservateurs qui sont les défenseurs du capitalisme et de la non-intervention gouvernementale en Amérique du Nord. Ce courant néo-libéral ou néo-conservateur représente une renaissance des idées d'Adam Smith et des économistes associés à la promotion du libéralisme « laissez-faire ». Il surgit après une interruption d'à peu près 50 ans pendant lesquels des pays industrialisés mettent en place, à des degrés différents, un État-providence généreux mais coûteux.

Néo-libéral : terme européen désignant les gens de la droite qui défendent le capitalisme et le retour à la non-intervention ou à une intervention minimale de l'État dans l'économie. En Amérique, on les nomme des néo-conservateurs

Néo-conservateur : terme nord-américain désignant les gens de la droite qui défendent le capitalisme et le retour à la non-intervention ou à une intervention minimale de l'État dans l'économie. En Europe, on les nommes des néo-libéraux

Chronologie du libéralisme économique

Le schéma suivant trace le développement du libéralisme économique depuis ses débuts, son évolution au cours des années, puis sa remontée récemment.



LE NÉO-LIBÉRALISME

La théorie

Le néo-libéralisme préconise un retour au libéralisme « pur et dur ». Des économistes comme Milton Friedman et des politiciens comme Margaret Thatcher en Grande-Bretagne ou Ronald Reagan aux États-Unis sont associés à ce courant économique.

Les néo-libéraux sont motivés dans leurs actions par l'idée que, après tant d'années d'interventionnisme, l'État était devenu trop puissant, trop envahissant, trop menaçant pour la liberté et trop encombrant pour l'économie. Ils préconisent une diminution importante du rôle et des responsabilités de l'État et une augmentation de la responsabilité de chacun pour soi-même. Les néo-libéraux ciblent donc surtout l'État-providence, structure étatique et bureaucratique intervenant énergiquement sur plusieurs plans pour égaliser les chances de tous et assurer à tout individu un niveau de vie minimum.

À partir des années 1980, plusieurs pays industrialisés ont dû faire face à des déficits records, à des dettes énormes et à des taux de croissance économique faibles voire même négatifs. La pratique de l'interventionnisme, qui avait fait ses preuves après la Deuxième Guerre mondiale, ne semblait plus fonctionner. Non seulement avait-elle cessé d'assurer la prospérité et la croissance économique, mais elle avait mené à un endettement mettant en péril l'avenir des générations montantes. L'heure était aux décisions graves et il fallait chercher des solutions de rechange.

Plusieurs économistes et politiciens pensaient les trouver dans un retour aux principes du libéralisme classique. Leur raisonnement embrassait, en général, les points suivants :

- les déficits chroniques encourus par les gouvernements forcent ceux-ci à emprunter de l'argent auprès des institutions financières et des individus, ce qui a pour effet de faire monter les taux d'intérêt. Les taux d'intérêt élevés découragent la consommation ainsi que l'investissement. De plus, l'argent prêté aux gouvernements n'est plus disponible pour des investissements productifs. Les entreprises sont obligées de chercher leur financement ailleurs, souvent dans des pays étrangers — le Japon par exemple — à des taux élevés. Cela décourage encore davantage l'investissement et agit comme un frein additionnel sur le développement économique. C'est ainsi que les néo-libéraux établissent un rapport direct entre l'endettement du gouvernement, les taux d'intérêt élevés et la faible croissance économique.

- les taxes élevées nécessaires pour financer l'État-providence tuent toute incitation à travailler plus fort ou à investir.

- seul le secteur privé peut créer des emplois et pour ce faire, il faut créer un climat propice à l'investissement et à la croissance économique.

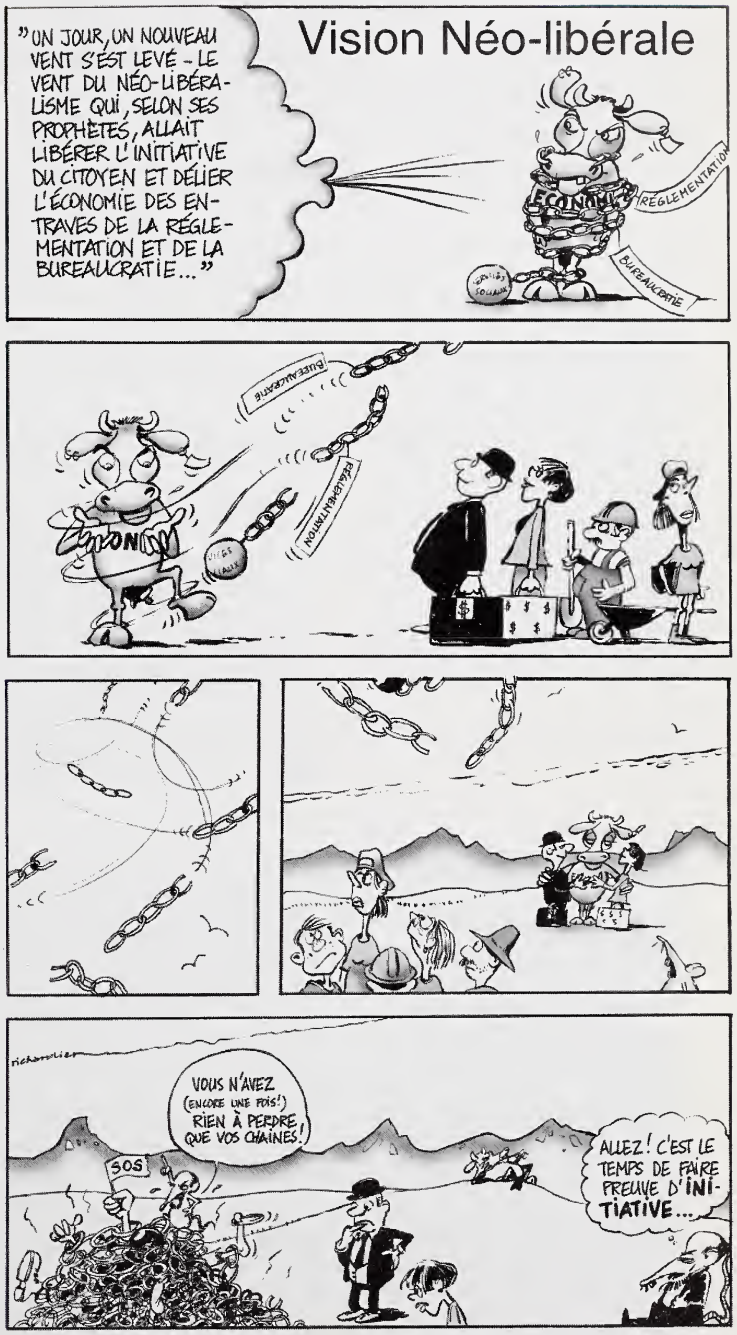
- les investisseurs placent leur argent là où ils peuvent faire le plus de profits; **pour attirer les investisseurs et donc créer des emplois, il faut baisser les taxes, assainir les finances publiques — éliminer le déficit et rembourser la dette afin de faire baisser les taux d'intérêt — réduire la taille du gouvernement et les services de l'État-providence**.

- la demande reprendra quand les individus comme les entreprises pourront garder une plus grande partie de leur salaire ou de leurs profits. De même, une baisse dans les taux d'intérêt encouragera l'emprunt, ce qui stimulera la demande et l'investissement et, par conséquent, la production. Il est primordial donc pour la relance économique de baisser les taxes et de diminuer les taux d'intérêt.

- la taille gigantesque du gouvernement et la présence d'une réglementation gouvernementale massive contribuent, elles aussi, à décourager l'investissement et la productivité aussi bien des individus que des entreprises. Il faut donc réduire la taille du gouvernement et déréglementer.

En résumé, pour les raisons évoquées ci-dessus, à partir des années 80, les néo-libéraux prônent les solutions suivantes aux problèmes économiques qui assaillent des démocraties capitalistes. Rappelez-vous qu'il s'agit ici de **solutions pour relancer l'économie et pour assurer la croissance économique**. Selon les néo-libéraux, il faut :

- baisser les taxes;
- réduire la taille du gouvernement;
- assainir les finances publiques;
- déréglementer;
- réduire l'État-providence.



La pratique

Les victoires électorales respectives de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis ont permis aux néo-libéraux de mettre leurs idées en application.

Reaganomique

Dans le cas de Reagan, son programme économique — connu sous les noms de **reaganomique**, de **reaganomie** ou de **reaganisme** — s'appuyait sur deux éléments principaux :

- un allégement des taxes;
- la déréglementation.

Ces deux mesures avaient pour but de **relancer l'économie en stimulant l'offre**. Plus précisément, ces mesures :

- libéraient les entreprises des entraves régulatrices et bureaucratiques, et
- encourageaient les entreprises et les individus, qui gardaient une plus grande portion de leur revenu, à réinvestir leurs profits dans de nouveaux projets industriels et commerciaux.

Ce type de gestion économique qui cherche à stimuler la production (c'est-à-dire l'offre), l'investissement, ainsi que l'augmentation des profits et du revenu après taxe, a reçu le nom d'**économie de l'offre** ou **gestion de l'offre** — (en anglais, supply-side economics), par opposition à **économie de la demande** ou **gestion de la demande** (demand-side economics) qui, elle, cherche à stimuler la consommation.

Autrement dit :

> Pour revenir à la prospérité et à la stabilité, il faut rétablir l'économie de marché dans ses droits, d'où elle a été chassée par des décennies de croissance ininterrompue de l'interventionnisme étatique. [...]
>
> La stratégie de l'économie de l'offre est de diminuer simultanément les impôts directs sur les personnes et sur les entreprises ainsi que les dépenses publiques d'intervention économique et sociale : il devrait en résulter une relance telle de l'investissement et de l'activité que le déficit budgétaire s'annulerait rapidement.
>
> Christian Stoffaës. La Réagonomie en perspective. *Économie et prospective internationale — La documentation française* — Paris, no 9, 1er trim., 1983.

Les critiques de l'économie de l'offre maintiennent qu'elle contribue à augmenter les inégalités sociales, en favorisant le milieu d'affaires et la classe aisée, au détriment des classes défavorisées. Les riches voient leurs taxes

Reaganomie : voir économie de l'offre

Économie de l'offre ou reaganomie ou **gestion de l'offre** : théorie économique libérale qui recommande l'augmentation de l'offre, en prenant des mesures favorables aux entreprises, et la stimulation de la consommation, en baissant les impôts. On crée ainsi un climat favorable à la croissance et au réinvestissement des profits

Économie de la demande ou **gestion de la demande** : théorie économique selon laquelle le gouvernement intervient pour stimuler la demande par la création d'emplois. Ceci réduit le chômage et augmente la demande, car les individus ont de l'argent à dépenser; théorie associée au keynésianisme

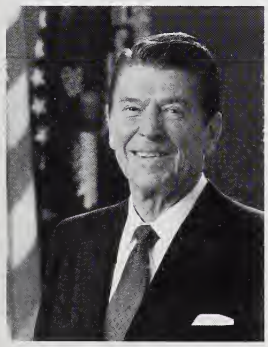
diminuer. Les services et les programmes gouvernementaux sont également réduits, mais cela a peu d'effet sur les gens à revenu élevé, car ils peuvent toujours acheter ces services — éducation, santé, accès à la culture, etc. — sans problèmes. Les gens à bas revenu, par contre, se voient obligés de débourser eux-mêmes les coûts des services autrefois offerts par le gouvernement. Ces dépenses représentent une proportion considérable de leur modeste revenu. Quant aux entreprises, bon nombre d'entre elles profitent des allégements fiscaux pour augmenter leurs dividendes et non pas pour créer plus d'emplois. Il n'y a, selon les adversaires du néo-libéralisme, aucun effet d'entraînement.

Que disent les économistes à propos des années Reagan? Les réponses sont partagées, mais on peut dire que la plupart des économistes réputés sont arrivés à la conclusion que la reagonomie a fait plus de mal que de bien. C'est certainement la position de deux économistes prestigieux, John Kenneth Galbraith dans *A Journey through economic time* et Paul Krugman dans *Peddling Prosperity*. D'après Galbraith, cette période s'est soldée par :

Créancier : personne à qui on doit de l'argent

Débiteur : personne qui doit de l'argent

- des réductions d'impôts bénéficiant surtout aux riches;
- une augmentation du déficit budgétaire en raison des recettes réduites associées aux allégements fiscaux;
- une érosion de la compétitivité des États-Unis par rapport aux autres pays;
- de la tension sociale dans les grandes villes;
- de la spéculation financière et de la corruption à cause de la déréglementation;
- une augmentation du déficit au niveau de la balance des paiements, à la fin des années Reagan. Les États-Unis sont passés de l'état du statut du plus grand **créancier** au monde au début des années Reagan, à celui du plus grand **débiteur**;
- la mise en place des éléments qui seront la cause de la récession du début des années 1990.



Gracieuseté des United States Information Services

Ronald Reagan (1911 -)

Cowboy et acteur — Ronald Reagan, Président des États-Unis de 1980 à 1988, a été un des présidents les plus populaires de l'histoire américaine. Grâce à lui, les Américains ont regagné la fierté dans leur pays. Le bilan de ses deux mandats est toutefois ambigu. Il impose à l'Amérique une nouvelle politique économique dure, appelée par ses concitoyens « Reaganomics » , qui se traduit par une réduction de la taille du gouvernement américain et un parti pris favorable envers les riches. Les services offerts aux classes défavorisées s'amenuisent et le nombre de laissés pour compte augmente. Reagan laisse s'accumuler une dette colossale assortie de graves déficits budgétaires et commerciaux. Par contre, l'inflation connaît une baisse importante et le nombre de chômeurs diminue. Il tient tête à Moscou, l'appelant même « l'Empire du mal ». Il suscite l'admiration car les Américains voient en lui un Président qui a des idées simples, peut-être, mais efficaces et fermes.

Thatchérisme

Quand au **thatchérisme** en Grande-Bretagne, les résultats ont été ambigus. La Grande-Bretagne a connu une baisse dramatique de l'inflation de 13,6 % en 1979 à 3,4 % en 1986; par contre, le chômage est passé de 4,9 % en 1979 à 13,2 % en 1984. De plus, les inégalités sociales aussi bien que les disparités régionales ont augmenté. En même temps, la Grande-Bretagne a connu une hausse de la productivité et ses premiers surplus budgétaires depuis longtemps, dus en particulier à la privatisation ou la vente au secteur privé des entreprises publiques.

Gracieuseté des British Information Services

Margaret Thatcher (1925 -)

Connue sous le nom de « Dame de fer », pour sa fermeté, Margaret Thatcher a été la première femme Première ministre de la Grande-Bretagne. Élue pour la première fois en 1979, elle applique un programme de libéralisme économique qui voit la privatisation de bon nombre d'entreprises publiques et la réduction du pouvoir des syndicats. Elle fait reculer l'État au nom de la liberté individuelle et devient un farouche adversaire de l'État-providence. Ses valeurs, ardemment individualistes, comprennent un esprit de parcimonie et le refus de toute extravagance. Selon elle, il ne faut compter que sur soi-même et ne jamais laisser les autres prendre des décisions à sa place. Elle procède à une profonde réforme fiscale qui ne laisse que deux tranches d'impôts sur le revenu — 25 % et 40 %. Les hauts revenus sont moins taxés au Royaume-Uni que dans n'importe quel autre pays comparable. En 1982, elle mène une guerre victorieuse contre l'Argentine à propos des îles Malouines (Falkland Islands), ce qui lui assure sa réélection en 1983. Réélue en 1987, Mme Thatcher se retrouve de plus en plus contestée au sein de son propre parti, en raison des difficultés sociales et économiques rencontrées. Elle démissionne en 1990, non sans avoir bousculé de fond en comble la vie politique, sociale et économique de la Grande-Bretagne.

Le modèle établi par Thatcher attire des admirateurs et des détracteurs. Voici quelques commentaires à l'égard du bilan du néo-libéralisme britannique figurant dans *le Monde Diplomatique* de février 1997 :

- au Royaume-Uni, « l'inégalité des revenus s'est aggravée plus rapidement que dans la plupart des pays de l'OCDE ». (Études économiques de l'OCDE, Royaume-Uni, 1996, OCDE, Paris, 1996)

Thatchérisme : voir économie de l'offre ou gestion de l'offre

Depuis vingt ans :

- le nombre des sans-abris a doublé; le nombre des enfants ne vivant que de l'aide sociale est passé de 7 % en 1979 à 26 % en 1994 (« Inequalities rule » ou « tax cuts », *The Guardian*, 25 novembre 1996)

- les 10 % les plus pauvres ont perdu 13 % de leur pouvoir d'achat, alors que les 10 % les plus riches en ont gagné 65 % (Ibid)

Depuis cinq ans, le nombre des millionnaires a doublé. « Le "club" des millionnaires, qui s'est agrandi au rythme hebdomadaire de 200 nouveaux riches, réunit aujourd'hui quelque 100 000 membres » (« L'Île des exclus », *Le Figaro*, janvier 1997).

Il existe, toutefois, des auteurs qui continuent à vanter les bienfaits de l'économie de l'offre. Dans le Globe and Mail du 17 août 1996, sous le titre de *La magie de l'économie de l'offre*, le journaliste Terence Corcoran avance l'argument que les taxes élevées étouffent la croissance économique. Corcoran cite une étude faite par le Fonds monétaire international qui semble démontrer que la croissance économique augmente à mesure que les taux d'imposition — les taxes — diminuent. Corcoran ne traite pas de la question des bénéficiaires de cette croissance économique. D'autres études démontrent que dans les pays qui adoptent un régime de taxes allégées, comme aux États-Unis sous Reagan, ce sont les personnes à revenu élevé qui profitent très largement des gains financiers réalisés.

ACTIVITÉ

Le néo-libéralisme

Répondez aux questions qui suivent :

1. Quelle est la position générale des néo-libéraux par rapport au rôle du gouvernement dans la vie d'un pays? Pourquoi adoptent-ils cette attitude?
2. Expliquez le concept « économie de l'offre ».
3. Discutez les résultats de la reagonomie et du thatchérisme.

FAISONS LE POINT

La vaste majorité des pays industrialisés contemporains se réclame du libéralisme économique. Pour la plupart d'entre eux, le libéralisme « pur » ou « modèle » a cédé le pas à une sorte de libéralisme réformé où le gouvernement joue un rôle beaucoup plus grand que celui prévu par les premiers économistes libéraux, ceux qu'on appelle les « libéraux classiques ».

À l'époque (le XVIIIe siècle) où il écrivait, le principal avocat du libéralisme, Adam Smith, a prévu un rôle plus réduit pour le gouvernement. Il préconisait un retrait du gouvernement du champ économique car, selon lui, les forces naturelles du marché suffisaient pour accroître la prospérité individuelle et générale. D'après lui, une économie libre est guidée par **une main invisible** qui lui confère un **pouvoir autorégulateur** et lui permet en même temps de contribuer au bien-être général. L'économie libérale ou « laissez-faire » prévue par Smith se base sur **la propriété privée, le gain personnel, la compétition, le profit** et **la libre opération de la loi de l'offre et de la demande**. Ce genre de libéralisme connaît son apogée au XIXe siècle lors de la révolution industrielle. Il permet un développement industriel jamais vu auparavant, mais accompagné de **crises économiques cycliques** et d'un **accroissement des inégalités sociales**.

La souffrance humaine que le libéralisme économique engendre pour certaines couches de la société soulève la critique. Le coup sérieux est porté en 1929 au moment où le krach boursier provoque la Grande Dépression. **Les coûts sociaux et humains** de ce « mal nécessaire » provoquent une remise en question de l'efficacité du libéralisme et de son soi-disant pouvoir autorégulateur. Partout dans le monde, des populations réclament un rôle plus actif de la part de leur gouvernement. Même les États-Unis, champion de l'orthodoxie libérale, reviennent sur leur appui au libéralisme classique pour annoncer un nouveau programme interventionniste connu sous le nom de « New Deal ». D'autres pays vont jusqu'à mettre en place un réseau complet de programmes sociaux, espérant ainsi mieux répartir les richesses nationales, mettre fin à la pauvreté et égaliser les chances de tout le monde. L'État sort de son rôle minimum prévu par Smith pour assumer de nouvelles responsabilités sociales et économiques. C'est la fin du libéralisme « laissez-faire » pour à peu près 50 ans. Le libéralisme de Smith connaît de nos jours une certaine renaissance. Les idées néo-libérales (une remise à jour du libéralisme classique) circulent encore une fois dans cette période de fin de siècle. Smith renaît de ses cendres et les « lois naturelles du marché » reprennent leur place de choix parmi les idées économiques prédominantes.

TERMES-CLÉS

actions
aide à l'exportation
avantage relatif
appât du gain
Bourse
cartels
chômage
circulation des capitaux/flux des capitaux
compétition/concurrence
coût social
croissance/prospérité
cycle économique
déficit
déflation
dépression
dette
division du travail
droits de douane/tarifs
économie libérale/de marché
économie mixte
effet d'entraînement
embauche du personnel
entreprise publique/d'État
essoufflement de la demande
État-providence
faillite/banqueroute
favoritisme politique
inégalité
inflation
instabilité des prix
« jeudi noir »
krach boursier
libre échange
licenciement/mise à pied
loi du marché
loi de l'offre et de la demande
lois « antitrust »
main invisible
mercantilisme
monopole
néo-libéralisme/néo-conservatisme
New Deal (nouvelle donne)
oligopole
pénurie
PNB (Produit national brut)
politique protectionniste
politique de déflation/politique d'austérité
politique de relance/politique interventionniste
propriété privée
profit
reaganomique
récession
reprise/relance/redressement économique
secteur privé
secteur public
souveraineté du consommateur
spéculation
surplus/excédent
stimuler la demande
thatchérisme

PERSONNAGES-CLÉS

Adam Smith
F. D. Roosevelt
R. B. Bennett
Ronald Reagan
Margaret Thatcher

CHAPITRE

L'économie mixte et l'État-providence

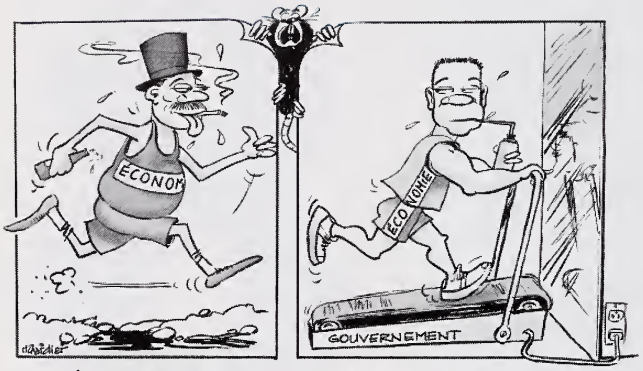
8

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la nature d'une économie mixte, en théorie et en pratique — Canada et Suède;
- les raisons de la montée de la social-démocratie dans certains pays;
- les caractéristiques d'un État-providence;
- les arguments économiques et moraux pour et contre l'intervention gouvernementale;
- la théorie économique de John Maynard Keynes — le keynésianisme;
- l'expérience sociale-démocrate de la Saskatchewan;
- la diminution de l'État-providence par certains gouvernements, en particulier par ceux de la Nouvelle-Zélande et de l'Alberta.

INTRODUCTION

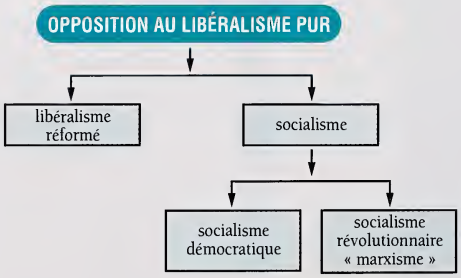
Les crises économiques inhérentes au système capitaliste ainsi que les inégalités sociales et la souffrance humaine engendrées par celui-ci ont contribué, dès les années 1840, à susciter l'opposition à ce système. Dans un premier temps, cette opposition a pris deux formes : des propositions de réforme du système afin de corriger les abus les plus évidents du capitalisme et des propositions de rejet du capitalisme comme un système inhumain, immoral et voué par l'histoire à la destruction. Le premier groupe se caractérise par un désir de maintenir le système capitaliste, tout en le modifiant légèrement. Ses défenseurs seront appelés libéraux réformés ou réformateurs.



LIBÉRALISME PUR... ... LIBÉRALISME RÉFORMÉ.

Le deuxième groupe, appelé les socialistes, désire remplacer le système capitaliste par un nouveau système où les moyens de production seraient socialisés et le prolétariat formerait le gouvernement. Ce dernier groupe se divise en deux factions vers la fin du XIXe siècle — les sociaux-démocrates et les marxistes orthodoxes (communistes). La première faction abandonne la lutte révolutionnaire pour préconiser l'utilisation de méthodes pacifiques et démocratiques en vue d'améliorer le sort des travailleurs et des moins nantis de la société. Elle rejette la voie de la violence et décide de jouer le jeu parlementaire afin de parvenir graduellement à ses fins. La deuxième, les communistes, insiste sur le fait que la loi de l'histoire, c'est-à-dire la dialectique telle qu'expliquée par Marx, rend la révolution inévitable. Ce groupe critique sévèrement la décision des sociaux-démocrates de coopérer avec les classes dirigeantes, disant que cela ne fera que prolonger la période bourgeoise de l'histoire et retardera l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement prolétaire. Cette division au sein du socialisme devient permanente et, en dépit de toutes les valeurs qu'elles ont en commun, ces deux factions deviennent les pires ennemis.

Le schéma suivant résume le développement de l'opposition idéologique au libéralisme pur ou modèle — le libéralisme « laissez-faire ».



Dans bon nombre de pays, surtout en Europe scandinave et en Europe de l'Ouest, mais sans oublier la Saskatchewan au Canada, les sociaux-démocrates prennent éventuellement le pouvoir. Sous le nom de partis travaillistes dans les pays anglo-saxons — Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, mais pas au Canada — ou de partis sociaux-démocrates ou socialistes — Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Pays-Bas, Allemagne, France, Espagne, entre autres — ces individus préconisent un rôle actif et constructif pour le gouvernement sur plusieurs plans, afin d'éliminer les inégalités sociales et d'instaurer une véritable démocratie où tout le monde jouit d'un standard de vie décent.

Leurs actions se déploient en général sur cinq plans — les plans social, fiscal, budgétaire, monétaire et économique. Au niveau social, ils mettent en place un réseau de programmes sociaux **du berceau au tombeau** — du début de la vie jusqu'à la fin. Cette intervention massive du gouvernement mène à la mise en place de ce qu'on a appelé **l'État-providence**.

La mise en place de ce programme nécessite le déboursement de fonds publics. Ces fonds proviennent d'un régime d'impôts et de taxes élevés et font des politiques fiscales et budgétaires — politiques liées aux dépenses et aux revenus gouvernementaux — une autre arme du gouvernement dans l'établissement d'une société juste et équitable. Certains gouvernements, mais pas tous, interviennent sur le plan économique par le biais de nationalisations d'entreprises privées, de création d'entreprises publiques, d'investissements de fonds publics, de réglementation sur les salaires et les conditions d'emploi entre autres, ou de consultations étroites avec les milieux de travail et d'affaires. L'adoption de ces mesures, selon un dosage propre aux priorités et à la culture politique de chaque pays, conduit à la mise en place de ce que nous appelons **une économie mixte**.

Un mot sur la distinction à faire entre une économie mixte et un État-providence. Dans **une économie mixte, l'État intervient sur le plan économique et agit en tant qu'acteur** — nationalisations, création d'entreprises publiques — **ou agent** — investissements, réglementations, consultations.

Dans **un État-providence, l'État intervient sur le plan social et fiscal** afin de redistribuer la richesse nationale, en établissant un réseau de programmes sociaux qui visent à offrir des chances égales et des conditions de vie décentes à tout le monde.

Dans la pratique, les États interviennent à différents degrés sur les plans social et économique, leur degré d'intervention correspondant au génie particulier, au projet de société et aux priorités de chaque pays. La Suède, par exemple, s'est dotée d'un État-providence généreux, mais s'est abstenue de trop intervenir sur

le plan économique. La plupart de ses industries restent entre les mains du secteur privé. Le Canada s'est donné un système de sécurité sociale moins généreux que ceux de la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest et le secteur privé contrôle 90 % de son économie; par contre, plusieurs entreprises publiques (entreprises d'État) ont été établies au cours des années (Air Canada, Via Rail, Hydro-Ontario, Hydro-Québec, AGT, entre autres).

Les sociaux-démocrates ont généralement prôné une intervention dans les deux secteurs — économique et social — en même temps. Bon nombre d'États-providence ont une économie mixte et la plupart des États à économie mixte offrent à des degrés plus ou moins poussés des programmes sociaux.

Dans ce chapitre, nous examinerons les racines historiques et théoriques du socialisme démocratique, ainsi que le fonctionnement de cette idéologie sur le plan concret. Étant donné que le Canada partage plusieurs éléments d'une économie mixte, nous jetterons un regard sur sa situation ainsi que sur celle de la Saskatchewan, foyer historique du socialisme démocratique chez nous.

JOHN STUART MILL ET LE LIBÉRALISME RÉFORMÉ

En Grande-Bretagne, les réformateurs apparaissent à la même période que Marx. Ils étaient révoltés par certains aspects du libéralisme, notamment les conséquences néfastes de la révolution industrielle sur le « petit peuple ». À l'encontre de Marx, ils voulaient toutefois préserver les fondations du capitalisme car, selon eux, ce système fonctionnait bien au niveau de la **production de la richesse**. Les problèmes se situaient surtout sur le plan des **conséquences humaines**.

Pour les libéraux réformateurs, **le capitalisme est un excellent système pour produire la richesse; le problème est qu'il crée des inégalités et néglige le bien-être public dans certaines circonstances**.

J. S. Mill

Parmi les libéraux préconisant un rôle plus actif du gouvernement dans la vie économique figure le philosophe anglais John Stuart Mill (1806 - 1873). Auteur de plusieurs ouvrages importants, dont *La liberté et les principes d'économie politique*, **Mill affirme que le laissez-faire doit être la règle générale, mais que l'État ne peut voir son rôle limité à ses fonctions d'État gendarme**, c'est-à-dire d'un État chargé seulement du maintien de l'ordre public et de l'application du droit. Pour lui, le capitalisme peut être amélioré mais pour cela, il faut faire de la place pour une certaine intervention gouvernementale.

Mill croit que l'intervention de l'État peut être nécessaire pour les raisons suivantes :

- l'individu n'est pas toujours le meilleur juge de ses intérêts;
- le consommateur n'est pas toujours bon juge ni de ses besoins réels, ni de la qualité de la marchandise;

- les individus ne sont pas toujours capables de juger et d'agir par eux-mêmes;
- les mécanismes du marché ne conduisent pas nécessairement à une amélioration des conditions de travail;
- dans la pratique, la concurrence n'existe pas toujours sur le marché;
- la concurrence ne peut pas résoudre le problème de la pauvreté;
- l'intervention de l'État est souhaitable quand la concurrence s'avère insuffisante.

ACTIVITÉ

J.S. Mill et le libéralisme réformé

1. Quelles thèses de base du libéralisme pur sont remises en question par la liste ci-dessus?

2. Donnez un exemple où l'individu n'est pas le meilleur juge de ses intérêts. Rappelez-vous que le travail des enfants à l'époque était non-réglementé.

3. Lisez l'extrait suivant tiré des *Principes d'économie politique* de Mill et répondez aux questions qui suivent :

   a) Quelle est la thèse que Mill développe ici?
   b) Si un gouvernement adoptait cette thèse, quelles sortes d'interventions subventionnerait-il?
   c) À votre connaissance, le gouvernement canadien subventionne-t-il de tels types d'intervention? Et le gouvernement américain?

[Ainsi, l'État doit remplacer l'initiative privée lorsque le] « service public est nécessaire sans que personne en particulier soit intéressé à s'en charger, parce que personne n'en retirerait naturellement et spontanément une rémunération suffisante. Prenons pour exemple un voyage de découverte ou une exploitation scientifique. Les informations recherchées peuvent être d'une grande utilité. Cependant, un particulier ne saurait en retirer un bénéfice suffisant pour couvrir les frais de l'expédition, et il n'y a pas d'autre moyen de prendre une part du bénéfice au moment où ceux qui en profitent le réalisent, que d'imposer une taxe au profit de ceux qui ont fourni l'information. Les voyages sont ou pourraient être faits au moyen d'une souscription particulière, mais c'est une ressource exceptionnelle et précaire. On les a le plus souvent entrepris aux frais de compagnies ou d'associations philanthropiques; mais en général, ces entreprises sont faites au compte du gouvernement qui peut les confier aux hommes qu'il estime les plus propres à les conduire. La construction et l'entretien des phares, des bouées, etc. pour la sûreté de la navigation, est encore une fonction qui convient au gouvernement. Car, comme il est impossible que les navires en mer qui profitent d'un phare soient soumis à une taxe pour s'en être servis, personne n'élèverait de phares par intérêt particulier, à moins d'être indemnisé et récompensé sur les fonds d'un impôt établi par le gouvernement. Il y a des recherches scientifiques d'une grande utilité pour la nation et pour l'humanité tout entière qui exigent beaucoup de temps et de travail, souvent des recherches considérables par des personnes capables de gagner beaucoup dans un autre emploi. Si le gouvernement n'avait pas la faculté d'accorder une indemnité pour les dépenses faites et une rémunération pour le temps et le travail ainsi employés, ces recherches ne pourraient être entreprises que par des hommes, en bien petit nombre, qui joignent à la possession d'une fortune indépendante des connaissances techniques, des habitudes laborieuses, et, soit un grand patriotisme, soit un désir ardent de célébrité scientifique ».

J. S. Mill. *Principes d'économie politique.*

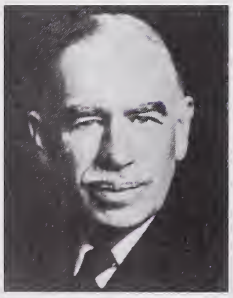
Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la souffrance humaine et les inégalités sociales occasionnées par le libéralisme économique poussent certaines personnes, au milieu du XIXe siècle, à remettre en question le libéralisme « laissez-faire »;
- J. S. Mill affirme que le libéralisme est essentiellement bon, mais qu'il a besoin de quelques réformes pour corriger les abus auxquels il donne naissance;
- Mill propose entre autres que le gouvernement intervienne de temps en temps pour assurer le bon fonctionnement de l'économie libérale.

JOHN MAYNARD KEYNES — ARGUMENT ÉCONOMIQUE POUR L'INTERVENTIONNISME

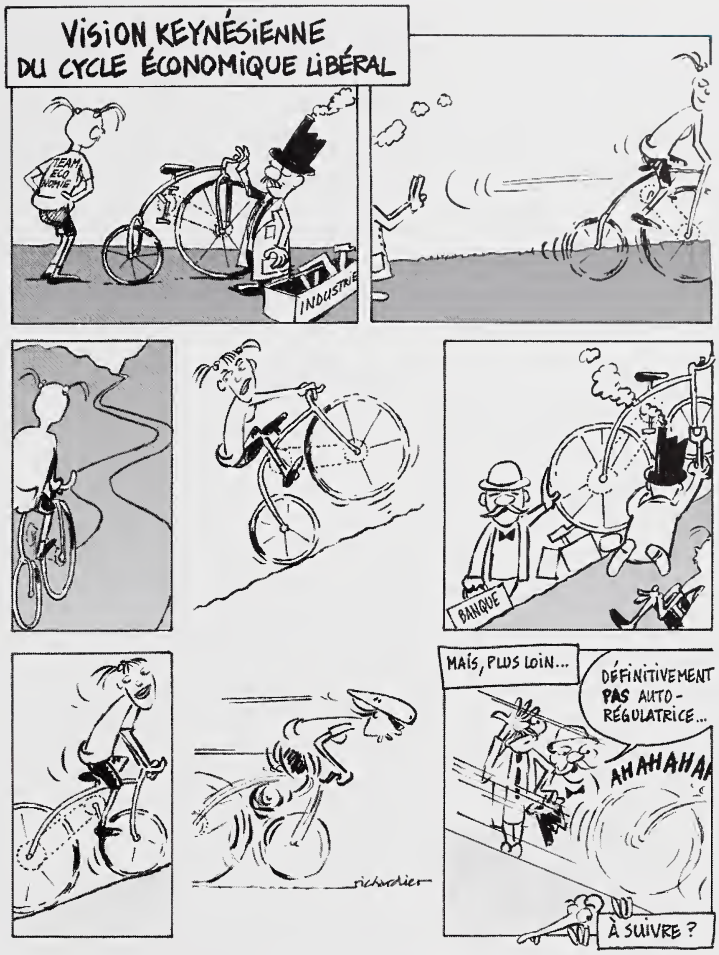
La Grande Dépression des années 1930 — durant laquelle des millions de gens se sont retrouvés sans abri et sans travail — a poussé le public à demander aux gouvernements d'assumer plus de responsabilités. Selon ce public, l'État devait se préoccuper du bien-être de ses citoyens, même au prix de plus d'intervention dans l'économie et dans la vie sociale. Pour bien des gens, l'État avait un **devoir moral** d'aider les individus à atteindre un standard de vie minimum et de s'assurer que personne ne soit condamné à la misère ni au désespoir.



John Maynard Keynes (1883 - 1946)

Grand bourgeois libéral, amateur d'art, membre du groupe Bloomsbury (groupe d'intellectuels anglais), auteur de nombreux ouvrages d'économie, Keynes est originaire de Cambridge en Angleterre. Il est entré au ministère des Finances en 1905. Il s'impose comme conseiller financier privilégié du gouvernement anglais depuis la conférence de la Paix (1919) dont il critique l'imposition des réparations à l'Allemagne jusqu'à celle de Bretton Woods, où l'on détermine les règles économiques qui régiront les interactions entre États après la Deuxième Guerre mondiale. Il meurt d'une crise cardiaque à l'âge de 62 ans.

Keynes, l'économiste le plus influent du XXe siècle et l'auteur de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), a partagé la notion que l'État avait un devoir moral d'assurer le plein emploi et le bien-être général. Son argument en faveur de l'intervention de l'État dans l'économie s'appuie toutefois sur des **considérations essentiellement économiques**. Selon Keynes, la Grande Dépression trouvait ses origines dans l'absence du pouvoir



d'achat des individus. Pour sortir une économie de la stagnation, la solution était de **stimuler la demande**.

Les libéraux classiques affirment, comme nous le savons, que le pouvoir autocorrecteur s'enclenche au moment opportun dans une économie libérale pour la faire sortir de sa léthargie. L'État doit résister à la tentation d'intervenir dans un tel cas, car son intervention ne fera qu'aggraver la situation en déformant le cycle économique. Keynes, pour sa part, doute du pouvoir autorégulateur de l'économie libérale. À l'encontre des libéraux classiques, il pense que les mécanismes spontanés du marché ne sont pas suffisants pour atteindre des objectifs essentiels tels que **le plein emploi, l'absence de crises, et la croissance économique maximale qui tient compte des ressources existantes**.

Keynes tente de démontrer dans ses œuvres que si l'État n'intervient pas, une économie en dépression peut ne pas s'en sortir. **C'est la base de son argument — une économie ne s'autocorrige pas toute seule. Pour la sortir d'une**

Masse monétaire : total de l'argent en circulation qui sert à financer les activités dans un pays

Déficit : situation des finances quand les dépenses sont plus élevées que les revenus

Politique fiscale : politique gouvernementale touchant les taxes et les impôts

Politique budgétaire : ensemble de mesures prises par le gouvernement relatif aux dépenses et aux revenus de l'État

Politique monétaire : ensemble des mesures prises par le gouvernement concernant la somme totale de l'argent en circulation dans un pays ainsi que les taux d'intérêt

période de crise, l'État doit jouer un rôle correcteur en utilisant les moyens à sa disposition pour stimuler la demande. Ces moyens comprennent : le budget de l'État, la gestion de la masse monétaire, et l'action sur les taux d'intérêt.

La politique de Keynes comporte deux volets. Le premier s'appelle **une politique de relance**, c'est l'aspect le plus connu, dont le but est de stimuler et de relancer une économie en récession. Le deuxième s'appelle **une politique de déflation**, qui a pour objectif de freiner ou de contrôler la croissance économique afin de contrecarrer les tendances inflationnistes. Nous étudierons à tour de rôle ces deux aspects de la politique keynésienne.

La politique keynésienne de relance

La politique keynésienne de relance aurait eu l'air bien plus révolutionnaire si ce n'était du président américain Franklin D. Roosevelt. Celui-ci avait déjà abondé dans le sens d'une intervention étatique par le biais de son programme « New Deal »; Keynes, qui avait visité Washington en 1934, avait en fait conseillé au président de pousser son programme encore plus loin.

D'après Keynes, le gouvernement doit **dépenser pour ramener la prospérité**, c'est-à-dire que le gouvernement doit stimuler la demande en mettant plus d'argent dans les poches du consommateur.

Pour ce faire, le gouvernement doit :

- dépenser, même au risque d'encourir des **déficits** (le gouvernement devra entreprendre des travaux publics, des programmes d'aide aux chômeurs et aux démunis, des projets d'infrastructure etc.);
- augmenter la masse monétaire pour mettre plus d'argent en circulation;
- baisser les taux d'intérêt pour que les gens puissent emprunter à moindre coût;
- réduire les impôts pour laisser plus d'argent dans les poches du contribuable.

Notons que Keynes propose ici une intervention par le biais de la **politique fiscale**, de la **politique budgétaire** et dans une moindre mesure, de la **politique monétaire.**

Politiques fiscale, budgétaire et monétaire

Étant donné l'accent mis sur ces trois politiques par les économistes keynésiens, il nous incombe de bien les comprendre et de voir quels types de décisions le gouvernement peut prendre dans chaque domaine.

La **politique fiscale** fait référence à l'ensemble des mesures prises par le gouvernement touchant l'impôt :

- établissement des taux d'imposition pour les particuliers et pour les corporations;
- taxes spéciales — T.P.S., surtaxes, impôt sur la fortune, impôts sur les gains en capital;
- établissement des crédits d'impôt ou des déductions d'impôts;
- établissement de l'assiette fiscale — le revenu ou le bénéfice imposable — certains types de revenus sont exclus de l'assiette fiscale.

La **politique budgétaire** dénote les mesures prises vis-à-vis du rapport qui s'établit entre les dépenses et les revenus (ou recettes) de l'État. Le gouvernement canadien annonce sa politique budgétaire chaque année, quand il présente son budget :

- établissement des dépenses gouvernementales;
- gestion de la dette (s'il y en a une);
- établissement du rapport entre les revenus et les dépenses;
- à noter :
  revenu > dépenses = SURPLUS
  dépenses > revenu = DÉFICIT.

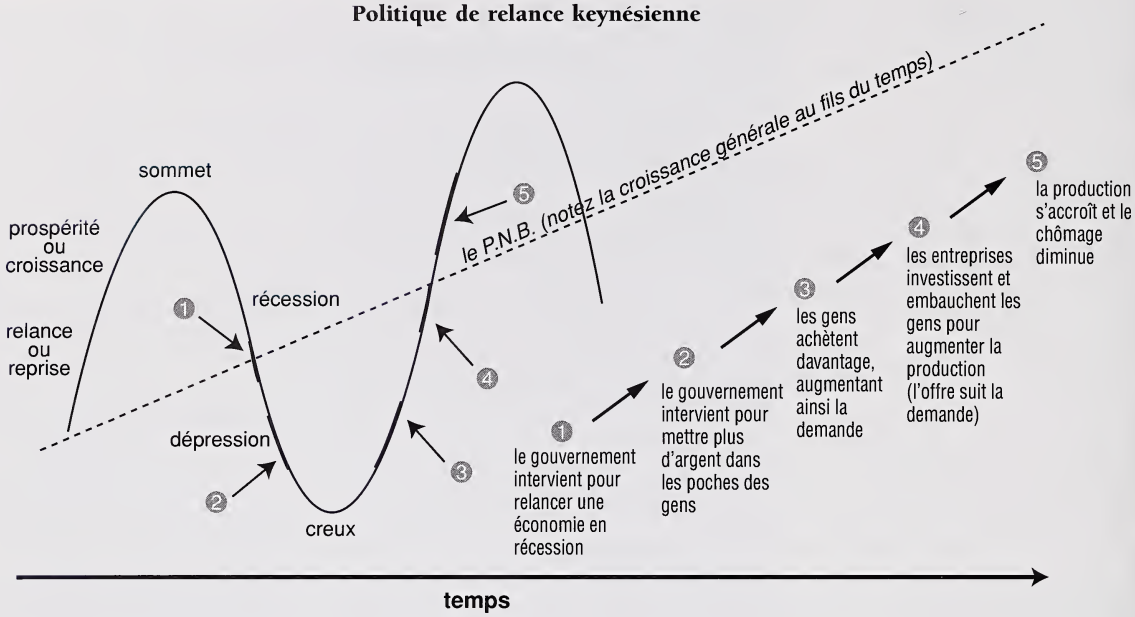
La **politique monétaire** se rapporte à la variation des taux d'intérêt et de la masse monétaire, c'est-à-dire de la somme de l'argent en circulation. Seul le gouvernement a le droit d'imprimer ou de frapper de l'argent et de l'injecter dans l'économie.

- la Banque du Canada, sous la direction du gouvernement, établit :
  - les taux d'intérêt bancaires,
  - la masse monétaire.

Keynes voit donc la possibilité, et la nécessité, de relancer l'économie sous la direction de l'État. Comme le démontre le tableau ci-dessous qui suit, l'État intervient à des moments précis pour empêcher l'économie de tomber en récession ou pour la sortir de la récession, si elle y est déjà.

La demande est centrale à toute la pensée keynésienne. Parce que Keynes trouve la solution à la récession économique au niveau de la demande, pour le distinguer des autres écoles de pensée, on l'appelle parfois un **économiste de la demande**. On dit aussi qu'il propose la **gestion de la demande**.

Politique de relance keynésienne



Keynes comprenait que sa solution aux crises économiques libérales renfermait deux risques — celui de déficits accrus et celui de l'inflation. En ce qui concerne l'accroissement du déficit, si le gouvernement augmente ses dépenses, tout en réduisant les taxes, ses dépenses dépasseront de loin ses recettes (revenus) et il aura un déficit budgétaire. Si cette situation se prolonge pendant plusieurs années, le gouvernement accumulera une dette qu'il devra éventuellement rembourser.

Dépenses > recettes = déficit

Déficit (année 1) + déficit (année 2) + déficit (année 3) = dette accumulée

La politique de Keynes peut aussi mener à l'inflation, car une demande accrue fait monter les prix.

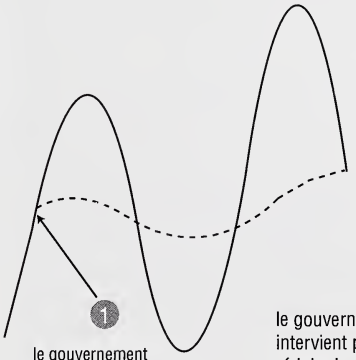
Pour combattre ces deux problèmes (déficits et inflation), Keynes préconise l'emploi d'une **politique de déflation**.

La politique keynésienne de déflation

Pour empêcher une flambée des prix (inflation) et pour remplir les coffres de l'État afin d'éliminer le déficit et de rembourser la dette, le gouvernement doit :

- réduire ses dépenses, ce qui a pour effet de calmer ou de réduire la demande qui elle, pousse à l'augmentation des prix,
- augmenter les taxes,
- contrôler la masse monétaire,
- augmenter les taux d'intérêt.

Toutes ces mesures ont pour effet de réduire la somme d'argent à la disposition des consommateurs. Le gouvernement freinera ainsi la demande et empêchera que l'économie connaisse une période d'inflation intense. Il faut toutefois être très prudent pour ne pas trop réduire la demande, car cela pourrait déclencher une récession. Il faut donc trouver le bon dosage pour ces mesures interventionnistes. Le tableau ci-dessous démontre l'opération de la politique de déflation keynésienne, où le gouvernement intervient pour empêcher le développement de l'inflation et pour contrôler la croissance économique.



Politique de déflation keynésienne

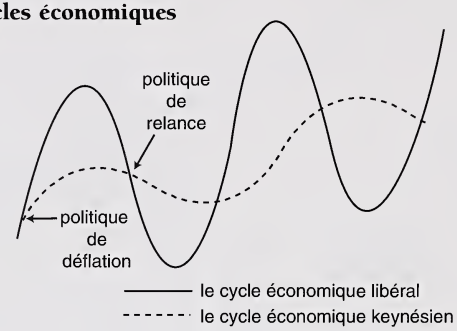
le gouvernement intervient à ce point pour freiner ou refroidir la croissance économique afin qu'elle n'engendre pas l'inflation

le gouvernement intervient pour réduire le montant d'argent en circulation → les gens achètent moins, ce qui refroidit la demande → la demande baisse, ce qui fait baisser les prix et met fin à l'inflation

La politique keynésienne — Conclusion

Comme nous venons de le voir, Keynes propose que le gouvernement intervienne pendant les périodes de prospérité et pendant les périodes de crise. On dit qu'il propose des mesures contre-cycliques afin d'atténuer les hauts et les bas associés à l'opération du cycle économique libéral. L'effet ultime de ces interventions est une économie qui augmente à un rythme stable et régulier, sans crises et sans à-coups. Le diagramme qui suit compare le cycle keynésien au cycle libéral classique et démontre l'effet attendu de l'intervention gouvernementale.

Comparaison des cycles économiques libéral et keynésien

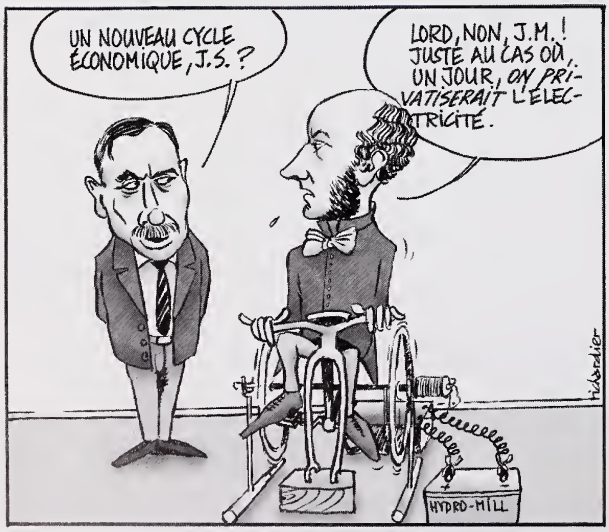


Le cycle économique keynésien a l'avantage d'assurer une croissance stable, tout en évitant la misère humaine associée au creux du cycle économique libéral. Selon ses partisans, le keynésianisme assure :

- une croissance stable et régulière;
- des conditions sociales décentes et humaines;
- l'utilisation optimale du potentiel humain qu'on ne perd pas au chômage.

La mise en pratique de la politique de déflation permet en même temps :

- une situation budgétaire saine à long terme, car les déficits encourus sont payés pendant les bonnes années;
- le contrôle de l'inflation.



Après la Deuxième Guerre mondiale, l'interventionnisme prôné par Keynes devient la norme dans tous les pays industrialisés. Ce n'est qu'au cours des années 70 et 80 que les critiques surgissent pour contester la validité des thèses de Keynes et critiquer les pratiques de l'État-providence. Comme nous l'avons vu, ces gens préconisent un retour aux pratiques libérales du laissez-faire. Pour eux, le keynésianisme ne fonctionne plus. Il conduit en plus à une présence gouvernementale trop importante dans les domaines économique et social. Cette présence massive met en danger la liberté et la responsabilité individuelles, ainsi que l'esprit d'entreprise nécessaire au bon fonctionnement du libéralisme. En outre, le financement de l'État-providence mène à des déficits ininterrompus et donc à l'accumulation d'une dette de plus en plus importante dans bon nombre d'États industrialisés. Certains gouvernements se sont donc détournés du keynésianisme, mais pas tous. Ces dernières années, le Japon a tenté de relancer son économie en suivant la recette keynésienne. Les résultats n'impressionnent pas l'éditorialiste ci-dessous :

Pendant ce temps, au Japon...

Croyez-vous que l'économie keynésienne n'existe plus? Pensez-vous que les gouvernements n'augmentent plus les dépenses publiques pour tenter de combattre les récessions? Prenons par exemple le Japon, qui a investi 370 milliards de dollars au cours des cinq dernières années, pour tenter de relancer son économie. Ce montant représente plus de 60 fois le budget que le Canada a consacré aux projets d'infrastructure depuis que les libéraux sont au pouvoir. Pendant que le Canada aménageait des pistes de jeux de boules, les Japonais construisaient des lignes de trains à grande vitesse.

Cette stratégie a-t-elle donné des résultats? Ce n'est pas évident. L'économie du Japon, qui était autrefois la plus dynamique du monde, n'a augmenté que de 6 % depuis 1992, alors que l'indice de croissance a atteint 22 % aux États-Unis. Après une hausse prometteuse au début de l'année, la croissance est tombée à 0,1 % au dernier trimestre de 1996. En novembre, le Japon a enregistré une des baisses mensuelles des dépenses de consommation les plus marquées. Le mois dernier, au marché boursier de Tokyo, les cours ont chuté, et le Yen — autrefois si puissant! — perd aussi de sa valeur.

Pendant ce temps, la dette du Japon a augmenté de façon spectaculaire. Ce pays, qui faisait autrefois la leçon aux Américains — en signalant avec raison que l'énorme déséquilibre budgétaire des États-Unis était la source de l'énorme excédent commercial du Japon par rapport aux USA — a accumulé une dette publique brute qui était à peu près égale à son PIB en 1998. En comparaison, la dette publique des États-Unis représente 64 % du PIB américain. Au Canada, quand on tient compte de la situation des provinces, le poids de la dette atteint aussi près de 100 % du PIB national, mais contrairement au Japon, ce chiffre est à la baisse.

Bien que le Premier ministre Ryutaro Hashimoto ait exprimé son inquiétude, son dernier budget ne reflète guère ce sentiment. Il inclut de nouvelles subventions pour les producteurs de riz, un grand nombre de projets publics et la construction d'autres lignes de chemin de fer. Malgré une hausse de la taxe à la consommation de 3 à 5 %, le déficit budgétaire national représentera 3,2 % du PIB — 7,4 % si l'on tient compte du manque à gagner des gouvernements locaux.

Non seulement les derniers vrais keynésiens du monde n'ont pas réussi à sortir le Japon de la récession, mais ils laissent un héritage désastreux à la prochaine génération.

Mais si le Japon ne peut revitaliser son économie en augmentant les dépenses publiques, que devrait-il faire? Il existe une seule et unique solution : la déréglementation. L'économie du Japon est ralentie par des milliers de règles qui gênent la concurrence et la croissance. M. Hashimoto a promis de commencer à les éliminer. Cette fois-ci, les Japonais peuvent seulement espérer qu'il tiendra sa promesse.

Éditorial. *The Globe and Mail*, 11 février 1997. Gracieuseté de The Globe & Mail.

Il faut toutefois souligner que, grâce au keynésianisme :

- le capitalisme a pu durer en s'adaptant aux nouvelles circonstances;
- le monde n'a plus connu de dépression aussi horrible ni aussi longue que celle de 1929;
- les économies des pays industrialisés ont augmenté à des rythmes tout à fait respectables et, dans certains cas, spectaculaires;
- des millions de gens ont vu leur niveau de vie s'améliorer en raison des nouveaux programmes sociaux et des politiques de création d'emploi adoptées par les gouvernements. À cet égard, il faut noter que dans certains pays à économie mixte, comme la Suède ou l'Allemagne, la poursuite **d'une politique de plein emploi** a sauvé des milliers de gens du chômage et des rangs des assistés sociaux.

ACTIVITÉ

Keynes et le keynésianisme

Le tableau suivant présente les développements qui pourraient se produire durant un cycle économique libéral. Indiquez les conséquences de chaque développement et la nature des mesures fiscales, budgétaires et monétaires qu'un économiste keynésien adopterait pour les contrecarrer. Dans la dernière colonne, expliquez la logique de ces mesures.

Développements	Conséquences	Mesures à prendre	Raisons
• la demande s'essouffle			
• l'inflation apparaît			
• le chômage sévit			

Solutions keynésiennes aux dangers guettant l'économie libérale

Une économie libérale en croissance risque l'inflation. Une économie en récession, par contre, risque un taux de chômage élevé. Les deux tableaux qui suivent expliquent les dangers qui peuvent surgir lorsque l'économie est en croissance ou en récession et les solutions proposées par Keynes pour chaque situation.

Dangers d'une économie en croissance : la surchauffe et l'inflation

Évolution possible d'une économie libérale en croissance où : Demande > Offre

- la demande s'accroît;
- les entreprises font de plus grands profits;
- les prix montent (l'indice du prix à la consommation publié par Statistique Canada peut être consulté à cet effet);
- les travailleurs demandent des augmentations de salaires afin de conserver leur pouvoir d'achat (ils veulent pouvoir acheter autant qu'avant l'augmentation des prix);
- l'augmentation au niveau des salaires fait monter davantage les prix.

Solution keynésienne

de façon générale, il faut **affaiblir la demande** :

- en augmentant les taxes et les impôts (les gens auront moins d'argent à dépenser);
- en augmentant les taux d'intérêt (il coûtera plus cher d'emprunter de l'argent, ce qui découragera cette pratique);
- en coupant les paiements de transfert (les paiements que les gouvernements offrent aux individus au niveau des programmes sociaux — assurance-chômage, assistance sociale, etc.);
- en réduisant les dépenses gouvernementales (autrement dit, il faut procéder à des **compressions budgétaires**).

Dangers d'une économie en récession : le chômage et les coûts sociaux

Évolution possible d'une économie libérale en récession où : Offre > Demande

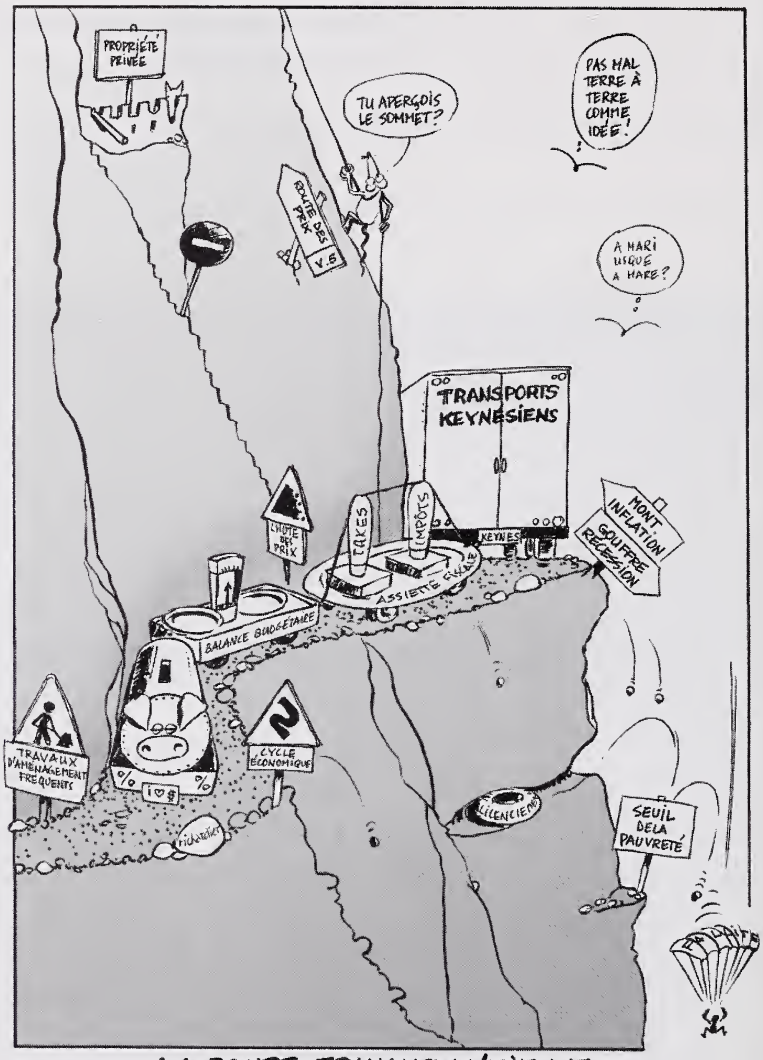
- la demande diminue;
- les entreprises réduisent leur production;
- les entreprises licencient des travailleurs;
- le chômage augmente;
- la pauvreté s'accroît et les coûts qui l'accompagnent augmentent.

Solution keynésienne

de façon générale, il faut **stimuler la demande** :

- en augmentant les dépenses gouvernementales dans de grands projets tels l'infrastructure ainsi que dans les programmes sociaux;
- en augmentant les paiements de transfert; les deux mesures mèneront à une augmentation du déficit gouvernemental;
- en réduisant les taux d'intérêt, les gens seront plus portés à emprunter de l'argent et à le dépenser;
- en réduisant les taxes et les impôts pour laisser plus d'argent dans les poches des gens, ce qui aggravera encore davantage le problème déficitaire.

Le principal défi de la politique keynésienne est d'éviter d'une part, l'inflation, et d'autre part, le chômage. La politique keynésienne cherche à naviguer entre ces deux écueils ou rochers dangereux qui déstabilisent habituellement l'économie libérale et qui se trouvent au cœur des ses crises cycliques.



LA ROUTE TRANSKEYNÉSIENNE...

Contraintes reliées à une politique keynésienne

Un gouvernement fait face à plusieurs contraintes dans l'utilisation des différentes méthodes d'intervention. Il y a tout d'abord les **contraintes politiques**.

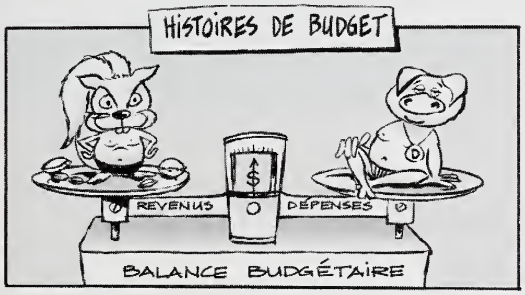
En général, les gens de tendance conservatrice s'opposent à l'idée de l'intervention du gouvernement dans l'économie; ils préfèrent se fier aux forces du marché. Par contre, les libéraux contemporains acceptent la nécessité des

interventions ponctuelles (de temps à autre) dans des buts très précis du gouvernement.

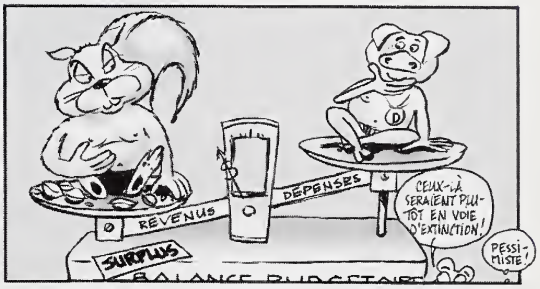
Les sociaux-démocrates considèrent qu'il incombe au gouvernement, comme acteur représentant la volonté collective, d'intervenir dans l'économie afin de garantir le plein emploi et un standard de vie minimum pour tout le monde.

Ensuite, il y a les **contraintes économiques**. Certaines mesures d'intervention coûtent cher au gouvernement qui, lui, doit gérer son propre budget.

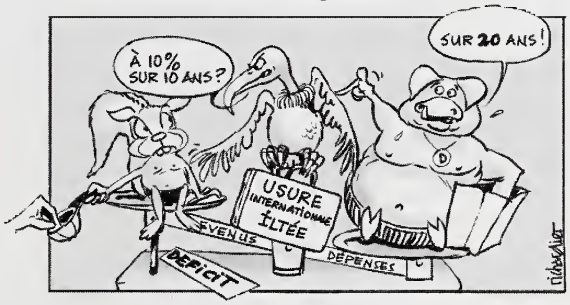
Pour équilibrer un budget il faut balancer le budget



Dans le cas contraire, il y a un surplus ou excédent budgétaire



ou bien un déficit budgétaire



Un gouvernement qui souhaite prendre des mesures d'intervention dans l'économie court le risque d'un déficit budgétaire et si les déficits se succèdent d'année en année, l'accumulation d'une dette. Un gouvernement qui dépense plus qu'il ne reçoit doit emprunter de l'argent quelque part. D'habitude, il emprunte auprès de ses propres citoyens — la vente des Obligations d'épargne ou des bons du Trésor en constituent des exemples — ou auprès d'institutions financières nationales. Parfois, il est obligé d'emprunter d'institutions financières étrangères. Quand il rembourse cette dette, il verse le principal **plus** les intérêts. Cet argent, dans le cas des remboursements auprès des étrangers, quitte le pays et peut causer des problèmes au niveau de la balance des paiements. Le remboursement de la dette peut constituer une portion de plus en plus grande du budget d'un État, argent qui ne peut pas être utilisé ailleurs. Au Canada, par exemple, les paiements reliés à la dette comptent à eux seuls pour un tiers des dépenses gouvernementales fédérales.

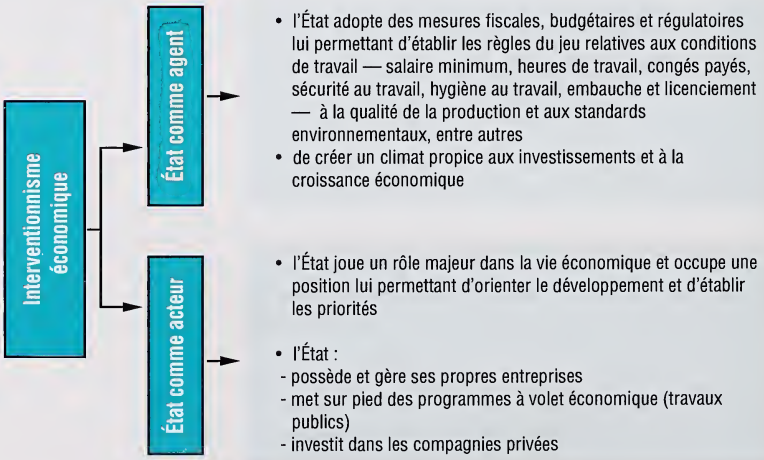
Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le krach boursier de 1929 et la Dépression mondiale conduisent certains économistes à examiner de plus près les principes de base du libéralisme;
- John Maynard Keynes affirme que le cycle économique libéral n'est pas nécessairement autorégulateur, donc le gouvernement doit intervenir pour donner « un coup de pouce » à l'économie, en dépensant plus afin de stimuler la demande, clé de toute relance économique;
- le keynésiasme recherche le plein emploi et une croissance stable sans les hauts et les bas associés au libéralisme du « laissez-faire ».

DE KEYNES À L'ÉCONOMIE MIXTE ET À L'ÉTAT-PROVIDENCE

Confrontés à la théorie keynésienne et poussés par l'exemple de l'interventionnisme pratiqué pendant la Deuxième Guerre mondiale — la conduite d'une guerre exige une intervention économique et sociale considérable de la part des gouvernements — la plupart des gouvernements ont amorcé un processus important d'interventionnisme pendant les années 30 et 40. Dans bon nombre de cas, dès les années 50 et 60, ces pratiques ont conduit à la mise en place d'une économie mixte, d'une part, et d'un État-providence, d'autre part. Nous en examinons la raison d'être, la nature et les effets dans les paragraphes qui suivent.



Intervention sur le plan économique

L'interventionnisme économique peut prendre plusieurs formes. L'État peut assumer le rôle d'**acteur** principal ou il peut se limiter à un rôle plus modeste, celui d'**agent**. Le schéma ci-contre tente de résumer les différences entre ces deux rôles.

Comme acteur, un État peut procéder à la **nationalisation** d'entreprises déjà existantes ou à la **création de nouvelles entreprises d'État** — les entreprises publiques ou, au Canada, les compagnies de la Couronne. Ces entreprises ou services d'État peuvent comprendre plusieurs secteurs économiques et sociaux. Un survol des principaux pays à économie mixte révèle l'existence d'entreprises publiques dans les secteurs suivants :

- transport — trains et voies ferroviaires, lignes aériennes, transport urbain — bus et métro;
- électricité et gaz;
- communication — télévision, radio, téléphone, satellites;
- industries stratégiques (pour raisons militaires, technologiques ou économiques) technologie militaire, domaine de l'aérospatial, construction navale, pétrole, uranium, acier;
- industries employant une main-d'œuvre nombreuse — automobiles, extraction des minerais comme le charbon;
- éducation — écoles élémentaires et secondaires, collèges, universités;
- services municipaux — égouts, collecte des déchets, eau, parcs, services de récréation;
- services de santé — hôpitaux, institutions spécialisées;
- service postal;
- banques : le contrôle des banques permet au gouvernement d'orienter l'investissement et de mieux contrôler la circulation et la valeur de la monnaie. Au Canada, seule la province de l'Alberta possède sa propre banque, à savoir « The Alberta Treasury Branch ».

L'État peut aussi établir des **programmes de partenariat** par l'entremise desquels il peut aider le secteur privé à poursuivre des activités dans les domaines prometteurs.

Les pays à économie mixte ont mis sur pied ces institutions publiques pour plusieurs raisons :

- dans certains pays, le secteur privé étant trop petit et pas suffisamment riche pour mener à bien les grands travaux d'infrastructure, le secteur public a dû le faire. Le Canada est particulièrement riche en exemples à cet égard, car le secteur public s'est chargé des grands projets d'infrastructure comme l'aménagement de la voie maritime du Saint-Laurent, la construction des canaux et écluses reliant les Grands Lacs, la construction du chemin de fer Canadien Pacifique, la construction de la route transcanadienne, l'entretien des ports;

- certaines industries occupent une position stratégique. Sans elles, le développement ou bien la défense du pays seraient mis en question. Le

charbon occupait une telle position lors de la révolution industrielle. Le pétrole occupe maintenant cette position. C'est pour cette raison que plusieurs pays possèdent leurs propres compagnies de pétrole (Pétro-Canada a été créé pour donner au gouvernement canadien le moyen de défendre ses intérêts nationaux dans le domaine du pétrole). D'autres industries qui occupent une position semblable incluent l'extraction et la production d'uranium (on l'utilise pour faire des bombes atomiques), la construction navale (nécessaire pour développer des navires de guerre ou bien une marine marchande), l'acier (comme le pétrole, cette substance est essentielle au développement industriel), l'industrie aérospatiale (domaine trop cher et trop sensible sur le plan militaire pour le laisser aux entreprises privées);

- certaines fonctions ne peuvent pas être remplies par le secteur privé, ou bien le sont à un prix beaucoup trop élevé; le secteur public doit alors les assumer (ex. : le transport urbain, l'électrification rurale délaissée au début par l'entreprise privée car non rentable, la poste, la construction des routes);

- certains services doivent être accessibles à toute la population pour des raisons relevant de l'intérêt national et pour des raisons morales et humanitaires (les services de santé, l'éducation, la culture, les parcs);

- le marché néglige les besoins des plus démunis ainsi que des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées, des malades et des chômeurs;

- dans plusieurs pays, dont le Canada, de nombreuses entreprises privées appartiennent à des compagnies étrangères. Dans ces pays, l'entreprise publique constitue un moyen d'accroître le niveau de contrôle national de nos entreprises;

- l'entreprise publique constitue un moyen de diversifier l'économie et d'aller au-delà des industries primaires;

- l'entreprise publique permet l'investissement dans la recherche et le développement, là où le secteur privé n'est pas prêt à s'engager;

- dans le cas des programmes de partenariat, les gouvernements préfèrent laisser la responsabilité de gestion entre les mains de l'entreprise privée. Ils participent conjointement avec ces entreprises privées à certains projets jugés d'intérêt national et public. Nous verrons des exemples de ces programmes plus tard dans le contexte canadien.

La plupart des économies dites « capitalistes » se caractérisent en effet par la cohabitation d'un secteur privé et d'un secteur public. Même les États-Unis, généralement considérés comme le pays se rapprochant le plus du capitalisme pur, financent à même les fonds publics leur recherche spatiale (NASA). Il est évident que le secteur privé voit peu d'intérêt à verser les énormes sommes nécessaires à cette recherche. Le secteur privé a toutefois profité des retombées économiques et techniques de la recherche spatiale, ce qui constitue une sorte de subvention indirecte de ce secteur.

Le degré d'intervention gouvernementale dans l'économie varie d'un pays à l'autre. En 1985, la Commission royale sur l'union économique et les

perspectives de développement, la Commission Macdonald, qui a recommandé le libre-échange avec les États-Unis, a fait une étude sur l'entreprise publique dans plusieurs pays. Le tableau ci-dessous indique la variété qu'on trouve dans ce domaine. Notons, par exemple, que le service postal est public dans tous les pays étudiés. Les télécommunications sont généralement publiques, à l'exception des États-Unis, où elles sont totalement privées et du Canada, où les entreprises privées existent à côté des entreprises publiques (Radio-Canada, Téléglobe Canada, Radio-Québec, TV Ontario, etc.).

L'entreprise publique

À qui et combien?	Service postal	Télécommunications	Électricité	Gaz	Produits pétroliers	Charbon	Voies ferroviaires	Lignes aériennes	Industries automobiles	Acier	Construction navale	
Australie	●	●	●	●	○	○	●	◔	○	○		Australie
Autriche	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Autriche
Belgique	●	●	◔	◔		○	●	●	○	◑	○	Belgique
Brésil	●	●	●	●	●	●	●	◔	○	◕	○	Brésil
Grande-Bretagne	●	●	●	●	◔	●	●	◕	◑	◕	●	Grande-Bretagne
Canada	●	◔	●	○	○	○	◕	◕	○	○	○	Canada
France	●	●	●	●		●	●	◕	◑	◕	○	France
Allemagne de l'Ouest	●	●	◕	◑	◔	◑	●	●	◔	○	◔	Allemagne de l'Ouest
Hollande	●	●	◕	◕			●	◕	◑	◔	○	Hollande
Inde	●	●	●	●	●	●	●	●	○	◕	●	Inde
Italie	●	●	◕	●			●	●	◔	◕	◕	Italie
Japon	●	●	○	○		○	◕	◔	○	○	○	Japon
Mexique	●	●	●	●	●	●	●	◑	◔	◕	●	Mexique
Corée du Sud	●	●	◕	○		◔	●	○	○	◕	○	Corée du Sud
Espagne	●	◑	○	◕		◑	●	●	○	◑	◕	Espagne
Suède	●	●	◑	●			●	◑	○	◕	◕	Suède
Suisse	●	●	●	●			●	◔	○	○		Suisse
États-Unis	●	○	◔	○	○	○	◔	○	○	○	○	États-Unis

Entreprise privée ○ tout ou presque tout

Entreprise publique ◔ 25 % ◑ 50 % ◕ 75 % ● tout ou presque tout

Paul A. Samuelson et al., « *Fig. 4 Public Enterprises in ten Countries, 1985* », *Economics*, 6th Cdn ed. Toronto, McGraw-Hill Ryerson Limited, 1988, p. 561. Statistiques obtenues de Statistique Canada.

Si on mettait ces pays sur un continuum, on pourrait mesurer les différents degrés d'intervention gouvernementale dans l'économie. Cet éventail va de peu d'intervention — États-Unis — à importante intervention — Autriche, Inde. Il faut se rappeler bien sûr que nous considérons l'intervention sous l'angle de l'entreprise publique seulement. Comme vous le savez, il y a d'autres façons d'intervenir dans une économie, à part celle de nationaliser les industries-clés. Le continuum ci-dessous tente d'indiquer le degré d'économie mixte qu'on trouve dans différents pays du monde.

L'entreprise publique

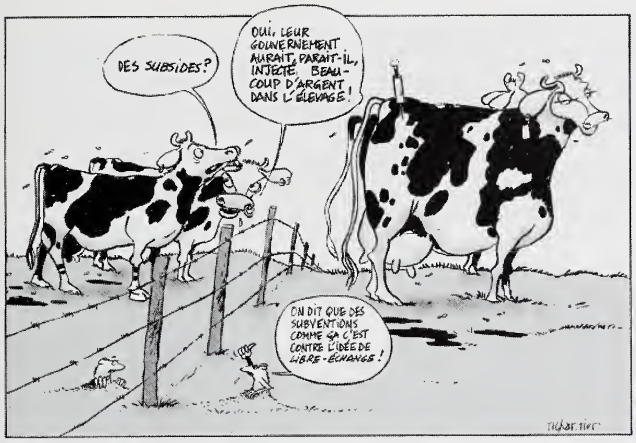
Plus de dix ans ont passé depuis la publication de l'étude de Samuelson. Pendant ce temps, la plupart des pays indiqués sur ce tableau ont procédé à une libéralisation de leur économie, et à la vente au secteur privé de certaines compagnies publiques. La tendance pour ces pays est un glissement vers la droite, mais la tradition d'une économie mixte reste profondément ancrée dans bon nombre d'entre eux, même si les dernières années l'ont diluée quelque peu.

Le Canada compte plusieurs « corporations de la Couronne » ou « sociétés d'État », mais moins que par le passé, car bon nombre ont été privatisées, c'est-à-dire vendues au secteur public. Au niveau fédéral, on trouve parmi les plus grandes entreprises publiques :

- Postes Canada
- la Société pour l'expansion des exportations
- Énergie atomique du Canada limitée
- la Monnaie royale canadienne
- la Corporation commerciale canadienne
- la Commission canadienne du blé
- la Société canadienne d'hypothèques et de logement
- la Société du crédit agricole Canada
- Radio-Canada.

Au niveau provincial, on trouve des corporations publiques comme :

- Hydro-Ontario
- Hydro-Québec
- la Caisse de dépôt et placement du Québec
- B.C. Hydro and Power
- Alberta Heritage Savings
- Saskatchewan Power Corporation
- Saskatchewan Telecommunications.



Dans le cas des programmes de partenariat, plusieurs options s'offrent au gouvernement. Il peut offrir des **subventions** (aussi appelées subsides) aux entreprises, ou bien **investir dans les entreprises privées sans en acquérir la majorité des actions**. D'une manière ou d'une autre, le gouvernement injecte de l'argent dans les entreprises dont il considère le développement important pour l'avenir, ou crucial pour conserver des emplois. Le Japon, par le biais de son MITI (ministère du Commerce international et de l'Industrie) a opéré à merveille de cette façon. De concert avec les entreprises, le MITI a défini les orientations économiques et a offert des fonds pour encourager le développement dans les secteurs considérés prometteurs pour l'avenir.

Le Canada est intervenu sur ce plan également, bien qu'avec moins de succès jusqu'à maintenant que les Japonais. Les choses pourraient changer toutefois à cet égard, car il y a une plus grande compréhension aujourd'hui de la nécessité d'une bonne coopération entre le secteur privé et le gouvernement, surtout dans les domaines de la haute technologie, les domaines appelés sciences et technologie ou tout simplement S-T.

Examinons à cet égard les observations de David Crane, économiste, journaliste et auteur canadien.

L'importance critique de la croissance économique

par David Crane

[...] Pour assurer l'avenir du Canada, nous devons changer radicalement notre façon de penser et d'agir. Nous avons surtout besoin de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie d'innovation et de croissance en prévision du siècle prochain.

Malheureusement, les chefs de file de l'entreprise canadienne n'assument pas leur rôle à cet égard. [...]

En fait, au Canada, le milieu des affaires s'intéresse trop peu au secteur des sciences et de la technologie (S-T) — une situation étonnante, vu que le savoir, les idées et l'innovation sont essentiels à la croissance économique et à la capacité concurrentielle. [...]

La croissance économique dépend de l'innovation, et l'innovation dépend d'un investissement délibéré dans les sciences et la technologie, les qualités (ou compétences) humaines et le savoir. Bien que la majorité des investissements proviennent du secteur privé, les politiques gouvernementales ont un rôle important à jouer. Elles doivent en effet permettre de gérer les risques élevés associés au nouveau savoir et les avantages sociaux considérables qu'il devrait rapporter — par rapport au taux de rendement des investisseurs privés. [...]

Le taux de rendement social représente les avantages que la société accumule grâce à un investissement en R et D (recherche et développement) ou en innovation; tandis que le taux de rendement privé, toujours moindre, est le pourcentage du profit net qu'une entreprise ou un investisseur tire concrètement de son capital investi. En d'autres termes, il y a des retombées sociales pour tout investissement privé. [...] L'investisseur initial ne peut simplement pas recueillir la totalité des bénéfices.

C'est pourquoi le secteur privé hésite à investir tous les capitaux dont il dispose dans le nouveau savoir; en fait, il a plutôt tendance à investir seulement dans les projets qui sont sur le point d'être commercialisés. Cette attitude a pour effet de freiner la croissance économique possible. Par contre, si le gouvernement soutient l'innovation, il augmentera d'autant le volume des investissements dans ce secteur et maximisera la croissance économique.

Notre milieu d'affaires doit donc prendre l'initiative de convaincre le gouvernement et le public du bien-fondé d'une stratégie de S-T, en soulignant que notre niveau de vie et la création d'emplois dépendent de l'élaboration de nouveaux produits, processus et services pour les marchés mondiaux. Il est bon de noter aussi que la plupart de nos concurrents ont déjà des stratégies de S-T fondées sur leurs propres systèmes nationaux d'innovation (SNI).

Pour atteindre cet objectif, le milieu d'affaires peut par exemple faire valoir les exemples de réussite au Canada. Notre industrie aérospatiale démontre admirablement comment les partenariats entre l'industrie et le gouvernement peuvent créer des compagnies très performantes, offrant des niveaux élevés de R et D, de bons emplois, des marchés en expansion et des technologies innovatrices. [...]

CAE Électronique est le tout premier fabricant de simulateurs de vol ultra-perfectionnés dans le monde. Cette société a été créée quand le gouvernement a décidé que les simulateurs de vol dont il avait besoin pour les CF-100 devaient être mis au point par une société canadienne; grâce au financement en R et D à risques partagés, elle a pu numériser ses systèmes et élaborer une vision typiquement canadienne.

Spar Aérospatiale s'est intéressée aux satellites de télécommunications parce que le gouvernement a décidé, après avoir créé Télésat Canada, de confier la plus grosse partie de ce secteur à une entreprise canadienne. Les programmes fédéraux de soutien financier ont ainsi permis de perfectionner les technologies. Parallèlement, la technologie du Canadarm, aussi appelé « bras spatial canadien » ou « télémanipulateur », mis au point par Spar pour la navette et la station spatiale américaines, a été transférée à partir de laboratoires fédéraux.

Bombardier, un important constructeur d'avions, doit une partie de son succès actuel au fait que le gouvernement fédéral a décidé de lui confier la totalité du secteur aérospatial — la conception, l'ingénierie et l'assemblage des avions — grâce à l'acquisition de Canadair et de Havilland. Le gouvernement aurait pu réaliser cet objectif à un coût moindre, mais grâce à son soutien, la société Bombardier a pu construire des appareils de qualité concurrentielle, vendus aujourd'hui partout dans le monde. En obtenant Canadair, Bombardier possédait les éléments aéronautiques de base pour acquérir Shorts en Irlande du Nord et Learjet aux États-Unis, ainsi que de Havilland au Canada. De plus, grâce aux capitaux prêtés par le gouvernement dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie du matériel de la défense (PPIMD), Bombardier a pu créer de nouvelles gammes de produits.

David Crane. *The Critical Importance of Economic Growth*, Canadian Business Review, Winter 1995, pages 25-27. Gracieuseté du Conference Board of Canada.

Comme nous venons de le voir, Crane favorise l'intervention de l'État par l'entremise des programmes de partenariat. Il serait donc heureux d'apprendre que le gouvernement fédéral canadien a annoncé, en mars 1996, la mise sur pied d'un programme appelé **Partenariat technologique Canada (PTC)**. Ce programme, constitué d'un fonds d'investissement de 250 millions de dollars, vise à favoriser les projets de recherche-développement et de haute technologie au Canada. Il est conçu de façon à améliorer la capacité du secteur privé de mettre au point et de commercialiser la technologie.

Une des premières compagnies à bénéficier de ce programme a été Bombardier. Selon le ministère fédéral approprié, c'est-à-dire Industrie Canada, Partenariat technologique Canada (PTC) investira 87 millions de dollars pour le projet de jet régional de 70 places de Canadair (une succursale de Bombardier). Ce projet, toujours selon le ministère, a le potentiel de maintenir et de créer 1 000 emplois de qualité, de longue durée, dans les usines Canadair de Bombardier à Ville Saint-Laurent et à Dorval, au Québec. Selon Bombardier, ce projet de jet régional générera des ventes d'au-delà de 9 milliards $US dans les vingt prochaines années. L'expansion que prend Bombardier dans ce domaine lui permettra de contrôler au moins 50 pour cent du marché des avions de courte distance.

David Crane. *The Critical Importance of Economic Growth*, Canadian Business Review, Winter 1995, pages 25-27.

Le gouvernement intervient dans l'économie au moyen de mesures fiscales et budgétaires, et de stimulants destinés à créer un climat favorable au développement économique. Ainsi, dans son budget de 1996, le gouvernement canadien accordait à tous les projets « in situ » (en place) le même statut d'imposition qui était offert auparavant aux projets d'exploitation des sables bitumineux; de même, il incluait des projets d'amélioration de l'environnement ou de l'efficacité dans ceux qui pouvaient recevoir des stimulants offerts auparavant seulement aux nouveaux projets ou aux projets d'expansion.

Gracieuseté de Mme McLellan

Anne McLellan

Née en Nouvelle-Écosse, Anne McLellan a passé son enfance sur une ferme en milieu rural. Dans sa famille, on discutait beaucoup d'actualités ou d'affaires publiques et le soir après le souper, leur mère faisait regarder aux enfants, les nouvelles à la télévision. Toute jeune, Anne est intéressée par la politique et les grandes questions. Perry Mason — l'avocat qui arrivait toujours à prouver l'innocence des accusés non coupables — était un de ses héros.

Son adolescence durant la fin des années 60 et le début des années 70, ainsi que ses années à l'université où elle étudie le droit, ont été colorées par les mouvements de protestation : le mouvement pour les droits civils et Martin Luther King, celui pour l'égalité des sexes, ou la guerre au Vietnam. Durant cette époque, elle développe le sentiment qu'il est important de s'engager dans les affaires publiques, et elle choisit comme champ d'études, le droit qui selon elle, est un domaine porteur d'espoir pour effectuer les changements nécessaires.

Entre 1976 et 1992, Anne McLellan enseigne le droit à l'Université du Nouveau-Brunswick, puis à l'Université de l'Alberta. En 1993, elle remporte la circonscription d'Edmonton aux élections fédérales, et elle est nommée immédiatement ministre des Ressources naturelles. Représentant l'Ouest, elle en devient le porte-parole, se faisant l'avocate des intérêts de l'Alberta et du développement durable de l'industrie minière, forestière et pétrolifère. Durant son mandat, le gouvernement adopte des mesures fiscales favorisant le projet des sables bitumineux en Alberta. Elle est également l'interlocutrice fédérale des Métis et des Indiens non-inscrits. Elle est réélue en 1997, se voit confier le portefeuille de la Justice et siège à quatre comités du Cabinet.

L'expérience du Canada dans le domaine de la coopération avec l'entreprise privée n'est certainement pas unique. D'autres pays comme la Suède, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont allés plus loin à cet égard. Là, le gouvernement, les représentants des travailleurs et le secteur privé, ont déterminé les orientations générales que tous les acteurs — gouvernement,

CONCERTATION TRILATÉRALISTE EN ALLEMAGNE.

patronat et travailleurs — devaient adopter. Ce genre de **concertation** à trois — parfois appelé le **trilatéralisme** — a permis à tous ces secteurs de travailler dans le même but et de canaliser les énergies économiques aux mêmes fins. Les économistes appellent une telle façon de guider et d'orienter le développement économique la **planification indicative**. Nous en parlerons davantage lors de notre discussion sur la Suède.

Planification indicative : forme de planification pratiquée dans les pays socio-démocrates où le gouvernement, le milieu d'affaires et les travailleurs établissent ensemble les orientations et les priorités économiques

Intervention sur le plan social

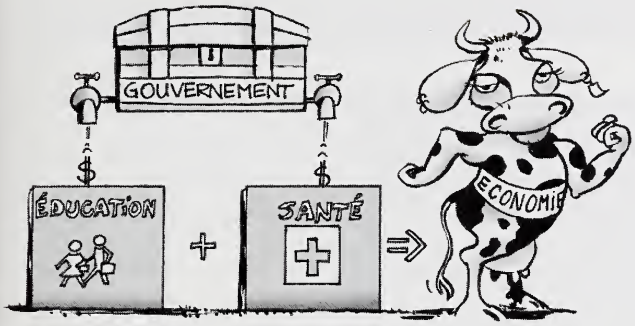
Le volet socio-économique est la seconde caractéristique des pays à orientation sociale-démocrate. Ceux-ci ont souvent favorisé la mise en place d'un ensemble de programmes sociaux, appelé aussi un **filet ou réseau de sécurité sociale**. L'existence d'un tel filet a valu à ces pays le nom **d'État-providence**. Ce nom n'est pas un synonyme d'économie mixte, mais il est vrai que la plupart des pays à économie mixte sont aussi des États-providence.

Un État-providence a pour but :

- d'égaliser les chances et les conditions de vie des citoyens;
- de maximiser le potentiel humain;
- d'éliminer la pauvreté et d'en réduire les coûts sociaux;
- de créer un sens de solidarité humaine, ce qui est accompli en resserrant les liens communautaires et en reconnaissant nos responsabilités sociales les uns envers les autres.

L'ampleur de ces programmes sociaux varie d'un pays à l'autre. Toutefois, en général, on trouve les éléments suivants :

- éducation gratuite — jusqu'à la fin du secondaire dans certains pays, jusqu'à la fin des études universitaires dans d'autres;
- soins de santé gratuits — la couverture varie d'un pays à l'autre;
- fourniture de médicaments gratuits ou subventionnés;
- hospitalisation gratuite;



- un régime d'assurance-chômage, appelé au Canada assurance-emploi;
- maisons pour personnes âgées gratuites;
- programmes de formation ou de recyclage gratuits, pour les chômeurs;
- garderies pour enfants gratuites;
- logement subventionné;
- congés de maternité, de paternité ou les deux;
- régime de bien-être social ou d'assistance sociale pour ceux qui n'ont jamais travaillé ou qui n'ont pas travaillé assez pour être éligibles à l'assurance-chômage.

La carte schématique suivante offre un résumé des différentes politiques interventionnistes qu'un pays à orientation sociale-démocrate peut choisir. Remarquez que les gouvernements retiennent certaines possibilités et en rejettent d'autres en fonction de leurs besoins et de leur culture politique.

INTERVENTION GOUVERNEMENTALE DANS UN PAYS À ORIENTATION SOCIALE-DÉMOCRATE

Politique fiscale

- augmenter ou réduire les taxes et les impôts;
- déterminer l'assiette fiscale (ce qui sera taxé).

Politique budgétaire

- politique de relance (dépenser pour ramener la prospérité);
- politique de déflation.

Politique monétaire

- accélérer ou restreindre l'augmentation de la masse monétaire;
- augmenter ou réduire les taux d'intérêt bancaires.

Politique économique

- subventionner les entreprises;
- nationaliser les entreprises;
- adopter la planification indicative en fixant les orientations économiques générales;
- réglementer les entreprises (établir les normes et les modalités de fonctionnement).

Politique sociale

- établir les bases d'un État-providence, c'est-à-dire un filet de sécurité sociale.

ACTIVITÉ

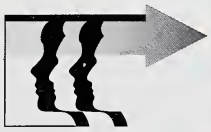
La pratique de l'interventionnisme et de la social-démocratie

Cette activité peut se faire seul ou en groupe. Il s'agit d'organiser une économie idéale, en confiant au secteur approprié un certain nombre d'activités économiques, culturelles et sociales. Comme une telle décision dépend de la taille du pays et de la grandeur de sa population, il vaut mieux faire comme si le pays en question était le Canada. De cette façon, vous pouvez aussi comparer la situation idéale à la situation réelle.

Indiquer, en cochant la bonne colonne, à quel secteur vous confiez les activités en question : au secteur public, au secteur privé ou au secteur mixte, où une entreprise publique coexiste avec les entreprises privées. Par exemple, Radio-Canada coexiste maintenant avec les stations de radio et de télévision privées. Après avoir assigné chaque activité au secteur approprié, expliquez en deux ou trois paragraphes le raisonnement qui a guidé vos décisions.

Activité	Secteur public	Secteur privé	Secteur mixte
téléphone et télécommunications			
industrie de la pêche			
transport aérien			
secteur pétrolier			
énergie nucléaire			
garderies pour enfants			
éducation élémentaire et secondaire			
industries aérospatiales			
chantiers navals			
commerce extérieur			
soins dentaires			
commerce de détail petits commerces (magasins)			

Activité	Secteur public	Secteur privé	Secteur mixte
industries culturelles (livres, orchestres, corps de ballet, etc.)			
transport ferroviaire			
énergie hydroélectrique			
production agricole			
industries manufacturières			
éducation collégiale et universitaire			
transport urbain (bus, métro)			
électricité			
construction des routes			
assurance-automobile			
soins de santé			



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- les problèmes et critiques associés au libéralisme pur (laissez-faire) conduisent à l'émergence de l'économie mixte, système dans lequel cohabitent le secteur privé (entreprises) et le secteur public (État);
- dans une économie mixte, l'État peut intervenir dans le domaine économique et dans le domaine social;
- le degré d'intervention des États dans l'économie varie;
- les sociaux-démocrates appuient une intervention poussée de l'État de façon à protéger les individus; ceci a donné naissance à l'État-providence.

LA CRITIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Tout comme le libéralisme, la social-démocratie attire des partisans et des adversaires.

De manière générale, les critiques sont de deux ordres :

- la première est d'ordre moral. Cet argument rejette l'aspect « collectiviste » soutenu par la social-démocratie et maintient que celle-ci met en danger la liberté et la responsabilité individuelle;

- la deuxième est d'ordre pratique et fonctionnel. Cette critique se concentre sur les résultats de l'expérience sociale-démocrate. Elle tente de démontrer que les bonnes intentions du socialisme démocratique, lorsque traduites en actions et en programmes concrets, donnent des résultats médiocres, ou même nuisibles, pour l'individu comme pour la communauté. La sociale-démocratie, d'après cet argument, engendre une situation contraire à ses intentions, c'est-à-dire une société moins libre, moins prospère et moins bien organisée.

Critique morale

Parmi les plus grands adversaires de la social-démocratie figurent le philosophe Friedrich A. Hayek et l'économiste Milton Friedman. Nous avons choisi des extraits de quelques-unes de leurs œuvres pour montrer la nature de leurs critiques.

« La démocratie étend la sphère de l'indépendance individuelle, le socialisme la resserre. La démocratie donne toute sa valeur possible à chaque homme, le socialisme fait de chaque homme un agent, un instrument, un chiffre. La démocratie et le socialisme ne se tiennent que par un mot, l'égalité; mais remarquez la différence : la démocratie veut l'égalité dans la liberté, et le socialisme veut l'égalité dans la gêne et dans la servitude. »

Œuvres complètes d'Alexis de Tocqueville, 1866, IX, p. 546.

« Dès qu'on admet que l'individu n'est qu'un outil au service d'une entité qui le dépasse — la société ou la nation, la plupart des caractéristiques des régimes totalitaires qui nous horrifient suivent logiquement. [...] Quand il existe un seul objectif commun, supérieur à tous les autres, il n'y a plus de place pour les règles ou la morale en général. La liberté de déterminer notre propre conduite dans une sphère où les circonstances matérielles nous obligent à choisir, et la responsabilité d'organiser notre vie selon notre propre conscience — voilà le seul climat où le sens moral se développe et où les valeurs morales sont recréées au quotidien, selon le libre arbitre de l'individu. La responsabilité, non pas envers un supérieur, mais envers sa propre conscience, le sens du devoir qui n'est pas imposé de l'extérieur, la nécessité de choisir ce qu'il faut sacrifier parmi tout ce qui nous tient à cœur, et d'accepter les conséquences de nos propres décisions — voilà ce qui constitue l'essence même de toute morale digne de ce nom. Tout mouvement qui promet de nous soulager de cette responsabilité ne peut être qu'immoral dans ses conséquences, quelle que soit la grandeur des idéaux qui l'ont fait naître. »

F.A. Hayek. *The Road to Serfdom*. U. of C. Press, 1980, p. 149, 150-212. Gracieuseté de F.A. Hayek Estate.

« Aux États-Unis, New York illustre le mieux ce qui arrive quand on essaie de faire le bien en adoptant des programmes sociaux. New York est la communauté qui a le système d'assistance publique (ou de bien-être social) le plus étendu de tous les États-Unis. C'est la ville américaine qui dépense le plus par habitant — deux fois plus que Chicago, par exemple. C'est dans son discours du budget de 1965 que le maire Robert Wagner exprime la philosophie qui a guidé la ville : " Je ne permettrai pas que nos problèmes financiers limitent notre engagement, qui est de répondre aux besoins essentiels des habitants de la ville. " Wagner et ses successeurs ont interprété ces besoins essentiels très généreusement. Mais l'augmentation des dépenses, des programmes et des taxes n'a donné aucun résultat. Elle a conduit à la catastrophe, sans répondre aux besoins essentiels de la population, même au sens le plus étroit. Seule l'aide fournie par le gouvernement fédéral et l'État de New York a permis d'éviter la faillite. En retour, New York a dû renoncer à gérer seule ses propres affaires. Aujourd'hui, elle est surveillée de très près par les banques de l'État de New York et le gouvernement fédéral. »

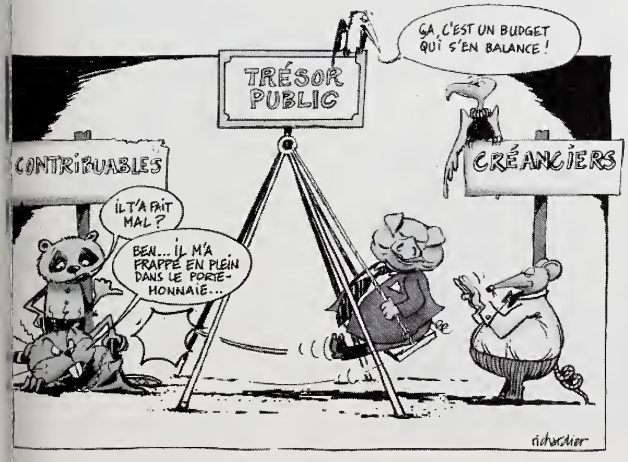
Milton & Rose Friedman. *Free to choose — a personal statement*. New York : Harcourt, Brace & Jovanonich, (1980) p. 101. Gracieuseté de Harcourt Brace & Jovanovich, NY.

Aux yeux de certains observateurs, les dangers du socialisme étaient évidents bien avant le XXe siècle. Une des premières personnes à entrevoir les menaces du projet socialiste démocratique pour le libéralisme était le politicologue et auteur français Alexis de Tocqueville. Le 12 septembre 1848, dans un discours prononcé devant l'Assemblée constituante sur la question du droit au travail, il avait ceci à dire :

Hayek, un économiste renommé pour sa défense du capitalisme et pour son hostilité envers toute forme de collectivisme, a reçu en 1974, le Prix Nobel des sciences économiques. *The Road to Serfdom*, d'où provient l'extrait ci-contre, constitue une de ses œuvres les plus importantes.

L'œuvre de Hayek présente une critique morale de toute forme de cœrcition politique ou économique. À ses yeux, seul le capitalisme peut maintenir les piliers de la liberté — le libre choix, la responsabilité pour soi-même et le devoir tel que conçu par sa propre conscience. Hayek confronte les socialistes et les sociaux-démocrates sur un terrain qu'ils ont souvent considéré comme le leur — le domaine moral. Ce n'est pas le capitalisme qui est immoral, déclare-t-il, c'est le socialisme, car il nie la responsabilité pour soi-même et ce faisant, mine la liberté.

Milton Friedman n'est pas moins convaincu que Hayek sur les désavantages de la social-démocratie comme du socialisme tout court. Il développe ses idées dans plusieurs ouvrages, dont *Free to choose*, d'où est tiré l'extrait ci-contre. Friedman note que les sociaux-démocrates ont pour la plupart abandonné leur demande que les industries-clés soient nationalisées. **Ce que les socialistes veulent maintenant**, déclare-t-il, **ce n'est pas la socialisation des moyens de production**, mais la socialisation des résultats de la production. Par cela, Friedman fait référence aux tendances actuelles des sociaux-démocrates d'accepter l'entreprise privée comme le meilleur moyen de créer la richesse, tout en prônant l'intervention gouvernementale au niveau de la redistribution de cette richesse. Les socialistes ont changé leur fusil d'épaule, affirme-t-il, en abandonnant l'économie mixte pour l'État-providence. Selon lui, cela ne fonctionne pas mieux. Voici un exemple américain.

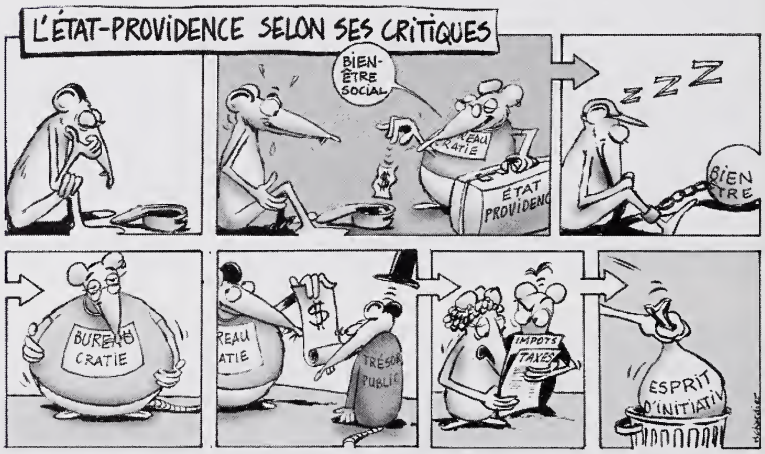


Critique des pratiques

Les adversaires de la social-démocratie lui reprochent les conséquences de son interventionnisme. Comme disait un critique : « Les médicaments nécessaires à la guérison sont pires que la maladie elle-même ». Par cela, il voulait dire que l'interventionnisme prôné par les sociaux-démocrates créent de plus graves problèmes que ceux créés par le libre fonctionnement du libéralisme. Voici les critiques les plus communes réservées à la social-démocratie :

- le financement de l'État-providence — le filet de sécurité sociale — nécessite un taux élevé de taxation. Un tel taux décourage la poursuite du profit et réduit les raisons pécuniaires de travailler fort;

- l'existence des programmes sociaux crée une société de dépendance — les gens ne sont plus responsables d'eux-mêmes et s'en remettent à l'État;
- les taux élevés de taxation nuisent à l'investissement étranger et incitent les compagnies domestiques à s'expatrier;
- l'intervention du gouvernement réduit la liberté des gens et décourage l'esprit d'initiative;
- l'État-providence donne naissance à une bureaucratie énorme qui gère les programmes sociaux d'une façon inefficace, impersonnelle et tatillonne (attachée aux détails des règlements). La bureaucratie se substitue aux individus au niveau de la prise de décision, sur des questions aussi importantes que celles touchant à leurs droits en tant que consommateurs et producteurs, leur emploi, la vie de leurs enfants, etc.;
- les entreprises publiques sont généralement moins efficaces que les entreprises privées. Cela est surtout vrai lorsque les industries sont nationalisées et la concurrence disparaît.



Parmi les critiques de l'État-providence au Canada figure l'Institut Fraser à Vancouver. Bien que sans attachement à un parti politique canadien, cet institut est financé par le milieu des affaires. L'institut se donne comme but d'arriver à établir une société de bien-être économique et social, en partant du marché libre, de la propriété privée, de la responsabilité individuelle et d'un minimum de gouvernement. L'Institut poursuit cet objectif à travers sa recherche, ses publications et ses recommandations destinées au public comme aux gouvernements.

L'Institut Fraser attire l'attention des Canadiens sur l'importance de la dette nationale. Selon lui, cette dette — incluant tous les niveaux de gouvernement — s'est chiffrée, à la fin de 1996, à plus de 795 milliards de $CA.

L'Institut Fraser a également tenté de démontrer que la situation sociale des

Canadiens est beaucoup moins grave que ne le présentent les médias de masse en général. En ce qui concerne la pauvreté, par exemple, l'Institut conteste la façon de mesurer la pauvreté utilisée par le gouvernement et le Conseil canadien de développement social. Selon l'Institut, ces deux organisations exagèrent de quatre ou cinq fois le niveau de pauvreté au Canada.

Sans être affiché à aucun parti politique, les déclarations de l'Institut Fraser influencent grandement un autre critique de l'État-providence, le Parti réformiste.

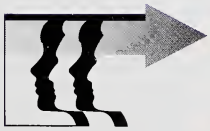
ACTIVITÉ

La critique de la social-démocratie

1. Vous avez vu comment les adversaires de la social-démocratie basent en partie leur argumentation sur la question de la liberté. Comment ces gens répondraient-ils à la critique que le libéralisme mène à l'inégalité?

2. Pourquoi, d'après vous, l'Institut Fraser a-t-il intérêt à démontrer que le taux de pauvreté au Canada est exagéré?

3. Si vous avez accès à Internet, visitez le site du Fraser Institute. Faites imprimer et commentez un article qui démontre le parti pris en faveur du libéralisme « laissez-faire » de cette institution.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- les critiques du socialisme démocratique maintiennent qu'il mène à une société médiocre et bureaucratisée, caractérisée par un esprit de dépendance, un niveau de taxation élevé et des dettes;
- ils expriment aussi la crainte de voir diminuer la liberté individuelle à cause du grand rôle régulateur joué par le gouvernement dans la vie économique et sociale.

L'INTERVENTIONNISME : ARGUMENT MORAL

La social-démocratie se veut une philosophie humaniste et égalitaire. Elle repose sur des valeurs morales solides et idéalistes. Comme disait l'un des slogans du NPD, la social-démocratie met la personne avant les profits « people before profits ». Pour elle, le but d'une économie est de subvenir aux besoins de la collectivité. Elle reproche aux capitalistes leur préoccupation pour l'argent au détriment des gens. Elle accepte toutefois le capitalisme en tant que système efficace et générateur de richesse. Le gouvernement doit cependant intervenir pour redistribuer la richesse afin d'assurer le bien-être général et de prévenir la création de grands écarts entre les classes sociales. Si les capitalistes prennent les décisions publiques selon les critères économiques et financiers, les sociaux-démocrates les prennent au nom de critères humains. La liste ci-dessous vous donne une idée générale des valeurs qui sous-tendent la politique sociale-démocrate :

- égalité
- coopération et non pas la compétition
- bien-être collectif
- solidarité humaine
- amour du prochain
- compassion
- partage
- sécurité économique, fondement de la vraie liberté
- harmonie sociale; la pratique d'une vraie justice sociale prévient l'éclatement des problèmes sociaux ou des révoltes socio-politiques
- plein emploi, le droit au travail et la dignité du travail.

L'égalité est la croyance fondamentale sur laquelle repose la social-démocratie. Les sociaux-démocrates croient que, malgré les divergences de capacités et de talents, les êtres humains sont tous égaux et que, par conséquent, l'équité devrait régner dans le revenu, aussi bien que devant la loi.

Ceci signifie que le système économique devrait fonctionner de façon à tenir compte des meilleurs intérêts de la société, dans son ensemble. Si nous croyons que dans une démocratie, les citoyens devraient exercer un contrôle sur leur vie politique en assumant leur part dans la prise de décisions politiques, alors pourquoi ne pourraient-ils pas également exercer un certain contrôle sur leur activité économique? Au lieu de baser l'organisation de l'économie sur la recherche du profit, la société devrait définir ses propres objectifs et chercher à les réaliser au moyen d'une planification rationnelle. Cette planification ne serait pas effectuée par des élites qui se seraient désignées elles-mêmes pour remplir cette fonction, mais par un gouvernement démocratique qui serait responsable devant le peuple. Les sociaux-démocrates soutiennent que les représentants qui sont élus par le peuple devraient avoir le droit de réplique sur des questions, telles que les industries qui devraient être nationalisées et la façon dont la production nationale devrait être répartie. Cela importe peu si les réponses varient d'un pays à l'autre; ce qui est important, c'est que les gens aient leur mot à dire dans l'économie nationale. C'est seulement de cette manière que les problèmes de la pauvreté, du chômage et des terribles conditions de travail pourront être résolus.

A. Baldwin et T. Calder. *Ideologies*. McGraw-Hill Ryerson, 1982, p. 241-242.

L'extrait ci-contre démontre comment, d'après les sociaux-démocrates, les individus devraient exercer un contrôle dans le domaine économique, tout comme ils le font dans le domaine politique.

Pour atteindre leurs objectifs, les sociaux-démocrates préconisent les politiques suivantes :

- la promotion de l'égalité de tout être humain;
- l'intervention gouvernementale qui est souvent nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux et économiques;
- le contrôle des moyens de production partagé entre le secteur public et le secteur privé;
- la planification indicative et l'intervention gouvernementale comme moyens d'atteindre l'ordre et l'efficacité dans l'économie;
- la promotion du bien-être collectif en élevant la qualité de la vie — grâce à une foule de mesures sociales, économiques et politiques;
- le contrôle et, éventuellement, la réduction des privilèges qui viennent de la possession de la propriété privée.

ÉTUDE DE CAS — LA SASKATCHEWAN

La Saskatchewan a élu, en 1944, le premier gouvernement social-démocrate en Amérique du Nord. À partir de ce moment, la Saskatchewan devient un laboratoire pour la social-démocratie dans notre partie du monde. Son succès est dû en grande partie au leadership sans pareil offert par Tommy C. Douglas. La Saskatchewan a occupé l'avant-garde de la scène politique canadienne pendant longtemps et a innové en plusieurs domaines. Le gouvernement fédéral libéral s'est inspiré à maintes reprises des pratiques des socialistes des prairies. Comme le grand diplomate et chancelier allemand, Otto von Bismarck, les libéraux ont emprunté des idées sociales-démocrates afin d'empêcher la croissance de ce parti. Par conséquent, les sociaux-démocrates n'ont jamais pris le pouvoir au Canada au niveau fédéral. Néanmoins, leur influence a été considérable.

Gracieuseté des Archives nationales du Canada

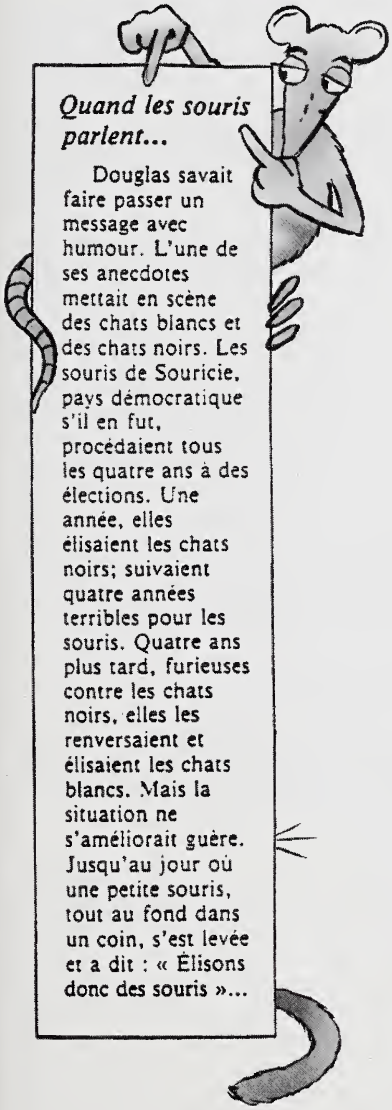
Tommy C. Douglas

Né en Écosse en 1904 et fils d'ouvrier, Tommy C. Douglas déménage avec sa famille au Canada en 1910. À 14, il entre comme apprenti chez un imprimeur, mais change de direction et après des études, il est ordonné pasteur baptiste en 1930. Il commence son pastorat en Saskatchewan où la Dépression fait des ravages. Il est convaincu que la solution aux problèmes économiques dont souffrent les petites gens réside dans la politique. C'est ainsi qu'il se joint au parti Co-operative Commonwealth Federation (CCF) fondé en 1932. En 1944, le CCF remporte la victoire en Saskatchewan et Tommy Douglas en devient le premier ministre. Il reste au pouvoir jusqu'en 1961, date à laquelle il devient le chef du Nouveau Parti démocratique national. Il est élu à la Chambre des communes où il siège jusqu'en 1979 et où il est l'ardent défenseur du socialisme. Il meurt en 1986.

Voici un résumé de la politique adoptée par le Parti socialiste de la Saskatchewan — le CCF dans le temps, aujourd'hui le NPD — réélu successivement 5 fois de suite jusqu'en 1960.

- adoption de l'assurance-hospitalisation en 1947 qui couvre pleinement tout citoyen;
- réorganisation du système scolaire : réajustement du salaire minimum des enseignants, gratuité des manuels scolaires, regroupement des districts scolaires pour assurer une répartition plus équitable des frais d'éducation et un enseignement rural de qualité comparable à celui dans les villes;
- établissement d'un réseau de sécurité sociale : soins aux enfants et aux personnes âgées, logements, système correctionnel;
- adoption de l'assurance-maladie;
- loi sur la sécurité des fermes qui met les fermiers à l'abri des menaces d'expulsion et leur offre de l'aide en cas de difficulté;
- électrification des campagnes, mise en place de systèmes d'eau courante et d'évacuation des vidanges
- loi sur les syndicats qui limite les pratiques anti-syndicales;
- création d'un programme de planification d'expansion économique, en vue d'assurer la création d'emplois et d'impôts nécessaires au financement des programmes sociaux;
- création de corporations publiques pour réaliser des objectifs économiques telles que : la Saskatchewan Power Corporation et des investissements dans des usines;
- adoption de l'assurance-automobile obligatoire;
- création du Bureau d'assurances provincial qui force les compagnies d'assurance privées à baisser leurs tarifs.

Tommy C. Douglas quitte la scène provinciale en 1961 pour devenir le premier chef du Nouveau Parti démocratique (NPD) qui regroupe les syndicats et le CCF.



Quand les souris parlent...

Douglas savait faire passer un message avec humour. L'une de ses anecdotes mettait en scène des chats blancs et des chats noirs. Les souris de Souricie, pays démocratique s'il en fut, procédaient tous les quatre ans à des élections. Une année, elles élisaient les chats noirs; suivaient quatre années terribles pour les souris. Quatre ans plus tard, furieuses contre les chats noirs, elles les renversaient et élisaient les chats blancs. Mais la situation ne s'améliorait guère. Jusqu'au jour où une petite souris, tout au fond dans un coin, s'est levée et a dit : « Élisons donc des souris »...

LES ÉTATS-PROVIDENCE : UN SURVOL DE LA PRATIQUE

Le Canada, comme beaucoup de pays industrialisés, présente bon nombre de caractéristiques d'une économie mixte et d'un État-providence. Certes, la grande majorité de ses industries et de ses entreprises appartiennent au secteur privé. Le gouvernement a toutefois, par le passé, créé des entreprises publiques pour promouvoir l'intérêt national et pour offrir des services de base à ses citoyens. Par conséquent, les Canadiens sont habitués à plus d'intervention gouvernementale que les Américains. Par contre, le Canada est moins interventionniste que d'autres pays industrialisés comme la France ou la Suède.

La nature de l'intervention peut varier, comme nous l'avons vu, d'un pays à l'autre. Le gouvernement canadien a joué sur tous les tableaux en intervenant sur les plans fiscal, budgétaire, monétaire, économique et social. Nous avons déjà exploré ailleurs la nature de l'intervention gouvernementale sur les plans fiscal et monétaire. Tous les pays pratiquent de telles interventions de nos jours et dans ce sens; comme a dit l'économiste de la nouvelle droite Milton Friedman : « Nous sommes tous des keynésiens ».

Par contre, les interventions varient énormément aux niveaux économique et social. La gamme d'interventions possibles méritent qu'on s'y arrête un instant.

Intervention gouvernementale sur le plan économique

Création d'entreprises publiques — Le gouvernement canadien a créé, de temps à autre, des entreprises publiques pour des raisons que nous avons examiné ailleurs. Ces dernières années, certaines de ces entreprises comme Air Canada et Pétro-Canada ont été vendues en partie ou entièrement à l'entreprise privée; ce processus de vente des entreprises publiques au secteur privé est appelé **privatisation**. D'autres comme Radio-Canada et la Société canadienne des postes continuent sous la direction du gouvernement.

Subventions aux entreprises privées — Un gouvernement peut aussi intervenir économiquement par le biais des **investissements** et **subventions aux entreprises**. Cela encourage le développement des entreprises considérées par le gouvernement comme particulièrement prometteuses. Le gouvernement canadien, par exemple, a offert des subventions à des compagnies canadiennes comme Bombardier. Des subventions sont aussi parfois offertes pour aider une compagnie dont la chute pourrait entraîner des pertes d'emploi significatives. Ainsi les gouvernements canadien et albertain ont-ils offert de l'aide à la ligne aérienne Canadien.

Réglementation — Le gouvernement établit, entre autres, des normes de travail, des normes de production et de qualité des produits, les codes de construction, les salaires minimums, les heures de travail, les règles touchant le respect de l'environnement.

Concertation et planification indicative — Certains gouvernements déterminent avec les représentants du travail et/ou du monde des affaires (le patronat) les orientations économiques futures.

Politique fiscale — La fiscalité est une arme économique dans la mesure où elle peut être utilisée afin d'attirer les investissements et les implantations d'entreprises. Un gouvernement peut, par exemple, exonérer d'impôts certaines entreprises ou leur offrir des avantages fiscaux pendant une certaine période afin de les attirer dans les régions défavorisées ou éloignées. Il peut aussi modifier l'assiette fiscale (ce sur quoi l'impôt est calculé) dans le même but. Enfin, un gouvernement peut tout simplement diminuer les impôts par rapport à d'autres gouvernements dans le but de se donner un certain avantage par rapport à ces régimes. Tel est le sens du célèbre « Avantage Alberta » du gouvernement conservateur de Ralph Klein. Il est vrai que les Albertains paient moins de taxe provinciale que les résidents des autres provinces. Selon les partisans de cette théorie, ce fait devrait inciter les entreprises à s'établir dans notre province. Ce raisonnement oublie, toutefois, que les décisions d'investissement reposent sur une foule de facteurs dont la taille de l'impôt n'en est qu'un. D'autres facteurs, peut-être plus importants encore, comprennent :

- la proximité des ressources naturelles nécessaires;
- la proximité des marchés de vente;
- la disponibilité d'une main-d'œuvre éduquée et spécialisée;
- une infrastructure publique solide (routes, lignes aériennes, voies ferrées);
- une qualité de vie intéressante pour les employés (disponibilité de parcs, d'attractions culturelles et artistiques, d'établissements sportifs, etc.).

La politique sociale — La liste ci-dessus démontre à quel point la politique sociale d'un gouvernement peut avoir des conséquences économiques. Plusieurs économistes s'opposent au retrait du gouvernement des sphères sociales et économiques préconisé par la droite. Selon ces gens, ces deux secteurs sont étroitement liés, le premier ayant des ramifications importantes sur le deuxième. L'économiste américain Lester Thurow, par exemple, conseille aux gouvernements d'investir encore davantage dans le secteur de l'éducation. Il voit une main-d'œuvre hautement éduquée et spécialisée comme la seule façon pour les pays industrialisés de rester compétitifs vis-à-vis des pays en développement qui, eux, peuvent attirer les entreprises grâce à des salaires extrêmement bas. Les pays comme le Canada qui ne peuvent pas payer des salaires aussi bas et donc qui ne peuvent plus rien faire pour garder ces types d'industries chez nous — on parle ici des industries de transformation demandant une main-d'œuvre non spécialisée — les industries de textile par exemple — doivent se spécialiser dans les industries à haute technologie qui demandent une population bien éduquée. L'investissement de la population dans l'éducation et dans la santé devient de cette façon un investissement à long terme dans la santé économique du pays.

Intervention gouvernementale sur le plan social

Programmes sociaux — Le gouvernement met en place un réseau de programmes sociaux qui peut toucher presque tous les aspects de la vie, allant de la santé et de l'éducation jusqu'au logement, de l'enfant jusqu'à l'aîné, l'État-providence garantit un standard minimum de vie « du berceau jusqu'au tombeau ». Dans certains pays, **ces programmes sont universels** (ils s'appliquent à tout le monde); dans d'autres, ils existent seulement pour les plus démunis; on parle alors de programmes ciblés, car ils ciblent la partie la plus défavorisée de la population.

Lois sociales et réglementation sociale — Ce type d'intervention touche le domaine de l'interaction entre les gens ainsi que l'interaction entre ceux-ci et leur gouvernement. On inclut sous cette catégorie les lois touchant aux droits et libertés, le mariage, le divorce et les enfants. Certains pays réglementent aussi les activités qui peuvent avoir un impact social néfaste comme la possession d'armes à feu, la violence à la télévision, ou la vente de l'alcool ou des produits de tabac.

La politique fiscale — Il peut sembler bizarre d'inclure la politique fiscale sous cette catégorie. **La taxation progressive** reste, toutefois, un des moyens de choix pour redistribuer la richesse et empêcher le développement de grands écarts entre riches et pauvres. D'après cette notion, le taux d'imposition augmente en même temps que le revenu. L'argent prélevé de cette façon est affecté à défrayer le coût des programmes sociaux.

Étapes principales de la mise en place de la sécurité sociale canadienne

La Dépression avait démontré la nécessité de mettre sur pied un réseau de protection sociale pour les Canadiens. Les statistiques ne mentaient pas : en 1943, *le Rapport sur la sécurité sociale au Canada* préparé par Leonard Marsh, sociologue de l'Université McGill, affirme qu'un tiers de la population urbaine et la moitié de la population rurale ne gagnent pas assez pour pourvoir à leurs besoins essentiels. Ce rapport constitue le coup d'envoi de l'édification de la sécurité sociale au Canada. L'encart ci-dessous présente les événements significatifs de la mise en place du réseau de protection sociale au Canada.

- 1927 — le gouvernement libéral minoritaire, poussé par deux députés travaillistes J.S. Woodsworth (futur chef du CCF) et A.A. Heaps, adopte la **Loi des pensions de vieillesse**; peu généreuse, mais néanmoins premier programme permanent de sécurité sociale du Canada;

- 1943 — publication du rapport choc de Leonard Marsh, *Rapport sur la sécurité sociale au Canada*;

- 1944 — suite au rapport Marsh, le Premier ministre King s'engage à la création d'une allocation familiale universelle;

- 1944 — élection du parti CCF en Saskatchewan — ce parti organise le

premier régime d'assurance-hospitalisation en Amérique du Nord;

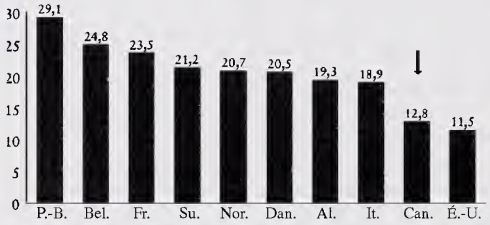
- 1951 — le gouvernement fédéral adopte l'assurance-vieillesse universelle;
- 1962 — le parti CCF en Saskatchewan organise le premier régime d'État d'assurance-maladie sur le continent. Ce programme est repris par le gouvernement fédéral au cours de la même décennie, puis appliqué dans tout le Canada. L'assurance-maladie constitue aujourd'hui la pierre angulaire de notre filet de sécurité sociale.

Au début des années 1970, le réseau de sécurité sociale au Canada comprend les pensions de vieillesse, les allocations familiales, l'assurance-hospitalisation et l'assurance-maladie.

Le réseau social adopté au Canada place ce pays entre les États-Unis, où les programmes sociaux sont peu généreux, et les pays européens où le réseau est encore plus complet. Observons à cet égard le tableau suivant qui démontre que le Canada dépense environ 13 pour cent de son PNB dans les programmes sociaux, tandis que les pays européens dépensent entre 18 et 30 pour cent.

Les dépenses sociales

Dépenses publiques consacrées à la sécurité sociale et aux autres transferts (% du PIB), 1990.

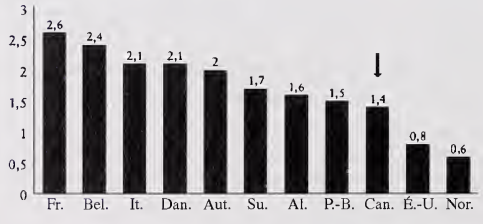


Oxley and Martin, « Controlling Government Spending and Deficits : Trends in the 1980s and Prospects for the 1990s », *OECD Economic Studies*, no. 17, Table 2, Autumn 1991.

La nouvelle droite, c'est-à-dire les néo-libéraux, ont tendance à dire que les grandes dépenses gouvernementales sur le plan de la sécurité sociale ont un impact négatif sur l'activité économique. Le tableau suivant démontre qu'en dépit des charges sociales plus poussées des pays européens, ceux-ci ont connu un taux de croissance de la productivité de la main-d'œuvre supérieur aux pays dépensant moins sur les programmes sociaux.

La croissance économique

Productivité de la population active — différence (%) relative au taux annuel, 1979 - 1989.



OECD Economic Outlook, July 1991, Table 43.

Un autre élément de la politique sociale peut être la politique fiscale. Le Canada se félicite souvent de sa politique de **taxation progressive**. Par progressive, nous voulons dire une politique selon laquelle les plus riches paient plus d'impôts sur le revenu que les plus pauvres. Le raisonnement à la base de cette mesure soutient que les plus riches peuvent payer plus sans que cela affecte réellement leur niveau de vie, tandis que les plus pauvres n'ont pas cette même flexibilité. Enlever 5 000 $ à quelqu'un qui n'en gagne que 40 000 $ est beaucoup plus punitif qu'enlever 60 000 $ à quelqu'un qui en gagne 300 000 $. Le premier paie 12,5 pour cent en taxes, mais souffrira plus que le deuxième qui paye 20 pour cent en taxes.

Le niveau de taxation au Canada par rapport au PIB est en dessous de la moyenne des pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), le « club » des pays industrialisés. **Ce qui distingue le Canada des autres pays industrialisés, c'est la proportion du revenu gouvernemental qui provient du seul domaine des taxes sur les individus.** Au Canada, la proportion de revenu gouvernemental provenant des taxes sur les individus est supérieure même au taux pratiqué en Suède, un pays souvent critiqué pour son haut niveau de taxation. Par contre, au Canada depuis 1965, la proportion de revenu gouvernemental provenant des taxes sur les corporations a baissé de 15 pour cent à 5 pour cent. Au Canada, ce sont les individus qui assument le fardeau de la taxation tandis que dans d'autres pays, les États-Unis y compris, les corporations paient un plus grand pourcentage.

Le Canada utilise aussi la **taxation uniforme** : une taxe dont le pourcentage ne monte pas avec le revenu — le même pourcentage s'applique à tout le monde peu importe son revenu. La TPS — la taxe sur les produits et services — par exemple, est une taxe uniforme dans le sens que tout le monde paie 7 pour cent, peu importe sa fortune. Évidemment, un tel système favorise les gens à revenu élevé, car le 7 pour cent représente peu par rapport à leur revenu total. Tel n'est pas le cas pour les gens à bas revenus. Une taxe comme la TPS est aussi appelée une **taxe régressive**, car elle favorise les plus riches et diminue l'aspect progressif de l'ensemble du système de taxation. Selon le Conseil canadien de développement social, l'utilisation toujours plus fréquente de taxes régressives a affaibli la progressivité du système fiscal canadien. Ce système est maintenant plus ou moins uniforme — tout le monde — pauvres, riches et classe moyenne — verse entre 30 et 35 pour cent de son revenu à titre de taxes et d'impôts. Rappelez-vous que même les plus pauvres paient les taxes — la TPS, les taxes sur les cigarettes, l'alcool ou l'essence, etc.

Taxation progressive : impôt où le taux d'imposition varie selon le revenu; les riches paient plus d'impôts que les pauvres

Taxation uniforme : impôt où le taux d'imposition ne varie pas en fonction du revenu; il est fixe

Taxe régressive : taxe dont les effets frappent plus durement les gens à faible revenu que les gens à revenu élevé

Deux modèles de développement social

Il existe, selon certains observateurs, deux modèles ou philosophies de développement social. Selon le modèle européen, le gouvernement offre une gamme complète de services sociaux à la population tandis que, selon le modèle américain, le gouvernement offre le strict minimum, préférant s'en tenir à l'idéologie de la responsabilité individuelle. La journaliste et auteure Linda McQuaig décrit dans son livre, *The Wealthy Banker's Wife*, ces deux modèles et leurs implications pour le Canada :

La Suède comparée à d'autres pays industrialisés

La Suède est souvent citée comme le meilleur exemple de l'État-providence. Depuis l'élection du premier gouvernement social-démocrate en 1932 (en pleine dépression), ce pays de 8,8 millions d'habitants a mis en place un réseau impressionnant de programmes sociaux. Depuis lors, à l'exception de deux périodes (1976 - 1982 et 1991 - 1994), ce parti a formé le gouvernement seul ou en coalition. Il y a plus de 55 ans que le parti social-démocrate est au pouvoir dans ce pays.

Lors d'une visite en Suède pour faire la recherche sur son livre, Linda McQuaig a eu l'expérience suivante qui jette, selon elle, la lumière sur la différence entre le modèle social-démocrate et le modèle libéral :

> La personne que j'interrogeais ne semblait pas comprendre ma question. Professeure au Centre de la vie professionnelle de Suède, Annika Baude se spécialise depuis longtemps dans le domaine des politiques sociales. Dans les années 70, elle a joué un rôle important dans l'élaboration et l'expansion du régime de garderie d'enfants de son pays. Malgré son excellente connaissance de l'anglais, elle avait l'air perplexe : « Banques d'alimentation? C'est quoi, ça? » dit-elle.
>
> Pour la première fois peut-être, depuis mon arrivée à Stockholm, quelques jours plus tôt, l'écart entre la Suède et le Canada est devenu évident pour moi. J'avais évidemment été frappé par la propreté et l'aspect bien entretenu de la ville, par la santé et l'éducation apparentes de ses habitants. Mais c'est à ce moment-là que j'ai compris à quel point les choses étaient différentes. En tant que Canadienne, je m'étais habituée aux banques d'alimentation, au point d'oublier que tous les pays du monde ne trouvent pas nécessairement normal que des groupes importants de la population comptent sur la charité publique pour se nourrir, eux-mêmes et leur famille. Quand j'ai expliqué ce qu'étaient les banques d'alimentation, mon interlocutrice a semblé très étonnée — surtout quand je lui ai dit que des centaines de milliers de Canadiens en dépendaient pour leur alimentation quotidienne.
>
> Annika Baude était encore plus étonnée d'apprendre qu'il y avait des sans-abris au Canada. « Dans un pays si froid! Mais où dorment-ils? » a-t-elle demandé.
>
> L. McQuaig, *Op. cit.*

Wealthy Banker's Wife

À de nombreux égards, le Canada se trouve au carrefour de deux routes diamétralement opposées. L'une d'elles conduit à un régime de bien-être social minimal de type américain; l'autre, aux modèles plus progressistes de l'Europe de l'Ouest.

Jusqu'ici, on peut dire que le Canada se situait plus ou moins à mi-chemin entre ces deux pôles. Mais depuis ces dernières années, nous nous rapprochons du modèle américain, bien qu'Ottawa n'ait jamais reconnu ouvertement que cette tendance représente la politique du gouvernement. Avant de continuer sur cette voie, nous devrions examiner attentivement le modèle américain — et le modèle de rechange qu'offre l'Europe.

Il est évident que les observateurs européens n'ont pas la même façon de voir le bien-être social que les Américains. Pour les Américains, c'est un système de charité que l'État réserve aux pauvres. Pour les Européens, par contre, il s'agit d'un vaste réseau de programmes destinés à assurer le bien-être de toute la collectivité. Ces programmes visent à garantir l'accès de tous les citoyens aux soins de santé, à l'éducation et aux services de garde d'enfants, ainsi qu'un revenu convenable aux personnes âgées, malades, sans emploi ou responsables de jeunes enfants. Pour les Européens, un des rôles importants de l'État consiste à fournir toutes ces garanties. Mais si nous, Canadiens, avons tendance à voir les États-Unis comme le seul modèle possible, les Européens considèrent plutôt les États-Unis et son régime minimal de bien-être social comme un phénomène bizarre. À Paris, au siège de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), un organisme international qui surveille et analyse attentivement le développement des vingt-quatre pays industriels les plus prospères du monde, l'analyste Edwin Bell décrit comme étrange la situation des États-Unis en matière de bien-être social. « C'est un cas anormal [aberrant] dans ce domaine, c'est le plus extrême. »

La même idée est exprimée plus brutalement par les critiques américains du modèle des États-Unis. Larry Mishel, économiste de l'Economic Policy Institute de Washington, décrit les É.-U. comme le « dinosaure » du bien-être social.

[...]

Dans le modèle de style américain, le bien-être des citoyens dépend largement du secteur privé. Cette approche repose sur le principe affirmant que les gens fonctionnent de façon optimale quand la discipline du marché, la nécessité de survivre, les poussent à travailler dur. Le rôle de l'État devrait être limité, vu que la plupart des membres de la société prospèrent quand on leur laisse toute la liberté d'agir. L'intervention de l'État doit donc se limiter à la protection de ceux qui sont trop faibles ou trop vulnérables pour s'en sortir seuls.

Dans le modèle européen, par contre, la société n'est pas simplement une annexe du secteur privé. En fait, le marché est perçu avec une certaine méfiance, comme un mécanisme imparfait qui engendre de grandes inégalités. La société doit donc limiter le pouvoir du marché privé dans certains secteurs, dans l'intérêt public et pour assurer le bien-être de tous.

La différence entre ces deux approches est évidente quand on compare l'attitude des Américains et des Européens envers la notion de « bien-être ». Pour les Américains, c'est une mesure de dernier recours destinée à ceux qui sont trop faibles pour survivre seuls. Pour les Européens, le principe du bien-être est lié à une notion plus vaste de bien-être social de l'individu, celui de tous les membres de la société. La société est perçue comme une collectivité solidaire [un tissu social], où tout le monde contribue à la bourse commune et tout le monde en bénéficie. Ainsi, tous les citoyens font partie de l'État-providence.

C'est sans doute pourquoi le terme « bien-être » a une connotation fortement négative aux États-Unis, mais positive en Europe, note Edwin Bell de l'OCDE. En Europe, l'État-providence ne s'occupe pas seulement des pauvres : il couvre tous les secteurs du bien-être — les soins de santé, l'éducation, l'enfance, les pensions et la protection contre les pertes de revenu — et ces avantages sont généralement accessibles à tous.

En Scandinavie, où le modèle de bien-être social universel est le plus avancé, les programmes liés aux ressources — jadis réservés aux pauvres — ont pour ainsi dire été éliminés. Les sociaux-démocrates qui ont conçu l'État-providence suédois dans les années 30 ont tenu précisément à éviter de réserver les avantages aux pauvres (ce principe était associé à la Loi sur les pauvres, une loi du XVIIIe siècle qui offrait une assistance minimale aux démunis). « Ainsi, la politique sociale des sociaux-démocrates a eu pour objectif premier de créer un régime d'assurance sociale qui donnerait un réel sentiment de sécurité aux citoyens du pays, note Walter Korpi, professeur de politique sociale à l'Institut suédois de recherche sociale de Stockholm. Le système qu'ils souhaitaient instaurer devait protéger les citoyens des accidents, de la maladie, du chômage et de la vieillesse. »

L. McQuaig. *The Wealthy Banker's Wife*, Penguin Books, Toronto, 1993, p. 18-19, 28-30, 70-71. Gracieuseté de L. McQuaig.

Comment la Suède a-t-elle réussi à éliminer la pauvreté et à faire en sorte que les banques alimentaires et les soupes populaires ne soient pas nécessaires? Examinons certains des programmes qui existent pour aider les familles à satisfaire leurs besoins :

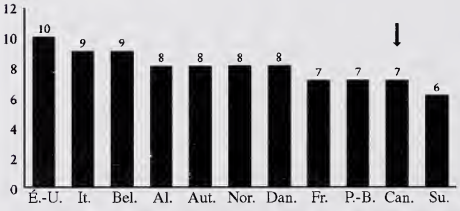
- une année de congé de maternité ou de paternité payée après la naissance d'un enfant;
- allocations familiales généreuses afin d'aider les parents à élever leurs enfants;
- allocation de logement pour les individus ou les familles à faible revenu;
- garderies gratuites pour les enfants âgés d'un an et plus. Les parents suédois peuvent donc mettre leur enfant en garderie dès qu'ils retournent au travail, c'est-à-dire au terme de l'année de congé. La qualité des garderies est élevée; les éducateurs qui y travaillent doivent avoir l'équivalent d'une maîtrise en éducation pour enfants;
- soins de santé gratuits;
- subventions pour acheter des médicaments;
- remboursement à 100 % des soins dentaires pour les enfants âgés de moins de 19 ans.

Les tableaux suivants indiquent les résultats de ces programmes sur la santé et sur la pauvreté.

Comme l'indique le premier tableau, la Suède a un des taux de mortalité infantile le plus bas — le nombre de décès des enfants âgés de moins d'un an par 1 000 naissances. Le deuxième tableau démontre l'énorme écart entre la Suède d'une part, et le Canada et les États-Unis d'autre part, sur le plan de la pauvreté. Au Canada, 48,4 pour cent des familles monoparentales vivent en dessous du seuil de la pauvreté — 53,3 pour cent aux États-Unis — tandis que seulement 5,5 pour cent des familles monoparentales en Suède, connaissent le même sort.

La mortalité infantile

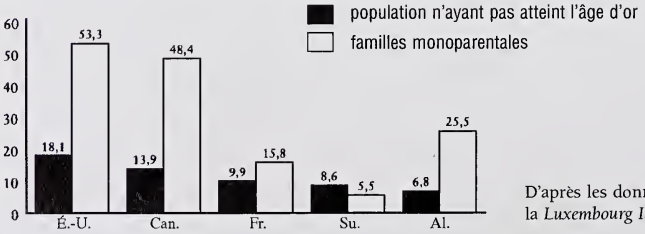
Nombre de décès pour 1 000 naissances — 1989 en %).



Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1991, Tableau 28.

La pauvreté

Niveau de pauvreté dans certains pays.

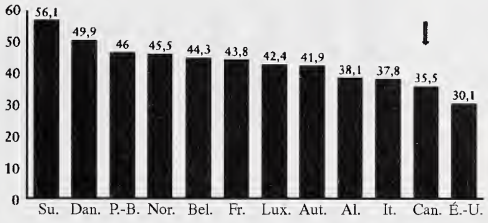


D'après les données tirées de la *Luxembourg Income Study*.

Une autre façon de lutter contre la pauvreté et l'inégalité est par le biais de la politique fiscale. La taxation progressive, selon laquelle les gens à revenu élevé paient un plus grand pourcentage de leur revenu à l'impôt, constitue un autre moyen de redistribuer la richesse. En Suède, le taux moyen d'imposition sur le revenu avait déjà atteint 65 pour cent avant d'être baissé à 50 pour cent. Comme c'est le taux moyen, il est clair que l'imposition sur un revenu très élevé devait se chiffrer dans les 80 pour cent. Comme l'indique le tableau suivant, les taxes en pourcentage du PIB se chiffraient en 1990 à 56,1 pour cent. Notez qu'en dépit de ce qu'on dit au Canada, les Canadiens sont parmi les citoyens les moins taxés dans le monde industrialisé.

Les impôts

Impôts perçus par l'État (% du PIB), 1989.

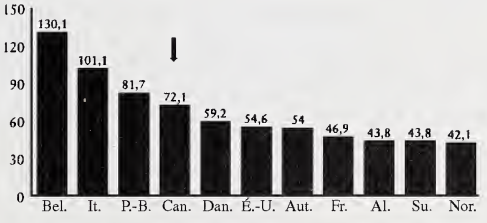


Source : *Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE*, 1965 - 1990, Tableau 3.

Un haut niveau de taxation est nécessaire pour redistribuer la richesse et pour payer les généreux programmes sociaux. En acceptant un taux d'imposition plus élevé que dans la plupart des autres pays, la Suède a évité d'accumuler une dette accablante. Le tableau suivant indique la dette de plusieurs pays en pourcentage du PIB.

La dette

Dette publique brute (% du PIB), 1990.



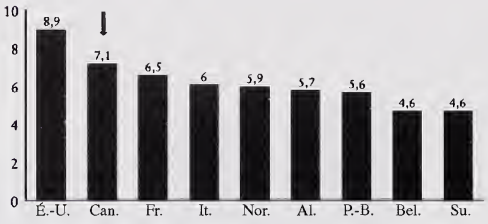
Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, Juillet 1991, Tableau 31.

Le résultat des politiques d'imposition élevée, de taxation progressive et d'instauration d'un réseau étendu de programmes sociaux en Suède a pour conséquence un indice de l'inégalité du revenu très bas par rapport au reste du monde industrialisé. Le tableau suivant indique les indices de l'inégalité du revenu de neuf pays industrialisés dont le Canada, les États-Unis et la Suède. L'indice de l'inégalité du revenu identifie la portion du revenu national qui revient aux 20 pour cent les plus riches de la population et aux 20 pour cent les plus pauvres de la population. Un ratio est ensuite établi entre eux. En Suède, par exemple, les 20 pour cent les plus riches de la population reçoivent 4,6 fois

plus de revenu que les 20 pour cent les plus pauvres. Aux États-Unis, les plus riches reçoivent 8,9 fois plus de revenu que les plus pauvres, c'est-à-dire presque 2 fois plus que les Suédois riches. Le Canada, comme on peut le constater, a un indice de l'inégalité du revenu assez élevé. Comme nous avons suggéré au tout début de ce chapitre, le Canada se situe quelque part entre le modèle américain (le modèle libéral) et le modèle européen (beaucoup plus interventionniste sur le plan social).

L'inégalité de revenu

Plus le ratio est élevé, plus la concentration du revenu est entre les mains des riches, et plus il y a d'inégalité.



Source : Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1992, Tableau 18.

Le *Rapport sur le développement humain* de 1994 indique que les ratios donnés dans le tableau de 1992 se sont maintenus. Le *Rapport* de 1994 offre pour sa part d'autres ratios intéressants pour d'autres pays dont :

- le Japon 4,3
- l'Australie 9,6
- le Royaume-Uni 6,8
- la Hongrie 3,2
- la Pologne 3,9

Les statistiques pour les deux derniers pays reflètent des années de gouvernement communiste où une politique d'égalitarisme a été poursuivie avec plus de vigueur qu'ailleurs. La transition de ces pays à une économie plus libérale aura sans doute un impact sur ces chiffres.

ACTIVITÉ

L'État-providence

Option I — travail de groupe ou travail seul

Supposons que vous êtes fonctionnaire dans un pays qui vient d'élire un gouvernement social-démocrate. Préparez une liste des mesures concrètes que vous prendrez sur les plans économique, fiscal, budgétaire, monétaire et social afin de mettre en place un État-providence. En plus de cette liste, préparez le discours que le Premier ministre prononcera devant le Parlement pour justifier ses actions. Le discours ne dépassera pas deux pages.

Option II — recherche

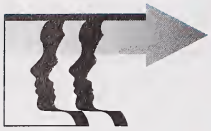
Cette activité présume que vous avez accès à l'autoroute électronique; sinon, tentez quand même de faire le projet à partir des journaux à votre disposition. Il s'agit d'identifier deux groupes d'intérêt ou groupes de pression qui tiennent des propos opposés sur le degré approprié d'interventionnisme gouvernemental dans la vie économique et sociale de notre pays. Si vous avez accès à Internet, consultez les adresses suivantes :

Le Conseil canadien de développement social
Le Conseil des Canadiens
Canadian Centre for Policy Alternatives
National Citizens' Coalition
The Fraser Institute
C.D. Howe Institute
The Cato Institute (une perspective américaine)

Dans votre projet, identifiez une politique sur laquelle vos deux sources sont en désaccord. Par exemple, elles peuvent être en désaccord, sur la politique sociale, la politique fiscale, la politique budgétaire, la politique économique, etc. Donnez les arguments, de part et d'autre, et identifiez la philosophie générale qui sous-tend chaque position. À la fin, indiquez votre position et le raisonnement qui en est la source.

Si vous travaillez à partir des journaux, voici une liste de journaux et de périodiques à consulter :

The Edmonton Journal
The Calgary Herald
The Alberta Report
The Globe and Mail
La Presse
Le Devoir
L'Actualité
Maclean's



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- un gouvernement désireux de créer un État-providence peut intervenir sur plusieurs plans (fiscal, budgétaire, monétaire, économique et social). Il agit sur tous ces plans en même temps dans une certaine mesure;
- la Suède, par exemple, n'est pas intervenue massivement au niveau des nationalisations des entreprises, mais par contre, elle a mis sur pied un système de sécurité sociale parmi les plus généreux et les plus complets au monde;
- le Canada possède, lui aussi, quelques éléments de l'État-providence; l'inspiration est surtout venue de la Saskatchewan et du Parti social-démocrate canadien, c'est-à-dire le CCF (devenu le NPD);
- les statistiques montrent que les États-providence souffrent moins des inégalités sociales et des problèmes sociaux que les autres États, mais doivent prélever plus de taxes. En raison d'une taxation hautement progressive, dans un État-providence les citoyens les mieux rémunérés contribuent la majeure partie de leur salaire en impôts.

L'ÉTAT-PROVIDENCE SOUS ATTAQUE

Comme nous l'avons signalé auparavant, le consensus général autour du bien-fondé du keynésianisme et de son prolongement vers l'État-providence a commencé à s'effriter au cours des années 70 et 80. Un nouveau vent s'est levé — le vent du néo-libéralisme. Selon ces nouveaux prophètes, il fallait réduire la présence du gouvernement dans les domaines économique et social afin d'encourager l'initiative du citoyen et de libérer l'économie des entraves de la réglementation et de la bureaucratie. En un mot, **il fallait remplacer la gestion de la demande, telle que prônée par les keynésiens, par la gestion de l'offre**. La première, comme on s'en souvient, vise à stimuler la demande et s'avère donc favorable dans un premier temps aux consommateurs et aux gens à revenu modeste. La deuxième vise à stimuler l'offre et se révèle favorable aux entreprises et aux contribuables — ceux qui paient des impôts. Que ce soit en Grande-Bretagne sous le régime de Margaret Thatcher, aux États-Unis où ironiquement l'État-providence existait peu, en Nouvelle-Zélande où, comme nous le verrons tantôt, la vague néo-libérale a presque éliminé l'État-providence, ou au Canada, et plus particulièrement en Alberta et en Ontario, le néo-libéralisme a changé le paysage politique.

UN CRITIQUE DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE...

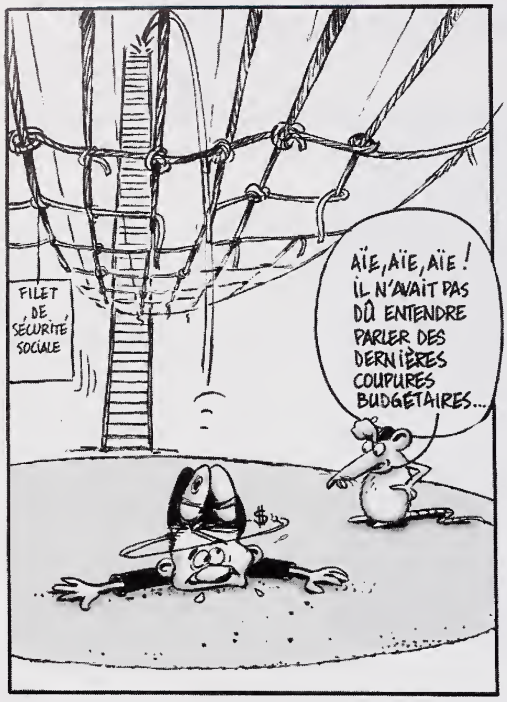
Même les pays où l'État-providence était le plus développé et le plus solidement ancré, comme la Suède et l'Allemagne, ont dû restreindre quelque peu les activités de l'État et réduire la générosité de leurs programmes sociaux. Plusieurs raisons expliquent cette attaque contre l'État-providence :

- **la globalisation des marchés et des économies mine la souveraineté des États** — la souveraineté des États est menacée par le phénomène de globalisation des marchés et des économies. Leur intervention dans les domaines économique et social doit être prudente s'ils ne veulent pas perdre leurs industries au profit d'autres pays où les salaires et les charges sociales sont moins élevés. Beaucoup de Canadiens craignaient, par exemple, que la signature d'un accord de libre-échange avec les États-Unis ne mette en péril notre réseau de programmes sociaux.

- **les déficits et les dettes** — certains pays, dont le Canada, ont accumulé des déficits et des dettes inquiétants depuis les récessions des années 70 et 80. À mesure que ces chiffres augmentaient, de plus en plus de gens ont demandé que le gouvernement assainisse ses finances et équilibre ses comptes. Pour ce faire, un gouvernement doit couper dans ses dépenses (compressions budgétaires) ou augmenter les taxes, ou procéder à une combinaison des deux. Plusieurs gouvernements ont décidé qu'il ne serait pas prudent politiquement d'augmenter les taxes (la Saskatchewan étant une exception). Ils ont décidé, par conséquent, d'adopter une politique d'austérité caractérisée par des compressions budgétaires importantes au niveau des programmes sociaux.

- **le changement de mentalité et de valeurs** — certains observateurs imputent à un changement de mentalité l'appui accordé de nos jours à la nouvelle droite. Selon eux, les gens sont moins prêts à partager et à s'entraider que dans le passé. Chez certains, la notion de solidarité humaine est discréditée et remplacée par la notion de responsabilité individuelle; chacun doit s'occuper de lui-même et assumer ses propres responsabilités. Pour ces gens, l'intervention de l'État et la mise en place de programmes sociaux diminuent la responsabilité des individus vis-à-vis d'eux-mêmes et encouragent la paresse, la complaisance et la dépendance. Il faut retourner aux lois de la jungle — chacun pour soi — car de telles lois sont « naturelles » et appropriées dans un monde de plus en plus compétitif.

- un dernier argument veut que certains États soient allés trop loin dans leur effort d'égalisation des chances et de protection contre les malheurs de la vie. La Nouvelle-Zélande est souvent citée comme exemple. La prochaine partie de ce chapitre jette un regard sur ce cas.



La Nouvelle-Zélande : virage à droite

L'article suivant, adapté du Globe and Mail du 16 septembre 1995, offre une description de la révolution sociale et économique qui a balayé la Nouvelle-Zélande à partir de 1984. Ce petit État anglo-saxon du Pacifique sud avait, au cours des années, mis en place un système de réglementation et de bénéfices sociaux qui avait fini par constituer une « machine » administrative et bureaucratique qui ne souffrait aucun changement. Les intérêts des uns et des autres coïncidaient souvent pour repousser toute tentative de réforme, surtout si elles devaient exposer les acteurs économiques — fermiers, travailleurs, entreprises — à la compétition internationale. L'élection d'un gouvernement travailliste — prière de noter l'ironie — en 1984 a fini par ébranler le système. Le nouveau gouvernement a conclu à la nécessité de changements importants et ceux-ci n'ont pas tardé à faire reculer l'État-providence sur tous les fronts.

Il est intéressant de noter que le ministre des Finances chargé du plan de restructuration de l'économie néo-zélandaise, Sir Roger Douglas, a rencontré le cabinet du gouvernement albertain et que, selon certains observateurs, ses idées ont été incorporées dans la stratégie du gouvernement de Ralph Klein.

Avant d'aborder l'article, examinons quelques exemples de réglementation et d'intervention gouvernementale qui ont provoqué la colère des uns et la surprise des autres :

Les temps ont bien changé en Nouvelle-Zélande!

Incroyable, non

Dans les banques, les mines, les chemins de fer, les hôtels, les forêts — la lourde présence de l'État était évidente partout en Nouvelle-Zélande, autrefois. Monty Pithon aurait eu de quoi s'amuser!

- Il était interdit de boire de l'alcool dans les restaurants ou d'utiliser une matière autre que la laine dans la fabrication des tapis.
- Il fallait l'ordonnance d'un médecin pour acheter de la margarine.
- L'agriculteur Doug Donaldson se souvient que les employés de salaisons de sa région s'étaient mis en grève parce qu'on leur avait servi des frites brûlées à la cafétéria.
- Les hôtels n'accueillaient plus les voyageurs après 18 heures.
- Il était interdit de transporter des marchandises par camion sur plus de 65 kilomètres sans avoir obtenu au préalable la permission des chemins de fer.
- Les dockers d'Auckland refusaient d'utiliser des chariots élévateurs à fourches.
- Il fallait obtenir un permis pour s'abonner à une revue étrangère.
- Tout néo-Zélandais qui souhaitait investir à l'étranger devait renoncer à sa citoyenneté.
- Presque tout le monde devait appartenir à un syndicat et il fallait respecter les contrats conclus avec des compagnies éloignées qui n'avaient pas participé aux négociations.

T. Appleby. « Island Lore: How the Times Have Changed ». *The Globe and Mail*, 16 septembre 1995. Gracieuseté de T. Appleby.

Voici comment Timothy Appleby du Globe and Mail relate le début de la « révolution ».

Le pari de la Nouvelle-Zélande

Des sacrifices qui paient?

On l'appelait « la machine à démolir ». C'était un régime socio-économique dépassé, fondé sur des idées anciennes, un syndicalisme de type britannique dans ce qu'il a de plus fermé, la protection d'intérêts qui semblaient étouffer tout esprit d'initiative.

Mais, quand tout à coup — en 1984 — on a commencé à démanteler les institutions du Parti travailliste au pouvoir pour réformer l'État-providence et transformer la vie quotidienne des citoyens, de nombreux néo-Zélandais se sont inquiétés. Surtout les éleveurs de moutons du pays, qui ont été les premiers à perdre les subventions généreuses et les prix garantis dont ils avaient bénéficié jusque-là. « Nous avons pensé que la fin du monde était arrivée », déclare Doug Donaldson, 54 ans, en regardant l'élevage de moutons de 900 acres qu'il possède dans l'île du Nord de la Nouvelle-Zélande; un paysage de prairies vallonnées qui ressemble à l'Écosse, mais avec des palmiers. « Nous avons défilé dans les rues. »

Du jour au lendemain, M. Donaldson a dû faire face à une augmentation de 25 pour cent des frais de production et, ce qui l'inquiétait plus encore, à la concurrence du marché international.

Au-delà de sa ferme, les autres maillons de la chaîne alimentaire vivaient une véritable révolution. On venait de supprimer les généreux programmes de primes aux membres des grands syndicats de la fonction publique — les cheminots, les dockers et les employés de l'industrie de la viande congelée — dont le faible rendement et le goût pour le ralentissement des activités étaient devenus une plaisanterie nationale.

Les grèves et la colère ont explosé, marquant le commencement d'une expérience de dix ans qui allait transformer une Nouvelle-Zélande sclérosée, en un laboratoire de déréglementation des marchés, et un modèle d'élimination de l'État omniprésent pour la majeure partie du monde occidental. Malgré les résistances initiales, des mesures encore plus draconiennes allaient suivre :

- la privatisation en bloc des ressources de l'État — des transports aux télécommunications, de l'hôtellerie aux banques et au secteur énergétique;
- l'élimination d'un réseau artificiel de soutien du revenu;
- la disparition des grands syndicats qui refusaient tout compromis;
- des réductions fiscales considérables — compensées par l'imposition d'une taxe sur presque tous les produits et services;
- l'élimination presque totale des avantages sociaux;
- une réduction du rôle de l'État dans tous les secteurs — des salles de classe aux salles des hôpitaux;
- l'augmentation des intérêts étrangers — surtout des investisseurs asiatiques.

Les réformes ont été brutales et ont fait naître une colère et un désespoir qui ont peut-être atteint des sommets en 1988, année où les taux d'intérêt sont montés à 20 pour cent.

T. Appleby « The land that rolled the dice ». *Globe and Mail*, samedi 16 septembre 1995. Gracieuseté de T. Appleby.

Cette « révolution » a-t-elle été bénéfique? Tout dépend bien sûr du point de vue. Certains en ont profité, d'autres ont vu leur niveau de vie décliner.

Un rapport publié par l'UNICEF en 1993 est toutefois critique. En voici un extrait :

> « Considérée depuis longtemps comme une des démocraties sociales les plus éclairées, depuis 1984, au nom de l'efficacité économique, la Nouvelle-Zélande a démoli son système social offrant des services « du berceau au tombeau ». Or, le marché libéré de ses entraves n'a pas produit de croissance très vigoureuse. Au contraire, huit années de politique monétaire rigide n'ont produit que du chômage, un taux de criminalité toujours en augmentation, un écart qui se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres et un Produit National Brut en déclin. Entre 1985 et 1990, le PNB de la Nouvelle-Zélande a baissé de 0,7 pour cent, le pire taux de croissance de tous les pays industrialisés. Durant cette même période, le chômage a doublé ».
>
> Linda McQuaig. Shooting the Hippo — *Death by Deficit and other Canadian Myths*, Toronto, Viking, 1995, p. 25. Gracieuseté de L. McQuaig.

L'avenir de l'État-providence reste donc problématique. Pour l'instant, la priorité d'un bon nombre de gouvernements est d'assainir les finances publiques par l'élimination du déficit et par le remboursement de la dette. Il reste à voir jusqu'où ces gouvernements iront dans leur réforme de l'État-providence. La plupart ont déjà restructuré certains programmes et en ont réduit d'autres. Par contre, peu ont tenté l'expérience de la Nouvelle-Zélande. Comme l'ont remarqué certains observateurs, les pays anglo-saxons tels la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne ainsi que certaines provinces canadiennes comme l'Alberta et l'Ontario, ont pris le virage à droite. Le reste du monde industrialisé, c'est-à-dire l'Europe et le Japon, se contentent de rationaliser et de restructurer leur régime de sécurité sociale.

L'Alberta : la droite « révolutionnaire » au pouvoir

Gracieuseté du PPC de l'Alberta

L'avènement de Ralph Klein au pouvoir, comme premier ministre de la province, marque le début de ce que plus d'un observateur a appelé « une révolution » en Alberta. Depuis son arrivée au pouvoir, Klein a procédé à une refonte plus ou moins complète de la politique dans cette province. Pour ce faire, il s'est inspiré des réformes déjà accomplies en Nouvelle-Zélande ainsi que des mesures prônées par les néo-libéraux canadiens et américains.

Ses réformes vont dans la direction préconisée par la nouvelle droite, c'est-à-dire moins de gouvernement, plus de responsabilité personnelle, assainissement des finances publiques, réduction dans les services gouvernementaux, privatisations et réduction du nombre d'assistés sociaux, entre autres.

Plus précisément, Klein a fait adopter les mesures suivantes:

- réduction massive des effectifs de la fonction publique — ce « downsizing » est parfois appelé « dégraissage » en français;
- réduction de salaires pour les fonctionnaires qui ont survécu au dégraissage de la fonction publique;
- élimination du déficit en 4 ans;
- privatisation d'une foule de services autrefois assurés par la province, y compris la vente de boissons, les bureaux d'enregistrement — ces bureaux vendent les permis de conduire, les certificats de naissance, les plaques d'immatriculation, ainsi que certains services sociaux;
- privatisation des entreprises appartenant à la province comme AGT (aujourd'hui Telus). Notez que la privatisation de la Alberta Treasury Branch est à l'étude au moment de la rédaction de ce texte;
- élimination des pensions pour des députés;
- restructuration des soins de santé dans le but de réduire les sommes d'argent qui y sont consacrées;
- réduction du nombre de conseils scolaires de 141 à 57;
- adoption de « plans d'affaires » dans tous les ministères gouvernementaux;
- réduction de l'aide offerte aux aînés;
- réduction importante du nombre d'assistés sociaux;
- autorisation d'installer des VLT (des appareils de loterie vidéo) dans les bars;
- collecte par la province, et non plus par le conseil scolaire, de la partie des taxes foncières destinées à financer l'éducation.

La révolution albertaine n'a pas provoqué les remous attendus par certains. Le gouvernement de Klein a facilement remporté les élections de 1997, ce qui démontre la popularité de l'ensemble des mesures prises. Une des admiratrices de ses mesures est l'économiste Diane Francis. Dans un article publié dans le Financial Post, le 16 août 1996, elle a énuméré les raisons de son appui. En voici quelques extraits :

Le modèle de l'« Alberta Advantage » pourrait être copié ailleurs au Canada

L'Alberta Advantage — réduction d'impôts et gestion responsable des finances publiques — est un modèle pour le reste du Canada.

Un nombre croissant de Canadiens viennent s'établir en Alberta pour profiter des taux d'imposition les plus avantageux du pays, tant pour les sociétés que pour les citoyens. Il n'y a pas de taxe de vente provinciale et les autres redevances sont moins élevées qu'ailleurs au Canada. La charge fiscale des familles est d'environ 35 % inférieure à la moyenne canadienne.

Voici les faits [au sujet de l'Alberta] :

- Depuis trois ans, le taux de chômage albertain reste inférieur à la moyenne canadienne;
- l'Alberta a été la première des provinces canadiennes à sortir de la récession de 1991-92;
- de 1993 à 1995, le taux de croissance albertain était de 4, 6 % par an, soit le plus élevé du Canada;
- de janvier 1993 à août 1996, près de 100 000 emplois ont été créés, ce qui est un record canadien;
- depuis 1991, les exportations sont passées de 17,7 à 29 milliards de dollars, soit une augmentation de 64 %;
- en 1995-96, les dépenses publiques par habitant étaient de 5 % inférieures à la moyenne des huit autres provinces [...];
- 69 % des élèves albertains terminent leurs études secondaires, ce qui est un record canadien;
- depuis 1989, le nombre de familles qui ont un revenu inférieur à 20 000 $ est tombé de 14, 9 % à 10, 5 % en 1994;
- la dette nette de l'Alberta aura disparu en 13 ans.

Diane Francis. « Alberta Advantage could be copied elsewhere in Canada ». *Financial Post*, 6 août 1996, p. 9. Gracieuseté du Financial Post.

Bien qu'en moins grand nombre, les politiques du gouvernement du premier ministre Klein attirent aussi des détracteurs. Certains d'entre eux s'inquiètent de l'accroissement des inégalités sociales, d'autres se préoccupent du niveau de pauvreté. Voici l'extrait d'un article écrit par le journaliste David Trigueiro, le 15 février 1996, qui donne une idée générale de la nature des critiques avancées contre la révolution de Klein.

Pauvreté au pays de l'abondance

Drôle d'époque! La province la plus riche d'un des pays les plus prospères du monde se vante d'avoir adopté des réformes de bien-être social qui suppriment les allocations aux enfants.

Le premier ministre Ralph Klein et les tories nient que les enfants sont les victimes des mesures de réduction du déficit, et m'accuseraient probablement d'être un sale menteur.

Je mentirais, en effet, si j'affirmais qu'ils font exprès de retirer la nourriture et le toit aux familles pauvres pour promouvoir une idéologie politique ou réduire simplement la liste des assistés sociaux.

Pourtant, le gouvernement ne nie pas qu'il a réduit l'aide aux pauvres pour encourager les gens à retourner au travail. Même si ces mesures ne visaient pas les enfants, 40 % des victimes de ces réductions n'ont pas atteint l'âge de la majorité.

David Trigueiro. « Poverty in the Land of Plenty ». *Calgary Herald*, 15 février 1996.

Les jeunes Albertains sont les premières victimes des politiques du gouvernement. Voici des extraits du rapport préparé par un groupe de dix-sept associations communautaires qui se sont regroupées pour démontrer que le gouvernement de l'Alberta ne respecte pas la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

Conclusions :

- 40 % de tous les bénéficiaires de l'aide sociale en Alberta sont des enfants. Cette aide ne suffit pas à couvrir les besoins essentiels.
- En Alberta, presque un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. Chez ces enfants, la mortalité est deux fois plus élevée; et le risque de mourir des suites d'une maladie infectieuse est deux fois et demie plus élevé.
- Le nombre d'enfants sans abri continue à augmenter : en 1995, une agence de Calgary rapporte qu'elle a vu 132 enfants sans abri.
- À cause du faible salaire minimum et des mauvaises conditions de travail de la main-d'œuvre temporaire, l'Alberta connaît le taux de renouvellement le plus élevé du personnel de services à l'enfance.
- 61 % des élèves dont l'anglais n'est pas la langue maternelle abandonnent leurs études secondaires.
- Les droits les plus élémentaires de la personne ne sont pas respectés chez les enfants autochtones, chez qui la mortalité infantile est 250 % plus élevée que la moyenne nationale.
- L'Alberta occupe le troisième rang canadien des grossesses chez les adolescentes — soit un tiers de plus que la moyenne nationale.

Recommandations :

- La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant doit guider toutes les décisions et politiques concernant les enfants.
- Il faut augmenter le salaire minimum en général et celui du personnel des services à l'enfance en particulier, et améliorer les normes de travail dans ce secteur.
- Les parents devraient avoir le droit de toucher un revenu suffisant, le droit de refuser de travailler pour obtenir des prestations d'aide sociale et le droit de remettre en question les décisions et les procédures du bien-être social.
- Il faut abolir le système de financement par l'usager, qui tend à exclure les enfants pauvres.
- Il faut arrêter et annuler la déréglementation et la privatisation des services à l'enfance.

- Il faut promouvoir l'antiracisme et diversifier la formation des éducateurs et des décideurs.
- Tous les Albertains doivent avoir accès à une éducation sexuelle saine et les parents doivent bénéficier d'un soutien dans le dialogue qu'ils engagent avec leurs enfants à ce sujet.

ACTIVITÉ

Les cas de la Nouvelle-Zélande et de l'Alberta

1. Consultez la liste de « règlements » néo-zélandais qui pourraient surprendre par leur caractère inhabituel. Choisissez-en deux et expliquez le raisonnement probable qui a conduit à leur adoption.
2. Quels ont été les traits principaux de la « chirurgie » dont l'économie néo-zélandaise a été l'objet?
3. La Nouvelle-Zélande et l'Alberta sont-elles des modèles à suivre pour le Canada? Donnez des raisons pour ou contre.

Le cas de la Norvège

Bien que le néo-libéralisme semble être populaire, certains pays ont refusé la **restructuration** de l'État-providence. Un pays qui y a résisté et qui avait les ressources pour le faire est la Norvège. Voici des extraits d'un article publié dans le *Globe and Mail* qui examine les efforts de la Norvège pour conserver son système de sécurité et de promotion sociale qui est actuellement le plus généreux au monde :

L'État-providence norvégien — un modèle pour tout le monde

Malgré des taux d'imposition astronomiques et le fait que les autres nations adoptent des politiques de privatisation draconiennes, ce petit pays continue à améliorer ses programmes de protection sociale.

Souffrez-vous de rhumatismes? L'État norvégien vous enverra passer un mois de traitement aux Canaries — tous frais payés!

Votre mari vous a quittée en vous laissant les enfants à charge? Aucun problème. Le généreux régime de bien-être social norvégien verse des allocations familiales spéciales aux mères seules et offre des congés payés pour leur permettre de rester à la maison et d'élever leurs enfants. Prenons par exemple Sidsel Kreyberg, une pathologiste âgée de 42 ans. Quand son mari l'a quittée, elle et ses deux jeunes enfants en 1987, elle a tout de suite été prise en charge par l'État. Pendant près de huit ans, jusqu'à ce que ses enfants atteignent l'âge de 10 ans, l'État lui a versé une pension. D'autres systèmes de soutien l'ont aidée — services gratuits de garderie, logement et vacances subventionnés, soins médicaux et soins dentaires gratuits.

... Dans le monde entier, semble-t-il, on est en train de démanteler l'État-providence, de réduire la taille du secteur public en le privatisant, de diminuer les subventions et d'éliminer les programmes sociaux qui étaient autrefois sacro-saints.

... Partout, sauf en Norvège. Soutenus par de fabuleuses recettes pétrolières et guidés par un engagement égalitariste national, les 4,35 millions de citoyens continuent à remplir les coffres du tout premier État-providence au monde.

Même les gens d'affaires — les exportateurs de pâtes et papiers, de bois d'œuvre, de produits chimiques, d'engrais, d'aluminium et de matériel de transport vers le monde du capitalisme sauvage — sont favorables au régime social-démocrate. En Norvège, où les impôts peuvent dépasser 50 pour cent du revenu, les citoyens bénéficient de nombreux avantages sociaux et d'une semaine de travail réduite.

L'inflation est inférieure à 2 pour cent. Le taux de chômage est le plus faible en Europe. Au cours de ces dernières années, la croissance économique a varié entre 3 à 5 pour cent. La Norvège exporte chaque jour trois millions de barils de pétrole — un record que seule l'Arabie saoudite peut surpasser.

... Les avantages sociaux sont peut-être financés par le pétrole, mais ils sont également soutenus par le caractère national norvégien.

Les Norvégiens, fortement attachés aux principes égalitaires, désapprouvent les grandes inégalités économiques. Ceci permet à l'État de percevoir un des taux d'impôt personnel les plus élevés du monde et lui laisse une grande liberté pour résoudre les problèmes sociaux.

Selon un diplomate de l'Ouest, « les Norvégiens ont le sens de la solidarité. Les impôts élevés sont acceptés par tous les citoyens parce que tout le monde se sent ainsi protégé ».

... Henning Holstad, propriétaire et président de la société Tiny Transport Co., rapporte qu'il touche à peu près le double du salaire annuel moyen de ses employés après impôt (qui est d'environ 38 500 $ US) alors qu'aux États-Unis, le salaire d'un patron est 10 fois plus élevé que celui de son personnel — parfois 100 fois ou davantage.

En plus des taux élevés d'impôt sur le revenu, la Norvège impose une taxe de vente de 23 pour cent. Les chefs d'entreprise se plaignent des semaines de travail trop courtes, du coût élevé des heures supplémentaires et des congés de maladie payés pouvant aller jusqu'à deux semaines. Mais ils se sont réconciliés avec le système.

... Malgré le nombre élevé de programmes sociaux, le secteur des affaires continue à prospérer en Norvège. Il est vrai qu'il s'appuie sur une des populations actives les mieux éduquées et les mieux initiées à la technique dans le monde. Le fait que la Norvège ait réduit le taux d'imposition des sociétés de 50 à 28 pour cent depuis quatre ans contribue sans doute à ce succès. Pour réduire le coût de la main-d'œuvre, les compagnies norvégiennes se sont rapidement informatisées.

... M. Hagen exprime les plaintes habituelles des entrepreneurs sur les coûts élevés et la multitude de réglementations imposées en Norvège. Mais quand on lui demande s'il préférerait un modèle de style britannique, il secoue la tête.

« Nous avons une société profondément sociale-démocrate et nous ne connaissons pas d'autre système. Ce régime est peut-être coûteux, mais nous avons la paix sociale. Il n'y a pas de pauvres en Norvège et je ne veux pas en voir. Il n'y a pas de grève et les demandes d'augmentation salariale sont rares. J'aimerais modifier le système, mais seulement pour le conserver. »

Youssef Ibrahim. « Norwegian Welfare Leads World », *Globe and Mail*, 18 décembre 1996.

ACTIVITÉ

Le cas de la Norvège

1. Quels sont des avantages et des désavantages de l'État-providence norvégien? Pourquoi bon nombre de gens d'affaires appuient-ils le système?

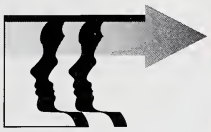
2. Pourquoi ce système a-t-il l'air de bien fonctionner en Norvège, sans diviser la population selon les idéologiques?

TENDANCES ACTUELLES DANS LES PAYS SOCIAUX-DÉMOCRATES

Quel sort l'avenir réserve-t-il à la social-démocratie, à l'État-providence et à l'économie mixte? Une tendance qui devrait être soulignée est celle de l'émergence du **capitalisme social**. Ce terme se rapporte à un système économique quelque peu hybride qui fusionne le capitalisme et l'État-providence, tout en éliminant l'économie mixte. Selon le capitalisme social, **le capitalisme crée la richesse** et **l'État-providence la redistribution**. L'État est donc éliminé du champ économique — les entreprises sont privées, la réglementation est réduite au maximum — tout en jouant un rôle important sur le plan social et fiscal — l'État redistribue la richesse créée par le capitalisme, par le biais d'un régime de taxation progressive et d'un réseau complet de programmes sociaux.

Capitalisme social : système économique hybride qui fusionne le capitalisme et l'État-providence

Les observateurs qui utilisent ce terme, l'appliquant en général, à des pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- la globalisation des marchés, les déficits, les dettes et les changements de valeurs forcent le recul de l'État-providence à la fin du XXe siècle;
- le néo-libéralisme — appelé en Amérique du Nord néo-conservatisme — demande un retour au système du laissez-faire;
- capitalisme social.

FAISONS LE POINT

Les crises associées aux cycles économiques du système capitaliste ont conduit au cours des XIXe et XXe siècles à de grandes inégalités sociales et économiques. Face aux abus humains du capitalisme, bien des gens ont réclamé des réformes, non pas pour abolir l'économie libérale comme le voulaient les marxistes, mais pour la sauvegarder de ses propres défauts.

La Dépression des années 1930 semblait encore une fois mettre en relief le côté anarchique et inhumain du cycle économique libéral. Cet événement a provoqué de nouvelles études sur le fonctionnement du capitalisme. Une de ces études était destinée à modifier la façon dont les gouvernements concevaient leurs responsabilités économiques. John Maynard Keynes, un économiste anglais, a conseillé aux gouvernements de ne plus compter sur le caractère autorégulateur de l'économie libérale et d'intervenir, par le biais de dépenses publiques, afin de relancer l'économie et de ramener la prospérité. Keynes a donné son nom à cette nouvelle école (le keynésianisme) autour de laquelle s'est formé un consensus général pendant la période de l'après-guerre.

La pratique du keynésianisme a conduit, dans la plupart des pays industrialisés, à une intervention importante des gouvernements aux niveaux économique, social, fiscal, budgétaire et monétaire. Bon nombre de ces pays ont mis en place des régimes complets de services publics, établissant ce qu'on a convenu d'appeler un État-providence. La Suède est souvent citée comme le meilleur exemple de l'État-providence. Au Canada, c'est la province de la Saskatchewan qui, la première, a mis en place des programmes sociaux aptes à secourir une population ébranlée par la dépression et le partage inégal des richesses provinciales. Le gouvernement fédéral canadien, lui aussi, a adopté ensuite un certain nombre de programmes sociaux dont la pension de vieillesse, l'assurance-chômage (l'assurance-emploi), l'assistance sociale (le bien-être social) et l'assurance-maladie. Ces programmes permettent une certaine redistribution de la richesse canadienne afin de réduire la pauvreté et d'égaliser les chances des Canadiens et des Canadiennes.

À la fin du XXe siècle, l'État-providence se trouve sous attaque. On lui reproche son coût et le niveau élevé de taxation nécessaire pour son financement. On l'accuse de diminuer l'incitation au travail et d'encourager une attitude de dépendance vis-à-vis des autres et du gouvernement. On le croit une menace à la liberté et une entrave à l'esprit d'initiative. Certains gouvernements, comme ceux de la Nouvelle-Zélande, de la Grande-Bretagne et de l'Alberta, ont fait reculer les frontières de l'État-providence dans leur pays ou leur province. Les néo-libéraux, c'est-à-dire ceux qui voudraient revenir aux temps d'avant l'État-providence, ont remporté un certain nombre de batailles. Il reste à voir à quel point ceux qui souffriraient d'un retour à l'économie libérale pure, accepteront de perdre des programmes qui les ont soutenus dans le passé.

TERMES-CLÉS

aspect autorégulateur de l'économie
assiette fiscale
capitalisme social
compagnie de la Couronne
compression budgétaire
concertation
déficit
déflation
dépenser pour ramener la prospérité
dépenses publiques
déréglementation
dette
distribution de la richesse
économie mixte
État-providence
filet ou réseau de sécurité sociale
gestion de la demande/économie de la demande
indice de l'inégalité du revenu
inflation
masse monétaire
nationalisation des entreprises
néo-libéralisme
planification indicative
plein emploi
politique budgétaire
politique économique
politique fiscale
politique keynésienne
politique monétaire
politique sociale
privatisation des entreprises
production de la richesse
réglementation
secteur privé
secteur public
stimuler la demande
subvention
surplus
taux d'intérêt
taxation progressive
taxation régressive
taxation uniforme
taxe sur le revenu des individus
taxe sur le revenu des corporations

PERSONNAGES-CLÉS

Tommy C. Douglas
John Maynard Keynes
Ralph Klein
J.S. Mill

CHAPITRE

L'économie centralisée

9

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la mise en place, la nature, l'organisation et le fonctionnement d'une économie centralisée — étude de cas : l'ancienne URSS;
- les résultats positifs et négatifs d'une telle organisation de l'économie;
- les problèmes associés à la transition d'une économie centralisée vers une économie plus libérale.

INTRODUCTION

L'avenir ne paraît pas rose pour les économies centralisées. La chute du communisme en Europe de l'Est ainsi que dans l'ancienne Union soviétique a mis fin à l'expérience de l'économie de commande dans cette partie du monde. Elle perdure ailleurs, en Chine, au Vietnam, en Corée du Nord et à Cuba, mais même là, elle semble être condamnée à un échec à plus ou moins long terme. La famine qui a durement frappé la Corée du Nord en 1997 illustre la précarité de la situation économique dans ce pays, le plus fermé et le plus orthodoxe de tous les pays communistes. En Chine, elle a été si diluée qu'elle ne ressemble plus au modèle d'une économie centralisée.

Aux yeux des premiers communistes, l'économie planifiée devait être le moyen de mettre le système dans les mains des travailleurs (les marxistes appellent cela « démocratiser l'économie »), d'éviter l'exploitation des uns par les autres, de consolider et de canaliser les énergies et de fixer des buts économiques collectifs. Le fait que ces économies ont été balayées par le vent du libéralisme et du capitalisme ces dernières années porte à croire qu'elles constituent des échecs monumentaux. Le bilan, comme nous le verrons, est toutefois plus ambigu.

Il est certain que sur les plans humain et économique l'expérience des économies planifiées a été un échec. Des millions de vies ont été sacrifiées lors de son édification. Les communistes se plaisaient à dire qu'on ne peut pas faire d'omelette sans casser d'œufs. Malgré cet énorme sacrifice, aucun pays pratiquant ce système économique n'a rattrapé son retard vis-à-vis des pays à économie libérale ou à économie mixte. Dans les premières années de son utilisation, la planification a toutefois permis un véritable bond en avant sur le plan industriel et économique. Ce qu'on constate, c'est que ces pays n'ont pas su maintenir cet élan et que la croissance économique a diminué d'année en année, jusqu'aux années 80, quand la stagnation et l'immobilisme ont fait naître le mécontentement et la désillusion au sein de la population.

Les meilleurs progrès ont été accomplis au niveau social. Là, les pays à économie planifiée ont pu mettre en vigueur des programmes d'alphabétisation, de formation de la main-d'œuvre, d'équité salariale, de promotion de la femme, de réduction des inégalités et d'accès universel aux soins de santé qui en ont fait des pays modèles pendant longtemps.

L'expérience est maintenant close. Nous l'étudions ici dans son contexte historique, car elle nous fournit tout de même une autre vision de ce que peut être une économie. Nous ne passerons pas beaucoup de temps à discuter de la situation des pays ayant conservé un système communiste. La Chine, par exemple, a conservé le monopole politique du parti communiste, mais elle a pris des mesures pour réformer son système économique. Ceci a porté tant de fruits que la Chine connaît aujourd'hui un taux de croissance parmi les plus élevés au monde. Sur le plan économique, elle se rapproche maintenant d'une économie mixte; elle reste, toutefois, une société plus ou moins totalitaire sur le plan politique.

Notez bien que les termes **économie centralisée**, **économie planifiée**,

économie de commande, économie étatisée et **économie dirigée** sont tous synonymes.

PREMIERS PAS VERS UNE ÉCONOMIE CENTRALISÉE

En Russie, la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917 ne règle en rien les problèmes économiques qui assaillent le pays. Trois années de participation à la Première Guerre mondiale ont laissé la Russie ruinée, vidée de ses forces et au bord de l'anarchie. Les troubles continuent après 1917 avec la guerre civile et une guerre contre la Pologne. En tout, avant de retrouver un certain calme, la Russie **connaît sept années de guerre**. Le tableau suivant résume la chronologie de cette période.

La Russie — la révolution contestée et le pays dévasté

- 1914 - 1917 — Première Guerre mondiale;
- 1918 - 1921 — guerre civile entre communistes (les rouges) et anticommunistes (les blancs);
- 1918 — une première vague d'insurrections paysannes frappe le régime. On en dénombre 245 dans la seule région de la Russie centrale;
- 1918 - 1921 — le typhus emporte 2 millions de personnes. Durant la même période, 2 millions de personnes quittent le pays, surtout parmi les classes possédantes et l'intelligentsia;
- 1920 — guerre russo-polonaise;
- 1921 — la famine frappe 20 % de la population.

Sur le plan économique, les bolcheviks avaient adopté deux slogans, l'un concernant les ouvriers et l'autre, la paysannerie.

Aux ouvriers, les bolcheviks avaient promis « le contrôle ouvrier » de la production. Le décret du 14 novembre 1917 prévoyait : « le contrôle ouvrier de la production, de l'achat et de la vente des produits finis et des matières premières, de leur conservation, ainsi que de l'aspect financier de l'entreprise ». La mise en application de ce décret donne des résultats en général désastreux, personne ne comprenant comment ce contrôle devait s'exercer. La destruction du système de gestion existant dans l'industrie aggrave brutalement la situation des ouvriers et plusieurs d'entre eux se retournent contre les communistes, les accusant d'avoir trahi leurs intérêts.

La situation est encore pire chez les paysans. Ceux-ci étaient attirés par la promesse des communistes que les terres seraient redistribuées. De fait, les grandes propriétés sont éliminées et les paysans en reçoivent chacun une partie. Leur déception est causée par d'autres décisions, surtout celle d'exiger

d'eux des produits agricoles, sans rien leur offrir en retour. La **politique de réquisitions** soulève l'opposition générale chez les paysans. Plusieurs d'entre eux ont recours au sabotage. D'autres refusent tout simplement de livrer quoi que ce soit. Le système de réquisitions oublie souvent de laisser aux paysans de quoi semer l'année suivante. Les stocks de grain diminuent, la campagne refusant d'alimenter les villes. Les ouvriers affamés réduisent davantage leur production et quittent carrément les villes pour les villages. L'inflation enlève toute valeur à la monnaie, les gens sont réduits au troc et au marché noir.

Le communisme de guerre

Face à l'insatisfaction grandissante chez les ouvriers comme chez les paysans, et devant une situation économique catastrophique, Lénine annonce en 1918 une nouvelle politique qu'on appellera le **communisme de guerre**. Cette politique lui permet de prendre le contrôle de l'économie. Il n'est plus question d'autogestion des usines par les ouvriers. Le communisme de guerre représente une étape vers une prise en charge totale de l'économie par le gouvernement communiste. Les mesures prises dans le cadre du communisme de guerre incluent :

- le travail obligatoire;
- la nationalisation des entreprises (on ne parle plus de contrôle ouvrier);
- l'interdiction du commerce privé;
- les réquisitions forcées. Pour ce faire, Lénine met sur pied une armée du ravitaillement, c'est-à-dire des détachements chargés de confisquer les céréales engrangées par les paysans.

Les mesures prises par Lénine alimentent encore plus le mécontentement. Une véritable guerre paysanne éclate. Ces révoltes mettaient rarement de l'avant des programmes politiques; elles se limitaient à demander qu'on mette fin aux réquisitions, qu'on mette fin à la terreur communiste et qu'on chasse les communistes des soviets. Pour leur part, les communistes blâment les « koulaks », c'est-à-dire les paysans plus riches, pour les troubles en campagne. C'était de toute évidence une tentative de diviser les paysans entre eux et de briser le front uni de la campagne. Pour briser la résistance des « koulaks », le gouvernement emploie des moyens extraordinaires : citations en justice, tribunaux révolutionnaires, emprisonnements, confiscations de biens, déportations des paysans par villages entiers et exécutions sur place en cas de résistance armée.

En 1921, à cause de l'insurrection à la campagne, le gouvernement est obligé de réduire la ration de pain aux ouvriers. C'est la goutte qui fait déborder le vase, grèves et manifestations éclatent à Petrograd (Saint-Pétersbourg). L'opposition aux communistes gagne même les marins de la base navale de Cronstadt, ceux-là même qui avaient été le fer de lance de la révolution en 1917. Écrasée dans le sang, la rébellion de Cronstadt fait comprendre à Lénine que sa politique de construction immédiate du communisme est un échec.

Politique de réquisitions : pratique gouvernementale qui oblige la remise des biens d'une personne ou d'une collectivité à l'État

La NEP

À peine la rébellion réprimée, Lénine annonce une nouvelle stratégie économique, la **NEP** — version russe de **Nouvelle Politique Économique**. On pourrait croire que la NEP représente un virage à droite pour le parti. Plus qu'un abandon, la NEP constitue une tactique de recul provisoire visant à réconcilier les paysans et les petits entrepreneurs avec les dirigeants et à sauver la Russie de la ruine totale.

Les mesures les plus importantes de la NEP comprennent :

- le retour aux particuliers des usines de moins de 21 ouvriers;
- la suppression du travail obligatoire;
- la réintroduction d'un salaire hiérarchisé avec primes de rendement, d'ancienneté et même de participation aux bénéfices;
- la réintégration des échanges monétaires classiques;
- l'abolition des réquisitions et la libre commercialisation des surplus agricoles sur les marchés;
- la reconnaissance du droit de disposer de sa ferme comme d'une propriété privée;
- le droit d'embaucher des salariés — 6 millions de paysans ayant des lots de terre trop petits les abandonnent pour devenir salariés des agriculteurs plus importants : c'est le retour des koulaks.

Il ne faut pas se méprendre. La NEP ne représente pas un retour pur et simple au capitalisme. L'État russe garde le contrôle de l'économie, particulièrement dans le secteur de l'industrie lourde où les nationalisations sont maintenues.

Quoique généralement positifs, les résultats de la NEP sont ambigus. La libéralisation économique en ville comme à la campagne fait renaître l'espoir. Les populations regagnent les villes et la production agricole connaît un essor important. La production industrielle réagit plus lentement, ce qui cause un décalage entre les prix agricoles et les prix industriels. Face aux prix élevés des produits manufacturés — la demande dépassant l'offre — les paysans les plus aisés se mettent à stocker leurs produits, espérant profiter plus tard d'une hausse des prix agricoles. En conséquence, certaines villes connaissent de graves problèmes d'alimentation.

De la NEP à Staline

Après la mort de Lénine en 1924, la NEP provoque un vif débat idéologique entre les membres du Comité central. Pour les uns, la NEP représente une capitulation devant le capitalisme. Ils prônent alors un passage rapide au socialisme. Pour les autres, elle constitue une façon de jeter les bases économiques nécessaires au démarrage industriel.

Une fois son pouvoir consolidé, Staline tranche la question. **La NEP doit céder la place à une économie étatisée.** À cette fin, Staline établit trois objectifs, à savoir :

- un durcissement des réquisitions de denrées aux prix fixés par l'État;
- **la collectivisation des terres**, c'est-à-dire la conversion des fermes individuelles en grandes fermes collectives;
- la liquidation des « koulaks » — considérés comme des capitalistes ruraux, les membres de cette classe sont poursuivis, persécutés, exilés (on estime à 10 ou 12 millions le nombre de koulaks déportés) et exécutés par milliers.

Sur le plan agricole, les résultats sont traumatiques et catastrophiques. Les paysans abattent leurs animaux — en 1933, plus de la moitié du cheptel (les troupeaux d'animaux) est perdue. Le tableau ci-dessous démontre à quel point les paysans résistent aux mots d'ordre de la collectivisation :

La résistance paysanne : l'abattage du cheptel

Millions de têtes	1928	1933
Bœufs	70,5	38,4
Porcs	26,0	12,1
Moutons et chèvres	146,7	50,2

En dépit des tueries et de la désorganisation que ces mesures entraînent, Staline réalise un objectif important — approvisionner à bas prix les villes où s'est concentrée une main-d'œuvre importante.

C'est sur ces bases — une main-d'œuvre urbaine abondante et des prix agricoles bas — que Staline lance en 1929 sa prochaine initiative — celle du grand bond en avant, de l'**industrialisation**. Ce passage forcé d'une économie rurale à une économie industrielle sera le fruit d'une **planification de l'économie sur cinq ans**, autrement dit, des **plans quinquennaux**.

Établir un plan directeur de l'économie exige une bureaucratie considérable. Une espèce de super-ministère existait déjà — le **GOSPLAN**. Ce ministère de planification économique ou, plus précisément **Commission du plan d'État**, avait été créé en 1921 pour déterminer les objectifs de production. Dans le chaos de l'époque, toute prévision avait été impossible. Staline le ressuscite dans le but de dresser le premier plan quinquennal (1928-1932) donnant la priorité absolue à l'édification d'une **puissante industrie lourde**. Le GOSPLAN constitue l'organe de planification centrale de l'URSS, le premier pays à mettre sur pied une planification systématique.

Le GOSPLAN et les plans quinquennaux sont les pièces maîtresses de la planification économique de l'Union soviétique. Nous en examinerons le fonctionnement dans la prochaine partie de ce chapitre.

Plan quinquennal : programme de planification économique de cinq ans

Le tableau suivant constitue un rappel historique de cette période :

URSS : rappel historique

1917 - 1921

Les bolcheviks prennent le pouvoir, Lénine se met à la tête du nouveau gouvernement.

Pendant ses deux premières années au pouvoir, Lénine nationalise les industries et les banques. Pendant la guerre civile, il tente une transition rapide vers le communisme, adoptant une politique appelée « communisme de guerre ».

En 1921, Lénine se rend compte de la nécessité d'améliorer l'économie; il adopte un programme modéré, le nouveau programme économique (NEP) qui permet l'instauration de certains mécanismes caractéristiques d'une économie de marché.

1924 - 1929

Lénine meurt en 1924. Il est remplacé par Joseph Staline qui met fin à la NEP en 1928.

Les trois innovations majeures du stalinisme sont :

1. Le socialisme au pays :
   - Staline met l'accent sur l'industrialisation de l'Union soviétique, au détriment de la révolution mondiale.
2. La collectivisation — 1929 :
   - la propriété agricole privée est nationalisée. Les fermes collectives sont établies.
3. Les plans quinquennaux :
   - Staline utilise les plans quinquennaux pour favoriser l'industrialisation rapide. L'accent est mis sur les industries lourdes, au détriment des biens de consommation.

ACTIVITÉ

L'économie et les premières années du régime communiste en URSS

Répondez aux questions suivantes :

1. Expliquez les termes : communisme de guerre, NEP et GOSPLAN.

2. Quelle décision pourrait-on citer pour indiquer que Lénine n'était pas qu'un idéologue, mais qu'il était aussi un bon stratège?

3. Lisez l'extrait suivant où Boukharine, le théoricien du parti à l'époque, justifie la NEP :

   a) Selon Boukharine, quelle attitude existe dans les campagnes à l'égard des communistes?

   b) Quelle est l'attitude de Boukharine face au capitalisme?

   c) Quelle sorte de réaction Boukharine espère-t-il créer chez le paysan? Pourquoi?

« Il faut combattre le capital privé, non pas en fermant ses boutiques, mais en produisant des articles de meilleure qualité et moins chers que les siens. Or, dans les campagnes, les rapports qui existaient sous le communisme de guerre n'ont pas changé. Le paysan qui veut couvrir son isba [maison] d'un toit métallique peut demain être déclaré koulak. Le paysan qui achète une machine fait en sorte que les communistes ne le sachent pas. [...] Notre politique doit être orientée de manière à lever les entraves qui freinent le développement de l'entreprise. Aux paysans, aux artisans, il faut dire : enrichissez-vous, développez votre exploitation et ne craignez pas que l'on vous prenne à la gorge. »

Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- à partir du début de la Première Guerre mondiale en 1914, la Russie connaît un sort misérable que la révolution communiste de 1917 ne fait qu'aggraver. Pendant 7 ans, la Russie fait face à la guerre, à la maladie, à la désorganisation économique, à l'insurrection et à la famine;
- devant le mécontentement grandissant des ouvriers et des paysans, en 1918, Lénine adopte la ligne dure de la répression et de l'étatisation de l'économie, une politique appelée «le communisme de guerre»;
- comme cette politique ne fait qu'empirer les choses, en 1921, Lénine adopte une nouvelle politique économique (la NEP), libéralisant certains aspects de l'économie soviétique;
- la NEP perdurera après la mort de Lénine (1924), jusqu'en 1928, quand Staline décide la conversion rapide au socialisme. Il compte y parvenir en étatisant les terres et les moyens de production et en adoptant une planification centralisée sur la base de plans quinquennaux. Sa première et plus grande priorité est l'industrialisation.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT D'UNE ÉCONOMIE CENTRALISÉE

Comme nous venons de le voir, en confiant au GOSPLAN la responsabilité de préparer des plans de cinq ans et en étatisant (socialisant, nationalisant) tous les moyens de production, y compris les terres, Staline jette les bases de l'organisation de la première **économie centralisée**.

Nous voyons dans ces mesures les éléments-clés d'une économie centralisée :

- tout appartient à l'État — à l'exception d'articles purement personnels. Cette situation découle de la notion de socialisation des moyens de production;

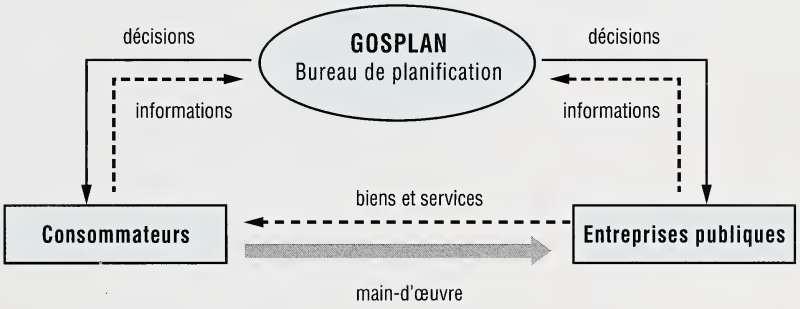
- l'État répond aux trois questions économiques fondamentales, c'est-à-dire qu'il décide :
  - ce qui sera produit,
  - combien sera produit (la quantité),
  - qui recevra quoi — cela se décide en fonction des prix qui, eux, sont décidés par l'État.

- l'État établit une commission centrale de planification économique qui établit les plans de développement en fonction des directions et orientations choisies par le parti.

Le schéma suivant montre la théorie de l'organisation d'une économie centralisée. Notez que le Bureau de planification (GOSPLAN) se situe au centre de toutes les décisions. Toutes les informations économiques doivent passer par le Bureau de planification et toutes les décisions s'y prennent à la lumière, évidemment, des orientations et des priorités données par le parti.

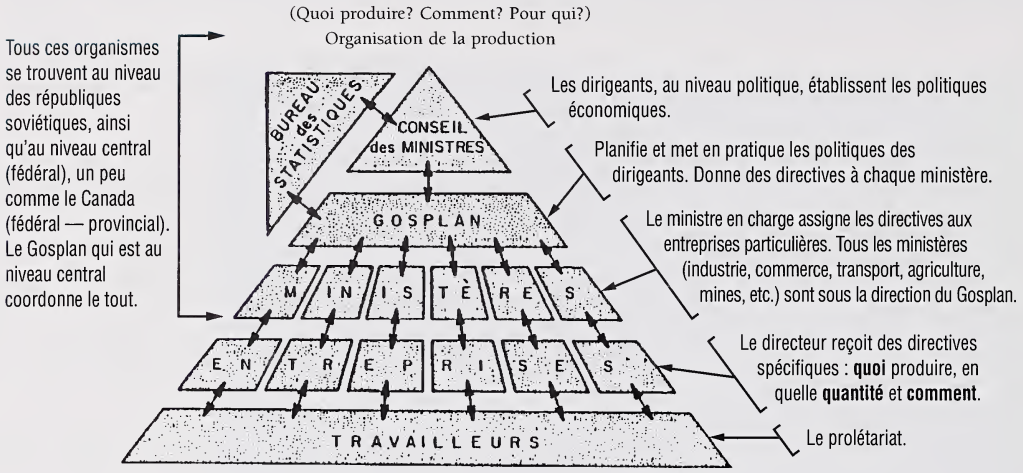
Bien que n'étant pas un modèle pur, le meilleur exemple d'une économie centralisée selon les principes marxistes-léninistes est celui du type soviétique qui débuta par la Révolution russe de 1917.

Organisation d'une économie centralisée



Le tableau suivant montre comment fonctionne de façon plus précise la planification centralisée. Notez ici le degré de coordination et de coopération requises pour qu'une telle organisation fonctionne. Le Bureau de la planification, ou le GOSPLAN, reçoit ses instructions du Conseil des ministres, c'est-à-dire du gouvernement sur la direction générale à prendre et les priorités à suivre. **Le GOSPLAN devient ensuite le centre de l'univers économique soviétique.** Il doit envoyer les directives à chacun des ministères — environ une centaine — qui à leur tour, doivent prendre les décisions concernant la production, l'approvisionnement des matières premières, la main-d'œuvre requise et la vente des produits finis avec les entreprises de leur branche.

La planification centralisée en URSS



Pour voir comment ce système fonctionne en pratique, imaginez le scénario suivant. Supposons, comme c'était presque toujours le cas d'ailleurs, que le parti décide d'accorder la priorité économique à deux secteurs — le premier étant le secteur militaire, et le deuxième le secteur de l'industrie lourde. Cela veut dire qu'il y aura peu d'investissements dans le secteur des biens de consommation.

Prenons ensuite le secteur de la production des chaussures. Les planificateurs du GOSPLAN, sachant qu'il n'y a pas beaucoup d'argent pour ce genre de production, ont prévu de fabriquer uniquement **une** nouvelle paire de chaussures par citoyen soviétique pour l'année en cours.

Le ministère responsable de ce genre de production informe les usines de leur quota de production. Le quota, dans ce cas, fixe le nombre de chaussures que chaque usine doit produire. Les usines sont aussi informées de leurs sources d'approvisionnement — d'où viendront le cuir, les lacets, etc. — et de leurs points de vente — dans quels magasins d'État elles doivent envoyer le produit fini. Tout cela est décidé d'avance par les planificateurs. Les responsables de l'usine ne peuvent pas tenter de trouver une meilleure source d'approvisionnement. De plus, ils n'ont aucun intérêt à fabriquer un meilleur produit, étant donné que l'écoulement — la vente — de leur stock est assuré. Leur seule responsabilité est de respecter le quota établi.

Le consommateur est également en mauvaise posture. Il sait qu'il n'y aura qu'un certain nombre de chaussures produites cette année-là. Puisqu'il n'est pas sûr que sa pointure sera fabriquée et/ou disponible dans sa ville, il doit donc prévoir les problèmes possibles et agir en conséquence. Alors, il achète des chaussures de différentes pointures, en espérant pouvoir les échanger contre des chaussures de la bonne pointure qu'un autre consommateur aurait achetées dans le même but. Le système a donc l'effet inverse : celui d'encourager les gens à acheter ce dont ils n'ont pas besoin. Ils le font,

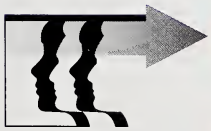
évidemment, dans l'espoir de pouvoir échanger l'article indésirable contre un article plus utile. De plus, les bas prix — le gouvernement a décidé que les chaussures sont une nécessité — encouragent les consommateurs à en acheter autant que possible dans le but de pouvoir les échanger contre d'autres articles plus rares. Pour empêcher cela, le gouvernement se voit alors obligé d'introduire des cartes de rationnement pour les chaussures, ce qui limite le nombre de chaussures qu'on peut acheter chaque année.

Nous venons de voir que le système d'économie planifiée peut, en pratique, mener à des complications et à des négociations frustrantes. La théorie, pourtant, était toute autre. La prochaine partie examine les principaux traits d'une économie centralisée. Avant d'y jeter un coup d'œil, répondez aux questions de l'activité suivante.

ACTIVITÉ

Fonctionnement d'une économie centralisée

1. Quels sont les éléments de base d'une économie centralisée?
2. Quels sont les problèmes les plus frappants qui peuvent surgir dans l'organisation d'une économie centralisée?



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- une économie centralisée exige une planification totale et étendue;
- une telle planification exige à son tour une armée d'experts, d'économistes, de statisticiens, de gestionnaires et de cadres;
- dans le cas de l'ancienne URSS, la responsabilité d'une telle planification relevait du GOSPLAN, c'est-à-dire du Bureau de planification.

CARACTÉRISTIQUES FONDAMENTALES DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

La planification centralisée

La planification soviétique reposait, tout d'abord, sur le principe voulant que les décisions fondamentales en matière de politique économique étaient prises par les dirigeants politiques. Une fois ces décisions prises, le GOSPLAN prenait la relève, sans remettre en question la sagesse de la décision. Sa tâche était d'identifier à l'échelle nationale les implications de la décision au niveau des diverses industries et entreprises.

Comment ce processus fonctionnait-il? Pour commencer, le GOSPLAN, une grande organisation centrale employant des milliers d'économistes, de statisticiens et d'ingénieurs, possédait une très bonne connaissance de l'économie soviétique — en théorie du moins, car nous savons que très souvent les statistiques étaient faussées afin de faire croire à la réalisation du plan. Il ajoutait constamment à cette connaissance de l'information fournie par le Bureau des statistiques. Ce dernier amassait de grandes quantités de données sur la production, le travail, les biens d'équipement, les ressources naturelles et ainsi de suite.

La décision d'augmenter, par exemple, la production d'électricité représentait beaucoup plus qu'une simple augmentation de la capacité des usines centrales électriques – et des lignes de transmission. Pour la construction des centrales électriques il faut du ciment, des briques, de l'acier, des grues, des outils et du matériel de terrassement ainsi que différentes expertises au niveau de la main-d'œuvre, etc. La fonction du GOSPLAN était d'évaluer la quantité d'items nécessaires à la construction de ces centrales et à la production d'électricité.

Les ressources étant limitées en Union soviétique comme ailleurs, la planification centrale ne pouvait pas résoudre le problème de la rareté. En établissant des objectifs, les planificateurs devaient équilibrer les demandes en fonction des ressources

disponibles. S'ils ne réussissaient pas à atteindre ce but, quelques-uns de leurs objectifs ne pouvaient pas être réalisés. De fait, l'économie soviétique manquait souvent ses objectifs.

Les entreprises

Les entreprises sont **publiques** — elles appartiennent au gouvernement et représentent l'unité opérationnelle de base dans l'industrie, le commerce ou la construction. L'équivalent dans l'agriculture, c'est la ferme d'État. Tous ces moyens de production répondent à un ministère quelconque qui leur assigne des objectifs et des quotas. Les administrateurs sont nommés par le ministère avec, bien entendu, l'accord du parti.

L'agriculture soviétique était un secteur de l'économie où existaient d'autres formes d'entreprises. Aux fermes d'État, on peut ajouter les fermes collectives. Ce sont des coopératives gérées par des présidents élus par les membres de la ferme. En 1980, 53 % de la terre cultivée appartenait aux fermes d'État et 45 % aux fermes collectives.

L'entreprise privée

L'agriculture constituait le seul secteur de l'économie soviétique où l'entreprise privée jouait un rôle important. De fait, les membres des fermes d'État et des fermes collectives pouvaient utiliser à leur guise les petites parcelles de terre entourant leur maison. Sur cette terre, ils pouvaient élever des animaux et cultiver des légumes et des céréales pour leur propres besoins ou pour la vente dans les « marchés libres ». Il s'agissait de marchés situés dans les villages et les villes, où le prix de vente de la production individuelle était déterminé par la loi de l'offre et de la demande. La quantité de terre utilisée à cette fin était très modeste, environ 3 pour cent en 1980, mais la productivité de ces terres dépassait de loin celle des terres de l'État. En 1980, 20 pour cent du bétail, 30 pour cent des vaches laitières, 20 pour cent des porcs et plus de la moitié de tous les poulets appartenaient aux fermiers qui les élevaient sur ces parcelles. Environ 30 pour cent de la valeur totale des produits agricoles provenaient du secteur privé! Ces chiffres indiquent l'échec plus ou moins total du système de la collectivisation agricole.

Marché noir : situation ou les activités économiques se déroulent clandestinement, sans suivre les règles et les lois en place

Le marché noir

Nous savons maintenant à quel point le **marché noir** ou la deuxième économie (économie souterraine clandestine) était important dans les économies centralisées. Les entrepreneurs privés, illégaux, s'engageaient dans de nombreuses activités très variées. Ces activités s'étendaient de la production de biens faisant concurrence à la « première » économie, jusqu'aux activités qui seraient illégales, même dans les pays où règne l'entreprise privée. À

titre d'exemple de ces activités illégales, prenons le commerce du tailleur. Ce n'est pas illégal d'être tailleur ou couturière et de travailler à son propre compte, mais c'est illégal de pratiquer ce métier sans permis. Plusieurs personnes, cependant, ne prenaient pas de permis pour éviter de payer des taxes élevées. Ces taxes élevées visaient justement à décourager les gens de se lancer dans l'entreprise privée qui, officiellement, était légale pourvu qu'on n'embauchât personne à son service. À l'autre extrême, une bonne partie de la production de la « deuxième » économie se faisait à partir de matériaux volés aux entreprises d'État.

L'esprit d'entreprise et d'innovation

Presque rien dans le système économique soviétique n'encourageait l'esprit d'entreprise. Les administrateurs des entreprises publiques osaient rarement faire preuve d'initiative. Ils recevaient leurs instructions d'en haut et s'employaient surtout à atteindre les objectifs du Plan. Puisque ni les sources d'approvisionnement ni les prix n'étaient de leur ressort, ils n'avaient donc aucune raison d'améliorer la qualité du produit ou le rendement de l'usine. Résultats : une qualité médiocre sur le plan de la production, un gaspillage effrayant de ressources naturelles et une productivité ouvrière très basse.

"... DANS LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE SOVIÉTIQUE, LES ADMINISTRATEURS DES ENTREPRISES PUBLIQUES OSAIENT RAREMENT FAIRE PREUVE D'INITIATIVE."

Le profit

Les profits et les pertes avaient peu d'importance en Union soviétique. Comme les prix étaient déterminés par le gouvernement, les entreprises n'avaient pas à y penser. La vie était assez simple : si les entreprises faisaient des profits, elles payaient des impôts au gouvernement; si elles subissaient des pertes, elles recevaient des subventions de la part du ministère des Finances. Une entreprise ne pouvait pas faire faillite.

Le travail et les salaires

Dans le monde parfait de l'idéologie soviétique, les gens travaillent parce que travailler est une action créative, une façon d'exprimer son humanité. Ils travaillent aussi pour contribuer à leur communauté, pour faire acte de solidarité avec leurs semblables. Le salaire, selon cette vision idéaliste, est de peu d'importance, d'autant plus que le gouvernement prend en charge les besoins essentiels de la population. Dans le monde réel, qu'il soit libéral ou communiste, les gens semblent perdre leur ardeur au travail si une récompense financière suffisante n'accompagne pas la « satisfaction » de faire sa part pour la société.

Le but initial des autorités soviétiques était de réduire les écarts de salaires entre les différentes professions et les différents groupes de travailleurs. À cet égard, il a eu un certain succès, la société soviétique étant beaucoup plus égalitaire que les sociétés capitalistes. Celles-ci répondaient, par contre, que les Soviétiques avaient établi l'égalité dans la pauvreté. Toutefois, au cours des ans, le gouvernement soviétique a dû constater un certain manque d'enthousiasme de ses ouvriers pour le travail. Une vieille farce soviétique résume l'attitude de ces derniers face au système : pour expliquer à un étranger comment fonctionne le système, un ouvrier lui dit « nous faisons semblant de travailler et ils font semblant de nous payer ».

Pour augmenter la productivité et surtout pour encourager la réalisation du plan, le gouvernement soviétique a dû s'incliner et offrir des primes d'encouragement au travail. Ainsi a-t-il payé des primes aux entreprises qui atteignaient les objectifs du Plan. Ce geste n'a pas toujours eu l'effet attendu puisque, de toute façon, il y avait peu de produits à acheter.

Les prix et leurs usages

Dans les pays capitalistes, les prix sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande. Dans les pays à économie planifiée, ce lien est beaucoup moins évident. Certes, en établissant les prix, les planificateurs prennent en considération la demande. Ce n'est toutefois qu'un facteur entre plusieurs autres. D'autres considérations sont plus importantes, surtout celles de l'intérêt social et national. Aux yeux des planificateurs soviétiques, les prix étaient un moyen d'influencer le comportement social des citoyens soviétiques. D'habitude très chers dans les pays capitalistes, les livres scolaires étaient vendus à bon marché dans les pays à économie centralisée dans le but de favoriser l'éducation de toutes les couches de la population. Il en était de même pour d'autres activités que le gouvernement cherchait à encourager. Les billets de théâtre et d'opéra se vendaient à très bon prix, car tout le monde devait avoir accès à la culture. Le transport urbain, le logement, les denrées de nécessité (le pain par exemple), les vêtements pour enfants, tout se vendait à bon marché.

Par contre, le gouvernement haussait les prix de certains articles et services s'il cherchait à décourager la consommation dans ces secteurs. Les prix des denrées alimentaires de luxe, des automobiles, des boissons alcoolisées, des articles de luxe ou des articles destinés à l'exportation étaient tous très élevés afin de se procurer des devises étrangères.

La souveraineté du consommateur

Vous en êtes sans doute arrivé à la conclusion que ce concept a peu de réalité dans un système à économie planifiée. Le consommateur a peu de façons d'influencer l'offre, car l'offre n'obéit à aucune loi économique. Le consommateur peut refuser d'acheter des articles qui ne sont pas à son goût ou qu'il trouve de qualité inférieure, mais ce refus va lui faire plus de mal qu'aux entreprises, car il n'aura plus rien à échanger si jamais il a vraiment besoin de quelque chose. Dans ce système, le consommateur n'est pas roi — il est plutôt

victime et c'est lui qui se sacrifie afin que l'État puisse se concentrer sur d'autres priorités. Dans le cas de l'ancienne Union soviétique, le secteur des biens de consommation s'est vu sacrifié de façon régulière par rapport aux industries lourdes et aux industries à des fins militaires.

ACTIVITÉ

Caractéristiques fondamentales de l'économie soviétique

1. Discutez la notion de la productivité dans les entreprises publiques et privées (les terrains agricoles privés) de l'ancienne URSS. En général, quels sont les facteurs qui, d'après vous, encouragent la productivité? Comment ces facteurs s'appliquaient-ils à la situation en URSS?

2. Pourquoi l'émergence d'un marché noir est-elle presque inévitable dans une économie centralisée? Pourquoi le gouvernement qui, après tout, contrôle tous les moyens de coercition, permet-il le fonctionnement de la « deuxième économie »?

3. A quoi servent les prix, dans une économie communiste?

4. Quelle influence le consommateur a-t-il sur la production des biens et des services dans un régime de commande? Expliquez.

MOYENS ET PREMIERS RÉSULTATS

Les moyens employés par Staline afin d'industrialiser rapidement le pays, à savoir, la collectivisation des terres et l'établissement des plans quinquennaux, traitaient de problèmes soulevés par la conjoncture économique des années 1920. Dans les prochaines pages, nous explorerons cette conjoncture et la réponse que Staline lui a réservée.

Les plans quinquennaux

Après la mort de Lénine en 1924, une division est apparue au sein du Parti communiste entre ceux qui croyaient que la nation devait s'industrialiser lentement et ceux qui voulaient accélérer, à la fois, l'industrialisation et l'instauration du socialisme.

À cette époque, il y avait environ 25 millions de fermes en Union soviétique. De 5 à 8 millions de familles paysannes étaient tellement pauvres qu'elles devaient labourer leurs terres à l'aide de charrues en bois et qu'elles devaient louer l'équipement et les animaux à de riches fermiers. Ces derniers, les koulaks, se chiffraient à environ un million. L'État se fiait aux koulaks pour approvisionner les villes en nourriture, mais ils refusaient de livrer leurs surplus de grain en raison des prix peu élevés qui avaient été établis pour les produits agricoles. De plus, le gouvernement disposait de très peu d'argent pour importer la machinerie qui s'avérait nécessaire pour l'industrialisation, et les nations occidentales refusaient d'accorder une aide financière à l'URSS. L'Union soviétique avait besoin des surplus agricoles pour défrayer le coût des produits importés et nourrir les travailleurs industriels. Malheureusement, la plupart des fermes étaient si petites (2,02 hectares par famille), ou si pauvres, qu'elles pouvaient à peine subvenir aux besoins des fermiers. Les koulaks étaient les seuls qui pouvaient fournir les surplus nécessaires à l'exportation, mais ils exigeaient des prix plus élevés pour leurs produits et demandaient des produits manufacturés à meilleur prix. Toutefois, l'industrie était très jeune et donc, incapable de fabriquer une grande variété de produits peu coûteux. Pour être en mesure de nourrir ses ouvriers et de s'industrialiser rapidement, la nation qui luttait pour sa survie devait adopter des méthodes plus efficaces au niveau de l'agriculture et de la production en usine. Mais comment y parvenir?

En 1928, Joseph Staline, le nouveau dirigeant de l'URSS, déclare que le taux d'industrialisation devait être augmenté à tout prix. Cette nouvelle politique avait été conçue en vue de ranimer l'ardeur du Parti communiste. Staline croyait qu'un pays industriel libérerait la population des épreuves dues à la pauvreté et à la misère, mais chose encore plus importante, cela permettrait à l'Union soviétique de se défendre contre les nations européennes occidentales dans une guerre que Staline considérait comme inévitable. Staline affirmait que l'industrialisation était essentielle au socialisme et à la préservation de la nation :

« Le problème de l'industrie lourde est plus difficile à régler et il est, de loin, le plus important. Il est **plus difficile** à régler parce qu'il demande d'énormes investissements et, comme l'histoire des pays peu avancés sur le plan industriel l'a démontré, l'industrie lourde ne peut être développée sans l'existence de prêts à long terme considérables. C'est de loin le problème le **plus important**, car, à moins que nous ne développions une industrie lourde, nous ne pourrons construire aucune industrie quelle qu'elle soit, pas plus que nous ne pourrons mener à terme l'industrialisation. Et comme nous n'avons jamais reçu, ni ne recevons présentement, de prêts à long terme ou encore du crédit pour une période de temps suffisamment longue, l'intensité du problème devient plus évidente. C'est précisément pour cette raison que les capitalistes de tous les pays refusent de nous accorder des prêts et du crédit. Ils croient que, laissés à nous-mêmes, nous ne pourrons pas faire face au problème d'accumulation, que nous sommes destinés à échouer dans la tâche de reconstruire notre industrie lourde, et que nous serons contraints, à la fin, de nous présenter humblement devant eux et de nous vendre en esclavage. »

Discours prononcé à la Conférence des marxistes spécialistes de la question agraire, le 27 décembre 1927. Dans «A Year of Great Change», *Leninism : Selected Writings by J. Stalin.* International Publishers Co. New York, New York, 1942. Gracieuseté de International Publishers Co. New York.

Dans le texte qui suit, tiré de *Ideologies*, Balwin et Calder décrivent les résultats de plans quinquennaux.

Le 1er octobre 1928, un plan quinquennal est préparé par la commission de planification de l'État pour exécuter la politique de Staline. Les objectifs fondamentaux de ce plan quinquennal sont de promouvoir l'expansion du secteur national de l'industrie lourde, afin qu'il puisse fournir de la machinerie industrielle, des moyens de transport et des armes militaires; d'introduire la technologie moderne; d'éliminer la plupart des fermes et de créer à leur place des fermes coopératives et des fermes d'État; d'éliminer l'entreprise privée et de rendre l'URSS indépendante.

Le plan est déclaré complet seulement après quatre ans et trois mois, et un deuxième plan quinquennal est mis en place de façon à continuer l'industrialisation de l'Union soviétique. À la fin de cette décennie, la base industrielle est bien établie et l'URSS se classe au quatrième rang dans le monde sur le plan de la production industrielle. En l'espace de quatre ans, le nombre d'ouvriers industriels est passé de trois à six millions. Le taux d'analphabétisme a diminué de 80 pour cent à 10 pour cent.

En 1934, l'Union soviétique produit plus de lingots de fer et d'acier que la Grande-Bretagne. Durant le premier plan quinquennal, la production de pétrole a doublé et celle de l'électricité a augmenté de 550 pour cent, la production des machines a augmenté de 400 pour cent et de nouvelles industries ont été établies telles que les industries de caoutchouc synthétique, du plastique et de l'aéronautique, ont été établies. Le pourcentage de fermiers vivant sur les fermes coopératives et les fermes d'État était passé de 1,7 pour cent en 1928, à 61,5 pour cent en 1932, pour finalement arriver à 93,5 pour cent à la fin de 1938. Selon Nikolai Baibakov, les premiers plans quinquennaux ont transformé l'Union soviétique en une grande puissance industrielle :

« Le pays fut lancé fermement sur la voie du développement industriel. Le succès que connut l'industrie socialiste créa les prérequis qui étaient essentiels pour le contrôle planifié de l'agriculture et prépara les conditions nécessaires à l'introduction du collectivisme… Le succès que remporta le socialisme dans tous les secteurs économiques permet l'amélioration du niveau de vie de la population; le chômage, fléau des travailleurs dans les pays capitalistes, disparut. » Baibakov, Economic Planning, CANCOPY 95-99.

Cette croissance industrielle phénoménale n'est pas réalisée sans de grands sacrifices. L'orientation de la production vers l'acier, les tracteurs, les chemins de fer et l'hydroélectricité signifie que les besoins du consommateur sont largement ignorés. La production d'un nombre suffisant de chaussures, de vêtements et de logements est remise à une date ultérieure. Les pénuries sont justifiées en vertu des gains futurs.

A. Balwin & W. Calder. Op. cit. *Ideologies*, Scarborough, Ontario, McGraw-Hill Ryerson, 1982, p. 216-217.

Le triomphe de Staline

Les résultats du premier plan quinquennal amènent Staline à crier victoire alors que le plan n'en était qu'à sa quatrième année. Le texte suivant est tiré d'un discours prononcé par Staline le 7 janvier 1933 devant le Plenum du Comité central du Parti communiste. Il fait preuve de triomphalisme — attitude de celui qui est certain d'avoir raison — en parlant des résultats du premier plan quinquennal.

« Quel est, dans l'industrie, le bilan du plan quinquennal en quatre ans?

Avons-nous remporté la victoire dans ce domaine?

Oui, nous l'avons remportée. Et non seulement nous l'avons remportée, mais nous avons fait plus que nous n'attendions nous-mêmes, plus que ne pouvaient attendre les têtes les plus chaudes de notre Parti. Cela, nos ennemis eux-mêmes ne le nient plus [...]

Nous n'avions pas de sidérurgie, base de l'industrialisation du pays. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas d'industrie de tracteurs. Nous l'avons maintenant [...]

Nous n'avions pas une véritable et sérieuse industrie pour la fabrication des machines agricoles modernes. Nous l'avons maintenant.

Nous n'avions pas d'industrie aéronautique. Nous l'avons maintenant.

Pour la production de l'énergie électrique, nous occupions la toute dernière place. Nous sommes maintenant arrivés à une des premières places.

Pour la production des produits du pétrole et du charbon, nous occupions la dernière place. Maintenant nous sommes arrivés à une des premières places. [...]

Et non seulement nous avons créé ces nouvelles et vastes industries, mais nous les avons créées sur une échelle et dans des proportions qui font pâlir celles de l'industrie européenne.

Résultat : les éléments capitalistes sont éliminés de l'industrie, définitivement et sans retour, l'industrie socialiste est devenue la seule forme d'industrie en URSS.

Résultat : d'agraire notre pays est devenu industriel, puisque la part de la production industrielle, par rapport à la production agricole, est passée de 48 pour cent au début de la période quinquennale (1928), à 70 pour cent vers la fin de la quatrième année du plan quinquennal (1932).

Résultat : vers la fin de la quatrième année de la période quinquennale, nous avons accompli à 93,7 pour cent le programme de l'ensemble de la production industrielle établi pour cinq ans, en triplant le volume de la production industrielle par rapport au niveau d'avant-guerre, et plus que doublant par rapport au niveau de 1928. Quant au programme de production de l'industrie lourde, nous avons réalisé le plan à 108 %. [...]

Résultat : de pays faible et non préparé à la défense, l'Union soviétique est devenue un pays puissant quant à sa capacité de défense, un pays prêt à toutes les éventualités, un pays capable de produire en masse tout le matériel de défense moderne et d'en munir son armée en cas d'agression étrangère. Tel est, dans l'ensemble, en quatre ans, le bilan du plan quinquennal dans l'industrie. »

D'autres sources confirment le succès de la politique d'industrialisation de Staline. Le tableau suivant démontre le progrès extraordinaire qu'a connu la production industrielle en URSS entre 1913 et 1939. Les chiffres de 1913 représentant la période d'avant la révolution bolchevique sont utiles comme points de comparaison.

Production industrielle en URSS

	Charbon (en Mt)	Pétrole (en Mt)	Acier (en Mt)	Électricité (en GkWh)
1913	29		4,231	1,945
1921	8,7		0,183	0,520
1928	35,4	11,7	4	5,05
1932	64	21,4	5,9	13,4
1939	146,2	32,3	17,6	43,2

Le tableau suivant résume certains côtés positifs et négatifs des premiers plans quinquennaux.

Positif

- permet à l'État de récupérer sa souveraineté économique;
- l'État peut fixer ses propres objectifs;
- permet l'établissement d'une base industrielle en URSS;
- à la fin du deuxième plan, l'URSS se classe 4e dans le monde sur le plan de la production industrielle;
- le taux d'analphabétisme diminue de 80 % à 10 %.

Négatif

- la croissance industrielle se fait aux dépens des besoins du consommateur;
- l'élimination des koulaks coûte la vie à 8 millions de paysans;
- la politique de collectivisation forcée amène la diminution des récoltes et la destruction du cheptel par les koulaks; 5 millions de personnes de plus meurent de la famine.

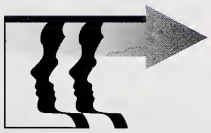
ACTIVITÉ

Moyens et premiers résultats

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Relevez les statistiques qui démontrent le succès de la politique d'industrialisation de Staline.

2. Quelles objections pourrait-on présenter au triomphalisme de Staline? Comment pourrait-on démontrer que le succès de sa politique était moins éclatant qu'il ne le croyait?



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- le bilan de l'utilisation des plans quinquennaux est partagé — il comporte des avantages et des inconvénients.

ÉVOLUTION ET BILAN ÉCONOMIQUE

Une économie centralisée présente des avantages et des désavantages selon, évidemment, le point de vue de chacun et le stade d'évolution économique du pays en question. Staline l'a utilisée pour donner un coup d'envoi à son programme d'industrialisation. Il a gagné son pari au prix de grands sacrifices sur le plan humain et social. L'époque moderne a été toutefois moins facile pour les partisans de l'économie planifiée. Il est devenu de plus en plus difficile de tout prévoir et de tout contrôler du haut. Les économies modernes sont tellement complexes qu'elles sont impossibles à gérer d'une façon centralisée. Même les dirigeants soviétiques avaient dû se rendre à l'évidence et entamer des réformes économiques importantes. Or, cela n'a pas suffi pour sauver le système. La chute de l'URSS a entraîné la chute de l'économie planifiée, dans cette partie du monde du moins. Même des pays comme la Chine ou Cuba qui se réclament encore du marxisme, ont dû s'adapter aux nouvelles réalités économiques et adopter de plus en plus des pratiques capitalistes.

Nous savons donc que généralement l'expérience de l'économie planifiée s'est terminée par un échec, les désavantages annulant à la longue les avantages.

Les avantages et les inconvénients d'une économie centralisée

Les schémas suivants résument les avantages et les inconvénients d'une économie centralisée.

AVANTAGES

- permet l'établissement de priorités nationales dans l'intérêt de la nation et non seulement dans l'intérêt du monde des affaires
- permet le changement rapide d'une société rurale à une société industrialisée
- permet la mise au point d'un plan de développement à long terme
- permet l'exécution des priorités établies et la canalisation des énergies économiques collectives

INCONVÉNIENTS

- manque de rapport entre la production et la vente
- manque d'attention aux coûts de production
- exagération des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de production
- les primes sont payées en fonction de la production déclarée, qui n'est pas nécessairement la production réelle, ce qui encourage le mensonge et les fausses statistiques.
- plus l'objectif de production est bas, plus il est facile à atteindre
- résistance à l'introduction de nouvelles technologies.

Évolution du système économique soviétique

Depuis la Révolution d'octobre, et tout spécialement depuis le début de l'industrialisation des années trente, l'économie soviétique a énormément progressé. Dans les années 20, l'Union soviétique était un pays relativement sous-développé, l'industrie était faible et peu développée, et des millions de paysans vivaient de manière précaire sur de petites fermes, employant des méthodes de culture primitives. Cinquante ans plus tard, l'Union soviétique était une des deux superpuissances mondiales et se plaçait au deuxième rang sur le plan économique. Ce progrès est d'autant plus remarquable qu'entre-temps l'URSS avait été à nouveau dévastée par la guerre. De fait, l'URSS sort terriblement affaiblie de la Deuxième Guerre mondiale. Pendant les années 1945 à 1948, certaines régions connaissent encore une fois la famine en raison des mauvaises récoltes. Par rapport à 1940, la production des biens agricoles a chuté de moitié, celle des chaussures de 70 pour cent, et celle du sucre de 80 pour cent. Le salaire moyen de l'ouvrier représente à peine 40 pour cent de celui de 1940 et tout ce qui avait été accompli, depuis 1933, sur le plan de l'amélioration du niveau de vie, est perdu. Tout, pour ainsi dire, est à recommencer.

Le quatrième plan quinquennal (1946 - 1950) se concentre sur la reconstruction. Les moyens préconisés sont les mêmes que pendant les années 30 : guerre à la paysannerie, priorité absolue à l'industrie lourde, poursuite des méga-projets (d'énormes projets d'aménagement parfois effectués grâce au travail gratuit de prisonniers politiques).

Le cinquième plan, le dernier de l'ère stalinienne, tombe carrément dans la folie des grandeurs telle la création d'une mer d'eau douce en Sibérie. En 1953, ce projet est rapidement abandonné à la mort du grand chef. Malgré tout, l'URSS émerge de cette période, comme la deuxième puissance économique mondiale avec un taux de croissance de 15 pour cent!

La mort de Staline marque la fin d'une époque de répressions politiques et de bouleversements économiques impitoyables. Les citoyens soviétiques sont fatigués et prêts pour les mesures de soulagement qui sont vite adoptées par les nouveaux dirigeants. Khrouchtchev annonce des réformes économiques libéralisantes, entre autres :

- la décentralisation économique;
- l'augmentation des prix agricoles;
- l'adoption d'un nouveau plan septennal (de 7 ans) dont l'objectif est de rattraper les pays capitalistes.

Mais les réformes de Khrouchtchev se retournent contre lui. Les réformes agraires se terminent par un échec et pour la première fois de son histoire, en 1963, l'URSS doit importer 18 millions de tonnes de blé. D'autres réformes se heurtent à l'opposition de la nomenklatura, l'ensemble des fonctionnaires de l'État et du Parti communiste qui craignent pour leur avenir. En 1964, le Comité central du parti « libère le chef du Parti et de l'État soviétique de toutes ses fonctions ». Le renversement de Khrouchtchev permet aux partisans de la ligne dure du parti de reprendre le pouvoir et de revenir « à la normale ».

SOUS BREJNEV ET LA GÉRONTOCRATIE DE SES SUCCESSEURS, L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE ACCÉDA À UNE PÉRIODE DE STAGNATION.

Sous la direction de Brejnev, au nom de la stabilité et de la « remise en ordre », la nouvelle équipe annule un bon nombre des réformes parrainées par Khrouchtchev, y compris la décentralisation. Elle décrète toutefois qu'afin d'établir un véritable lien économique entre la production et les prix, le Plan doit mieux tenir compte des coûts réels. De plus, elle permet aux entreprises de conserver une part de leurs bénéfices, dont la totalité revenait auparavant à l'État, pour couvrir les pertes d'autres entreprises. Ces mesures, toutefois, n'arrivent pas à endiguer le ralentissement constant du taux de croissance — de 17 pour cent en 1950, il tombe à 5 pour cent en 1970.

Sous le régime de Brejnev et de ses successeurs, le pays connaît une période de stagnation extrême sur le plan économique. Le taux de croissance ne cesse de diminuer. Comme le tableau ci-dessous le démontre pour l'ensemble de l'Europe communiste, la croissance économique passe de 5,2 % pendant les années 60 - 80 à 1,3 % pendant les années 80.

Croissance économique réelle annuelle par habitant (%)

Région ou pays	1960-70	1970-80	1980-90	1990-1993
Europe de l'Est et URSS (CÉI)	5,2	5,2	1,3	-11,5
Pays industrialisés capitalistes (les pays de l'OCDE)	4,3	2,6	2,0	1,0

Human Development Report 1996. *The World Bank*. Oxford: Oxford University Press. CANCOPY 95-99.

Cette tendance met en péril non seulement le progrès accompli depuis un bon nombre d'années, mais aussi la position relative de l'URSS dans le monde. Le tableau suivant indique qu'après avoir atteint le deuxième plus haut PNB au monde en 1970, 20 ans plus tard, l'URSS entame un déclin, en chiffres absolus, par rapport aux autres pays du monde industrialisé. De fait, dès 1990, l'URSS se voit dépassée par le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, entre autres.

Pays	PNB (1980) milliards de $US	PNB (1990) milliards de $US
États-Unis	2.590	5,446
URSS	1,205	785
Japon	1,157	3,141
Allemagne de l'Ouest	838	1,411

Human Development Report — 1996. *The World Bank*, Oxford University Press. CANCOPY 95-99.

La différence entre les pays à économie libérale et ceux à économie socialiste est encore plus forte si on compare le PIB par habitant. Le tableau qui suit indique l'énorme écart existant à l'aube de l'éclatement du monde communiste.

Produit intérieur brut par habitant (1988 — $US)	
Suisse	27,748
Japon	23,325
Suède	21,155
États-Unis	19,815
Allemagne de l'Ouest	19,743
Canada	18,834
Allemagne de l'Est	5,256
Tchécoslovaquie	2,737
Union soviétique	2,055

Cité dans *The Economist Book of Vital World Statistics*, 1990, Random House: New York. CANCOPY 95-99.

La stagnation sur le plan économique devient si préoccupante que les communistes reconnaissent la nécessité d'entreprendre des réformes approfondies. L'architecte de ces réformes sera le nouveau Secrétaire général élu en 1985, Mikhaïl Gorbatchev. Ses tentatives de réformer et, à vrai dire, de sauver l'économie soviétique sont examinées dans la prochaine partie.

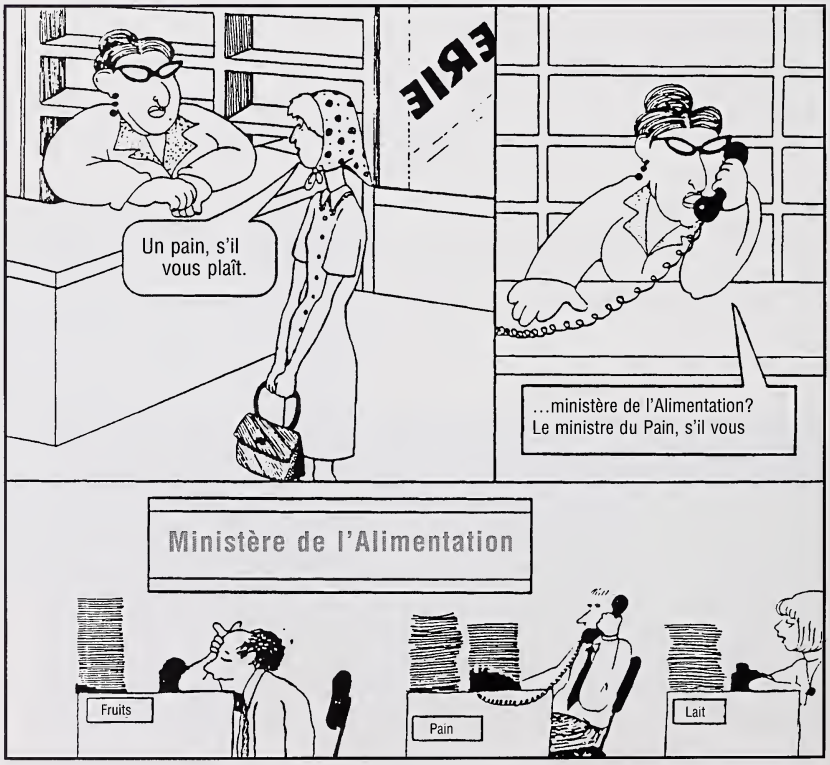
ACTIVITÉ

Bilan économique

1. D'après vous, quelle sorte d'économie profiterait le plus de la planification centralisée? Pourquoi?

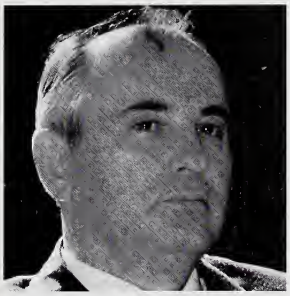
2. Étudiez la caricature ci-dessous et expliquez-la. Pour expliquer une caricature, il faut répondre à des questions comme celles-ci : Quel est le sujet du caricaturiste? Qu'est-ce qui se passe dans la caricature? Quel est le message général du caricaturiste? Quelles techniques le caricaturiste emploie-t-il pour passer son message : humour, sarcasme, émotion, dégoût, ironie, etc.?

La centralisation — le pain



RÉFORMES, RUPTURES ET NOUVEAU DÉPART

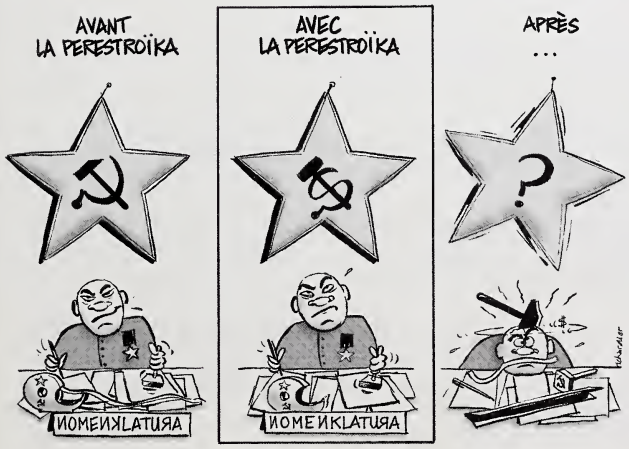
« L'Union soviétique de l'ère Brejnev donnait encore une impression de puissance qui masquait la réalité d'un pays politiquement et économiquement attardé, ralenti dans son développement par une centralisation et une bureaucratie excessives, de lourds investissements militaires, une agriculture improductive et une main-d'œuvre démotivée. Des changements s'imposaient, mais l'immobilisme du système limitait les chances de succès de toute tentative de réforme. Il y avait peu à faire pour modifier profondément un système trop encrassé où le personnel du Parti et du gouvernement, qu'on appelait la nomenklatura ou les apparatchiks, stagnait dans le confort des privilèges ».


Mikhaïl Gorbatchev

Ainsi, Georges Langlois dans *Histoire du XXe siècle*, (1994, Beauchemin : Laval) décrit-il la situation à laquelle le nouveau chef Gorbatchev faisait face. Celui-ci a tenté de faire sortir l'économie et le pays tout entier de son apathie en rompant avec les habitudes du passé, en rejetant les moyens coercitifs pour régler les problèmes et en adoptant des réformes profondes connues sous les noms de **glasnost** et de **perestroïka**.

La glasnost — mot russe pour transparence — fait référence à une politique prônant plus d'honnêteté et d'ouverture de la part des gouvernants envers les gouvernés. Par ces réformes politiques, Gorbatchev espérait responsabiliser les dirigeants, les rendre plus redevables devant les citoyens ordinaires; ceux-ci, de leur part, voient en même temps leurs pouvoirs et leurs droits augmenter.

La perestroïka, quant à elle, visait à restructurer l'économie par l'infusion de notions associées surtout au monde capitaliste. Gorbatchev refusait le capitalisme en tant que tel, mais espérait profiter de sa capacité de générer la richesse afin de sauver le reste du système soviétique. En plus d'encourager l'établissement de relations commerciales avec l'étranger, la perestroïka comprenait le droit au profit personnel, la flexibilité de l'emploi et l'accession à la propriété privée des terres.



Ces tentatives de réforme ne faisaient pas que des heureux. Comme dans le cas des réformes prônées par Khrouchtchev, celles-ci ont rencontré l'opposition de l'appareil du parti, à tel point que la vieille garde a tenté de renverser Gorbatchev durant l'été 1991. Comme nous le savons, c'est cette action qui a précipité l'écroulement de l'Union soviétique, en tant que pays, et du communisme, en tant que système politique et économique.

La Russie a succédé à l'URSS et ses problèmes politiques et économiques sont devenus l'affaire de son Président, Boris Eltsine. Celui-ci accélère les réformes économiques et préconise une transition complète vers un système de marché. Le passage d'une économie centralisée à une économie de marché présente toutefois des défis incroyables. Dans un sens, il faut remodeler la maison, ce qui

veut dire que la situation empire avant qu'elle ne s'améliore. Les statistiques du tableau ci-après démontrent la débâcle que connaît la Russie ainsi que d'autres pays ex-communistes en Europe. Une croissance négative frappe la région dans son ensemble. Seuls la Chine et le Vietnam, où paradoxalement le communisme politique survit, échappent à la règle. N'oubliez pas toutefois que ces deux pays ont adopté des réformes économiques qui libéralisent considérablement l'économie.

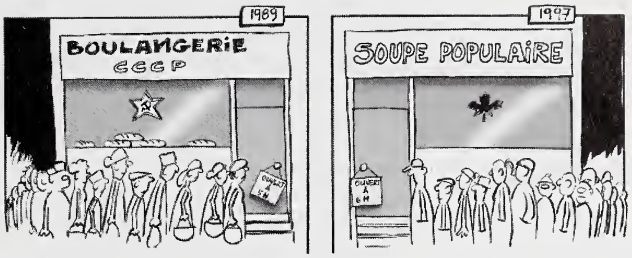
Indicateurs de croissance économique
Croissance du Produit intérieur brut (%)

Pays	1971-80 (moyenne annuelle)	1981-89 (moyenne annuelle)	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Albanie		1,7	-10,0	-27,7	-9,7	11,0	7,4	6,0
Bulgarie		4,9	-9,1	-11,7	-6,0	-4,2	0,0	3,0
Rép. tchèque		1,8	-1,2	-14,2	-6,4	-0,5	2,6	5,0
Hongrie	4,6	1,8	-2,5	-7,7	-4,3	-2,3	2,5	2,0
Pologne		2,6	-11,6	-7,0	2,6	3,8	5,5	7,0
Roumanie	7,6	1,0	-5,6	-12,9	-13,8	1,3	2,4	7,0
Pays de l'ancienne URSS (quelques exemples seulement)								
Azerbaïdjan	21,5	2,9	-11,7	-0,7	-35,2	-23,1	-21,9	-17,0
Bélarus	6,6	5,0	-2,8	-1,5	-10,1	-9,0	-21,5	-12,0
Russie	6,5	3,0	-3,6	-5,0	-14,5	-8,7	-12,6	-4,0
Ukraine			-3,8	-12,0	-12,5	-7,2	-24,3	-12,0
Chine	5,5	11,1	3,9	8,0	13,6	13,4	11,8	10,2
Vietnam		4,4	4,5	6	8,6	8,1	8,6	9,5

World Development Report 1996. *World Bank*, Oxford University Press. CANCOPY 95-99.

Notons, pour la Russie, la forte dépression qui la frappe entre 1992 et 1994. Ces chiffres négatifs sont alarmants et peut-être quelque peu exagérés, car ils ne tiennent pas compte de l'activité considérable qui existe sur le marché noir. Toujours est-il que depuis le début de sa transition vers une économie de marché, l'économie russe a connu une forte contraction. Les experts prédisent, que les conditions préalables à une reprise impressionnante sont maintenant en place et qu'en 1996 ou 1997, la Russie devrait à nouveau connaître une croissance économique importante; entre-temps, elle doit composer avec une situation pour le moins critique. Voici les points soulevés par le *Rapport sur le développement humain* (1996) quant à la situation russe depuis 1991 :

- une récession grave accompagnée d'hyper-inflation — un taux d'inflation très élevé — a entraîné l'accroissement du taux de chômage (autrefois inconnu en URSS) et de la pauvreté, ainsi qu'un accroissement au niveau des inégalités du revenu;



- à la fin des années 80, 10 pour cent des Russes vivaient en-dessous du seuil de la pauvreté. Depuis 1991, ce chiffre est passé à 30 pour cent;
- pendant la période 1991-94, les salaires moyens réels ont chuté d'un tiers, les salaires des ouvriers agricoles de la moitié;
- dans plusieurs cas, les salaires sont payés quelques mois en retard, quand ils sont payés;
- l'espérance de vie pour les hommes est tombée de 64 ans en 1990, à 57,3 ans en 1995; pour les femmes, de 74 ans à 70 ans pendant la même période;
- en raison du déclin du taux des naissances et d'une augmentation du taux de la mortalité, la population russe diminue;
- le taux de mortalité infantile est maintenant 4 fois plus élevé que celui des États-Unis, déjà un des taux les plus hauts dans le monde industrialisé;
- le nombre d'élèves à l'école est en déclin. En 1995, 17 pour cent des jeunes âgés de 15 à 19 ans n'étaient ni à l'école ni au travail.

Comme nous l'avons mentionné, passer du marxisme à une économie de marché n'est pas chose facile. Le tableau suivant résume les défis cruciaux qu'un tel changement suppose.

Les défis du passage du marxisme au marché libre

défis psychologiques

passer d'une économie de directives à une économie d'initiatives

↓

l'ancienne économie marxiste reposait sur l'obéissance; la nouvelle repose sur la responsabilité et l'initiative de l'individu

défis politiques

le passage à l'économie de marché nécessite la mise en place d'institutions et de lois qui favorisent le libéralisme

↓

ce passage exige :
i. la convertibilité des devises
ii. la privatisation des entreprises d'État
iii. des réformes touchant les politiques budgétaires, fiscales et monétaires.

défis sociaux

les coûts sociaux sont élevés :
i. chômage
ii. inflation — ce qui cause une flambée des prix, et la perte de valeur de l'épargne (l'argent économisé par les individus)

Pour certains pays de l'ancien bloc soviétique, au moment où nous écrivons ce texte, cette période de transition est partiellement complétée. Pour réussir le plus rapidement possible la transition vers une économie de marché, certains d'entre eux ont eu recours à ce qu'on a appelé **une thérapie de choc**, qui a comporté, entre autres, la privatisation accélérée des entreprises publiques, le retrait des subventions aux entreprises signifiant la banqueroute pour les entreprises les moins performantes, et l'augmentation du prix des denrées et services jusque-là subventionnés par l'État. L'adoption de cette thérapie de choc a conduit à l'enrichissement des uns, au chômage et à l'appauvrissement des autres, surtout ceux qui dépendent de pensions ou d'un revenu fixe. L'inflation qui a accompagné la montée des prix a détruit les épargnes de milliers de gens, créant chez certains une vague de nostalgie pour les bons vieux jours du communisme. Dans certains pays de l'ancien bloc communiste tels la Lituanie et la Pologne, la réaction négative aux thérapies de choc a permis une certaine renaissance des partis communistes. Les élections présidentielles de 1996 en Russie ont vu le candidat communiste terminer en deuxième place.

La caricature suivante illustre de façon humoristique la tentative du communisme de ressusciter et de retrouver sa place sur la scène politique.

La Russie réussira-t-elle sa transition vers un régime politique démocratique et un régime économique libéral? Nous ne le savons pas encore, mais la question est pertinente car, en dépit de sa perte d'influence provisoire due à ses problèmes internes, la Russie reste un acteur important sur la scène mondiale.

The Calgary Sun, Wednesday, December 20, 1995. Gracieuseté du Calgary Sun.

L'article ci-dessous, signé par Neela Benerjee et tiré du *Globe and Mail* du 15 janvier 1997, affirme que la Russie pourrait profiter d'une conjoncture favorable si elle implante des réformes supplémentaires. Celles adoptées depuis 1995 lui ont permis :

- de maîtriser l'inflation;
- d'augmenter ses réserves en devises fortes — par exemple, en dollar américain ou en mark allemand;
- de stabiliser la valeur de sa monnaie — le rouble;
- de rééchelonner le paiement de ses dettes envers ses créanciers venant du secteur privé ou public;
- de vendre des bons gouvernementaux sur le marché européen pour une valeur de un milliard de $US — la première fois qu'une telle pratique se fait depuis la révolution de 1917.

Les réformes russes

Moscou — Après cinq années de réformes draconiennes, le gouvernement Eltsine prédit que 1997 sera enfin une année de croissance économique pour la Russie.

Mais comme toujours, la réalité sera probablement à mi-chemin entre le miracle promis et la stagnation continue. Le boom du marché boursier de Moscou qui s'est produit la première semaine de 1997, confirme que la Russie devrait pouvoir exploiter ses gains économiques de l'année passée — la faible montée de l'inflation et la stabilité relative du rouble, par exemple — pour attirer des investisseurs étrangers.

Les grands investisseurs conservateurs de l'Ouest qui évitaient le pays commencent à s'y intéresser. En effet, les actions russes, dont l'augmentation a atteint jusqu'à 156 pour cent en 1996, sont parmi les plus rentables du monde. Cette année, on note déjà une hausse du marché de 25 pour cent. « On ne peut pas continuer à ignorer ce marché quand il surpasse tous les autres. », dit Rachel Canning, employée de Renaissance Capital, une banque d'investissement de Moscou.

Mais pour que la Russie prospère, le gouvernement doit aller au-delà des mesures macroéconomiques et entreprendre des réformes au niveau de l'infrastructure, adopter des lois sur les investissements étrangers, un nouveau Code sur les impôts et améliorer la collecte des recettes fiscales. Il doit aussi obliger les entreprises peu rentables à se déclarer en faillite.

Ces changements sont prévus depuis des années. Mais les critiques reprochent au gouvernement de retarder leur mise en œuvre pour protéger certaines banques et industries qui profitent de l'inefficacité du pays. On ne sait pas si l'État a véritablement la volonté d'appliquer ces réformes cette année. Suite aux problèmes de santé d'Eltsine, la volonté de changement a peut-être faibli au sein du gouvernement. Mais si elle n'agit pas rapidement, la Russie aura raté l'occasion de transformer en croissance une stabilité durement gagnée.

Selon Jochen Wermuth, le dirigeant d'une équipe d'économistes au ministère russe des Finances, « le potentiel de croissance est réel, mais il ne pourra pas se réaliser sans réformes ».

Selon M. Wermuth, Eltsine est conscient de cette situation. C'est pourquoi il a convoqué les principaux réformateurs de son gouvernement — Anatoly Chubais, son chef de Cabinet, et Dimitri Vasiliyev, le responsable de la Commission des valeurs immobilières — pour élaborer un nouveau programme de réformes pour 1997, visant à remettre en état l'infrastructure économique. M. Eltsine devait présenter ce programme dans un discours officiel ce mois-ci, mais il est retourné à l'hôpital la semaine dernière et devra probablement se reposer jusqu'à la fin de janvier. De l'avis de M. Wermuth, le programme proposera un Code sur les impôts plus rentable, une collecte plus efficace et la promotion de l'investissement étranger direct.

Le gouvernement avait déjà annoncé des priorités du même ordre — sans grands résultats. Mais cette année, la Russie risque de perdre une grande partie de ses acquis si elle n'agit pas. Depuis 1995, le gouvernement poursuit une politique budgétaire qui a permis de contrôler l'inflation, d'augmenter considérablement ses réserves en monnaie forte et de stabiliser le rouble. Ces résultats ont entraîné une réaction en chaîne. En 1995, la Russie a pu négocier une restructuration de sa dette avec le Club de Londres (groupe de banques commerciales) et le Club de Paris (réunissant des États emprunteurs ou prêteurs). Puis, en novembre, la Russie a placé un milliard de dollars d'euro-obligations dans la première émission internationale depuis la Révolution de 1917.

The Globe and Mail, January 15, 1997. Gracieuseté du Globe and Mail.

Toute remontée économique russe dépend de sa stabilité politique. Cette question reste ouverte — les principes démocratiques ont été acceptés en théorie, mais au niveau de la pratique, ces principes ne sont pas encore fermement ancrés dans la mentalité russe.

ACTIVITÉ

Réformes, ruptures et nouveau départ

Répondez aux questions suivantes :

1. Pourquoi la perestroïka a-t-elle été un échec?
2. Expliquez le sens de la caricature suivante.

Projet de recherche :

Faites une recherche sur l'évolution de l'économie chinoise afin de déterminer comment la Chine a réussi la décentralisation économique et le démantèlement partiel de l'économie planifiée, sans mettre en péril le contrôle politique du Parti communiste chinois.

Source :
The Globe and Mail

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DES PAYS À ÉCONOMIE CENTRALISÉE

La discussion menée jusqu'à maintenant semble dresser un bilan plutôt négatif des réalisations des économies centralisées. Cette conclusion est difficile à éviter, vu l'effondrement économique et politique de la plupart de ces systèmes. Le bilan est toutefois plus ambigu que ne pourraient le laisser croire certains. Sur les plans économique et social, les pays à économie centralisée ont fait des progrès assez remarquables au cours des ans, mais à un prix humain exorbitant et impardonnable. Dans les prochains paragraphes, nous désirons examiner de plus près quelques statistiques relatives à l'évolution sociale et économique de certains pays communistes.

Les pays communistes cherchaient à établir des sociétés sans classes. Ont-ils réussi dans cette poursuite de l'**égalitarisme**? Selon les statistiques de la Banque mondiale, la plupart des pays communistes ont distribué la richesse nationale de façon plus équitable que dans les pays démocratiques capitalistes. Le tableau ci-dessous démontre la répartition des revenus entre la tranche de 20 % représentant les individus les plus riches et la tranche de 20 % représentant les individus les plus pauvres dans certains pays autrefois communistes et dans certains pays capitalistes ou à économie mixte. Dans le cas du Canada, par exemple, nous notons que la tranche de **20 % de la population, représentant les Canadiens les plus riches**, reçoit 40,2 % du revenu national, tandis que la tranche de **20 % de la population, représentant les Canadiens les plus pauvres**, ne reçoit que 5,7 % de ce revenu. À part la Russie, qui est devenue un État très inégalitaire depuis les réformes économiques de Gorbatchev et l'effondrement subséquent du communisme, les autres anciens États communistes démontrent encore les effets de la politique égalitaire poursuivis par leurs anciens gouvernements. La répartition des revenus chez eux est moins disproportionnée et biaisée en faveur des riches. Prenons la Slovaquie par exemple, la tranche de 20 % de la population représentant les plus riches reçoit 31,4 % du revenu national, tandis que la tranche de 20 % de la population représentant les plus pauvres n'en reçoit que 12 %. Comparez cela aux États-Unis où cette même tranche de la population ne reçoit que 4,7 % des revenus nationaux.

Répartition des revenus

Pays de l'ex-bloc communiste

Pays	Année	20 % les plus riches	20 % les plus pauvres
Slovénie	1993	37,9	9,5
Hongrie	1993	36,6	9,5
Rép. tchèque	1993	37,4	10,5
Russie	1993	53,8	3,7
Pologne	1992	36,6	9,3
Slovaquie	1992	31,4	11,9
Bélarus	1993	32,9	11,1
Ukraine	1992	35,4	9,5

Pays capitalistes ou à économie mixte

Pays	Année	20 % les plus riches	20 % les plus pauvres
Japon	1979	37,5	8,7
Norvège	1979	36,7	6,2
États-Unis	1985	41,9	4,7
Allemagne	1988	40,3	7,0
Suède	1981	36,9	8,0
France	1989	41,9	5,6
Canada	1987	40,2	5,7

World Development Report 1996. *The World Bank*, Oxford University Press.
CANCOPY 95-99.

L'étude de ces statistiques nous permet d'affirmer qu'en général les États communistes étaient plus égalitaires que les États non-communistes. La distribution des revenus y était plus équitable et proportionnée. L'écart entre les riches et les pauvres était moins prononcé.

Regardons maintenant d'autres indicateurs. Sur le plan social, nous pouvons constater, à l'aide du tableau ci-dessous, que les États communistes ont fait des progrès importants au niveau de la mortalité infantile. À cet égard, nous remarquons une baisse importante dans les deux premières colonnes (de 1971 à 1990), années où les communistes étaient au pouvoir dans ces pays. Pour ce qui est de la scolarisation, nous notons un certain progrès entre 1980 et 1990, mais des baisses assez importantes depuis cette date. Ces baisses correspondent aux années de l'effondrement du communisme et de la transition vers un système plus libéral.

Indicateurs socio-économiques

Pays	PNB par habitant $ (1994)	Mortalité infantile (pour chaque 1 000 naissances)				Scolarisation au niveau secondaire (% du groupe ciblé)		
		1971-80	1981-90	1990-93	1994	1980	1990	1993
Albanie	380	52,0	35,0	32,1	31	67	78	...
Bulgarie	1 250	23,7	15,8	16,1	15,3	84	73	68
Rép. tchèque	3 200	18,2	12,8	9,6	7,9	...	...	86
Hongrie	3 840	29,6	18,2	14,2	11,6	70	79	81
Pologne	2 410	24,5	18,1	14,3	15,1	77	81	84
Roumanie	1 270	34,3	26,0	23,1	23,9	71	92	...
Pays de l'ancienne URSS (quelques exemples seulement)								
Azerbaïdjan	500	30,4	28,2	26,8	25,2	...	...	88
Bélarus	2 160	16,3	13,9	12,3	13,2	98	93	92
Russie	2 650	24,6	19,9	18,6	18,7	96	94	88
Ukraine	1 910	21,2	14,9	14,3	14,3	94	93	80
Chine	530	48,8	37,6	31,0	29,9	46	48	55
Vietnam	200	70,1	49,2	43,9	42,0	42	33	35

Pour fins de comparaison :

	Mortalité infantile	Scolarisation au niveau secondaire 1993	
		Filles	Garçons
Japon	4	97	95
Norvège	5	114	118
États-Unis	8	97	98
Suède	4	100	99
Canada	6	103	104

World Development Report 1996. *World Bank*, Oxford University Press. CANCOPY 95-99.

Quant aux pays communistes non-industrialisés, nous pouvons constater des progrès encore plus remarquables à cet égard. Le tableau ci-après donne des statistiques relatives à l'espérance de vie, à la mortalité infantile et au taux d'alphabétisation des adultes. Notons le remarquable progrès de Cuba qui dispose d'un système de soins de santé de qualité et qui se classe parmi les pays en voie de développement les plus alphabétisés.

Pays	Espérance de vie		Mortalité infantile (pour chaque 1 000 naissances)		Taux d'alphabétisation des adultes (%)	
	1960	1993	1960	1993	1970	1993
Cuba	63,8	75,4	65	12	87	95
Chine	47,1	68,6	150	44	...	...
Vietnam	44,2	65,5	147	42	...	...

Human Development Report. 1996. *United Nations Development Program*, Oxford University Press. CANCOPY 95-99.

Des pays anciennement et encore communistes ont fait des progrès, certes. Il ne faut toutefois pas exagérer. En dépit des progrès accomplis, aucun de ces pays ne figure sur la liste des pays ayant un taux de développement humain élevé. Les Nations Unies produisent chaque année un indicateur du développement humain qui, selon une formule savante et incompréhensible pour l'observateur moyen, détermine le niveau de développement humain dans chaque pays. Notez qu'il ne s'agit pas seulement du développement économique ou du PNB par habitant, il est plutôt question d'un ensemble d'indicateurs comprenant, entre autres, la répartition de la richesse nationale, la disponibilité et la qualité des soins de santé, le taux de scolarisation des jeunes et des adultes, ainsi que l'espérance de vie. Dans la liste de 1997 qui suit, vous noterez que le Canada occupe la première place pour la quatrième année consécutive; vous remarquerez également l'absence de pays communistes parmi les 25 premières places.

1. Canada
2. France
3. Norvège
4. États-Unis
5. Islande
6. Pays-Bas
7. Japon
8. Finlande
9. Nouvelle-Zélande
10. Suède
11. Espagne
12. Autriche
13. Belgique
14. Australie
15. Royaume-Uni
16. Suisse
17. Irlande
18. Danemark
19. Allemagne
20. Grèce
21. Italie
22. Hong Kong
23. Israël
24. Chypre
25. Barbade

Source : Nations Unies

Pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté dans les pays non-industrialisés, il faut signaler les accomplissements remarquables de Cuba. Ce pays occupe, comme la liste ci-dessous le démontre, la deuxième place après la Trinité et Tobago. Ce classement va du taux de pauvreté le plus bas au taux le plus haut.

1.	Trinité et Tobago	6.	Colombie
2.	Cuba	7.	Mexique
3.	Chili	8.	Jordanie
4.	Singapour	9.	Panama
5.	Costa Rica	10.	Uruguay

Human Development Report 1996. *United Nations Development Program*, Oxford University Press. CANCOPY 95-99.

Le bilan est donc ambigu. Des progrès importants ont été accomplis, surtout sur le plan social, mais on peut se poser la question à savoir si ces mêmes progrès, et même davantage, n'auraient pas été accomplis sous un régime économique et social plus libéral et plus ouvert. Cela est fort possible dans le cas des pays communistes européens comme la République tchèque, où même les pays fortement industrialisés avant l'arrivée des communistes au pouvoir, se sont vus dépassés par des pays autrefois plus pauvres comme la Grèce et l'Espagne. Dans ces cas, le communisme semble avoir retardé le progrès économique de ces pays. La situation est moins claire dans le cas des pays en voie de développement; Cuba, par exemple, avait dépassé jusqu'à récemment l'indicateur du développement humain de ses voisins latino-américains, alors qu'il accusait un retard important vis-à-vis d'eux avant l'arrivée de Castro au pouvoir. Cuba aurait-il pu faire autant de progrès sous un régime plus libéral? Nous n'en savons rien, mais l'expérience d'autres pays, comme celle du Guatemala ou de la République dominicaine où le libéralisme et la coopération avec les Américains ont régné, nous permet d'en douter.

FAISONS LE POINT

Bien qu'une économie planifiée « pure » n'ait peut-être jamais existé, depuis plusieurs années celles qui s'en rapprochaient le plus, c'est-à-dire les économies de l'URSS et de ses pays satellites, ont commencé leur transition vers des économies mixtes et même libérales. La réalité du monde moderne — l'interdépendance des économies, l'importance des technologies informatiques, l'impossibilité de tout planifier à partir d'un centre bureaucratique — a eu raison des économies centralisées.

Celles-ci ont toutefois connu leur heure de gloire. Au cours des années 30, quand les économies des démocraties libérales traversaient la pire crise de leur histoire, le système économique soviétique se faisait remarquer par sa stabilité et sa capacité d'éviter les problèmes tels le chômage, la déflation et la dislocation de la société qui accompagnent généralement les crises économiques. Le système économique soviétique semblait être la voie de l'avenir. Là, au moins, tout le monde travaillait et tout le monde trouvait de quoi manger. Ce pays-là connaissait une croissance économique impressionnante, tandis que le monde capitaliste ne semblait plus savoir quoi faire pour faire redémarrer son économie.

La guerre, suivie de l'application générale des pratiques keynésiennes, a tout changé. À la fin du deuxième grand conflit mondial de ce siècle, les économies libérales ont entamé trente années de croissance plus ou moins ininterrompue. Dans un premier temps, objet de curiosité chez les uns et d'admiration chez les autres, le modèle soviétique a perdu un peu de son éclat, d'autant plus que les promesses vantardes des dirigeants soviétiques de dépasser les économies des pays libéraux ne se sont jamais réalisées.

Le moteur de l'économie soviétique a commencé à perdre de sa force au cours des années 70, pour finalement connaître la stagnation pendant les années 80. Une chirurgie radicale s'imposait pour sauver un système qui ne tournait pas rond. Gorbatchev a relevé le défi de sortir l'économie soviétique de son apathie, mais sans succès. Les problèmes politiques et économiques que ce pays avait accumulés au cours des ans sans les résoudre, ou même les discuter de façon honnête, étaient trop énormes même pour un homme de son talent et de sa vision. Le tout s'est écroulé comme un château de cartes. Ce qui est remarquable, c'est que « l'empire soviétique » s'est écroulé sans violence. Dans le passé, il avait fallu des guerres cataclysmiques pour mettre fin à de vieux empires autocratiques : la Première Guerre mondiale, vous vous en souviendrez, a mis fin à quatre empires : les empires russe, allemand, austro-hongrois et ottoman.

Seuls quelques pays continuent de se réclamer du marxisme et encore moins de pays pratiquent une économie planifiée. La complexité du monde moderne ne permet plus à l'État de tout contrôler ou de prendre toutes les décisions. Ainsi se ferme graduellement un chapitre de l'histoire de notre siècle. L'économie planifiée représentait un autre modèle de développement — un modèle qui, en théorie, comportait des avantages, mais en pratique, qui s'est avéré une machine rouillée, inflexible et génératrice de médiocrité, de gaspillage et de stagnation.

TERMES-CLÉS

collectivisation des terres
« communisme de guerre »
économie centralisée
économie de commande
économie étatisée
économie planifiée
entreprise publique
étatisation (ou socialisation) des moyens de production
hyper-inflation
moyens de production
glasnost
GOSPLAN
immobilisme
industrie lourde
koulaks
marché noir
NEP
perestroïka
planification centrale
plans quinquennaux
politique de réquisitions
privatisation
réduction des subventions
stagnation
thérapie de choc

PERSONNAGES-CLÉS

Brejnev
Elstine
Gorbatchev
Khrouchtchev
Staline

CHAPITRE

Tendances politiques et économiques actuelles

10

DANS CE CHAPITRE, VOUS ÉTUDIEREZ LES SUJETS SUIVANTS :

- la mondialisation des marchés;
- les principaux développements politiques et économiques des dernières années et leur signification pour les années à venir.

INTRODUCTION

Les idéologies que nous avons étudiées jusqu'à présent sont principalement les produits du XIXe siècle. Seul le fascisme s'est développé au XXe siècle et son règne, bien que destructif et barbare, n'a été que de courte durée. Le libéralisme, le conservatisme et le socialisme (démocratique et communiste), quant à eux, remontent au XIXe siècle ou même avant.

Notre fin de siècle et le début du nouveau millénaire se caractérisent par des changements rapides dans presque tous les domaines de l'effort humain. Il serait donc légitime, à la lumière de ces changements, de se demander si le domaine des idéologies subit également des changements ou des modifications.

La réponse à une telle question n'est pas simple. Certains observateurs, prenant l'effondrement du communisme en Europe comme preuve, affirment que notre époque est celle de la **fin des luttes idéologiques** et de la **victoire du libéralisme**. Celui-ci sort enfin victorieux de la bataille engagée avec les différentes forces opposées (absolutisme, conservatisme, socialisme, fascisme) depuis la révolution glorieuse en Angleterre et la révolution française. Il est en train, d'après eux, de balayer tous ses rivaux; il s'érige comme l'ultime espoir pour des peuples encore soumis à des dictateurs et s'implante graduellement, mais sûrement, à l'échelle mondiale.

D'autres observateurs maintiennent qu'il est **prématuré d'annoncer la victoire du libéralisme démocratique**. Ils soulignent que l'expérience démocratique de l'Europe de l'Est et des pays de l'ex-URSS est encore fraîche. Ils notent que la Chine, le pays le plus peuplé de la planète, est encore une dictature. Ils font remarquer que, bien que le libéralisme soit le système économique prédominant, il risque de générer une opposition surtout de la part des gens qui ne se partageront pas ses bénéfices, ou qui se sentiront menacés dans leur foi et leur culture par les idées à la base de cette philosophie universaliste — c'est-à-dire considérée comme valable pour tous les peuples, peu importe leur culture ou leur système de croyances. Cette opposition pourrait prendre différentes formes : une nouvelle solidarité sociale afin de défendre l'État-providence, une résurgence du nationalisme (comme dans les pays de l'ex-Yougoslavie), la formation de mouvements réactionnaires ou religieux (comme en Iran) dont le but est d'endiguer (de stopper) l'infiltration des idées occidentales. Ils font remarquer aussi l'émergence de nouvelles idées qui remettent en question notre organisation sociale et économique — des idées basées sur un nouveau rapport avec la terre elle-même (l'écologisme) ou entre les êtres humains (le féminisme par exemple). Pour ces gens, la lutte idéologique n'est pas terminée; elle est entrée dans une nouvelle phase et elle aura lieu à l'avenir, non pas à l'intérieur des États, mais à l'échelle planétaire.

Pour vous aider à réfléchir sur cette question et arriver à un début de réponse pour vous-même, il serait utile de mettre cette réflexion dans son contexte. Pour ce faire, nous proposons un petit tour d'horizon des principaux développements politiques et économiques de ces derniers temps. Ces volets étant si intimement liés, nous ne les séparerons pas.

Si on nous demandait de préparer une liste des développements politiques et

économiques les plus importants de la dernière décennie du XXe siècle, cette liste comprendrait entre autres :

- la chute du communisme en Europe et la transformation des économies centralisées en économies de marché;
- l'émergence du néo-libéralisme comme idéologie principale de notre époque, accompagnée de la réduction de l'État-providence;
- la marche vers le libre échange mondial, la globalisation ou mondialisation des économies, et l'interdépendance entre nations;
- l'émergence des forces non-étatiques comme acteurs principaux sur la scène mondiale;
- l'augmentation des inégalités à l'intérieur des pays, et entre les pays riches et pauvres;
- la montée de la région du Pacifique comme centre important de la croissance économique mondiale;
- la renaissance du nationalisme dans certaines régions et dans certains contextes;
- l'émergence du fondamentalisme (intégrisme) comme forme de conservatisme réactionnaire;
- la montée du féminisme et de l'écologisme, qui reflètent l'importance accordée aux questions des droits de la personne et de la santé de la planète.

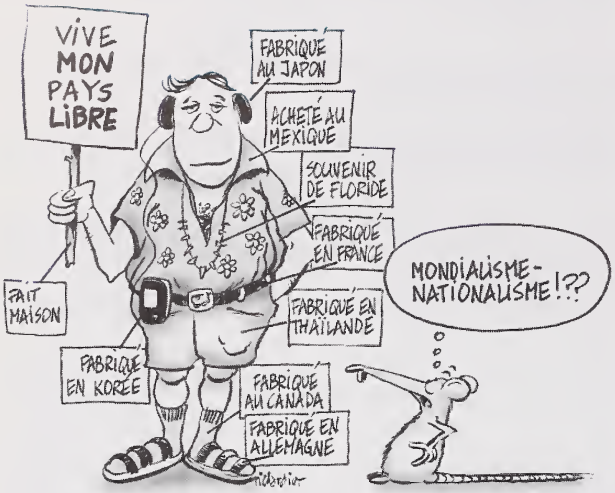
Cette liste n'est certes pas exhaustive, mais elle donne une idée de la conjoncture actuelle. Nous avons déjà étudié le néo-libéralisme et la chute du communisme en URSS. Nous avons donc regroupés les autres tendances actuelles en deux sections dans les pages qui suivent. L'une traite de la mondialisation des marchés et l'autre résume d'autres développements.

LA MONDIALISATION DES MARCHÉS

Globalisation ou mondialisation : phénomène par lequel les domaines de l'activité humaine, et particulièrement l'économie, deviennent de plus en plus interdépendants à travers le monde

La **mondialisation** est un phénomène de la fin du XXe siècle. À son plus simple, ce terme se rapporte au fait d'étendre un secteur d'activités à l'échelle de la planète. Il englobe plusieurs idées-clés : liens commerciaux, interdépendance, nouvelles technologies de l'information et de la communication, et intégration des économies.

Le commerce et l'interdépendance existent depuis presque toujours dans le sens que les individus, les tribus, les peuples, les pays ont toujours échangé des biens et des services, ce qui leur a donné un plus grand choix et a amené la spécialisation d'industries ou de pays. Les entreprises qui limitaient à l'origine leur secteur d'activités dans un endroit ou un pays ont franchi les frontières



pour s'implanter de par le monde. Vous vivez cette interdépendance, car elle se manifeste dans notre vie quotidienne, comme le montre l'exemple de Riccardo Petrella :

« ...si vous analysez les caractéristiques de votre pull Benetton, vous constaterez que Benetton ne produit plus de « chandail » en Italie, là où est née l'entreprise. Votre pull est désormais produit dans 174 centres de production de par le monde. Les pulls sont ensuite distribués par 17 000 points de vente ».

Les liens tissés entre pays et entre régions se multiplient et l'interdépendance augmente. En 1997, la crise économique qui a secoué l'Asie du Sud-Est a sérieusement affecté entre autres l'économie du Japon, une grande puissance industrielle. Elle a eu des répercussions sur le monde entier et a obligé les dirigeants du G-7 à établir des mesures d'aide financière aux pays touchés, de façon à éviter une catastrophe économique mondiale. Cette interdépendance existe dans tous les domaines : politique, économique, écologique, militaire, culturel ou financier.

Ce qui est nouveau, c'est tout d'abord le rythme de croissance du volume et de la valeur des échanges. Selon les calculs effectués par le GATT, les échanges internationaux ont été multipliés par 64, passant de 57 milliards de dollars à 3 650 milliards de dollars entre 1947 et 1992 (services exclus). D'autre part, ce rythme est dû à l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), qui sont les moteurs de la mondialisation.

La compétition entre entreprises se fait maintenant à l'échelle mondiale. En réponse à cet impératif, les entreprises s'éliminent ou fusionnent, s'absorbent ou signent des alliances afin d'être mieux positionnées. Le nombre total des entreprises diminuent, et les grosses compagnies étendent et diversifient leur champ d'action. Certaines compagnies essayent de contrôler tout un secteur (les films par exemple) depuis l'étape de la production jusqu'à l'étape de la livraison d'un produit. Avec cette fusion ou ces alliances, arrive une **intégration économique** par laquelle les multinationales coordonnent leurs activités — ressources, techniques, savoirs et buts — à l'échelle mondiale.

Un résumé du rapport du Sénat français (1995) sur *L'avenir de France Télécom* permet de mieux cerner les idées-clés de la mondialisation à partir de l'exemple de Télécom. En lisant ce qui suit, essayez d'identifier des exemples reliés à l'interdépendance, aux nouvelles techniques de l'information et de la communication, et à l'intégration économique.

Intégration économique : procédé ou phénomène qui implique la coordination des activités de plusieurs entreprises dans la fabrication et la vente de produits et de services

France Télécom est le 4e opérateur mondial par le chiffre d'affaires dans les télécommunications, derrière NTT (Japon), ATT (É.-U.) et Deutsche Telekom. Télécom regroupe une cinquantaine de sociétés organisées en quatre pôles d'activité : les réseaux de transmission de données par paquet, la téléphonie

mobile — radiotéléphone, téléphone de poche, radiomessagerie, radiotéléphone numérique — les terminaux — radiotéléphones, télécopieurs, téléphones — et les logiciels et services.

Un objectif du groupe Télécom est de répondre aux besoins d'une clientèle d'entreprises multinationales et d'éviter à ses clients d'avoir à gérer un contrat de télécommunications différent dans chaque pays où ils sont installés — avec tous les problèmes techniques de connexion ou de compatibilité que cela entraîne. En 1994, France Télécom a signé un accord de partenariat avec Deutsche Telekom (Allemagne) et avec Sprint (É.-U.), ce qui a donné naissance à une nouvelle compagnie, Global One, qui a maintenant pied sur tous les continents et qui offre des services de communications internationales homogènes à l'échelle mondiale.

Télécom est également présente en Asie-Pacifique, en Amérique latine, où il détient des participations dans Telecom Argentina, au Mexique (Telmex) et en Europe de l'Est (Pologne, République tchèque et Russie).

L'interdépendance des entreprises dans les activités économiques et leur puissance influencent profondément la scène mondiale économique et politique. **Les entreprises internationales** — les multinationales — **ont comme priorité la prospérité de l'entreprise et le profit**. Même si elles portent une étiquette canadienne ou américaine ou japonaise, selon leur pays d'origine, ce sont les intérêts des compagnies qui priment et non les intérêts nationaux. **Le capital financier ne connaît pas de frontière**. Les profits recueillis dans un pays souvent ne sont pas réinvestis dans ce pays, mais sont transférés ailleurs, par exemple en étant versés aux actionnaires qui se trouvent éparpillés dans le monde. Les multinationales peuvent influencer la politique d'un pays en demandant certaines concessions — au niveau des normes environnementales, ou des salaires minimums — pour s'y installer ou pour y rester. **Ceci mène à l'affaiblissement de la souveraineté nationale d'un pays** qui a moins de liberté pour réaliser son programme économique national.

La mondialisation des échanges se situe dans le courant du libéralisme qui prône l'individualisme, la recherche du profit, la concurrence et la liberté économique. Le néo-libéralisme, par son opposition à l'intervention gouvernementale dans le domaine économique et son soutien de la liberté, regarde d'un œil favorable le phénomène de la mondialisation. L'intégration des économies au niveau mondial réduit l'influence de chaque gouvernement sur sa propre économie et étend l'opération des lois du marché à toute la planète.

Avantages

Les partisans de la mondialisation affirment qu'elle exerce un effet d'entraînement sur tous les participants. La mondialisation conduirait ainsi à la croissance et au développement économique des pays qui ouvrent leur économie à la pénétration étrangère. Pour encourager cette ouverture au commerce international, il faut une **libéralisation des échanges** et **l'élimination des mesures protectionnistes** (tarifs douaniers, barrières non tarifaires comme les subventions, les normes de production, etc). Les pays industrialisés ont cherché à créer des aires de **libre échange** où les produits

entrent et sortent du pays sans payer de **droits de douane**. De plus, ils cherchent, par le biais d'organisations de coopération internationale comme jadis **le GATT** et aujourd'hui **l'Organisation mondiale du commerce** (**OMC**), à harmoniser les pratiques et les politiques commerciales et économiques afin qu'aucun pays ne jouisse d'avantages injustes. Cette harmonisation des politiques au niveau international impose **une perte de souveraineté nationale** et exige que tout le monde joue le jeu économique et commercial de la même façon. De plus, du fait du retrait des gouvernements du champ économique, la mondialisation laisse libre jeu aux grandes compagnies **multinationales** et aux **institutions financières** — le grand capital mondial — pour agir à leur guise. Comme bon nombre d'entre elles sont plus riches que beaucoup de pays dans le monde, leur pouvoir et leur capacité d'imposer leur volonté est énorme. La puissance de ces institutions, leur pouvoir de dicter la conduite économique et, par conséquent, sociale des pays dans lesquels elles investissent ou auxquels elles prêtent des fonds est un des phénomènes les plus importants de ces derniers temps. Il s'agit de **la montée des acteurs non étatiques**, c'est-à-dire des acteurs n'appartenant à aucun gouvernement et échappant au contrôle de ces derniers.

Pour certains, la mondialisation est tout simplement inéluctable. À mesure que le monde se rétrécit, les économies s'imbriquent, s'entrelacent de plus en plus. C'est un mouvement naturel et le pays qui tenterait de s'y opposer, se condamnerait à l'isolement et à la paupérisation. D'autres partisans s'efforcent de démontrer que la mondialisation est un développement non seulement inéluctable mais souhaitable et, à la longue, tout le monde en profite. Il y aura évidemment une période de transition pendant laquelle les pays identifieront les domaines dans lesquels ils possèdent un avantage naturel par rapport aux autres. Certaines industries et certains services d'un pays ou d'un autre ne profiteront pas de la mondialisation, car ils seront incapables de soutenir la concurrence et seront, par conséquent, condamnés. D'autres, par contre, bénéficieront de l'accès à des marchés beaucoup plus grands que celui de leur pays d'origine.

La mondialisation se caractérise donc par une compétition sévère entre pays et entre compagnies dont les plus grandes sont des multinationales. Chacun cherche à devenir le plus compétitif possible. Évidemment, il y a différentes façons de devenir compétitif. On peut, entre autres :

- réduire les prix de vente;
- augmenter la productivité des travailleurs;
- réduire les salaires et les bénéfices;
- minimiser les standards environnementaux ou s'implanter là où ils sont plus faibles;
- réduire les taxes;
- offrir une main-d'œuvre spécialisée, bien éduquée, motivée — pour certaines industries;
- offrir une main-d'œuvre docile, malléable, à bon marché — pour d'autres types d'industries;
- maximiser les avantages liés à l'infrastructure, à la qualité de vie, à la réglementation gouvernementale, à la stabilité politique, au niveau d'ingérence du gouvernement dans la vie des gens, à la proximité des marchés ou des matières premières.

Tous ces éléments pris dans leur ensemble contribuent à ce qu'on appelle la compétitivité d'un pays. Plusieurs institutions étudient et comparent la compétitivité des principaux pays du monde. La « International Institute for Management Development », basée en Suisse, a dressé la liste suivante des pays les plus compétitifs pour les années 1997 et 1996 :

Pays (par ordre d'importance)	1997	1996
États-Unis	1	1
Singapour	2	2
Hong Kong	3	3
Finlande	4	15
Norvège	5	6
Pays-Bas	6	7
Suisse	7	9
Danemark	8	5
Japon	9	4
Canada	10	12
Grande-Bretagne	11	19
Luxembourg	12	8
Nouvelle-Zélande	13	11
Allemagne	14	10
Irlande	15	22

(*Globe and Mail*, le 13 juin 1997)

Vous noterez que, en 1997, le Canada se situe au 10e rang, ce qui constitue une amélioration par rapport à sa place de l'année précédente. Il se peut que l'assainissement des finances publiques, entrepris au niveau fédéral comme au niveau de la plupart des provinces, ait contribué à cette amélioration.

Afin d'évaluer les résultats économiques de la mondialisation et de l'adoption d'une attitude positive envers le commerce extérieur, la Banque mondiale en 1987 a mené une étude sur la politique commerciale et économique de 41 pays. Voici ce qu'elle en dit :

> « Il ressort [de cette étude] que les économies tournées vers l'extérieur ont généralement été plus performantes que les économies tournées vers l'intérieur. Leur production globale a augmenté plus rapidement, elles se sont industrialisées plus facilement, tout en intervenant beaucoup moins pour favoriser directement la poursuite de cet objectif. Dans les pays qui ont appliqué une stratégie mixte, cependant, les différences dans la performance moyenne étaient faibles, mais cela ne saurait surprendre, car en plus de la politique commerciale, de nombreux facteurs déterminent les résultats économiques. Ce qu'il est important de savoir, c'est que les économies tournées vers l'intérieur ont connu des revers ».
>
> Rapport sur le développement dans le monde 1987, *Banque mondiale*, p. 9-10.

La mondialisation jouit d'un appui très général au sein de la communauté d'affaires canadienne, ce qui n'est pas étonnant pour un pays dont le tiers de la richesse nationale (son PIB) provient du commerce extérieur. Les paragraphes suivants, tirés d'un article publié dans *Canadian Business*, décrivent les possibilités que le développement de la Malaisie offre aux compagnies canadiennes.

D'un seul bond

Après neuf années d'une croissance d'au moins 8 pour cent de son PIB, la Malaisie tient à se tailler une place de choix parmi les puissances économiques de l'Asie et elle y parvient. Sa détermination est surtout évidente dans le secteur de la construction : la Malaisie a construit les immeubles de bureaux les plus élevés au monde, le plus grand barrage hydro-électrique au monde, de nouvelles villes et elle poursuit activement l'expansion de ses ports. C'est une transformation dont les Malaysiens sont très fiers et qui attire de nombreux ingénieurs et architectes étrangers à la recherche de profits.

La Malaisie — et surtout sa capitale fédérale, Kuala Lumpur — bénéficie dans les années 1990 de la croissance exceptionnelle qu'ont connue les zones d'innovation « Battery Park » à New York et « Canary Wharf » à Londres dans les années 1980. Ce petit pays, majoritairement musulman, est un des sept États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un bloc commercial de 360 millions de personnes. Il vit actuellement une transformation économique qui rappelle celle de l'Amérique du Nord après la Deuxième Guerre mondiale. Au terme de neuf années d'une croissance de son PIB supérieure à 8 pour cent, ce gouvernement qui dépense sans compter et qui tient à soigner son image, a entrepris une foule de travaux exigeant des compétences adaptées à la nouvelle économie mondiale. La construction augmente de 15 pour cent par an.

On est peut-être loin de Portage et de Main, mais pour les entreprises de construction et les sociétés d'ingénieurs du Canada, les fortes expansions de ce type sont un cadeau du ciel! Victimes du ralentissement du secteur de la construction au Canada, pour survivre nos entrepreneurs ont de plus en plus besoin de trouver du travail à l'extérieur (60 pour cent des revenus d'Ellis-Don vient maintenant de l'étranger). Mais ils doivent choisir leurs marchés avec soin. Contrairement aux énormes conglomérats japonais et sud-coréens, suffisamment riches et puissants pour soumissionner partout dans le monde et dans tous les secteurs, les Canadiens semblent avoir intérêt à se spécialiser. En Malaisie, les sociétés montréalaises SNC-Lavalin Group Inc. et Bombardier Inc. se sont associées pour assurer la construction du second réseau ferroviaire urbain express de Kuala Lumpur, un projet de plus de 1 milliard de dollars. Bombardier fabrique les trains; SNC-Lavalin creuse les tunnels et installe les lignes, tout en assurant la cogestion de l'ensemble des travaux. Adamson Associates Architects, une société torontoise spécialisée dans la construction des gratte-ciel, a entrepris un projet de 7,5 millions de pieds carrés au centre-ville de Kuala Lumpur (KLCC), soit une valeur de 3 milliards de dollars. Ce projet inclut les *Tours Petronas* — une tour à bureaux de 450 mètres qui dépassera de 7 mètres la Tour Sears de Chicago, jusqu'ici la plus haute au monde.

Brian Banks. « In a single bound », *Canadian Business*, janvier 1997, p. 76-80. Gracieuseté du Conference Board of Canada.

Inconvénients

La mondialisation a ses critiques. Ignacio Ramonet du *Monde Diplomatique* (janvier 1997) discute dans l'encart ci-dessous les aspects totalitaires de ce projet universaliste :

On appelait « régimes totalitaires » ces régimes à parti unique qui n'admettaient aucune opposition organisée, qui subordonnaient les droits de la personne à la raison d'État, et dans lesquels le pouvoir politique dirigeait souverainement la totalité des activités de la société dominée.

À ces systèmes succède, en cette fin de siècle, un autre type de totalitarisme, celui des « régimes globalitaires ». Reposant sur les dogmes de la globalisation et de la pensée unique, ils n'admettent aucune autre politique économique, subordonnent les droits sociaux du citoyen à la raison compétitive, et abandonnent aux marchés financiers la direction totale des activités de la société dominée.

Dans nos sociétés déboussolées, nul n'ignore la puissance de ce nouveau totalitarisme. [...] Après l'économie agraire, qui a prévalu pendant des millénaires, après l'économie industrielle, qui a marqué les XIXe et XXe siècles, nous sommes entrés dans l'ère de l'économie financière globale.

La mondialisation a tué le marché national, qui constituait l'un des fondements du pouvoir de l'État-nation. En l'annulant, elle a rendu largement obsolète le capitalisme national et diminué le rôle des pouvoirs publics. Les États n'ont plus la capacité de s'opposer aux marchés. Le volume des réserves des banques centrales est ridiculement faible face à la force de frappe des spéculateurs.

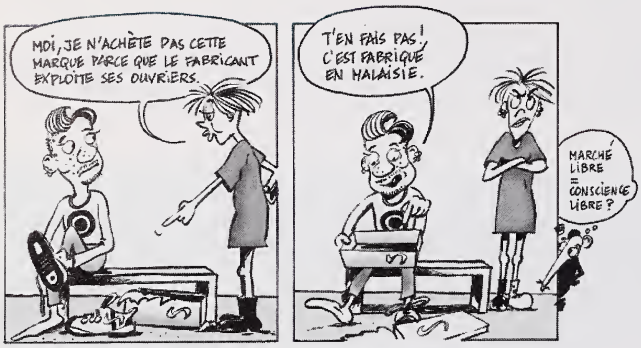
Les États ne disposent plus de moyens pour freiner les flux formidables de capitaux, ni pour contrer l'action des marchés contre leurs intérêts et ceux de [leurs] citoyens. [...]

... à l'heure actuelle, sur les deux cents premières économies du monde, plus de la moitié ne sont pas des pays, mais des entreprises.

Le phénomène de multinationalisation de l'économie s'est développé de manière spectaculaire. Dans les années 70, le nombre de sociétés multinationales n'excédait pas quelques centaines. Il dépasse désormais les 40 000... Et si l'on considère le chiffre d'affaires global des 200 principales entreprises de la planète, son montant représente plus du quart de l'activité économique mondiale; et pourtant, ces 200 firmes n'emploient que 18,8 millions de salariés, soit moins de 0,75% de la main-d'œuvre planétaire... [...]

De plus en plus de pays, qui ont massivement vendu leurs entreprises publiques au secteur privé et ont déréglementé leur marché, sont devenus la propriété de grands groupes multinationaux. Ceux-ci dominent des pans entiers de l'économie du Sud; ils se servent des États locaux pour exercer des pressions au sein des forums internationaux et obtenir les décisions politiques les plus favorables à la poursuite de leur domination globale.

I. Ramonet. « Régimes globalitaires », *Le Monde Diplomatique*, n° 514, janvier 1997, p.1. Gracieuseté du Monde Diplomatique.



Dans cet extrait, Ramonet parle de la « multinationalisation » de l'économie mondiale. Ce faisant, il attire notre attention sur la prolifération des multinationales et leur puissance politique et économique. La mobilité internationale des multinationales, à laquelle s'ajoute leur énorme poids économique, leur permet de contourner la souveraineté des États. Les États ne peuvent plus arrêter des décisions économiques ou même sociales, sans prendre en considération la réaction de ces méga-entreprises ou du grand capital international. Ce dernier est important dans la mesure où, en quelques secondes seulement, d'énormes sommes d'argent peuvent quitter un pays pour un climat plus favorable.

Ricardo Petrella du Groupe de Lisbonne — organisme qui s'est donné pour mandat de réfléchir sur la concurrence dans le monde moderne — analyse les effets de la mondialisation sur le plan social et humain. Comme on verra dans l'extrait suivant, Petrella s'inquiète de l'effet de la mondialisation sur le rôle que l'être humain est appelé à jouer dans notre société et sur les liens qui se tissent normalement entre citoyens.

La mission de l'éducation n'est plus de former des citoyens adultes critiques, mais de former des ressources humaines. Nous sommes tous réduits à des ressources humaines. Nous ne sommes plus des professeurs d'université, des balayeurs de rue, des infirmières, mais des ressources humaines qu'on peut recycler … tant que nous sommes recyclables.

[…]

La première conséquence de la mondialisation, c'est donc la disparition du concept de citoyen… […] La deuxième grande conséquence, c'est le démantèlement de l'État-providence. Le démantèlement d'une société qui était, sur les plans politique, social et économique, basée sur la solidarité.

L'État-providence était la plus grande conquête sociale de l'histoire des sociétés occidentales. Ce principe de solidarité se traduisait par tout un système de redistribution de la richesse, avant de produire la richesse.

Or, cette grande conquête sociale est maintenant considérée comme un boulet aux pieds des entreprises et des nations. On nous ressasse tous les jours que la sécurité sociale coûte trop cher, que les grandes villes et les États sont en déficit, qu'il faut assainir les finances publiques. […]

La protection sociale constituait le deuxième pilier de ce contrat social basé sur l'idée que personne ne doit être pénalisé pour les risques, les accidents de la vie, la maladie ou d'autres raisons. La société avait convenu qu'elle devait protéger ses citoyens contre les risques. Si, par exemple, une personne ne travaille pas parce qu'elle est à l'hôpital, elle continue à recevoir son salaire et ses frais d'hôpital sont payés. C'était l'expression concrète de la solidarité.

On nous dit que désormais, la société ne peut plus assurer cette protection. Chacun doit assurer lui-même sa propre protection. C'est l'itinéraire individuel. Nous sommes en train de passer de la société des droits et garanties à la société des risques. On prétend que nous serons beaucoup plus stimulés de cette façon, que la société de garantie nous a endormis et rendus paresseux. Au contraire, si nous sommes sous la pression des risques, nous serons productifs, flexibles et mobiles. […]

On nous dit également qu'il n'y a plus d'argent pour l'assistance sociale, qui constitue le troisième pilier du contrat social de l'État-providence. Et qu'il n'y a pas tellement d'argent non plus pour toutes les mesures visant les égalités d'opportunité. […]

Et voilà comment on démantèle tout un système. Le résultat? Plus personne ne trouve le sens commun. On ne sait plus quelle est la finalité d'être ensemble. […]

Ricardo Petrella. « Les dangers de la mondialisation », *OPTIONS*, n° 15, Automne 1996, p. 17-32. Gracieuseté de la CER.

ACTIVITÉ

La mondialisation des marchés

Répondez aux questions qui suivent :

1. Quelles sont les compagnies canadiennes actives dans le domaine de la construction en Malaisie? Pourquoi, d'après vous, recherchent-elles des marchés si loin de leur marché domestique? Spéculez sur les raisons qui auraient pu amener les autorités malaisiennes à accorder les contrats en question aux Canadiens plutôt qu'aux Américains, aux Japonais ou aux Européens.

2. Si vous faisiez partie du gouvernement canadien, que feriez-vous pour améliorer sa compétitivité? Expliquez.

3. a) Résumez brièvement les points saillants des propos de Ramonet et de Petrella au sujet de la mondialisation.

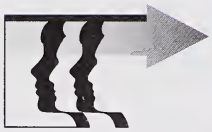
   b) Quels arguments pourrait-on faire pour réfuter ou minimiser la portée de ces propos?

4. Examinez la caricature ci-dessous.

   a) Quel est le principal message de cette caricature?

   b) De quelle façon le phénomène du chômage peut-il être lié à la globalisation?

The Globe and Mail, mercredi 29 mai 1995.



Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions suivantes :

- notre époque se caractérise par une mondialisation des marchés, ce qui a et aura des implications lourdes pour la souveraineté des États et pour les systèmes social et politique.

AUTRES TENDANCES

L'augmentation des inégalités

Le Rapport sur le développement humain de 1996 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fait part d'une polarisation accrue entre pays riches et pays pauvres, ainsi qu'entre riches et pauvres à l'intérieur de la plupart des pays. Cette constatation s'appuie sur un grand nombre de faits dont les plus frappants sont :

- 70 pays en développement connaissent aujourd'hui des niveaux de revenu inférieurs à ceux des années 1960 à 1970;
- la croissance économique ces dernières années n'a apporté aucun bénéfice à un quart de la population mondiale;
- l'économie mondiale (le produit mondial brut) a augmenté de 40 pour cent pendant la période de 1975 à 1985. Cette croissance n'a bénéficié qu'à une minorité de pays. Pendant la même période, le nombre de pauvres a augmenté de 17 pour cent;
- les riches s'enrichissent toujours davantage. En 1996, la fortune des 358 milliardaires au monde surpasse les revenus annuels combinés de pays représentant presque la moitié (45 pour cent) de la population mondiale;
- les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, qui ont connu les taux de croissance les plus impressionnants, sont aussi les pays qui ont distribué la richesse de la façon la plus équitable.

D'autres statistiques confirment les affirmations du PNUD voulant que l'écart entre riches et pauvres se creuse. Par exemple, de 1960 à 1991, les 20 pour cent des gens les plus riches ont vu leur part du revenu mondial augmenter de 70 à 85 pour cent, tandis que les 20 pour cent des gens les plus pauvres ont vu leur part du revenu mondial chuter de 2,3 à 1,4 pour cent. Un cinquième de l'humanité vivant surtout dans les pays industrialisés s'accapare au-delà de 80 pour cent du revenu mondial.

Les inégalités s'accroissent aussi à l'intérieur des pays. Dans son livre *Peddling Prosperity*, l'économiste Paul Krugman a relevé les faits suivants aux États-Unis :

- la classe moyenne comprend moins de personnes aujourd'hui qu'en 1973;
- le taux de pauvreté a augmenté de 20 pour cent par rapport à 1973 et, dans le cas des enfants, il a augmenté de 40 pour cent;
- pendant les années 1980, le rapport de rémunération entre les chefs d'entreprises (les PDG) et les travailleurs moyens a triplé au profit des premiers;
- les familles les plus riches (se situant dans le premier pour cent des familles les plus riches) ont vu leur revenu doubler entre 1977 et 1989,

tandis que durant la même période, les familles les plus pauvres ont vu leur revenu baisser de 8 pour cent.

Une autre statistique, celle de l'index des inégalités, illustre le même phénomène de polarisation aux États-Unis. Cet index compare le revenu des 20 pour cent des gens les plus riches, au 20 pour cent des gens les plus pauvres. En 1969, il se chiffrait à 7,5:1, c'est-à-dire que le revenu des plus riches était 7,5 fois plus grand que le revenu des plus pauvres. En 1992, cet index était de 11:l.

La situation au Canada n'est guère meilleure. Voici quelques statistiques :

- selon « The Bread for World Institute », à Washington, 14 pour cent des enfants au Canada vivent en dessous du seuil de pauvreté (Statistique Canada situe le taux à 19,4 pour cent), ce qui place le pays au deuxième rang des pays industrialisés, après les États-Unis, 22 pour cent. Ce même institut situe le taux de pauvreté des enfants dans d'autres pays comme suit : Grande-Bretagne : 10 %; Allemagne et France : 7 %; Pays-Bas : 6 %; Norvège : 5 %; Belgique et Luxembourg : 4 %; Suisse, Danemark, Suède et Finlande : 3 %;

- le Conseil canadien pour le développement social affirme que le nombre de travailleurs (les gens ayant un emploi) vivant en dessous du seuil de pauvreté a augmenté de 30 pour cent au cours des dernières dix années;

- sur chaque dix familles monoparentales dirigées par une femme, six vivent dans la pauvreté;

- le taux de pauvreté des jeunes familles a augmenté de 40 pour cent;

- pendant les dernières dix années, les familles à revenu élevé ont vu leur partie du revenu national augmenter de 4,5 pour cent, tandis que les familles à revenu moyen ou à bas revenu ont vu leur portion du revenu national diminuer de 4,5 pour cent.

ACTIVITÉ

Augmentation des inégalités

1. Que pensez-vous de ce phénomène de l'accroissement des inégalités? Doit-on prendre des mesures pour le contrecarrer au niveau national? Au niveau international? Si oui, quelles mesures peut-on prendre?

2. Expliquez la signification de cette affirmation du *Rapport sur le développement humain* de 1996 :

   « … les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est qui ont connu les taux de croissance les plus impressionnants sont aussi les pays qui ont distribué la richesse de la façon la plus équitable ».

La montée de la région de l'Asie-Pacifique

Le XXIe siècle sera le siècle de l'Asie, dit-on dans les milieux diplomatiques et commerciaux. Les chiffres semblent appuyer cette affirmation. Si elle est exacte, cette situation représente une rupture importante avec plusieurs siècles de domination du monde par l'Europe et les pays issus de l'Europe (les États-Unis, par exemple).

On estime que dans les prochaines années, l'aire Asie-Pacifique, encadrée politiquement par le Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), connaîtra la croissance économique la plus rapide de toutes les aires économiques au monde.

D'ici l'an 2000, on prévoit :

- que l'Asie comptera 70 pour cent de la population du monde, produira 50 pour cent des biens et services dans le monde et représentera 40 pour cent de la consommation mondiale;
- que les échanges autour du Pacifique représenteront 70 pour cent des échanges mondiaux;
- que le Japon aura le PIB par personne le plus élevé au monde;
- qu'au point de vue économique la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour seront égaux à la plupart des pays d'Europe;
- que la Chine deviendra une des puissances économiques les plus importantes au monde. En raison de sa grande population, elle pourrait assumer un tel rôle, sans connaître un PIB par habitant semblable à ceux du monde occidental.

Pour mettre la croissance rapide de cette région en contexte, il faut noter les faits suivants :

- en 1960, les économies des pays de l'Asie de l'Est détenaient 4 pour cent du produit mondial brut; en 1991, 25 pour cent du produit mondial brut (équivalent à celui des États-Unis) et selon les projections, dès l'an 2000 elles représenteront 33 pour cent du produit mondial brut.
- les économies des 7 pays de l'Asie de l'Est les plus riches contrôlent 41 pour cent des réserves bancaires. Elles n'en contrôlaient que 17 pour cent en 1980.
- le taux d'épargne moyen des économies de l'Asie de l'Est est de 30 pour cent, comparé à 8 pour cent pour les pays membres du G-7.

La montée économique de cette région ajoute un nouvel axe à l'économie mondiale. Celle-ci est maintenant dominée par trois pôles principaux :

- l'Europe (regroupée économiquement dans l'Union européenne);

- l'Amérique du Nord (regroupée économiquement dans l'Accord du libre-échange nord-américain);

- la région de l'Asie-Pacifique où la coopération économique se réalise à l'intérieur de deux regroupements :
  - ASEAN — l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est;
  - APEC — le Forum de coopération économique Asie-Pacifique dont fait partie le Canada, en tant que pays limitrophe du Pacifique.

Cette multipolarité du commerce international ne cache tout de même pas un développement très significatif. Comme le dit le diplomate et économiste canadien Kimon Valaskakis, dans son œuvre *Le Canada des années 90*, « le leadership économique mondial passera de l'Atlantique au Pacifique avant la fin du siècle ».

La renaissance du nationalisme

Un tour d'horizon de la dernière décennie du XXe siècle ne serait pas complet sans faire mention d'une force historique qui continue d'exercer une emprise sur les attitudes et les sentiments des uns et des autres.

Le **nationalisme** a certes ses adversaires et ses défenseurs. L'augmentation de la coopération entre pays, depuis la Deuxième Guerre mondiale, portait à croire que cette force avait atteint son zénith et que son attrait diminuait au fur et à mesure que les populations prenaient conscience de la coopération nécessaire entre pays afin d'assurer la paix, la sécurité et la croissance économique.

L'ironie a voulu que le XXe siècle se termine plus ou moins comme il avait commencé. Le sort des populations des Balkans continue à faire monter la tension dans la région et à défier toute solution durable. Le nationalisme qui vise en général à donner à chaque peuple son propre « État » pousse à la fragmentation et donc à la prolifération des États. Notre monde connaît aujourd'hui plus d'États indépendants que jamais — plus de 190 dont 185 sont membres des Nations Unies.

Le nationalisme est une force peut-être dépassée dans certaines régions du monde (et même là, il ne faut pas sous-estimer son attrait), mais il est encore à l'œuvre là, où de vieux problèmes de partage du pouvoir ou de décentralisation, ou encore de respect des droits des minorités, n'ont pas été réglés.

On observe le nationalisme à l'œuvre dans les situations suivantes :

- en Bosnie entre les gens d'origine serbe, croate et musulmane,

- en Serbie entre les Serbes et les gens d'origine albanaise dans la région du Kosovo,

- en Tchétchénie (les Tchétchènes souhaitent se séparer de la Russie),

- en Macédoine entre les gens d'origine slave et albanaise,

Nationalisme : sentiment de fierté et d'attachement à son propre pays; attitude qui consiste à favoriser son propre pays et qui fait passer ses intérêts avant ceux des autres pays

- dans le Nagornyï-Karabakh (région disputée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan),
- en Géorgie (entre Géorgiens et Abkhazes),
- au Québec,
- en Espagne (les Catalans souhaitent plus d'autonomie au sein de l'union espagnole),
- en Chine (bon nombre de Tibétains souhaiteraient leur indépendance de la Chine),
- en Inde (au Cachemire et dans le Punjab).

Comme on le voit, le nationalisme n'a pas encore lâché prise et une analyse des perspectives d'avenir ne peut pas se faire sans lui.

L'intégrisme musulman

L'**intégrisme** peut prendre racine à l'intérieur de n'importe quelle religion. Le terme fait référence à la volonté de soumettre les lois du pays aux livres saints tels que le Coran ou la Bible. Un intégriste est un individu qui veut appliquer les principes et règlements religieux à la vie politique, économique, sociale et culturelle d'un pays. Comme les intégristes croient posséder la seule vérité et comme ils veulent l'imposer sur le pays tout entier, leur croisade est souvent caractérisée par l'intolérance et le fanatisme.

Nous n'étudierons pas le *fondamentalisme* (voire intégrisme) chrétien ou hindou, mais l'intégrisme (ou le fondamentalisme) musulman parce qu'il est particulièrement fort et influent dans le monde islamique. Le gouvernement de l'Iran est dirigé par les intégristes, comme d'ailleurs le gouvernement de l'Afghanistan. Les intégristes mènent un combat sanglant contre le gouvernement en Algérie et menacent les gouvernements d'autres pays islamiques comme l'Égypte et le Tadjikistan.

L'intégrisme musulman représente une réaction conservatrice contre les valeurs véhiculées par les pays occidentaux (Europe et Amérique du Nord principalement) et contre l'expansion de cette culture occidentale. Les intégristes cherchent à promouvoir une identité qui n'a rien à voir avec les pays occidentaux qui les ont colonisés et exploités. Pour ce faire, ils se replient sur leur religion, l'Islam, qui constitue l'élément le plus important de leur identité non occidentale.

Bien que limité géographiquement au Moyen-Orient, à l'Asie centrale et à l'Afrique, ce mouvement constitue un développement intéressant, particulièrement dans la mesure où il représente un rejet catégorique de l'universalisme occidental, ainsi qu'un défi à l'idée de la coexistence entre peuples de valeurs et de religions différentes.

Intégrisme : idéologie qui veut baser les lois, la culture et le mode de vie d'un pays sur les Écritures saintes telles que la Bible ou le Coran

Le féminisme

Ce mouvement, en plein développement dans le monde occidental, depuis une vingtaine d'années, cherche à améliorer la condition politique, économique, sociale et culturelle des femmes. Le **féminisme** part du principe que nos sociétés actuelles sont de nature patriarcale, c'est-à-dire dominées par les hommes. Le rôle des femmes dans ces sociétés est dévalorisé, considéré d'importance secondaire. Cette situation nuit à l'épanouissement des femmes et constitue un obstacle aux principes d'égalité et de justice qui sont universellement reconnus, du moins en théorie. Les féministes se sont donc battues pour l'égalité dans plus ou moins tous les domaines, avec des résultats différents selon le pays et la culture dominante. Leurs revendications habituelles dans le monde industrialisé comprennent :

- salaire égal pour travail de valeur égale;
- une représentation politique équitable avec celle des hommes;
- des mesures sociales permettant de participer à la vie économique — la provision des garderies publiques ou des garderies sur les lieux de travail, par exemple;
- des congés de maternité payés;
- une plus grande participation dans la prise de décision dans les entreprises du secteur privé et public.

Le féminisme a déjà bouleversé de nombreuses certitudes dans les pays occidentaux; toutefois, il a encore un long chemin à parcourir dans d'autres pays du monde. Ce mouvement risque de présenter un formidable défi aux sociétés encore très patriarcales du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Amérique latine.

L'écologisme

Nous ne pourrions pas conclure ce chapitre sans parler d'un autre mouvement de contestation, celui de l'**écologisme**. Ce terme désigne de manière générale un mouvement, un courant politique et une idéologie voués à la défense de l'environnement physique et humain.

Les écologistes rejettent les idéologies classiques, que ce soit le libéralisme, le conservatisme, le socialisme et le communisme, alléguant que d'une manière ou d'une autre, elles prônent toutes le développement à partir de l'exploitation libre et illimitée des ressources de la terre et mettent en danger la survie des générations futures. Selon les écologistes, ces idéologies placent l'être humain au sommet d'une hiérarchie, ce qui lui donne droit d'utiliser à sa guise les créatures et les ressources en dessous de lui. Selon cette philosophie, l'être humain voit la terre comme un « objet » — une ressource à exploiter pour en tirer profit.

Féminisme : doctrine ou mouvement qui préconise l'extension officielle et dans la pratique des droits de la femme, de son égalité et de son rôle dans la société

Écologisme : idéologie basée sur la connaissance et le respect des milieux naturels et des êtres vivants qui l'habitent, et prônant la protection de l'environnement et le développement soutenable qui permettront aux futures générations de bénéficier à leur tour des ressources de la terre

Les écologistes adoptent une autre vision de la terre et de l'être humain. Ils voient la planète comme un tout, un organisme vivant dans lequel l'être humain ne représente qu'une partie. Tous les organismes vivants sont interreliés et interdépendants et ce qui arrive à l'un affecte tous les autres.

L'être humain ne peut donc pas faire mal à la terre sans se faire mal à lui-même. Cette vision des choses oblige l'être humain, pour son propre bien, à porter un plus grand intérêt aux conséquences de ses actions sur la terre et sur les organismes de la terre.

D'après les écologistes, la croissance économique continue — base du système capitaliste et de la mondialisation — est autodestructrice. La surproduction de marchandises dont la nécessité est souvent créée artificiellement, la surexploitation et le gaspillage de ressources naturelles limitées et l'impossibilité pour la biosphère d'absorber les déchets actuels ne peuvent que conduire à la catastrophe. L'idéologie écologique contemporaine lie intimement exploitation de l'environnement physique et l'exploitation des êtres humains. Les écologistes font remarquer les grandes inégalités qui existent sur la planète entre les riches qui exploitent et consomment près de 80 % des ressources de la terre et les pauvres. Ils accusent la société industrielle-technocrate de violation des droits des individus et des peuples, quant au contrôle de leur environnement physique et social et à leur capacité de pouvoir prendre les décisions qui affectent leur milieu local.

Les écologistes réclament non seulement une utilisation prudente des ressources et la conservation de l'environnement, mais aussi une répartition équitable des ressources de la terre, car tout être humain a droit, selon eux, à une part des dividendes de la terre afin de satisfaire modestement ses besoins. Ils rejettent la délégation du pouvoir politique à des élites et la gestion économique à des entités lointaines et intéressées. Ils soutiennent la décentralisation, l'autosuffisance et la prise de décision locales et communautaires. Ils réclament une citoyenneté communautaire active où les individus enracinés dans leur milieu sont à même de prendre les meilleures décisions possibles. Ils remettent donc en question l'État et sa bureaucratie, la démocratie représentative et l'économie capitaliste.

La liste suivante comprend dix valeurs fondamentales à l'idéologie verte :

la justice sociale;
l'économie communautaire;
la non-violence;
la décentralisation;
le développement durable qui tient compte de l'avenir;
le féminisme;
la responsabilité de chacun pour son milieu proche et pour la planète;
le respect de la diversité;
la démocratie communautaire;
la sagesse écologique.

Par leurs actions politiques — lobbying, formation de partis politiques verts et élection de représentants aux parlements — les écologistes visent à conscientiser le public aux dangers de l'ancien modèle d'exploitation des ressources et à l'inciter à changer ses valeurs et ses visions envers la planète.

Les efforts déployés par les écologistes jusqu'à maintenant n'ont pas été vains. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Autriche, les pays scandinaves, la Nouvelle-Zélande, le Mexique et les États-Unis entre autres, ont des représentants verts qui siègent dans les assemblées municipales, provinciales ou nationales. On trouve également des Verts au Parlement Européen. Des organisations comme « Greenpeace » et le « World Wildlife Federation » ont, par leurs actions et leur visibilité, forcé les gouvernements à ne pas négliger les considérations environnementales dans leur prise de décision. Au niveau international, trois grandes conférences organisées par les Nations Unies — la dernière, le Sommet de la Terre a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992 — ont donné une impulsion aux efforts pour « sauver » la Terre.

Il faut mentionner le célèbre rapport Brundtland en 1987, publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, qui recommande l'adoption par tous les gouvernements d'une politique de développement durable, c'est-à-dire d'un développement qui permet à l'humanité de rencontrer ses besoins présents, sans mettre en danger la capacité des générations futures à rencontrer les leurs.

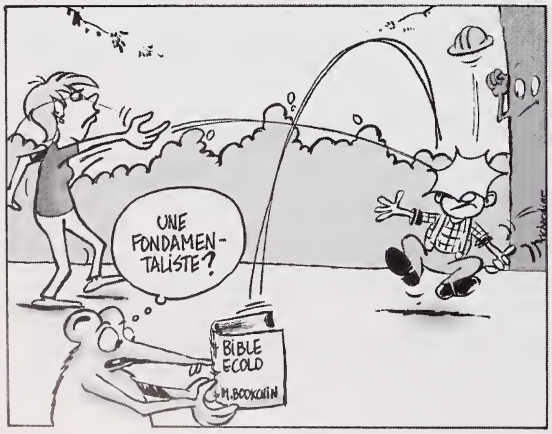
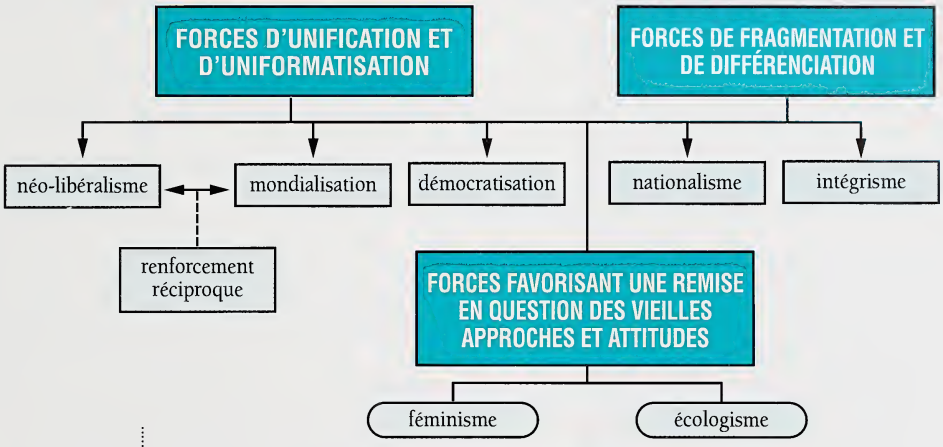
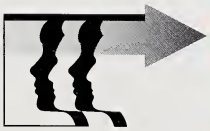


Schéma des tendances actuelles et des forces montantes





Vérifions notre compréhension

Expliquez à votre façon les notions et les nouvelles tendances suivantes :

- croissance de l'inégalité (pays riches/pauvres, individus riches/pauvres),
- émergence de l'aire Asie-Pacifique,
- renaissance du nationalisme,
- intégrisme,
- féminisme,
- écologisme.

FAISONS LE POINT

Les idéologies que nous avons étudiées tout au long de ce sujet continuent à nous servir de points de référence et de repère. Elles fournissent des façons de regarder et de comprendre notre monde ainsi que des plans d'actions pour le changer.

Notre monde a toutefois énormément changé ces dernières années. La vitesse à laquelle les événements se succèdent a modifié, presque du jour au lendemain, les caractéristiques qui définissaient notre vie sur la planète. La rivalité entre les idéologies démocratiques libérales et communistes, qui formait la fondation même de notre conscience politique et économique, n'existe plus. Le communisme et sa contrepartie économique, l'économie planifiée, ne représentent plus aucun danger pour la démocratie ou le capitalisme. Avec la disparition de la « menace » communiste, le libéralisme n'a pour ainsi dire plus d'ennemi. Il sort victorieux de sa lutte contre les forces du collectivisme et semble prêt à conquérir le monde dans sa forme renouvelée du néo-libéralisme. L'État-providence se trouve sur la défensive dans bon nombre de pays où la compétitivité internationale et l'établissement d'un climat financier sain et équilibré ont pris le dessus en tant que priorités gouvernementales.

Les voix de contestation s'élèvent certes, mais elles sont beaucoup plus faibles que par le passé. La sociale-démocratie continue d'exercer une certaine attraction dans certains milieux, mais là encore, elle doit démontrer ses atouts économiques. De plus en plus, tout est jugé selon les critères économiques. Seuls, quelques mouvements luttent pour une interprétation plus humanitaire de la vocation humaine; ils sont tantôt progressistes, comme le féminisme ou l'écologisme, tantôt réactionnaires, comme l'intégrisme.

TERMES-CLÉS

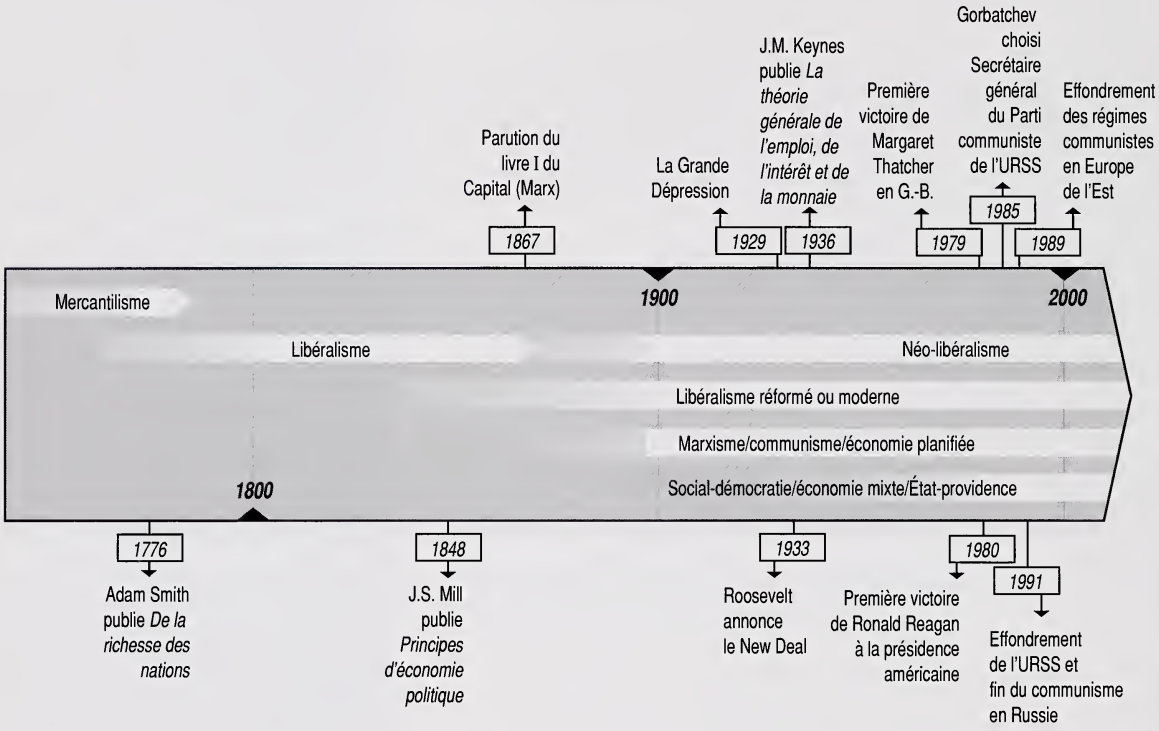
ALENA (Accord de libre-échange nord-américain)
APEC (Forum de coopération économique Asie-Pacifique)
nationalisme
ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)
capital financier
compétitivité
devises (les monnaies nationales)
diminution de la souveraineté nationale
écologisme
féminisme
GATT (General Agreement on Tariffs and Trade)
index des inégalités
intégrisme
interdépendance
mondialisation/globalisation
nationalisme
néo-libéralisme
OMC (Organisation mondiale du commerce)
paupérisation/appauvrissement
tyrannie des marchés
Union européenne (UE)

SYNTHÈSE : SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Nous venons de terminer une étude assez approfondie de trois systèmes économiques, à savoir l'économie libérale, l'économie mixte — assortie de l'État-providence — et l'économie centralisée. Nous avons examiné le développement historique ainsi que la théorie et la pratique de chaque système. Nous avons aussi fait un survol des tendances actuelles. Dans cette synthèse, nous allons faire un bilan de ces systèmes.

Chronologie des systèmes économiques

Ce schéma chronologique résume les développements les plus importants sur le plan des idées économiques.



Les connaissances que nous avons acquises en cours de route nous permettront maintenant de comparer et de contraster ces systèmes et d'arrêter notre choix sur celui qui nous semble le meilleur.

La réflexion que cela nécessitera sera salutaire, car bon nombre des choix d'essais argumentatifs demande aux élèves de prendre position pour ou contre les systèmes économiques alternatifs.

Votre enseignant pourrait vous demander de préparer un débat ou d'écrire un essai argumentatif portant sur les forces et les faiblesses des différents systèmes économiques. Pour bien vous préparer pour cela, nous vous suggérons certaines activités ci-dessous.

Bilan

Il s'agit ici de faire le bilan de chaque système. Nous vous suggérons de dresser une liste d'aspects positifs et négatifs de chaque système, assortis des valeurs qui le sous-tendent. Votre liste pourrait prendre l'aspect suivant :

Système économique : _____

Valeurs

_____

_____

etc.

Aspects positifs

_____

_____

etc.

Aspect négatifs

_____

_____

etc.

Discussion, table ronde

Votre enseignant pourrait vous demander de préparer une discussion où chaque équipe présente les fondements d'un système économique et défend ses réalisations. Il y aurait donc 3 équipes — une pour le capitalisme, une pour les économies mixtes et une pour les économies centralisées.

Essai argumentatif

Comme vous l'avez vu au chapitre 5, l'examen en vue du diplôme contient deux questions au choix, une sur le sujet A et une sur le sujet B. La question qui traite du sujet A peut porter sur les systèmes politiques ou sur les systèmes économiques. Les questions sont posées de façon à vous permettre de prendre position en faveur d'un des trois systèmes économiques et d'indiquer ses avantages par rapport aux deux autres.

Voici un choix de questions à caractère économique qui ont été posées ces dernières années. Votre enseignant vous demandera peut-être d'écrire un essai.

Questions

- Le gouvernement canadien devrait-il accroître son contrôle sur les industries-clés? Janvier 1984
- Dans quelle mesure les gouvernements devraient-ils être mêlés à la planification de l'économie? Janvier 1985
- Les gouvernements devraient-ils instaurer des programmes pour encourager l'égalité économique? Janvier 1986
- Le gouvernement canadien devrait-il intervenir dans l'économie pendant les périodes d'instabilité économique? Janvier 1987
- Les gouvernements devraient-ils insister sur l'initiative individuelle dans l'économie de leur nation? Juin 1987
- Les gouvernements devraient-ils encourager la recherche du profit dans les économies de leur nation? Juin 1988

- Les gouvernements devraient-ils adhérer au principe d'universalité dans l'administration des programmes de bien-être social? Janvier 1989
- Les gouvernements devraient-ils être prêts à apporter des changements fondamentaux à l'économie de leur nation? Juin 1990
- Les gouvernements devraient-ils assurer un niveau de vie minimum à chaque citoyen? Janvier 1991
- Les gouvernements devraient-ils donner des stimulants financiers aux industries pour stimuler la croissance économique? Juin 1991
- Les gouvernements devraient-ils mettre l'accent sur les buts de l'État-providence dans les économies de leur nation? Juin 1993
- Les gouvernements devraient-ils utiliser les principes de la libre entreprise pour restructurer leur économie? Janvier 1995
- Est-ce qu'aujourd'hui les gouvernements devraient jouer un rôle plus grand dans l'économie? Juin 1996
- La planification centralisée est-elle obsolète? Janvier 1997

INDEX DES TERMES DÉFINIS

INDEX DES TERMES DÉFINIS

A

Absolutisme, 31
Acte d'habilitation, 272
Action (Bourse), 318
Anarchie, 69
Anarchiste, 9
Antagonisme, 227
Antisémitisme, 264
Apparatchiks, 239
Aristocratie, 10
Autonome, 87
Autonomie politique, 96

B

Bâillon (imposer le), 181
Bicaméral, 173
Bien-être collectif, 52
Bien-être individuel, 52
Bouc émissaire, 82
Bourgeoisie, 52
Bourse, 318

C

Cabinet fantôme, 180
Canaliser le mécontentement, 82
Capitalisme, 308
Capitalisme social, 426
Centralisation des pouvoirs, 85
Charismatique, 72
Circonscription, 104
Civisme, 109
Collectivisation, 249
Common Law, 174
Communisme, 16
Compétence (en politique), 87
Congrès à la chefferie, 181
Congrès d'investiture, 188
Conservatisme, 10
Contestation, 81
Contraction (économique), 326
Convoitise, 87
Corporatisme, 263
Cote, 319
Coût d'opportunité, 294
Créancier, 363
Cycle économique, 325

D

Darwinisme social, 258
Débiteur, 363
Décentralisation, 86
Décolonisation, 72
Découpage, 104
Déficit, 376
Déflation, 328
Demande, 293
Démocratie, 68
Démocratie libérale, 68
Démocratie populaire, 68
Dépouillement des bulletins, 108
Dépression, 326
Désavouer, 90
Despotisme, 68
Destitution, 185
Détournement, 112
Dévolution, 86
Dialectique, 225
Dictature, 68
Dictature du prolétariat, 232
Dissidence, 244
Dissident, 102
Dissolution, 94
Dogmatiste, 14
Droit, 123
Droit divin, 32
Droit économique, 52
Droit individuel, 124
Droit collectif, 124
Duplicité, 202

E

Écologisme, 484
Économie, 292
Économie à planification centralisée (voir Économie de commande)
Économie capitaliste (voir Économie de marché)
Économie de commande, 296
Économie de l'offre, 362
Économie de la demande, 362
Économie de marché, 295
Économie libérale (voir Économie de marché)
Économie mixte, 297
Économie dirigée (voir Économie de commande)
Économie planifiée (voir Économie de commande)
Économie traditionnelle, 295
Effet de dominos, 221
Effet de réaction en chaîne (voir Effet de dominos)
Efficacité, 296
Élite, 70
Émancipation, 71
Endoctrinement, 216
Entreprise publique, 52
Essoufflement, 329

État de droit, 69
État policier, 83
État-providence, 22
Exécutif dualiste, 77
Expansion (économique), 326

F

Fascisme, 7
Favoritisme politique, 178
Féminisme, 484
Figurant, 102
Filibuster, 180
Fondamentalisme (voir Intégrisme)
Formule d'amendement, 95

G

Génocide, 264
Gerrymandering, 106
Gestion de l'offre (voir Économie de l'offre)
Gestion de la demande (voir Économie de la demande)
Glasnost, 254
Globalisation, 469
Gouvernement absolutiste, 9
Gouvernement de coalition, 183
Gouvernement minoritaire, 118
Gouvernement responsable, 95
Grands électeurs, 188
Groupe de pression, 142

H

Habeas corpus, 124

I

Idéologie, 13
Idéologue, 14
Impasse, 96
Impeachment, 185
Impérialisme, 232
Inflation, 329
Infraction, 108
Intégration économique, 470
Intégrisme, 483
Interventionnisme, 20
Inviolabilité, 97

J

Junte militaire, 209
Juridiction, 87

L

La droite, 16
La gauche, 16
Laissez-faire, 26
Le centre, 16
Lebensraum, 274
Libéralisme, 9
Libéralisme économique, 36
Libertaire, 9
Libre entreprise, 335
Lobbying, 143

M

Main invisible, 310
Majorité absolue, 111
Majorité qualifiée, 91
Majorité relative, 111
Marché, 296
Marché noir, 441
Masse monétaire, 376
Mein Kampf, 276
Mercantilisme, 308
Mise en tutelle, 219
Monarchie constitutionnelle, 32
Mondialisation (voir Globalisation)
Monopole, 309
Motion de censure, 168

N

Nationalisation, 29
Nationalisme, 482
Nature humaine, 6
Néo-conservateur, 359
Néo-libéral, 359
Néo-libéralisme, 38
Népotisme, 338
Nomenklatura, 239
Norme morale, 81

O

Offre, 293
Oligarchie, 67
Opposition loyale (officielle), 69
Oppression, 83

P

Paradoxe, 212

Parlementarisme, 32
Paternalisme, 43
Perestroïka, 254
Plan quinquennal, 434
Planification indicative, 394
Plébiscite, 158
Pluralisme, 69
Poids et contrepoids, 75
Politique budgétaire, 376
Politique de réquisitions, 432
Politique fiscale, 376
Politique monétaire, 376
Populisme, 203
Pouvoir, 74
Pouvoir réglementaire, 186
Pouvoir résiduaire, 89
Primauté, 68
Principe des nationalités, 72
Principe majoritaire, 69
Privatisation, 29
Projet politique, 13
Prolétariat, 52
Protectionnisme (Protectionniste), 350
Purge, 249

R

Rappel (d'un député), 204
Rareté, 292
Ratification, 192
Reagonomie (voir Économie de l'offre)
Recensement, 105
Récession, 326
Régime de terreur, 83
Répartition du pouvoir, 87

S

Science économique, 292
Scrutin proportionnel, 118
Sécurité économique, 52
Séparation des pouvoirs, 75
Socialisme, 16
Socialisme scientifique, 52
Solution finale, 264
Souverain, 87
Souveraineté, 32
Soviet, 234
Spéculation, 320
Statu quo, 19
Subordination, 71
Suffrage universel, 103
Système économique, 295

T

Taxation progressive, 409
Taxation uniforme, 409
Taxe régressive, 409
Thatchérisme, 364
Théocratie, 209
Thèse, 225
Tribalisme, 72
Tyrannie, 67
Tyrannie de la majorité, 69
Tyrannie de la minorité, 209

U

Utopie, 9

V

Veto suspensif, 174
Villagisation, 138
Vision, 6
Vote libre, 169
Vote populaire, 111

University of Alberta Library
0 1620 0875 0752

Systèmes politiques et économiques

CONSERVATISME

LIBÉRALISME

SOCIALISME

COMMUNISME

FASCISME

CAPITALISME

ÉCONOMIE DIRIGÉE

ÉCONOMIE MIXTE

ÉTAT-PROVIDENCE

Alberta EDUCATION

ISBN 0-7732-9935-1